USAID
DU PEUPLE AMERICAIN

# La culture politique de la démocratie en Häiti et dans les Amériques, 2014:

## La gouvernance démocratique au fil des 10 ans du Baromètre des Amériques

François Gélineau, Ph.D.
Université Laval

Elizabeth J. Zechmeister, Ph.D.
Directrice du LAPOP et éditeur de la série
Université Vanderbilt

AmericasBarometer by LAPOP
Barómetro de las Américas

LAPOP

VANDERBILT UNIVERSITY

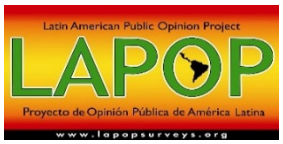
# La culture politique de la démocratie en Haïti et dans les Amériques, 2014:

# La gouvernance démocratique au fil des 10 ans du Baromètre des Amériques

**Par**

**François Gélineau, Ph.D.**
**Université Laval**

**Elizabeth J. Zechmeister, PhD.**
**Directrice du LAPOP et éditeur de la série**
**Université Vanderbilt**



VANDERBILT UNIVERSITY

**Cette étude a été rendue possible grâce au soutien financier du Programme de démocratie et de gouvernance de l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Agence américaine pour le développement international.**

**Mars 2016**

# Table des matières

**Liste des figures** ..... **vii**
**Liste des cartes** ..... **xi**
**Liste des tableaux** ..... **xi**
**Préface** ..... **xiii**
**Prologue: contexte de l'étude** ..... **xv**
**Remerciements** ..... **xxv**
**Introduction** ..... **xxix**
**Comprendre les graphiques de cette étude** ..... **xxxvii**
**Partie I: La criminalité, la violence et les perceptions du rôle de l'État dans les Amériques** ..... **1**
**Chapitre 1. Criminalité et violence dans les Amériques** ..... **3**
I. Introduction ..... 3
II. Contexte: La Prévalence de la criminalité et de la violence dans les Amériques ..... 5
*Les taux officiels d'homicides, de vols et de cambriolages* ..... *6*
*Les enquêtes d'opinion publique comme sources importantes pour les statistiques sur la criminalité* ..... *9*
III. Un aperçu de la criminalité et de la violence dans l'esprit des citoyens des Amériques ..... 11
IV. Expériences de la criminalité et de la violence dans les Amériques: Un regard à partir du Baromètre des Amériques ..... 16
*Tendances de la victimisation par le crime à travers les Amériques* ..... *16*
*Qui est susceptible d'être victime d'un crime?* ..... *26*
V. Conclusion ..... 29
Annexe ..... 30
**Chapitre 2. Le développement économique et la perception de la performance économique dans les Amériques** ..... **31**
I. Introduction ..... 31
II. Principaux résultats ..... 32
III. L'évolution de la richesse des ménages ..... 33
IV. En dépit des améliorations, de nombreux ménages peinent à joindre les deux bouts ..... 39
V. Comment les individus perçoivent-ils l'économie nationale ? ..... 43
VI. Conclusion ..... 48
Annexe ..... 50
**Chapitre 3. La corruption dans les Amériques** ..... **53**
I. Introduction ..... 53
II. Principaux résultats ..... 54
III. Expériences personnelles avec la corruption ..... 55

IV. Comment les citoyens des Amériques perçoivent la corruption au sein du gouvernement? ....64
V. Est-ce que les citoyens des Amériques considèrent que la corruption est justifiable?....70
VI. Conclusion ....73
Annexe ....74
**Chapitre 4. Performance et gouvernement local dans les Amériques....77**
I. Introduction....77
II. Principaux résultats du chapitre....77
III. Gouvernement local, Participation, Confiance institutionnelle et Démocratie....78
IV. Participation au niveau local....81
*Participation aux réunions locales .... 81*
*Demande faite au gouvernement local.... 83*
V. Satisfaction et confiance envers le gouvernement local....88
*Satisfaction à l'égard des services locaux .... 89*
*Confiance envers le gouvernement local .... 99*
VI. Conclusion ....102
Annexe ....104
**Chapitre 5. La décennie de la légitimité démocratique dans les Amériques ....109**
I. Introduction....109
II. Principaux résultats....110
III. Appui à la démocratie ....111
IV. Confiance envers les institutions politiques et sociales ....112
V. Profils des attitudes propices à la stabilité démocratique....122
*Appui au système politique.... 123*
*Tolérance politique .... 127*
*Attitudes conduisant à la stabilité démocratique .... 132*
VI. Conclusion ....136
Annexe ....138
**Partie II: La gouvernance, la participation politique et la société civile dans les Amériques ..... 145**
**Chapitre 6. Les Haïtiens et le développement humain ....147**
I. Introduction....147
II. Le bien-être économique ....149
III. Plomberie et salles de bain intérieures ....152
IV. Perceptions populaires de la prestation de biens publics ....155
V. Criminalité et insécurité ....157
VI. Corruption ....163
VII. Conclusion ....171

Annex ..... 173
**Chapitre 7. Les Haïtiens et les valeurs démocratiques ..... 177**
I. Introduction ..... 177
II. La tolérance politique ..... 178
III. La confiance et l'appui au système chez les Haïtiens ..... 183
IV. La démocratie est-elle à risque en Haïti? ..... 189
V. L'engagement communautaire et la participation politique ..... 196
VI. Conclusion ..... 205
Annexe ..... 207
**Chapitre 8. Les électeurs haïtiens en action ..... 209**
I. Introduction ..... 209
II. L'idéologie et l'identification à un parti ..... 210
III. La question de la performance ..... 217
IV. Approbation et l'appui au pouvoir sortant ..... 220
V. Conclusion ..... 224
Annexe ..... 226
**Bibliographie ..... 227**
**Annexe ..... 241**
Annexe A. Les comparaisons selon le sexe et la région de résidence ..... 243
Annexe B. Lettre de consentement ..... 259
Annexe C. Questionnaire ..... 261

# Liste des figures

Figure 1.1. Taux d'homicide volontaire (pour 100 000 habitants) 2012 ..... 6
Figure 1.2. Taux d'homicides volontaires (pour 100 000 habitants) dans le temps ..... 7
Figure 1.3.Taux de vols et de cambriolages (pour 100 000 habitants), 2012 ..... 8
Figure 1.4. Le problème le plus important que connaît le pays dans le temps ..... 13
Figure 1.5. Pourcentage des citoyens identifiant la sécurité comme le problème le plus important auquel le pays doit faire face ..... 14
Figure 1.6. Victimisation criminelle au cours du temps ..... 17
Figure 1.7. Taux de victimisation par le crime, 2014 ..... 18
Figure 1.8. La fréquence de la victimisation par le crime, 2014 ..... 19
Figure 1.9. La victimisation par le crime au sein du foyer dans le temps ..... 20
Figure 1.10. Localisation de la victimization par le crime, 2014 ..... 21
Figure 1.11. Cambriolages dans le quartier, 2014 ..... 22
Figure 1.12. Ventes de drogues illicites dans le quartier, 2014 ..... 23
Figure 1.13. Extorsion ou chantage dans le quartier, 2014 ..... 25
Figure 1.14. Meurtres dans le quartier, 2014 ..... 26
Figure 1.15. Victimisation par le crime selon le lieu de résidence et la richesse, 2014 ..... 28
Figure 1.16. Les déterminants de la victimisation par le crime, 2014 ..... 29

Figure 2.1. La propriété des biens ménagers dans les Amériques, 2014 ..... 35
Figure 2.2. La richesse moyenne dans le temps, indice additif des 12 biens et services ménagers ..... 37
Figure 2.3. Les corrélats de la richesse des ménages, 2014 ..... 38
Figure 2.4. La richesse des ménages est-elle suffisante pour joindre les deux bouts? 2014 ..... 40
Figure 2.5. Perceptions des finances des ménages selon les quintiles de richesse des ménages, 2014.. 41
Figure 2.6. Perceptions des finances des ménages au fil du temps ..... 42
Figure 2.7. Perceptions des finances des ménages par pays, 2014 ..... 42
Figure 2.8. Perceptions de l'économie nationale, 2014 ..... 43
Figure 2.9. Perceptions de l'économie nationale dans le temps ..... 44
Figure 2.10. Croissance du PIB et perceptions de l'économie nationale, 2014 ..... 46
Figure 2.11. Les corrélats des perceptions des citoyens sur l'économie, 2014 ..... 48

Figure 3.1. Les expériences de corruption selon le contexte, 2014 ..... 58
Figure 3.2. Pourcentage global des individus victimes de corruption dans la dernière année, 2014 ..... 59
Figure 3.3. Victimisation par la corruption dans le temps ..... 60
Figure 3.4. La victimisation par la corruption par pays, 2014 ..... 61
Figure 3.5. Prédicteurs des demandes de pot-de-vin, 2014 ..... 63
Figure 3.6. Les perceptions de la corruption, 2014 ..... 65
Figure 3.7. Les perceptions de la corruption dans le temps ..... 65
Figure 3.8. Perceptions de la corruption à travers les pays, 2014 ..... 67
Figure 3.9. Comparaison entre les niveaux de perception de la corruption et les taux de victimisation par la corruption à travers les pays, 2014 ..... 68
Figure 3.10. Facteurs associés à la percetion de la corruption du gouvernement, 2014 ..... 69

Figure 3.11. Est-ce que les répondants pensent que le versement d'un pot-de-vin peut être justifiée dans le temps, 2014 ..... 71
Figure 3.12. La justification de la corruption est plus élevée chez ceux qui ont été sollicités pour verser un pot-de-vin, 2014 ..... 72
Figure 3.13. Les personnes qui reçoivent l'aide financière du gouvernement sont plus susceptibles de croire que la corruption peut être justifiée, surtout si elles ont été sollicitées pour un pot-de-vin, 2014 ..... 72

Figure 4.1. Participation aux réunions municipales, 2004-2014 ..... 82
Figure 4.2. Participation aux réunions municipales dans les pays des Amériques, 2014 ..... 83
Figure 4.3. Formulation de demande auprès du gouvernement local, 2004-2014 ..... 84
Figure 4.4. Formulation de demande au gouvernement local, 2014 ..... 85
Figure 4.5. Facteurs associés à la formulation de demandes au gouvernement municipal 2014 ..... 86
Figure 4.6. Qui formule des demandes au gouvernement local, 2014? ..... 87
Figure 4.7. Efforts de résolution des problèmes communautaires, 2008-2014 ..... 88
Figure 4.8. Évaluation des services locaux, 2004-2014 ..... 91
Figure 4.9. Évaluation de la prestation de service des gouvernements locaux ..... 92
Figure 4.10. Satisfaction à l'égard des routes dans les pays des Amériques, 2014 ..... 93
Figure 4.11. Satisfaction à l'égard des écoles publiques dans les Amériques, 2014 ..... 94
Figure 4.12. Satisfaction à l'égard des services de santé publique dans les Amériques, 2014 ..... 95
Figure 4.13. Tendance de satisfaction à l'égard des trois types de services ..... 96
Figure 4.14. Satisfaction envers les services locaux (échelle additionnelle) dans les pays des Amériques, 2014 ..... 97
Figure 4.15. Déterminants de satisfaction à l'égard des services locaux, 2014 ..... 98
Figure 4.16. Confiance envers le gouvernement local au fil du temps ..... 99
Figure 4.17. Déterminants de confiance envers le gouvernement local, 2014 ..... 101

Figure 5.1. Appui à la démocratie dans les Amériques au fil du temps ..... 112
Figure 5.2. Confiance envers les institutions dans les Amériques, 2004-2014 ..... 114
Figure 5.3. Confiance à l'égard des forces armées dans les Amériques, 2014 ..... 116
Figure 5.4. Confiance envers la police nationale dans les Amériques, 2014 ..... 117
Figure 5.5. Confiance envers le système de justice dans les Amériques, 2014 ..... 118
Figure 5.6. Insécurité du quartier dans les Amériques, 2014 ..... 120
Figure 5.7. Facteurs associés à la confiance envers la police nationale dans les Amériques, 2014 ..... 121
Figure 5.8. Facteurs associés à la confiance envers le système de justice dans les Amériques, 2014 . 122
Figure 5.9. Appui au système politique et ses composantes dans les Amériques, 2006 — 2014 ..... 124
Figure 5.10. Facteurs associés à l'appui au système dans les Amériques, 2014 ..... 127
Figure 5.11. Tolérance politique et ses composantes dans les Amériques, 2004 — 2014 ..... 129
Figure 5.12. Facteurs associés à la tolérance politique dans les Amériques, 2014 ..... 131
Figure 5.13. Profils des attitudes démocratiques au fil du temps dans les Amériques ..... 133
Figure 5.14. Profils des attitudes démocratiques dans les Amériques, 2014 ..... 134

Figure 6.1. Possession de biens ménagers à Haïti, 2014 ..... 150
Figure 6.2. Richesse moyenne au cours du temps à Haïti, 2006-2014 ..... 151
Figure 6.3. Perception de la situation économique des ménages et de l'aide du gouvernement à Haïti, 2014 ..... 152
Figure 6.4. Pourcentage avec Plomberie et salle de bain intérieures, Haïti 2006-2014 ..... 153

Figure 6.5. Percent Connected to Sewage System, Haiti 2014 ..... 154
Figure 6.6. Caractéristiques socioéconomiques associées à l'accès aux salles de bain intérieures, Haïti 2014 ..... 155
Figure 6.7 Satisfaction par rapport aux sytèmes routiers, services de santé, et des écoles publiques.. 156
Figure 6.8. Satisfaction par rapport aux services de l'administration locale ..... 157
Figure 6.9. Perceptions de l'insécurité dans le quartier in Haïti ..... 158
Figure 6.10. Perceptions de l'insécurité par rapport aux autres quartiers et à l'année précédente, Haïti 2014 ..... 159
Figure 6.11. Perceptions des gangs dans le quartier à Haïti, 2010-2014 ..... 160
Figure 6.12. Victimisation criminelle à Haïti, 2010-2014 ..... 161
Figure 6.13. Localisation de la victimisation criminelle à Haïti, 2012-2014 ..... 162
Figure 6.14. Les déterminants de la victimisation criminelle à Haïti, 2014 ..... 163
Figure 6.15. Victimisation par la corruption in Haïti ..... 164
Figure 6.16. Types de victimes par la corruption in Haïti, 2014 ..... 165
Figure 6.17. Déterminants de la victimisation par la corruption in Haïti ..... 166
Figure 6.18. Perception de la corruption ..... 167
Figure 6.19. La corruption par la victimisation, l'assistance gouvernementale et le crime, 2014 ..... 168
Figure 6.20. Facteurs associés à la Perception de la corruption in Haïti ..... 169
Figure 6.21. Perception de la corruption et de Victimisation par la corruption dans les Amériques, 2014 ..... 170
Figure 6.22. Verser un pot-de-vin est justifié et la victimisation par la corruption ..... 171

Figure 7.1. Tolérance politique dans les Amériques et à Haïti, 2006-2014 ..... 179
Figure 7.2. Breakdown of Political Tolerance Index, Haiti 2006-2014 ..... 180
Figure 7.3. Les attitudes envers les homosexuels dans les Amériques, 2014 ..... 181
Figure 7.4. Les attitudes envers les homosexuels à Haïti, 2010-2014 ..... 181
Figure 7.5. La tolérance pour les comportements antidémocratiques, Haïti 2006-2014 ..... 182
Figure 7.6. La confiance interpersonnelle dans les Amériques, 2014 ..... 184
Figure 7.7. Confiance interpersonnelle, Haïti 2006-2014 ..... 185
Figure 7.8. La confiance envers les institutions politiques, Haïti 2006-2014 ..... 186
Figure 7.9. La confiance envers les institutions judiciaires, Haïti 2006-2014 ..... 187
Figure 7.10. La confiance envers les institutions non politiques, Haïti 2006-2014 ..... 188
Figure 7.11. L'appui au système à Haïti, 2006-2014 ..... 189
Figure 7.12. Les attitudes favorisant une démocratie à risque dans les Amériques, 2014 ..... 191
Figure 7.13. Les profils des attitudes démocratiques à Haïti, 2006-2014 ..... 192
Figure 7.14. Autres attitudes démocratiques à Haïti, 2006-2014 ..... 193
Figure 7.15. L'appui à la démocratie en Haïti, 2006-2014 ..... 194
Figure 7.16. Préférence pour la démocratie sur l'autoritarisme en Haïti, 2006-2014 ..... 195
Figure 7.17. Préférence pour la démocratie sur l'autoritarisme dans les Amériques, 2014 ..... 196
Figure 7.18. Les composantes de la participation communautaire dans une perspective comparative, 2006-2014 ..... 197
Figure 7.19. Engagement communautaire à Haiti, 2006-2014 ..... 198
Figure 7.20. Participation et engagement communautaires dans une perspective comparée, 2006-2014 ..... 199
Figure 7.21. Les types de participation communautaire dans les Amériques, 2014 ..... 200
Figure 7.22. Participé à une protestation à Haïti, 2010-2014 ..... 201
Figure 7.23. Les raisons de la contestation en Haïti, 2010 et 2014 ..... 202

Figure 7.24. Pourcentage d'intention de vote dans les Amériques, 2014 ..... 203
Figure 7.25. Intentions de vote les votes déclarés in Haïti, 2006-2014 ..... 204
Figure 7.26. Quelques Déterminants de l'intention de voter, Haïti 2012-2014 ..... 205

Figure 8.1. Les Haïtiens et l'idéologie en perspective comparée, 2014 ..... 211
Figure 8.2. Pourcentage des Haïtiens qui se sont auto-identifiés sur l'axe gauche-droite, 2008-2014 212
Figure 8.3. Position sur l'axe gauche-droite, Haïti 2014 ..... 213
Figure 8.4. Position principale sur l'axe gauche-droite, Haïti 2006-2014 ..... 213
Figure 8.5. Pourcentage des répondants s'identifiant à un parti politique dans les Amériques, 2014 . 215
Figure 8.6. L'identification au parti à Haïti, 2006-2014 ..... 216
Figure 8.7. Evolution of Party Identification in Haiti, 2006-2014 ..... 217
Figure 8.8. Le problème le plus important pour Haïti, 2006-2010 ..... 218
Figure 8.9. Les perceptions de l'économie nationale ..... 219
Figure 8.10. Les évaluations de la Performance du gouvernement, Haïti 2012-2014 ..... 220
Figure 8.11. Le pourcentage des personnes qui pensent que le président a fait un bon ou un très bon travail Haïti 2012-2014 ..... 221
Figure 8.12. Pourcentage par région des personnes qui pensent que le Président a fait "un bon" ou "très bon" travail, Haïti 2014 ..... 222
Figure 8.13. L'intention de vote à Haïti, 2012-2014 ..... 223
Figure 8.14. Les déterminants de l'appui au candidat sortant in Haïti, 2012-2014 ..... 224

## Liste des cartes

Carte 1.1. Changement entre 2012 et 2014 de l'identification de la sécurité comme le problème le plus important pour le pays ..... 15
Carte 2.1. Perceptions de l'économie nationale par pays, 2014 ..... 45
Carte 4.1. Évaluations des services du gouvernement local dans les Amériques, 2014..... 90
Carte 4.2. Confiance envers le gouvernement local dans les pays des Amériques, 2014 ..... 100
Carte 5.1. Appui au système dans les Amériques, 2014..... 125
Carte 5.2. Tolérance politique et ses composantes dans les Amériques, 2014..... 130
Carte 5.3. Distribution du profil de l'attitude de démocratie stable (appui au système élevé et forte tolérance) dans les Amériques, 2014 ..... 135

## Liste des tableaux

Table 5.1. La relation entre l'appui au système et la tolérance politique ..... 123
Table 7.1. La Relation entre l'appui au système et la tolérance politique..... 190

# Préface

L'Agence américaine pour le développement international (USAID) est fière de soutenir le Baromètre des Amériques. Bien que l'objectif principal de l'enquête soit de faire entendre la voix des citoyens des Amériques sur un large éventail d'enjeux, ce sondage sert également à USAID de guide dans sa programmation et devient ainsi une source d'information pour les responsables de l'organisme en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Les agents de l'USAID utilisent les conclusions du Baromètre des Amériques dans l'identification de leurs priorités, l'allocation des fonds et l'élaboration des programmes. Les enquêtes sont souvent utilisées comme outils d'évaluation, en comparant les tendances nationales à celles des zones géographiques pour lesquelles un « sur-échantillonnage » a été réalisé. Ainsi, le Baromètre des Amériques fait figure de proue dans l'industrie grâce à la grande fiabilité de ses données, conformément aux recommandations de l'Académie nationale des sciences de 2008 et de la nouvelle Politique d'évaluation mise en place par l'USAID en 2011. Le Baromètre des Amériques répond également aux besoins des décideurs politiques et des organismes d'aide internationale et il informe les citoyens sur les valeurs démocratiques et la situation de leurs pays par rapport aux tendances régionales.

Le Baromètre des Amériques contribue au renforcement des compétences locales en matière de recherche à travers sa collaboration avec les établissements d'enseignement des pays où l'enquête est effectuée ainsi que par la formation de chercheurs provenant de ces pays. La préparation de l'enquête, la collecte des données et la publication des rapports dans chacun des pays participants se déroulent en quelques étapes. En premier lieu, l'équipe d'experts basée à l'Université Vanderbilt (LAPOP Central), suite à de nombreuses consultations avec les partenaires locaux, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et les autres donateurs, développe le contenu du questionnaire qui sera présenté dans l'ensemble des pays participants. Cette première version du questionnaire est ensuite envoyée aux institutions associées au projet dans le but d'avoir leur évaluation et d'améliorer l'outil. Puis, un vaste effort de pré-tests est entrepris dans plusieurs pays jusqu'à l'obtention d'un questionnaire plus ou moins achevé. Cette nouvelle version de l'instrument est envoyée une nouvelle fois aux partenaires locaux afin d'y incorporer des questions d'intérêt local telles que décrites par l'USAID et les autres donateurs. On amorce alors une dernière série de pré-tests du questionnaire dans chacun des pays afin d'y tester les nouvelles questions. Ensuite, le processus de formation des enquêteurs, effectué conjointement par les professeurs et chercheurs de LAPOP Central et les partenaires locaux, est mis en branle. Dans les pays où une bonne partie de la population ne parle pas la langue officielle (ou majoritaire), la traduction de l'instrument est effectuée et de nouvelles versions du questionnaire sont préparées. À ce moment, l'équipe d'enquêteurs de chaque pays est prête à commencer les entrevues. Celles-ci se réalisent en face à face en suivant à la lettre les exigences du plan d'échantillonnage élaboré par LAPOP Central et commun à tous les pays de la région. Dans certains pays, les interviewers se servent d'un téléphone intelligent pour saisir les réponses des personnes interviewées. Ce procédé permet de réduire les erreurs liées à des réponses inéligibles ou ignorées. Une fois la collecte de donnée bouclée, l'équipe de Vanderbilt effectue une révision des données pour s'assurer de leur exactitude. Entre temps, les chercheurs associés à l'Université Vanderbilt conçoivent le cadre théorique pour la réalisation des études nationales. Les analyses spécifiques à chaque pays sont ensuite effectuées par des équipes locales.

USAID demeure le plus important bailleur de fonds du Baromètre des Amériques. Cependant, d'autres institutions comme la Faculté des arts et des sciences de l'Université de Vanderbilt et la

Fondation Tinker apportent aussi un appui financier permanent. En outre, pour cette vague du sondage, des institutions comme le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale, l'Ambassade de la Suède en Bolivie, le Conseil national de recherche du Brésil (CNPq), l'Université Duke, le collège Algonquin, l'Université Florida International, l'Université de Miami et l'Université Princeton ont aussi contribué financièrement au projet. Grâce à ce généreux soutien financier, la collecte des données sur le terrain a pu être réalisée simultanément dans tous les pays impliqués, permettant ainsi une plus grande précision scientifique et une plus grande promptitude dans l'élaboration des analyses comparatives.

USAID tient à remercier Mitchell Selligson et Elizabeth Zechmeister pour leur leadership au sein du Baromètre des Amériques. L'Agence remercie également les étudiants et les nombreux universitaires et institutions qui se sont associés à cet effort à travers les Amériques.

Vanessa Reilly
LAC/RSD/ Démocratie et droits humains
Bureau de l'Amérique latine et des Caraïbes
Agence américaine pour le développement international.

# Prologue: contexte de l'étude

Elizabeth Zechmeister, Ph.D.
Professeure agrégée de science politique
Directrice du Projet d'opinion publique de l'Amérique latine
Université Vanderbilt

et

Mitchell A. Seligson, Ph.D.
*Centennial Professor* de science politique
Fondateur et conseiller principal du Projet d'opinion publique de l'Amérique latine
Université Vanderbilt

Le Baromètre des Amériques du Projet d'opinion publique de L'Amérique latine (LAPOP) est un outil unique pour évaluer et comparer les expériences en matière de gouvernance démocratique entre les citoyens dans les pays, mais aussi entre les pays et les régions au fil du temps. Ce rapport présente un ensemble de ces évaluations, axé autour de la dernière année de collecte de données : 2014. Cette année marque une étape importante pour le projet : LAPOP a commencé le projet du Baromètre des Amériques en 2004 et aujourd'hui nous pouvons jeter un regard une décennie de changements dans l'opinion publique au sein et à travers les Amériques. Le Baromètre des Amériques 2014 est à ce jour l'enquête la plus grande et la plus sophistiquée des Amériques. Une fois terminé, il comprendra 28 pays et plus de 50 000 entrevues, dont la majorité a été recueillie en utilisant un logiciel sophistiqué qui vient renforcer les efforts méticuleux de LAPOP dans le contrôle de la qualité. Ce prologue présente un bref historique de l'étude et la place dans le contexte d'un plus grand effort de LAPOP.

Alors que LAPOP peut compter sur plusieurs décennies d'expérience dans la recherche de l'opinion publique, l'Université Vanderbilt a abrité et soutenu l'institut de recherche et le Baromètre des Amériques depuis 2004. La création de LAPOP date des années 1970, avec l'étude des valeurs démocratiques au Costa Rica par le fondateur du projet, Mitchell Seligson. Les études de LAPOP sur l'opinion publique se sont développées au moment où les démocraties électorales se sont établies dans l'ensemble de la région au cours des décennies qui ont suivi et ont continué de croître en nombre au moment où ces gouvernements ont pris de nouvelles formes et que les administrations actuelles font face à de nouveaux défis. Le Baromètre des Amériques mesure les valeurs démocratiques, les expériences, les évaluations et les actions entre les citoyens dans les Amériques et les place dans un contexte comparatif.

Le projet du Baromètre des Amériques se compose d'une série d'enquêtes basées sur des échantillons nationaux aléatoires d'adultes en âge de voter et comportant un tronc commun de questions. La première série d'enquêtes a été administrée en 2004 dans onze pays ; la deuxième a eu lieu en 2006 dans 22 pays de la région. En 2008, le projet s'est agrandi pour inclure 24 pays et en 2010 et 2012, il comprenait 26 pays de tout l'Hémisphère. En 2014, le Baromètre des Amériques se base sur des enquêtes nationales de 28 pays des Amériques. LAPOP publie tous les rapports du projet, de même que toutes les

banques de données, sur son site Web (www.LapopSurveys.org), et ce, gratuitement. La disponibilité de ces rapports et des ensembles de données est rendue possible grâce à l'Agence américaine pour le développement international (USAID), l'Université Vanderbilt, la Fondation Tinker et un certain nombre d'autres partenaires du projet qui sont remerciés dans une section distincte à la fin de ce prologue.

Notre principal objectif est de fournir un ensemble de données afin d'améliorer les descriptions et les compréhensions de l'opinion publique ainsi que le comportement à travers les Amériques. Nos efforts sont récompensés lorsque l'on constate que le Baromètre des Amériques reflète un intérêt une pertinence pour les citoyens, les ONG, les fonctionnaires et leurs gouvernements, les communautés de développement et de donateurs internationaux et les universitaires. Nous nous efforçons de créer des ensembles de données et des rapports qui répondent aux normes rigoureuses, comme le demandent nos collègues universitaires, tout en étant accessibles et utiles à ceux qui veulent évaluer et définir la gouvernance démocratique dans les Amériques. Nos activités de production du Baromètre des Amériques 2014 et de ce rapport peuvent être classés en quatre étapes : la construction du questionnaire, le plan d'échantillonnage, la collecte et le traitement des données et le rapport.

En ce qui concerne la construction du questionnaire, notre première étape dans le développement de l'édition 2014 du Baromètre des Amériques était de développer un nouveau questionnaire de base. Nous croyons que la démocratie est mieux comprise en prenant en compte de multiples indicateurs et en les plaçant dans une perspective comparée. Pour cette raison, nous avons maintenu un noyau commun de questions au fil du temps et à travers les pays. Ce contenu partagé se concentre sur des thèmes qui sont considérés comme standards pour le projet : la légitimité politique, la tolérance politique, l'appui à la stabilité démocratique, la participation de la société civile et le capital social, la règle de droit, les évaluations des gouvernements locaux et la participation, la victimisation par le crime, la corruption et le comportement électoral. Pour faire place à de nouvelles questions, nous avons éliminé certains éléments dans l'enquête 2014. Pour ce faire, nous avons sollicité les suggestions de nos partenaires dans la région sur une longue liste de questions que nous proposions de supprimer et, après nous être conformés aux demandes pour rétablir certains éléments, nous avons installé un ensemble réduit de modules communs auquel nous avons ensuite ajouté deux types de questions: un nouveau contenu commun de questions et des questions spécifiques à chaque pays.

Pour développer un nouveau contenu commun, nous avons invité nos partenaires des Amériques à nous faire part de leurs commentaires avant de tenir une série de trois ateliers de plusieurs jours à Miami (Floride) au printemps 2013. Les membres d'équipe de chaque pays, les experts du monde universitaire, les individus des communautés de développement et donateurs internationaux, le corps professoral et les étudiants ont tous participé à ces ateliers. En nous basant sur les discussions tenues lors de ces ateliers, nous avons identifié une série de modules qui ont été testés à travers les Amériques. Certains de ces éléments ont reçu un large appui pour l'inclusion de nos partenaires et ils ont été aussi affinés et inclus dans le contenu commun — comme une nouvelle série de questions liées à la capacité de l'État et un module sur la criminalité et la violence — tandis que d'autres ont été placés dans un menu facultatif pour les différents pays. Au même moment, nos équipes de terrain ont travaillé avec nous pour identifier de nouveaux sujets d'intérêt pour leurs pays. Ce processus s'est soldé par la production d'une nouvelle série de questions spécifiques à chaque pays. Tous les questionnaires du projet sont disponibles en ligne à www.LapopSurveys.org, ainsi qu'à la fin de chaque rapport de pays.

LAPOP se conforme aux meilleures pratiques en matière de méthodologie d'enquête ainsi que par rapport au respect du traitement de sujets humains. Ainsi, dans une autre partie de notre processus de développement de matériel d'étude, nous avons développé un formulaire de « consentement éclairé » commun et chaque étude a été examinée et approuvée par le comité d'éthique de la recherche de l'Université Vanderbilt. Tous les chercheurs impliqués dans le projet ont reçu une formation liée à la protection des sujets humains exigée par l'Université Vanderbilt. Ils ont aussi subi et réussi un test de certification. Toutes les données publiquement disponibles pour ce projet sont dépersonnalisées, protégeant ainsi l'anonymat garanti à chaque répondant. Le formulaire de consentement éclairé se trouve dans le questionnaire, en annexe de chaque étude.

Concernant la conception de l'échantillon, nous avons élaboré un plan d'échantillonnage commun pour faciliter la comparaison. Les études nationales de LAPOP sont basées sur des échantillons aléatoires stratifiés d'un minimum d'environ 1 500 adultes en âge de voter et non institutionnalisés dans chaque pays. Dans la plupart des pays, notre méthode consiste à utiliser des quotas au niveau des ménages pour s'assurer que les enquêtes soient à la fois représentatives à l'échelle nationale et rentables. Les descriptions détaillées des échantillons sont disponibles en ligne et se trouvent dans les annexes des publications de chaque pays.

En 2013, LAPOP a conclu un protocole d'entente avec l'Institut de recherche sociale de l'Université du Michigan et avec l'un des plus grands experts du monde de la méthodologie d'enquête, le professeur Jim Lepkowski. Au cours de l'année, nous avons travaillé avec le Dr Lepkowski et son équipe d'étudiants gradués afin de réexaminer la conception de chaque échantillon préalablement élaboré afin d'obtenir leurs conseils et recommandations.

La conception de l'échantillon repose généralement sur les données et les cartes du recensement de la population. Toutefois, la mise à jour des informations n'est pas toujours disponible. Pour répondre à ce défi, entre 2013 et 2014, LAPOP a développé un nouveau logiciel nommée LASSO© (LAPOP *Survey Sample Optimizer*). Ce logiciel nous permet d'estimer le nombre de logements dans une région donnée en utilisant des images satellites et d'utiliser une méthode probabiliste pour localiser les grappes d'échantillonnage. Alors que la plupart de nos plans d'échantillonnage sont basés sur les données du recensement, nous avons pu tester avec succès LASSO tout en travaillant sur le Baromètre des Amériques 2014.

En ce qui concerne la collecte de données, nous avons continué d'innover et d'accroître la sophistication de notre approche. Le Baromètre des Amériques 2014 représente à ce jour notre plus large utilisation de dispositifs électroniques portables pour la collecte de données à ce jour. L'application Adgys©, conçue par nos partenaires à Cochabamba, en Bolivie, se trouve au cœur de cette approche. L'utilisation de dispositifs électroniques pour des entrevues et la saisie de données réduit les erreurs de saisie de données, prend en compte l'usage de plusieurs langues, et permet à LAPOP de suivre, sur une base quotidienne, le progrès des entrevues sur le terrain (qui sont surveillées en temps réel par GPS, mais dont les données de localisation ne sont pas enregistrées dans les bases de données publiques afin de préserver la vie privée des répondants) et le moment des entretiens. L'équipe en Bolivie a travaillé de longues heures pour programmer les échantillons et les questionnaires dans la plateforme Adgys pour les 18 pays dans lesquels nous avons utilisé cette technologie. Dans deux autres pays, nous avons continué notre utilisation d'un assistant numérique personnel (PDA) et une application logicielle Windows Mobile soutenue par nos partenaires de l'Université du Costa Rica.

Tout au long du processus de collecte des données de l'enquête, nous avons travaillé de plusieurs façons afin de minimiser les erreurs et de maximiser la qualité. Nous avons continué le processus d'essai pilote de tous les questionnaires et la formation de tous les enquêteurs dans chaque pays en conformité avec les normes de LAPOP. Dans le processus de collecte des données, nous avons suivi le travail de terrain en temps réel, lorsque cela était possible, et nous avons travaillé avec des partenaires locaux pour remplacer (un petit nombre) d'entretiens de faible qualité tandis que l'étude était toujours sur le terrain. Pour les rares pays qui utilisent encore des questionnaires papier, tous les fichiers de données ont été saisis dans leurs pays respectifs et vérifiés (grâce à une stratégie de double saisie), après quoi les fichiers électroniques ont été envoyés à LAPOP de Vanderbilt pour examen. À ce moment, une liste aléatoire de 50 numéros d'identification de questionnaire a été renvoyée à chaque équipe qui a ensuite expédié ces 50 enquêtes par courrier express à LAPOP pour contrôle et pour s'assurer que les données transférées à partir du papier vers la banque de données étaient exemptes d'erreurs. Dans le cas de certains pays utilisant des appareils électroniques portatifs pour la saisie de données, un petit sous-ensemble des entretiens a été réalisé avec des questionnaires papier pour des raisons de sécurité ; dans ces cas, nous avons suivi un processus similaire par lequel les données ont été saisies par l'équipe locale et vérifiées pour le contrôle de la qualité par LAPOP à l'Université Vanderbilt. Pour toutes les bases de données électroniques, nous avons vérifié les doublons et la cohérence entre le codage dans le questionnaire et la banque de données. Nous avons également vérifié que l'échantillon a été établi conformément au modèle. Dans les rares cas où nous avons détecté des failles dans la série de 2014, nous avons travaillé avec nos partenaires locaux pour résoudre le problème, en procédant par exemple à une nouvelle saisie d'un petit ensemble de questionnaires papier.

Enfin, concernant le rapport, nous avons poursuivi notre pratique consistant à établir des rapports basés sur des données d'enquête accessibles et lisibles par un non-expert. Cela signifie que nos rapports utilisent des tableaux simples à comprendre. Et, lorsque l'analyse est plus complexe, comme dans le cas des analyses de régressions linéaires ou de l'analyse de régressions logistiques, nous présentons les résultats sous forme de graphiques faciles à lire. Les auteurs travaillant avec LAPOP sur les rapports pour le Baromètre des Amériques 2014 ont reçu un nouvel ensemble de fichiers de syntaxe générés par notre analyste de données, Carole Wilson, qui leur permet de créer ces graphiques en utilisant les plus récentes versions du logiciel Stata. Les analyses présentées dans nos rapports sont sophistiquées et précises : elles tiennent compte de la conception complexe de l'échantillon (c'est-à-dire stratifié et par grappe) et des intervalles de confiance autour des estimations. Au final, notre approche et de faciliter la lecture de ces résultats parfois complexes. Pour cela, nous incluons aussi dans ce rapport une note sur la façon d'interpréter les analyses de données.

Nous avons énormément travaillé dans le cadre de cette vague du sondage pour produire des résultats individuels par pays le plus rapidement possible. Dans un certain nombre de pays, cet effort a pris la forme de notre nouveau « Rapport de réponse rapide », basé sur un modèle MS PowerPoint qui a fourni un mécanisme aux équipes des différents pays afin d'organiser et de présenter les principales conclusions préliminaires en quelques semaines après la fin du travail de terrain et du traitement de données. Un certain nombre de ces rapports rapides a constitué la base des présentations gouvernementales et publiques et étant donné le degré d'intérêt et de l'engagement dans ces sessions, nous espérons une plus grande utilisation de nos rapports rapides dans les années à venir.

Comme autre mécanisme permettant d'augmenter la vitesse à laquelle les résultats spécifiques à chaque pays sont diffusés, nous avons changé le format de nos études cette année. Dans le passé, nous demandions aux auteurs d'attendre le traitement de l'ensemble des données de tous les pays, ce qui prend

plusieurs mois en raison de la variation du calendrier de travail sur le terrain et les efforts nécessaires dans le contrôle, le nettoyage, l'étiquetage et la fusion des nombreuses banques de données. Cette année, nous avons demandé à nos auteurs des différents pays de développer un minimum de trois chapitres qui se concentrent spécifiquement sur des sujets spécifiques à leur pays. Lorsque le rapport d'un pays donné est commandité par USAID, le contenu de ces chapitres reposait sur la contribution des chargés de mission dans ce pays. Dans d'autres pays, il reposait sur les priorités de l'équipe ou des donateurs locaux.

Une fois que le travail de terrain et le traitement des données pour un pays en particulier sont effectués, nous envoyons l'ensemble des données de l'étude nationale de 2014 et un ensemble de données de séries chronologiques contenant toutes les données pour ce pays pour chaque cycle du Baromètre des Amériques à notre équipe de ce pays qui va ensuite utiliser les données pour préparer sa contribution. Les chapitres qui en résultent sont riches en détails, fournissant des comparaisons et des contrastes dans le temps, à travers les sous-régions, au sein d'un pays et entre les individus de différents sous-groupes. Pour compléter ces chapitres, nous nous assurons de l'utilisation des banques des données comparatives, ainsi que du développement d'un ensemble de chapitres sur des sujets clés liés à la criminalité et la violence, la gouvernance démocratique (y compris la corruption et la gestion économique), la participation locale et les valeurs démocratiques. La rédaction de ces chapitres a été divisée entre le groupe de LAPOP à Vanderbilt et un ensemble de chercheurs sur l'opinion publique et sur le comportement politique avec une expertise dans la région d'Amérique latine et des Caraïbes et qui a travaillé avec LAPOP sur ses rapports précédents. Contrairement aux chapitres spécifiques à chaque pays, l'objectif de ces chapitres est de placer les sujets et les pays de la région dans un contexte comparatif.

Ce rapport qui vous est fourni fait partie d'une série de rapports produits par LAPOP et notre équipe pour présenter les principaux résultats du Baromètre des Amériques 2014. Il est le résultat de nombreux projets. Une fois qu'un projet a été terminé et soumis à l'équipe LAPOP à Vanderbilt, il est revu et retourné aux auteurs pour y apporter des améliorations. Les études révisées sont ensuite soumises et examinées à nouveau puis retournées aux équipes des pays pour les dernières corrections et modifications. Dans le cas des rapports de pays commandités par USAID, nous avons livré les ébauches de l'avant-dernier chapitre à USAID pour obtenir leurs commentaires. Les équipes des pays et LAPOP ont ensuite travaillé pour incorporer ces commentaires avant de produire la version définitive formatée pour l'impression et la publication en ligne.

Ce rapport et les données sur lesquelles il est fondé sont le produit d'un processus de plusieurs années impliquant l'effort et la participation de milliers de personnes à travers les Amériques. Nous espérons que nos rapports et données atteignent un large éventail de personnes intéressées et qui travaillent sur des sujets relatifs à la démocratie, à la gouvernance et au développement. Compte tenu de la variation dans les préférences sur le calendrier pour la publication et la présentation des résultats du Baromètre des Amériques 2014, des rapports imprimés contiennent uniquement des chapitres spécifiques à un pays, tandis que d'autres contiennent à la fois des chapitres spécifiques à chaque pays et des chapitres comparatifs. Tous les rapports et les données produits par nos équipes sont disponibles en téléchargements gratuits sur notre site Web (www.LapopSurveys.org).

Le Baromètre des Amériques est une initiative régionale. LAPOP est fier d'avoir collaboré avec un réseau d'excellentes institutions de recherche à travers les Amériques. Les tableaux suivants présentent les institutions qui ont soutenu et qui ont participé à la collecte de données dans chaque pays.

| Pays | Institutions |
|---|---|
| **Méxique at Amérique Centrale** | |
| **Costa Rica** | |
| **El Salvador** | |
| **Guatemala** | |
| **Honduras** | |
| **Mexique** | |
| **Nicaragua** | |
| **Panama** | |

| Andes/Cône Sud | | |
|---|---|---|
| **Argentine** | UNIVERSIDAD TORCUATO DI TELLA | |
| **Bolivie** | Ciudadanía Comunidad de Estudios Sociales y Acción Pública | EMBAJADA DE SUECIA |
| **Brésil** | VOX BRASIL | |
| **Chili** | Instituto de Ciencia Política | Pontificia Universidad Católica de Chile |
| **Colombie** | Universidad de los Andes Facultad de Ciencias Sociales | observatorio de la democracia |
| **Équateur** | Universidad San Francisco de Quito | PRIME CONSULTING |
| **Paraguay** | IRD Centro de Información y Recursos para el Desarrollo | |
| **Pérou** | 50 IEP Instituto de Estudios Peruanos | |
| **Uruguay** | CIFRA | Universidad Católica del Uruguay |
| **Venezuela** | ILLINOIS UNIVERSITY OF ILLINOIS AT URBANA-CHAMPAIGN | THE UNIVERSITY of TENNESSEE KNOXVILLE |

| Caraïbes | |
|---|---|
| **Bahamas** | PublicDomain Research & Strategy |
| **Belize** | B&A Borge y Asociados |
| **République dominicaine** | Gallup República Dominicana, S.A. / intec Instituto Tecnológico de Santo Domingo |
| **Guyane** | Development Policy and Management Consultants DP |
| **Haïti** | Université d'Etat d'Haïti ueh |
| **Jamaïque** | THE UNIVERSITY OF THE WEST INDIES AT MONA, JAMAICA |
| **Suriname** | DataFruit Your one-stop shop for fieldwork. |
| **Trinité & Tobago** | THE UNIVERSITY OF THE WEST INDIES AT ST. AUGUSTINE, TRINIDAD AND TOBAGO |

| Canada et États-Unis | |
|---|---|
| **Canada** | THE ENVIRONICS INSTITUTE |
| **États-Unis** | VANDERBILT UNIVERSITY · MIAMI CONSORTIUM FOR LATIN AMERICAN AND CARIBBEAN STUDIES · PERLA Project on Ethnicity and Race in Latin America / Proyecto sobre Etnicidad y Raza en América Latina |

# Remerciements

La réalisation d'enquêtes nationales dans tous les pays d'Amérique du Nord, Centrale et du Sud, et dans tous les grands pays (et dans certains des plus petits) des Caraïbes exige beaucoup de planification, de coordination et d'efforts. L'effort le plus important est celui fourni par les citoyens des 28 pays des Amériques, qui, en tant que répondants au sondage, ont patiemment travaillé avec nous pendant que nous effectuions des pré-tests, ou qui ont pris le temps de répondre au questionnaire final. C'est grâce à leur générosité que nous sommes en mesure de présenter cette étude et nous avons donc commencé par une note de gratitude sincère à l'endroit de chaque répondant à l'enquête du Baromètre des Amériques.

Chaque étape du projet a nécessité d'innombrables heures de travail pour notre corps professoral, nos étudiants gradués, nos partenaires des équipes nationales, le personnel de terrain et les donateurs. Nous remercions toutes ces personnes pour leur engagement envers une plus grande qualité de la recherche sur l'opinion publique. Nous adressons aussi des remerciements particuliers.

Le projet du Baromètre des Amériques a été rendu possible grâce à l'appui de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et de l'Université Vanderbilt. Nous avons une dette de gratitude envers ces deux institutions. À USAID, Vanessa Reilly et Eric Kite ont grandement contribué au projet avec des idées constructives et ils ont facilité son utilisation comme outil par les décideurs publics. À l'Université Vanderbilt, John Geer a été un défenseur infatigable du projet qui a la chance d'être abrité au sein d'un département de science politique rempli de talents. Nous sommes reconnaissants de l'intérêt et du soutien du personnel, des étudiants et des professeurs du département de science politique et d'autres unités de recherche tels que le Centre pour les études latino-américaines, du Bureau des contrats et de l'administration de la recherche et du leadership à l'Université Vanderbilt. Le soutien à certains efforts dans la collecte de données du Baromètre des Amériques 2014 est venu de USAID, de l'Université Vanderbilt, de la Banque interaméricaine de développement, de la Fondation Tinker, de l'Institut Environics, de l'Université Florida International et de l'Ambassade de Suède. Nous remercions les personnes qui nous ont assistés dans chacune de ces institutions pour leurs importantes contributions.

Nous dédions une mention spéciale aux membres du personnel de LAPOP qui ont collectivement investi des dizaines de milliers d'heures de travail dans ce projet, en utilisant adéquatement de nouvelles compétences et en ayant consciencieusement un œil sur les plus petits détails. Ces membres du personnel exceptionnels sont par ordre alphabétique, Rubí Arana, Nicole Hinton, Daniel Montalvo, Ana María Montoya, Diana Orcés (maintenant à l'Université d'Oakland), Georgina Pizzolitto, Mariana Rodríguez, Emily Saunders, et Carole Wilson. Nous exprimons une nouvelle fois notre reconnaissance à Tonya Mills qui partage généreusement son temps entre nous et le Département de science politique alors qu'elle gère un ensemble vaste et complexe de contrats et d'exigences. Nous remercions Fernanda Boidi, qui travaille avec LAPOP à partir d'un bureau à Montevideo en Uruguay, pour son superbe travail sur tellement d'aspects différents de notre projet. Nous remercions également Eduardo Marenco qui travaille à son domicile au Nicaragua, pour son aide dans nos efforts pour diffuser nos études à des publics variés de façon claire et instructive. De plus, nous remercions la professeure Mary Malone pour ses conseils avisés sur le développement de notre débat et analyses comparatives sur la criminalité, la violence et l'insécurité dans les Amériques dans le présent rapport.

Nous accordons beaucoup d'importance au développement de nouvelles capacités et des chercheurs dans le domaine l'opinion publique et nous trouvons que LAPOP fournit un mécanisme très efficace pour atteindre ces objectifs. Pourtant, nous avons à notre tour énormément bénéficié de l'intelligence et de l'implication de nos étudiants. Un groupe exceptionnel de jeunes chercheurs a soutenu le Baromètre des Amériques 2014. Celui-ci inclut nos assistants de recherche de premier cycle John Clinkscales, Christina Folds, et Maya Prakash. Il comprend également plusieurs personnes qui ont terminé avec succès leurs mémoires dans le cadre du développement du Baromètre des Amériques 2014: Margarita Corral, Alejandro Díaz-Domínguez, Brian Faughnan, Mason Moseley, Mariana Rodríguez, et Vivian Schwartz-Blum. D'autres parmi nos étudiants diplômés continuent de travailler énergiquement sur leurs cours et leur thèse tout en engageant des discussions et des travaux liés au projet: Fred Batista, Gabriel Camargo, Kaitlen Cassell, Oscar Castorena, Mollie Cohen, Claire Evans, Adrienne Girone, Matthew Layton, Whitney Lopez -Hardin, Trevor Lyon, Arturo Maldonado, Juan Camilo Plata, Gui Russo, Facundo Salles Kobilanski, Laura Sellers, Bryce Williams-Tuggle, et Daniel Zizumbo-Colunga. Nous voulons en particulier remercier les étudiants des cycles supérieurs qui ont travaillé à nos côtés comme assistants de recherche au cours des deux dernières années sur les activités liées au développement, à la mise en œuvre, à la vérification, à l'analyse et à la rédaction du rapport du Baromètre des Amériques 2014.

C'est grâce à la contribution et la collaboration d'un grand nombre d'institutions et d'individus dans les pays participants que ce projet a été rendu possible. En voici la liste.

| Pays | Chercheurs |
|---|---|
| **Mexique et Amérique centrale** | |
| Mexique | ●Dr. Pablo Parás García, Président de DATA Opinión Pública y Mercados, Mexico<br>●Dr Vidal Romero, professeur de science politique, Institut technologique du Mexique (ITAM) |
| Costa Rica | ●Dr Jorge Vargas, directeur-adjoint du projet Estado de la Nación, Costa Rica<br>● Ronald Álfaro Redondo, étudiant au doctorat, Université de Pittsburgh, et chercheur, Université du Costa Rica, projet Estado de la Nación |
| El Salvador | ●Dr Miguel Cruz, professeur adjoint invité, Université Florida International, États-Unis<br>●Dr Ricardo Córdova, directeur exécutif de FUNDAUNGO |
| Guatemala | ●Dr Dinorah Azpuru, professeur associé sénior chez ASIES au Guatemala et professeure agrégée de science politique à l'Université Wichita State, États-Unis |
| Honduras | ●Dr Orlando Pérez, doyen associé à l'école des Sciences humaines et sociales, Millersville University, Millersville, États-Unis |
| Nicaragua | ●Dr Ken Coleman Faculté de recherche, Université du Michigan, États-Unis<br>●Mr. Eduardo Marenco, Consultant LAPOP, Managua, Nicaragua |
| Panama | ●Dr Orlando Pérez, doyen associé à l'école des Sciences humaines et sociales, Millersville University, Millersville, États-Unis |
| **Les Andes et l'Amérique du Sud** | |
| Argentine | ●Dr Germán Lodola, professeur de science politique, Université Torcuato Di Tella |
| Brésil | ●Frederico Batista Pereira, Étudiant au doctorat à l'Université Vanderbilt, Nashville, TN, États-Unis<br>●Matthew Layton, Étudiant au doctorat à l'Université Vanderbilt, Nashville, TN, États-Unis<br>●Dr Amy Erica Smith, Professeur agrégé, Iowa State University, États-Unis |
| Bolivie | ●Dr. Daniel Moreno, Ciudadanía, Comunidad de Estudios Sociales y Acción Pública, Cochabamba<br>●Dr. Vivian Schwarz-Blum, Ciudadanía, Comunidad de Estudios Sociales y Acción Pública, Cochabamba |
| Chili | ●Dr Juan Pablo Luna, professeur agrégé de science politique, Institut de science politique, Université Pontificale catholique du Chili |
| Colombie | ●Dr Juan Carlos Rodríguez-Raga, professeur agrégé de science politique, Université des Andes, Bogotá, Colombie<br>●Dr Miguel García, professeur adjoint de science politique, Université des Andes, Bogotá, Colombie |

| Pays | Chercheurs |
|---|---|
| Équateur | ●Dr Juan Carlos Donoso, professeur adjoint de science politique, Université de San Francisco de Quito<br>●Dr Daniel Montalvo, Program Manager, LAPOP, Université Vanderbilt, États-Unis<br>●Dr. Diana Orcés, chercheur affilié à LAPOP Université Vanderbilt, Professeur agrégé, Université Oakland |
| Paraguay | ●Manuel Orrego, CIRD, Paraguay<br>●Dr María Fernanda Boidi, Consultant LAPOP, Montevideo, Uruguay |
| Pérou | ●Dr Julio Carrión, Pprofesseur agrégé de science politique, Université du Delaware, États-Unis<br>●Patricia Zárate Ardela, Chercheure principale, Institut des études péruviennes, Lima |
| Uruguay | ●Dr María Fernanda Boidi, Consultant LAPOP, Montevideo, Uruguay<br>●Dr María del Rosario Queirolo, professeure adjointe de science politique, Université catholique d'Uruguay |
| Venezuela | Dr Damarys Canache, CISOR Venezuela et professeure agrégée de science politique, Université de l'Illinois, États-Unis<br>●Dr Mariana Rodríguez, coordonnateur de programme, LAPOP, Université Vanderbilt |
| **Caraïbes** | |
| Bahamas | ●M'Wale Rahming, President, Domaine Public, Nassau, Bahamas |
| République dominicaine | ●Dr Jana Morgan, professeure agrégée de science politique à l'Université du Tennessee, États-Unis<br>●Dr Rosario Espinal, professeure de sociologie, Université Temple, États-Unis |
| Guyane | ●Mark Bynoe, directeur, Development Policy et Management Consultants |
| Haïti | ●Dr François Gélineau, professeur titulaire de science politique, titulaire de la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires, Université Laval, Québec, Canada.<br>●Dr Amy Erica Smith, Professeur adjointe, Université Iowa State, USA<br>●Roody Reserve, Étudiant au doctorat en science politique, Université Pontificale catholique du Chili |
| Jamaïque | ●Mr. Balford Lewis, Chercheur associé, Centre for Leadership and Governance, UWI, Mona, Jamaica<br>●Anthony A. Harriott, Professeur de sociologie politique, directeur de l'Institut de la justice pénale et de la sécurité et chef du Département d'administration publique au Campus de Mona, UWI, Jamaïque |
| Suriname | ●Dr Jack Menke, professeur de sciences sociales, Université du Suriname |
| Trinité & Tobago | ●Dr Marlon Anatol, Institut des relations internationales, Université West Indies, St. Augustine<br>●Dr Mark Kirton, Institut des relations internationales, Université West Indies, St. Augustine |
| **Amérique du Nord** | |
| Canada | ●Nat Stone, Directeur, Gestion des connaissances et des pratiques de la Recherche sur l'opinion publique à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et professeur (à temps partiel), *School of Business*, Collège Algonquin, Ottawa, Canada<br>●Dr Keith Neuman, directeur exécutif de l'institut *Environics*, Toronto, Ontario, Canada |
| États-Unis | ●Dr Mitchell Seligson, fondateur et conseiller spécial de LAPOP, et *Centennial Professor* de science politique, Université Vanderbilt,<br>●Dr. Elizabeth J. Zechmeister, directeur of LAPOP, et professeur agrégé de Science politique, Université Vanderbilt<br>●Dr. Susan Berk-Seligson, Professeur-Chercheur, département d'espagnol et de portugais, Université Vanderbilt |

Nous remercions toutes ces personnes et institutions pour leur formidable soutien.

Liz et Mitch
Nashville, Tennessee
Novembre, 2014

# Introduction

Le Baromètre des Amériques 2014 et ce rapport marquent une étape importante pour le projet d'opinion publique de l'Amérique latine (LAPOP) : nous sommes maintenant en mesure d'évaluer plus d'une décennie de valeurs, d'évaluations d'expériences qui nous ont été signalées dans des récits de première main par les citoyens de la région. Les enquêtes du Baromètre des Amériques, de 2004 à 2014, nous permettent de saisir à la fois le changement et la continuité dans la région sur des indicateurs qui sont essentiels à la qualité et à la santé de la démocratie dans les Amériques.

En regardant la dernière décennie, une tendance claire se dessine : *les citoyens des Amériques sont aujourd'hui plus préoccupés par les questions de criminalité et de violence qu'ils ne l'étaient il y a dix ans*. Nous prenons ce fait comme une pierre angulaire du rapport et nous consacrons les trois premiers chapitres à l'évaluation des expériences des citoyens avec les questions de criminalité et de l'insécurité. Nous procédons ensuite dans les quatre chapitres suivants à l'étude des sujets qui sont considérés comme « de base » au projet du Baromètre des Amériques : les évaluations par les citoyens de l'économie et de la corruption, leurs interactions avec l'administration locale et leurs évaluations de cette dernière, leur soutien et leur attitude démocratiques. Dans chacun de ces cas, nous identifions les principales tendances, les développements et les sources de variation de ces dimensions et nous examinons les liens de ces aspects fondamentaux avec la criminalité et l'insécurité. Ainsi, le but de ce rapport est de fournir une perspective comparative — à travers le temps, à travers les pays et entre les individus — sur des questions qui sont au cœur de la gouvernance démocratique dans les Amériques, avec un accent particulier sur la façon dont les pays, les gouvernements et les citoyens font face à l'insécurité croissante qui caractérise la région.

Les trois premiers chapitres montrent comment le Baromètre des Amériques fournit un outil unique pour les décideurs politiques, les universitaires et autres personnes intéressées par les questions liées à la criminalité, à la violence et à l'insécurité dans les Amériques. Les données des rapports de police sur la criminalité peuvent présenter des problèmes qui rendent difficiles les comparaisons entre pays et dans le temps ; ceux-ci comprennent la sous-déclaration des citoyens, les pressions politiques pour ajuster les rapports et d'autres problèmes. En revanche, les données sur les homicides sont parfois considérées comme plus fiables, mais à vrai dire offrent une information souvent limitée telle que l'endroit où le crime a eu lieu et fournit finalement un portrait trop restrictif de l'expérience des citoyens qui peut varier selon le type de crime : par exemple, des cambriolages à l'extorsion et de la vente de drogue dans le quartier aux meurtres. Le Baromètre des Amériques en général, et en particulier avec l'ajout de plusieurs nouveaux modules sur la criminalité et l'insécurité en 2014, fournit une banque de données fiable et complète sur les expériences et évaluations des citoyens concernant les questions de criminalité et de violence. L'uniformisation des questionnaires qui sont construits par des équipes de professionnelles améliore notre capacité à faire des comparaisons au fil du temps et à travers les pays et les individus, et donc d'enquêter sur les corrélats, les causes et conséquences de la criminalité, de la violence et de l'insécurité dans la région.

Le chapitre 1 présente le changement dans le temps des perceptions et de l'expérience des citoyens avec le crime et la violence dans la région. Comme indiqué ci-dessus, les citoyens des Amériques sont davantage préoccupés par les questions liées à la sécurité en 2014 qu'elles ne l'ont été depuis 2004. En 2014, en moyenne, dans les Amériques, environ un adulte sur trois considère que le problème le plus important auquel son pays fait face est lié à la criminalité, à la violence ou à l'insécurité.

Fait intéressant, les taux moyens de victimisation par le crime de la région se sont maintenus dans la dernière décennie, à l'exception d'un pic notable en 2010[1]. Comme à peu près toute mesure examinée dans ce rapport, on constate des différences importantes à la fois au sein et entre les pays. Par exemple, concernant la victimisation par le crime, le premier chapitre affirme que les zones urbaines sont plus touchées par la criminalité que les zones rurales et souligne une variation importante dans les taux généraux de victimisation dans les pays en 2014, avec le Pérou, l'Équateur, l'Argentine et le Venezuela en tête de liste. Pourtant, les types de criminalité vécue varient aussi à travers les pays, ce qui est une autre nuance examinée dans le chapitre 1. Par exemple, en Argentine les cambriolages sont déclarés comme assez communs, mais l'extorsion (le chantage) et les meurtres ne le sont pas. Le Brésil, comme autre exemple, se classe dans le haut de la liste des pays en termes de pourcentage de personnes signalant des problèmes avec les cambriolages, la vente de drogue, l'extorsion, et les meurtres dans leur quartier. Le Nicaragua se classe dans la moitié supérieure des pays sur les cambriolages, mais enregistre les plus faibles taux d'extorsion signalés dans la région, alors que le Salvador montre l'inverse en se classant dans la moitié supérieure au niveau des taux d'extorsion, mais dans la moitié inférieure au niveau des cambriolages déclarés. Bien que la victimisation par le crime compte en général, il est important d'avoir à l'esprit que les types d'expériences et de témoignages de crimes des individus varient sensiblement selon les contextes dans lesquels ils vivent.

Un thème récurrent dans ce rapport est que les perceptions de l'insécurité comptent indépendamment de la victimisation par le crime. Les perceptions de l'insécurité et les évaluations de la violence dans le quartier sont alimentées par des expériences personnelles et par les diffusions de nouvelles sur le contexte en général ; ainsi, être la victime d'un crime est associée à des niveaux plus élevés d'insécurité signalée, ce qui attire davantage l'attention des médias. Dans le Baromètre des Amériques 2014, nous avons ajouté à notre module standard des questions portant sur les problèmes de sécurité dans des endroits à proximité de la maison et sur les routines quotidiennes (étant donné que nos données confirment, comme indiqué dans le chapitre 1, que la criminalité est vécue à proximité de l'endroit où vit l'individu). Plus précisément, les nouvelles questions portaient sur les inquiétudes des individus à propos de la sécurité dans les transports publics et dans les écoles. Un peu plus d'un individu sur 3 à travers les Amériques, en moyenne, décrit soit un niveau élevé de crainte sur la probabilité qu'un membre de la famille soit agressé dans les transports publics, ou un niveau élevé de préoccupation pour la sécurité des enfants à l'école.

Comme indiqué, les chapitres 2 à 5 mettent l'accent sur un plus large ensemble de dimensions standards de la gouvernance démocratique généralement considérée comme faisant partie du noyau thématique du Baromètre des Amériques: l'économie, la corruption, le gouvernement local, les valeurs et l'appui démocratiques. Dans nos analyses de ces sujets, nous avons examiné non seulement les principaux développements et les résultats les plus probants pour la région dans son ensemble et au fil du temps, mais nous avons également examiné la pertinence de la criminalité et de la violence par rapport à ces dimensions.

Le chapitre 2 porte sur les tendances économiques de la région et souligne la divergence entre les indicateurs objectifs de la richesse des ménages et des perceptions subjectives de la situation financière des ménages. Objectivement, le Baromètre des Amériques 2014 montre que les citoyens des Amériques possèdent plus de biens ménagers de base que ce qu'ils ont eu à tout autre moment dans la

[1] La tendance dans le temps concernant la perception des gangs affectant les quartiers reflète ce que nous trouvons sur la victimisation criminelle: elle a atteint un sommet en 2010 et a légèrement reculé au cours des dernières années, bien que l'individu moyen dans la région croit toujours que son quartier est affecté à un certain degré ou plus par des gangs.

dernière décennie. Cela dit, les écarts de richesse continuent d'exister entre les groupes, tel que les personnes célibataires, ceux qui sont moins instruits, les individus avec des couleurs de peau plus foncées et ceux qui vivent dans les zones rurales ont une richesse relativement plus faible. Pourtant, lorsque les citoyens des Amériques sont interrogés sur la situation financière de leur ménage, la proportion de gens qui disent qu'ils ont du mal à joindre les deux bouts n'a pas progressé de façon notable par rapport aux vagues précédentes de l'enquête. Les ménages peuvent posséder plus de biens, mais ils ne se sentent pas financièrement plus en sécurité.

Le chapitre 2 va également au-delà des finances personnelles des citoyens en détaillant les évaluations des citoyens par rapport aux tendances économiques nationales. En moyenne, l'économie nationale est perçue de façon moins positive qu'elle ne l'était au cours des dernières vagues de l'enquête. Les évaluations des citoyens de l'économie nationale sont corrélées avec les fluctuations des résultats économiques, mais elles reflètent également les différences dans les opportunités économiques au niveau individuel. Les citoyens qui appartiennent à des groupes économiquement et socialement marginalisés ont également tendance à arborer des opinions plus négatives sur les tendances économiques nationales. Les opinions des citoyens sur l'économie nationale sont également influencées par la situation de la sécurité dans leur pays. Les personnes qui vivent dans des zones avec une plus grande criminalité jugent plus sévèrement la performance économique nationale.

La corruption est également présente dans de nombreux pays dans les Amériques. Le chapitre 3 montre qu'une personne sur cinq dans un pays moyen a reçu une demande de pot-de-vin durant l'année écoulée. Alors que plusieurs pays ont vu les niveaux de corruption diminuer significativement, ces améliorations sont contrebalancées par des niveaux de victimisation par la corruption croissants dans d'autres pays, laissant la fréquence moyenne globale de la corruption dans les Amériques essentiellement identique dans la plupart des vagues précédentes du Baromètre des Amériques. Cette corruption se produit dans plusieurs endroits différents, y compris les interactions avec la police, les responsables des gouvernements locaux, les tribunaux, dans les écoles, les centres de santé et les lieux de travail. Par ailleurs, les personnes qui vivent dans des zones où la criminalité est courante sont plus susceptibles de déclarer avoir reçu une demande de pot-de-vin; bien que nous ne puissions pas utiliser ces données pour déterminer la raison de cette association, il existe une corrélation générale entre l'insécurité et l'expérience rapportée sur la mauvaise gouvernance.

Compte tenu de la fréquence avec laquelle les individus ont reçu des demandes de versement de pots-de-vin, il n'est pas surprenant que de nombreuses personnes considèrent que la corruption est courante parmi les responsables gouvernementaux. En fait, les niveaux de perception de la corruption du gouvernement ont relativement peu changé depuis la première enquête du Baromètre des Amériques. Le seul point positif dans le chapitre 3 se trouve dans le fait que, en dépit de la prévalence de la corruption dans de nombreux endroits de la région, une grande majorité d'individus rejette l'idée que payer un pot-de-vin peut parfois être justifiée. Ceci est vrai même parmi les personnes à qui on a demandé un pot-de-vin dans la dernière année. Ainsi, alors que les niveaux élevés de corruption sont susceptibles d'avoir des coûts politiques et économiques pour la région, les données du Baromètre des Amériques suggèrent que de nombreux citoyens continuent de rejeter l'idée que ces pots-de-vin constituent tout simplement le coût pour faire des affaires.

Généralement, l'interaction entre la plupart des citoyens et leur gouvernement se passe au niveau local. Dans le chapitre 4, nous examinons la participation politique dans l'administration municipale, les évaluations des services locaux et de la confiance des citoyens dans le gouvernement local. En 2014, le

Baromètre des Amériques a enregistré le plus bas taux de participation aux réunions municipales dans les Amériques, avec seulement une personne sur dix qui déclare avoir assisté à une réunion durant les 12 derniers mois. Toutefois, ce faible degré de participation a été compensé par une augmentation du nombre de citoyens formulant des demandes aux responsables locaux. Nous constatons que les personnes qui ont la plus grande et la plus faible satisfaction avec les services locaux sont les plus susceptibles de formuler des demandes, ce qui indique potentiellement les gens qui s'engagent auprès des gouvernements locaux quand ils ont réussi à obtenir les services ou quand ils ont le plus besoin de ces services.

Parallèlement à l'augmentation des demandes auprès des gouvernements locaux dans les Amériques, nous constatons à partir de 2012 une petite augmentation des évaluations des services locaux généraux des citoyens. Dans l'ensemble, les citoyens dans presque tous les pays de la région accordent des scores médiocres aux gouvernements locaux concernant l'offre de services. En moyenne, les gouvernements locaux semblent être ni complètement défaillants dans les services aux citoyens ni capables de fournir des services d'excellente qualité. Parmi un ensemble de services locaux spécifiques, nous trouvons une légère diminution à partir de 2012 dans les évaluations des écoles publiques et une légère augmentation dans les évaluations des services de santé publique ; cependant, dans les deux cas les scores moyens sont au milieu de l'échelle.

Concernant la confiance dans les gouvernements locaux, le Baromètre des Amériques 2014 est plus pessimiste. L'enquête 2014 a enregistré le plus faible niveau de confiance dans les gouvernements locaux depuis 2004. Les pays andins et caribéens ainsi que le Brésil ont certains des plus bas niveaux de confiance dans les gouvernements locaux dans la région, tandis que le Venezuela a vu la plus forte baisse de la confiance entre 2012 et 2014 (de 59,4 à 50,2). Les facteurs qui prédisent le plus efficacement la confiance d'une personne dans le gouvernement local sont les expériences avec la corruption, l'insécurité physique et la satisfaction par rapport aux services locaux ; ce qui suggère un lien entre la confiance institutionnelle et la performance institutionnelle. Nous n'avons trouvé aucune différence dans le niveau de confiance entre les individus plus marginalisés dans les Amériques, comme les femmes et les personnes à la couleur de peau plus foncée (respectivement par rapport aux hommes et ceux à la peau claire).

Notre rapport comparatif conclut par une évaluation de l'état de la légitimité démocratique et des valeurs démocratiques dans les Amériques. Sous cette rubrique, le chapitre 5 examine l'appui à la démocratie dans sa forme abstraite, la confiance à l'égard d'un éventail d'institutions étatiques, l'appui au système politique, la tolérance politique et les profils comportementaux qui résultent de la combinaison de ces deux derniers. En plus des comparaisons régionales pour 2014, les données du Baromètre des Amériques permettent maintenant l'évaluation d'une tendance longue d'une décennie pour chacune de ces mesures de la légitimité démocratique. L'accent particulier de ce chapitre porte sur les institutions chargées de maintenir la loi et l'ordre — les forces armées, la police nationale et le système judiciaire – et sur la manière dont le crime et la violence peuvent affecter leur légitimité, voire le soutien démocratique et les valeurs démocratiques de façon plus générale. Pour finir, ce chapitre permet une inspection des fondements d'attitude de la démocratie sous l'œil de l'un de ses points faibles potentiels.

Notre premier examen de la légitimité dans les Amériques montre que les citoyens appuient fermement la démocratie comme forme de gouvernement. Bien que relativement stable au fil du temps, 2014 a vu l'appui relatif à la démocratie diminuer à un de ses niveaux les plus bas en une décennie.

Passer de cette notion abstraite de la démocratie aux aspect plus particuliers des institutions politiques et sociales ne modifie l'image que légèrement. Les forces armées et l'Église catholique conservent leur place de choix comme les institutions les plus dignes de confiance dans la région; les législateurs et en particulier les partis continuent de recueillir un faible niveau de confiance. Mais depuis 2012, la confiance n'a augmenté dans aucune grande institution sociale, politique, ou étatique et, dans la plupart des cas, elle a diminué. Curieusement, l'arrivée du premier pape des Amériques en 2013 n'a pu arrêter la baisse de la confiance envers l'Église catholique. La baisse la plus abrupte était la confiance dans les élections, ce qui constitue un constat inquiétant étant donné que près de la moitié des pays du Baromètre des Amériques 2014 a tenu une élection nationale depuis notre étude de 2012. Parmi les institutions de maintien de la loi de l'ordre — les forces armées, la police nationale, le système judiciaire —, la confiance du public envers le système judiciaire est la plus basse et elle a le plus diminué depuis 2012. Les niveaux de confiance dans les forces armées et les polices nationales semblent plus volatils dans les zones où ces institutions ont récemment joué des rôles très visibles dans le maintien de l'ordre public. Les personnes vivant dans les quartiers de moins en moins sécuritaires perdent confiance dans la police et les tribunaux. Il semble que les institutions de maintien de la loi et de l'ordre doivent gagner la confiance du public en fournissant avec succès les biens publics clés de sécurité et de justice.

L'appui au système — la valeur inhérente que les citoyens donnent au système politique — est tombé en 2014. Les croyances au sujet de la légitimité des tribunaux et de la capacité du système à protéger les droits fondamentaux se sont le plus détériorées. Même au cours de la période entre 2012 et 2014, plusieurs cas présentent de fortes variations. Les résultats de nos analyses suggèrent que l'appui au système dans les Amériques illustre la façon dont les citoyens évaluent les gouvernements nationaux et locaux et la façon dont ils interagissent avec ces derniers. La légitimité démocratique dépend spécifiquement de la capacité du système à fournir des biens publics dans les domaines de l'économie, de la corruption et de la sécurité. Ces mêmes facteurs n'ont cependant pas augmenté la tolérance à l'égard des dissidents politiques, une valeur démocratique essentielle. En vérité, plus les citoyens sont satisfaits de la performance des gouvernements nationaux et locaux, moins ils sont tolérants politiquement. Ces résultats contradictoires peuvent signaler un désir d'isoler un système performant de la part de ceux qui le dénoncent. Elles impliquent néanmoins une impasse : l'amélioration de la gouvernance peut à la fois renforcer la légitimité du système politique, mais aussi réduire la tolérance politique. Enfin, on observe une baisse du pourcentage de citoyens dans les Amériques qui ont la combinaison des attitudes les plus propices à la stabilité démocratique (un fort appui au système et une grande tolérance politique) avec une nette augmentation des attitudes qui peuvent mettre la démocratie en danger (un faible appui au système et une faible tolérance politique).

Le chapitre 6 explore les conséquences du tremblement de terre de 2010 en Haïti. Cinq ans après le tremblement de terre, plus de 79 000 personnes vivent encore dans l'un des camps temporaires mis en place dans les jours/semaines suivants 12 janvier 2010. Avec un PIB par habitant inférieur à 1 500 $ US, un taux de croissance bien en deçà de la moyenne régionale, et un taux de chômage supérieur à 40 %, il est clair que le tremblement de terre ne pouvait pas toucher un pire endroit. Le développement humain est important pour la prospérité de la démocratie. Il y a une forte corrélation entre les niveaux élevés de développement économique et le régime démocratique.

Le but de ce chapitre est d'évaluer l'ampleur à laquelle les conditions matérielles, les infrastructures et les services gouvernementaux se sont améliorés depuis le tremblement de terre qui a frappé l'île en 2010. Depuis 2010, les conditions matérielles des Haïtiens se sont sans aucun doute améliorées, mais elles n'ont pas complètement atteint les niveaux observés en 2006. En 2014, 39,4 %

des Haïtiens étaient dans le plus bas quintile de la richesse, comparé à 45 % en 2010 et 24,7% en 2006. De plus, seulement 25% des répondants ont accès à un système de plomberie à intérieure du domicile. Une analyse plus poussée de la situation révèle que l'accès aux infrastructures sanitaires de base dépend grandement du niveau socioéconomique des répondants.

La satisfaction à l'égard des services publics, tels que l'infrastructure routière, la santé publique et les écoles publiques, est demeurée relativement stable par rapport à 2012. En 2014, 34.0 % des Haïtiens étaient satisfaits des routes, 36.4 % des écoles publiques, et 45.1 % des services de santé publique. La satisfaction auprès des gouvernements locaux s'est améliorée, dépassant même les niveaux observés avant le tremblement de terre. Entre 2006 et 2014, le niveau de satisfaction est passé d'environ 37 à environ 47 sur une échelle de 0 à 100.

Malgré des niveaux élevés de préoccupation avec les crimes et l'insécurité, la plupart des répondants trouvent que l'insécurité est plus faible dans leur quartier qu'ailleurs. Une des principales conclusions de ce chapitre est que la victimisation par la corruption demeure élevée en Haïti et les perceptions de la corruption continuent à être étonnamment faibles. En 2014, Haïti se classe avant-dernier dans les perceptions de la corruption, juste avant le Canada, mais occupe la première place dans la victimisation, dépassant la Bolivie de près de 40 %.

Même si une certaine amélioration a été observée en ce qui concerne les différentes dimensions du développement humain en Haïti, il reste beaucoup à faire. Pour que la démocratie prospère à Haïti, il faut beaucoup plus d'efforts pour accroître le bien-être matériel des citoyens. Ceux-ci doivent inclure l'accès aux infrastructures sanitaires de base, aux routes, et autres services publics. Des efforts doivent également cibler la criminalité et la corruption.

Le chapitre 7 explore les valeurs démocratiques des Haïtiens, avec un accent particulier sur la tolérance politique et l'appui au système. Dans des contextes dans lesquels les citoyens affichent des niveaux élevés de tolérance et d'appui du système, nous pouvons nous attendre à ce que la démocratie soit marquée par la stabilité. Au contraire, là où les citoyens ont une faible tolérance politique et un faible niveau d'appui au système, la démocratie peut être considérée comme menacée.

Les résultats suggèrent que la tolérance politique a atteint son niveau le plus élevé en 2006, pour décliner jusqu'en 2010, et ensuite rejoindre le niveau moyen régional en 2014. Cela étant dit, les Haïtiens sont plutôt conservateurs sur le plan social lorsqu'on les compare aux autres citoyens des Amériques.

Le tremblement de terre peut avoir influencé l'évolution de la confiance interpersonnelle. L'année 2010 marque un niveau bas dans la confiance au cours de la dernière décennie. Pourtant, comme les conditions de vie se sont améliorées par la suite, les niveaux de confiance ont augmenté à des niveaux plus élevés qu'avant la catastrophe naturelle, à 47.98 sur une échelle de 0 à 100. Malgré cela, les Haïtiens se retrouvent en dessous de la moyenne régionale qui se situe à environ 61.

Les Haïtiens semblent se méfier des institutions gouvernementales. En revanche, ils ont les niveaux les plus élevés de confiance envers les institutions non politiques, comme l'Église ou les médias. Cependant, ils arrivent au cinquième rang quant dans les Amériques à la confiance qu'ils accordent à la police nationale.

Le pourcentage des Haïtiens qui affichent des niveaux élevés de tolérance et d'appui au système a diminué en 2010 à 3,7 %, mais a augmenté à des niveaux comparables à ceux observés avant le tremblement de terre en 2012 et 2014. En dépit de cette observation, Haïti se classe parmi les quatre pays des Amériques dans lesquels la démocratie semble être à risque.

Haïti figure parmi les pays où les citoyens affichent la plus faible intention de voter lors d'une élection future à 61,1 %, comparativement à un sommet de 96,7 % enregistré en Uruguay. Cependant, les Haïtiens se classent constamment parmi les premiers dans les Amériques en ce qui a trait à leur participation à des réunions municipales. Globalement, Haïti est à la traîne par rapport à la plupart des pays de l'hémisphère sur ces attitudes démocratiques. Cependant, sur plusieurs fronts, les perspectives pour le développement d'une culture politique démocratique durable semblent s'être améliorées. Les Haïtiens doivent bâtir sur leurs succès.

Le chapitre 8 explore comment les Haïtiens se comportent en matière électorale en s'attardant à l'idéologie, l'attachement au parti et les enjeux de court terme, ainsi qu'à leur impact sur l'appui au gouvernement sortant. En Haïti, les processus électoraux suivent leur cours, en particulier les plus récents, mais plusieurs questions demeurent en suspend. Comment se sont comportés les citoyens dans les élections? Dans quelle mesure les Haïtiens sont-ils animés par les mêmes motivations que les citoyens d'autres pays au moment de décider pour qui voter?

En matière d'idéologie, les Haïtiens ont tendance à se positionner plus à gauche du continuum (4,0 sur une échelle de 0-10 en 2014) que les citoyens des autres pays des Amériques (5,8 en 2014), surtout dans les éditions les plus récentes du Baromètre des Amériques. Pour ce qui est de l'attachement au parti, on constate que la plupart des Haïtiens qui s'identifient à un parti se rallient à la formation politique du président au pouvoir (59,2% en 2014). Le nombre de répondants haïtiens qui s'identifie à un parti politique a fluctué entre 2006 et 2010, mais a suivi une tendance à la hausse depuis lors.

Au niveau des enjeux, depuis 2008, environ 70 % des Haïtiens ont identifié l'économie comme leur principale préoccupation, laissant peu de place aux autres enjeux. Contrairement à la tendance observée dans d'autres pays de la région, au cours des dernières années, les Haïtiens sont plus satisfaits de l'économie. En 2014, 15,7 % d'entre eux estiment que la situation économique s'est améliorée, comparativement à 4,4 % en 2010 et 1,6 % en 2008. Cependant, les Haïtiens sont plus critiques de la manière dont les gouvernements gèrent l'économie, n'atteignant que 37,49 points sur une échelle 0-100 en 2014. Sur les efforts gouvernementaux pour lutter contre la criminalité ou la corruption, les Haïtiens sont plus satisfaits dans le passé récent, à 47,27 sur une échelle 0-100, comparativement à 25,21 en 2002.

L'appui au président sortant chez les Haïtiens est principalement défini par l'identification à un parti, mais aussi par des considérations de court terme telles que les perceptions économiques. Les Haïtiens qui ont une appréciation positive de la gestion économique du gouvernement ont une probabilité plus élevée de voter pour le candidat du gouvernement lors des élections. Les Haïtiens comptent pour l'essentiel sur des considérations à court terme dans leur décision de vote. Un tel comportement est conséquent avec l'absence d'un système de partis stable. Pourtant, les partis politiques sont importants pour le développement de la démocratie. Le renforcement du système de parti haïtien devrait être une priorité dans les années à venir.

## Comprendre les graphiques de cette étude

Les données que produit le Baromètre des Amériques ont pour base un échantillon de répondants sélectionnés dans chaque pays participant. Naturellement, tous les échantillons produisent des résultats qui comportent une certaine marge d'erreur. Il est important que le lecteur ou la lectrice comprenne que chaque donnée (par exemple, l'attachement général manifesté par rapport aux partis politiques dans un pays déterminé) dispose d'un intervalle de confiance, exprimé en termes de marge d'erreur qui entoure cette donnée. La plupart des graphiques utilisés dans ce rapport utilisent un intervalle de confiance de 95 % qui tient compte de la complexité de l'échantillon (stratification et grappes). Dans les graphiques à barres, l'intervalle de confiance apparait comme une zone grise. Dans les graphiques qui présentent les résultats des modèles de régressions, cet intervalle prend la forme de crochets. Le point au centre d'un intervalle de confiance se réfère à la moyenne estimée (graphiques à barres) ou au coefficient estimé (régressions).

Dans les graphiques à barres, le nombre qui se trouve à côté de chaque barre représente la valeur estimée. Lorsque deux points ont des intervalles de confiance qui se chevauchent, la différence entre les deux valeurs estimées n'est pas statistiquement significative; inversement, lorsque deux intervalles de confiance dans les graphiques à barres ne se chevauchent pas, le lecteur ou la lectrice peut être certain que ces différences sont statistiquement significatives avec un intervalle de confiance de 95 %. Pour aider à interpréter les graphiques à barres, les auteurs des chapitres indiqueront parfois les résultats de la différence de moyens/tests de proportion dans les notes de bas de page ou dans le texte.

Les graphiques qui présentent les résultats de régressions incluent une ligne verticale sur l'abscisse «0». Lorsque le coefficient d'une variable se situe à gauche de cette ligne, cela indique que la variable indépendante a un impact négatif sur la variable dépendante (l'attitude, comportement ou caractéristique que nous essayons d'expliquer). Lorsque le coefficient se situe à la droite de la ligne, l'impact est positif. Nous sommes confiants à 95% que l'impact perçu est statistiquement significatif lorsque l'intervalle de confiance ne chevauche pas la ligne verticale.

À noter aussi que les données présentées et analysées dans le présent rapport ont pour base une version préliminaire du Baromètre des Amériques 2014 qui inclut un sous-ensemble de 25 pays sur les 28 prévus. Les données sur ces pays étaient disponibles pour l'analyse au moment de la rédaction de ce rapport. En outre, ces chiffres utilisent une estimation prudente de l'erreur d'échantillonnage qui assume des unités primaires d'échantillonnage (UPE) indépendantes plutôt que répétées pour les données agrégées dans le temps. Au moment de la rédaction de ce rapport, LAPOP était dans le processus de mise à jour des bases de données afin de rendre compte de façon plus précise de la conception de l'échantillon complexe.

# Partie I:
# La criminalité, la violence et les perceptions du rôle de l'État dans les Amériques

# Chapitre 1. Criminalité et violence dans les Amériques

*Nicole Hinton et Daniel Montalvo*
*Avec*
*Arturo Maldonado, Mason Moseley, et Daniel Zizumbo-Colunga*

## I. Introduction

L'omniprésence de la criminalité et de la violence en Amérique latine et dans les Caraïbes soulève de sérieuses préoccupations sur la qualité et la stabilité de la démocratie dans la région. Lorsque les autorités ne parviennent pas à protéger efficacement leurs citoyens de la violence et de la criminalité, les citoyens sont non seulement susceptibles d'être insatisfaits et moins confiants envers les institutions et les autorités publiques chargées d'assurer leur sécurité, mais ils peuvent également, sous certaines conditions, jeter le blâme sur le système démocratique. Aussi, avec une criminalité rampante, les citoyens pourraient devenir moins engagés dans le respect des principes essentiels de l'État de droit qui permettent à la démocratie de prospérer. Bailey (2009) met en garde contre le cercle vicieux du «piège» de la sécurité dans lequel se retrouvent des pays où l'inefficacité des bureaucraties étatiques ainsi que la corruption élevées affaiblissent la capacité des États à assurer la sécurité publique et à maintenir l'État de droit, soulignant ainsi la méfiance par rapport à la légitimité de la démocratie qui affaiblit à son tour l'État. Quel que soit le contexte, un État fort qui peut répondre de façon efficace et dissuader la criminalité et la violence est indispensable à la consolidation de la démocratie. Comme le déclarent de façon éloquente Karstedt et LaFree (p.6, 2006) «le lien entre la démocratie et la justice pénale est si fondamentale qu'il semble évident: l'État de droit garantie une procédure régulière, et le respect des droits de l'Homme est une partie intégrante de l'émergence et de l'institutionnalisation de la démocratie».

De nombreuses recherches ont montré que la victimisation par le crime et l'insécurité généralisée peuvent poser de sérieux défis à la démocratie dans les Amériques (Lipset 1994; Booth and Seligson 2009; Bateson 2010; Ceobanu, Wood et al. 2010; Malone, 2010; Carreras, 2013). Selon la littérature sur le sujet, il existe au moins trois façons dont la criminalité, la violence et la menace peuvent susciter auprès du public des réactions qui présentent une entrave à la qualité démocratique et à la gouvernance[1]. D'abord, les individus concernés par l'insécurité peuvent accroître leurs tendances autoritaires et leurs préférences en faveur d'une concentration du pouvoir entre les mains de dirigeants qui pourront alors agir au mépris des procédures de contrôles et de contrepoids (Merolla and Zechmeister 2009). Quand les individus se sentent menacés ou ne se sentent pas en sécurité, ils sont plus susceptibles de tolérer, voire appuyer les gouvernements qui restreignent certains droits politiques et libertés civiles fondamentaux.

[1] Ces taux élevés de crimes violents entraînent également des coûts économiques. Les niveaux élevés de crimes violents peuvent monopoliser les ressources de l'État et absorber des fonds des autres services publics essentiels. Plutôt que d'investir dans les infrastructures publiques et les services sociaux, les gouvernements démocratiques trouvent souvent leurs ressources dominées par les niveaux élevés de l'insécurité publique. La Banque mondiale a noté qu'en plus de la douleur et du traumatisme que le crime cause aux victimes et à leurs familles, « la criminalité et la violence entraînent des coûts économiques importants qui consomment environ 8 % du PIB de la région, en tenant compte des coûts de l'application de la loi, de la sécurité des citoyens et des soins de santé » (Banque mondiale 2011, 5). Sur les deux fronts politiques et économiques, les taux de meurtres actuels menacent le développement durable des collectivités. Nous remercions Mary Malone pour ces idées et pour les commentaires obtenus au sujet des chapitres de 1 à 3 de ce rapport.

Une deuxième menace à la qualité de la démocratie à la gouvernance surgit lorsque les citoyens perdent confiance dans la capacité du régime en place d'assurer une sécurité publique suffisante et ils supportent plutôt des alternatives moins démocratiques pour améliorer la sécurité. L'exemple le plus évident de ce type de scénario implique les personnes qui prennent les choses en mains afin de lutter contre le crime en dehors de la légalité, ou qui transfèrent l'autorité à des groupes appliquant une justice populaire (Zizumbo-Colunga, 2010). Dans une situation extrême, ces groupes comprennent des entités déstabilisatrices et violentes comme les groupes paramilitaires, les tueurs à gages et les lynchages en foule. Malheureusement, ces groupes sont aujourd'hui de plus en plus présents dans divers endroits à travers les Amériques et ils peuvent recevoir un plus grand soutien de la part des citoyens insatisfaits, une dynamique qui peut menacer le monopole de la violence qui est censé être détenu par l'État.

Enfin, la criminalité et l'insécurité peuvent nuire à la qualité de la démocratie en minant directement la confiance interpersonnelle, et donc le développement du capital social. Depuis l'ouvrage classique d'Alexis de Tocqueville, en passant par le travail novateur de Gabriel Almond et Sidney Verba ainsi que par la recherche multi-méthode de Robert Putnam, les chercheurs des différents champs des sciences sociales ont entrepris des efforts considérables pour expliquer la façon dont le tissu social façonne la démocratie (Tocqueville, 1835, Almond et Verba, 1963, Putnam, 1993). La solidité de ce tissu social est menacée lorsque les crises de sécurité amènent les individus à vivre une diminution de la confiance interpersonnelle (Merolla et Zechmeister 2009) et ces dynamiques peuvent alimenter, ou être aggravées, par l'érosion de la confiance envers les institutions politiques et l'application de l'État de droit (Corbacho et al. 2012).

Quel est l'état de la criminalité et de la violence dans les Amériques ? Au vu de l'importance de ce sujet de la démocratie, c'est une question impérative à laquelle il faut apporter des réponses. Ce chapitre fournit une évaluation de l'état de la sécurité dans les Amériques en s'appuyant sur la recherche et les résultats de l'enquête régionale du *Latin America Public Opinion Project* (LAPOP), *le Baromètre des Amériques,* qui fournit une collection sans précédent de données sur l'opinion publique de plus de 25 pays lors de la dernière décennie, de 2004 à 2014[2]. Certains points importants que nous abordons dans ce chapitre sont les suivants :

- La région de l'Amérique latine et des Caraïbes a le taux d'homicides le plus élevé au monde (23 homicides volontaires pour 100 000 habitants), selon les dernières données de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC).
- L'Amérique centrale se distingue comme la région la plus violente de la planète; en 2012, la région avait une moyenne de près de 34 homicides pour 100 000 habitants.[3]
- Les questions relatives à la criminalité et la violence sont constamment perçues comme étant les principales préoccupations des citoyens des Amériques. Selon le *Baromètre des*

[2] Le Baromètre des Amériques 2014 inclut des enquêtes dans 28 pays au total, mais ce rapport se concentre sur les analyses de 25 pays pour lesquels les données avaient été recueillies et traitées au moment de sa rédaction. Étant donné que toutes les années du Baromètre des Amériques ne comportent pas les 25 pays, nous signalons dans les notes de bas de page les tests de robustesse des comparaisons dans le temps pour les analyses qui ne contiennent qu'un sous-ensemble de pays régulièrement représentés dans des séries chronologiques données.

[3] Dans son plus récent rapport, l'ONUDC (2013) note que l'Afrique australe est à égalité avec l'Amérique centrale en termes de nombre moyen d'homicides. La région de l'Amérique centrale présente une hétérogénéité interne, avec les taux les plus élevés d'homicides dans les pays dits du « Triangle du Nord », à savoir le Guatemala, le Salvador et le Honduras.

*Amériques 2014*, à peu près une personne sur trois identifie la sécurité comme le problème le plus important auquel son pays doit faire face.

- En moyenne, dans la région, 17 % des répondants du *Baromètre des Amériques 2014* ont déclaré avoir été victimes d'un crime, un taux qui est resté relativement constant depuis 2004.
- Le *Baromètre des Amériques 2014* suggère que les taux de cambriolages, la vente de drogues illicites, l'extorsion et les meurtres varient d'un pays à un autre dans la région.
- Les répondants habitant les villes, les individus les plus instruits et les personnes les plus riches sont les plus susceptibles de déclarer avoir été victimes d'un crime dans les Amériques en 2014.

Ce chapitre est organisé comme suit. La section II donne un aperçu de l'état des lieux sur la prévalence de la criminalité et de la violence dans les Amériques, en se basant sur des indicateurs d'homicide transnationaux, tels que rapportés par l'ONUDC. Cette section aborde également les avantages de l'utilisation des données d'enquête pour mesurer et analyser la criminalité et l'insécurité. La section III examine les données du projet LAPOP du *Baromètre des Amériques* pour donner un aperçu sur la façon dont les citoyens des Amériques perçoivent la criminalité et la violence dans leur pays. Cette section examine la mesure dans laquelle la sécurité arrive en tête de la liste des problèmes les plus importants dans les pays du *Baromètre des Amériques* à travers le temps et l'espace. Dans la quatrième section, nous effectuons une analyse plus approfondie des données du *Baromètre des Amériques* 2014 en examinant la fréquence et les types de victimisation par le crime les plus vécues par les individus dans la région. Nous examinons également les facteurs démographiques qui rendent certaines personnes plus vulnérables à la criminalité par rapport à d'autres.

## II. Contexte: La Prévalence de la criminalité et de la violence dans les Amériques

Malgré les différences dans la définition et la mesure de la criminalité[4], la région de l'Amérique latine et des Caraïbes est généralement présentée comme une région avec des incidents criminels notoirement élevés. Dans cette section, nous examinons comment cette région évolue en comparaison avec le reste du monde concernant les taux d'homicides, de vols qualifiés et de cambriolages,[5] ainsi que certaines statistiques sur la criminalité les plus couramment recueillies et référencées par des institutions comme l'ONUDC[6]. Nous procédons ensuite à une discussion de l'utilité de ce type de données sur la criminalité par rapport à la déclaration personnelle de victimisation criminelle à l'aide d'enquêtes d'opinion publique comme le *Baromètre des Amériques.*

[4] Les conceptualisations les plus récentes de la criminalité considèrent que le phénomène fait partie du concept plus large de la sécurité des citoyens, à savoir le fait d'être exempt de violence et de dépossession intentionnelle. Cette condition comprend non seulement la victimisation, mais aussi les perceptions de la criminalité (Casas-Zamora, 2013)

[5] Les autres dimensions et mesures de la notion de crime comprennent, mais ne sont pas limitées à l'agression, la fraude, le chantage, l'extorsion et les menaces violentes.

[6] D'autres organisations clés telles que la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque mondiale (BM) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) sont également des sources importantes pour les statistiques agrégées de criminalité. Le Programme de développement des Nations Unies (PNUD) constitue aussi une bonne source, en particulier sur l'Amérique centrale.

## *Les taux officiels d'homicides, de vols et de cambriolages*

En matière de taux d'homicides, l'ONUDC classe la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) comme l'une des plus meurtrières de la planète. Comme le montre la figure 1.1, la région ALC a eu un taux d'homicides plus élevé que toute autre région représentée dans l'étude de l'ONUDC. En 2012, le taux moyen d'homicides volontaires de l'ALC s'élevait à 23,0 pour 100 000 habitants, soit plus du double de celui de la deuxième région du classement, l'Afrique subsaharienne[7] (11,2 homicides volontaires par 100 000 habitants), cinq fois celui de l'Asie du Sud (4,4), de l'Asie de l'Est et du Pacifique (3,9), sept fois le taux des États-Unis et du Canada (3,2), du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (2,9) et environ 10 fois le taux constaté en Europe et Asie centrale (2,5).

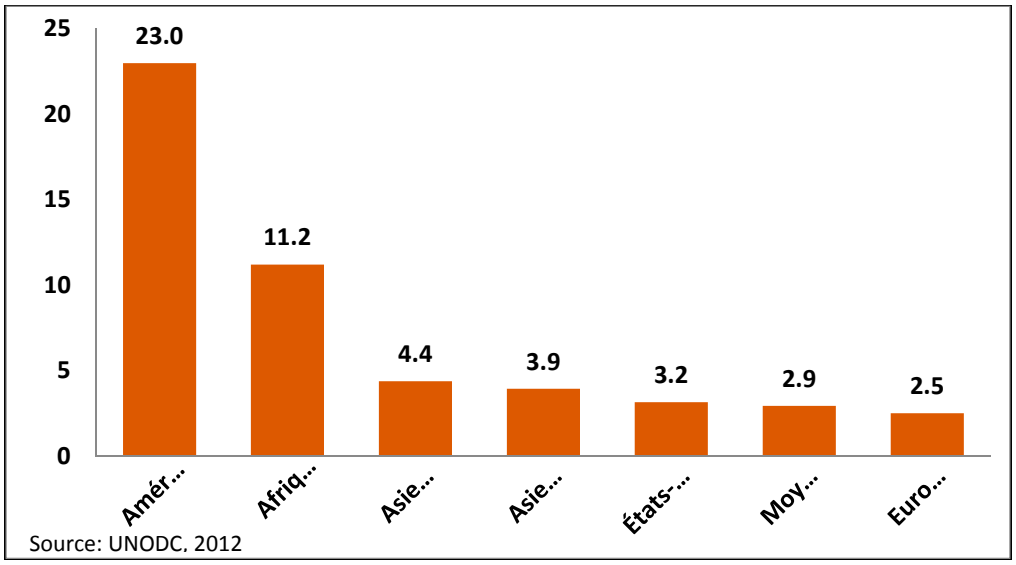



**Figure 1.1. Taux d'homicide volontaire (pour 100 000 habitants) 2012[8]**

Comme le montre la figure 1.2, il existe dans le temps des différences dans les taux d'homicides volontaires entre les sous-régions en Amérique latine et dans les Caraïbes. Comme illustrée dans cette figure, la sous-région d'Amérique centrale a les taux d'homicides les plus élevés au sein de la région de l'ALC, avec près de 34 homicides pour 100 000 habitants[9]. Les taux d'homicides dans cette sous-région ont augmenté à un rythme relatif ces dernières années, atteignant un sommet en 2011. Selon l'ONUDC, le Honduras est le pays le plus violent d'Amérique centrale avec un taux d'homicide intentionnel de 90,4 pour 100 000 habitants en 2012. À l'opposé, le Costa Rica est le pays le moins violent avec un taux de 8,5 pour 100 000 habitants[10].

[7] Le rapport le plus récent de l'ONUDC (2013) fournit des moyennes sous-régionales pour l'Afrique australe (31), l'Afrique centrale (18), et l'Afrique de l'Ouest (14), qui sont plus élevées que la moyenne régionale pour l'Afrique et qui sont plus proches de la moyenne de l'Amérique latine et des Caraïbes.
[8] Les taux sont de 2012 ou de la dernière année disponible.
[9] L'analyse de l'ONUDC considère le Mexique comme faisant partie de la sous-région d'Amérique centrale. En 2012, le taux de ce pays était de 21,5 pour 100 000 personnes.
[10] Les données sur les taux par pays ne sont pas présentées ici, mais elles sont disponibles à http://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/statistics/. Dernier accès le 24 octobre 2014.

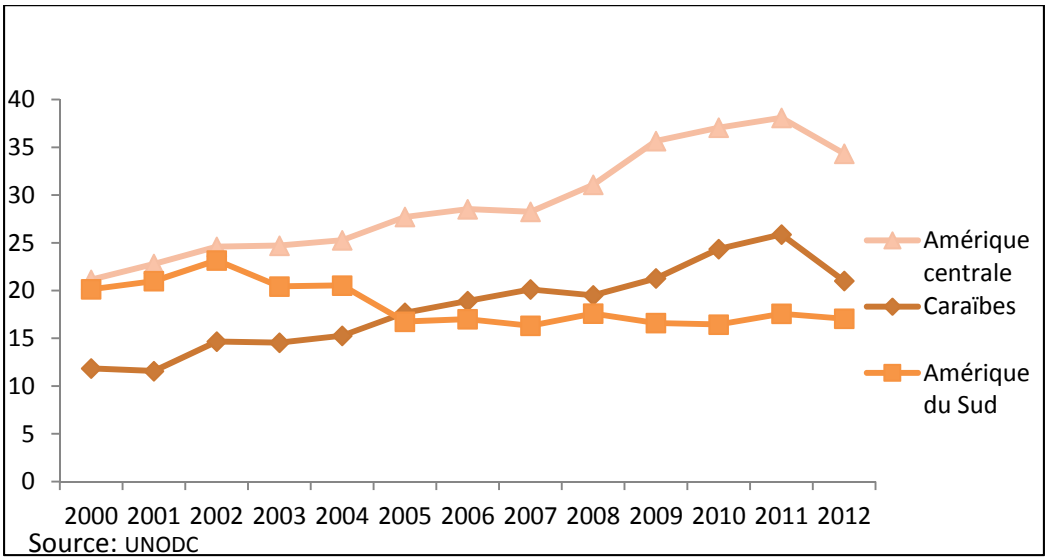


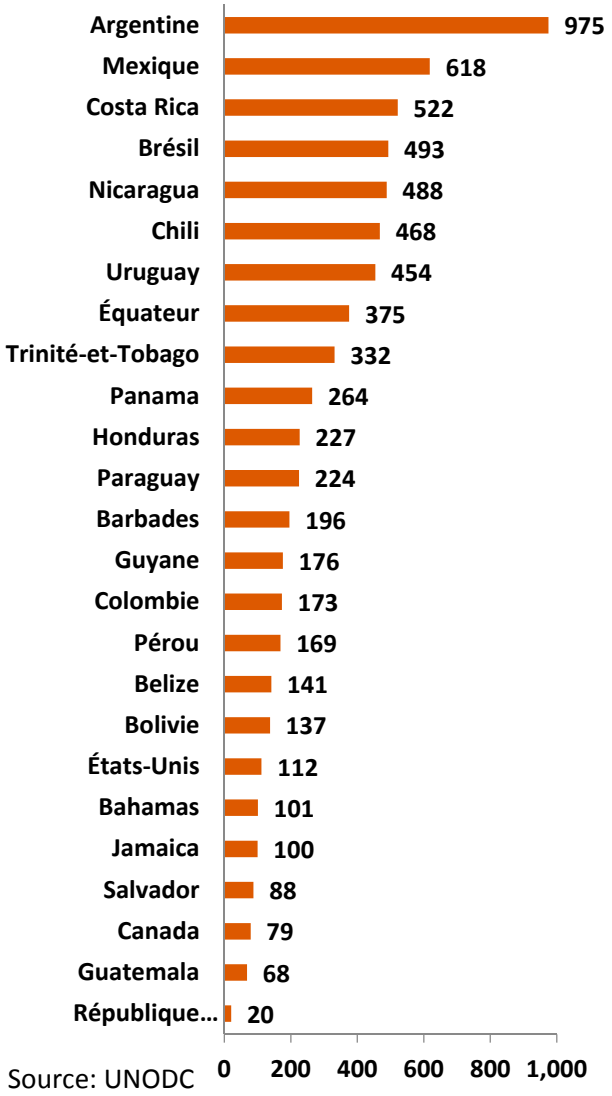

**Figure 1.2. Taux d'homicides volontaires (pour 100 000 habitants) dans le temps**

Avec des tendances comparables à celles de l'Amérique centrale, la sous-région des Caraïbes a également connu une tendance à la hausse des taux d'homicides entre 2000 et 2011 avant la baisse observée en 2012. Durant cette période, les taux d'homicides des Caraïbes ont augmenté de 12 à 21 pour 100 000 habitants. Le pays des Caraïbes avec le taux le plus élevé en 2012, par l'ONUDC, est la Jamaïque (39,3) et celui avec le taux plus faible est de Cuba (4,2).

D'autre part, l'Amérique du Sud a vu dans le temps une tendance plus faible et plus stable des homicides au cours des dernières années. En moyenne dans cette région, les taux d'homicides n'ont pas atteint plus de 21 pour 100 000 habitants depuis 2002. En 2012 (la dernière année pour laquelle ces données sont disponibles), cette sous-région a obtenu un taux moyen d'homicides de près de 17 pour 100 000 habitants. Pourtant, la disparité du taux d'homicides dans la sous-région d'Amérique du Sud est assez grande. Selon l'ONUDC, parmi les pays les plus dangereux, le Venezuela, la Colombie et le Brésil ont des taux d'homicides volontaires respectifs de 53,7, 30,8 et 25,2 (pour 100 000 habitants). Parmi les moins dangereux, on trouve des pays comme le Chili, l'Uruguay et le Pérou, avec des taux respectifs de 3,1, 7,9, et 9,6.

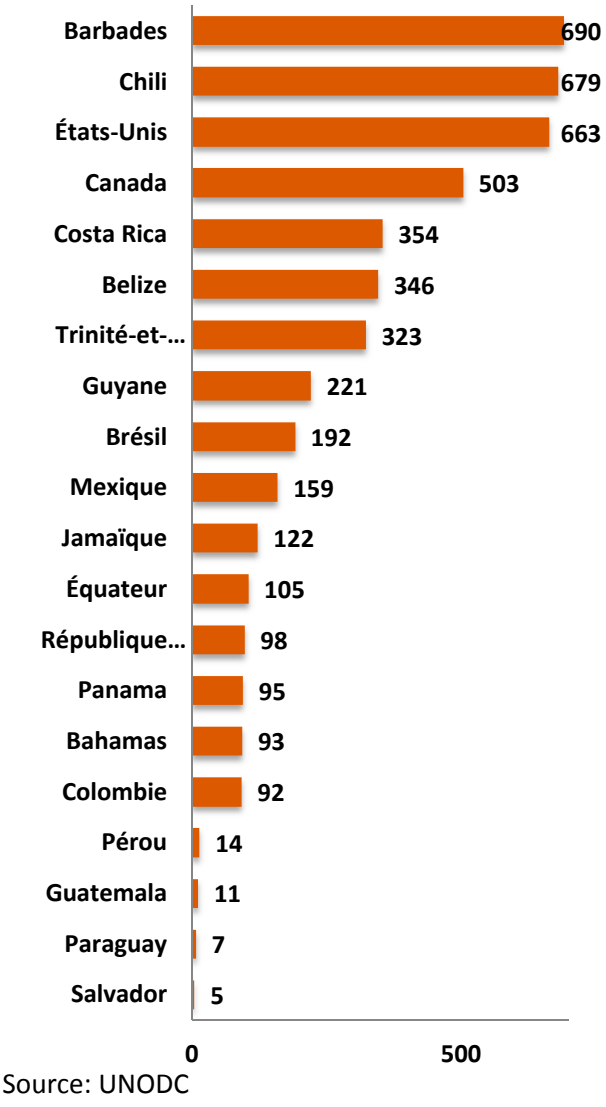
Nous observons des différences importantes entre les pays de la région ALC lorsque nous nous intéressons à d'autres statistiques de l'ONUDC sur la criminalité, qui sont disponibles comme les taux agrégés de vols et de cambriolages déclarés pour 100 000 habitants. La Figure 1.3 présente les taux pour 2012 (les dernières disponibles) pour la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. L'Argentine, le Mexique et le Costa Rica sont les pays dans lesquels des vols sont les plus répandus (avec respectivement des taux de 975, 618, et 522 par 100 000 habitants) alors que la République dominicaine, le Guatemala, et le Canada sont ceux où ces taux sont les plus faibles (respectivement 20, 68, 79). Fait intéressant, le Guatemala se classe dans les pays avec les plus faibles taux de vols qualifiés et de cambriolage. Le Paraguay et le Salvador se joignent au Guatemala au bas du tableau pour les taux de cambriolage. Au sommet du classement selon le taux de cambriolage, nous retrouvons à la fois le Canada et les États-Unis (respectivement 503 et 663 par 100 000 habitants) juste en avant la Barbade et le Chili (respectivement 690 et 679 par 100 000 habitants).

**Vol, nombre d'infractions enregistrées par la police (taux par 100 000 habitants)**




Tous les taux sont de 2012, sauf pour les pays suivants : Bahamas et Belize (2011), Nicaragua (2010), Pérou et Guatemala (2009), Argentine (2008) et Equateur (2006).
Le vol qualifié est défini par l'ONUDC comme « le vol de biens d'une personne ; vaincre la résistance par la force ou la menace de la force. Cette catégorie comprend les agressions (à l'arraché) et le vol avec violence ; mais exclut le vol à la tire et l'extorsion ».

**Cambriolages avec effraction, nombre d'infractions enregistrées par la police (taux par 100 000 habitants)**




Tous les taux sont de 2012, sauf pour les pays suivants : Bahamas et Belize (2011), Pérou et Guatemala (2009), Paraguay (2008), et Equateur (2006).
Le cambriolage est défini par l'ONUDC comme « l'accès non autorisé à une partie d'un immeuble/habitation ou autres locaux ; y compris par l'utilisation de la force; avec l'intention de voler des biens (introduction par effraction). 'Cambriolage' devrait inclure, lorsque cela est possible, le vol dans une maison, un appartement ou autre lieu d'habitation, une usine, un magasin ou un bureau, dans un établissement militaire ou en utilisant de fausses clefs. Il devrait exclure le vol de voiture, à partir de conteneur, à partir d'un distributeur automatique, d'un parcomètre et dans une prairie et une enceinte cloturée ».

**Figure 1.3.Taux de vols et de cambriolages (pour 100 000 habitants), 2012**

Quelques points sont à noter ce qui concerne les données de la figure 1.3. Premièrement, bien que l'examen des tendances de la criminalité au-delà des homicides peut être informatif, l'ONUDC et d'autres préviennent que les comparaisons entre les pays devraient être examinées avec prudence puisque les définitions et les moyens d'enregistrement des vols et des cambriolages diffèrent selon les

systèmes juridiques étatiques. Deuxièmement, le classement des pays comme le Guatemala et le Salvador au bas de l'échelle, ainsi que le classement de l'Argentine, du Costa Rica, des États-Unis et du Canada au sommet, peut être en réalité que le reflet des différences dans la qualité des mécanismes de déclaration des crimes, du maintien de l'ordre ou même de la confiance envers le système d'application de la loi.[11] La fiabilité de ces données de la criminalité dépend du signalement complet et exact des incidents donné par les victimes et par conséquent de l'enregistrement du délit par la police. Les taux de criminalité déclarés, autres que les homicides, dépendent de la confiance dans la police (par exemple, la volonté d'aller à la police quand il y a un problème). Un crime tend à être sous-estimé dans les zones où la confiance envers la police ou les institutions responsables de l'État de droit est faible (Skogan, 1975).

Les statistiques officielles de la criminalité sont également sujettes à des erreurs lors des processus d'enregistrement par la police, une agence ou le gouvernement (ONUDC et CEE-ONU, 2010). Dans la mesure où les taux d'erreur dans ces processus sont corrélés avec des facteurs tels que la décentralisation, la corruption, le développement économique, etc., ou avec les niveaux de criminalité et de violence eux-mêmes, ces types de données peuvent souffrir d'importants biais. Même en ce qui concerne les taux d'homicides, il existe une variation dans les définitions de la criminalité, et ce, au sein d'institutions fiables comme la Banque mondiale, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ou l'ONUDC. La variation dans la mesure de ce phénomène peut ainsi limiter la capacité d'effectuer des comparaisons valables des niveaux de criminalité à travers le temps et l'espace (Maxfield et Babbie, 2010; Pepper, Petrie, et Sullivan, 2010; Pepper et Petrie, 2002).

### *Les enquêtes d'opinion publique comme sources importantes pour les statistiques sur la criminalité*

La recherche par sondage offre une technique alternative permettant de mesurer non seulement les perceptions, mais aussi les expériences de crime et de violence. L'utilisation des données issues de sondage pour mesurer la victimisation par le crime dispose d'un certain nombre d'avantages par rapport aux statistiques officielles. Tout d'abord, il produit des données sans aucune omission accidentelle ou intentionnelle ou déformation du crime par des responsables gouvernementaux. Deuxièmement, les sondages d'opinion publique administrés par des entreprises non gouvernementales peuvent contribuer à atténuer le biais associé à la méfiance des citoyens par rapport à l'application de la loi (Levitt 1998; Tyler et Huo 2002). Troisièmement, la recherche par sondage nous permet d'accéder à un récit de première main de la situation vécue par la personne interrogée plutôt que la situation telle qu'elle est interprétée ou enregistrée par les forces de l'ordre. Quatrièmement, elle permet la différenciation entre les perceptions et les expériences liées à la criminalité et à la violence. Cinquièmement, elle nous permet d'uniformiser la formulation des questions sur les incidents criminels à travers les pays afin que l'on puisse évaluer le même phénomène et ainsi effectuer des comparaisons valables. Enfin, elle nous permet de colliger des données plus nuancée de la victimisation par le crime que celles souvent fournies par les statistiques générales disponibles dans les rapports officiels (Piquero, Macintosh et Hickman, 2002).[12]

[11] Il y a aussi une plus grande incitation à signaler les crimes de propriété (par exemple, les cambriolages) dans les pays riches avec des secteurs d'assurance mieux établis et dans lesquels un rapport de police est demandé pour faire une réclamation.

[12] Un des premiers exemples de l'utilisation des sondages pour recueillir des données sur la victimisation est celui de l'Institut interrégional de recherche des Nations unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) qui mène l'Enquête internationale sur les victimes de criminalité (EIVC). Les enquêtes recueillaient six vagues de données transnationales au niveau individuel dans de nombreux pays européens. Cependant, l'Amérique latine a seulement été représentée de façon périphérique (Kennedy, 2014). Les données de l'EIVC rapportent aussi l'Amérique latine comme l'une des régions les plus dangereuses au monde (Soares et Naritomi, 2010). Cependant, étant donné que les données en provenance des pays de cette région ont été recueillies exclusivement pendant la vague 1996/1997 et seulement dans les villes de San Juan (Costa Rica), de Panama (Panama), d'Asunción (Paraguay), de Buenos Aires (Argentine), de La Paz (Bolivie), de Rio de Janeiro (Brésil) et de Bogota

Le Baromètre des Amériques, administré par LAPOP, offre une vaste banque de données sur la victimisation par le crime et les perceptions de l'insécurité. C'est le seul projet comparatif de l'hémisphère qui permet de recueillir des données sur l'ensemble des pays d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, en plus des pays des Caraïbes. Le Baromètre des Amériques enregistre des récits de première main sur la situation de la criminalité et de la violence dans la région et il intègre également un large éventail de mesures uniformisées du sondage de la criminalité et de la sécurité (par exemple, les expériences et les perceptions) comparables à travers le temps et l'espace. Les données sur la victimisation par le crime qui sont issues du Baromètre des Amériques 2014 sont particulièrement utiles, car le projet s'appuie sur des échantillons nationaux d'adultes en âge de voter dans 28 pays à travers les Amériques, avec un instrument qui comprenait une vaste série de modules sur les thèmes de la criminalité, de la violence et de l'insécurité. Le résultat est un ensemble de données sans précédent en termes de qualité et de portée.

En raison de leurs avantages, les enquêtes sur la victimisation criminelle sont largement considérées comme étant des sources de données complémentaires, voire supérieures, aux statistiques agrégées officielles sur la criminalité. Cela dit, certains chercheurs (par exemple, Bergman, 2006) soutiennent que même si les enquêtes peuvent fournir une meilleure illustration des tendances de la criminalité, elles peuvent par contre donner peu d'information sur les taux de criminalité réels. Selon Bergman (2006), même lorsque le crime est défini et mesuré de la même façon, les données d''enquête sur la victimisation peuvent présenter des inexactitudes dues entre autres à des variations dans les tendances à sous-estimer la violence ou à surestimer les vols de biens au sein des pays et entre ceux-ci. Le Baromètre des Amériques surmonte certains problèmes potentiels dans les comparaisons entre pays et dans le temps en normalisant la formulation des questions au sein de ses enquêtes. En outre, chaque question de l'enquête est soigneusement examinée et prétestée dans chaque pays avant l'inclusion dans le Baromètre des Amériques, afin de s'assurer que la formulation s'accorde avec les normes locales et qu'elle suscite le plus de vraies réponses possibles. Quoi qu'il en soit, Bergman nous met en garde quant aux différences dans les motivations individuelles et quant aux tendances à sous-estimer ou surestimer les incidents criminels. Le Baromètre des Amériques pose donc plusieurs questions[13] non seulement sur les incidents de victimisation par le crime, mais aussi sur les inquiétudes autour de la violence et des perceptions d'insécurité afin de parvenir à l'explication la plus large possible par rapport à la sécurité des citoyens dans la région.

La suite de ce chapitre présente un aperçu des préoccupations concernant la criminalité et la victimisation criminelle à travers les Amériques. Nous notons que la description et la discussion commencent seulement à dévoiler les premiers aspects de la grande base de données sur ce sujet disponible à travers le sondage du Baromètre des Amériques. Bien que nos analyses révèlent une variation importante dans les taux de certains types d'incidents de victimisation par le crime à travers les Amériques, nous ne nous attardons pas ici sur la mesure dans laquelle la criminalité et l'insécurité sont directement attribuables aux criminels ordinaires ou au crime organisé en particulier. Le crime organisé est un problème particulièrement pernicieux dans de nombreux pays d'Amérique latine étant donné que non seulement les organisations criminelles se livrent à des activités illégales, mais elles

(Colombie), le portrait de la criminalité et de la violence de la région provenant de cette source n'est pas seulement dépassé, mais aussi incomplet.

[13] Par ailleurs, le Baromètre des Amériques sur la question de la victimisation criminelle a été élaboré pour aider le rappel en fournissant une liste des types de crimes ; une question complémentaire demandant quel type de crime a été vécu fournit à ceux qui utilisent l'ensemble des données du Baromètre des Amériques, une deuxième mesure de la victimisation et, par conséquent, un moyen supplémentaire pour évaluer et améliorer la fiabilité des analyses des données.

cherchent également à influencer l'État pour atteindre certains objectifs politiques (Bailey et Taylor 2009). La preuve montre que le crime organisé remet en cause le monopole de l'usage de la force par les États, puisque de nombreux gouvernements doivent constamment négocier avec les organisations criminelles pour préserver un semblant de paix. Dans les Amériques, les organisations criminelles varient considérablement en termes de taille et de portée. Il y a d'une part celles qui sont moins organisées, qui sont les organisations nationales disposées autour des transactions sur les marchés des liquidités, tels que les petites mafias, les usuriers, et les extorqueurs. D'autre part, il y a les organisations criminelles transnationales qui se livrent à des crimes ou des délits graves à travers les frontières, comme le trafic de drogue et d'armes, le blanchiment d'argent, le gangstérisme, et la traite des êtres humains (Manrique 2006, Bailey et Taylor 2009, Farah 2012). Notre regard sur les problèmes de criminalité et la victimisation dans ce chapitre ne suit pas ces perspectives et expériences derrière ces divers éléments criminels dans la région de l'ALC. Cependant, nous sommes conscients, qu'en effet, cette variation dans la nature du crime organisé et des criminels est importante pour une compréhension globale de la région.[14]

## III. Un aperçu de la criminalité et de la violence dans l'esprit des citoyens des Amériques

Dans une première étape de l'examen des données sur la criminalité du Baromètre des Amériques 2014, nous revenons sur ce que les citoyens des Amériques considèrent comme étant le problème le plus important pour leur pays. Les répondants de tous les pays ont répondu à la question ouverte suivante:[15]

**A4**. À votre avis, quel est le **plus grave problème** que connaît le pays?

Les réponses à la question sur le terrain sont codées dans l'une des quelques quarante catégories générales, qui sont ensuite recodées dans notre analyse en cinq catégories générales: l'économie, la sécurité, les services de base, la politique et autre[16]. La figure 1.4 présente la répartition des

[14] Insight Crime, une fondation qui étudie le crime organisé énumère neuf pays avec la plus forte prévalence du crime organisé dans la région. En Amérique du Nord, le Mexique est le plus grand foyer et le plus compliqué pour les organisations criminelles. Les organisations de trafic de drogue comme les Zetas, le cartel de Sinaloa, le cartel du Golfe, la Familial Michoacana, le cartel de Juárez le cartel Beltran Leyva et le cartel des Chevaliers templiers dominent les activités criminelles au Mexique. En Amérique centrale, les pays du triangle du Nord (Guatemala, Honduras et Salvador) abritent certaines des organisations criminelles les plus violentes de la planète. Les organisations les plus connues sont les familles Mendoza, Lorenzana et Leones au Guatemala, le MS13, le Barrio 18, les Cachiros et les Valles au Honduras, et enfin la Mara Salvatrucha (MS-13), le Barrio 18, les Perrones et le Cartel Texis au Salvador. Insight Crime souligne le problème du crime organisé au Nicaragua, en particulier l'influence des trafiquants de drogue sur les décisions judiciaires, mais par rapport aux pays du triangle du Nord, cet impact est d'un niveau inférieur. L'Amérique du Sud comprend quatre pays sur cette liste des pays avec des syndicats du crime relativement forts et répandus : Venezuela, Brésil, Colombie et Pérou. Tandis que le Pérou et la Colombie sont les deux plus grands producteurs de cocaïne du monde, le Brésil et le Venezuela sont des axes de transit de la drogue avec des centres importants de blanchiment d'argent et des activités de traite des êtres humains. Les groupes les plus saillants en Colombie sont les FARC et l'ELN ; le Sentier lumineux au Pérou ; le Cartel de Los Soles (les soleils) et les Forces de libération bolivariennes au Venezuela ; le Commandement rouge et le Premier Commandement de la capitale (PCC) au Brésil.

[15] Même si les répondants peuvent considérer que de nombreux problèmes méritent d'être mentionnés, ils sont invités à indiquer un seul problème qu'ils pensent être le plus important auquel doit faire face leur pays.

[16] Les réponses incluses dans l'économie sont : le chômage, la crise économique et ses problèmes, la pauvreté, l'inflation ou les prix élevés, le manque de crédit, le manque de terres à cultiver et la dette extérieure. Les réponses incluses dans la sécurité sont : la criminalité, les gangs, la sécurité (le manque de), les enlèvements, la guerre contre le terrorisme, le terrorisme et la violence. Les réponses incluses dans les services de base sont : les routes en mauvais état, l'absence des services de santé, de la scolarité, la mauvaise qualité de l'eau, le manque d'électricité, l'absence de logement, la malnutrition, le transport, les

réponses dans ces cinq catégories comme fournies par les citoyens à travers six vagues du projet du Baromètre des Amériques. Depuis 2004[17], l'économie et de la sécurité sont les deux principales préoccupations exprimées en moyenne par le public à travers les Amériques[18]. L'économie demeure en tête des préoccupations en 2014, avec une moyenne régionale de 36 % des répondants déclarant qu'elle représente le problème le plus important dans leur pays[19]. Cependant, l'économie en tant que le plus important problème a également connu le plus grand changement dans le temps: elle a diminué dans les préoccupations du public d'environ 25 points de pourcentage entre la première vague du Baromètre des Amériques en 2004 et la vague la plus récente en 2014.

problèmes portant sur les droits de l'homme et leurs violations. Les réponses incluses dans la politique sont : les conflits armés, l'impunité, la corruption, un mauvais gouvernement et les politiciens en général. Les réponses incluses dans la catégorie « autre » sont : la croissance de la population, la discrimination, les contestations populaires (les grèves, les barrages routiers), la toxicomanie, le trafic de drogue, le déplacement forcé de personnes, l'environnement, la migration et « autre » qui comprend moins de 3 % des réponses.

[17] Il est important de noter qu'en 2004, nous avons posé cette question dans seulement 11 pays des Amériques. Ces pays sont : le Mexique, le Guatemala, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua, le Costa Rica, le Panama, la Colombie, l'Équateur, la Bolivie et la République dominicaine. En 2006, le Pérou, le Paraguay, le Chili, Haïti, la Jamaïque, le Guyana, les États-Unis et le Canada ont été intégrés à cette liste. En 2008, le Baromètre des Amériques a inclus l'Uruguay, le Brésil, l'Argentine et le Belize, et depuis 2010 nous avons inclus Trinité-et-Tobago et le Venezuela. Ce sont les mêmes 25 pays analysés dans ce chapitre. La figure 1.4 ressemblerait à peu près à la même si l'on examine seulement les 11 pays qui ont été étudiés depuis 2004 ou les 22 pays qui ont été examinés depuis 2006. Nous excluons ces chiffres dans le texte par souci de brièveté et de concision.

[18] En utilisant d'autres données d'enquête, Singer (2013) montre que l'économie a toujours été citée comme le problème le plus important dans l'Hémisphère depuis le milieu des années 1990, bien que l'enjeu de la criminalité et de la sécurité a pris de l'importance puisque l'économie s'est renforcée et que la criminalité s'est aggravée dans de nombreux pays au cours des dernières années.

[19] Comme la pratique standard de LAPOP, dans toutes les analyses de moyennes régionales dans ce chapitre et dans ce rapport de manière plus générale, nous calculons des moyennes régionales en considérant que chaque pays a le même poids et non de façon à représenter leur poids démographique respectif.

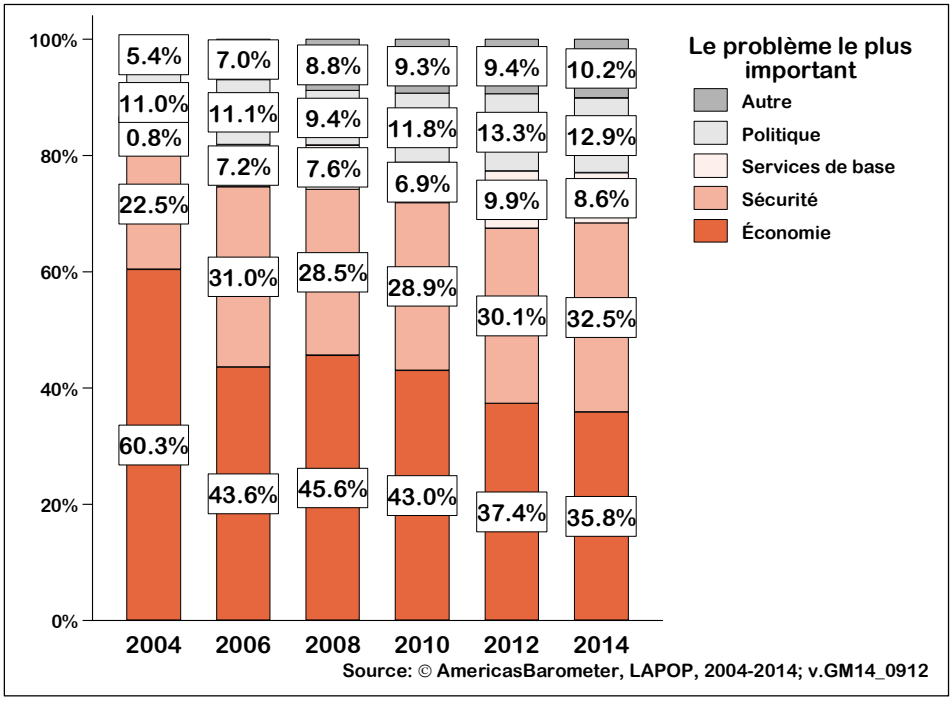



**Figure 1.4. Le problème le plus important que connaît le pays dans le temps**

La sécurité a souvent été considérée comme le deuxième problème le plus important dans les Amériques, comme le pensent les citoyens depuis 2004. En concentrant notre attention sur les deux dernières années du Baromètre des Amériques, 2012 et 2014, nous ne voyons que des changements mineurs au fil du temps dans les cinq principales catégories. Cela étant dit, nous constatons que les préoccupations en matière de sécurité se sont accrues au cours des dernières années : en 2012, 30,1 % des sondés ont cité un problème lié à la sécurité comme le problème le plus important et en 2014 ce chiffre s'élève à 32,5 %. En résumé, en 2014 dans les Amériques, essentiellement en moyenne 1 répondant sur 3 a signalé un problème relatif à la criminalité, à la violence ou à l'insécurité comme le problème le plus important auquel doit faire face son pays.

Quel est le degré de variation dans les préoccupations concernant la sécurité à travers les pays des Amériques ? Pour répondre à cette question, nous nous appuyons sur des données relatives aux pays sur l'identification de la sécurité (la criminalité et la violence) qui est le problème le plus important. La Figure 1.5 présente ces données. Selon le Baromètre des Amériques 2014, dans deux pays, à savoir Trinité-et-Tobago et le Salvador, 2 citoyens sur 3 identifient la sécurité comme le problème le plus important auquel doit faire face leur pays. En Uruguay, ce taux est de 1 sur 2 ou 50 % de la population adulte. Les préoccupations de sécurité sont également élevées dans un certain nombre d'autres pays dans les Amériques comme la Jamaïque, le Honduras, le Pérou et le Guatemala. Par contre, quelques citoyens en Haïti et au Nicaragua identifient la sécurité comme le problème le plus important auquel doit faire face leur pays : dans chaque cas, moins de 5 % des personnes considèrent que le problème le plus important pour leur pays est la sécurité. En fait, bien que non représentés ici, nous notons que ces deux pays se classent au premier rang des pays où les personnes interrogées ont identifié l'économie comme le problème le plus important en 2014.

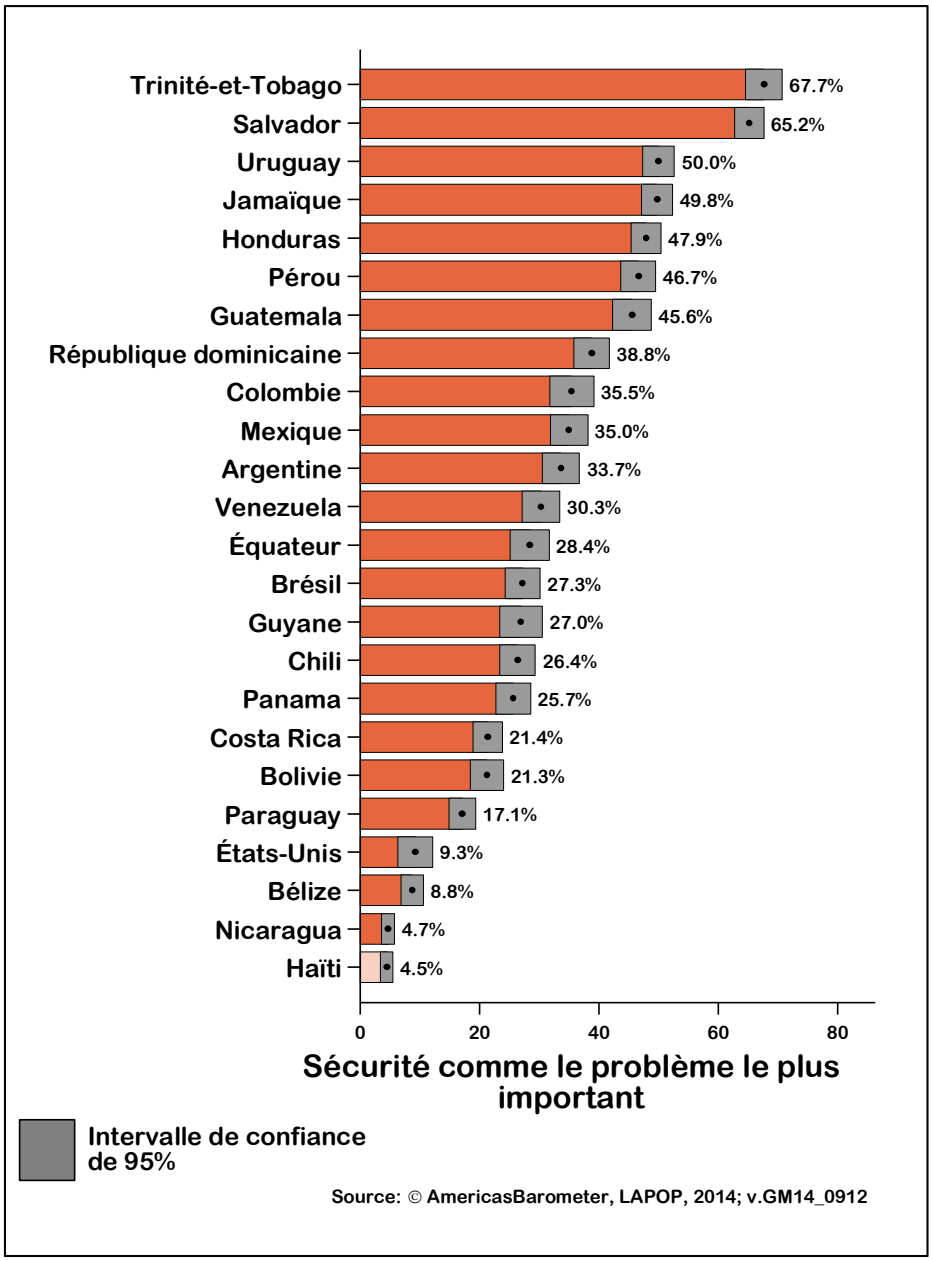
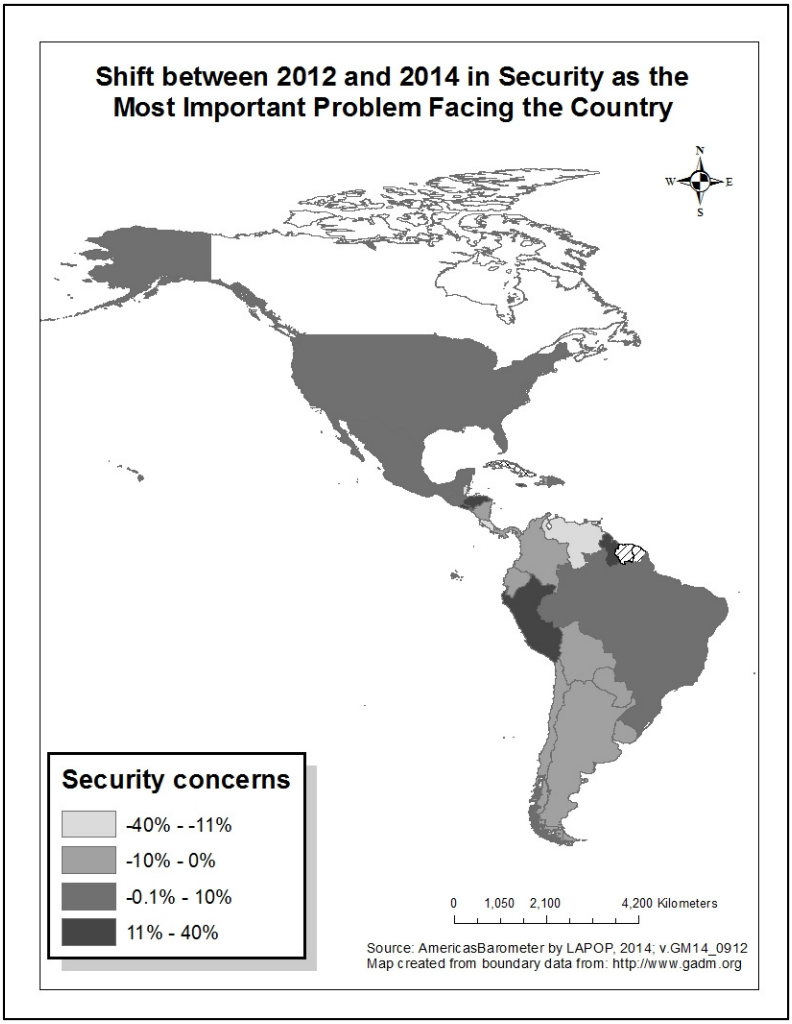



**Figure 1.5. Pourcentage des citoyens identifiant la sécurité comme le problème le plus important auquel le pays doit faire face**

La variation dans les préoccupations concernant la sécurité n'existe pas seulement entre les pays dans les Amériques, mais aussi au fil du temps. Et, en réalité, nous constatons aussi une variation transnationale dans le changement au fil du temps : c'est-à-dire que l'ampleur à laquelle les préoccupations de sécurité augmentent ou diminuent dans un pays, en moyenne, diffère à travers la région. La carte 1.1 montre comment l'identification de la sécurité comme le problème le plus important s'est déplacée de 2012 à 2014 entre les pays de la région, et ce, en traçant l'évolution du pourcentage de répondants qui identifie la sécurité comme étant le problème le plus important. La Guyane (en gris sur la carte 1.1) est un pays où l'on retrouve la deuxième plus forte progression de la perception de la sécurité comme le problème le plus important ; pourtant, comme le montre la figure 1.5, en comparaison à d'autres pays des Amériques, elle est encore au bas du classement concernant le pourcentage de répondants qui déclarent la sécurité comme le problème le plus important. Les Costariciens ont baissé

dans leur tendance à identifier la sécurité comme le problème le plus important, lorsque l'on compare de 2012 à 2014, un changement qui permet de tenir compte de leur assez faible classement de la figure 1.5. D'autre part, le Venezuela a également connu une diminution significative du pourcentage des répondants indiquant la sécurité comme le problème le plus important, mais le pays se classe toujours à peu près dans la moyenne régionale pour les Amériques en 2014.[20]




**Carte 1.1. Changement entre 2012 et 2014 de l'identification de la sécurité comme le problème le plus important pour le pays[21]**

[20] Il convient de noter que ce changement important dans le pourcentage de Vénézuéliens qui identifient la sécurité comme le principal problème s'explique en grande partie par une augmentation significative des préoccupations sur la pénurie de produits de base. La rareté des produits alimentaires et de premières nécessités est devenue un problème préoccupant au Venezuela en 2014. Ainsi, il n'y a pas pu y avoir une baisse des préoccupations de sécurité au Venezuela en 2014, autant que les préoccupations concernant les produits de base ont augmenté.

[21] Les pays sont classés comme ayant *sensiblement diminué* si le pourcentage de personnes déclarant un problème de sécurité comme le problème le plus important a évolué vers le bas entre 10 et 40 points de pourcentage entre 2012 et 2014. Ils sont classés comme *modestement diminués* si cette tendance à la baisse se situe entre 0 et 10 points de pourcentage des points ; *légèrement augmentés*, si le pourcentage de répondants en sélectionnant la sécurité a évolué vers le haut entre 0 et 10; et ils ont *considérablement augmenté* si ce déplacement vers le haut était de plus de 10 points de pourcentage.

# IV. Expériences de la criminalité et de la violence dans les Amériques: Un regard à partir du Baromètre des Amériques

En moyenne, dans les Amériques, comme nous l'avons montré dans la section précédente, les questions liées à la criminalité, à la violence, et à la sécurité occupent une place prépondérante dans l'esprit des citoyens quand ils identifient le problème le plus important auquel doit faire face leur pays. Quels sont les types de victimisation par le crime et dans quelle mesure les citoyens se disent-ils victimes de crime dans les Amériques? Dans cette section, nous utilisons les données du Baromètre des Amériques 2014 afin d'examiner d'abord la fréquence et les types de victimisation par le crime à travers les Amériques, y compris l'analyse des nouvelles questions posées en 2014. Ensuite, nous explorons les facteurs individuels qui peuvent être associés à la probabilité d'être victime de crime.

## *Tendances de la victimisation par le crime à travers les Amériques*

Le Baromètre des Amériques a inclus plusieurs questions relatives à la victimisation depuis 2004. Une de ces questions demande à la personne si elle a été la victime de n'importe quel type de crime au cours de l'année précédente. La formulation spécifique est la suivante[22]:

> **VIC1EXT**. Maintenant, en changeant de sujet, pouvez-vous nous dire si vous avez été victime de tout type de crime au cours des 12 derniers mois? C'est-à-dire, avez-vous été victime de vol, de cambriolage, d'agression, de fraude, de chantage, d'extorsion, de menaces violentes ou tout autre type de crime au cours des 12 derniers mois?
> (1) Oui **[Continuer]** (2) Non **[passer à VIC1HOGAR]**
> (88) DK **[passer à VIC1HOGAR]** (98) DA **[paser à VIC1HOGAR]**

La figure 1.6 indique les taux de victimisation par le crime rapportés depuis 2004 pour les Amériques. Autrement dit, la figure montre le pourcentage d'individus, en moyenne dans la région, qui répondent qu'ils ont été victimes de crime (au moins une fois) au cours des 12 derniers mois.[23] Nous voyons que la victimisation par le crime a souvent oscillé ces dernières années autour de 17 %, sauf en 2010, année lors de laquelle nous pouvons observer un pic dans le signalement de victimisation par le crime. Ces résultats suggèrent que la fréquence de la victimisation par le crime est demeurée assez constante dans le temps en moyenne dans la région. Dans une analyse distincte, non représentée ici, nous constatons que l'échantillon des taux généralement stables à travers le temps présentés dans la figure 1.6 est assez uniforme pour les populations en zone rurale ou urbaine dans les Amériques. Cela dit, ceux qui vivent dans les zones urbaines sont plus susceptibles de déclarer avoir été victimes d'actes criminels :

[22] LAPOP a mené une série d'expériences au Belize et aux États-Unis pour évaluer si le changement de la formulation des questions contribue à augmenter le taux de réponse. Les résultats sont mitigés de sorte que — par exemple — dans une étude menée par LAPOP au Belize en 2008, il n'y avait pas de différence statistiquement distinguée dans les réponses de la question originale par rapport à la question modifiée. D'autre part, dans une étude en ligne menée aux États-Unis en 2013, LAPOP a constaté que ceux qui ont reçu la formulation de la question modifiée étaient plus susceptibles d'indiquer avoir été victimes d'un crime. Par conséquent, nous pouvons dire qu'il est possible qu'une certaine variation entre les taux de victimisation par le crime enregistrés par le Baromètre des Amériques d'avant-2009 comparativement à ceux d'après-2009 soit due aux différentes formulations ; les taux durant les périodes 2004-2008 et 2010-2014 ne peuvent pas être affectés par les différences de formulation puisque les changements n'ont pas été introduits dans ces périodes.

[23] La figure 1.6 serait identique si l'on incluait seulement les 11 pays qui ont été étudiés depuis 2004 ou les 22 pays qui ont été étudiés depuis 2006. Mais, lorsqu'on ne considère que les 11 pays étudiés en 2004, nous trouvons le pic de 2008 à 2010 à un niveau supérieur (une différence de 5 points) et la tendance après 2010 qui diminue à un rythme plus lent. Nous excluons ces données de l'analyse par souci de concision.

en moyenne dans les Amériques, environ 1 adulte sur 5 en zone urbaine a déclaré avoir été victime de crime, contre 1 adulte sur 10 en zone rurale (une différence statistiquement significative).[24]

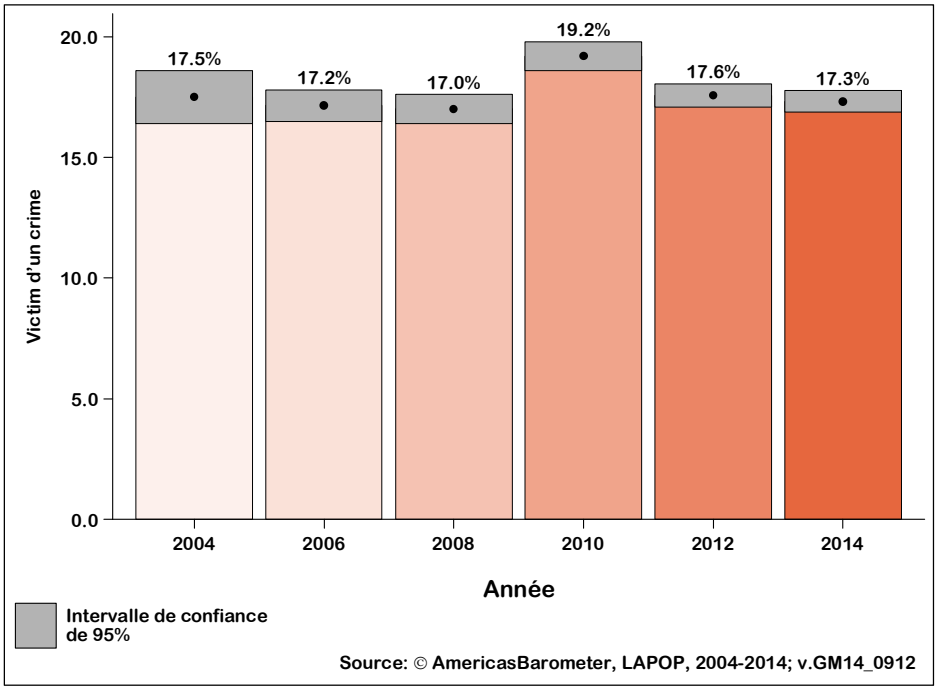



**Figure 1.6. Victimisation criminelle au cours du temps**

La figure 1.7 compare le pourcentage de citoyens qui ont été victimes d'au moins un crime en 2014 et révèle d'importantes variations entre les pays. Les quatre premières places du tableau sont prises par des pays d'Amérique du Sud: le Pérou (30,6 %) arrive en tête, suivie par l'Équateur (27,5 %), l'Argentine (24,4 %) et le Venezuela (24,4 %). Trois pays des Caraïbes se classent au bas du tableau : Trinité-et-Tobago (9,6 %), Guyana (7,4 %), et la Jamaïque (6,7 %). La présence de la Jamaïque et de Trinité-et-Tobago à l'extrémité inférieure de la figure 1.7 est remarquable étant donné les pourcentages élevés de personnes dans ces pays qui classent «la sécurité» comme le problème le plus important auquel fait face leur pays en 2014 (voir figure 1.5).

[24] Voir également la figure 1.15

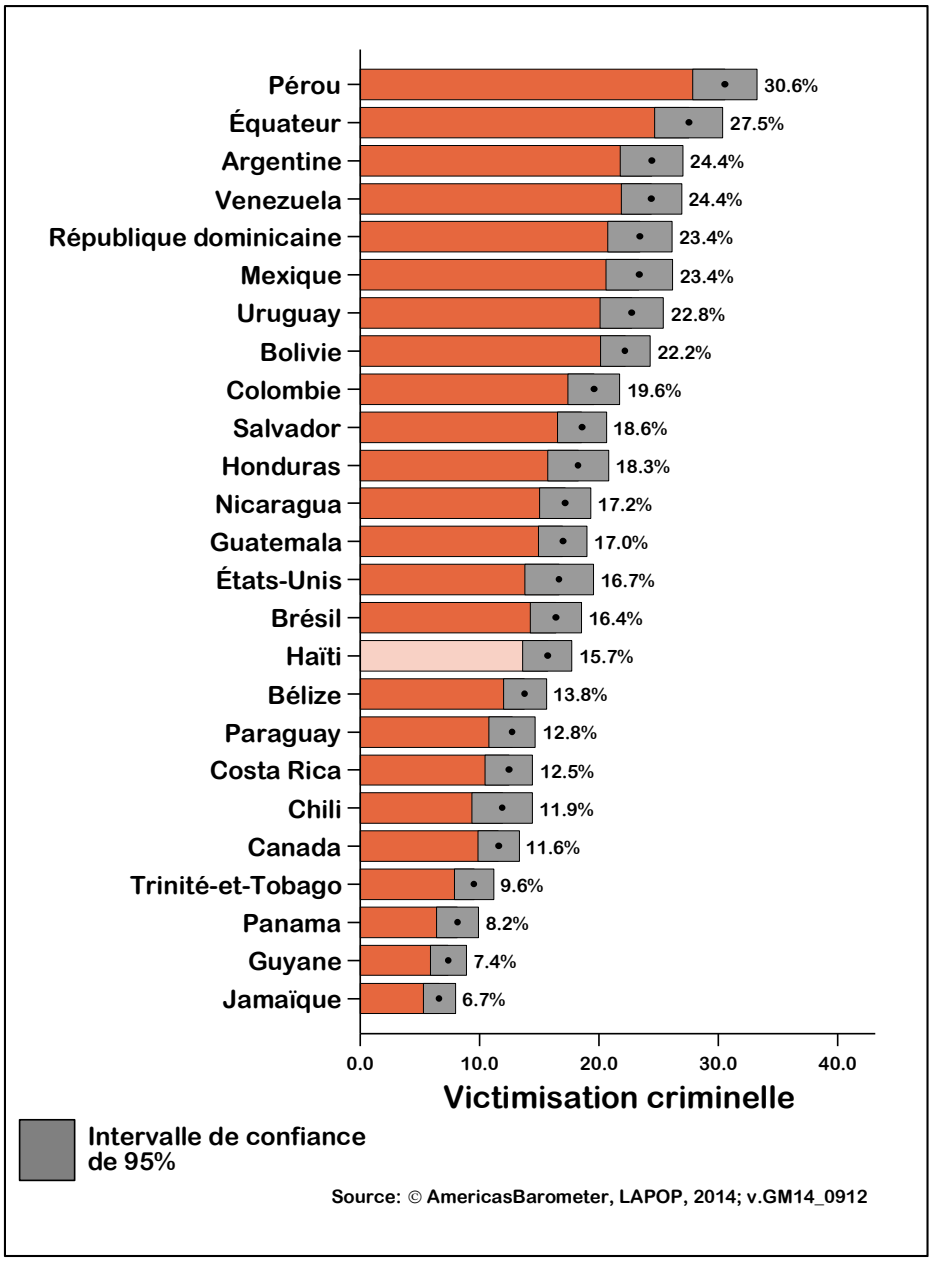



**Figure 1.7. Taux de victimisation par le crime, 2014**

Le Baromètre des Amériques 2014 nous permet d'examiner le nombre de fois que les victimes ont connu la criminalité au cours des 12 derniers mois. À cet effet, l'enquête demande :

| |
|---|
| **VIC1EXTA.** Combien de fois avez-vous été victime de crime durant les 12 derniers mois? |
| **[indiquer le nombre]** _____ (88) DK (98) DA (99) N/A |

Comme nous pouvons le voir dans la figure 1.8, en 2014, en moyenne pour les Amériques, la majorité des victimes de crime (55,7%) déclarent avoir été victimes une fois. Une personne sur quatre déclare avoir été victime de crime deux fois. Une victime sur dix d'actes criminels a été victime trois fois ou plus au cours de l'année écoulée, et de très faibles pourcentages sont trouvés dans les catégories les plus élevés dans la figure.

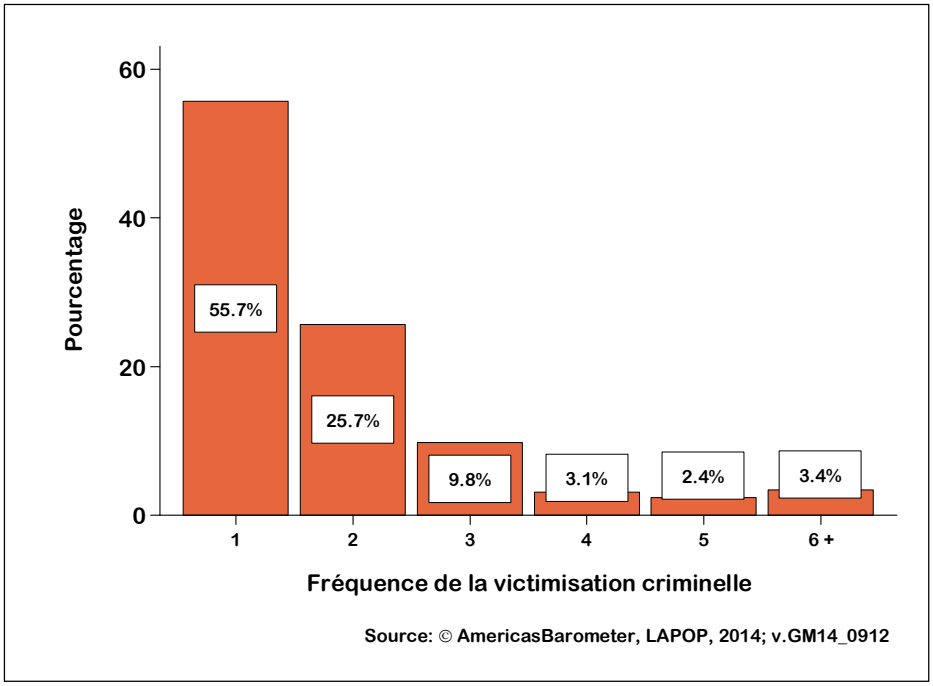



**Figure 1.8. La fréquence de la victimisation par le crime, 2014**

Le Baromètre des Amériques n'enregistre pas seulement les niveaux de crime vécus par chacun des répondants, mais il évalue aussi si d'autres membres du foyer ont été victimes de tout type de crime au cours des 12 mois précédant l'entrevue. Pour ce faire, entre 2010 et 2014, le Baromètre des Amériques a inclus la question suivante :

**VIC1HOGAR.** Une autre personne vivant dans votre foyer, a-t-elle été victime de tout type de crime au cours des 12 derniers mois ? C'est-à-dire, toute autre personne vivant dans votre ménage a-t-elle été victime de vol, de cambriolage, d'agression, de fraude, de chantage, d'extorsion, de menaces violentes ou de toute autre type de crime au cours des 12 derniers mois?
(1) Oui (2) Non (88) DK (98) DA (99) N/A (vit seule)

Dans la figure 1.9, nous voyons à l'échelle régionale les niveaux de la victimisation par le crime dans le ménage du répondant depuis 2010[25]. Nous remarquons une tendance similaire à celle observée avec la victimisation individuelle : au cours du temps, les niveaux de victimisation par le crime au sein du ménage restent stables à environ 17 %, sauf en 2010, lorsque les niveaux ont atteint 19 %. L'examen de la victimisation par le crime au sein du ménage dans les zones urbaines uniquement révèle que la tendance reste la même, bien que la victimisation par le crime au sein de ces ménages soit plus élevée de trois points de pourcentage aux niveaux généraux présentés dans la figure suivante.

[25] Cette question n'a pas été incluse dans les vagues précédentes de l'enquête.

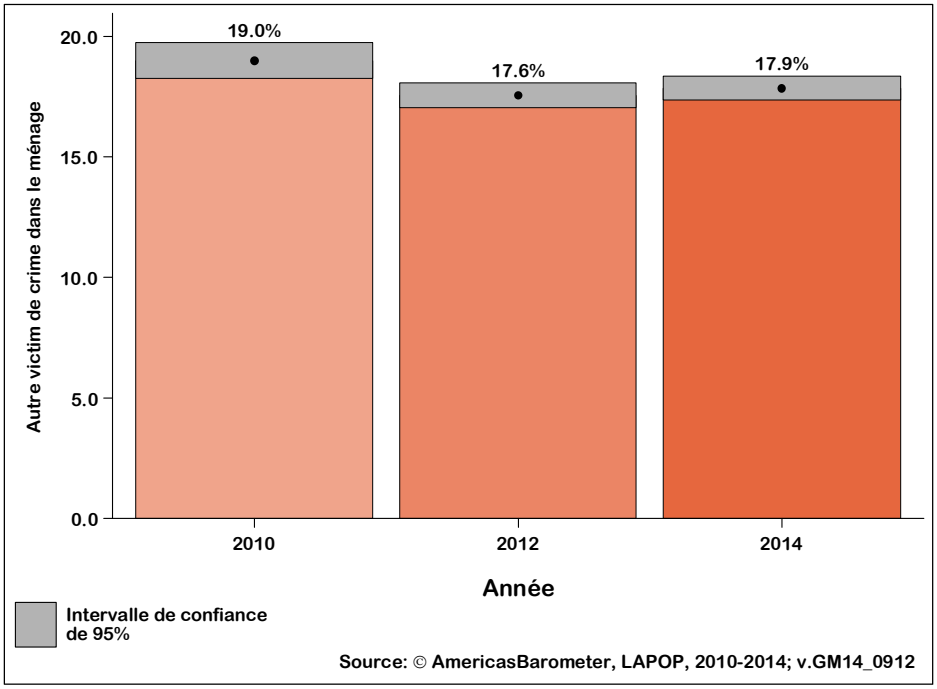



**Figure 1.9. La victimisation par le crime au sein du foyer dans le temps**

Le Baromètre des Amériques fournit également des informations sur le lieu où le crime a été commis. Connaître l'emplacement du crime peut être utile dans la compréhension des différences entre les caractéristiques de la victimisation criminelle au sein des pays et entre eux. En outre, il peut servir comme information que les citoyens peuvent envisager en prenant des mesures de précaution pour éviter la criminalité, ou il peut aider les décideurs locaux et les forces de l'ordre à identifier les domaines qui requièrent une attention particulière afin d'accroître la sécurité des citoyens. En 2014, le Baromètre des Amériques a inclus la question suivante qui a été posée à ceux qui ont indiqué qu'ils avaient été victimes d'un crime au cours des 12 mois précédant l'enquête:

**VIC2AA.** Pouvez-vous dire à quel endroit s'est déroulé le dernier crime ? **[lire les options]**
(1) dans votre réponse
(2) dans votre voisinage
(3) Dans cette municipalité/ce canton/ cette paroisse
(4) Dans une autre municipalité/canton/paroisse
(5) Dans un autre pays
(88) DK
(98) DA
(99) N/A

La figure 1.10 montre la répartition de l'endroit où ont été commis les actes criminels dont les répondants ont été victimes à travers les Amériques en 2014. Nous constatons une répartition relativement égale des répondants dans toutes les catégories. Cependant, les endroits les plus communs où les répondants ont déclaré avoir été victimes sont leurs domicile (27 %), dans leur voisinage (26,8 %), et dans leur municipalité (26,9 %). La victimisation dans d'autres municipalités est moins fréquente (18,6 %) et très peu de victimes ont subi un crime en dehors de leur pays (0,6 %).

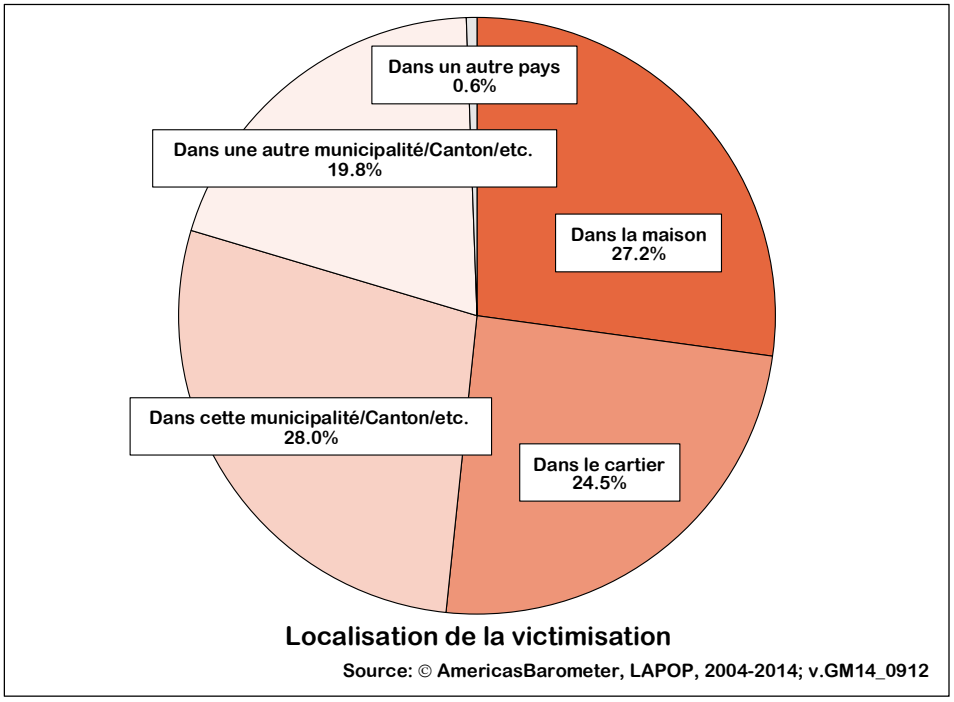



**Figure 1.10. Localisation de la victimization par le crime, 2014**

En 2014, le Baromètre des Amériques comprenait une série élargie de questions afin d'obtenir un sens de l'activité criminelle dans le quartier du répondant. La nouvelle série se réfère aux 12 derniers mois, tout comme les questions de victimisation, et couvre les incidents suivants: cambriolages, ventes de drogues illicites, extorsion ou chantage et meurtres. Dans le reste de cette section, nous examinons les réponses à ces questions «VICBAR».

| Compte tenu de votre expérience ou de ce que vous avez entendu, lesquels des actes criminels suivants ont-ils eu lieu dans votre quartier lors des 12 derniers mois ? |
|---|
| **VICBAR1.** Y avait-il des cambriolages dans votre quartier lors des 12 derniers mois ? [oui/non] |
| **VICBAR3** Y a-t-il eu ventes de drogues illicites dans votre quartier lors des 12 derniers mois ? [oui/non] |
| **VICBAR4.** Y a-t-il eu de l'extorsion ou de chantage dans votre quartier lors des 12 derniers mois ? [oui/non] |
| **VICBAR7.** Y a-t-il eu des meurtres dans votre quartier lors des 12 derniers mois ? [oui/non] |

La figure 1.11 indique le pourcentage de répondants par pays qui ont répondu avoir vécu ou entendu parler de cambriolages dans leur quartier. Nous observons beaucoup de variation entre les pays, avec près de 72 % en Argentine et 28 % à Trinité-et-Tobago des répondants ayant rapportés de tels incidents dans leur quartier. Les pays d'Amérique du Sud, comme l'Argentine, le Venezuela (69,9 %), le Brésil (69,6 %) et l'Uruguay (69,2 %), se trouvent dans le haut du classement des taux de cambriolages, tandis que les pays d'Amérique centrale comme le Belize (37,6 %), le Salvador (37,9 %), le Honduras (37,9 %), le Guatemala (41,0 %), et le Costa Rica (44,7 %) sont classés au milieu de la figure. À l'exception de la République dominicaine, tous les pays des Caraïbes qui sont inclus dans ce

rapport (Trinité-et-Tobago, 28,2 % ; Guyane, 30,8 % ; Haïti, 32,9 % ; et la Jamaïque, 34,7 %) se trouvent au bas du classement des taux de cambriolage dans le quartier du répondant[26].

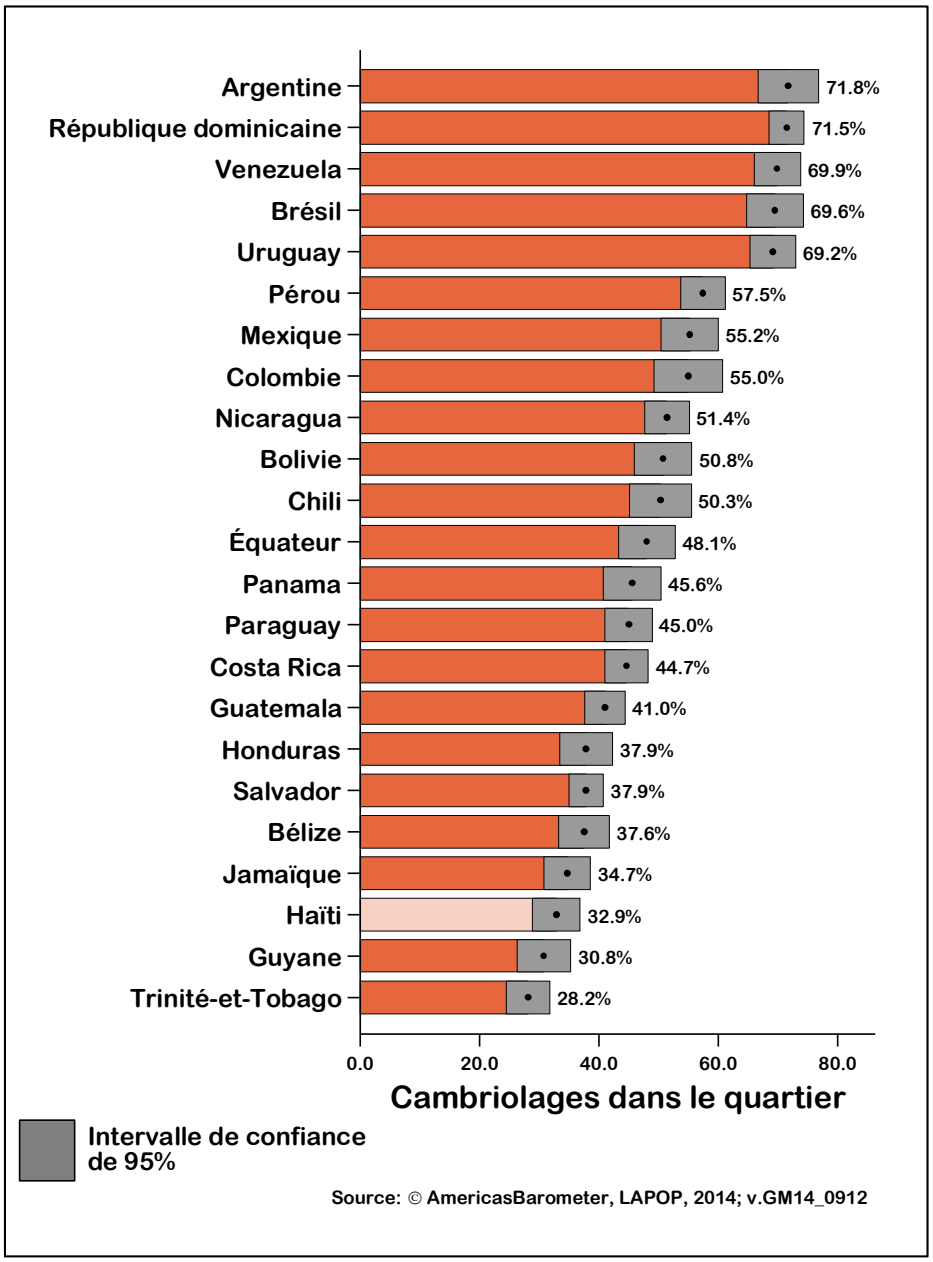



**Figure 1.11. Cambriolages dans le quartier, 2014**

La figure 1.12 indique le pourcentage de répondants dans tous les pays en 2014 qui ont été témoins ou qui ont entendu parler de ventes de drogues illicites dans leur quartier. Une fois encore, nous remarquons une variation substantielle du taux de criminalité à travers les pays. Plus de la moitié des répondants du Brésil (64,6 %), du Costa Rica (58,2 %), de la République dominicaine (56,1 %) et de l'Argentine (50,5 %) ont déclaré avoir été témoin de ventes de drogues illicites dans leur quartier en 2014, alors que moins de 10 % des répondants en Haïti ont fait une déclaration similaire. La Jamaïque

[26] En examinant uniquement les zones urbaines à travers les Amériques, on retrouve un classement semblable, mais avec une augmentation de 5 à 8 points de pourcentage par pays.

et la Bolivie montrent également des taux bas, respectivement à 20,5 % et 17,0 %. Lorsque l'on compare les deux occurrences, les ventes de drogues illicites et les cambriolages dans le quartier du répondant chaque pays occupe une position similaire par rapport aux autres pays de la région. Cependant, on remarque un mouvement substantiel de la position du Costa Rica (58,2 %), du Chili (48 %) et de Trinité-et-Tobago (44,7 %) vers le haut du tableau pour ce qui est des ventes de drogues illicites par rapport aux cambriolages[27].

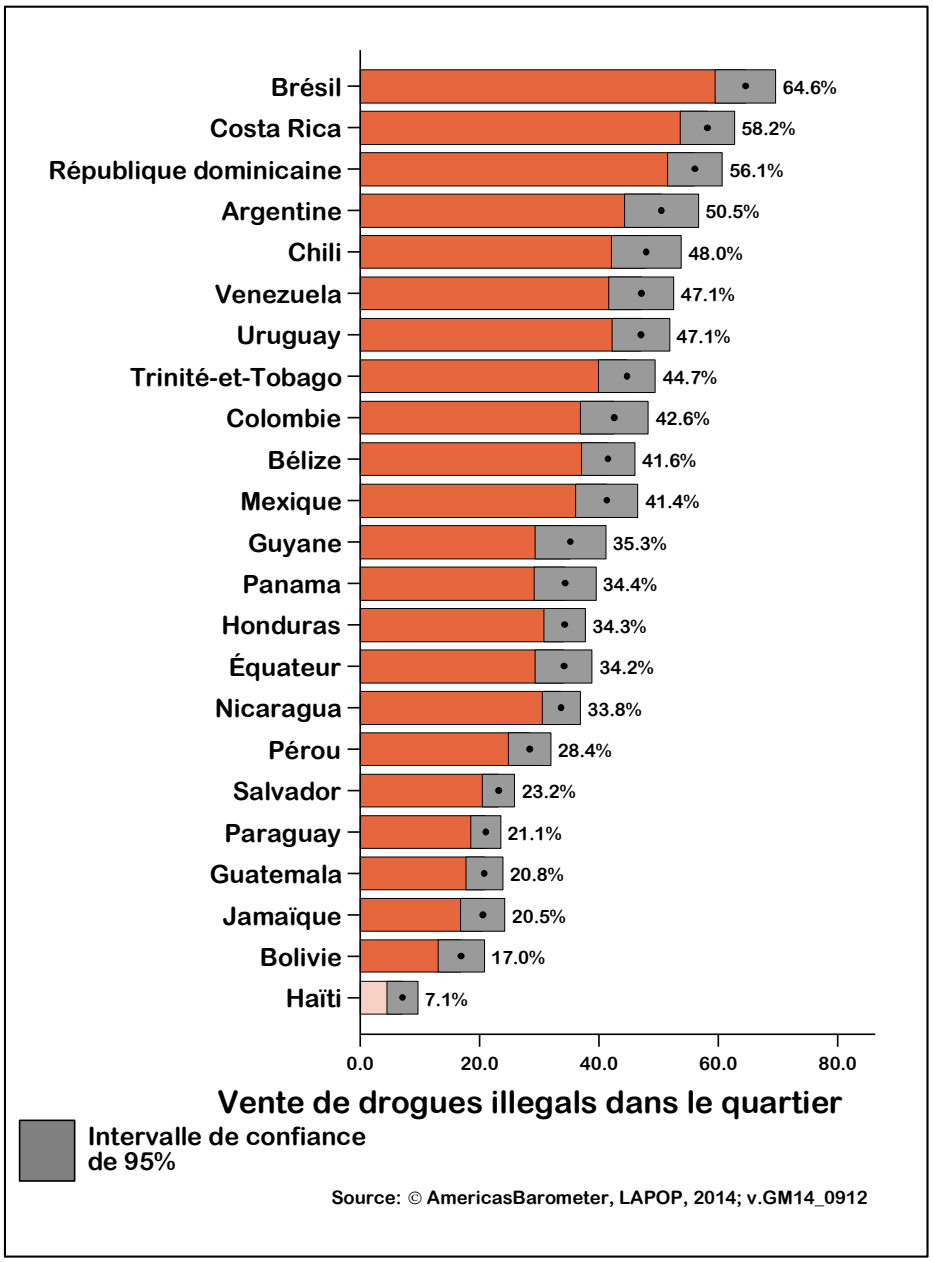



**Figure 1.12. Ventes de drogues illicites dans le quartier, 2014**

[27] Les tendances dans les zones urbaines reflètent les tendances nationales, mais avec une augmentation d'environ 3 à 8 points de pourcentage par pays.

La figure 1.13 indique le pourcentage des répondants à travers les pays qui déclarent avoir été témoins ou avoir entendu parlé des opérations d'extorsion ou de chantage dans leur quartier. La variation à travers les pays révèle un écart de 25 points entre le taux le plus élevé et le plus bas, ce qui est à ce jour la plus petite variation, tout en restant substantielle. En moyenne, les taux d'extorsion/chantage dans le quartier sont parmi les plus faibles pourcentages rapportés dans les séries VICBAR (c'est-à-dire les séries d'incidents criminels déclarés dans le quartier). Nous observons toujours la République dominicaine (24,4 %) au sommet des graphiques en ce qui concerne la victimisation par le crime au sein des quartiers des répondants. Cependant, dans l'ensemble, nous voyons une distribution légèrement différente des pays par rapport à ce que nous avons vu pour les cambriolages et les ventes de drogues illicites. En deuxième place, on retrouve Haïti (24,2 %) qui occupe un rang inférieur dans les deux tableaux précédents. Le Guatemala (23,3 %) et le Salvador (22,9 %) sont parmi les cinq premiers pays en matière d'extorsion ou de chantage, et les deux occupent aussi des rangs inférieurs dans les deux tableaux précédents.

À l'autre extrémité du graphique, nous retrouvons l'Uruguay, la Guyane et le Nicaragua avec des niveaux d'occurrence de 3,1 %, 2,0 % et 1,4 %[28], respectivement.

[28] En examinant uniquement les zones urbaines pour les déclarations d'extorsion ou de chantage dans le quartier, nous remarquons le classement similaire d'un pays avec quelques points de pourcentage rapportés par pays.

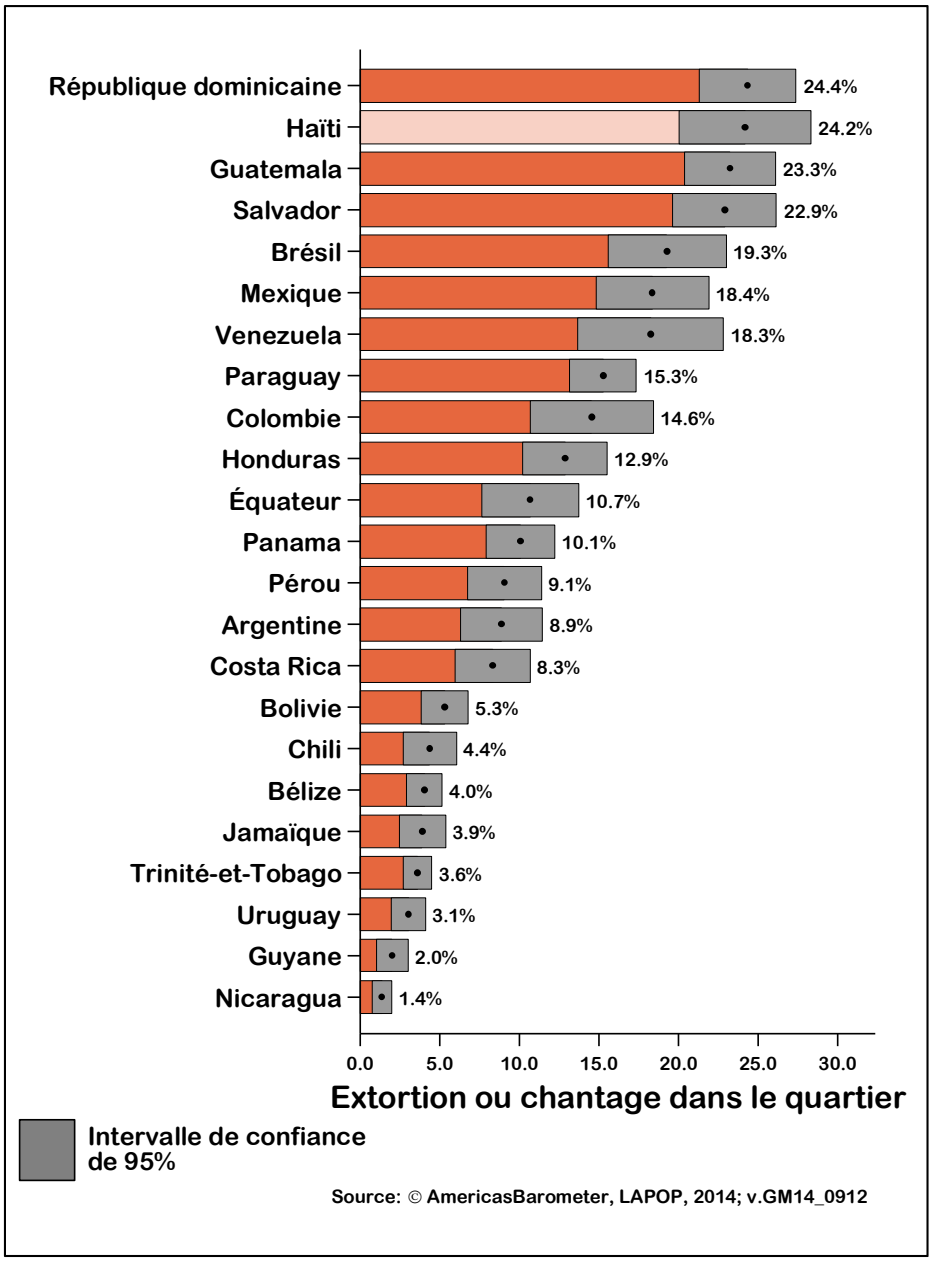



**Figure 1.13. Extorsion ou chantage dans le quartier, 2014**

Enfin, la figure 1.14 examine le pourcentage de répondants qui ont rapporté qu'un assassinat était survenu dans leur quartier. Nous voyons le Brésil (51,1 %) dans le haut du tableau avec le pourcentage le plus élevé, où plus de la moitié des répondants ont rapporté un assassinat dans leur quartier dans les 12 mois précédant l'enquête. Le Venezuela arrive en deuxième position avec 42,7 %, suivi par la République dominicaine que l'on retrouve au sommet de toutes les valeurs examinant la série VICBAR – les cambriolages, les ventes de drogues illicites, les cas d'extorsion ou de chantage, et les meurtres (33,9 %). Le Costa Rica se trouve au bas du tableau (10,6 %), juste en dessous de l'Uruguay (11,9 %) et de la Guyane (12 %). Les différences entre ces pays ne sont pas statistiquement significatives[29].

[29] En examinant uniquement les zones urbaines, la place des pays reste identique, avec une augmentation de moins de cinq points de pourcentage par pays.

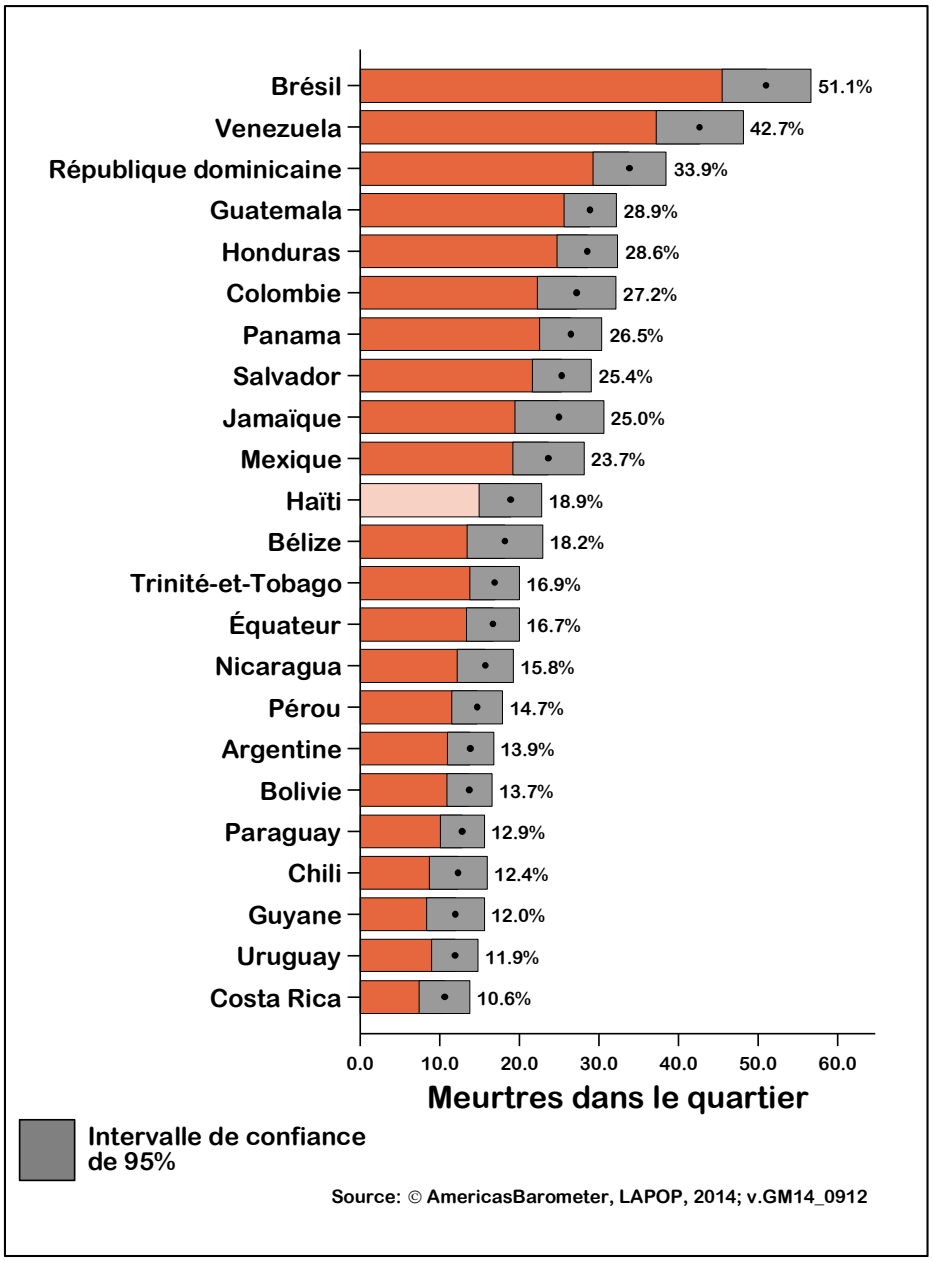



**Figure 1.14. Meurtres dans le quartier, 2014**

## *Qui est susceptible d'être victime d'un crime?*

Maintenant que nous avons fourni un tableau général de la fréquence et de la nature de la criminalité à travers les Amériques tel que rapporté par le Baromètre des Amériques 2014, nous demandons qui est le plus susceptible de déclarer avoir été victime d'un crime. Le crime n'affecte pas tous les groupes de populations de la même manière. Il existe des différences selon le lieu de résidence, le statut économique, le sexe, l'âge et la scolarité[30]. Généralement, la littérature savante indique que la criminalité est le plus souvent un phénomène urbain en Amérique latine. Le fait de vivre dans les grandes

[30] Les différences apparaissent également lorsque l'on considère que la victimisation est violente ou non violente, ou implique la propriété ; nos analyses ici se concentrent sur la victimisation criminelle en général.

villes rend les citoyens plus susceptibles d'être victimes de crime que lorsqu'ils résident dans les zones moins peuplées et moins développées (Gaviria and Pagés 2002; Heinemann and Verner 2006; Carvalho and Lavor 2008; Gomes and Paz 2008; Cole and Gramajo 2009; Cotte Poveda 2012; Muggah 2012).

Une plus grande attention a également été accordée au rôle de la richesse dans la victimisation par le crime ; cependant, cette relation est moins directe que celle entre la criminalité et les milieux urbains. D'une part, les individus les plus riches peuvent être plus attrayants pour les criminels et donc la richesse pourrait avoir une corrélation positive avec le risque de victimisation (Anderson, 2009). D'autre part, la richesse implique la motivation et la capacité de posséder des ressources pour protéger sa personne et/ou des biens, ce qui réduit le risque de devenir victime d'un crime (Gaviria et Pagés 2002; Barslund, Rand, Tarp et Chiconela 2007; Gomes et Paz 2008; Justus et Kassouf 2013). Plus récemment, les données observées indiquent que la richesse fait augmenter la probabilité de victimisation par le crime, mais la relation n'est pas linéaire. Une fois qu'une personne a atteint un certain niveau de richesse, la probabilité d'être victime d'un crime semble diminuer, probablement en raison de la capacité de garantir sa propre protection (Justus et Kassouf 2013). Cela signifie que les citoyens appartenant à la classe moyenne sont plus susceptibles d'être victimes d'un crime que ceux qui appartiennent aux couches socioéconomiques élevées et inférieures.

Les chercheurs ont également identifié les jeunes hommes adultes comme étant les personnes les plus susceptibles d'être victimes de crimes (Beato, Peixoto, et Andrade 2004; Carvalho et Lavor 2008; Cole et Gramajo 2009; Muggah 2012). Les personnes les plus vulnérables à la criminalité violente en particulier sont les jeunes hommes adultes, notamment ceux qui sont sans emploi et qui ont un faible niveau de scolarité. D'autre part, les victimes de crimes contre la propriété sont généralement de jeunes hommes, mais sont plus susceptibles d'être ceux qui ont un meilleur niveau de scolarité et qui utilisent fréquemment les transports publics (Bergman, 2006).

En utilisant les données du Baromètre des Amériques 2014, nous examinons d'abord les victimes de la criminalité selon leur zone de résidence — si c'est une zone urbaine ou rurale — et selon leur niveau de richesse[31]. Les résultats présentés à la figure 1.15 montrent que les répondants vivant dans les zones urbaines sont presque deux fois plus susceptibles d'être victimes de crimes que les répondants vivant dans les régions rurales (20,2 % contre 11,8 %), ce qui est conforme aux attentes conventionnelles. En outre, comme les quintiles de la richesse augmentent, la probabilité qu'un citoyen déclare avoir été victime d'un crime augmente. Les résultats montrent une relation linéaire plutôt que l'effet curvilinéaire décrit précédemment. Ainsi, en moyenne, dans les Amériques, la richesse est simplement et positivement liée à la victimisation par le crime.

[31] Les quintiles de richesse constituent une variable régulière de LAPOP créée en utilisant les questions R-séries sur la possession de biens pour créer un indice des quintiles de richesse, qui est standardisé dans les régions urbaines et rurales dans chaque pays. Pour plus d'informations sur la variable, voir Córdova, Abby. 2009. « Note méthodologique : mesurer la richesse relative en utilisant des indicateurs actifs des ménages » Insights 6 du Baromètre des Amériques. Université Vanderbilt: LAPOP.

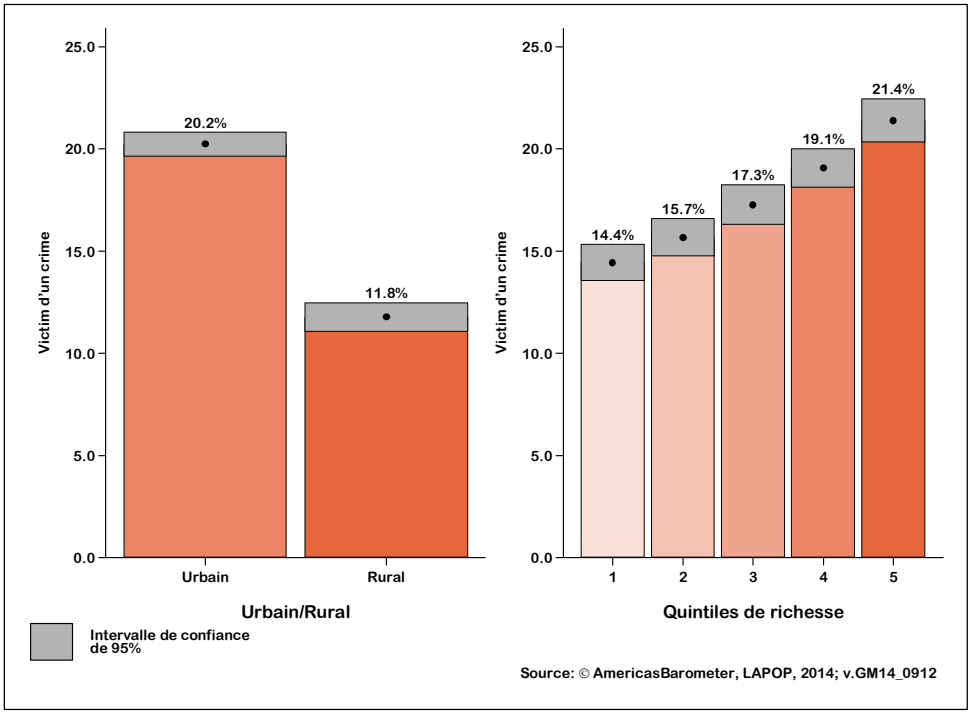



**Figure 1.15. Victimisation par le crime selon le lieu de résidence et la richesse, 2014**

Pour examiner plus en détail les facteurs qui prédisent la victimisation criminelle dans les Amériques, la figure 1.16 présente les résultats d'une analyse de régression logistique destinée à examiner les déterminants de la victimisation par le crime au sein des Amériques en 2014[32]. La figure rapporte les les coefficients de régression standardisés par un point, avec les intervalles de confiance représentés par les lignes horizontales. La figure indique que les facteurs les plus associés à la victimisation criminelle sont la résidence urbaine et la scolarité. Ceux qui vivent dans un milieu urbain et ayant de hauts niveaux de scolarité sont plus susceptibles de déclarer avoir été victimes d'un crime. Les personnes riches sont également plus susceptibles de déclarer avoir été victimes d'un crime. D'autre part, les femmes et ceux faisant partie des cohortes d'âges plus élevés (la catégorie de comparaison dans l'analyse est celle allant des répondants âgées de 36 à 45 ans) sont moins susceptibles de déclarer avoir été victimes d'un crime. Nous avons inclus une mesure de la couleur de la peau du répondant dans l'analyse, et nous voyons que ce n'est pas un facteur important dans la prédiction de la victimisation par le crime dans les Amériques. Ces résultats concernant la couleur de la peau, l'égalité, la scolarité et la richesse sont comparables à ceux de 2012, tel que présenté dans notre dernier rapport (Seligson, Smith et Zechmeister 2012). Nous croyons ainsi dans la robustesse de ces résultats pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes.

[32] L'analyse exclut les États-Unis et le Canada. Les effets propres à un pays sont inclus, mais n'apparaissent pas avec le Mexique comme pays de base. Voir le tableau correspondant avec les résultats numériques pour les coefficients standardisés dans l'annexe.

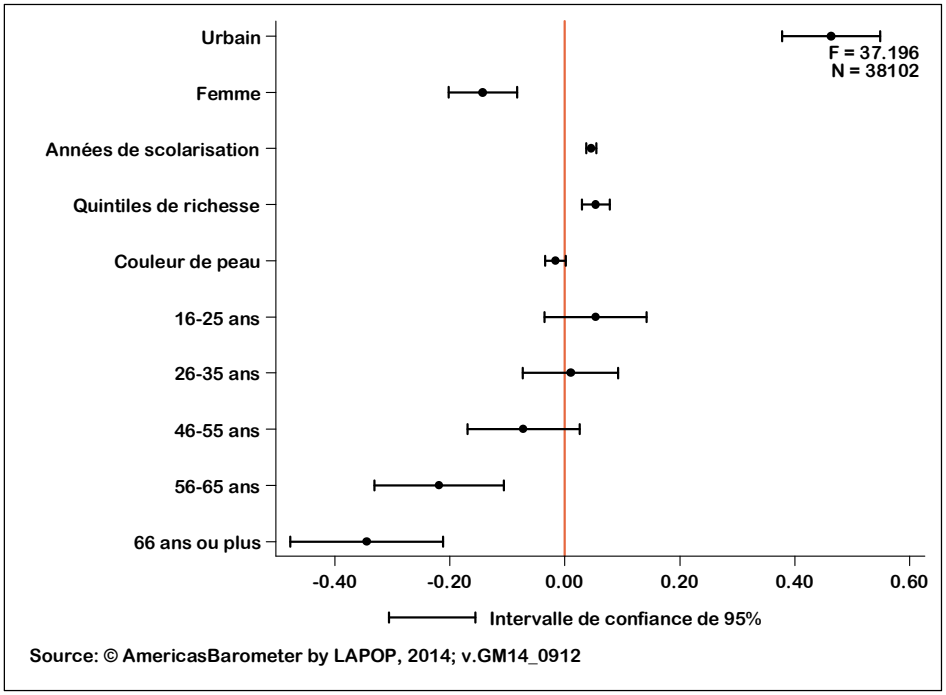



**Figure 1.16. Les déterminants de la victimisation par le crime, 2014**

## V. Conclusion

Les questions liées à la criminalité, à la violence et à la sécurité représentent un sérieux défi pour la gouvernance démocratique dans les Amériques. Le Baromètre des Amériques a constamment enregistré l'expérience des citoyens avec le crime et la violence dans la région, et leurs préoccupations par rapport à ces sujets. En 2014, nous avons élargi l'étude pour inclure plusieurs nouveaux modules liés à la criminalité, et ce, afin de permettre une analyse encore plus détaillée de ce sujet. Ce chapitre présente seulement un aperçu de cet ensemble de données plus large, pour lequel nous encourageons les personnes intéressées à explorer le sujet plus en détail en accédant directement aux données de l'enquête sur le site Web de LAPOP (www.lapopsurveys.org).

Parmi les principales conclusions de ce chapitre, on peut souligner le fait que les préoccupations sur la criminalité comme le problème le plus important n'ont cessé d'augmenter au cours des dernières années dans les Amériques. Bien que les taux moyens régionaux de criminalité sont demeurés relativement constants, il existe une variation significative à travers la région concernant les taux de criminalité en général et en ce qui concerne les incidents signalés de certains types de crimes dans le quartier du répondant.

Nous avons conclu le chapitre avec une évaluation dans laquelle les individus sont plus susceptibles de se déclarer comme victimes d'un crime dans les Amériques. Nous constatons que ceux qui vivent en milieu urbain, ceux qui ont plus d'années de scolarité, et ceux qui ont des niveaux de richesse plus élevés sont plus susceptibles de se déclarer victimes d'un crime.

# Annexe

**Annexe 1.1: Les déterminants de la victimisation par le crime2014 (Figure 1.16)**

| | Coefficient standardisé | (t) |
|---|---|---|
| 66 ans ou plus | -0.094* | (-5.09) |
| 56-65 ans | -0.069* | (-3.82) |
| 46-55 ans | -0.026 | (-1.45) |
| 26-35 ans | 0.004 | -0.23 |
| 16-25 ans | 0.022 | -1.18 |
| Couleur de peau | -0.033 | (-1.75) |
| Quintiles de richesse | 0.076* | -4.35 |
| Années de scolarisation | 0.199* | -10.73 |
| Femme | -0.071* | (-4.70) |
| Urbain | 0.212* | -10.61 |
| Guatemala | -0.03 | (-1.32) |
| Salvador | -0.040* | (-1.98) |
| Honduras | -0.027 | (-1.18) |
| Nicaragua | -0.050* | (-2.27) |
| Costa Rica | -0.135* | (-5.67) |
| Panama | -0.268* | (-8.69) |
| Colombie | -0.055* | (-2.74) |
| Équateur | 0.055* | -2.05 |
| Bolivie | -0.024 | (-0.92) |
| Pérou | 0.055* | (-3) |
| Paraguay | -0.125* | (-6.11) |
| Chili | -0.183* | (-6.84) |
| Uruguay | -0.014 | (-0.70) |
| Brasil | -0.082* | (-3.93) |
| Venezuela | -0.016 | (-0.87) |
| Argentine | -0.003 | (-0.19) |
| République dominicaine | 0.004 | (-0.17) |
| Haïti | -0.065* | (-2.89) |
| Jamaïque | -0.253* | (-10.09) |
| Guyane | -0.225* | (-8.28) |
| Trinité & Tobago | -0.207* | (-8.87) |
| Belize | -0.073* | (-3.93) |
| Constant | -1.604* | (-85.00) |
| F | 37.2 | |
| No. des cas | 38102 | |

Coefficients de régression standardisés avec statistique t
basée sur les erreurs standards ajustées pour la conception de l'enquête.
* p<0.05

# Chapitre 2. Le développement économique et la perception de la performance économique dans les Amériques

*Matthew M. Singer, Ryan E. Carlin, et Gregory J. Love*

## I. Introduction

La dernière décennie a été marquée par des progrès économiques considérables dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes. Grâce à la hausse des prix des produits de base, plusieurs pays ont bénéficié du boom économique et, à son tour, la région a rapidement récupéré du ralentissement économique mondial. L'amélioration de l'éducation a réduit les écarts de compétences au sein de la main-d'œuvre (Kahhat, 2010) et a stimulé les salaires, en particulier pour les travailleurs à faible revenu (Banque mondiale, 2013). De nombreux gouvernements ont également lancé des programmes sociaux ambitieux qui ont contribué à fournir des filets de sécurité plus efficaces contre la pauvreté (Haggard et Kaufman 2008; McGuire 2012; Huber et Stephens 2012). Par conséquent, les taux de pauvreté globaux en Amérique latine ont chuté (Lopez-Calva et Lustig 2010)[1]. En effet, le nombre de personnes en Amérique latine qui vivent dans l'extrême pauvreté (moins de 2,50 $ par jour) a diminué de 50 % depuis 2000. En 2011, selon la Banque mondiale, le nombre de personnes faisant partie de la classe moyenne, c'est-à-dire les personnes vivant avec un montant compris entre 10 et 50 $ par jour, a dépassé le nombre de personnes considérées comme pauvres en Amérique latine (Ferreira et al, 2013). Les inégalités sociales dans l'hémisphère demeurent élevées, mais elles ont également diminué au cours des dernières années (Lopez-Calva et Lustig 2010; Ferreira et al 2013).

Nonobstant ces gains, les économies de la région sont encore confrontées à de multiples défis. Plus de 80 millions de personnes vivent dans l'extrême pauvreté (Banque mondiale, 2013) et 40 % des Latino-Américains vivent dans la précarité avec 4 à 10 $ par jour. La croissance annoncée de la classe moyenne a été inégale — plus prononcée dans le Cône Sud que dans les autres endroits de la région. De plus, comme les prix des matières premières se sont stabilisés au cours des deux dernières années, l'Amérique latine a vu ses taux de croissance diminuer. Cette évolution a conduit certains observateurs à exprimer des préoccupations quant à la capacité des économies de la région à poursuivre les efforts concernant la lutte contre la pauvreté.[2] Les inefficacités persistantes des systèmes éducatifs et de grands secteurs informels dans de nombreux pays entravent la productivité des travailleurs.[3] Ainsi, malgré quelques signes récents de résilience économique, la quête du développement économique se poursuit dans une grande partie des Amériques.

Bien que ces tendances économiques soient importantes, une abondante littérature relie la participation politique et les attitudes démocratiques au développement et à la performance économique (Lipset, 1959; Easton, 1975; Carlin 2006; Bratton et al 2005; voir la discussion dans Booth et Seligson

[1] Les données sur les taux de pauvreté dans les Caraïbes sont beaucoup plus limitées que le sont les données sur l'Amérique latine. Ainsi, alors que de nombreux rapports parlent de «l'Amérique latine et les Caraïbes» en discutant les tendances récentes, la plupart des données portent exclusivement sur l'Amérique latine. Pour un résumé de certaines données récentes sur la pauvreté dans les Caraïbes, voir Downes (2010)

[2]http://www.worldbank.org/en/region/lac/overview;http://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2014/aug/27/inequality-latin-america-undp

[3]http://www.economist.com/news/americas/21599782-instead-crises-past-mediocre-growth-big-riskunless-productivity-rises-life

2009). La hausse du niveau de vie et une classe moyenne en expansion peuvent en définitive être bénéfiques à la démocratie si elles se traduisent par des revendications croissantes pour une inclusion politique (Inglehart et Welzel, 2005). Pourtant, si les valeurs démocratiques ne se sont pas totalement répandues dans l'hémisphère, le fléchissement économique peut créer un mécontentement envers les institutions et les pratiques démocratiques, surtout si les citoyens sont convaincus que la démocratie ne peut pas se réaliser pleinement (Duch, 1995; Evans et Whitefield, 1995; Booth et Seligson, 2009). En outre, des niveaux élevés de pauvreté et d'inégalité peuvent créer des occasions pour les dirigeants qui promettent de régler ces problèmes si l'autorité politique suffisante leur est déléguée pour changer le statu quo, peut-être même au détriment de contrôles et de contrepoids démocratiques (Weyland, 2013).

Le Baromètre des Amériques 2014 nous permet de jeter un regard sur les véritables progrès vécus par de nombreux citoyens de l'hémisphère ainsi que sur certaines faiblesses économiques persistantes. Ces données nous permettent d'examiner en particulier comment les citoyens de la région perçoivent leur situation financière actuelle et l'état actuel de l'économie nationale. Ce faisant, nous pouvons constater que même si la situation du répondant moyen est objectivement meilleure que ce qu'elle était dans un passé récent, de nombreuses personnes continuent de mentionner des difficultés financières importantes. Les répondants du Baromètre des Amériques s'entendent également sur l'affaiblissement de la situation macroéconomique ; les perceptions de la situation économique nationale sont nettement inférieures en 2014 par rapport à ce qu'elles étaient en 2012 ou en 2010. Pour l'ensemble de ces tendances, les différences substantielles dans les perceptions économiques et la richesse des ménages au sein de la société reflètent les inégalités historiques en matière d'accès à l'éducation et au marché qui continuent de former les structures de l'inégalité dans l'hémisphère.

## II. Principaux résultats

Dans ce chapitre, nous utilisons le Baromètre des Amériques pour suivre l'accès des ménages aux services de base, la possession de biens ménagers et d'autres formes de richesse des ménages. Nous examinons aussi les évaluations subjectives pour savoir si le revenu des répondants est suffisant pour répondre à leurs besoins économiques. Enfin, nous nous attardons aux évaluations subjectives des tendances économiques récentes. Les principales conclusions que nous présentons sont les suivantes :

- Le niveau régional moyen de la richesse des ménages augmente, en particulier, la possession de nombreux biens ménagers.
- L'accès aux services publics comme l'eau courante et le système d'évacuation des eaux usées a continué d'augmenter dans l'Hémisphère, bien qu'à une vitesse réduite.
- Lorsqu'on a voulu savoir comment les répondants évaluaient leur situation financière et si leur revenu était suffisant pour répondre à leurs besoins, nombreux ont indiqué qu'ils sont en difficulté. En fait, le nombre de ménages qui ne peut pas joindre les deux bouts dans un pays moyen reste pratiquement inchangé par rapport aux vagues précédentes de l'enquête.
- Les évaluations des tendances économiques nationales sont généralement négatives, même si elles varient considérablement d'un pays à un autre. Elles reflètent les tendances macroéconomiques récentes, à savoir que les répondants issus des pays dont les économies croissent le plus lentement ont tendance à avoir les points de vue les moins positifs sur l'économie.

D'autre part, nous constatons que les niveaux de richesse objective et les perceptions subjectives des ménages sur les finances et l'économie nationale diffèrent d'un pays à l'autre et reflètent les inégalités structurelles au sein de la société ainsi que les facteurs non économiques.

- L'éducation est un déterminant particulièrement puissant à la fois de la richesse objective des ménages et de la perception d'être financièrement à l'abri.
- Les personnes qui vivent dans les zones urbaines, qui sont mariées, qui sont d'âge moyen, qui ont la peau plus claire et qui sont de sexe masculin ont tendance à déclarer qu'ils possèdent plus de biens ménagers.
- La richesse des ménages est fortement corrélée au sentiment d'être en mesure de joindre les deux bouts. Cependant, même dans le quintile le plus riche de l'échantillon, 29 % des répondants déclarent que leur revenu ne suffit pas à joindre les deux bouts.
- Ceux qui sont pauvres, autochtones et/ou les femmes ont tendance à avoir les points de vue les plus négatifs au sujet de l'économie nationale.
- Les personnes qui vivent dans les zones de criminalité élevée ou qui ont été victime de corruption dans la dernière année ont tendance à être plus négatives à propos de la trajectoire économique de leur pays.

## III. L'évolution de la richesse des ménages

Une manière pour nous de suivre l'évolution économique de l'Amérique latine est de regarder les tendances au niveau de la possession de biens ménagers. Plus précisément, l'enquête du Baromètre des Amériques demande aux répondants s'ils possèdent les biens suivants :

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **R3**. Réfrigérateur | (0) Non | | | (1) Oui | **DK** 88 | **DA** 98 | |
| **R4.** Téléphone fixe/résidentiel (pas cellulaire) | (0) Non | | | (1) Oui | 88 | 98 | |
| **R4A**. telephone cellulaire | (0) Non | | | (1) Oui | 88 | 98 | |
| **R5**. Véhicule/voiture. Combien? **[si le répondant ne précise pas combien, marquer "un."]** | (0) Non | (1) un | (2) deux | (3) trois ou plus | 88 | 98 | |
| **R6**. Lave-linge | (0) Non | | | (1) Oui | 88 | 98 | |
| **R7**. Micro-ondes | (0) Non | | | (1) Oui | 88 | 98 | |
| **R8**. Motos | (0) Non | | | (1) Oui | 88 | 98 | |
| **R12**. Plomberie intérieure | (0) Non | | | (1) Oui | 88 | 98 | |
| **R14**. Salle de bain intérieure | (0) Non | | | (1) Oui | 88 | 98 | |
| **R15.** Ordinateur | (0) Non | | | (1) Oui | 88 | 98 | |
| **R18.** Internet | (0) Non | | | (1) Oui | 88 | 98 | |
| **R1**. Télévision | (0) Non **[passer à R26]** | | | (1) Oui **[Continuer]** | 88 | 98 | |
| **R16.** Télévision à écran plat | (0) Non | | | (1) Oui | 88 | 98 | **99 INAP** |

La liste des appareils ménagers identifiés dans le Baromètre des Amériques s'est élargie au fil du temps, reflétant l'avènement des nouvelles technologies ainsi que la plus grande disponibilité de

certains autres appareils ménagers. L'enquête ne s'intéresse pas à la qualité des appareils, ni aux versions d'un appareil dont disposerait le répondant. Néanmoins, ces mesures nous permettent d'identifier certaines différences fondamentales dans la richesse des ménages dans l'hémisphère.

La figure 2.1 représente graphiquement le pourcentage de ménages en 2014 qui prétendent avoir chaque bien. Comme avec toutes les autres figures de ce rapport qui présentent la moyenne régionale, les pays sont pondérés de manière égale et donc les valeurs représentent les pourcentages dans un pays moyen dans l'hémisphère. Selon les données du Baromètre des Amériques, certains biens ménagers sont devenus presque omniprésents dans les Amériques. Par exemple, plus de 91 % des ménages interrogés ont une télévision. Ce nombre a légèrement augmenté depuis 2006 (alors qu'il était de 89 %).[4] Bien sûr, cela ne signifie pas que toutes les maisons sont égales en ce qui concerne cette mesure de la richesse. Les ménages diffèrent par le nombre et les types de téléviseurs qu'ils possèdent. En effet, le Baromètre des Amériques 2014 a ajouté une question demandant spécifiquement si le répondant possède une télévision à écran plat ; moins de 40 % des répondants en possèdent. Au final, l'accès à un téléviseur est élevé à travers le continent.

[4] En discutant des tendances dans la richesse des ménages, nous nous concentrons sur des comparaisons de 2006 parce que c'est cette année que le Baromètre des Amériques s'est étendu en Amérique du Sud et dans les Caraïbes. Si nous limitons notre attention sur les pays d'Amérique centrale et des Andes qui ont été inclus dans la vague de 2004 et si nous explorons les tendances jusqu'à nos jours, les gains sont encore plus importants.

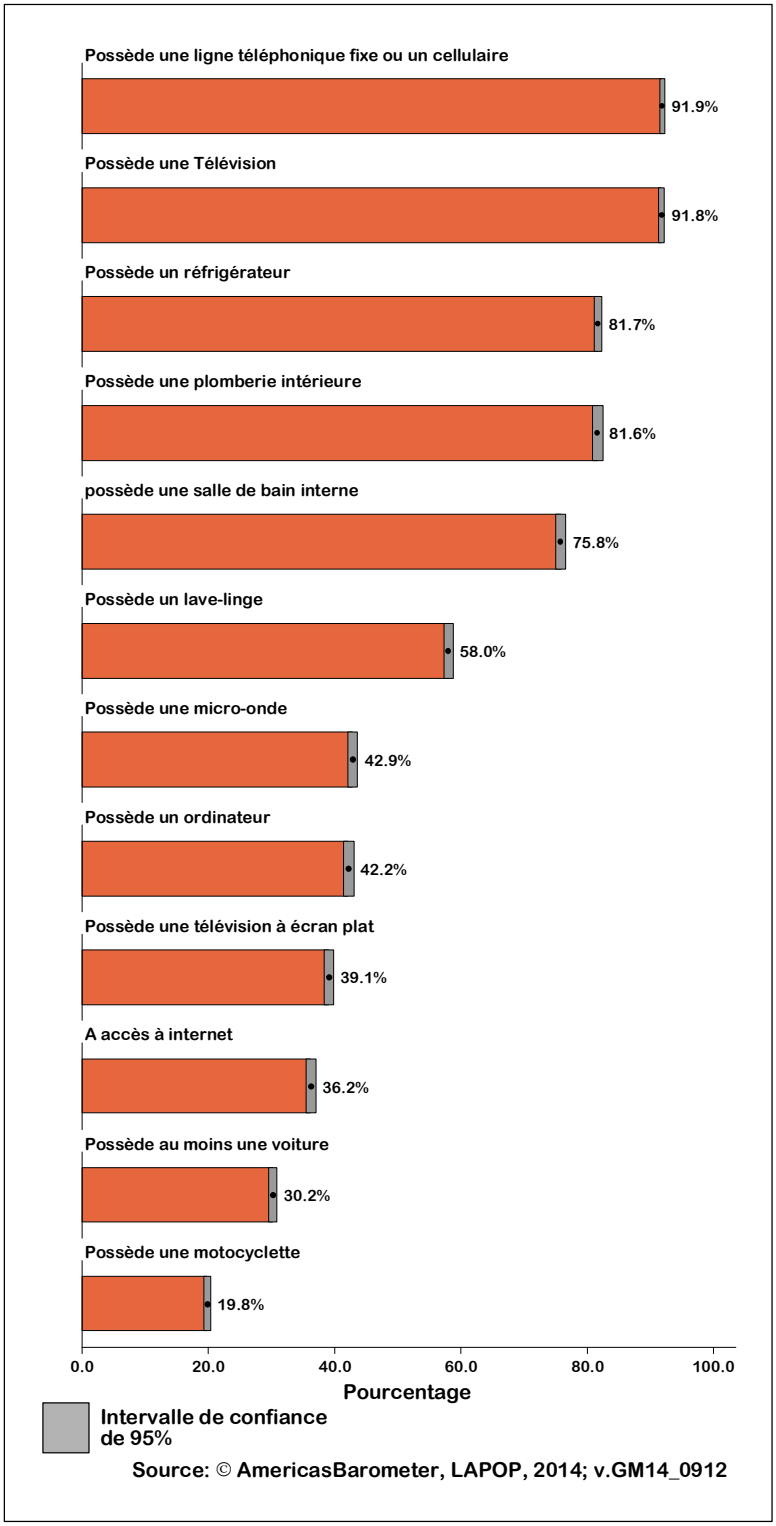



**Figure 2.1. La propriété des biens ménagers dans les Amériques, 2014**[5]

[5] Cette figure exclut les États-Unis et le Canada parce que plusieurs des questions sur le patrimoine des ménages n'ont pas été posées.

L'accès au téléphone est également élevé dans les Amériques. Plus de 91% des individus ont un téléphone cellulaire ou un téléphone fixe à leur domicile. Parmi ces deux types, les téléphones cellulaires sont beaucoup plus fréquents; environ 89% des répondants ont un téléphone cellulaire alors que 36% ont un téléphone fixe. Tandis que la part des maisons avec au moins un téléviseur est demeurée relativement constante au cours des huit dernières années de l'enquête du Baromètre des Amériques, la pénétration du téléphone a nettement augmenté. En 2006, seulement 75% des ménages avaient accès à un téléphone de tout genre, avec 63% de ménages ayant un téléphone cellulaire et 43% une ligne fixe. Ainsi, en huit années, l'accès au téléphone dans le ménage a augmenté de 16 points de pourcentage et la possession de téléphone cellulaire a augmenté de 26 points de pourcentage.

Globalement, l'accès aux appareils électroniques a connu une tendance à la hausse au cours des dernières années. La possession de réfrigérateur était assez commune en 2006, mais elle a augmenté de 7,5 points de pourcentage au cours des huit dernières années, de sorte qu'en moyenne, près de 82 % des ménages en possèdent un. Les possessions de lave-linge et de micro-ondes sont plus limitées, mais elles ont augmenté ces dernières années. Depuis 2006, la proportion de répondants dans un pays moyen déclarant posséder un lave-linge a augmenté de 16 points de pourcentage et la possession de micro-ondes est maintenant plus élevée de 14,6 points de pourcentage. Nous observons une augmentation importante — 21 points de pourcentage depuis 2006 – dans la possession d'un ordinateur. Parallèlement, l'accès des ménages à Internet a également augmenté de 28 points de pourcentage depuis la première fois que le Baromètre des Amériques a interrogé sur cet aspect en 2008.

D'autres formes de richesse des ménages ont changé plus lentement. Bien que la plupart des maisons dans les Amériques aient accès à la plomberie intérieure et à une salle de bain dans le domicile, le pourcentage de maisons qui n'en ont pas a baissé seulement de quatre points de pourcentage depuis 2006 en moyenne dans la région. Le nombre moyen de maisons avec une salle de bain intérieure n'a également augmenté que de quatre points de pourcentage pendant la même période. Ces gains importants en termes de richesse sont peut-être plus difficiles à atteindre. Ils sont non seulement coûteux, mais ils exigent aussi souvent que les gouvernements locaux et les services publics fournissent des formes fiables d'infrastructure, d'accès et de services. Bien qu'un gain de quatre points de pourcentage dans l'accès à ces installations est difficilement comparable aux fortes augmentations de la possession d'autres biens et services, on constate que lors des huit dernières années, le nombre de maisons sans plomberie ou salle de bain intérieure a diminué de 18 et 14 pour cent, respectivement. La possession de voiture reste également relativement rare; seulement 30% des répondants possèdent au moins une voiture, et ce, même si il s'agit d'augmentation par rapport au 24 % qui ont déclaré posséder une voiture en 2006.

Pour résumer ces tendances générales, nous créons à la figure 2.2 un indice simple de possession de biens ménagers qui permet de suivre l'évolution au fil du temps[6]. Nous nous concentrons sur les 12 biens ménagers qui ont été introduits dans toutes les enquêtes depuis 2006, et nous comptons simplement

[6] Cet indice est un très simple indice de richesse et il diffère de celui utilisé ailleurs dans ce rapport qui divise la richesse en quintiles. Dans la plupart des analyses de ce rapport, nous utilisons un indice de richesse des ménages qui utilise d'une part l'analyse factorielle pour identifier les produits distinguant les ménages les plus aisés des autres ménages et qui d'autre part intègre les différences dans les types de richesses possibles dans les zones urbaines et rurales étant donné les différences dans les infrastructures (par exemple, une personne aisée dans les zones rurales où l'électricité est rare peut posséder moins d'appareils électroniques qu'une personne pauvre vivant dans un centre urbain). Voir Córdova, Abby. 2009. Note méthodologique: Measuring Relative Wealth using Household Asset Indicators. *AmericasBarometer Insight* Report 2008, no. 6. http://www.vanderbilt.edu/lapop/insights/I0806en.pdf. L'indice de richesse des ménages utilisé dans le reste du rapport sépare les maisons en quintiles par pays, mais ne permet pas de faire des comparaisons dans le temps. C'est pourquoi nous préférons utilisaire un simple inventaire des biens ménagers.

le nombre de produits détenu par chaque ménage[7]. Pour simplifier, nous pondérons chaque bien de manière égale et prenons le nombre moyen de biens détenus dans l'échantillon. Les données montrent que l'accès des ménages à ces services de base et à ces appareils a augmenté dans chaque vague du Baromètre des Amériques.[8]

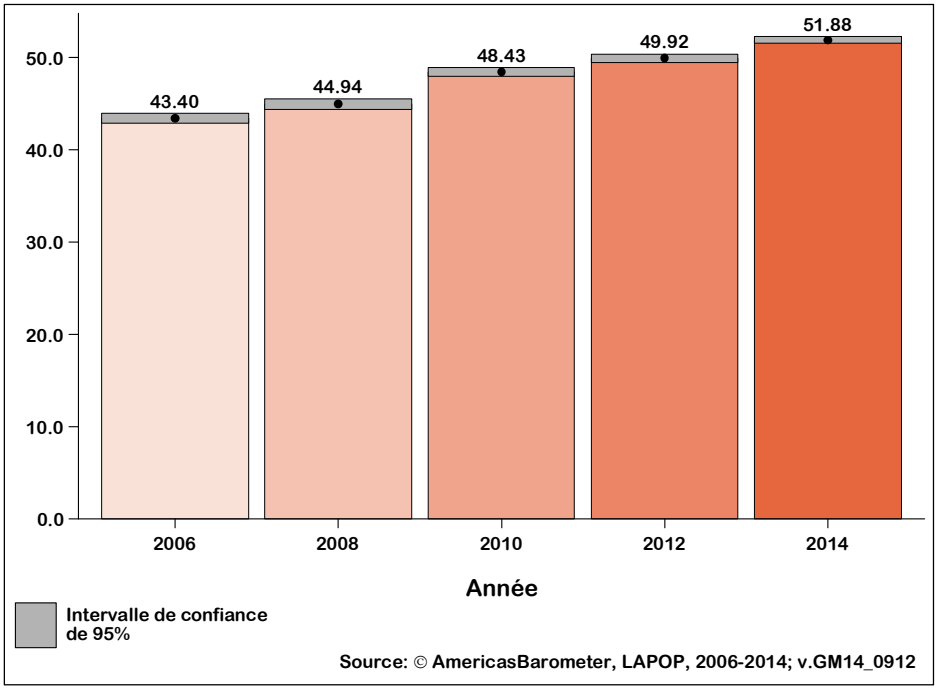



**Figure 2.2. La richesse moyenne dans le temps, indice additif des 12 biens et services ménagers**

Bien qu'en moyenne, la richesse des ménages ait augmenté, de grandes disparités persistent au sein des Amériques. Nous explorons les différences au sein et entre les sociétés et en utilisant des données du Baromètre des Amériques 2014. La figure 2.3 montre la modélisation d'une version légèrement modifiée de l'indice de richesse des ménages, présenté à la figure 2.2, dans laquelle on ajoute la possession d'une télévision à écran plat et l'accès à Internet (des questions ajoutées à la série du Baromètre des Amériques depuis 2006) à l'ensemble des biens ménagers répertoriés. Nous incluons dans le modèle des variables dichotomique identifiant les différents pays afin de tenir compte des différences non mesurées entre les pays. Par conséquent, les résultats de la figure 2.3 reflètent la moyenne des différences dans la richesse des ménages au sein des pays[9].

[7] Toute sorte de télévision, télévision à écran plat, réfrigérateur, téléphone, voiture, lave-linge, micro-onde, moto, plomberie intérieure, salle de bain intérieure, ordinateur et accès à Internet.

[8] Si l'on compare la richesse seulement dans les pays qui sont inclus dans toutes les enquêtes depuis 2004, la même tendance à la hausse des richesses est aussi observable au fil du temps.

[9] Comme dans les précédents modèles de régression rapportés dans cette étude, la figure rapporte l'effet estimé de l'effet de chaque variable ainsi que les intervalles de confiance (les lignes horizontales s'étendant à droite et à gauche de chaque point). Si un intervalle de confiance ne croise pas la ligne verticale à 0, la variable a un effet statistiquement significatif ($p < 0,05$). Un coefficient avec un intervalle de confiance qui tombe entièrement à la droite de la ligne zéro indique un effet positif et statistiquement significatif sur la variable dépendante. En revanche, un coefficient avec un intervalle de confiance à la gauche de la ligne zéro indique un effet négatif et statistiquement significatif. Les coefficients sont tous standardisés. Les coefficients des modèles estimés sont disponibles à l'annexe 2.1 à la fin du chapitre

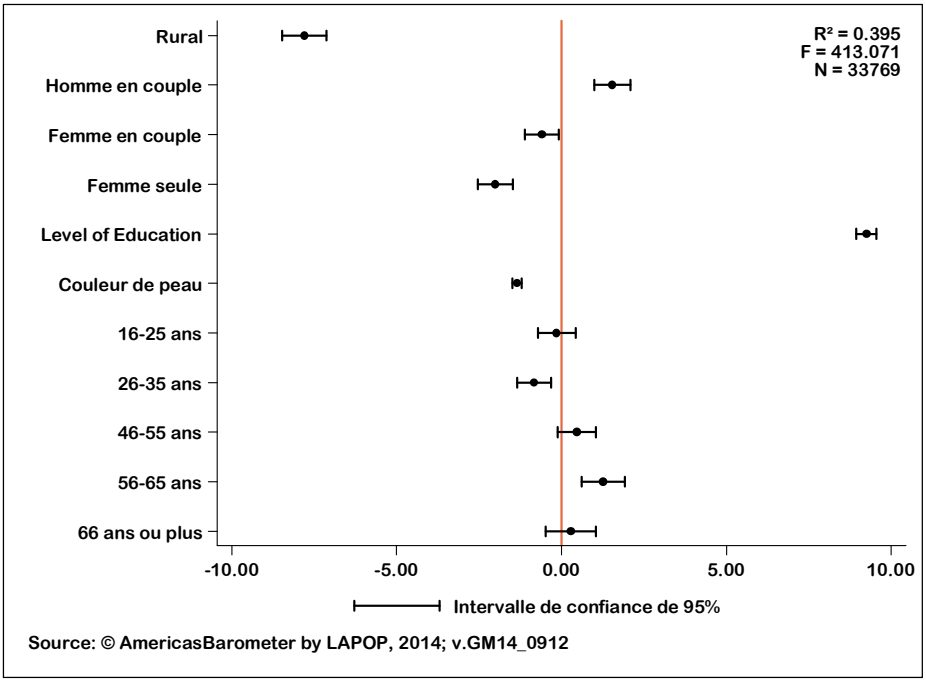



**Figure 2.3. Les corrélats de la richesse des ménages, 2014[10]**

Le niveau de richesse moyen des ménages varie considérablement selon les groupes sociodémographiques. Le plus grand corrélat de la richesse des ménages est le niveau de scolarité. Plus un individu atteint un niveau de scolarité élevé, plus il a tendance à posséder des biens d'équipements ménagers. Cette relation peut s'expliquer par plusieurs raisons. Il se pourrait que, comme les niveaux de scolarité continuent d'augmenter, les occasions d'accroître la richesse du ménage augmentent également[11]. Pourtant, les inégalités en matière d'accès à l'éducation demeurent et ces écarts en matière d'accès à l'éducation pour les enfants d'origines ethniques et de sexes différents sont susceptibles de perpétuer davantage les inégalités à l'âge adulte (Cruces et al. 2014)[12]. Il se pourrait aussi que les personnes riches soient capables de garder leurs enfants à l'école plus longtemps et que cette corrélation au niveau individuel reflète des différences dans les niveaux initiaux de la richesse.

D'autres groupes ont systématiquement des niveaux inférieurs de richesse. Les ménages dans les zones rurales déclarent avoir moins d'appareils ménagers que ceux des zones urbaines. Les personnes ayant la peau plus foncée ont tendance à posséder moins de biens que les personnes qui ont la peau plus

[10] Les analyses présentées dans cette figure n'incluent pas les États-Unis, le Canada ou l'Uruguay en raison des valeurs manquantes sur certaines variables.

[11] Dans des analyses qui ne sont pas rapportées ici, nous constatons que le niveau moyen de scolarité des répondants du Baromètre des Amériques a considérablement augmenté depuis 2006, avec le répondant moyen en 2014 qui rapporte près de six mois de plus de scolarité que le répondant moyen en 2006, ce qui reflète l'expansion de l'accès à l'éducation au cours des dernières décennies (Cruces et al 2014). Ce phénomène reflète aussi le renouvellement générationnel, avec les adultes moins scolarisés qui vieillissent et quittent l'échantillon.

[12] Dans des analyses qui ne sont pas rapportées ici, nous constatons que les plus grands corrélats du niveau de scolarité des répondants sont le niveau de scolarité de la mère (la variable qui a l'effet le plus important –les parents plus scolarisés ont tendance à avoir des enfants plus scolarisés), le fait de vivre dans les zones urbaines (les zones rurales ont tendance à avoir de plus faibles niveaux moyens de scolarité), le sexe (les femmes mariées ont des niveaux moyens de scolarité moins élevés que les femmes célibataires et les femmes célibataires ont des niveaux d'éducation légèrement inférieurs à ceux des hommes célibataires, même s'ils ne sont pas significativement différents de ceux des hommes mariés) et l'âge (les répondants les plus jeunes ont tendance à être plus instruits).

claire, même quand on maintient le niveau de scolarité et le lieu de résidence constants. La possession des biens ménagers varie avec l'âge d'une manière non linéaire[13]: la catégorie des plus jeunes déclare qu'elle possède un grand nombre de biens ménagers, peut-être en raison du peu de responsabilités familiales qui leur incombe, peut-être parce qu'ils sont les premiers à adopter la technologie, ou encore parce que beaucoup d'entre eux vivent toujours à la maison ou parce qu'ils reçoivent le soutien financier de leurs parents. La richesse des ménages baisse alors que les répondants entrent dans la vingtaine ainsi qu'au début de leur trentaine. Par la suite, la richesse augmente avec l'âge, avant de diminuer chez les groupes les plus âgés.

La richesse diffère également pour les deux sexes, bien que cet écart soit affecté par l'état matrimonial. Nous distinguons les répondants qui vivent dans un ménage en couple (mariage, concubinage ou union civile) et ceux qui vivent seuls (célibataire, séparé, divorcé ou veuf). Les personnes vivant en couple ont tendance à avoir plus de ressources que les autres. Dans une analyse plus approfondie, nous avons constaté que les parents d'enfants qui ne vivent pas avec une autre personne ont tendance à avoir moins de ressources que les personnes seules sans enfants (et ceci est valable autant pour les hommes que pour les femmes), tandis que les répondants qui sont en couple et qui ont des enfants ont tendance à posséder plus de biens que les couples qui n'ont pas d'enfants. Pourtant, parmi les célibataires et les couples, les hommes sont les plus susceptibles de déclarer posséder un plus grand nombre de biens que les femmes. L'enquête ne nous permet pas d'isoler la raison pour laquelle les femmes mariées sont moins susceptibles de déclarer les mêmes niveaux de richesse de ménage que les hommes mariés, alors que que nous nous attendions à ce que les deux groupes rapportent les mêmes niveaux de richesse. Une explication possible se trouve dans une étude réalisée au Malawi sur la déclaration du patrimoine des ménages. Celle-ci postule que les femmes peuvent être moins susceptibles de déclarer la possession d'un bien s'il est principalement utilisé par son mari (Miller, Msiyaphazi Zulu et Cotts Watkins, 2001).

En résumé, ces résultats nous rappellent que dans les Amériques, certains groupes d'individus — les personnes peu scolarisées, à la peau plus foncée, vivant seules (en particulier les parents célibataires), les femmes et les personnes vivant dans les zones rurales — continuent de subir les vrais inconvénients de l'accumulation de la richesse des ménages, et ce, malgré des améliorations récentes dans les niveaux de richesse globale.

## IV. En dépit des améliorations, de nombreux ménages peinent à joindre les deux bouts

Bien que les données de la figure 2.2 affichent une nette tendance à la hausse dans la possession des biens matériels, les ménages ne se sentent pas pour autant financièrement en sécurité. Beaucoup de ménages ont obtenu ces biens en s'endettant, ce qui les placent en difficulté pour effectuer les paiements[14]. Par ailleurs, les aspirations croissantes peuvent laisser les individus insatisfaits même lorsqu'ils sont mieux nantis (Easterlin, 2001; Graham, 2005). Ainsi, nous allons maintenant au-delà des mesures objectives de la richesse pour nous intéresser aux mesures subjectives des situations financières personnelles. Plus précisément, le Baromètre des Amériques demande aux répondants dans quelle mesure leur revenu leur permet de couvrir leurs besoins financiers.

[13] La catégorie de référence dans le modèle est celle des 36-45 ans.
[14] Voir dos Santos (2013) ou Soederberg (2014) pour un examen des preuves de l'expansion des marchés du crédit. Aussi http://www.elespectador.com/noticias/economia/niveles-preocupantes-llega-deuda-de-hogares-colombianos-articulo-304173 et http://www.cps.fgv.br/cps/bd/DD/DD_Neri_Fgv_TextoFim3_PRINC.pdf

**Q10D.** Le salaire que vous recevez et le revenu total du ménage: **[lire les options]**
(1) Est suffisant pour vous et vous pouvez économiser
(2) Est juste assez pour vous, de sorte que vous n'avez pas des problèmes majeurs
(3) N'est pas assez pour vous et vous êtes préoccupés
(4) N'est pas assez pour vous et vous traversez un moment difficile
(88) **[Ne pas lire]** DK (98) **[Ne pas lire]** DA

Les citoyens des Amériques sont pratiquement répartis de façon égale entre ceux qui pensent qu'ils peuvent joindre les deux bouts et ceux qui disent qu'ils ont du mal à le faire (Figure 2.4). Ces différences se décomposent le long des lignes de richesse objectives. Dans la figure 2.5, nous divisons l'échantillon par quintile de richesse des ménages (mesurée dans chaque pays), en utilisant la série de questions sur la possession des biens ménagers et en suivant l'approche de Córdova (2009). Plus de 29% des répondants du quintile le plus pauvre déclarent qu'ils se sentent non seulement préoccupés, mais qu'ils ont du mal à joindre les deux bouts. Cela contraste avec moins de 6% des personnes dans le quintile le plus riche qui se sentent dans la même situation. Pourtant, même dans le quintile le plus riche, 3 individus sur 10 déclarent que leur revenu n'est pas suffisant pour répondre confortablement à leurs besoins, et 53% des ménages du quintile de richesse médian déclarent que leur revenu n'est pas suffisant pour répondre à leurs besoins. Ainsi cette question ne reflète pas seulement le revenu, mais elle permet aussi probablement de suivre le nombre d'engagements financiers des ménages ainsi que les aspirations financières des différents groupes. À tous les niveaux de richesse à travers les Amériques, en moyenne, un grand nombre de personnes considèrent que leur situation financière est préoccupante, ou pire encore.

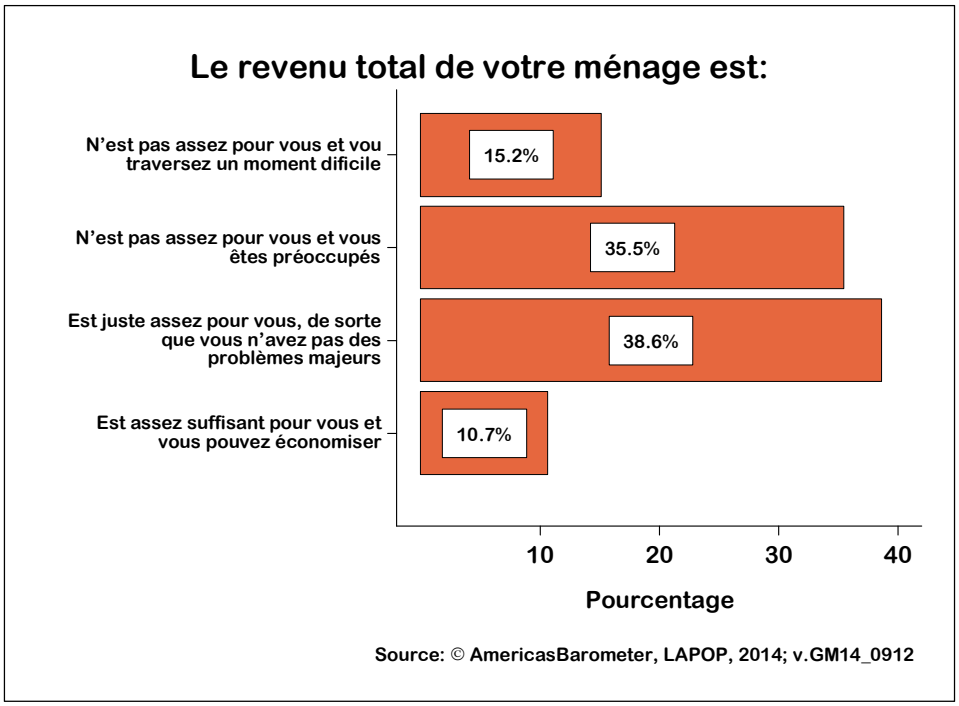



**Figure 2.4. La richesse des ménages est-elle suffisante pour joindre les deux bouts? 2014**

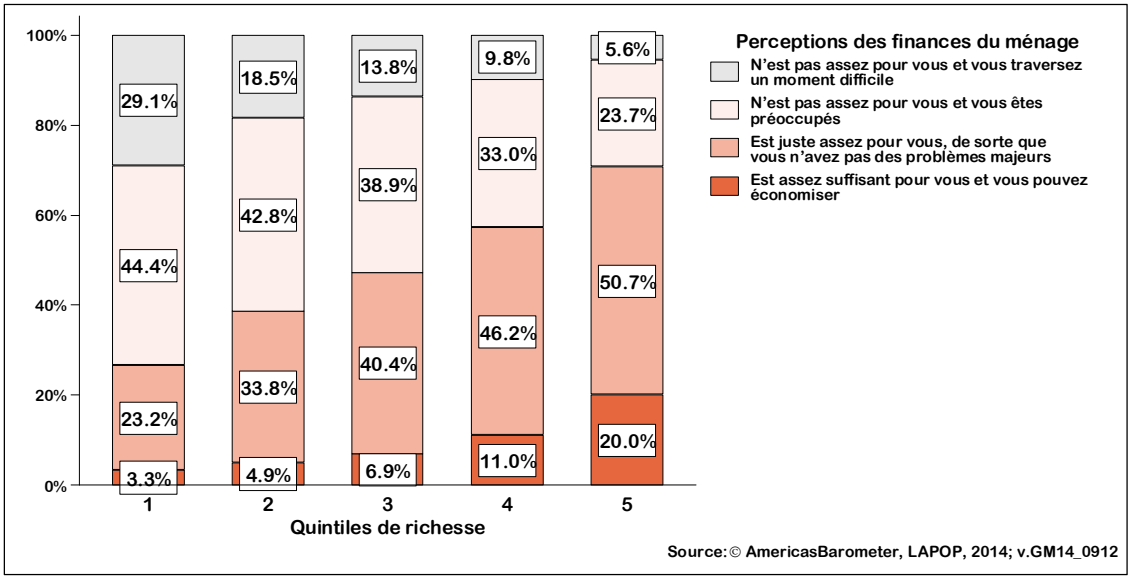



**Figure 2.5. Perceptions des finances des ménages selon les quintiles de richesse des ménages, 2014**

Si nous regardons au fil du temps, la moyenne régionale dans l'hémisphère n'a guère changé depuis 2006. À l'exception d'une augmentation de la sécurité perçue en 2012, les différences entre les années sont assez minimes (Figure 2.6). Plus important encore, la relative stabilité des perceptions des répondants concernant la situation de leur ménage contraste avec la croissance observée dans la quantité de biens matériels accumulés par les ménages. Bien que les individus dans les Amériques possèdent aujourd'hui plus de choses que jamais auparavant, ils ne se sentent pas pour autant financièrement plus sécurisés.

Les niveaux de satisfaction financière dans le ménage varient selon les pays. En suivant les pratiques standards de LAPOP, les réponses à la question Q10D sont notées sur une échelle de 0 à 100, avec les valeurs élevées représentant une plus grande capacité à couvrir les dépenses du ménage. En 2014, le Panama, Trinité-et-Tobago, le Canada, le Costa Rica, le Paraguay et l'Uruguay ont les plus hauts niveaux de satisfaction financière, alors que le Honduras et Haïti ont le plus grand nombre de personnes qui déclarent avoir des difficultés financières (Figure 2.7). Puisque la question a été posée dans les années précédentes, nous pouvons effectuer une comparaison entre les résultats de 2014 et ceux obtenus dans l'enquête du Baromètre Amériques de 2012. Dans cette analyse, nous constatons que si Haïti avait les plus bas niveaux de sécurité financière en 2012, la perception de la sécurité financière du ménage au Honduras a chuté de plus de 13 points sur l'échelle de 0 à 100 au cours des deux dernières années. De plus en plus de répondants déclarent avoir de la difficulté à joindre les deux bouts. Le Venezuela a également vu la baisse du nombre de ménages qui se sentent en sécurité financière. L'indice des perceptions financières a baissé de 11 points en 2014 par rapport à 2012. Le Canada et la Colombie, en revanche, étaient les deux seuls pays qui ont observé une augmentation de deux points dans la perception des finances du ménage entre 2012 et 2014.

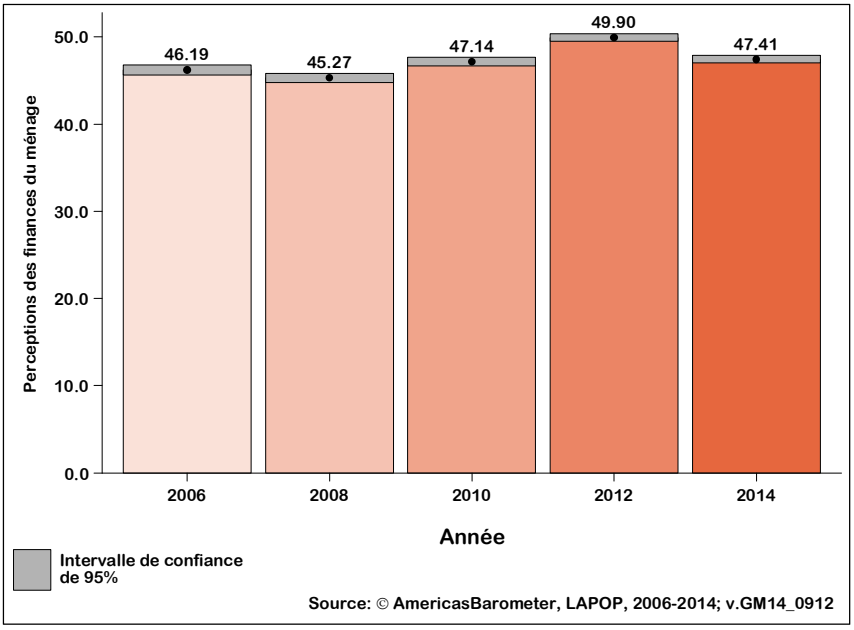



**Figure 2.6. Perceptions des finances des ménages au fil du temps**

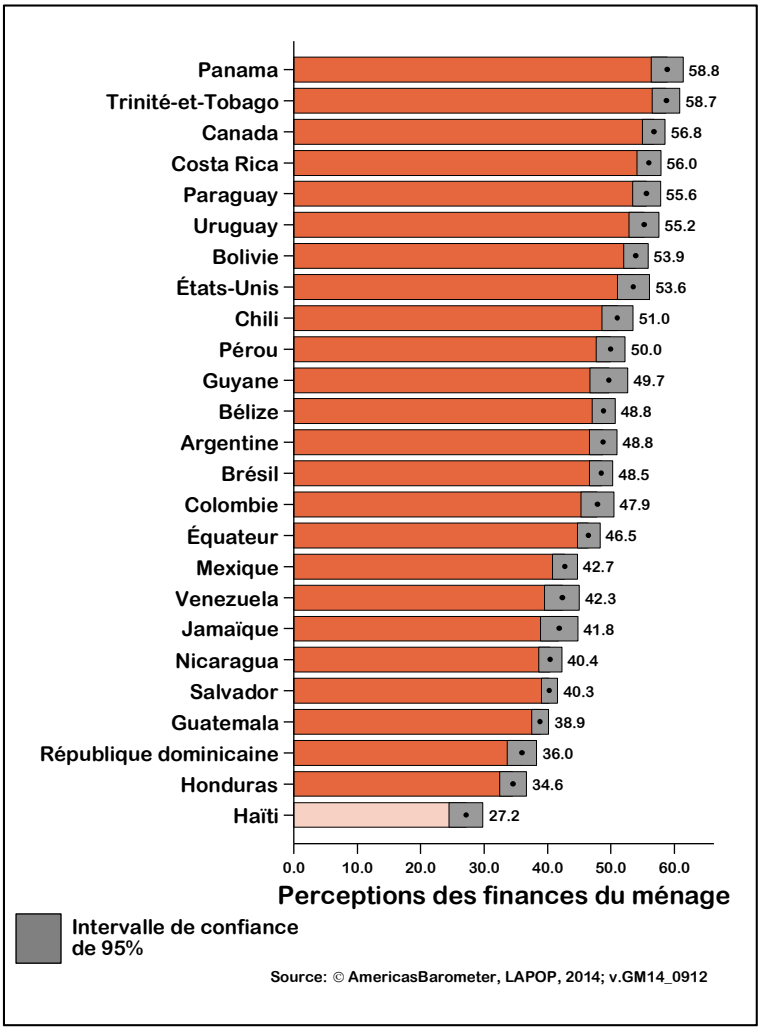



**Figure 2.7. Perceptions des finances des ménages par pays, 2014**

## V. Comment les individus perçoivent-ils l'économie nationale ?

Les citoyens des Amériques offrent des évaluations diverses de l'économie nationale. Dans le Baromètre des Amériques, on a demandé aux répondants comment ils percevaient la performance récente de l'économie nationale.

**SOCT2.** Pensez-vous que la situation économique actuelle du pays est mieux, la même ou pire que ce qu'elle était il y a 12 mois ?
(1) mieux (2) la même (3) pire (88) ne sais pas (98) ne se prononce pas

La réponse la plus fréquente en 2014 était que l'économie empirait. En revanche, seul un nombre relativement faible de répondants a déclaré que l'économie s'améliorait (Figure 2.8). Cela représente une baisse importante dans les évaluations économiques de l'enquête de 2012. Les perceptions économiques n'ont pas été aussi négatives dans les Amériques depuis 2008 (Figure 2.9).

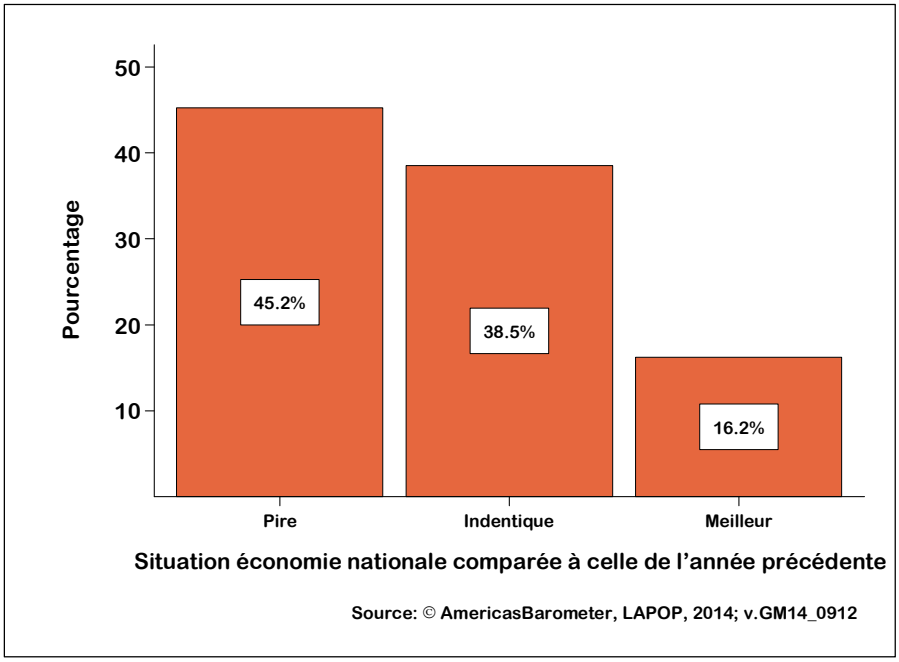



**Figure 2.8. Perceptions de l'économie nationale, 2014**

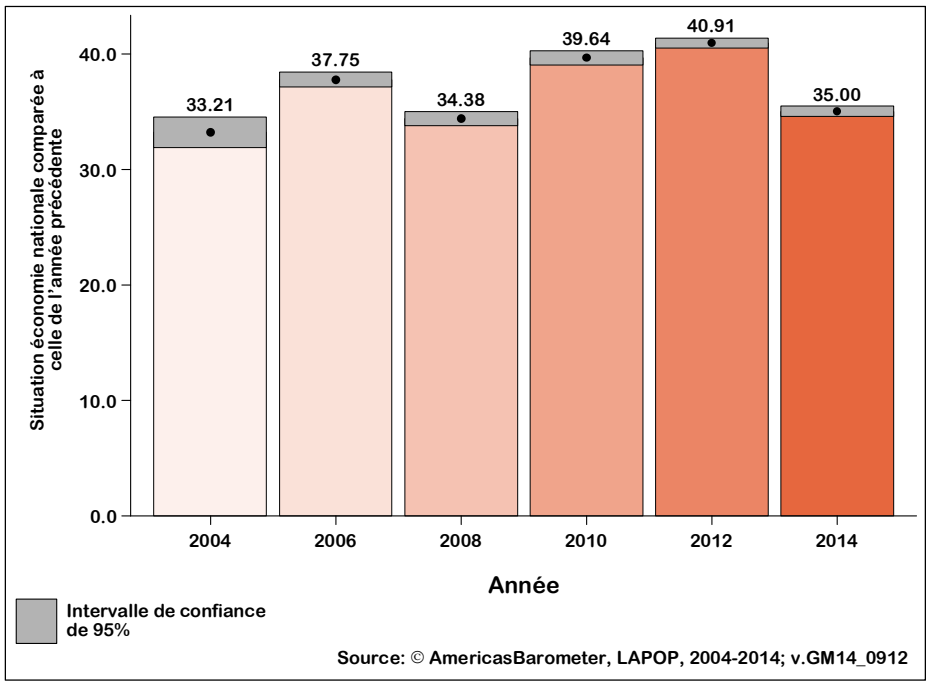
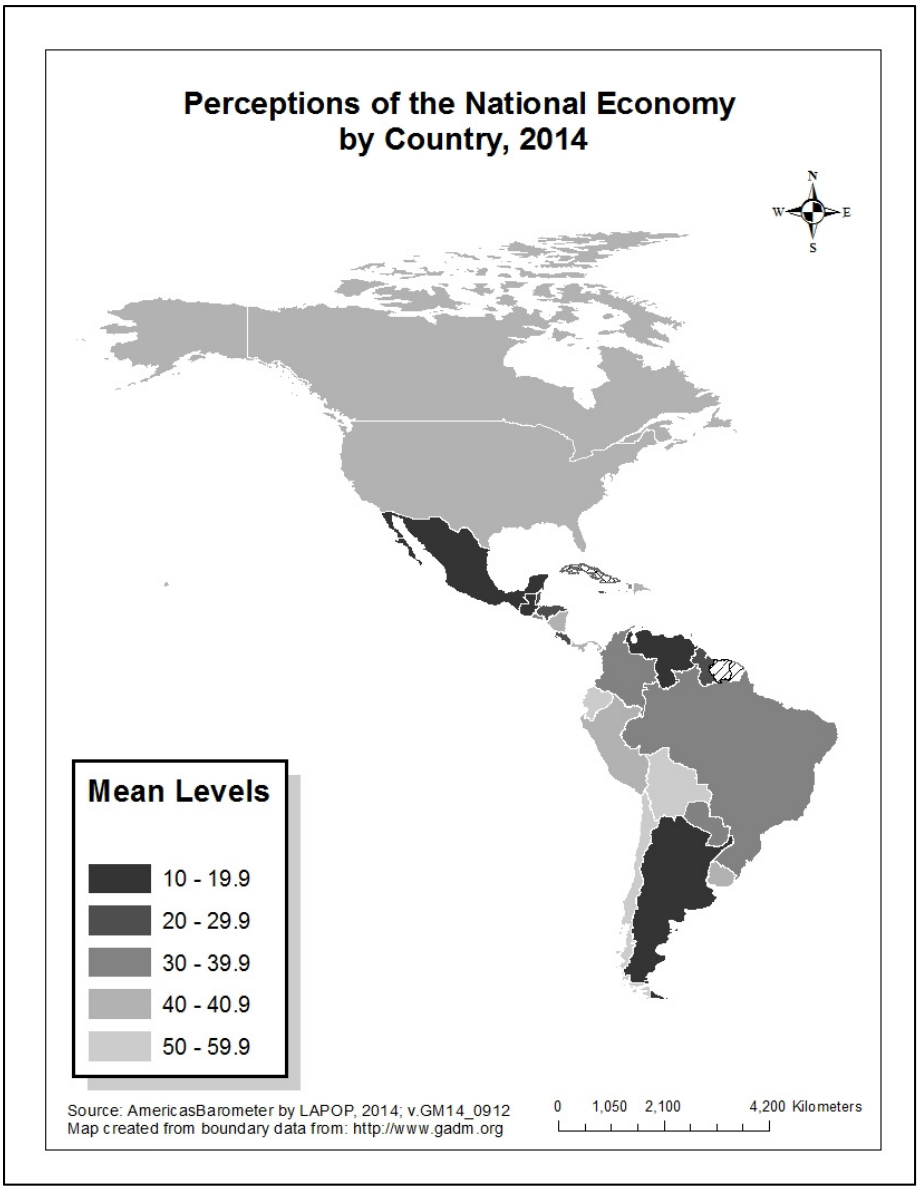



**Figure 2.9. Perceptions de l'économie nationale dans le temps**

Les évaluations des citoyens de l'économie nationale varient considérablement selon les pays (carte 2.1). Pour faciliter l'interprétation de cette question, nous l'avons recodée sur une échelle de 0 à 100, où des valeurs élevées représentent le sentiment que l'économie s'est améliorée. Les répondants de l'Équateur, de la Bolivie et du Chili ont les points de vue les plus positifs de leur économie. En comparant ces résultats de l'année 2014 à ceux obtenus en 2012, nous pouvons signaler que chacun de ces pays a connu une assez forte augmentation de l'optimisme économique. La mesure de l'évaluation économique en Équateur est plus élevée de huit points en 2014 par rapport à 2012, tandis que la Bolivie et le Chili ont vu leurs notes des perceptions économiques augmenter de plus de 12 points. L'autre pays où les citoyens perçoivent l'économie de façon beaucoup plus positive en 2014 est la République dominicaine. En fait, alors que les perceptions économiques étaient parmi les plus négatives en 2012 dans ce pays, elles sont devenues parmi les plus positives en 2014. Concernant les pays où les répondants perçoivent l'économie de façon moins positive en 2014, les Vénézuéliens arrivent en tête de liste dans la région, suivis par les Guatémaltèques, les Argentins, et les Mexicains. Le Venezuela a également vu la plus forte baisse dans les évaluations économiques (30 points) depuis le précédent Baromètre des Amériques. Pour sa part, l'Argentine a connu une baisse substantielle de 26 points par rapport à 2012. Au total, 11 des 25 pays de la carte 2.1 ont des indices de perception économiques en recul de 10 points ou plus par rapport à 2012. Les évaluations économiques sont plus négatives en 2014 que ce qu'elles étaient en 2012, et ce, dans 17 des 25 pays.




**Carte 2.1. Perceptions de l'économie nationale par pays, 2014**[15]

Comme indiqué dans l'introduction de ce chapitre, les niveaux généralisés de pessimisme économique sont compatibles avec l'affaiblissement de nombreuses économies dans les Amériques. Dans son bulletin d'avril 2014 sur les perspectives économiques mondiales, le FMI estime que la croissance moyenne du PIB dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes présents dans le Baromètre des Amériques 2014 a été de 3,9% en 2013 et sera de 3,3% en 2014. En comparaison, entre 2010 et 2012, le taux de croissance moyen des pays de l'hémisphère a été de 4,3%. Pour 2014, le FMI prévoit un taux d'inflation de 6,7 % pour l'hémisphère, ce qui représente une augmentation par rapport aux taux d'inflation moyens de 5,7% et 5,8% observés respectivement en 2012 et 2010. Ces estimations seront révisées lorsque de nouvelles données seront disponibles, mais elles reflètent l'affaiblissement économique constaté par de nombreux répondants du Baromètre des Amériques.

[15] La note des perceptions économiques estimées pour chaque pays sur la carte 2.1 est disponible dans l'annexe 2.2. Pour les notes de 2012, voir *La culture politique de la démocratie en Haïti et dans les Amériques, 2012 : Vers l'égalité des chances (Seligson, Smith et Zechmeister 2012).*

Les différences d'opinions économiques entre les pays reflètent souvent des différences dans les indicateurs macroéconomiques, bien que ce soit de manière imparfaite. L'économie vénézuélienne, par exemple, est particulièrement faible, avec le FMI qui prévoit une légère contraction du PIB pour 2014 et les taux d'inflation proches de 50% en 2014 (même après une croissance de 1% du PIB et 40% d'inflation en 2013). Ainsi, il n'est pas surprenant que les Vénézuéliens aient les perceptions les plus négatives de l'économie en 2014. Plus généralement, il existe une association positive entre le taux de croissance du PIB estimé des douze mois précédant l'enquête dans chaque pays et les perceptions économiques des répondants par rapport à l'année précédente ; un taux croissance particulièrement élevé au Paraguay en 2013, suivant une contraction de l'économie l'année précédente, affaiblit quelque peu cette relation (Figure 2.10).[16]

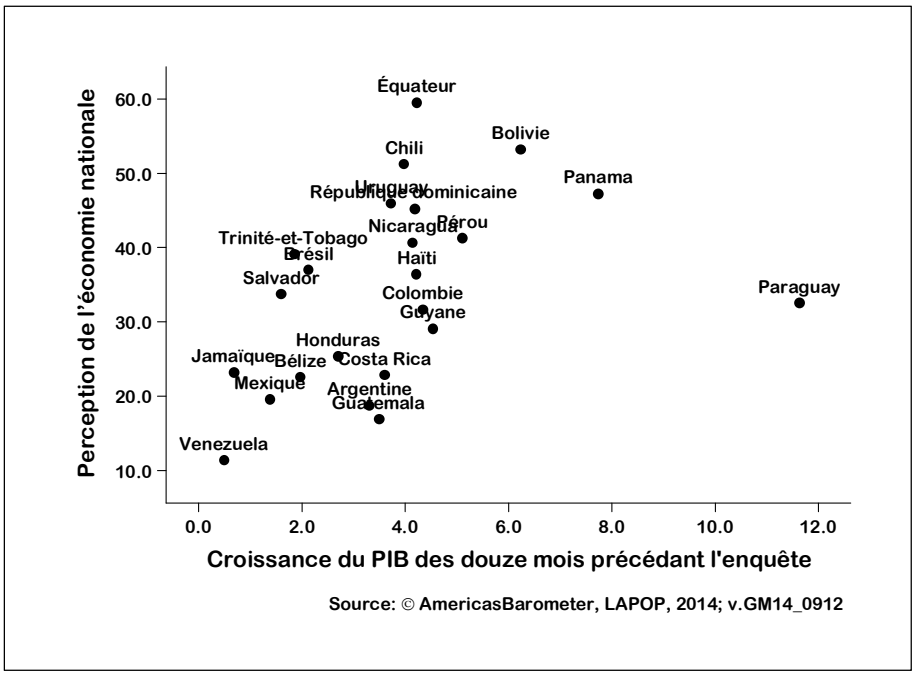



**Figure 2.10. Croissance du PIB et perceptions de l'économie nationale, 2014**

Pourtant, les différences entre les pays ne peuvent pas être entièrement expliquées par des tendances macroéconomiques. Même si les évaluations prudentes de l'économie au Paraguay reflètent probablement la volatilité économique récente, il y a encore quelques pays, comme le Guatemala, où les répondants sont particulièrement pessimistes au vu de l'état de l'économie et d'autres, comme l'Équateur, où les évaluations de l'économie semblent plus positives que ce à quoi on pourrait s'attendre compte tenu des récentes tendances et prévisions économiques. En outre, les citoyens de ces pays ne sont pas nécessairement d'accord sur l'état de l'économie, ce qui concorde avec les travaux montrant que les évaluations de l'économie par les citoyens ne reflètent pas seulement des facteurs économiques, mais aussi leurs expériences financières personnelles (Duch et al., 2000) et d'autres résultats non économiques (De Boef et Kellstedt 2004; Duch et Kellstedt 2011).

[16] En s'inspirant de Singer (2013), nous estimons le taux de croissance dans les 12 mois précédant chaque enquête en prenant la moyenne pondérée entre le taux de croissance de l'année précédente et celle en cours, en les pondérant en fonction du nombre de mois en 2014 qui s'est écoulé quand la majeure partie des personnes interrogées dans chaque pays ont terminé l'enquête.

Dans la figure 2.11, nous modélisons les évaluations de l'économie par les citoyens en 2014 en fonction du taux de croissance du PIB estimé dans le pays, les facteurs démographiques et les facteurs non économiques (par exemple, les crimes rapportés par les répondants dans le quartier[17] ou encore le versement de pots-de-vin au cours des 12 derniers mois[18]). Parce que la variable de croissance du PIB est mesurée à l'échelle du pays (et non au niveau individuel), ce modèle est estimé en utilisant un modèle linéaire hiérarchique[19].

Ces données confirment la présence d'une association positive entre la croissance du PIB et les évaluations de l'économie par les citoyens. Pourtant, ils confirment aussi l'idée selon laquelle les évaluations des citoyens diffèrent significativement selon les caractéristiques démographiques. Les personnes riches et plus éduquées ont tendance à avoir une opinion plus positive de l'économie nationale, peut-être parce qu'elles sont mieux placées pour tirer profit de la croissance économique. Les personnes qui reçoivent une aide financière du gouvernement ont également des perceptions positives de l'économie nationale. En revanche, les femmes et les personnes à la peau plus foncée ont tendance à avoir des perceptions plus négatives des performances de l'économie nationale. Les vagues précédentes du Baromètre des Amériques ont montré que les femmes et les personnes à la peau plus foncée ont connu des niveaux élevés de discrimination économique (Seligson et al. 2012). L'analyse présentée précédemment dans ce chapitre (figure 2.3) nous rappelle que ces groupes restent désavantagés dans l'accumulation de richesse. Ces désavantages structurels peuvent se traduire dans des points de vue négatifs par rapport à l'économie, et ce, même après la prise en compte des niveaux actuels de richesse. Cependant, d'autres différences n'ont pas d'explication économique aussi claire. Les jeunes répondants, par exemple, ont tendance à être plus positifs que les répondants des cohortes les plus âgées. Enfin, malgré des niveaux élevés de pauvreté dans les zones rurales, les résidents de ces régions ont tendance à déclarer que l'économie nationale se porte mieux.

[17] Plus précisément, nous utilisons les réponses aux questions de la série VICBAR, décrite dans le chapitre 1; cette série demande si des cambriolages, du trafic de drogue, de l'extorsion et du chantage avaient eu lieu dans le quartier de du répondant ou non.

[18] Voir la discussion sur cette mesure dans le chapitre 5 ; la mesure est basée sur une série de questions auxquelles les répondants déclarent avoir été invités à verser un pot-de-vin (ou non) à un fonctionnaire du gouvernement, à la police, à un employé du gouvernement municipal, dans un tribunal, à l'armée, au travail, dans une école ou pour l'accès aux soins de santé publique.

[19] Comme dans les autres modèles de régression présentés dans cette étude, les coefficients mesurant l'effet de chaque variable sont rapportés par des points et les intervalles de confiance par des lignes horizontales. Si un intervalle de confiance ne croise pas la ligne verticale à 0, la variable a un effet statistiquement significatif ($p < 0,05$). Un coefficient avec un intervalle de confiance qui croise entièrement à la droite de la ligne zéro indique un effet positif et statistiquement significatif sur la variable dépendante. En revanche, un coefficient avec un intervalle de confiance à la gauche de la ligne zéro indique un effet négatif et statistiquement significatif.

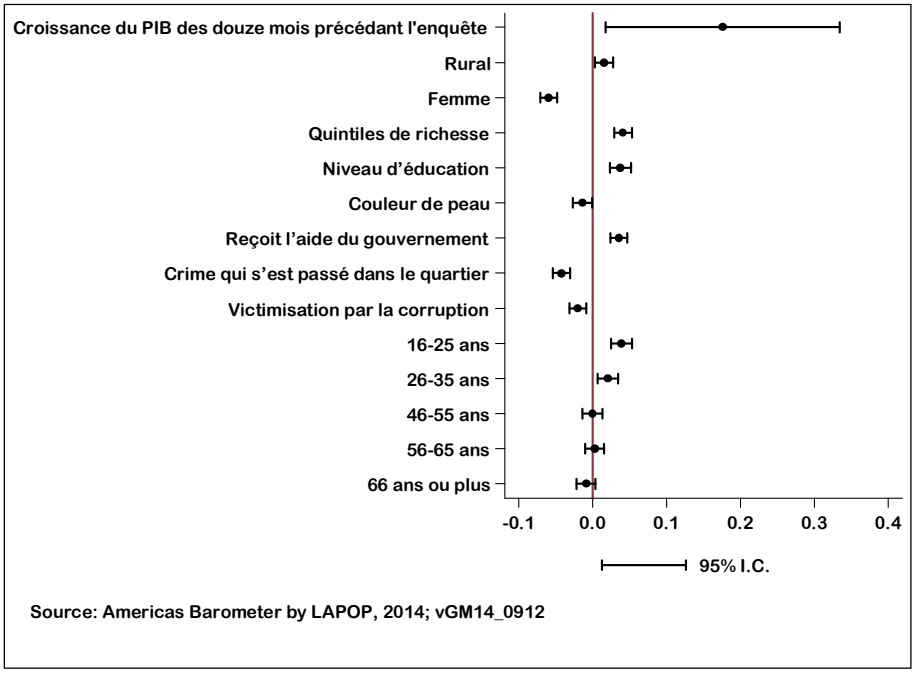



**Figure 2.11. Les corrélats des perceptions des citoyens sur l'économie,[20] 2014**

Il semble également y avoir un lien entre les niveaux élevés de criminalité et de corruption dans les Amériques et les perceptions des répondants par rapport à l'économie nationale. Les personnes qui rapportent des crimes dans leur quartier sont moins susceptibles d'avoir une perception positive de l'économie. Les victimes de corruption ont également tendance à percevoir négativement l'économie. La mauvaise gouvernance affecte les citoyens et influence par conséquent la manière dont ils perçoivent la situation économique globale de leur pays.

## VI. Conclusion

Les récents rapports macroéconomiques portant sur l'Amérique latine et les Caraïbes ont souligné à la fois les principales améliorations qui ont eu lieu dans de nombreux pays et un risque de voir ces gains être atténués puisque les économies ralentissent. Le même message contradictoire ressort du Baromètre des Amériques 2014. La richesse des ménages continue de s'accroître, mais de nombreux ménages peinent à répondre à leurs besoins essentiels. Les grandes inégalités dans l'accès à ces biens existent au sein des sociétés, avec des groupes historiquement exclus et encore à la traîne sur le plan économique. Enfin, comme la situation macroéconomique s'est aggravée et que de nombreux États peinent à lutter pleinement contre le crime et la corruption, les citoyens sont de plus en plus pessimistes par rapport aux progrès économiques de leur pays.

Ces données nous rappellent les défis auxquels font face les pays de l'hémisphère afin de promouvoir le développement économique. Il y a des améliorations à apporter quant à l'accès des ménages aux services sanitaires et à l'eau. Les niveaux de scolarité peuvent continuer de s'améliorer tandis que les personnes à la peau plus foncée, les femmes et les habitants des zones rurales ont besoin

[20] Les analyses présentées dans cette figure n'incluent pas les États-Unis ou le Canada en raison des valeurs manquantes sur certaines variables. Les coefficients estimés sont disponibles dans l'annexe 2.3 à la fin du chapitre.

d'être davantage intégrés dans l'économie. Si les gains que les pays des Amériques ont obtenus au cours de la dernière décennie vont se poursuivre, il est nécessaire d'offrir de nouvelles occasions économiques aux groupes habituellement sous-représentés. De plus, les améliorations dans la primauté du droit et de la bonne gouvernance peuvent à la fois limiter les fuites de capital et accroître la confiance des consommateurs, ce qui aura pour effet de stimuler davantage le développement économique.

Ces fluctuations économiques peuvent très bien avoir des répercussions au-delà de l'économie. En particulier, un point de vue classique indique que la richesse est souvent positivement corrélée avec l'approfondissement des valeurs démocratiques. Si c'est le cas, alors les tendances générales du développement économique des pays de l'hémisphère devraient avoir une force de stabilisation. Pourtant, les niveaux élevés d'insécurité économique qui subsistent mettent potentiellement une pression sur les démocraties puisque les individus pauvres et ceux qui ne peuvent pas joindre les deux bouts vont rechercher les acteurs politiques capables d'alléger leurs difficultés économiques. En outre, une économie faible peut également faire face à des doutes quant à l'efficacité des institutions politiques, même si un engagement normatif envers les valeurs démocratiques peut protéger les institutions démocratiques de l'instabilité lorsque l'économie se détériore.

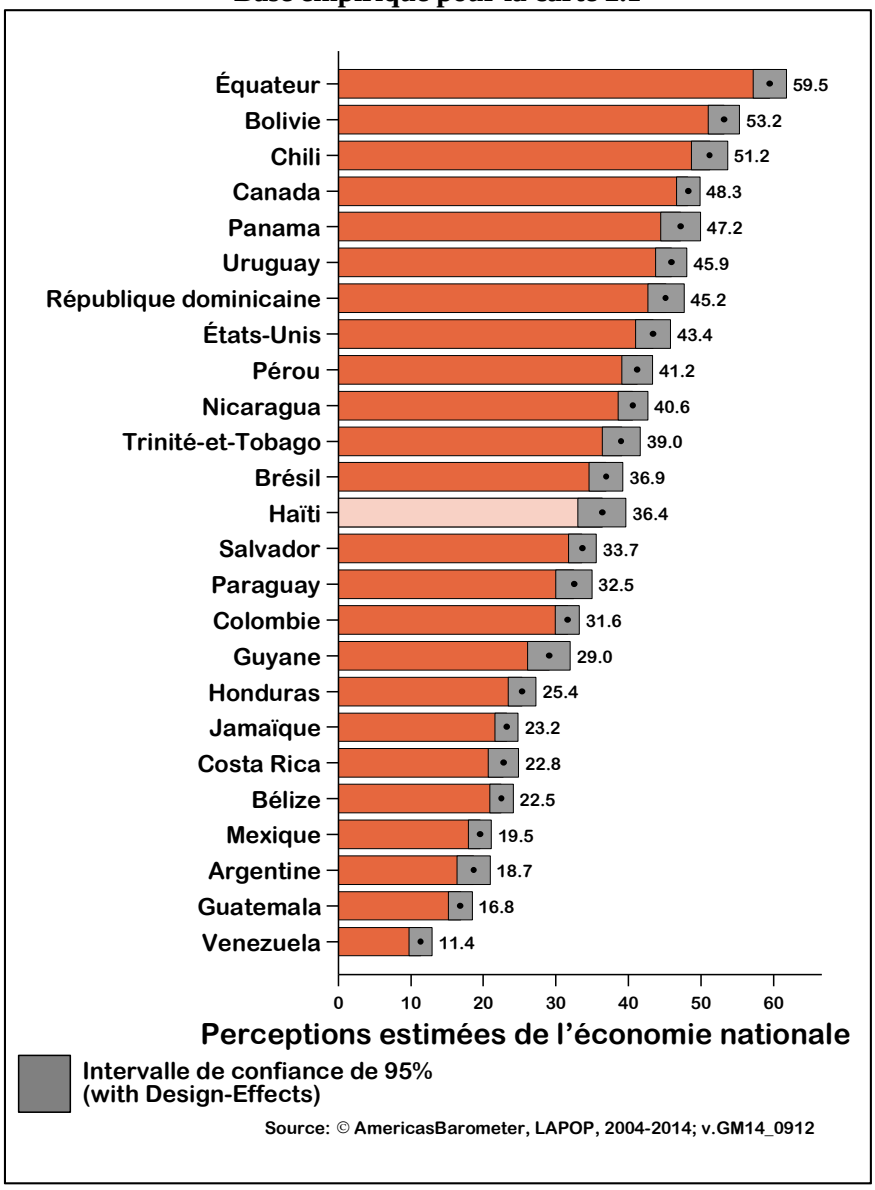
# Annexe

**Annexe 2.1: Coefficients correspondant à la figure 2.3-les corrélats de la richesse des ménages, 2014**

| | Coefficient Standardisés | (t) |
|---|---|---|
| Rural | -0.175* | (-22.82) |
| Homme en Couple | 0.035* | (5.57) |
| Femme en Couple | -0.014* | (-2.25) |
| Femme seul | -0.042* | (-7.43) |
| Niveau de scolarité | 0.346* | (59.08) |
| Couleur de la peau | -0.134* | (-19.55) |
| 16-25 ans | -0.003 | (-0.49) |
| 26-35 ans | -0.018* | (-3.18) |
| 46-55 ans | 0.008 | (1.55) |
| 56-65 ans | 0.020* | (3.79) |
| 66 ans ou plus | 0.004 | (0.74) |
| Guatemala | -0.060* | (-6.21) |
| Salvador | -0.083* | (-9.45) |
| Honduras | -0.034* | (-3.04) |
| Nicaragua | -0.142* | (-15.57) |
| Costa Rica | 0.119* | (13.25) |
| Panama | 0.033* | (3.29) |
| Colombie | -0.012 | (-1.18) |
| Équateur | -0.039* | (-3.12) |
| Bolivie | -0.130* | (-8.53) |
| Pérou | -0.077* | (-9.08) |
| Paraguay | 0.022* | (2.83) |
| Chili | 0.076* | (8.88) |
| Brésil | 0.093* | (10.67) |
| Venezuela | 0.052* | (5.38) |
| Argentine | 0.058* | (8.11) |
| République dominicaine | -0.010 | (-0.86) |
| Haïti | -0.162* | (-11.86) |
| Jamaïque | 0.024* | (2.39) |
| Guyane | 0.017 | (1.38) |
| Trinité-et-Tobago | 0.143* | (18.17) |
| Belize | 0.010 | (1.23) |
| Constant | -0.102* | (-11.69) |
| Nombre d'observations | 33769 | |
| Taille de la population | 29411.22 | |
| Design df | 1912 | |
| F( 32, 1881) | 413.07* | |
| $R^2$ | 0.3952 | |
| Les coefficients de régression standardisés avec les statistiques t basées sur les erreurs-types ajustées pour la conception de l'enquête. * p<0.05 | | |

L'Uruguay, les États-Unis et le Canada sont exclus parce qu'ils ont des valeurs manquantes sur au moins une variable.

**Annexe 2.2: Perceptions estimées de l'économie nationale par pays, 2014**
**Base empirique pour la carte 2.1**



**Annexe 2.3: Coefficients correspondant à la figure 2.12-Corrélats des perceptions des citoyens sur l'économie nationale**

| | Standardized Coefficient | (Z Statistic) |
|---|---|---|
| Taux de croissance du PIB (Estimé) | 0.178* | (2.19) |
| Rural | 0.018* | (2.82) |
| Femme | -0.060* | (-10.48) |
| Quintile de richesse | 0.041* | (6.65) |
| Niveau de scolarité | 0.037* | (5.16) |
| Couleur de la peau | -0.015* | (-2.18) |
| Assistance reçue du gouvernement | 0.035* | (6.13) |
| Crimes commis dans le quartier | -0.031* | (-5.32) |
| Paiement d'un pot-de-vin | -0.023* | (-3.92) |
| 16-25 ans | 0.038* | (5.23) |
| 26-35 ans | 0.020* | (2.79) |
| 46-55 ans | 0.000 | (-0.03) |
| 56-65 ans | 0.003 | (0.43) |
| 66 ans ou plus | -0.008 | (-1.30) |
| Constant | -0.094 | (-0.50) |
| Var (pays-niveau) | 0.104 | |
| Var (individu-niveau) | 0.901 | |
| Nombre de groupes | 23 | |
| Wald $\chi^2(14)$ | 385.25* | |
| Modèle linéaire hiérarchique avec les statistiques-z entre Parenthèses. * $p<0.05$ | | |

L'Uruguay, les États-Unis et le Canada sont exclus parce qu'ils ont des valeurs manquantes sur au moins une variable.

# Chapitre 3. La corruption dans les Amériques

*Matthew M. Singer, Ryan E. Carlin, et Gregory J. Love*

## I. Introduction

Bien que la corruption arrive après la criminalité et l'économie au rang des priorités publiques dans les Amériques (voir Figure 1.4), elle représente toutefois un problème majeur pour les pays de l'hémisphère. Par exemple, une analyse récente examinant différents indicateurs compilés par la Banque mondiale[1] sur le succès du gouvernement dans la lutte contre la corruption montre qu'en moyenne les gouvernements de l'Amérique latine ont moins bien réussi dans la lutte contre la corruption que ceux d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, juste derrière ceux de l'Europe de l'Est dans la promotion du gouvernement transparent (Mungiu-Pippidi, Martinez et Vaz Mondo 2013). L'Amérique latine présente des niveaux de corruption comparables à ceux de l'Asie, mais plus faibles, encore une fois en moyenne, que ceux de l'Afrique subsaharienne et des pays de l'ancien bloc soviétique. Toutefois, les niveaux de corruption varient considérablement à travers le continent, certains pays se classant parmi les plus transparents au monde, alors que dans les pays voisins la corruption fait partie du quotidien de nombreux citoyens.

L'incapacité d'empêcher les fonctionnaires d'abuser de leur pouvoir à des fins personnelles peut avoir des conséquences économiques et sociales néfastes. Les économistes ont noté l'impact négatif de la corruption sur la croissance (Ugur, 2014) et sur la répartition des richesses (Gupta, Davoodi, et Alonso-Terme 2002)[2]. Comme la corruption détourne des fonds destinés aux bénéficiaires des programmes publics, elle affaiblit donc l'efficacité et la qualité des services publics (Shleifer et Vichny 1993; Ehrlich et Lui 1999). Il peut en résulter des taux de mortalité plus élevés (Silverson et Johnson 2014). Bien sûr, la corruption porte atteinte à l'administration équitable de la justice (Rose-Ackerman, 1999; Pharr 2000; Méon et Sekkat 2005; Morris 2008; Fried, Lagunes, et Venkataramani 2010). Certains ont par ailleurs suggéré que la corruption érode le capital social en rendant ses victimes moins confiantes envers leurs concitoyens (Rothstein et Uslaner 2005; Rothstein et Eek 2009).

La corruption génère aussi des coûts politiques. Il a été démontré qu'elle réduit l'engagement des citoyens dans la vie politique (McCann et Dominguez 1998; Chong et al 2011; Stockemer, LaMontagne et Scruggs 2013) et qu'elle entrave l'appui aux institutions démocratiques et à la démocratie en général (Seligson, 2002, 2006; Morris, 2008; Booth et Seligson 2009; Salinas et Booth 2011). En effet, certains spécialistes affirment que les résultats de la gouvernance politique comme la corruption ont un plus grand impact sur la stabilité démocratique que les résultats économiques (Evans et Whitefield, 1995; Bratton et Mattes, 2001).

Ainsi, dans ce chapitre, nous analysons la façon dont les répondants du Baromètre des Amériques 2014 ont perçu et expérimenté la corruption. Nous nous concentrons sur deux dimensions liées, mais distinctes : d'abord si, oui ou non, on a demandé aux répondants de verser un pot-de-vin pour obtenir des services et ensuite si les répondants considèrent que les fonctionnaires sont corrompus. Ces dimensions complémentaires illustrent deux facettes différentes de la corruption: les mesures de la

[1] Le Baromètre des Amériques est l'un des indicateurs utilisés par la Banque mondiale dans la production de ses indicateurs de gouvernance. Voir www.govindicators.org/.

[2] Bien que l'Amérique latine peut avoir un modèle différent; voir Dobson et Ramlogan-Dobson (2010)

victimisation par la corruption montrent la corruption quotidienne que les gens observent et subissent, alors que les questions sur la corruption au sein du gouvernement peuvent aussi porter sur la corruption de haut niveau, tels que les scandales nationaux que les répondants n'ont pas personnellement expérimentés. En outre, les citoyens ont souvent des niveaux de tolérances différents quand il s'agit du type d'activités menées par des fonctionnaires qu'ils considèrent comme des activités de corruption (Treisman, 2007; Donchev et Ujhelyi 2014). En somme, ces deux types de questions conduisent donc à deux différentes formes d'échecs de la gouvernance, chacune pouvant avoir des conséquences négatives sur la démocratie dans les Amériques.

Malgré les différences de ces indicateurs, les données confirment que la corruption sous toutes ses formes demeure courante à travers l'Amérique latine. Les niveaux de corruption politique perçue sont élevés et ne se sont pas significativement améliorés depuis le Baromètre des Amériques 2012, bien que plusieurs pays aient connu d'importantes variations. La victimisation par la corruption est également répandue dans la population, bien que certains groupes soient plus susceptibles d'être exposés que d'autres. Nous concluons en examinant si les répondants dans les Amériques se sont habitués à la corruption, à un point tel qu'ils se sont habitués à verser des pots-de-vin. Seule bonne nouvelle, la grande majorité des répondants du Baromètre des Amériques 2014 déclare que verser un pot-de-vin n'est jamais justifiable, même lorsque le répondant avaient lui-même payé un pot-de-vin l'année précédente. Bien que cela suggère que les résidents de la région n'ont pas abandonné l'engagement en faveur d'une gouvernance transparente, l'échec de tant de régimes dans la lutte contre la corruption peut avoir des conséquences négatives sur les niveaux d'appui politique envers la démocratie et ses institutions.

## II. Principaux résultats

Les conclusions de ce chapitre peuvent se résumer comme suit. Tout d'abord, en ce qui concerne les principales conclusions, nous voyons les tendances suivantes :

- En moyenne, dans les pays de l'hémisphère, environ un répondant sur cinq du Baromètre Amériques a versé un pot-de-vin l'année dernière.
- On rapporte la victimisation par la corruption à des niveaux particulièrement élevés parmi les citoyens qui ont dû interagir avec les gouvernements municipaux, les tribunaux et la police.
- Les niveaux moyens de victimisation par la corruption sont inchangés par rapport à 2012.
- Les niveaux de victimisation par la corruption varient selon les pays, avec Haïti qui présente des valeurs extrêmes très élevées.
- La plupart des répondants croit que la corruption est une pratique courante chez les fonctionnaires, avec des niveaux moyens de perception de la corruption qui sont restés inchangés par rapport aux années précédentes.
- Bien que seulement un répondant sur six du Baromètre des Amériques croit que le versement d'un pot-de-vin peut se justifier dans certaines circonstances, ce nombre est par contre beaucoup plus élevé chez ceux qui ont versé un pot-de-vin au cours de l'année précédente.
- En contre-partie, même parmi ceux qui ont versé un pot-de-vin, la grande majorité ne croit pas que le versement de pot-de-vin soit justifiable.

Deuxièmement, nous considérons les facteurs qui conduisent les citoyens à avoir différents niveaux d'exposition à la corruption et des perceptions différentes sur la façon dont cette corruption est répandue. La résultats de ces analyses sont conformes aux conclusions suivantes:

- La victimisation par la corruption est plus fréquente chez les hommes, dans les zones urbaines, dans les endroits où la criminalité est courante et chez les répondants d'âge moyen.

- La victimisation par la corruption est généralement plus fréquente chez les répondants riches, mais aussi chez les personnes qui reçoivent une aide financière du gouvernement.

- Les hommes, ceux qui vivent dans les zones urbaines ou dans des endroits où la criminalité est courante, les répondants les plus riches et les répondants les plus scolarisés sont plus susceptibles de croire que le gouvernement est corrompu.

## III. Expériences personnelles avec la corruption

Les enquêtes du Baromètre des Amériques ont utilisé au fil du temps une série de questions qui mesurent la victimisation par la corruption, se concentrant spécifiquement sur l'exigence de pot-de-vin, car c'est la forme la plus courante chez les citoyens moyens. Comme les définitions de la corruption peuvent varier selon les différents contextes nationaux, nous évitons toute ambiguïté en posant des questions directes telles que: «Au cours de la dernière année, avez-vous eu à verser un pot-de-vin à un fonctionnaire de l'État?» Nous posons des questions semblables concernant les demandes de pots-de-vin au niveau des gouvernements locaux, des agents de police, des militaires, des écoles, des milieux de travail, des tribunaux, du système de santé, et d'autres contextes (voir ci-dessous pour les questions exactes). En interrogeant les répondants sur les diverses formes d'interactions qu'ont les individus et le gouvernement, les données fournissent une large représentation des différentes formes que peut prendre la corruption.

| | **N/A N'a pas essayé ou n'a pas eu de contact** | **Non** | **Oui** | **NS** | **NR** |
|---|---|---|---|---|---|
| Maintenant, nous voulons vous parler à propos de votre expérience personnelle, avec des évènements qui se produisent au quotidien. | | | | | |
| **EXC2** Est-ce qu'un agent de police vous a demandé un pot-de vin au cours des douze derniers mois ? | | 0 | 1 | 88 | 98 |
| **EXC6** Au cours des douze derniers mois, un employé du gouvernement vous a-t-il demandé un pot-de-vin ? | | 0 | 1 | 88 | 98 |
| **[Ne pas demander au COSTA RICA et à HAITI; Au PANAMA, Utiliser "FUERZA PÚBLICA"]** **EXC20**. Au cours des douze derniers mois, un soldat ou un officier de l'armée vous a-t-il demandé un pot-de-vin? | | 0 | 1 | 88 | 98 |

| | N/A N'a pas essayé ou n'a pas eu de contact | Non | Oui | NS | NR |
|---|---|---|---|---|---|
| **EXC11**. Au cours des 12 derniers mois avez-vous été en contact avec un employé municipal? **Si la réponse est non →marquez 99** **Si c'est oui, posez la question suivante :** Au cours des douze derniers mois, afin d'obtenir un document auprès de votre gouvernement municipal, avez-vous eu à payer une somme supérieure à celle définie par la loi? | 99 | 0 | 1 | 88 | 98 |
| **EXC13**. Avez-vous un emploi? **Si la réponse est non →marquez 99** **Si c'est oui, posez la question suivante :** Au cours des douze derniers mois, vous a-t-on déjà demandé de verser un pot-de-vin à votre travail? | 99 | 0 | 1 | 88 | 98 |
| **EXC14** Au cours des douze derniers mois, avez-vous eu un démêlé avec les tribunaux? **Si la réponse est non →marquez 99** **Si c'est oui, posez la question suivante :** Au cours des douze derniers mois, avez-vous eu à payer un pot-de-vin aux tribunaux? | 99 | 0 | 1 | 88 | 98 |
| **EXC15**. Avez-vous fréquenté les services de santé publique au cours des 12 derniers mois? **Si la réponse est non →marquez 99** **Si la réponse est oui →posez la question suivante :** Au cours des douze derniers mois, avez-vous eu à offrir un pot-de-vin afin de recevoir un traitement médical? | 99 | 0 | 1 | 88 | 98 |
| **EXC16**. Au cours des douze derniers mois, un de vos enfants fréquentait-il l'école? **Si la réponse est non →marquez 99** **Si la réponse est oui →posez la question suivante :** Au cours des douze derniers mois, avez-vous eu à payer un pot-de-vin à l'école? | 99 | 0 | 1 | 88 | 98 |

Dans la figure 3.1 nous divisons les réponses à ces questions de deux façons; la figure de gauche affiche le pourcentage moyen de répondants qui ont déclaré avoir reçu au moins une demande de pot-de-vin dans chaque contexte, et ce, afin de mesurer la portée globale des différents types de victimisation par la corruption[3]. Mais attention, ces valeurs sont affectés par deux considérations: la fréquence avec laquelle les interactions dans chaque contexte se traduisent par une demande de pot-de-vin chez les citoyens et la fréquence avec laquelle les citoyens ont des interactions dans chacun des contextes de l'enquête. Puisque que nous avons également interrogé les répondants sur leurs interactions avec les différents services et institutions, nous pouvons également mesurer directement le pourcentage de répondants dont les interactions les ont amenés à être des cibles de corruption pour ensuite verser un pot-de-vin. Le côté droit de la figure montre donc le nombre de personnes qui a été invité à verser un pot-de-vin dans chaque contexte, seulement pour les répondants ayant eu des interactions pertinentes avec les autorités concernées. Les questions relatives aux demandes de pots-de-vin par la police, les soldats et les employés du gouvernement n'exigeaient pas que les répondants aient eu des relations avec ces

[3] Comme avec toutes les autres valeurs rapportées dans ce rapport qui affichent la moyenne régionale, les pays sont pondérés de manière égale et donc les valeurs dans chaque figure représentent les pourcentages de citoyens qui ont été sollicités pour un pot-de-vin dans chaque contexte dans un pays moyen de l'hémisphère. Les données de la figure 3.1 incluent les États-Unis et le Canada.

fonctionnaires. Pour cette raison, les pourcentages estimés pour ces trois catégories sont constants entre les deux parties de la figure.

Les données de la figure 3.1 démontrent le large éventail des arènes où la corruption se produit. Par exemple, dans la population totale, les expériences de corruption les plus courantes se produisent avec la police. 10 % des répondants ont déclaré qu'un officier de police leur a demandé un pot-de-vin dans l'année précédente. Si nous limitons notre attention aux personnes qui ont eu des expériences de corruption avec diverses intervenants publiques, nous voyons cependant qu'ils font l'objet de demandes de pots-de-vin à un taux significativement plus élevé dans certains contextes. Par exemple, seulement 1,5 % des répondants de l'échantillon total ont déclaré avoir reçu des demandes de pots-de-vin dans un tribunal. Pourtant, la nécessité de se présenter soi-même au tribunal est relativement rare — seulement un répondant sur 11 avait des rapports avec les tribunaux dans cette période —, mais parmi les personnes qui étaient en réalité devant le tribunal, 14 % ont été sollicités pour verser un pot-de-vin. Nous voyons une tendance similaire à la corruption en ce qui concerne les employés de l'administration municipale : bien que très peu de personnes aient eu à formuler une demande à l'administration municipale dans les 12 mois précédant l'enquête et que seulement 2,9% de l'ensemble des répondants aient déclaré avoir été sollicités pour verser un pot-de-vin, 14,5% de ceux ayant formulé une demande aux autorités municipales ont été invités à verser un pot-de-vin. Plus de 10% des personnes qui ont au moins un enfant à l'école ont été invités à verser un pot-de-vin lié à l'éducation, contre près de 8% des répondants qui ont accédé à des services de santé publique. Bien que la plupart des interactions avec des fonctionnaires n'impliquent pas la corruption, il s'agit tout de même d'une pratique assez courante dans l'interaction entre l'État et les citoyens dans les Amériques.

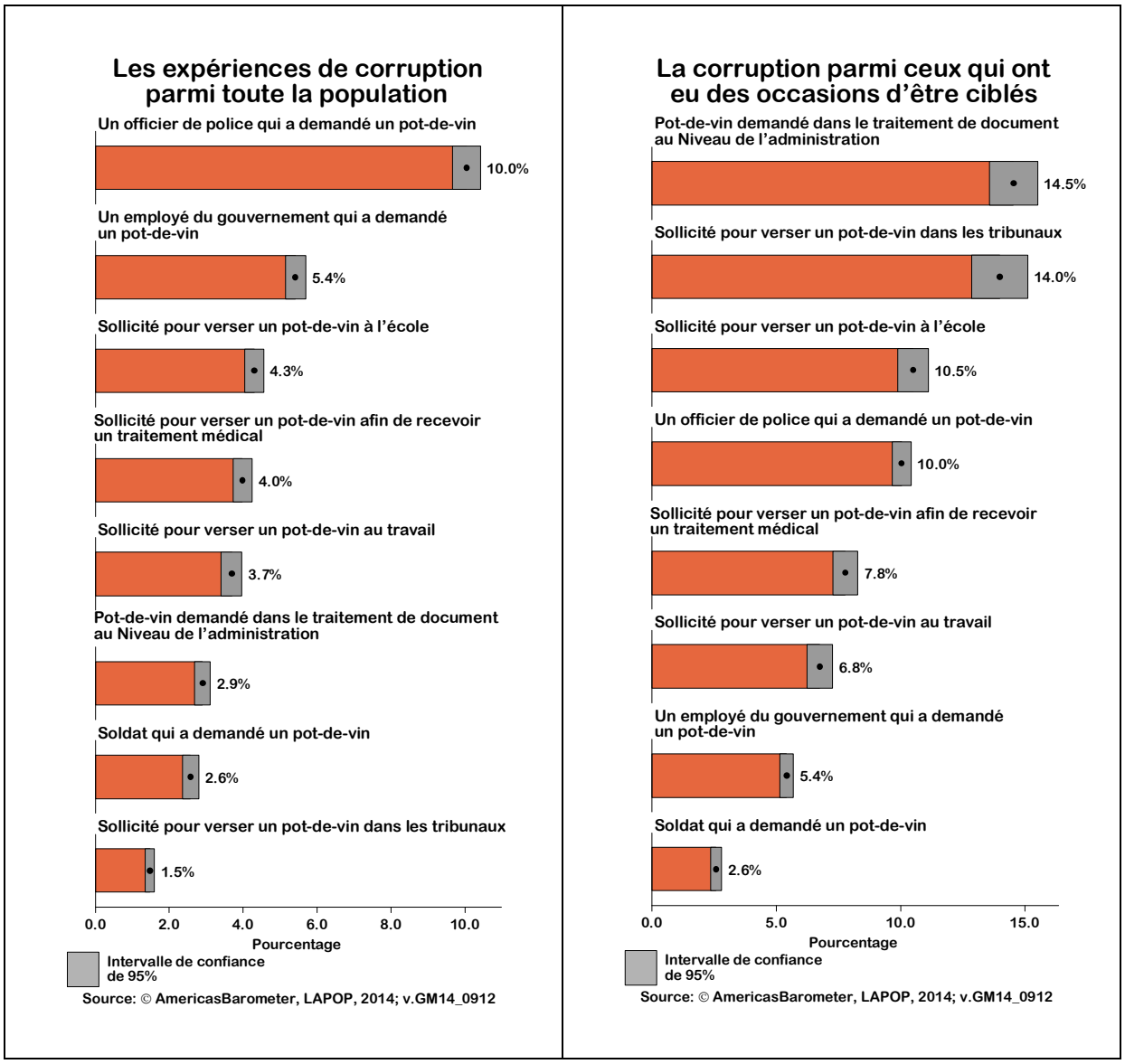



**Figure 3.1. Les expériences de corruption selon le contexte, 2014**

Lorsque nous regardons le large éventail des activités dans lesquelles la corruption joue un rôle, il est facile de conclure que les citoyens des Amériques sont souvent exposés à la corruption et que beaucoup de gens sont sollicités pour verser des pots-de-vin chaque année. À partir de cette série de questions nous pouvons alors construire un indice afin de savoir si une personne a été sollicitée pour le versement d'un pot-de-vin dans au moins l'un de ces contextes[4]. En moyenne, un peu moins d'un répondant sur 5 a déclaré avoir versé au moins un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois (figure 3.2)[5].

[4] La mesure intitulée, CORVIC, dans la documentation de données, s'intéresse au pourcentage de l'échantillon total à qui on a formulé au moins une demande de pot-de-vin. La mesure ne cherche pas à savoir si, oui ou non, les individus avaient des contacts avec le gouvernement ou d'autres services compétents au cours de l'année dernière. Alors que la plupart des questions du module se réfèrent spécifiquement aux interactions avec des responsables gouvernementaux ou les institutions, il est possible qu'une partie de la corruption signalée dans cette mesure globale se rapporte à la sollicitation de pot-de-vin par des individus qui ne sont pas fonctionnaires.

[5] Les données des figures 3.2 et 3.3 incluent les États-Unis et le Canada. Si l'on exclut ces deux pays, le niveau régional moyen de victimisation par la corruption augmente légèrement jusqu'à 20,5 % en 2014. L'année 2004 montre un niveau de

Ce taux d'expérience de la corruption est pratiquement identique à celui de 2012 et il n'est pas significativement différent des niveaux observés en 2008 ou en 2006 (figure 3.3).[6]

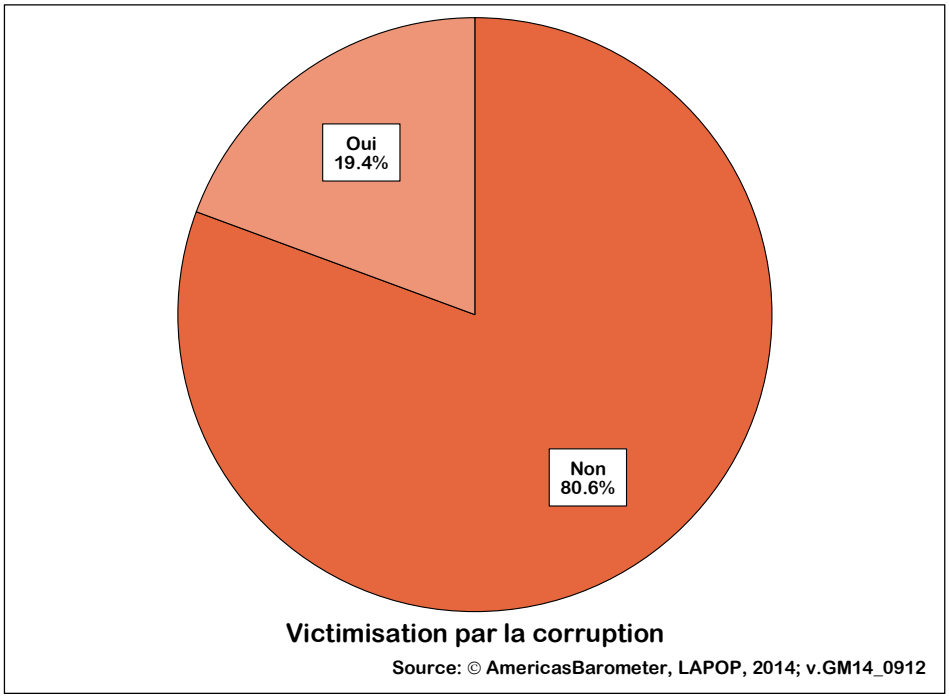



**Figure 3.2. Pourcentage global des individus victimes de corruption dans la dernière année, 2014**

corruption légèrement supérieur à 2006 parce que l'échantillon de 2004 comptait moins de pays et incluait les pays où la victimisation par la corruption est plus fréquente. Pourtant, si l'on regarde uniquement les pays qui ont été dans l'échantillon depuis 2004, le même type de corruption baisse au fil du temps, avant d'augmenter en 2012. Toutefois, les niveaux de victimisation par la corruption augmentent peu dans les pays qui ne faisaient pas partie de l'échantillon de 2004, alors qu'ils ont diminué en Amérique centrale et dans les pays andins, sur lesquels portait l'accent de la première enquête du Baromètre des Amériques.

[6] Si l'année 2004 a vu des niveaux significativement plus élevés d'expérience de la corruption que toute autre année dans la figure 3.3, c'est à cause du Baromètre des Amériques 2004 qui se limitait au Mexique, à l'Amérique centrale et aux pays andins, où la corruption est légèrement plus fréquente que dans le reste de l'hémisphère.

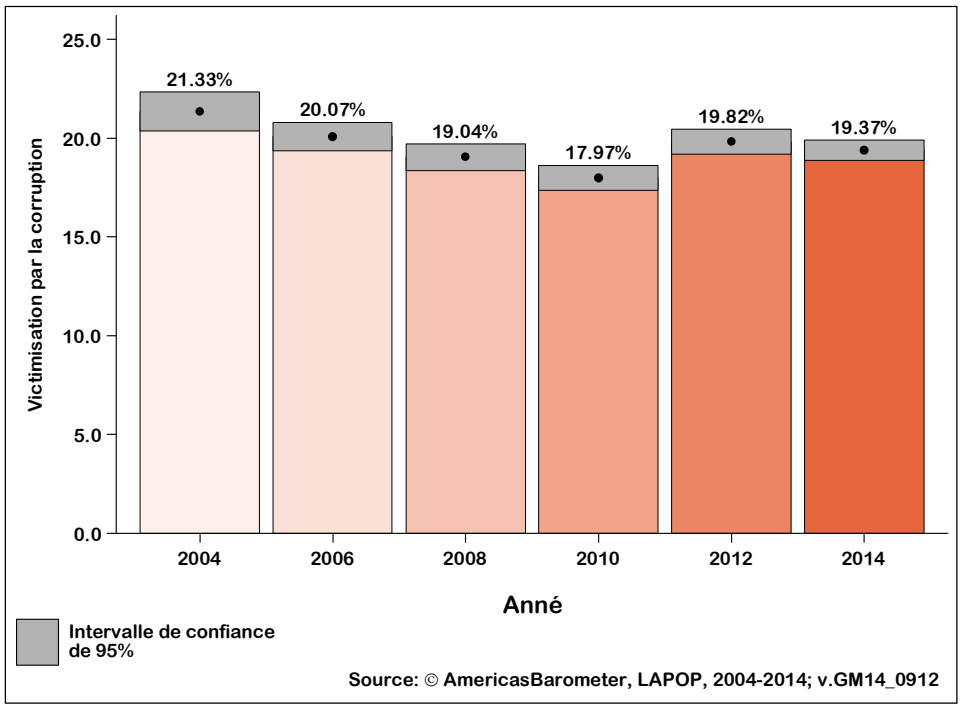



**Figure 3.3. Victimisation par la corruption dans le temps**

Les moyennes observées dans l'hémisphère masquent d'importantes différences entre les pays (figure 3.4). Haïti a le plus haut niveau de victimisation par la corruption avec une marge considérable; plus de deux tiers des répondants haïtiens ont déclaré avoir été sollicités pour verser un pot-de-vin au cours des 12 mois précédant l'enquête. Beaucoup de ces expériences de corruption en Haïti se produisent quand les citoyens veulent accéder à des services sociaux ; Haïti est en fait juste en dessous de la moyenne régionale pour les demandes de pot-de-vin par la police, mais le pays est aussi un cas particulier concernant les pots-de-vin dans les écoles, les services de santé publique et les différents milieux de travail[7]. La Bolivie affiche le deuxième plus haut niveau de victimisation par la corruption (30 %). Pourtant, cela représente une baisse importante par rapport à 2012, quand près de 45% des Boliviens déclaraient être victimes de corruption[8]. L'Équateur a également connu une baisse importante des victimes de la corruption par rapport à l'enquête 2012, passant de près de 41% à 26%. En revanche, le Paraguay, le Venezuela, le Belize et le Panama ont tous connu une hausse de sept points de pourcentage ou plus des taux de victimisation par la corruption depuis 2012. Ceci a déplacé le Paraguay et le Venezuela de la moyenne continentale aux taux les plus élevés, tandis que le Belize et le Panama sont passés de niveaux corruption relativement faibles à la moyenne régionale. Les États-Unis, le Chili, l'Uruguay, et le Canada ont les plus faibles niveaux de victimisation par la corruption.

[7] Par exemple, 49% des répondants haïtiens et 74% des répondants avec des enfants à l'école ont payé un pot-de-vin dans une école au cours des 12 mois précédant l'enquête. Si nous regardons le système de santé, 33% de tous les répondants et 76% de ceux qui ont visité un établissement de soins de santé ont versé un pot-de-vin dans le cadre de leur visite.

[8] Les données sur la corruption de l'année 2012 ne sont pas présentées ici, mais elles sont disponibles dans Singer et. al (2012) ou sur le site Web du LAPOP.

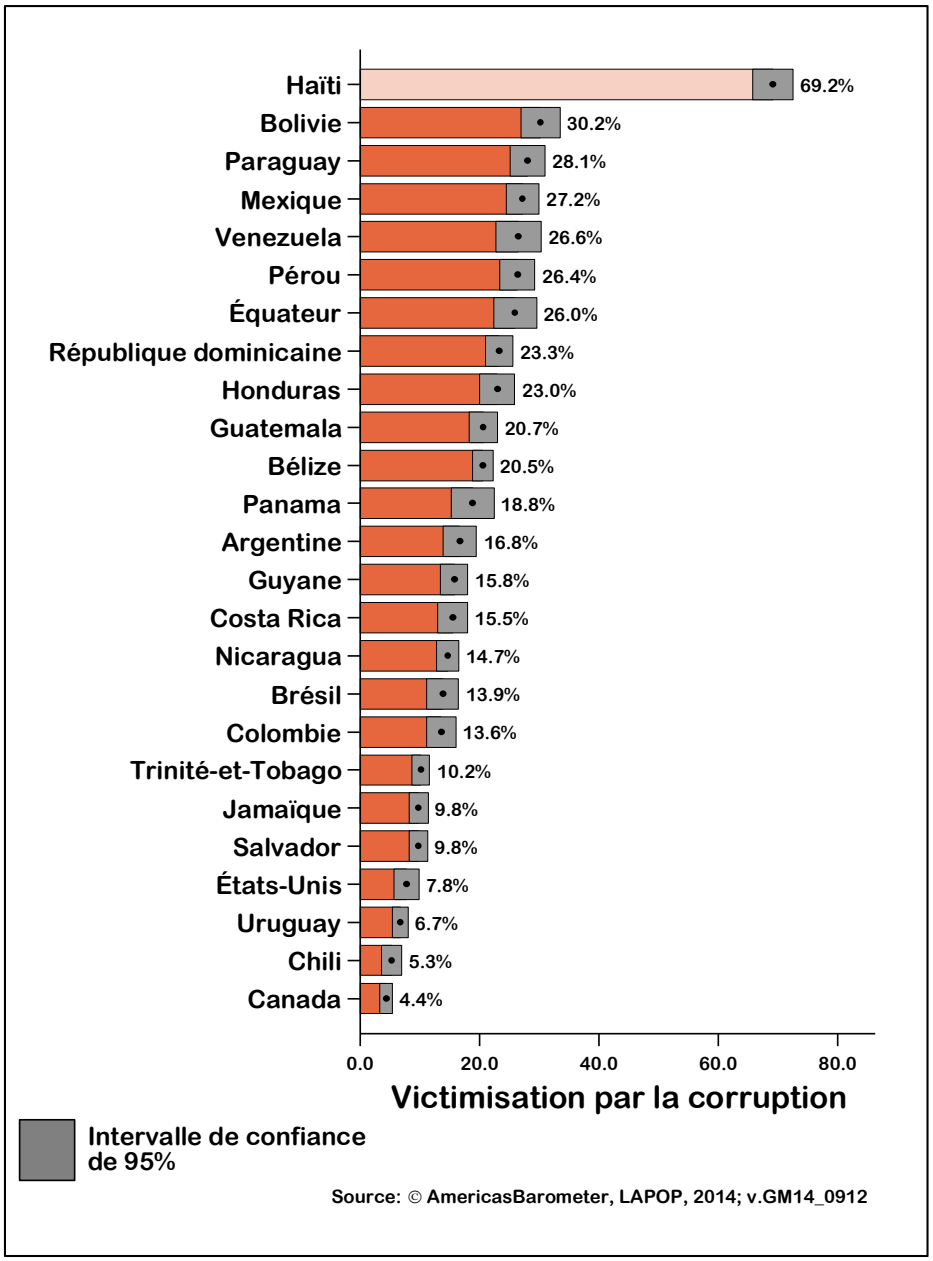



**Figure 3.4. La victimisation par la corruption par pays, 2014**

Pour comprendre qui sont les personnes les plus susceptibles d'être exposées à des demandes de pots-de-vin, nous avons recours à analyse par régression logistique avec comme variable dépendante l'indice indiquant si les répondants ont reçu au moins une demande de pot-de-vin (la mesure est présentée à la figure3.2). Tout comme dans les chapitres précédents, nous nous concentrons sur les caractéristiques démographiques des répondants et sur la région (urbaine ou rurale) dans laquelle ils vivent. Nous examinons également deux caractéristiques qui pourraient être liées aux répondants qui sont dans une position où les interactions de corruption sont susceptibles de se produire. La première est de savoir si le répondant a reçu ou non une aide financière du gouvernement (à l'exception de pensions ou de prestations de sécurité sociale) pour tester si cette interaction avec l'État place les répondants dans une

situation où ils pourraient être sollicités pour un pot-de-vin[9]. Deuxièmement, nous cherchons à savoir si le répondant vit dans un quartier où un crime a été commis pour tester si la victimisation par la corruption est plus susceptible de se produire dans des endroits où la primauté du droit est objectivement plus faible[10]. Nous incluons aussi des variables dichotomiques identifiant les pays afin d'éliminer l'effet d'éventuelles différences non mesurées à travers les pays, et ce, parce que les effets estimés de la figure expliquent les différences dans la victimisation par la corruption au sein des pays[11].

Les résultats de ce modèle sont rapportés à la figure 3.5. Ceux-ci montrent que les groupes diffèrent sensiblement par leur exposition à la corruption[12]. Dans l'interprétation de ces différences, il est important de se rappeler que, bien que plusieurs enquêtes interrogent les répondant au sujet des pots-de-vin demandés par des fonctionnaires, les questions ne spécifient pas si le répondant a été à l'initiative du pot-de-vin. L'enquête ne vise pas à choisir entre ces deux scénarios, car beaucoup de gens mentiraient si on leur demandait s'ils ont offert le pot-de-vin (Kray et Murrell 2013). Pourtant, en examinant pourquoi certains groupes subissent la corruption plus souvent que d'autres, nous ne devrions pas écarter la possibilité que la diversité du groupe reflète les différences entre les proportions des individus qui sont prêts à offrir un pot-de-vin, tout comme les différences dans les groupes qui sont ciblés par les fonctionnaires. Les différences entre les groupes peuvent également refléter des différences dans la fréquence avec laquelle les groupes interagissent avec des institutions spécifiques ou avec des fonctionnaires.

Par exemple, les expériences de corruption se distinguent selon le sexe du répondant. Les hommes sont plus susceptibles de déclarer avoir reçu des demandes de pot-de-vin que les femmes. Pourtant, à travers les types de corruption mesurée par l'enquête, on trouve des exceptions à cette règle : les victimes de la corruption dans les écoles et les systèmes de santé sont un peu plus susceptibles d'être des femmes que des hommes[13]. Cette différence dans les tendances de victimisation par la corruption selon les milieux ne se produit pas parce que les responsables de l'éducation et de la santé ciblent principalement des femmes, mais plutôt parce que ces dernières étaient plus susceptibles d'avoir recours à ces services. En fait, parmi les utilisateurs de ces services, les hommes et les femmes sont tout aussi susceptibles d'être sollicités pour des pots-de-vin. Pourtant, dans les autres formes de corruption que nous étudions, les hommes étaient plus susceptibles d'avoir à verser des pots-de-vin que les femmes, même si l'on tient compte des différences dans les interactions gouvernementales et sociales selon le sexe des répondants.

Dans les Amériques, la sollicitation de pots-de-vin est également plus fréquente chez les répondants riches. Ces personnes disposent davantage de fonds à offrir aux fonctionnaires et ils sont

[9] Mesurée à partir de la question WF1 : « Avez-vous, ou quelqu'un de votre ménage a-t-il, reçu une aide régulière sous forme d'argent, de nourriture ou de produits du gouvernement, sauf les pensions/la sécurité sociale? Oui ou non».

[10] Spécifiquement, nous utilisons des réponses de la série VICBAR décrite au chapitre 1 qui s'intéressait aux cambriolages, au trafic de drogue, à l'extorsion et au chantage.

[11] Les États-Unis et le Canada sont exclus de cette analyse, car ils sont absents dans au moins une des questions utilisées comme contrôles.

[12] Comme dans les premières représentations graphiques de régression de cette étude, les coefficients mesurant l'effet de chaque variable sont illustrés par des points et les intervalles de confiance par des lignes horizontales. Si un intervalle de confiance ne croise pas la ligne verticale à 0, la variable a un effet statistiquement significatif ($p < 0,05$). Un coefficient avec un intervalle de confiance qui se situe entièrement à droite de la ligne zéro indique un effet positif et statistiquement significatif sur la variable dépendante. En revanche, un coefficient avec un intervalle de confiance situé à gauche de la ligne zéro indique un effet négatif et statistiquement significatif. Les coefficients sont tous standardisés. L'ensemble des coefficients sont rapportés dans l'annexe 3.1, à la fin du chapitre.

[13] Nous ne présentons pas les résultats de cette analyse ici, mais ils sont disponibles auprès des auteurs sur demande.

donc soit ciblés pour des pots-de-vin, soit ceux qui offrent des pots-de-vin, ou les deux. Les personnes instruites sont également davantage sollicitées à verser des pots-de-vin. En même temps, nous voyons que les personnes qui reçoivent l'aide sociale, principalement parmi les répondants les plus pauvres, sont aussi beaucoup plus susceptibles d'avoir reçu des demandes de pot-de-vin que les personnes qui ne bénéficient pas de cette aide. On peut alors supposer que dans de nombreuses régions des Amériques, le processus d'obtention et de maintien de prestations sociales implique une pratique de la corruption.

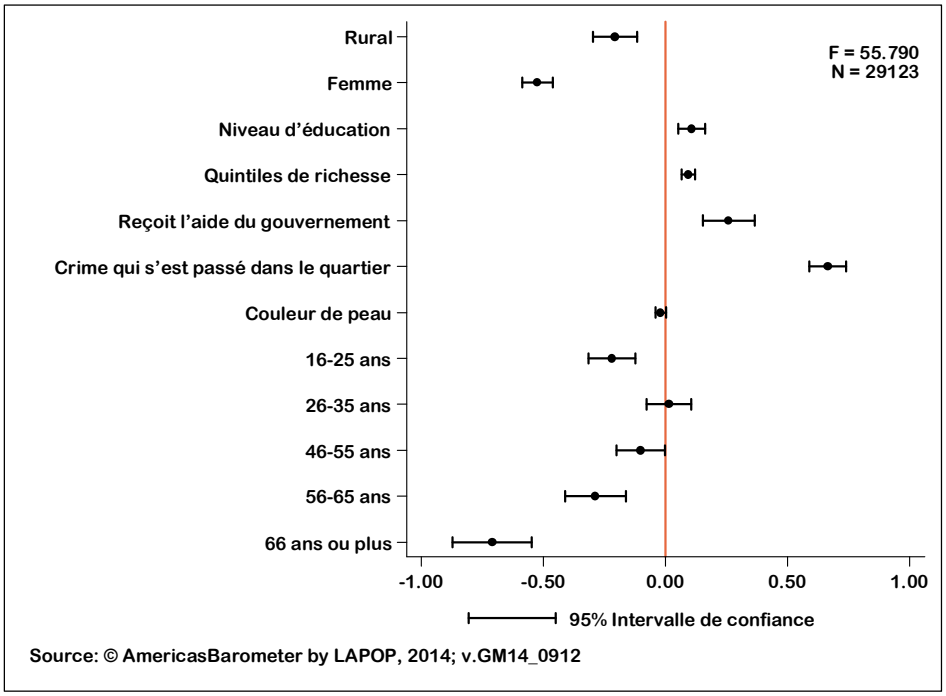



**Figure 3.5. Prédicteurs des demandes de pot-de-vin, 2014**

En outre, les personnes qui vivent dans des zones à forte criminalité sont plus susceptibles d'être la cible de demandes de pots-de-vin. Une analyse plus approfondie des données montre que les zones à fort taux de criminalité sont, sans surprise, fortement corrélées avec les demandes de de pots-de-vin des policiers. Le plus surprenant est peut-être que d'autres formes de corruption sont également corrélées avec les répondants qui vivent dans les quartiers à forte criminalité. Bien que nous ne puissions pas déterminer avec certitude si la forte criminalité est à l'origine de la corruption, si elle est causée par la corruption, ou si les deux facteurs ont des causes sous-jacentes communes, la répartition de la sécurité publique dans les régions des Amériques va de pair avec une plus grande faiblesse dans la qualité de la gouvernance. Enfin, la victimisation par la corruption est plus fréquente dans les zones urbaines et se concentre chez les répondants dans les catégories d'âge moyen. Il n'existe aucune preuve que les personnes à la peau plus foncée sont plus susceptibles d'être la cible de demandes de pots-de-vin.

En résumé, comme nous l'avons observé à travers la région dans son ensemble, le Baromètre des Amériques 2014 nous rappelle que, bien que la corruption peut varier quelque peu entre les groupes et entre les pays, elle demeure affaire courante dans l'hémisphère.

## IV. Comment les citoyens des Amériques perçoivent la corruption au sein du gouvernement?

Compte tenu de la fréquence à laquelle les répondants sont sollicités pour verser un pot-de-vin, nous pourrions soupçonner que de nombreuses personnes dans l'hémisphère, même ceux qui n'ont pas personnellement reçu une demande de pot-de-vin, croiront que la corruption est courante. En outre, les Amériques ne sont pas à l'abri de scandales impliquant de hauts responsables gouvernementaux (Carlin, Amour, et Martinez-Gallardo, 2014). Ainsi, il est intéressant de regarder au-delà des expériences personnelles afin de voir comment les citoyens des Amériques perçoivent la corruption en général.

Le Baromètre des Amériques demande aux répondants d'examiner la prévalence de la corruption chez les fonctionnaires[14]. Plus précisément, on leur pose la question suivante:

> **EXC7**. Compte tenu de votre propre expérience ou de ce que vous avez entendu, la corruption des fonctionnaires est : [lire]
> (1) Très courante, (2) courante, (3) rare, ou (4) très rare? (88) NS (98) NK

Conformément aux procédures habituelles de LAPOP, les réponses à cette question (EXC7) sont recodées sur une échelle de 0 à 100, où 0 représente la perception que la corruption est « très rare » et 100 représente la perception que la corruption est « très courante ».

Le citoyen moyen des Amériques est convaincu que la corruption est courante parmi les fonctionnaires. Un peu moins de 80 % des répondants ont ainsi déclaré que la corruption était soit très courante ou courante chez les fonctionnaires; les répondants étant également répartis entre les deux catégories (Figure 3.6). L'évaluation publique de la corruption en 2014 demeure inchangée par rapport à 2012 (Figure 3.7). En fait, au fil des ans, le Baromètre des Amériques a montré que l'idée que la corruption est courante parmi les responsables gouvernementaux; dans chaque vague depuis 2006, le pourcentage combiné des répondants qui croient que la corruption est assez ou très courante oscille entre 79,9% et 80,9%. Bien qu'il existe des variations dans le nombre de personnes qui considèrent que la corruption est très courante par rapport à ceux qui pensent qu'elle est simplement courante, les données montrent régulièrement que peu de résidents des Amériques croient que leur gouvernement est exempt de corruption.

[14] Cette question n'a pas été posée au Costa Rica, au Chili, au Brésil ou à Trinité-et-Tobago en 2014.

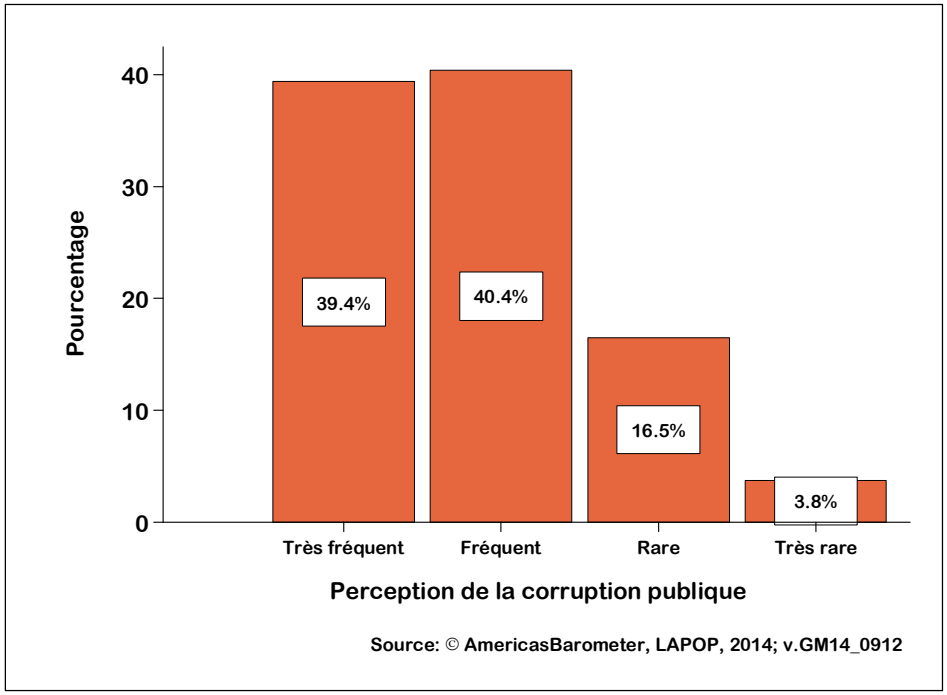



**Figure 3.6. Les perceptions de la corruption, 2014**

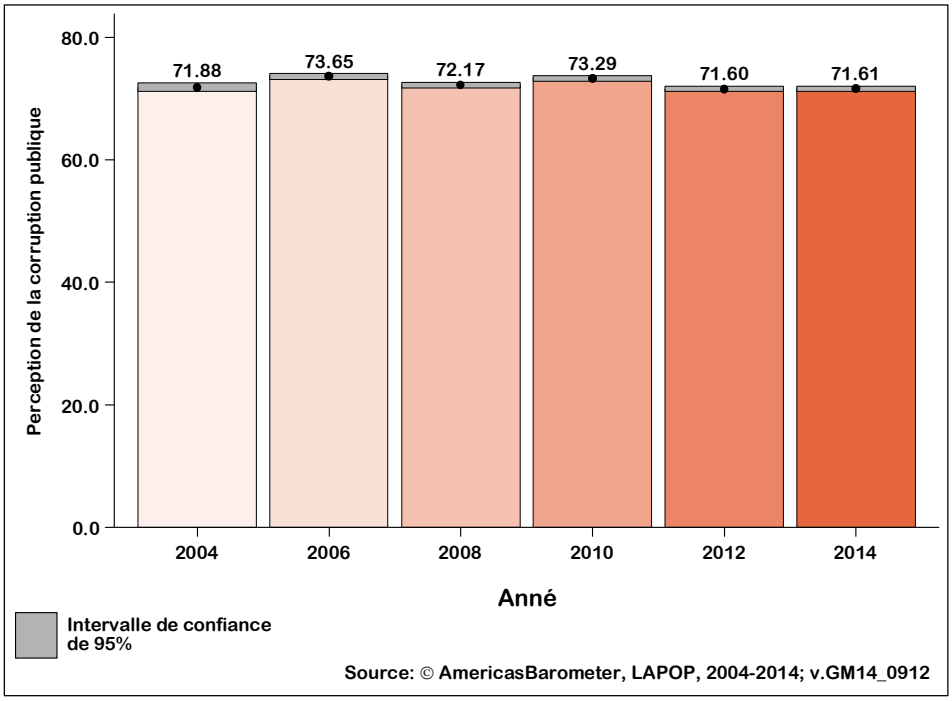



**Figure 3.7. Les perceptions de la corruption dans le temps**

Tout comme avec les expériences de corruption, il y a des variations importantes entre les pays dans la façon dont les gouvernements sont perçus (voir Figure 3.8). Les répondants au Canada, à Haïti et en Uruguay étaient les moins susceptibles de décrire leur gouvernement comme corrompu en 2014. Pourtant, même dans ces pays, plus de 68% des répondants ont déclaré que la corruption était soit courante ou très courante. Un certain nombre de pays ont des niveaux très élevés de perception de la corruption, avec notamment le Venezuela, la Colombie et l'Argentine.

Il convient de souligner que les pays où les répondants déclarent avoir fréquemment versé des pots-de-vin (comme le montre la Figure 3.4 ci-dessus) ne sont pas nécessairement ceux où les gouvernements sont perçus comme corrompus dans la figure 3.8. Cette différence est illustrée dans la figure 3.9, qui représente les niveaux moyens de perception de la corruption du gouvernement et le pourcentage de répondants qui ont été sollicités au moins une fois pour un pot-de-vin au cours des 12 mois précédant l'enquête. La plus grande différence est en Haïti. En effet, si le pays a de loin le taux le plus élevé de victimisation par la corruption à l'échelle individuelle dans l'hémisphère, il a également le deuxième plus bas niveau de perception de corruption du gouvernement dans la région. Ceci s'explique par le fait que la corruption en Haïti se produit fréquemment dans les contextes comme le lieu de travail, les écoles ou les hôpitaux, des milieux que de nombreux répondants n'associent pas nécessairement au « gouvernement », même si ceux-ci ont tendance à être des institutions publiques. Pourtant, il est à noter qu'Haïti n'est pas la seule exception et que cette différence est claire au bas de la figure 3.9 où nous excluons Haïti (une valeur aberrante concernant le niveau de victimisation par corruption) afin de souligner les différences au sein du reste de l'échantillon. Les niveaux de perception de la corruption du gouvernement en Bolivie, en Équateur et au Honduras sont également sensiblement inférieurs aux niveaux attendus en tenant compte de la fréquence avec laquelle les citoyens ont déclaré avoir versé des pots-de-vin dans ces pays. La Colombie, l'Argentine, la Guyane et la Jamaïque, en revanche, ont toutes des niveaux de victimisation par la corruption inférieurs à la moyenne de l'hémisphère, mais ils se classent parmi les sept premiers pays où les citoyens perçoivent la corruption comme courante chez les fonctionnaires. Comme nous l'avons noté plus haut, l'écart entre les niveaux de perception de la corruption et les taux de corruption déclarée est une tendance dans les études de corruption, car les mesures de la victimisation par la corruption enregistrent la corruption que les citoyens observent et subissent au quotidien alors que les questions sur la corruption au sein du gouvernement portent souvent sur la corruption de haut niveau, tels que les scandales nationaux que les répondants n'ont pas personnellement vécu.

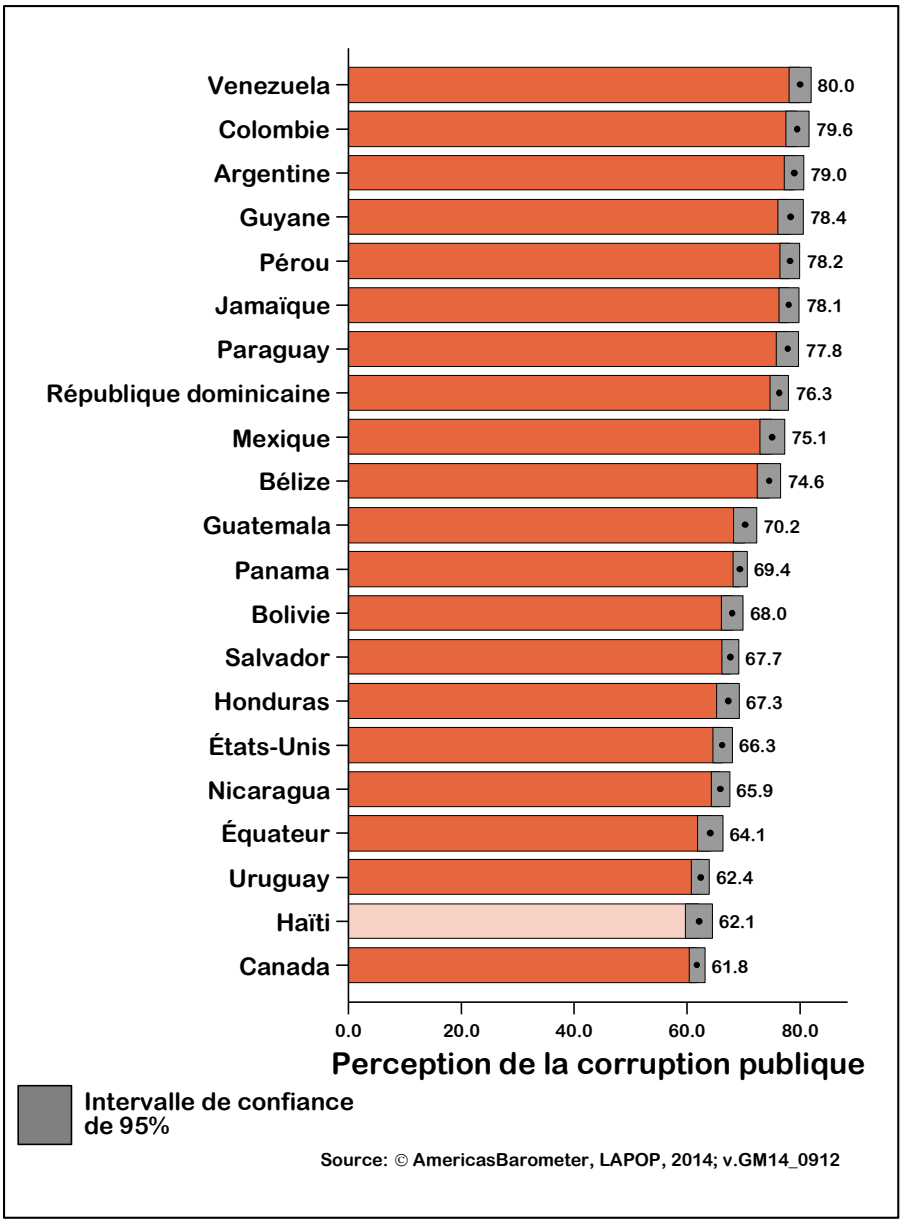



**Figure 3.8. Perceptions de la corruption à travers les pays, 2014**

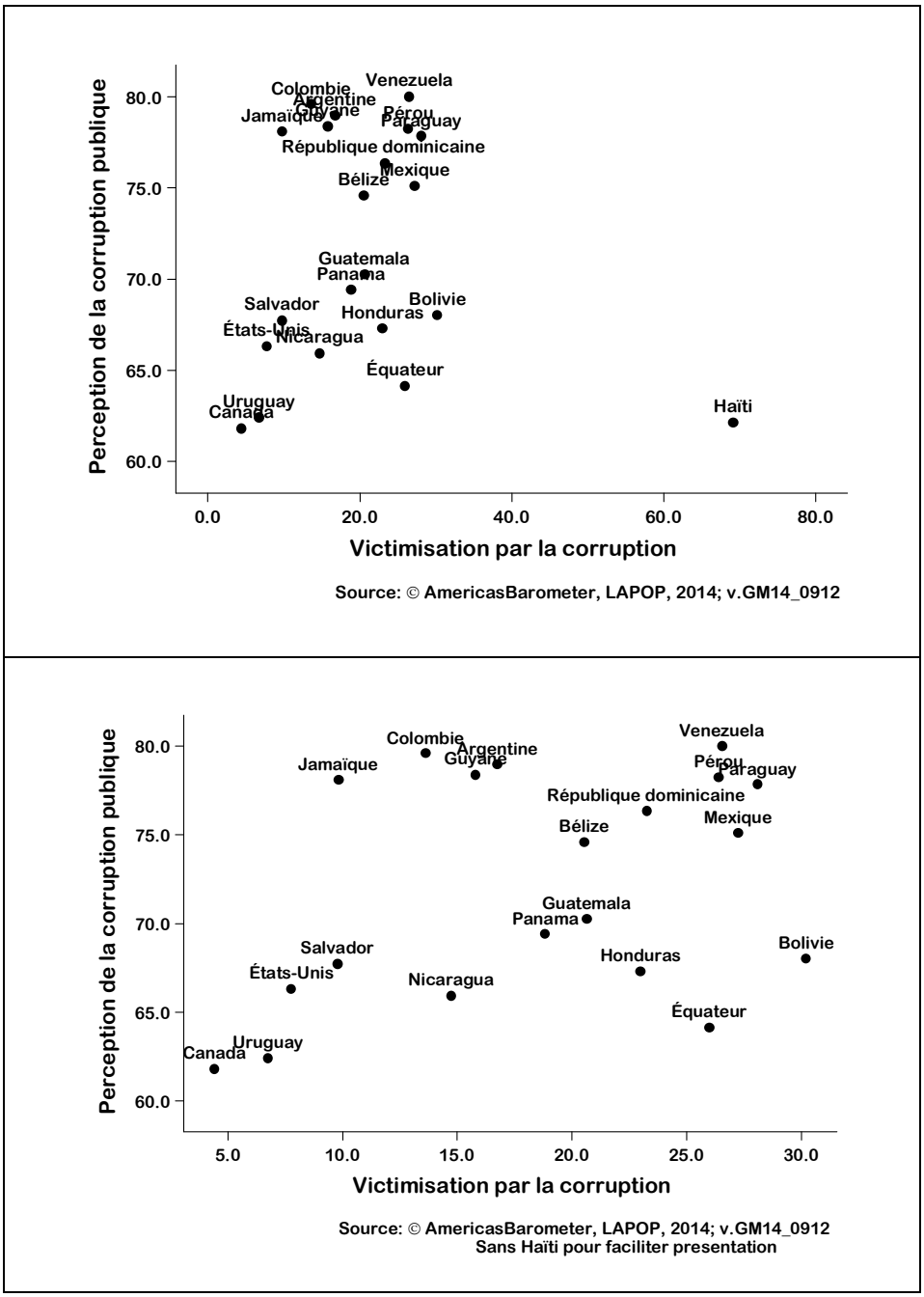



**Figure 3.9. Comparaison entre les niveaux de perception de la corruption et les taux de victimisation par la corruption à travers les pays, 2014**

Pourtant, au sein des pays, les individus à qui on a demandé de verser un pot-de-vin dans la dernière année sont plus susceptibles de déclarer que la corruption est courante chez les fonctionnaires du gouvernement. La figure 3.10 est une analyse de régression logistique ordonnée des perceptions de la corruption, avec les valeurs élevées de la variable dépendante représentant la perception que la corruption est très répandue. Le modèle inclut des variables dichotomiques pour chaque pays, de sorte

que les résultats devraient à nouveau être interprétés comme expliquant les différences au sein des pays et pas nécessairement entre eux.[15]

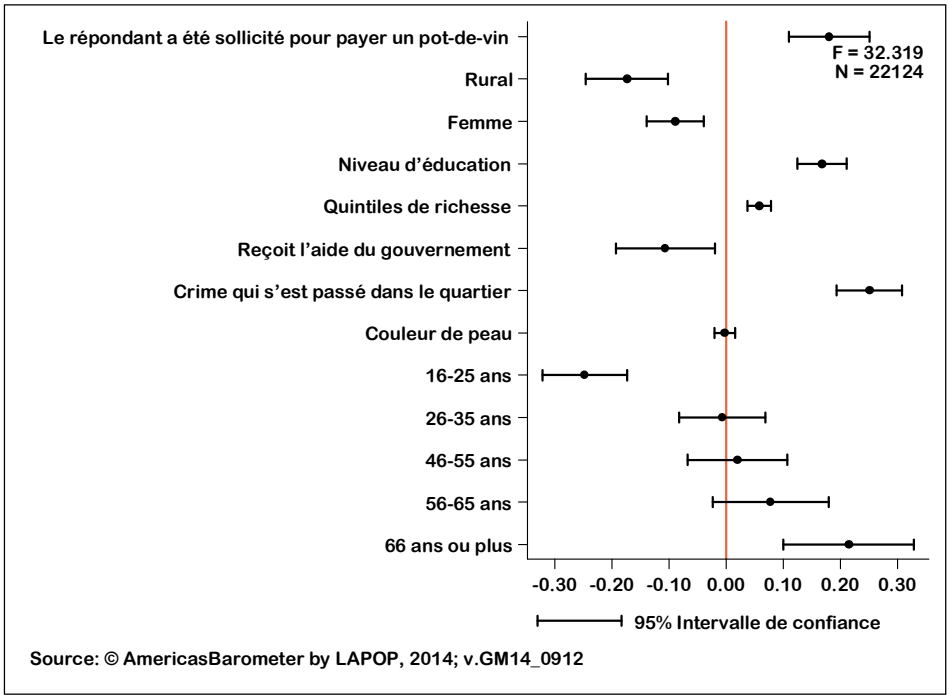



**Figure 3.10. Facteurs associés à la percetion de la corruption du gouvernement, 2014**

Nous avons vu ci-dessus (Figure 3.9) qu'il y a une faible correspondance entre la victimisation par la perception et les perceptions de la corruption du gouvernement d'un pays à l'autre dans la région. Pourtant, si nous regardons au sein des pays, les personnes qui ont été sollicitées pour un pot-de-vin considèrent que les fonctionnaires sont plus corrompus que ceux qui n'ont pas été exposés à la corruption. Les expériences personnelles avec la corruption déteignent donc sur l'évaluation de la corruption politique, même si les deux concepts ne coïncident pas parfaitement.

Bien sûr, on n'a pas besoin d'être directement touché par la corruption pour croire que la corruption est courante. Les autres corrélats de la perception de la corruption du gouvernement sont semblables à ceux de la victimisation par la corruption. Les hommes, ceux qui vivent dans les zones urbaines ou dans des endroits où la criminalité est courante ainsi que les répondants qui sont relativement riches, instruits, et âgés, sont plus susceptibles de croire que le gouvernement est corrompu, même après la prise en compte des expériences personnelles de ces individus qui ont été sollicités pour verser des pots-de-vin. Et bien que les citoyens qui reçoivent une aide du gouvernement soient des cibles plus susceptibles de corruption, ils sont toutefois moins susceptibles de croire que le gouvernement est corrompu. Une analyse plus poussée suggère que cela se produit parce que ces personnes sont plus susceptibles d'appuyer le gouvernement. Une fois que nous considérons l'approbation du gouvernement, il n'y a aucune association significative entre les bénéficiaires de l'aide sociale et les perceptions de corruption.

[15] Les coefficients sont tous standardisés. La description complète du modèle est disponible en Annexe 3.2 à la fin du chapitre.

## V. Est-ce que les citoyens des Amériques considèrent que la corruption est justifiable?

Jusqu'à présent, notre analyse de l'enquête du Baromètre des Amériques 2014 suggère que les niveaux de victimisation par la corruption sont élevés dans l'hémisphère et que la perception que le gouvernement est corrompu est très répandue. Dans de telles circonstances, l'inquiétude est que les citoyens pourraient considérer la corruption comme une activité naturelle de la politique. Plusieurs études récentes ont suggéré que des personnes peuvent voir la corruption comme une activité nécessaire dans les rouages bureaucratiques, en particulier lorsque les organismes de règlementation sont inefficaces (Méon et Weill 2010; Dreher et Gassebner 2011). Il existe également des évidences qui suggèrent que les effets négatifs de la corruption sur le bienêtre du répondant s'atténuent dans des contextes de corruption élevée puisque les citoyens s'adaptent à leur réalité ou commencent à le voir comme un des coûts pour faire des affaires (Graham 2011). Ainsi, à travers les nouvelles questions, on cherche à savoir si les citoyens des Amériques croient que la corruption est une pratique acceptable et, en particulier, si ceux qui s'y engagent sont plus susceptibles de la justifier.

Le Baromètre des Amériques demande aux répondants si des pots-de-vin peuvent être justifiés.[16]

| | Non | Oui | DK |
|---|---|---|---|
| **EXC18**. Compte tenu de la façon dont les choses se passent, pensez-vous qu'il est parfois justifiable de verser un pot-de-vin ? | 0 | 1 | 88 |

Le pourcentage de personnes qui pensent que les pots-de-vin peuvent être justifiés — 16 % (Figure 3.11) — est à peu près le même que le nombre de personnes qui ont été sollicitées pour des pots-de-vin. Cependant, ce même pourcentage est nettement plus élevé parmi les personnes qui ont effectivement versé un pot-de-vin dans la dernière année (figure 3.12) : presque une personne sur 3 ayant versé un pot-de-vin pense que celui-ci peut être justifié. Par contre, chez ceux qui n'ont pas versé de pot-de-vin, seule une personne sur huit croit que la corruption est justifiable[17]

Dans des analyses qui ne sont pas présentées ici, nous tentons d'identifier quels individus étaient les plus susceptibles de croire que le versement d'un pot-de-vin était justifiable. La justification de la corruption est plus fréquente chez les personnes les plus jeunes, les hommes et celles qui vivent dans les zones urbaines. Elle est plus fréquente chez les plus riches de la société. Les personnes qui ont indiqué qu'un crime a été commis dans leur quartier sont plus susceptibles de croire que la corruption pourrait également être justifiée. Que le répondant ait été sollicité ou non pour verser un pot-de-vin, ces différences existent et ne reflètent pas les différences dans les groupes qui ont été ciblés pour de la corruption et qui ont justifié ensuite ce comportement. Pourtant, si l'on compare la justification de la corruption entre ceux qui ont été sollicités pour des pots-de-vin et ceux qui n'ont pas été sollicités, un différence importante se dégage : les personnes qui ont été sollicitées pour un pot-de-vin et qui reçoivent l'aide du gouvernement sont plus susceptibles de croire que la corruption est justifiable que les autres victimes de corruption (Figure 3.13), ce qui peut expliquer le fait que certains y voient un lien entre le pot-de-vin qu'ils ont payé et les avantages qu'ils reçoivent et se sentent donc confortés dans leurs

[16] Cette question n'a pas été posée au Guatemala, au Costa Rica, au Chili, au Brésil ou à Trinité-et-Tobago en 2014.
[17] La recherche sur le Baromètre des Amériques 2012 arrive à une conclusion similaire (voir Carlin 2013).

actions[18] .Toutes ces données suggèrent que la corruption peut créer un contexte où elle est plus susceptible d'être tolérée (voir aussi Carlin 2013).

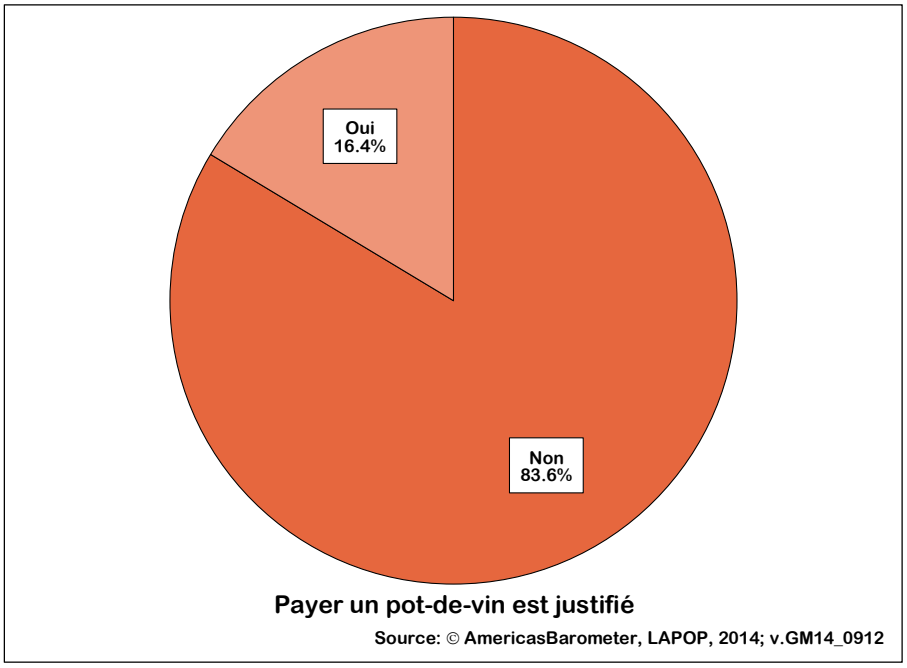



**Figure 3.11. Est-ce que les répondants pensent que le versement d'un pot-de-vin peut être justifiée dans le temps, 2014**

[18] Dans une analyse non présentée ici, nous modélisons la justification de la corruption en fonction des variables de contrôle de la figure 3.10 et mettons en interaction la victimisation par la corruption et la réception de l'aide du gouvernement et nous constatons que les deux variables modifient considérablement leur effet. L'écart entre les victimes de la corruption et ceux qui ne sont pas victimes est significativement ($p < 0,05$) plus large chez ceux qui ont reçu l'aide du gouvernement que dans la population générale.

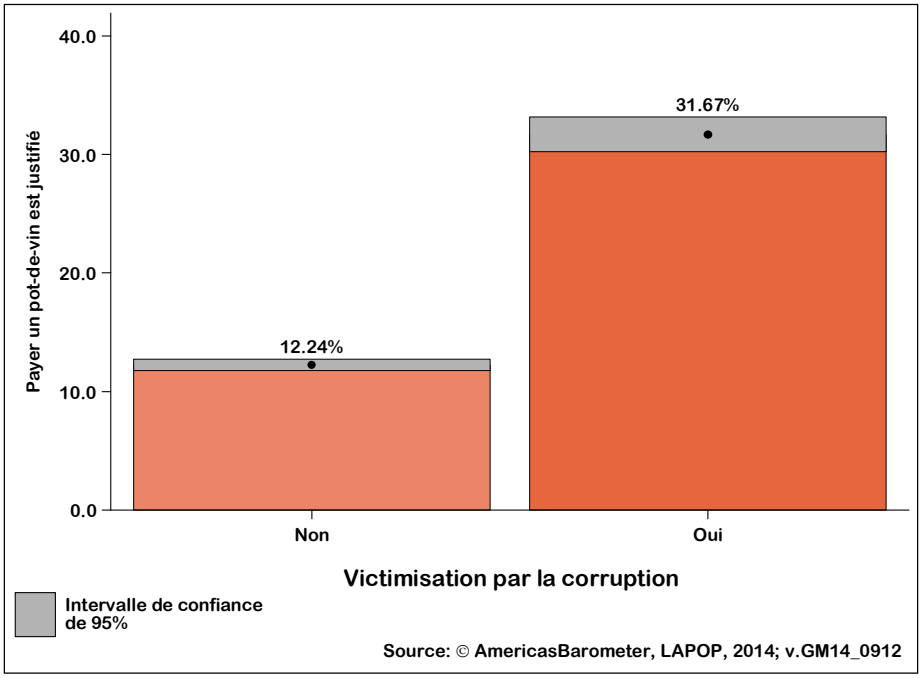



**Figure 3.12. La justification de la corruption est plus élevée chez ceux qui ont été sollicités pour verser un pot-de-vin, 2014**

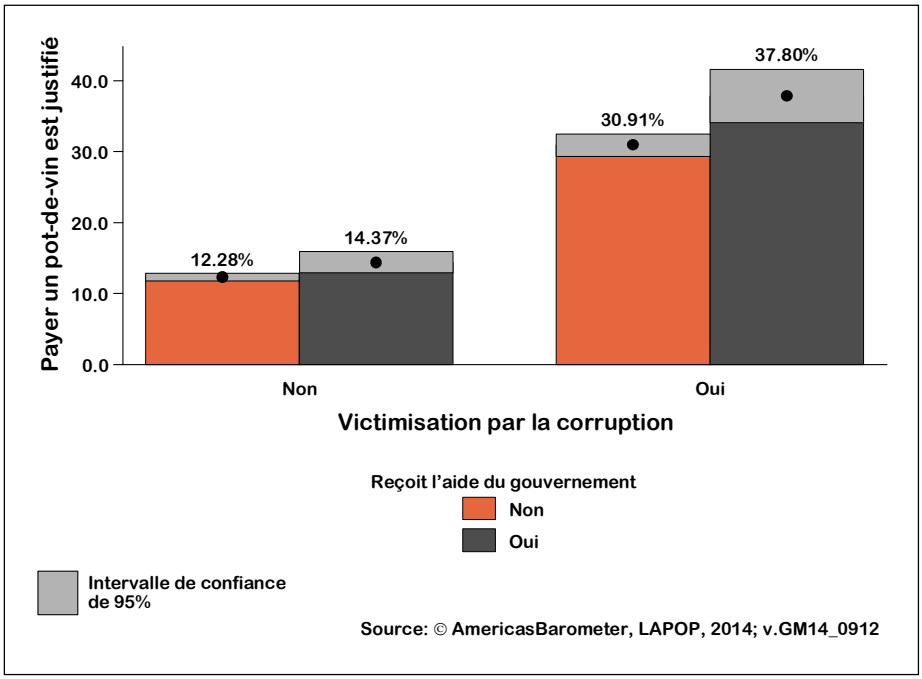



**Figure 3.13. Les personnes qui reçoivent l'aide financière du gouvernement sont plus susceptibles de croire que la corruption peut être justifiée, surtout si elles ont été sollicitées pour un pot-de-vin, 2014**

Pourtant, nous ne devrions pas négliger le fait que la plupart des individus — plus de 68% — qui ont eu à verser un pot-de-vin dans la dernière année croient encore qu'il n'est jamais justifié de payer un pot-de-vin. En d'autres termes, la plupart des citoyens dans les Amériques rejettent la corruption, malgré sa prévalence dans la société et dans la politique, même s'ils peuvent se trouver dans une position où ils

se sentent obligés de verser un pot-de-vin. Ainsi, de nombreux citoyens des Amériques peuvent être offensés par la corruption qui règne dans leur société et ceci, à son tour, peut les conduire à avoir une opinion négative envers des institutions démocratiques. Les analyses dans les chapitres suivants aborderont cette possibilité.

## VI. Conclusion

La corruption a des effets économiques, sociaux et politiques pernicieux. Pourtant, malgré les progrès réalisés dans la réduction de la corruption dans certains pays, la corruption reste très répandue dans de nombreux pays des Amériques. En moyenne, un citoyen sur cinq a déclaré avoir versé un pot-de-vin l'année dernière. De façon plus déconcertante, au moins 68 % des répondants dans tous les pays où l'enquête a été menée en 2014 croient que la corruption est assez ou très courante chez les responsables gouvernementaux de leur pays. Dans la plupart des pays, ce pourcentage est plus élevé. Alors que la plupart des citoyens croient que la corruption ne peut jamais être justifiée, de nombreux citoyens ont un avis contraire et ceci est particulièrement vrai pour ceux qui ont été impliqués dans des échanges corrompus.

Ainsi, l'enquête du Baromètre des Amériques nous rappelle que les citoyens vivent fréquemment la corruption dans leur vie quotidienne et ils la perçoivent comme une activité répandue au niveau de l'élite. La relative cohérence entre les taux agrégés de corruption et les perceptions de la corruption à travers les vagues de l'enquête rappelle la gravité de ces problèmes dans l'hémisphère. Ce qui inquiète les défenseurs de la démocratie dans la région, c'est que si rien n'est fait, la corruption pourrait entraver l'appui à la démocratie.

# Annexe

**Annexe 3.1: Coefficients de la figure 3.5-Predicteurs des demandes de pot-de-vin, 2014**

| | Coefficient standardisé | (t) |
|---|---|---|
| Rural | -0.097* | (-4.51) |
| Femme | -0.262* | (-16.57) |
| Niveau d'éducation | 0.081* | (3.88) |
| Quintile de richesse | 0.132* | (6.68) |
| Aide reçue du gouvernement | 0.081* | (4.77) |
| Crimes qui se sont passés dans le quartier | 0.326* | (17.12) |
| Couleur de la peau | -0.040 | (-1.80) |
| 16-25 ans | -0.090* | (-4.47) |
| 26-35 ans | 0.006 | (0.28) |
| 46-55 ans | -0.037 | (-2.02) |
| 56-65 ans | -0.089* | (-4.54) |
| 66 ans et plus | -0.189* | (-8.57) |
| Guatemala | -0.056* | (-2.46) |
| Salvador | -0.254* | (-9.39) |
| Honduras | -0.041 | (-1.59) |
| Nicaragua | -0.177* | (-7.73) |
| Costa Rica | -0.166* | (-5.94) |
| Panama | -0.102* | (-3.11) |
| Colombie | -0.223* | (-8.68) |
| Équateur | -0.065* | (-2.04) |
| Bolivie | 0.029 | 0.89) |
| Pérou | -0.032 | (-1.49) |
| Paraguay | 0.005 | (0.29) |
| Chili | -0.364* | (-9.26) |
| Uruguay | -0.307* | (-12.16) |
| Brésil | -0.203* | (-7.15) |
| Venezuela | -0.049* | (-2.03) |
| Argentine | -0.120* | (-5.27) |
| République dominicaine | -0.082* | (-3.22) |
| Haïti | 0.393* | (15.17) |
| Jamaïque | -0.237* | (-10.32) |
| Guyane | -0.124* | (-4.80) |
| Trinité-et-Tobago | -0.225* | (-9.03) |
| Belize | -0.059* | (-3.46) |
| Constant | -1.448* | (-63.98) |
| Nombre d'observations | 29123 | |
| Taille de la population | 25866.08 | |
| Design df | 1969 | |
| F(34, 1936) | 55.79* | |
| Logit binaire avec les Statistiques-t sur les erreurs-types ajustées pour la conception de l'enquête entre parenthèses. * p<0.05 | | |

Les États-Unis et le Canada ne sont pas inclus dans le modèle en raison des observations manquantes sur au moins une variable.

**Appendix 3.2: Facteurs associés à la perception de la corruption du gouvernement, 2014**

| | Coefficient standardisé | (t) |
|---|---|---|
| Demande de pot-de-vin | 0.076* | (5.00) |
| Rural | -0.083* | (-4.72) |
| Femme | -0.044* | (-3.51) |
| Niveau d'éducation | 0.128* | (7.68) |
| Quintile de richesse | 0.083* | (5.60) |
| Aide reçue du gouvernement | -0.034* | (-2.40) |
| Crimes qui se sont passés dans le quartier | 0.123* | (8.58) |
| Couleur de la peau | -0.005 | (-0.27) |
| 16-25 ans | -0.103* | (-6.55) |
| 26-35 ans | -0.003 | (-0.17) |
| 46-55 ans | 0.007 | (0.45) |
| 56-65 ans | 0.024 | (1.51) |
| 66 ans et plus | 0.054* | (3.69) |
| Guatemala | -0.043* | (-1.99) |
| Salvador | -0.070* | (-3.45) |
| Honduras | -0.082* | (-3.69) |
| Nicaragua | -0.094* | (-4.52) |
| Panama | -0.095* | (-4.67) |
| Colombie | 0.082* | (3.35) |
| Équateur | -0.175* | (-6.03) |
| Bolivie | -0.136* | (-4.38) |
| Pérou | 0.035 | (1.79) |
| Paraguay | 0.062* | (3.07) |
| Uruguay | -0.151* | (-7.92) |
| Venezuela | 0.040 | (1.93) |
| Argentine | 0.028 | (1.58) |
| République dominicaine | 0.052* | (2.10) |
| Haïti | -0.156* | (-6.50) |
| Jamaïque | 0.047* | (2.27) |
| Guyane | 0.055* | (2.32) |
| Belize | 0.005 | (0.27) |
| Coupe 1 | -3.212 | (-74.48) |
| Coupe 2 | -1.429 | (-50.13) |
| Coupe 3 | 0.404 | (15.59) |
| Nombre d'interviews | 22124 | |
| Taille de la population | 20675.9 | |
| Design df | 1354 | |
| F (31, 1324) | 32.32* | |
| Logit ordonné avec des erreurs-types ajustées pour la conception de l'enquête entre parenthèses.* p<0.05 | | |

Le modèle ne comprend pas le Brésil, le Costa Rica, le Chili, Trinité-et-Tobago, les États-Unis, ou le Canada parce que ces pays ont des observations manquantes sur au moins une variable dans le modèle.

# Chapitre 4. Performance et gouvernement local dans les Amériques

*Gregory J. Love, Ryan E. Carlin, et Matthew M. Singer*

## I. Introduction

Les citoyens interagissent plus fréquemment avec les représentants et les fonctionnaires locaux qu'avec ceux du niveau national ou régional. Pour les résidents des Amériques, la performance du gouvernement local, sa réactivité et sa fiabilité sont des facteurs centraux de légitimité du système politique. En outre, la performance des services locaux a des impacts cruciaux et matériels sur la qualité de vie des citoyens. En raison de la reconnaissance de l'importance des gouvernements locaux, des organisations internationales et des gouvernements nationaux, des ressources importantes ont été mobilisées pour poursuivre la décentralisation fiscale et politique. Ce chapitre examine une série de questions afin d'évaluer les points de vue des citoyens sur les gouvernements locaux et leurs services et aussi de mesurer la participation dans les Amériques. Par exemple, combien de fois les citoyens interagissent avec les collectivités locales? Comment évaluent-ils ces interactions? Quelles sont les tendances de la dernière décennie dans l'évaluation du gouvernement local et de ses services? Dans quelle mesure les facteurs nationaux affectent-ils les évaluations du gouvernement local?

Alors que le gouvernement local est le niveau d'interaction directe entre les citoyens et l'État, le pouvoir des gouvernements locaux varie substantiellement au sein même des pays, mais également entre les pays de l'hémisphère. À certains endroits, les autorités locales disposent d'assez de ressources, alors que d'autres ont peu d'autonomie financière et politique. De plus, les gouvernements locaux peuvent être peu ou très démocratiques. Une prémisse centrale qui sera démontrée dans ce chapitre est que le gouvernement local peut effectivement façonner les attitudes des citoyens envers la démocratie dans son ensemble.

## II. Principaux résultats du chapitre

À l'aide des données de l'enquête Baromètre des Amériques, ce chapitre examine trois aspects clés de l'engagement citoyen avec le gouvernement local. Le premier est la participation aux affaires gouvernementales et aux activités communautaires. Les principaux résultats sont les suivants :

- En 2014, la participation des citoyens aux réunions des gouvernements locaux a atteint son plus bas niveau, avec seulement 1 répondant sur 10 ayant assisté à une réunion au cours des 12 derniers mois.
- Depuis 2006, davantage de citoyens ont formulé des demandes aux fonctionnaires locaux.
- Les personnes les plus satisfaites et celles les moins satisfaites à l'égard des services locaux étaient les plus susceptibles d'assister aux réunions du gouvernement local (par rapport aux répondants qui sont moyennement satisfaits).
- Les citoyens des pays fédéraux étaient plus susceptibles de faire pression sur leur gouvernement local.

Le second aspect évalué dans ce chapitre est l'évaluation des services locaux:

- La satisfaction envers les services locaux en général, et ceux spécifiques, demeure assez neutre avec la plupart des répondants qui qualifient de « ni bonne, ni mauvaise » la prestation de services.
- Les évaluations des écoles publiques dans les Amériques ont quelque peu diminué entre les vagues 2012 et 2014 du sondage.
- Durant la même période, l'évaluation moyenne des soins de santé publique ont augmenté (et les évaluations de l'état des routes sont demeurées inchangées).

La dernière session du chapitre aborde la confiance des citoyens envers les gouvernements locaux :

- La moyenne régionale de la confiance envers le gouvernement local a atteint son plus bas niveau en 2014.
- Les évaluations des services locaux sont fortement corrélées avec la confiance envers le gouvernement local.
- Être victime de la corruption est négativement liée à la confiance envers le gouvernement local.
- La perception de l'insécurité est également liée négativement à la confiance envers le gouvernement local et est à son plus haut niveau depuis 2006.

Le reste du chapitre explore trois principaux aspects du gouvernement local et de la participation. Premièrement, nous regarderons comment et combien de fois les citoyens des Amériques interagissent avec leur gouvernement local et s'impliquent pour améliorer leur communauté. Cette section se termine avec un survol des facteurs individuels qui expliquent pourquoi les citoyens font ces demandes. Ensuite, nous nous tournerons vers les évaluations des services locaux des citoyens (routes, écoles et soins de santé) ainsi que vers les facteurs individuels relatifs aux évaluations des citoyens de ces services. Enfin, nous explorerons les niveaux de confiance envers les municipalités au fil du temps dans quelques pays sélectionnés ainsi que les corrélats individuels de cette confiance. Le chapitre se termine par une discussion des modes d'interaction, d'appui et sur les évaluations des niveaux de gouvernement les plus proches des citoyens.

## III. Gouvernement local, Participation, Confiance institutionnelle et Démocratie

Alors que plusieurs pays en développement ont pris le chemin de la décentralisation, celle-ci est particulièrement prononcée en Amérique latine et dans les Caraïbes (Rondinelli, Nellis et Cheema 1983). Elle s'est initiée simultanément avec l'avènement de la «Troisième vague» de la démocratisation dans l'Hémisphère (Huntington 1991), permettant ainsi le renforcement des gouvernements locaux et l'adoption de procédures démocratiques pour la représentation au niveau local. Cependant, il y a une variation importante au niveau du succès et de l'ampleur de la décentralisation et de la démocratisation à ce niveau de gouvernement (Benton 2012).

La recherche sur les politiques locales est marquée par l'enthousiasme et le scepticisme quant à l'influence de cette décentralisation sur la consolidation de la démocratie. Certains auteurs affirment qu'accroitre la décentralisation crée des résultats positifs pour la gouvernance et la démocratie. L'étude de Faguet sur le processus de décentralisation de la Bolivie en 1994 révèle une transformation des modes d'investissement locaux et nationaux de sorte qu'ils bénéficiaient aux municipalités avec des grands besoins en éducation, en assainissement et en agriculture (Faguet 2008). Les résultats de Akai et Sakata montrent aussi que la décentralisation fiscale aux États-Unis a un impact positif sur la croissance économique (Akai and Sakata 2002). De plus, se basant sur des recherches transnationales, Fisman et Gatti's trouvent des résultats qui contredisent les études antérieures, car selon eux, la décentralisation fiscale dans les dépenses gouvernementales conduit à des niveaux inférieurs de corruption (Fisman and Gatti 2002).

En outre, d'autres affirment que les politiques locales ne produisent pas toujours des résultats démocratiques et efficients et peuvent même s'avérer problématiques lorsque les gouvernements locaux et les communautés sont mal préparés. Bardha prévient que les gouvernements locaux des pays en développement sont souvent contrôlés par des élites qui profitent des institutions et des frustrations issues des prestations de service et plus largement du développement (Bardhan 2002). Willis & al. montrent que la décentralisation des pouvoirs administratifs et l'expansion de la capacité fiscale locale au Mexique ont conduit à la détérioration des services et à l'accroissement des inégalités dans les États pauvres (Willis, Garman, and Haggard 1999). Galiani et al. trouvent qu'alors que la décentralisation accroit la performance globale des élèves du secondaire en Argentine, la performance à l'école décline dans les régions pauvres et dans les provinces qui manquent de capacités techniques (Galiani, Gertler, and Schargrodsky 2005). De plus, comme l'affirme Van Cott (2008), le succès de la démocratie locale dépend souvent de la nature « par le bas » du processus de décentralisation, la présence effective du leadership du maire, la cohésion du parti et l'appui de la société civile. De la même façon, Falleti (2010) affirme avec insistance que la nature et l'ampleur de la décentralisation en particulier en Amérique latine sont liées aux intérêts partisans et territoriaux des élites au moment de l'implantation des réformes. Au total, la littérature existante est plutôt nuancée quant à l'efficacité et l'ampleur de la décentralisation dans la région.

La performance du gouvernement local ne concerne pas seulement la qualité des services offerts aux citoyens et la participation politique des résidents, mais aussi le potentiel d'affecter la confiance envers les institutions démocratiques et l'appui aux normes démocratiques. Puisque plusieurs citoyens interagissent seulement avec le gouvernement au niveau local, ces expériences ont le potentiel d'être centrales dans le développement de la confiance et des attitudes démocratiques. Dans ce chapitre et dans le suivant, nous explorerons ces liens puisqu'une proportion importante des citoyens s'appuie sur ses expériences avec les gouvernements locaux lors de l'évaluation de la démocratie et des institutions démocratiques. Dans une étude sur la Bolivie, Hiskey & Seligson (2003) montrent que la démocratisation peut améliorer l'appui aux institutions ; toutefois, le fait de s'appuyer sur la performance du gouvernement local comme seule base de l'évaluation du système peut devenir un problème lorsque les institutions locales ne performent pas bien (Hiskey and Seligson 2003). Weitz-Shapiro (2008) trouve aussi que les Argentins s'appuient sur les évaluations du gouvernement local pour évaluer la démocratie dans son ensemble. Selon son étude, les citoyens savent distinguer les différentes dimensions de la performance gouvernementale ; alors que la perception de la corruption locale affecte la satisfaction envers la démocratie, ce n'est pas le cas pour la perception de l'efficience bureaucratique. En utilisant les données du Baromètre des Amériques, Jones-West trouve que les citoyens qui ont davantage de contacts avec leur gouvernement local et ceux qui en sont satisfaits sont davantage susceptibles d'arborer

des valeurs démocratiques (Jones-West 2011). Cette relation est particulièrement forte chez les groupes minoritaires.

Si la performance du gouvernement local et la participation sont centrales à la légitimité démocratique comme il l'affirme, l'inclusion au niveau local des minorités et des femmes est cruciale à la représentation et à la qualité de la démocratie en général. Une question cruciale dans ce domaine est de savoir si la décentralisation peut améliorer la représentation des groupes qui sont historiquement marginalisés tels que les femmes et les minorités raciales ou ethniques. Les chercheurs, sur ce sujet, perçoivent habituellement les institutions locales comme des canaux à travers lesquels les minorités peuvent exprimer leurs intérêts (Hirschmann 1970). De plus, les fonctionnaires publics peuvent être meilleurs que les fonctionnaires au niveau national en agrégeant et en articulant les préférences des minorités, améliorant efficacement la représentation des minorités (Hayek 1945). Si la décentralisation facilite la représentation des minorités, elle contribue aussi à accroitre les niveaux d'appui au système et la satisfaction envers la démocratie, particulièrement au sein des groupes minoritaires (Jones-West 2011).

Néanmoins, la recherche existante a produit des résultats mitigés (Pape 2007, 2008). Patterson a trouvé que la décentralisation des lois électorales au Sénégal en 1996 a contribué à accroitre la participation des femmes aux politiques locales, sans pour autant conduire à des politiques plus favorables aux femmes (Patterson 2002). West utilise la vague 2010 du Baromètre des Amériques pour montrer que la récente vague de décentralisation en Amérique latine n'accroit pas l'inclusion des minorités ou l'accès au gouvernement local. Le rapport 2012 du Baromètre des Amériques montre qu'il n'y a pas de relation entre le sexe et la couleur de la peau (une variable «proxy» pour les statuts minoritaires), respectivement, et le fait de formuler des demandes aux officiels locaux. De plus, le rapport 2012 ne trouve pas de relation significative entre la confiance envers le gouvernement local et le sexe ainsi que le teint plus foncé de la peau. Dans ce chapitre nous explorerons si ces relations perdurent ou si des liens nouveaux ou modifiés se sont développés entre les gouvernements locaux, les femmes et les minorités.

Dans la section suivante du chapitre, nous examinerons dans quelle mesure les citoyens participent aux politiques locales, font des demandes à leurs leaders locaux, évaluent les institutions politiques locales et participent à la construction de la communauté locale. Nous mettrons l'accent sur les indicateurs de deux types de participation directe: la participation aux réunions organisées dans leur localité et la présentation de requêtes aux autorités locales. Nous explorerons aussi une dimension indirecte du phénomène : le fait d'oeuvrer à résoudre les problèmes de la communauté. Nous comparerons l'ampleur de la participation aux politiques locales des citoyens de différents pays à travers les canaux formels et nous comparerons les résultats transnationaux de 2014 avec ceux des années antérieures (2004, 2006, 2008, 2010, 2012). Nous chercherons à identifier les principaux déterminants de deux types de participation gouvernementale, avec un accent particulier sur la performance du gouvernement local et l'inégalité raciale, ethnique et du sexe. Ensuite, nous ferons une évaluation de la mesure de satisfaction des citoyens à l'égard de leurs gouvernements locaux et les services locaux à travers les Amériques. Finalement, nous examinerons la confiance envers le gouvernement local et nous chercherons à comprendre qui sont les citoyens des Amériques qui ont une grande ou une moindre confiance envers leurs gouvernements.

Notons que les études antérieures utilisant les enquêtes du Baromètre des Amériques, incluant le rapport régional de 2012 ont examiné en détail certains de ces phénomènes, et que plusieurs autres publications existent pour ceux qui s'intéressent à ces sujets (Montalvo 2009a ; 2009b ; 2010).

## IV. Participation au niveau local

Le Baromètre des Amériques 2014 inclut une série de questions permettant de mesurer l'engagement des citoyens avec le système politique local.

| |
|---|
| Maintenant, parlons de votre municipalité locale….. |
| **NP1**. Avez-vous participé à une réunion municipale, réunion du conseil municipal ou autre réunion au cours des 12 mois passés?<br>(1) Oui (2) Non (88) Ne connait pas (98) Ne réponds pas |
| **NP2.** Avez-vous demandé de l'aide ou présenté une requête à n'importe quel bureau, fonctionnaire ou le président du conseil de la municipalité au cours des 12 derniers mois?<br>(1) Oui **[Continue]** (2) Non **[Allez à SGL1]** (88) Ne connait pas **[Allez à SGL1]**<br>(98) Ne réponds pas **[Allez à SGL1]** |

### *Participation aux réunions locales*

Comment la participation aux réunions municipales a-t-elle évoluée au cours des dernières années ? En regroupant l'ensemble des pays de la région, la figure 4.1 montre les niveaux de participation locale dans les Amériques depuis 2004.[1] Les premières vagues d'enquêtes ont relevé un niveau très élevé de la participation aux réunions des gouvernements locaux. Depuis lors, le taux de participation est resté relativement stable jusqu'en 2014 avec environ 11 % de personnes qui ont participé aux réunions municipales entre les années 2008 et 2014. De plus, la plus récente vague du Baromètre des Amériques a identifié un nouveau « niveau plancher » en matière de participation publique dans le gouvernement local. Au cours des deux dernières, il y a eu une baisse d'environ un point de pourcentage dans la participation aux réunions locales, une baisse supérieure à 8 % de la moyenne à l'échelle régionale pour la participation.[2]

[1] Suivant les conventions de LAPOP, tous les pays de la région sont mesurés de façon égale, au regard de la taille de leur population.

[2] La figure 4.1, et toutes les figures qui présentent des données chronologiques dans le chapitre (sauf lorsque mentionné) seraient à peu près inchangées si elles n'incluaient que les 22 pays qui ont été enquêtés depuis 2006. Nous excluons ces figures pour ne pas alourdir le texte inutilement.

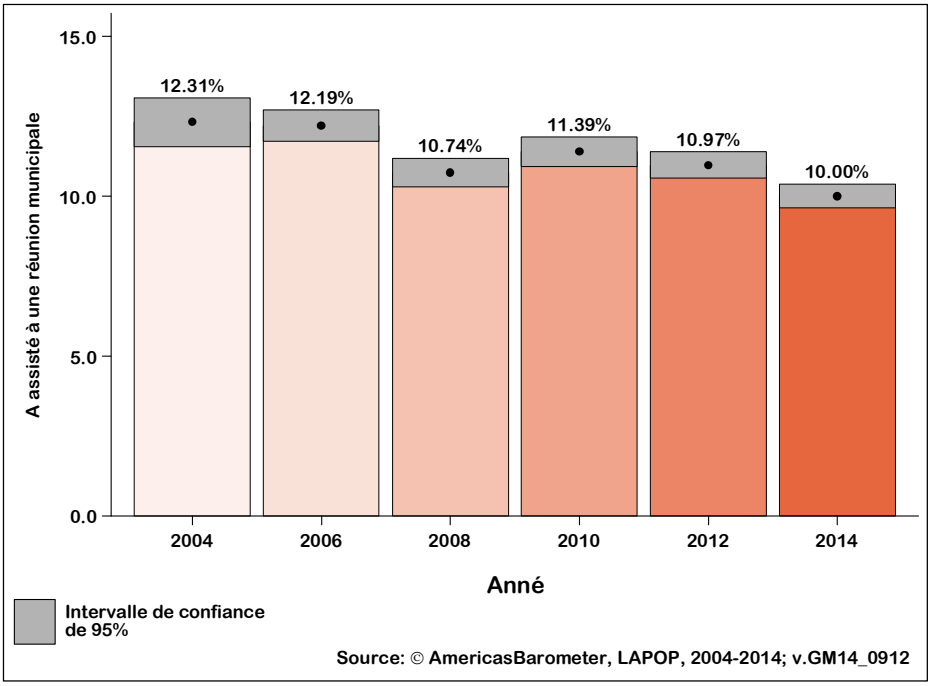



**Figure 4.1. Participation aux réunions municipales, 2004-2014**

La figure 4.2 utilise les données du Baromètre des Amériques 2014 pour illustrer le pourcentage des citoyens dans chaque pays des Amériques qui déclarent avoir assisté à une réunion locale dans la dernière année. Nous observons une grande variation du taux de participation des citoyens aux réunions municipales à travers les pays. Comme dans l'enquête de 2012, les taux de participation les plus élevés en 2014 se trouvent en Haïti et aux États-Unis. Alors qu'Haïti a toujours le taux le plus élevé, il a substantiellement diminué depuis de 2012 (taux de participation de 21,2 %), avec une valeur précédente élevée susceptible d'être liée à la reprise et à la reconstruction du pays dévasté après le séisme massif de 2010. Aussi, le Chili, le Panama, et l'Argentine ont de faibles taux de participation. Les taux de participation ne sont pas directement liés au niveau de décentralisation dans les pays. Tandis que le Panama et le Chili sont des régimes unitaires, et donc plus susceptibles d'avoir des gouvernements locaux plus faibles, l'Argentine dispose d'un système fédéral fort et étendu. Dans l'ensemble, quelques-uns des plus forts systèmes fédéraux de l'Amérique latine (Argentine, Brésil et Mexique) se situent dans le tiers inférieur en matière de participation au niveau local. De façon étonnante, cela signifie — selon les données du Baromètre des Amériques 2014 — qu'il n'y a pas de relation significative entre le fédéralisme politique officiel et le taux de participation aux réunions locales.

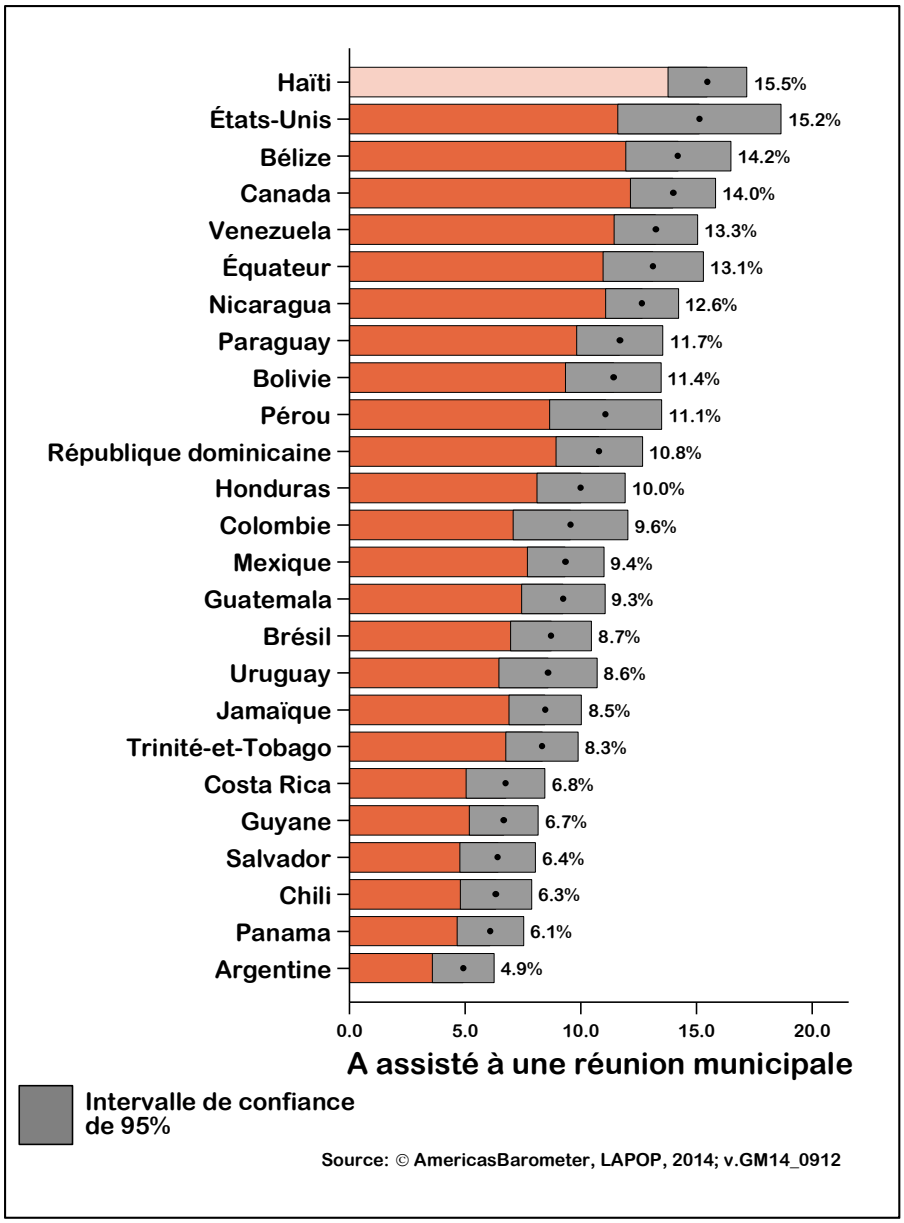



**Figure 4.2. Participation aux réunions municipales dans les pays des Amériques, 2014**

## *Demande faite au gouvernement local*

Tandis que la participation aux réunions municipales est un moyen crucial pour les citoyens de s'engager avec leurs gouvernements locaux, un autre point important d'interaction est lorsque les citoyens formulent des demandes aux fonctionnaires locaux. Le Baromètre des Amériques nous permet d'examiner ces deux activités. Comment la formulation de demande locale évolue-t-elle au fil du temps? Sur la figure 4.3, contrairement à la figure 4.1, nous observons des signes encourageants. En 2014, la formulation de demande des citoyens au gouvernement local a atteint son niveau le plus élevé depuis 2006. Le point de vue optimiste de ce changement est que les citoyens sentent que la demande au gouvernement pour le changement est une avenue potentielle et effective de changement pour remédier aux problèmes. Par ailleurs, il est également possible d'interpréter cet accroissement dans une

perspective plus pessimiste. Ainsi, l'accroissement des demandes pourrait être le simple résultat du déclin de la performance des gouvernements locaux. Comme nous l'avons évoqué plus haut, ces deux perspectives nous semblent pertinentes.

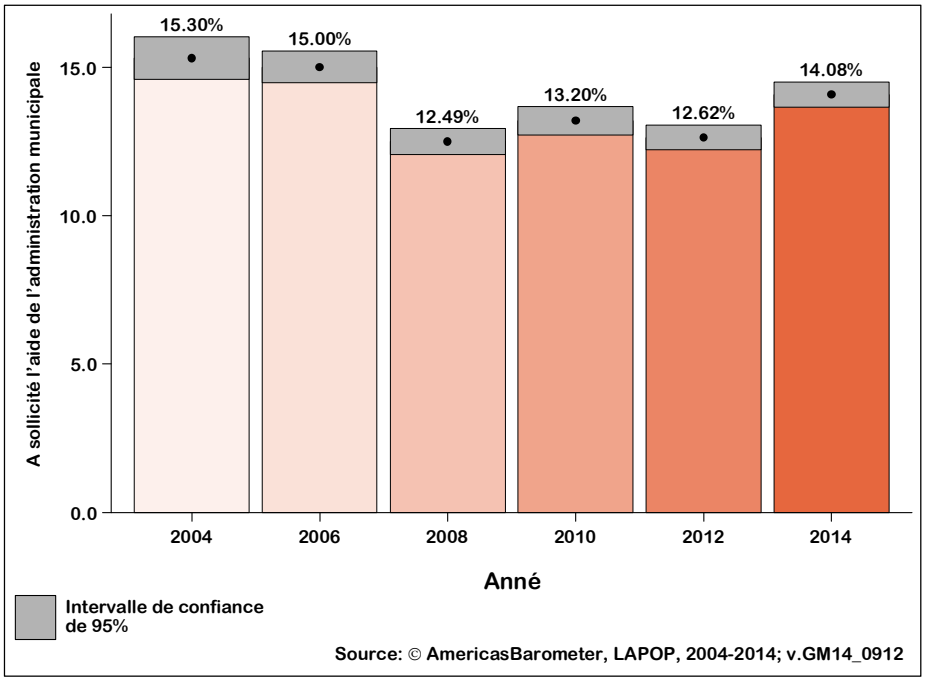



**Figure 4.3. Formulation de demande auprès du gouvernement local, 2004-2014**

La figure 4.4 montre une différence significative dans le pourcentage des citoyens de chaque pays qui ont formulé une requête ou une demande à une personne ou une agence du gouvernement local au cours des douze derniers mois. Comme le taux de participation aux réunions, le taux de formulation de demande auprès des gouvernements locaux varie significativement à travers les pays de la région. Suite au séisme de 2010, Haïti est passé de la première place en 2012 (21,3%) au plus bas niveau de formulation de demande. Les trois premiers pays et l'Équateur, ont tous un accroissement significatif (4 à 6 points) dans la formulation de demande. Dans beaucoup d'autres pays des Amériques, entre 10 et 16% des répondants affirment avoir fait une demande au gouvernement local. Contrairement à la participation aux réunions, une variation entre les pays dans la formulation de demande en 2014 est corrélée avec le fédéralisme politique.[3] La formulation de demande est supérieure d'un point de pourcentage dans les fédérations par rapport aux pays unitaires.

[3] Nous suivons l'approche de Lijphart's (2012) et codifions les pays comme politiquement fédéraux ceux dont les constitutions les considèrent ainsi et qui leur procure de gouvernements régionaux d'élus forts.

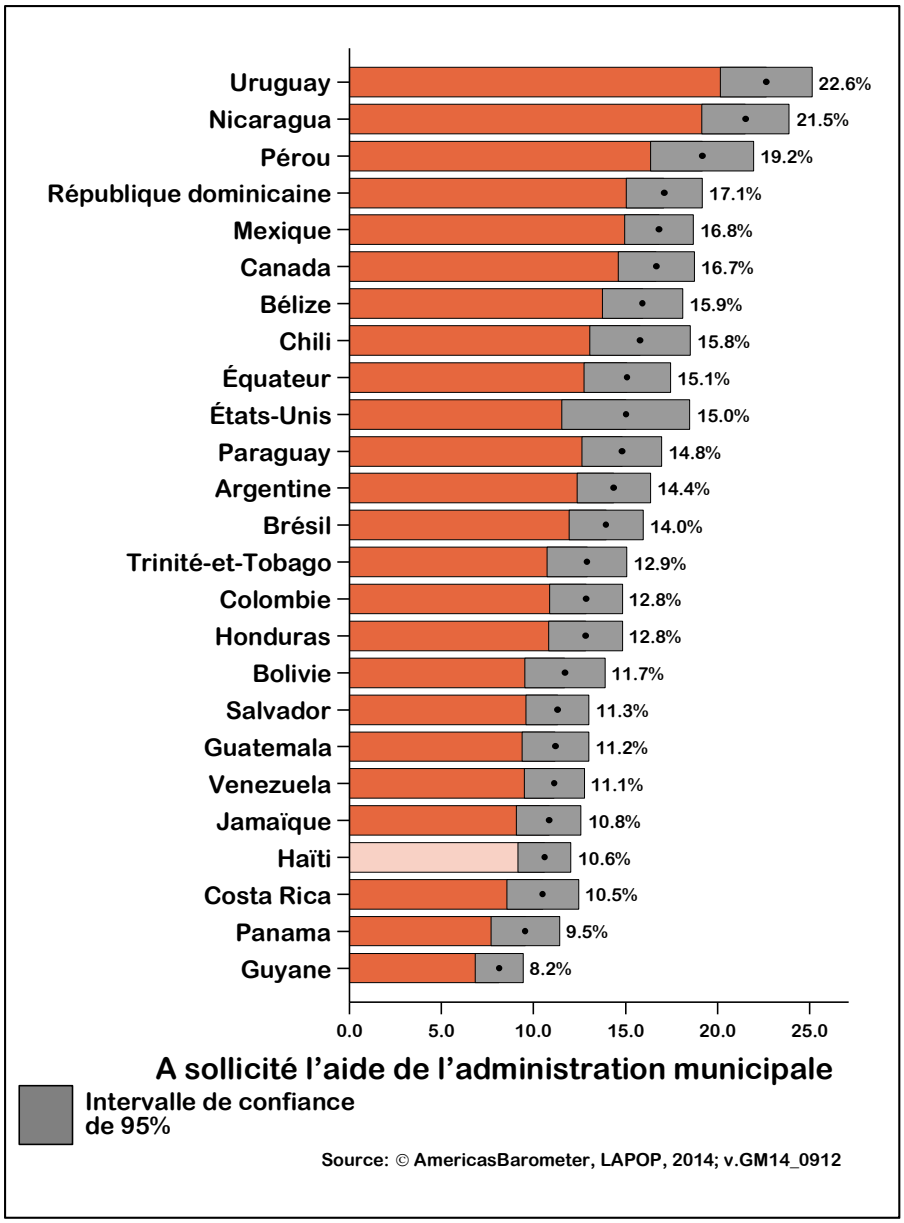



**Figure 4.4. Formulation de demande au gouvernement local, 2014**

Pour comprendre quels types d'individus sont les plus susceptibles d'adresser des demandes au gouvernement local, nous avons analysé les facteurs sociodémographiques, les expériences individuelles et différentes évaluations par la voie d'une régression logistique avec des effets fixés par pays. La figure 4.5 montre que les citoyens âgés, ceux d'un niveau de scolarité assez élevé, les habitants des milieux ruraux et les femmes sont plus susceptibles de formuler des demandes. Il en va de même pour les victimes de la corruption et ceux qui participent aux réunions du gouvernement local. Parmi tous ces facteurs, c'est la participation aux réunions locales qui est le plus fortement corrélée à la formulation de demande. Une personne qui a participé à une réunion municipale au cours de l'année écoulée est à 32 % susceptible de formuler une demande au gouvernement municipal, indiquant que plusieurs individus qui demandent des choses à leur municipalité le font via des canaux formels (voir figure 4.5 ci-dessous).

Les citoyens les mieux nantis sont généralement moins susceptibles de formuler une demande. Comme nous en avons discuté plus haut, aussi bien les plus satisfaits que les moins satisfaits formulent des demandes. La formulation de demande s'accroit généralement avec l'âge, bien qu'elle diminue chez les plus âgés, corroborant une vaste littérature sur les cycles de vie et la participation politique.

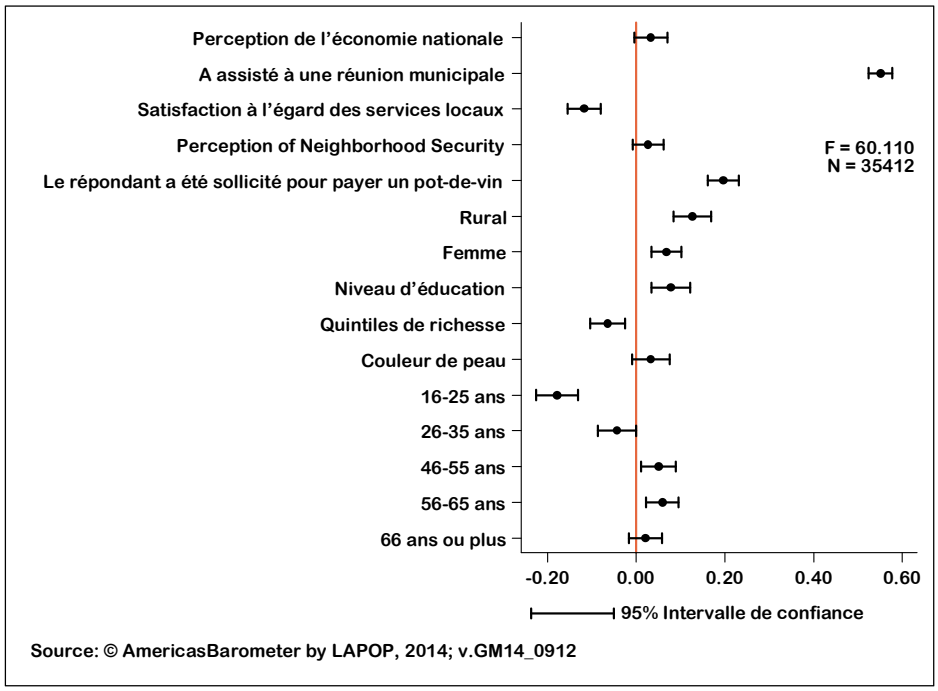



**Figure 4.5. Facteurs associés à la formulation de demandes au gouvernement municipal 2014[4]**

Dans la figure 4.6 nous examinons en détail la relation bivariée entre la formulation de demandes au gouvernement local, d'une part, la participation aux réunions du gouvernement local, la victimisation de la corruption, le lieu de résidence et la satisfaction avec les services locaux, d'autre part. L'histogramme du haut à gauche de la figure 4.6 montre clairement que ceux qui sont actifs dans le gouvernement local et ceux qui participent aux réunions municipales sont susceptibles de formuler des demandes au gouvernement local. Les victimes de la corruption sont davantage susceptibles de formuler des demandes au gouvernement local. Cependant, nous sommes incapables de dire si c'est parce qu'ils souhaitent moins de corruption ou parce qu'ils interagissent davantage avec l'État (en faisant la demande) qu'ils se placent dans cette situation. Les deux options sont possibles, mais les données ne nous permettent pas de distinguer entre elles (et les deux peuvent apparaitre simultanément).

L'histogramme du coin inférieur gauche montre que les répondants qui résident dans les zones rurales sont plus susceptibles de formuler des demandes à leur gouvernement local. Ainsi, la distance sociale et/ou géographique entre le répondant et le gouvernement influence la formulation de demande.

Celui du coin inférieur droit montre une relation bimodale entre la satisfaction envers les services et la formulation de demande. Comme l'indique la figure 4.5, en moyenne, les plus satisfaits sont moins susceptibles de formuler des demandes ; de plus nous voyons à travers la figure 4.6 que cette

[4] Pour cette analyse de régression, comme toutes celles de ce chapitre, les États-Unis et le Canada sont exclus de l'échantillon. Les résultats détaillés de ces régressions se trouvent en annexe.

interprétation peut être nuancée. Comme les moins satisfaits des services, les plus satisfaits sont également plus susceptibles de formuler des demandes. La relation bimodale est également présente dans l'analyse multivariée.

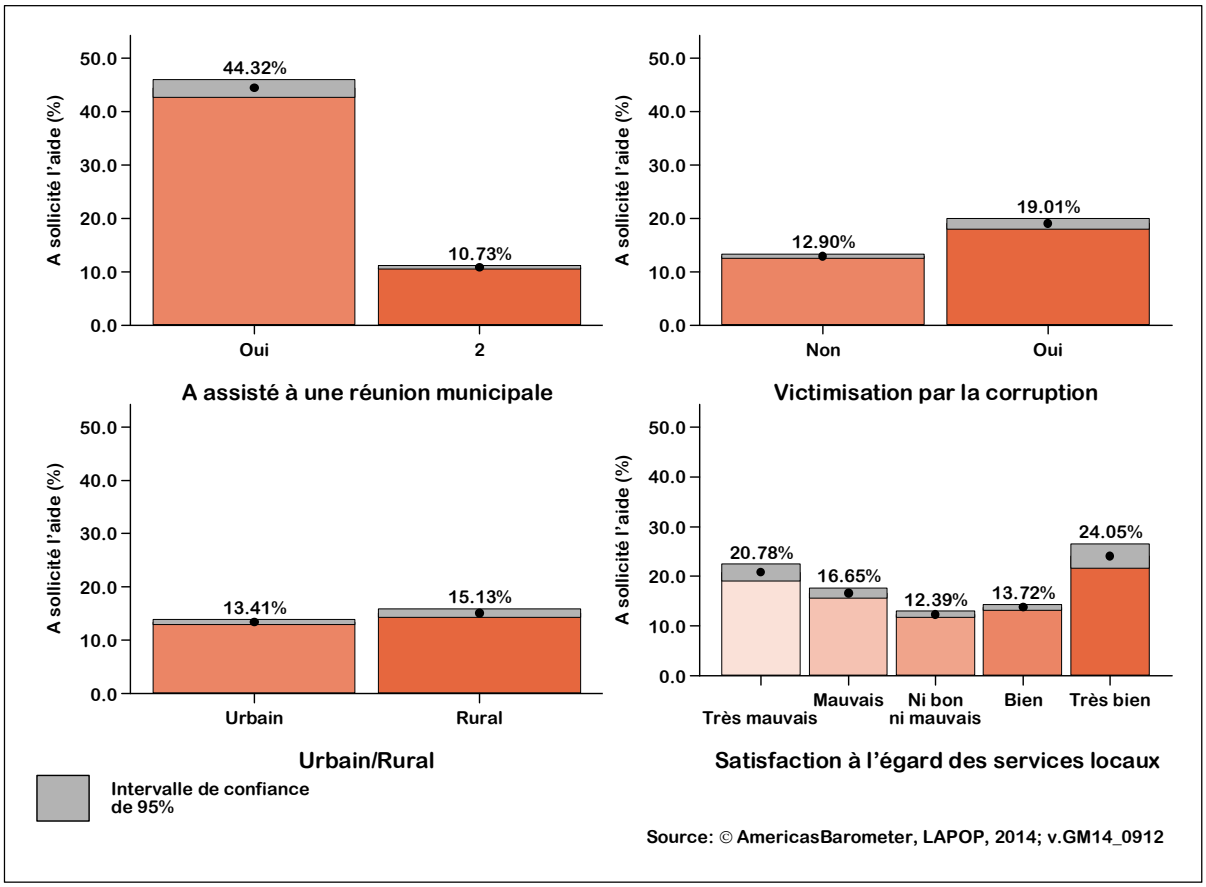



**Figure 4.6. Qui formule des demandes au gouvernement local, 2014?**

La participation des citoyens au niveau local ne se fait pas uniquement via le gouvernement local. Pour contribuer à l'amélioration de leur communauté, certains citoyens travaillent aussi dans les organisations communautaires. Afin d'obtenir une meilleure compréhension des modes d'engagement des citoyens dans leur communauté local, le Baromètre des Amériques inclut la question suivante pour mesurer si les gens travaillent pour améliorer leurs communautés et combien de fois:

**CP5**. Maintenant, changeons de sujet. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous essayé de régler un problème dans votre communauté ou dans votre voisinage? SVP, dites-moi si vous le faisiez au moins une fois par semaine, une ou deux fois par mois, une ou deux fois par an ou jamais??

| | |
|---|---|
| (1) Une fois par semaine | (2) Une ou deux fois par mois |
| (3) Une ou deux fois par an | (4) Jamais |
| (88) Ne sais pas | (98) Ne réponds pas |

En suivant les normes de LAPOP, nous avons inversé et redimensionné l'échelle de la variable afin que ses valeurs soient contenues entre 0 à 100, et que 0 signifie «jamais» et 100 une fois «par semaine».

La figure 4.7 montre que le montant moyen des efforts individuels fournis pour résoudre les problèmes communautaires est demeuré relativement stable depuis 2008. La stabilité du niveau d'implication communautaire dans la résolution des problèmes contraste avec le déclin de participation aux réunions municipales noté au début de cette section.

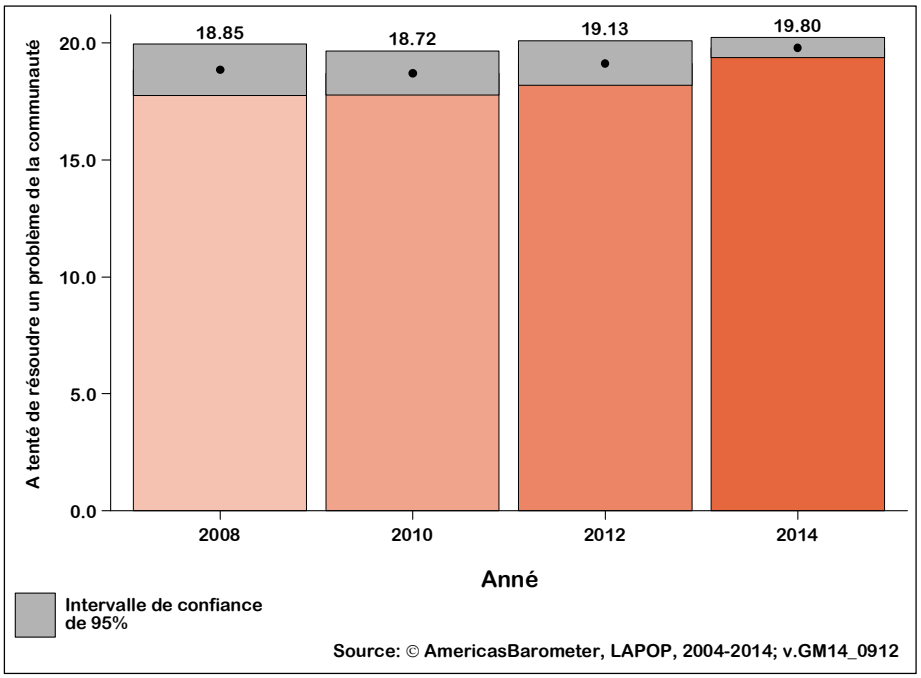



**Figure 4.7. Efforts de résolution des problèmes communautaires, 2008-2014**

## V. Satisfaction et confiance envers le gouvernement local

Comme ce fut le cas pour les vagues antérieures du Baromètre des Amériques, l'édition 2014 comporte un certain nombre de questions afin d'évaluer dans quelle mesure les citoyens sont satisfaits et font confiance à leur gouvernement local. La première question est la suivante :

**SGL1**. Pouvez-vous dire que les services qui sont fournis par la municipalité sont: **[Lire les options]**
(1) Très bien (2) Bien (3) Ni bon ni mauvais (passable) (4) Mauvais (5) Très mauvais
(88) Ne connais pas (98) Ne réponds pas

En plus, l'édition 2014 a inclus trois questions introduites dès 2012 dans l'enquête du Baromètre des Amériques:

| |
|---|
| **SD2NEW2.** En pensant à la ville/région où vous vivez, êtes-vous très satisfait, satisfait, insatisfait ou très insatisfait avec les conditions des rues, des routes et des autoroutes?<br>(1) Très satisfait (2) Satisfait (3) Insatisfait<br>(4) Très insatisfait (99) N/A (N'utilise pas) (88) Ne connais pas (98) Ne réponds pas |
| **SD3NEW2.** Et la qualité des écoles publiques? [Lire : êtes-vous très satisfait, satisfait, insatisfait ou très insatisfait?]<br>(1) Très satisfait (2) Satisfait (3) Insatisfait<br>(4) Très insatisfait (99) N/A (N'utilise pas) (88) Ne connais pas (98) Ne réponds pas |
| **SD6NEW2.** Et la qualité des services de santé et de médecine publics? [Lire : êtes-vous très satisfait, satisfait, insatisfait ou très insatisfait?]<br>(1) Très satisfait (2) Satisfait (3) Insatisfait<br>(4) Très insatisfait (99) N/A (N'utilise pas) (88) Ne connais pas (98) Ne réponds pas |

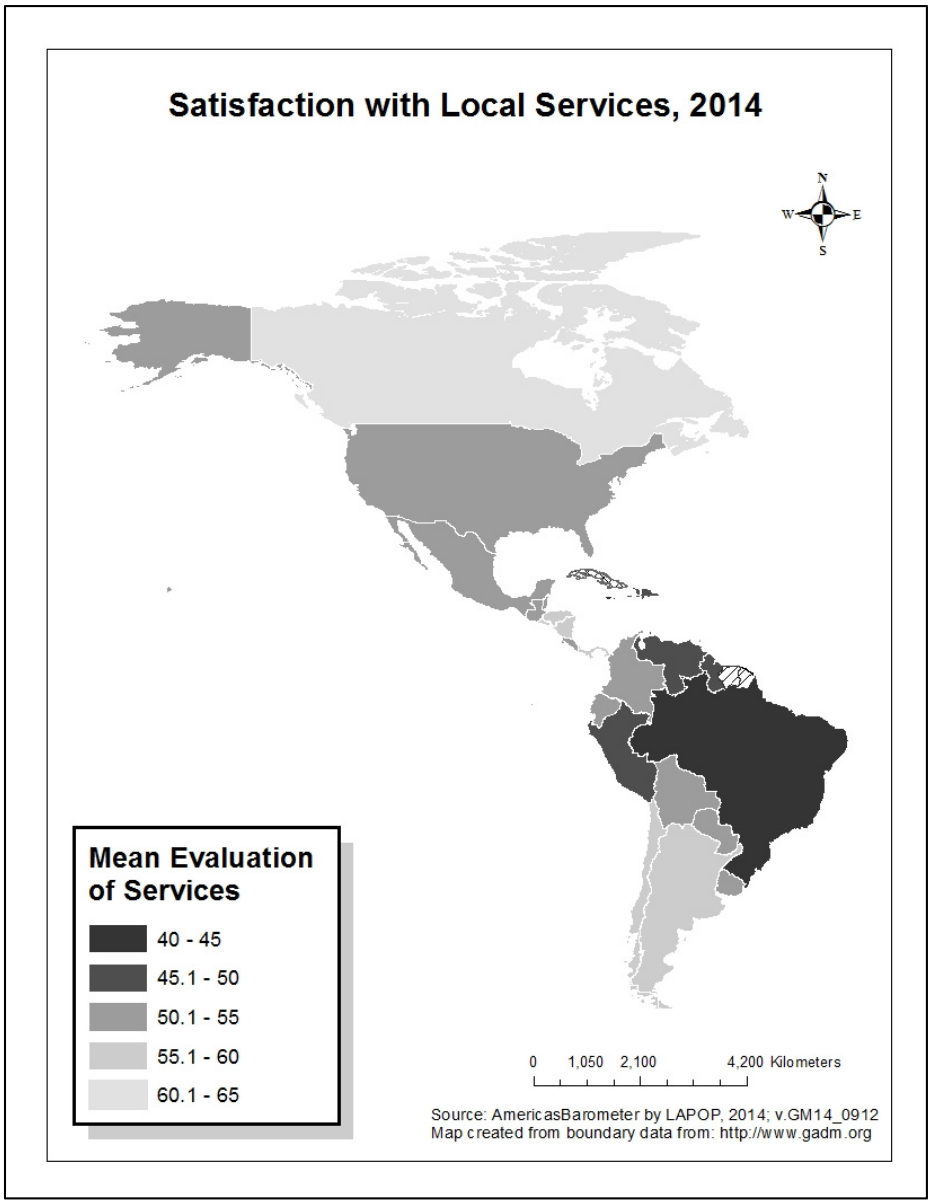
Finalement, la dernière question qui mesure la confiance envers le gouvernement local se trouve également dans plusieurs vagues antérieures. Les répondants doivent y répondre en utilisant une échelle de 7 points, où 1 signifie « pas du tout » et 7 signifie « beaucoup »

| |
|---|
| **B32**. Dans quelle mesure faites-vous confiance au gouvernement local ou municipal? |

## *Satisfaction à l'égard des services locaux*

Sur la carte 4.1[5], nous examinons les niveaux moyens de satisfaction à l'égard des services du gouvernement local dans les Amériques en utilisant la question SGL1. Suivant les standards du Baromètre des Amériques, les réponses ont été recodées de 0 à 100, où 0 représente un très faible niveau de satisfaction et 100 représente un niveau très élevé. Avec quelques exceptions, la moyenne de satisfaction des citoyens, dans plusieurs pays des Amériques est essentiellement neutre à l'égard les services du gouvernement local, ce qui signifie que les scores moyens se concentrent autour du point médian (50 sur l'échelle). Le Brésil et la Jamaïque ont les plus faibles niveaux de satisfaction à l'égard du gouvernement local dans l'hémisphère, tandis que le Canada a le niveau le plus élevé. Comme l'enquête de 2012, le fait que le Nicaragua et l'Équateur se retrouvent au même niveau que les États-Unis suggère que le lien entre la satisfaction des services et la richesse nationale n'est pas à toute épreuve. Le plus grand changement observé entre les deux dernières vagues du Baromètre des Amériques est illustré par la remontée d'Haïti (37,6 points sur l'échelle de 0 à 100 en 2012), qui a dépassé plusieurs autres pays ; un phénomène probablement lié au fait que l'île se remet tranquillement du tremblement de terre de 2010.

[5] Un graphique à barres qui inclus les erreurs types se trouve en annexe.




**Carte 4.1. Évaluations des services du gouvernement local dans les Amériques, 2014**

Comment les résultats agrégés de 2014 se comparent-ils à ceux des vagues antérieures du Baromètre des Amériques ? La figure 4.8 présente la moyenne annuelle des évaluations sur une échelle de 0 à 100. Elle montre qu'il y a plusieurs raisons d'être optimiste quant à l'évaluation de la prestation des services locaux. Après avoir constaté une relative stabilité au cours des vagues antérieures, on observe en 2014 un accroissement significatif de 1,5 points de la satisfaction des citoyens à l'égard des services locaux. Malgré cette hausse, les scores moyens demeurent assez faibles, et ce, dans la plupart des pays de la région.

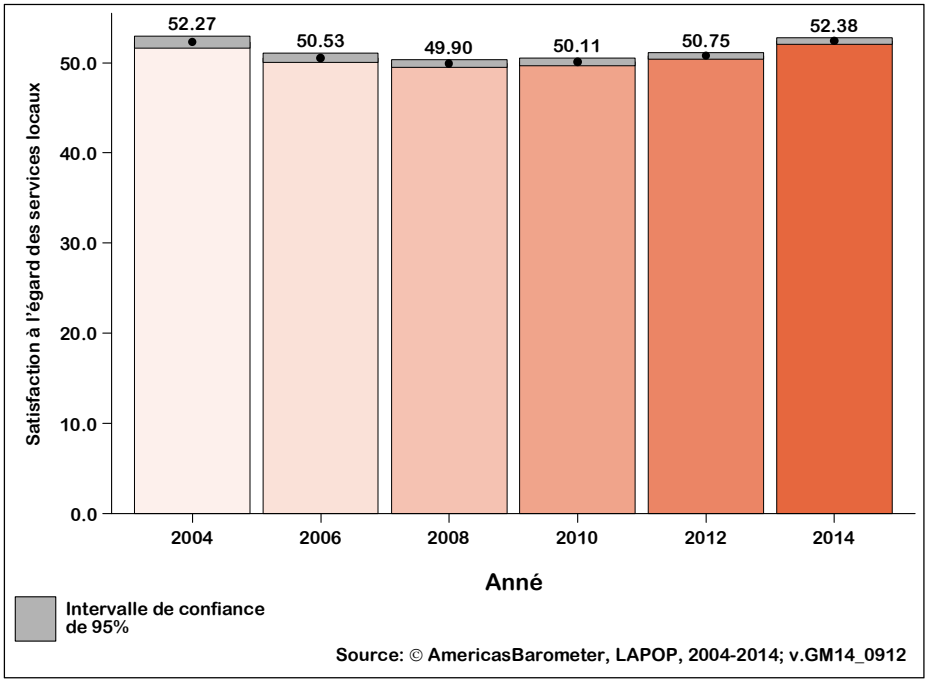



**Figure 4.8. Évaluation des services locaux, 2004-2014**

Dans la figure 4.9, nous poursuivons l'analyse de l'évaluation des services du gouvernement local. Depuis 2008, 4 répondants sur 10 ont une opinion assez neutre des services locaux. En général, les répondants ayant une opinion positive sont plus nombreux que ceux ayant une opinion négative, avec environ 36 % des répondants qui affirment que les services sont « bons » ou « très bons ». En toute évidence, au cours des années passées, les gouvernements locaux ont été ni très efficaces dans la fourniture des services, ni complètement inefficaces. Le public perçoit généralement les services comme étant de qualité moyenne.

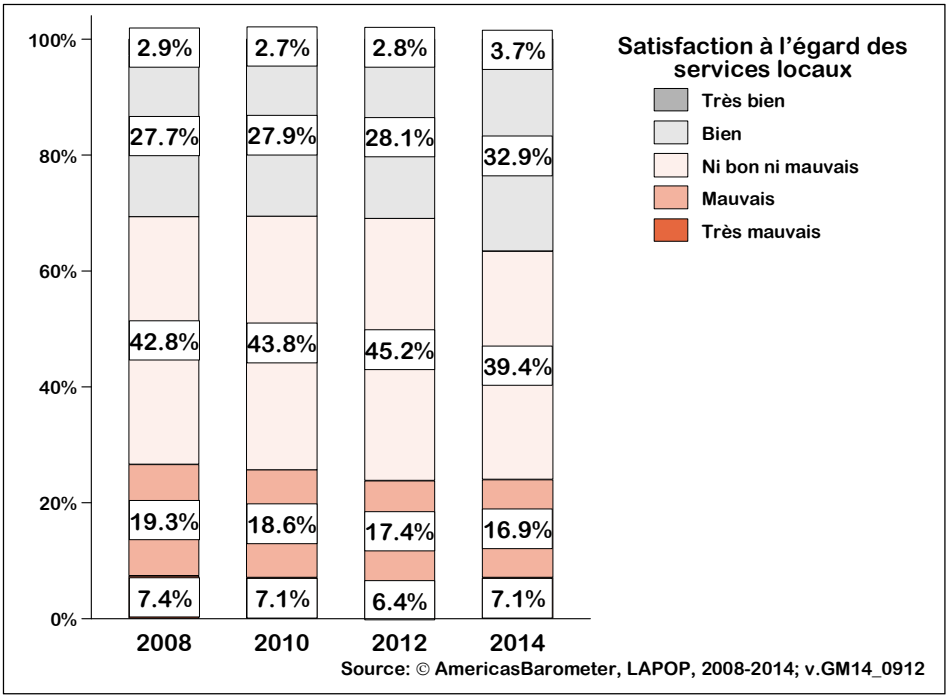



**Figure 4.9. Évaluation de la prestation de service des gouvernements locaux**

Tous les services ne sont pas évalués de la même façon. Ainsi, les répondants évaluent certains aspects des services locaux plutôt que d'autres. Dans les trois prochaines figures, nous examinons les niveaux de satisfaction à l'égard de la prestation des services publics dans trois domaines clés : les routes, les écoles et les soins de santé.[6] La figure 4.10 montre la satisfaction à l'égard des routes et des autoroutes, basée sur la question SD2NEW2 (dont le libellé a été mentionné plus haut dans le texte). Encore une fois, les réponses ont été classées de 0 à 100, où 0 représente le niveau le plus faible de satisfaction et 100 le niveau le plus élevé. À travers l'hémisphère, nous observons des niveaux modérés de satisfaction à l'égard des infrastructures routières. Les résidents de plusieurs pays des Caraïbes et d'Amérique centrale font une évaluation particulièrement mitigée de leurs infrastructures routières. Les niveaux de satisfaction à l'égard des routes sont demeurés stables dans plusieurs pays entre 2012 et 2014, à l'exception du Honduras. Dans ce pays, l'instabilité politique, économique et l'insécurité des dernières années semblent avoir des répercussions négatives sur la prestation de services : l'appréciation des infrastructures routières a diminué de 10 points entre 2012 et 2014.

[6] Nous reconnaissons que la responsabilité de ce type de prestation de services peut provenir de divers paliers de gouvernement dans les pays des Amériques.

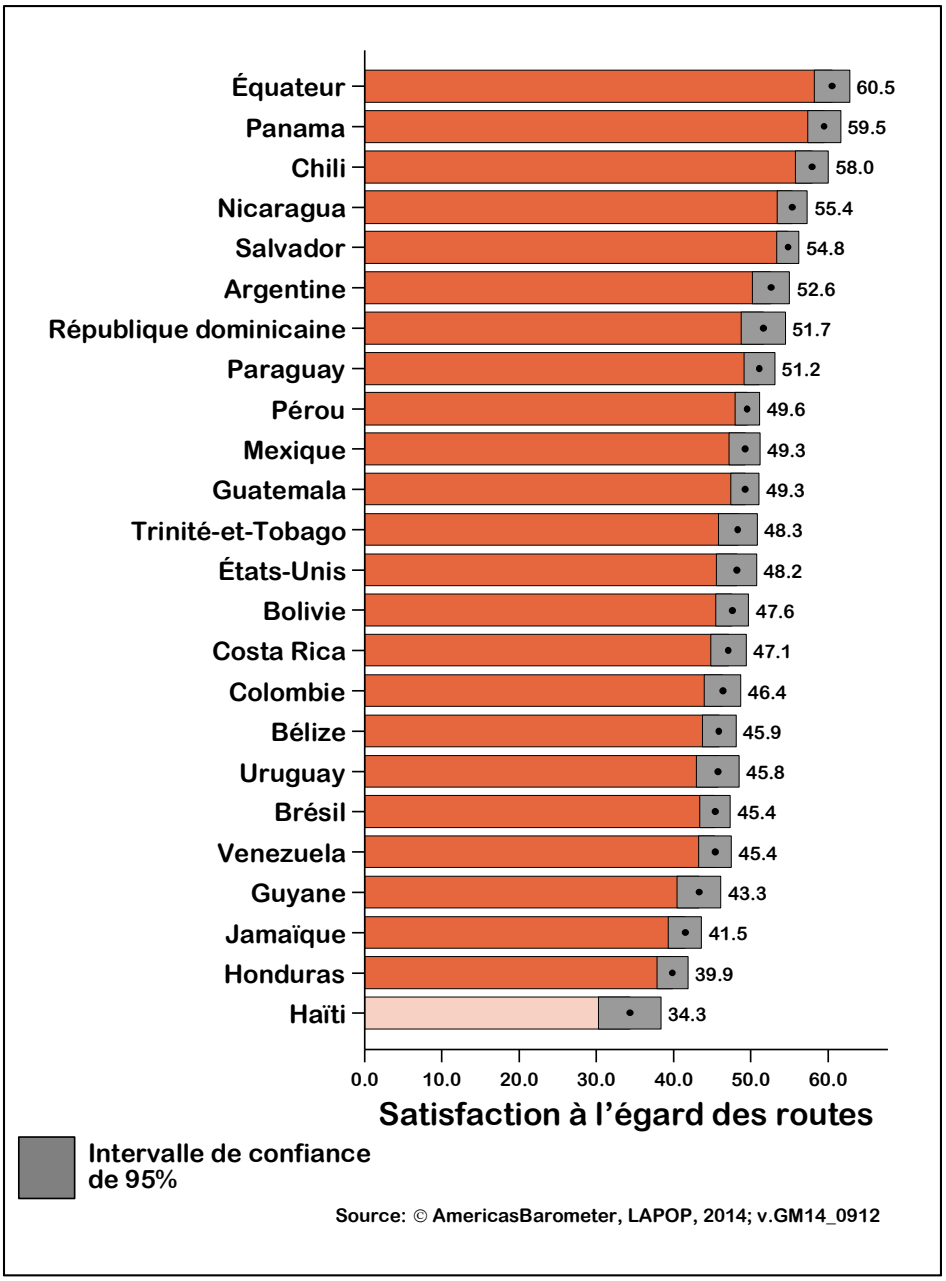



**Figure 4.10. Satisfaction à l'égard des routes dans les pays des Amériques, 2014**

La figure 4.11 examine la satisfaction à l'égard des écoles publiques à l'aide de la question SD3NEW2 (en utilisant une échelle de 0 à 100). Comme pour les routes et les soins de santé, il ne semble pas y avoir de relation entre la richesse nationale et la satisfaction à l'égard des écoles. Seuls les quelques pays les plus riches ont un niveau de satisfaction plus faible ; ce qui laisse présager que là où les ressources sont plus abondantes, les attentes sont plus élevées. En observant quelques pays clés, on découvre quelques résultats intéressants. Par exemple, bien que le Chili soit l'un des pays les plus riches et stables de la région, on y observe un très faible niveau de satisfaction à l'égard de l'éducation publique. Ce faible niveau de satisfaction à l'égard des écoles publiques est peut-être lié aux mouvements étudiants de contestation qui font rages dans ce pays depuis 2006. Évidemment, il nous est impossible de déterminer si cette insatisfaction est la cause ou la conséquence des contestations. Il importe

également de souligner le déclin de la satisfaction au Venezuela. En comparaison avec 2012, l'appréciation des Vénézuéliens envers les écoles publiques a chuté de 6,3 points en 2014. Ce déclin est peut-être lié à l'instabilité sociopolitique que connaît le pays depuis quelques années.

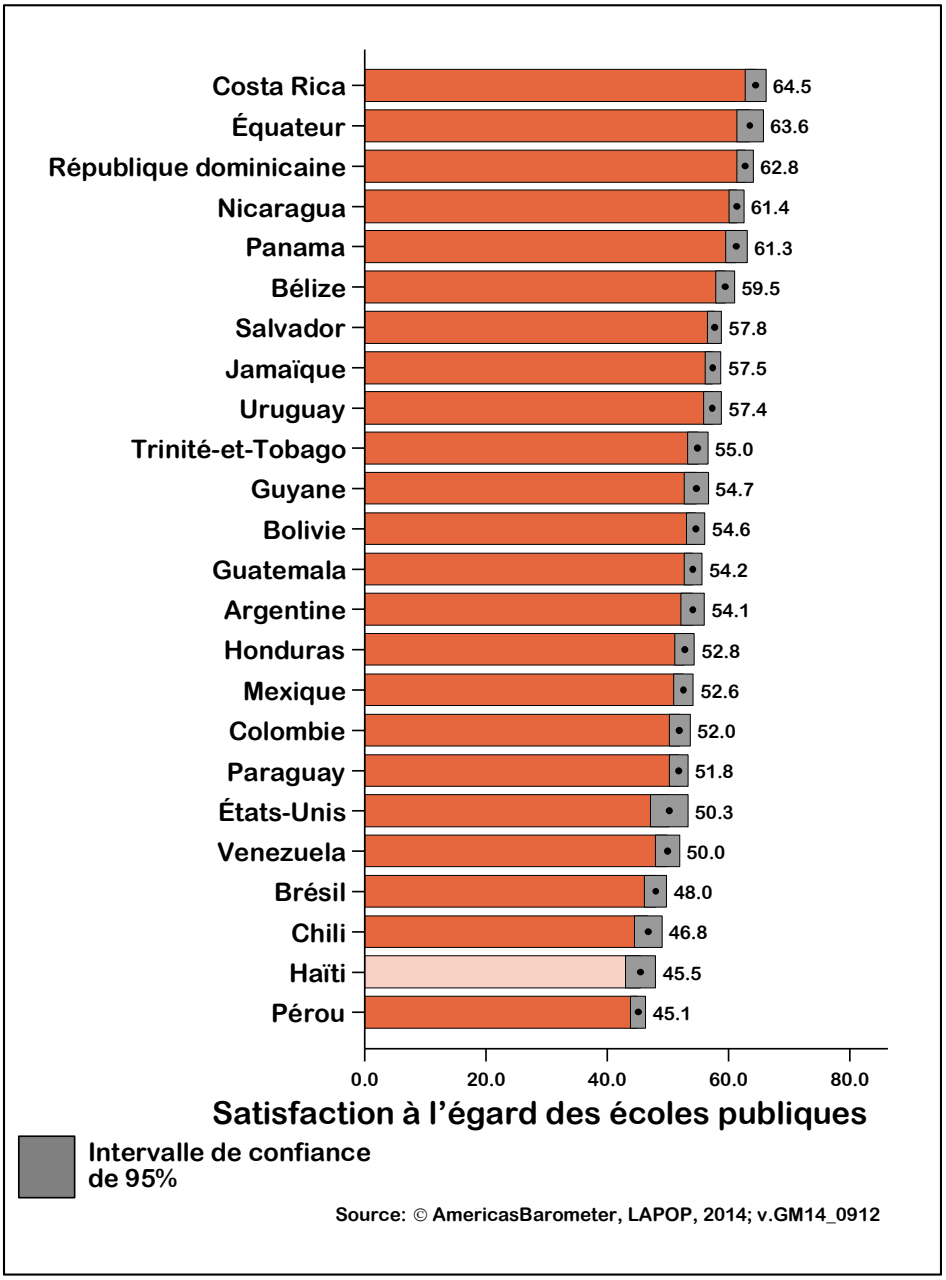



**Figure 4.11. Satisfaction à l'égard des écoles publiques dans les Amériques, 2014**

Finalement, dans la figure 4.12 nous évaluons la satisfaction à l'égard des services de santé publique, et ce, à l'aide de la question SD6NEW2 (en utilisant une échelle de 0 à 100). Bien que la moyenne soit située entre 43 et 53 points, aucun pays n'a un score particulièrement élevé, et seulement quatre pays ont une valeur très faible, à savoir le Brésil, la Colombie, le Honduras et Haïti. Le Brésil, bien qu'étant classé comme une puissance économique en émergence (en dépit des difficultés récentes), a reçu les évaluations les plus faibles de la région en matière de santé publique, d'infrastructures routières et d'éducation publique. Comme pour les écoles publiques, les évaluations des services de santé publique

ont chuté au Venezuela (52,1 points en 2012 vs. 42,3 en 2014), renforçant l'argument que l'environnement social nuit aux évaluations publiques de la performance du gouvernement.

De plus, il importe de remarquer que les évaluations des services d'éducation et les évaluations des services de santé ($r$ = .44) sont davantage, plus corrélées que les évaluations des services d'éducation et les évaluations de la qualité des routes ($r$ = .33). La plus faible corrélation s'observe dans les évaluations des services de santé et de routes ($r$ = .29). Bien que les trois soient des indicateurs clés de la performance du gouvernement local, il appert que les citoyens évaluent les infrastructures matérielles telles que les routes, différemment des services publics plus complexes de l'État, comme la santé et l'éducation.

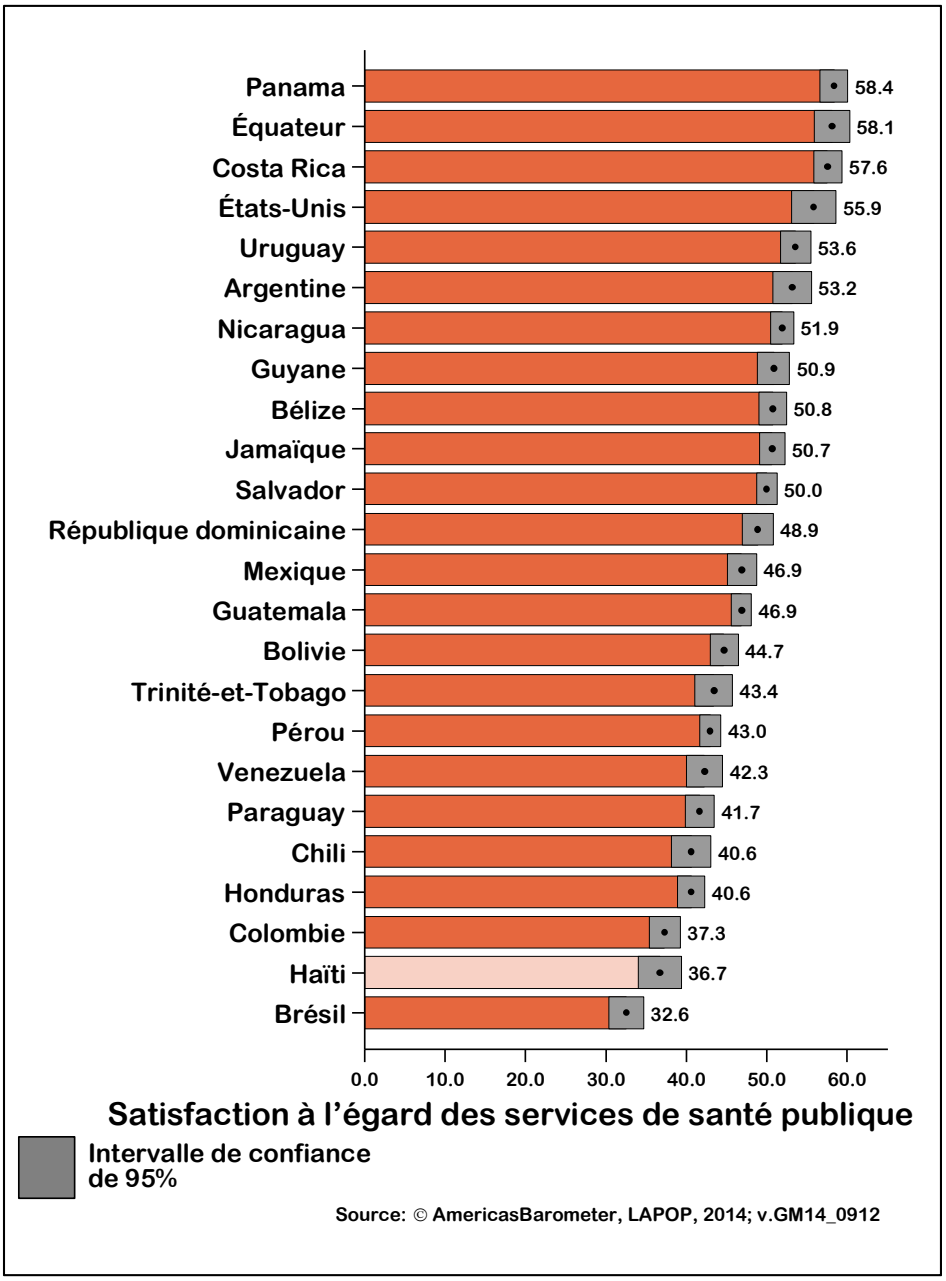



**Figure 4.12. Satisfaction à l'égard des services de santé publique dans les Amériques, 2014**

En analysant les comparaisons agrégées des trois types de service entre les vagues de 2012 et 2014, nous obtenons des résultats mitigés (Figure 4.13). Les répondants des Amériques en 2014 classent les écoles publiques à un niveau légèrement supérieur à celui de 2012. Toutefois, ils évaluent les services de santé publique et la qualité des routes de la même façon. Contrairement aux questions concernant les services locaux généraux (Figure 4.10) qui ont connu une légère hausse dans les évaluations, lorsqu'on interroge les citoyens sur des services spécifiques, aucun changement n'est perceptible. Parmi les trois domaines de services spécifiques, les évaluations des routes étaient plus étroitement liées aux évaluations générales des services locaux, mais seulement à un niveau modeste ($r$ = .26).

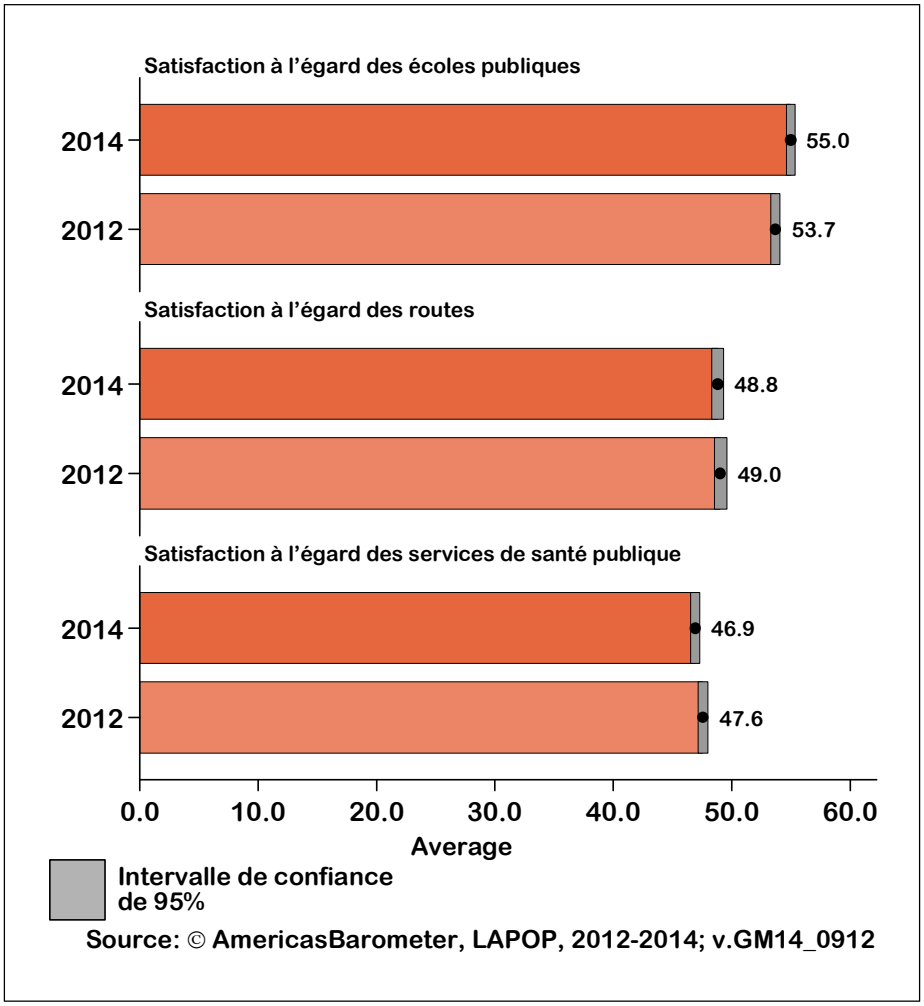



**Figure 4.13. Tendance de satisfaction à l'égard des trois types de services**

Tandis que la question SGL1 demande aux gens d'évaluer les services locaux en général, l'ensemble des figures antérieures suggère que les gens peuvent évaluer les services locaux spécifiques tout à fait différemment. Pour voir comment les répondants arrivent à différencier leur point de vue concernant les services lorsqu'ils sont questionnés de façon spécifique ou générale, nous avons créé une échelle pour les réponses concernant la condition des routes, les écoles publiques et les soins de santé[7].

[7] Une analyse en composantes principales de ces trois variables (SD2NEW, SD3NEW, SD6NEW) indique qu'il y a seulement une dimension sous-jacente, et il est différent de celui SGL1. Alpha de Cronbach pour l'échelle additive des trois variables est comme modéré 0,62.

La figure 4.14 affiche la moyenne des scores pour l'échelle (0-100) dans les pays où ces questions étaient posées. Lorsque nous comparons aux évaluations générales des services (SGL1), les résultats dans plusieurs pays montrent des contrastes intéressants. Les Chiliens sont tout à fait satisfaits de leurs services locaux en général (57,5 points) mais lorsqu'on les interroge sur les services spécifiques qu'on leur fournit, ils ont une vision beaucoup plus critique (48,7). Également, les Colombiens préfèrent leurs services dans l'abstrait (53,9) plutôt que dans le spécifique (45,1). A l'inverse, les citoyens de la République dominicaine ont une vision plus critique des services dans l'abstrait (46,6) que lorsqu'ils sont interrogés sur des services spécifiques (54,4). Globalement, la corrélation bivariée entre SGL1 et les échelles des évaluations des services locaux est modeste ($r$=.30). Bien qu'il y ait peu de décalage entre les questions spécifiques concernant les services et la question générale, il est important de noter que nous n'étions pas en mesure de poser des questions sur tous les services locaux pertinents.

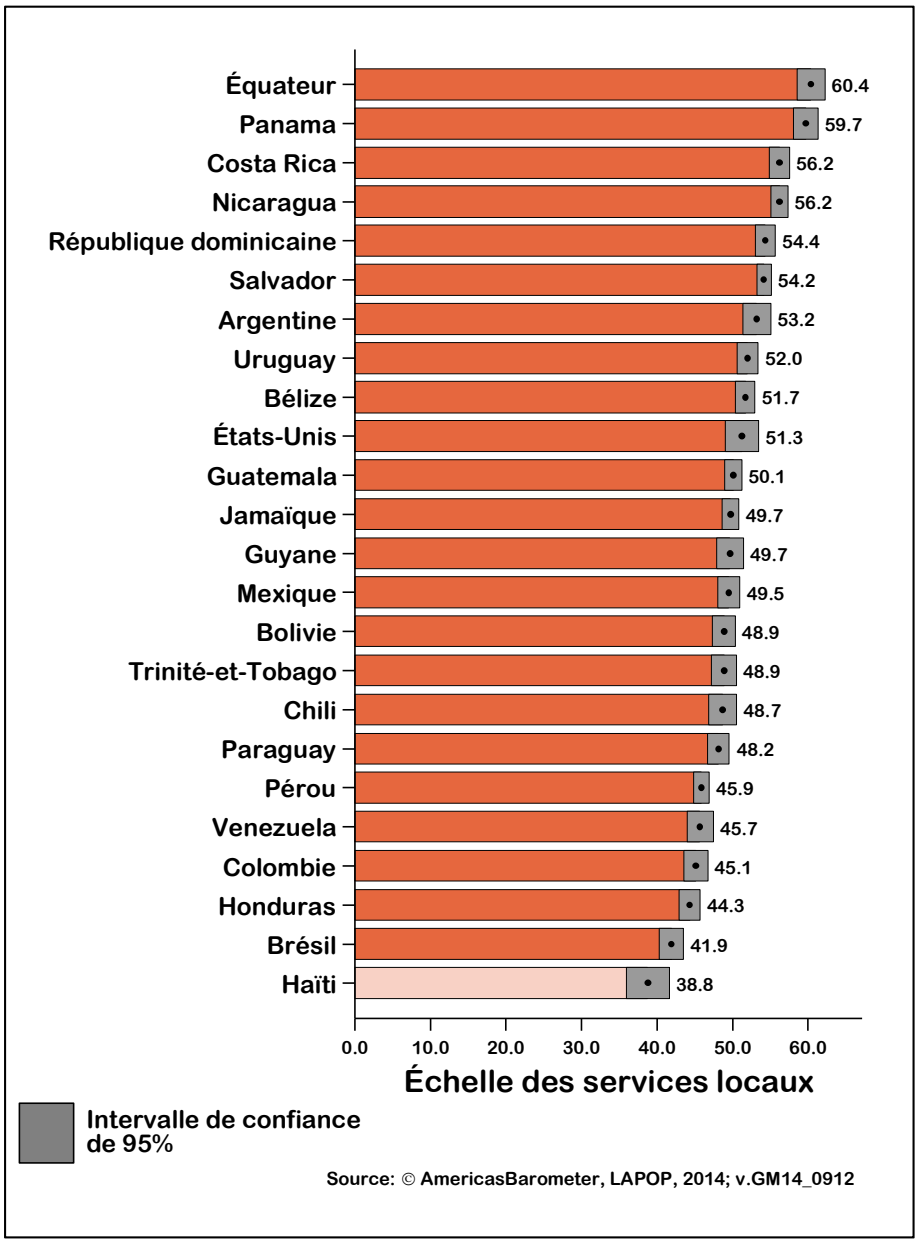



**Figure 4.14. Satisfaction envers les services locaux (échelle additionnelle) dans les pays des Amériques, 2014**

Afin d'examiner les facteurs individuels et les évènements qui affectent les évaluations générales des services locaux (SGL1), nous avons recours à un modèle de régression linéaire avec des effets fixes par pays. En utilisant l'échelle des évaluations des services locaux de SGL1, les résultats sont identiques à ceux présentés ci-dessous. La figure 4.15 suggère que les gens en position marginale dans la société évaluent les services municipaux de façon plus critique. On notera le cas particulier des victimes de la corruption. Les personnes qui déclarent qu'on leur a demandé un pot de vin classent les services de façon plus faible ; cette constatation, combinée avec les résultats du chapitre précédent montrant des taux élevés de victimisation de la corruption parmi ceux qui interagissent avec le gouvernement local, indique que ce résultat est généralisé et particulièrement important. Une des tendances globales dans les résultats est que les citoyens qui ont une vie plus difficile (pauvreté, vivant en milieu rural, crainte pour la sécurité physique, teint de peau foncé) estiment que leur gouvernement local a échoué en matière de services.

Nous avons également vu que les personnes qui ont demandé de l'aide aux municipalités ont des points de vue plus négatifs des services locaux; toutefois, quelqu'un qui participe régulièrement aux réunions du gouvernement local est plus susceptible d'avoir une opinion positive des services. En outre, c'est la nature de l'interaction avec le gouvernement local qui semble orienter les points de vue sur les services locaux. Enfin, l'économie nationale semble être reliée aux évaluations des services : les personnes qui ont une perception positive de l'économie nationale considèrent généralement les services locaux de façon plus positive. Il n'est toutefois pas possible d'affirmer que ce sont les facteurs locaux qui engendrent une perspective nationale positive ou non.

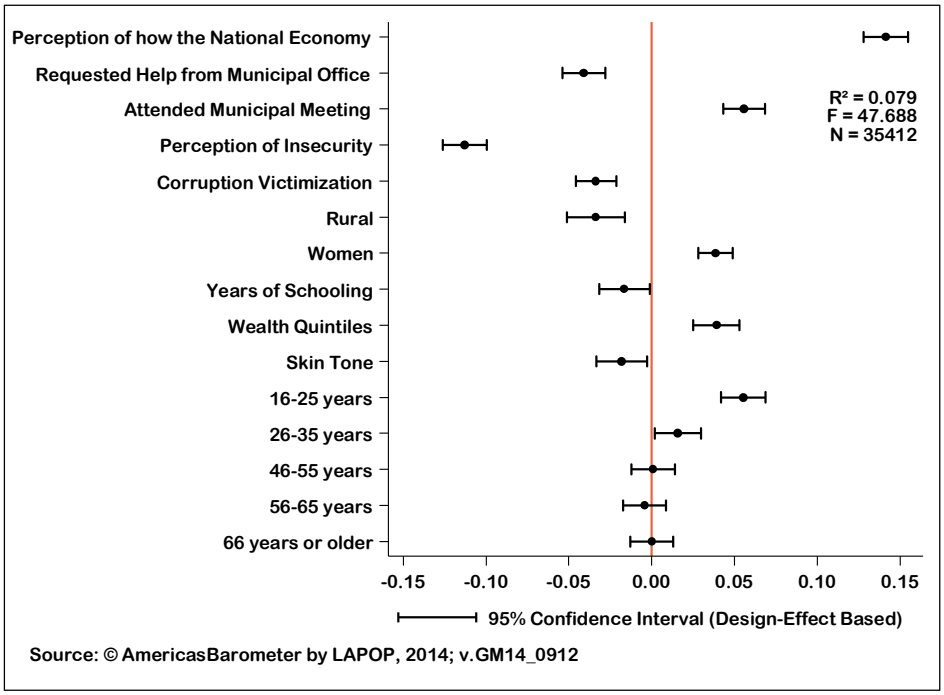



**Figure 4.15. Déterminants de satisfaction à l'égard des services locaux, 2014**

## *Confiance envers le gouvernement local*

Comme les vagues antérieures du Baromètre des Amériques, l'enquête 2014 a demandé aux citoyens non seulement s'ils étaient satisfaits de leur gouvernement local, mais aussi s'ils leur inspirait confiance. Cette question vise à explorer depuis longtemps les attitudes abstraites envers le gouvernement local. Dans la figure 4.16, nous observons l'évolution de la confiance envers le gouvernement local depuis 2004. Alors que 2004 semble un point élevé, le pic observé est probablement dû au petit nombre de pays inclus dans cette vague. Si l'on se limite aux seuls pays qui ont été inclus depuis 2006, la tendance générale de la confiance envers le gouvernement local demeure stable pendant presque toute la période, avant de connaitre une baisse significative en 2014. En 2014, le niveau de confiance envers le gouvernement local est substantiellement plus bas qu'auparavant, du moins tel que mesuré par le Baromètre des Amériques. Cette baisse coïncide avec la hausse de la perception de l'insécurité dans la région depuis 2006.

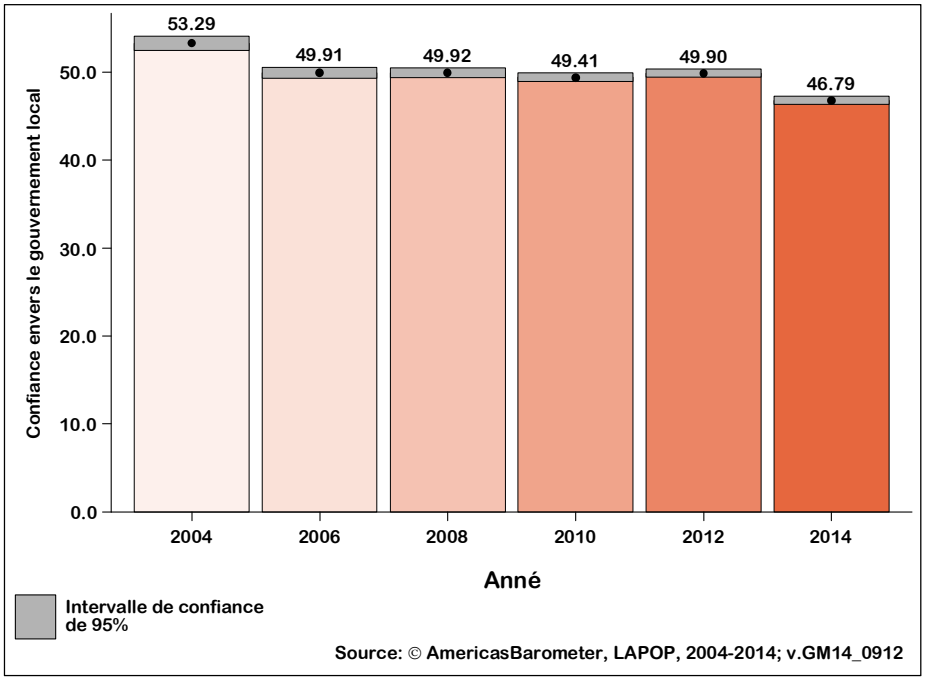
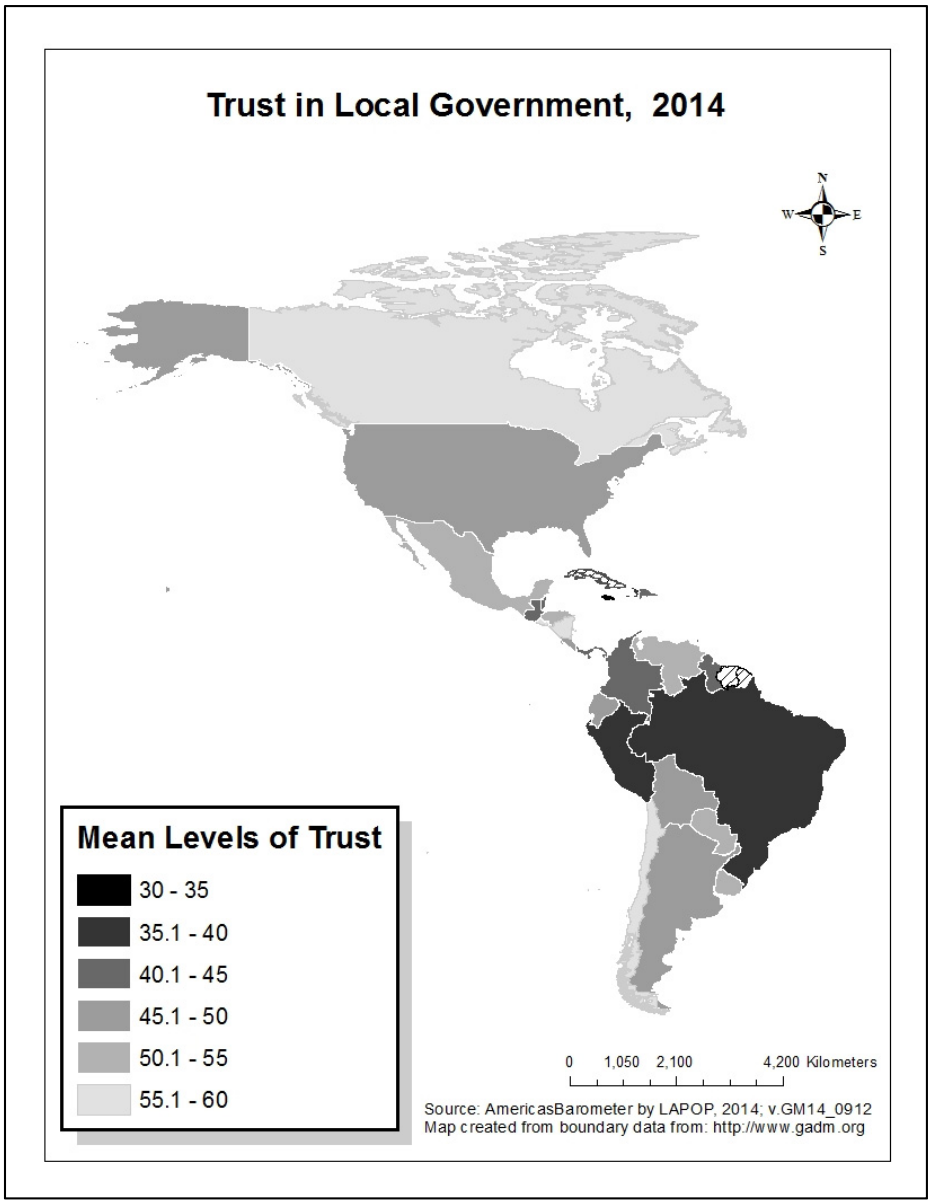



**Figure 4.16. Confiance envers le gouvernement local au fil du temps**




**Carte 4.2. Confiance envers le gouvernement local dans les pays des Amériques, 2014**

Le niveau moyen de confiance envers le gouvernement baisse dans la région. Cependant, la confiance n'est pas distribuée uniformément dans l'Hémisphère. La carte 4.2 présente les niveaux moyens de confiance envers le gouvernement local à travers les Amériques sur une échelle de 0 à 100[8]. Une comparaison avec la vague de 2012, indique que plusieurs pays ont connu une baisse de confiance envers le gouvernement, avec le Vénézuéla qui a connu la plus forte baisse (de 59,4 à 50,2). En général, les pays du Cône Sud et de l'Amérique du Nord ont des niveaux élevés de confiance envers leurs gouvernements locaux, tout comme le Nicaragua.

En comparant les résultats de la carte 4.2 et ceux de la figure 4.8, on peut constater un lien entre la confiance au gouvernement local et la satisfaction à l'égard des services locaux dans les pays. Par

[8] Un graphique à barres de ces informations, avec des barres d'erreur standard est en appendix.

exemple, les municipalités chiliennes, qui ont une satisfaction modérée à l'égard des services locaux, ont des niveaux de confiance exceptionnellement élevés. Toutefois, en mesurant la corrélation au niveau individuel dans l'ensemble de la région, on constate que les deux concepts sont bel et bien corrélés ($r$ = .39).

Nous nous attardons ensuite aux facteurs qui déterminent la confiance envers le gouvernement local. À l'aide d'un modèle de régression linéaire avec effets fixes pour les pays, nous vérifions si les interactions avec le gouvernement local et les évaluations de services locaux prédisent le niveau de confiance envers le gouvernement local. La figure 4.17 suggère que les plus importants facteurs qui façonnent la confiance des citoyens envers le gouvernement local sont leurs perceptions de la qualité des services municipaux.

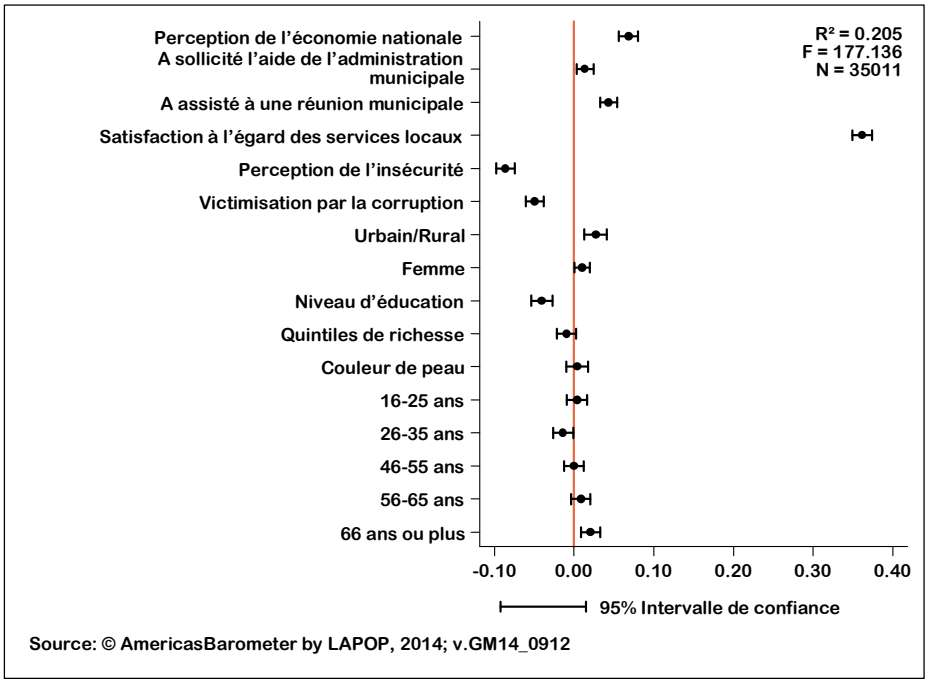



**Figure 4.17. Déterminants de confiance envers le gouvernement local, 2014**

La participation aux réunions municipales entretient une relation positive avec la confiance envers le gouvernement local, mais son coefficient est environ un huitième de la taille du coefficient relatif à l'évaluation des services. Dans l'ensemble, nous constatons que les individus qui interagissent avec le gouvernement local et qui notent la performance municipale plus favorablement ont un niveau élevé de confiance envers l'institution.

Aussi, nous observons un effet de contamination entre les points de vue des individus sur l'économie nationale et la confiance envers le gouvernement. Plus l'évaluation de l'économie nationale est positive, plus le niveau de confiance envers le gouvernement local est élevé. Tandis que la perspective économique est positivement corrélée avec la confiance envers le gouvernement, les facteurs de niveau individuel associés au statut social ne le sont pas. Les personnes ayant des niveaux de scolarité élevés et qui vivent dans les mieux urbains démontrent moins de confiance envers les gouvernements locaux. Le fait de formuler des requêtes ou des demandes au gouvernement local et le teint de la peau ne sont pas

liés à la confiance envers le gouvernement.[9] Les personnes à la peau plus foncée, souvent en situation minoritaire dans l'Hémisphère (dans l'ensemble, mais pas nécessairement dans des pays particuliers), en moyenne, ne perçoivent pas les gouvernements locaux différemment des autres. Si la décentralisation et les réformes du gouvernement local ont été conçues pour émanciper les groupes traditionnellement marginalisés (teint foncé), alors ces résultats pourraient être nuancés. Les personnes traditionnellement exclues du pouvoir ont des niveaux similaires de confiance envers leur gouvernent local. Ceci peut être considéré comme un succès. Mais si l'on considère l'effet de satisfaction à l'égard des services locaux, les résultats ne sont pas concluants. Comme l'illustre la figure 4.15, dans la société, les pauvres ont tendance à évaluer faiblement les services – une prédiction cruciale de la confiance envers le gouvernement local. Les femmes semblent afficher des niveaux semblables de confiance envers le gouvernement local par rapport aux hommes. Ceci suggère que la décentralisation peut contribuer à améliorer la parité entre les sexes pour la réactivité du gouvernement.

Finalement, nous observons que les perceptions négatives sur la sécurité et la victimisation par la corruption sont corrélées négativement avec la perception du gouvernement local. Les résultats de la perception de l'insécurité sont particulièrement intéressants parce qu'ils apparaissent au moment où les citoyens des Amériques ont un niveau de perception d'insécurité élevée, et ce, depuis 2006. Ces résultats demeurent inchangés si nous utilisons la criminalité rapportée dans les quartiers plutôt que la perception de l'insécurité.

## VI. Conclusion

En 2014, nous observons deux tendances divergentes au regard des interactions citoyennes avec les gouvernements locaux des Amériques. D'une part, après huit années de déclin, nous observons une légère hausse du nombre de personnes qui formule des demandes à leurs officiels locaux. D'autre part, l'année 2014 marque une baisse significative du nombre de personnes qui participe aux réunions des gouvernements locaux, et ce, après plusieurs années de niveaux inchangés. Une explication potentiellement positive pourrait être l'expansion du gouvernement en ligne dans la région avec les pays comme le Mexique qui, très rapidement, investit dans la communication en ligne pour rejoindre les citoyens. Cependant, au regard du déclin de la confiance institutionnelle dans son ensemble, précédemment discuté, il est difficile d'être entièrement optimiste quant aux effets de la baisse de la participation. Alors que le nombre de personnes qui formulent des demandes à leur gouvernement continue d'augmenter, la satisfaction à l'égard des services gouvernementaux demeure faible parmi ceux qui formulent les demandes. Ceci impliquerait que la qualité des interactions que les citoyens ont avec les gouvernements locaux est plutôt faible.

Bien que globalement la participation citoyenne tend à décliner, il y a des différences significatives entre les pays de la région. Haïti continue d'avoir un niveau élevé de participation, avec 15 % de participation aux réunions des autorités locales, alors que seulement 4,9% des Argentins affirment qu'ils participent. Un écart similaire est observée pour la formulation des demandes au gouvernement local ; les Haïtiens sont parmi ceux qui formulent le moins de demande alors que d'autres pays avec un taux de participation faible sont parmi ceux qui en formulent le plus (Uruguay). Tandis que la relation agrégée entre la participation aux réunions et la formulation de demandes est faible au niveau national, il existe un fort lien entre la participation aux réunions et la formulation de demande au

[9] Excluant les pays des Caraïbes et de la Guyane n'a aucun effet sur le résultat du teint de la peau.

niveau individuel : ceux qui participent aux réunions étaient à 32% plus susceptibles de formuler des demandes ou des requêtes au gouvernement local.

En jetant un regard sur la performance du gouvernement local, on constate que plusieurs personnes perçoivent les services municipaux comme étant ni bons, ni mauvais. Dans la région dans son ensemble, il y a une légère augmentation de la moyenne d'évaluation des services après huit années de stabilité. Dans quelques pays, les gens donnent des scores particulièrement faibles (par exemple, en Haïti, au Brésil, en Jamaïque) ou des scores élevés (par exemple, le Panama et le Canada), mais dans la plupart des pays, le citoyen moyen donne un score médiocre aux services à près de 50 sur 100. Les résultats tiennent lorsque nous éclatons les services locaux en trois domaines spécifiques (soin de santé publique, école publique et routes). Bref, les perceptions sur le gouvernement local sont médiocres : les gouvernements locaux n'échouent pas selon le citoyen moyen, mais en même temps, il y a de la place à l'amélioration.

Ce qui est plus décourageant est le faible niveau de confiance des citoyens envers le gouvernement observé en 2014. Ainsi, Haïti, le Brésil et la Jamaïque (avec le Pérou) ont de faibles niveaux de confiance envers les gouvernements locaux. Lorsque nous regardons les facteurs qui sont liés au niveau élevé de confiance institutionnelle, nous observons que la confiance envers le gouvernement local est associée à la perception de la performance gouvernementale (via les services) et la participation directe ou indirecte aux réunions municipales. Le fait que ces évaluations et les niveaux de participation ont peu augmenté, alors que la confiance déclinait, implique qu'il existe d'autres facteurs explicatifs. La figure 4.17 indique que la corruption, les perceptions de l'insécurité et la perception négative des perspectives économiques sont susceptibles de réduire le niveau de confiance.

Puisque que le gouvernement local est souvent le seul endroit où les citoyens entrent en contact direct avec l'État, il semble raisonnable d'espérer que les attitudes des citoyens envers le gouvernement local soient reflétés dans leurs attitudes politiques plus larges et leurs systèmes de croyances. Nous évaluons ceci dans le prochain chapitre en étudiant comment les perceptions de la performance du gouvernement local prédisent l'adhésion aux normes démocratiques, la légitimité des institutions politiques, et la tolérance politique.

# Annexe

**Annexe 4.1: Formuler des demandes au gouvernement local (NP2)**

| | Coefficients standardisés | (t) |
|---|---|---|
| Victimisation par la corruption | 0.196* | -11.05 |
| Perception de l'insécurité | 0.027 | -1.5 |
| Satisfaction à l'égard des services du gouvernement local | -0.117* | -6.16 |
| Participation aux réunions municipales | 0.551* | -39.67 |
| Perception de l'économie nationale | 0.033 | -1.75 |
| 66 ans et plus | 0.02 | -1.08 |
| 56-65 ans | 0.059* | -3.14 |
| 46-55 ans | 0.050* | -2.52 |
| 26-35 ans | -0.043 | -1.96 |
| 16-25 ans s | -0.179* | -7.42 |
| Teint de la peau | 0.033 | -1.52 |
| Richesse quintiles | -0.064* | -3.2 |
| Année de scolarisation | 0.078* | -3.53 |
| Femmes | 0.068* | -3.99 |
| Urbain/rural | 0.127* | -5.89 |
| Guatemala | -0.105* | -4.56 |
| El Salvador | -0.073* | -3.32 |
| Honduras | -0.073* | -3.24 |
| Nicaragua | 0.067* | -3.12 |
| Costa Rica | -0.112* | -4.26 |
| Panama | -0.123* | -4.56 |
| Colombie | -0.059* | -2.71 |
| Équateur | -0.073* | -3.08 |
| Bolivia | -0.174* | -4.79 |
| Pérou | 0.002 | -0.1 |
| Paraguay | -0.053* | -2.46 |
| Chile | 0.03 | -1.17 |
| Uruguay | 0.100* | -4.48 |
| Brésil | -0.031 | -1.35 |
| Venezuela | -0.105* | -5.14 |
| Argentina | -0.003 | -0.15 |
| République dominicaine | -0.027 | -1.21 |
| Haïti | -0.215* | -9.69 |
| Jamaïque | -0.091* | -3.77 |
| Guyane | -0.186* | -7.74 |
| Trinidad & Tobago | -0.073 | -1.91 |
| Belize | -0.063* | -2.4 |
| Constante | -1.966* | -87.78 |
| F | 60.11 | |
| Nombre d'observations | 35 412 | |

Regression-Standardized Coefficients with t-Statistics
based on Standard Errors Adjusted for the Survey Design.
* p<0.05

**Annexe 4.2: Évaluation des services locaux**

| | Coefficients standardisés | (t) |
|---|---|---|
| Victimisation par la corruption | -0.034* | -5.36 |
| Perception de l'insécurité | -0.113* | -16.73 |
| Participation aux réunions municipales | 0.056* | -8.68 |
| Demandes aux bureaux municipaux | -0.041* | -6.24 |
| Perception de l'économie nationale | 0.141* | -20.49 |
| 66 ans et plus | 0 | -0.02 |
| 56-65 ans | -0.004 | -0.64 |
| 46-55 ans | 0.001 | -0.13 |
| 26-35 ans | 0.016* | -2.21 |
| 16-25 ans | 0.055* | -8.1 |
| Teint de la peau | -0.018* | -2.31 |
| Richesse quintiles | 0.039* | -5.5 |
| Année de scolarisation | -0.016* | -2.09 |
| Femmes | 0.039* | -7.37 |
| Urbain/rural | -0.034* | -3.8 |
| Guatemala | 0.01 | -1.2 |
| El Salvador | 0.026* | -2.34 |
| Honduras | 0.025* | -2.73 |
| Nicaragua | 0.044* | -5.28 |
| Costa Rica | 0.009 | -0.82 |
| Panama | 0.047* | -4.9 |
| Colombie | 0.009 | -1.03 |
| Équateur | -0.005 | -0.44 |
| Bolivia | -0.008 | -0.57 |
| Pérou | -0.026* | -3.05 |
| Paraguay | 0.009 | -0.85 |
| Chile | 0.019 | -1.91 |
| Uruguay | -0.012 | -1.17 |
| Brésil | -0.073* | -6.78 |
| Venezuela | -0.013 | -1.36 |
| Argentina | 0.039* | -3.62 |
| République dominicaine | -0.049* | -3.75 |
| Haïti | -0.026 | -1.92 |
| Jamaïque | -0.093* | -8.95 |
| Guyane | -0.046* | -4.45 |
| Trinidad & Tobago | -0.016 | -0.96 |
| Belize | -0.005 | -0.48 |
| Constante | -0.002; -0.26 | |
| F | 47.69 | |
| Nombre d'observations | 35 412 | |
| R-carré | 0.08 | |

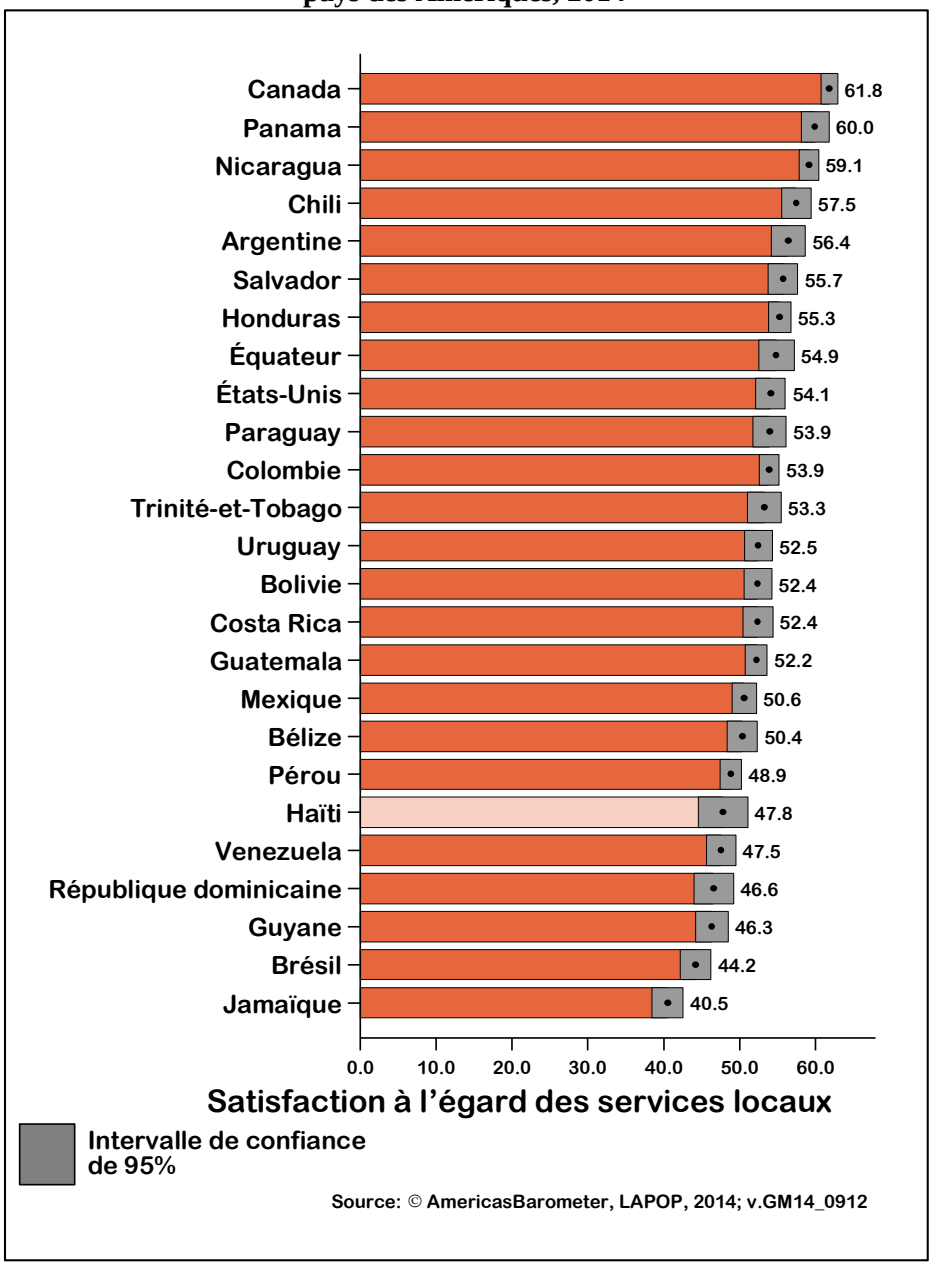
Regression-Standardized Coefficients with t-Statistics
based on Standard Errors Adjusted for the Survey Design.
* p<0.05

**Appendix 4.3: Confiance à l'égard du gouvernement local (B32)**

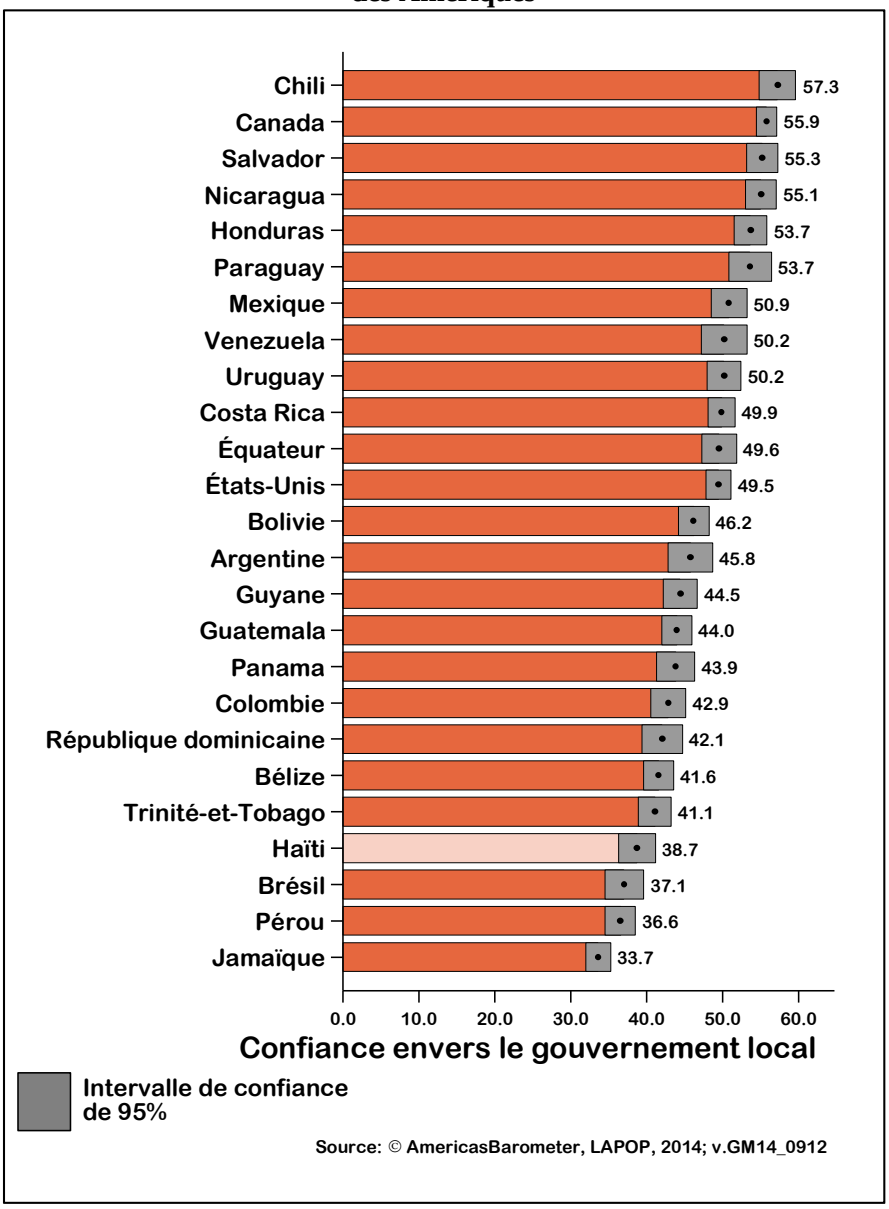
| | Coefficients standardisés | (t) |
|---|---|---|
| Victimisation par la corruption | -0.049* | -8.45 |
| Perception de l'insécurité | -0.086* | -14.6 |
| Satisfaction à l'égard des services du gouvernement local | 0.361* | -57.08 |
| Participation aux réunions municipales | 0.043* | -7.96 |
| Demandes aux bureaux municipaux | 0.014* | -2.5 |
| Perception de l'économie nationale | 0.068* | -11.08 |
| 66 ans et plus | 0.021* | -3.36 |
| 56-65 ans | 0.009 | -1.41 |
| 46-55 ans | 0.000 | -0.05 |
| 26-35 ans | -0.014* | -2.16 |
| 16-25 ans s | 0.004 | -0.57 |
| Teint de la peau | 0.004 | -0.57 |
| Richesse quintiles | -0.009 | -1.53 |
| Année de scolarisation | -0.040* | -5.93 |
| Femmes | 0.010* | -2 |
| Urbain/rural | 0.027* | -3.76 |
| Guatemala | -0.060* | -6.87 |
| El Salvador | -0.002 | -0.18 |
| Honduras | -0.009 | -1.01 |
| Nicaragua | -0.020* | -2.12 |
| Costa Rica | -0.020* | -2.33 |
| Panama | -0.088* | -8.98 |
| Colombie | -0.068* | -7.24 |
| Équateur | -0.040* | -4.47 |
| Bolivia | -0.062* | -5.29 |
| Pérou | -0.089* | -10.56 |
| Paraguay | -0.003 | -0.31 |
| Chile | 0.006 | -0.57 |
| Uruguay | -0.026* | -2.9 |
| Brésil | -0.080* | -8.03 |
| Venezuela | 0.017 | -1.62 |
| Argentina | -0.048* | -4.54 |
| République dominicaine | -0.052* | -5.78 |
| Haïti | -0.071* | -7.57 |
| Jamaïque | -0.092* | -11.32 |
| Guyane | -0.040* | -4.13 |
| Trinidad & Tobago | -0.133* | -9.93 |
| Belize | -0.070* | -7.48 |
| Constante | 0.004; -0.51 | |
| F | 177.14 | |
| Nombre d'observations | 35 011 | |
| R-carré | 0.2 | |

Regression-Standardized Coefficients with t-Statistics
based on Standard Errors Adjusted for the Survey Design.
* p<0.05

**Appendix 4.4: Évaluation des services du gouvernement local dans les pays des Amériques, 2014**



**Appendix4.5: Confiance envers le gouvernement local dans les pays des Amériques**



# Chapitre 5. La décennie de la légitimité démocratique dans les Amériques

*Ryan E. Carlin, Gregory J. Love, et Matthew M. Singer*

## I. Introduction

Les philosophes et les politologues se demandent ce qui permet à la démocratie de foisonner depuis l'époque de Platon. L'un des secrets de la réussite de la démocratie est qu'elle peut générer et maintenir la légitimité tout en donnant une voix politique à ses détracteurs. Pourtant, si les valeurs démocratiques commencent à s'effriter, l'instabilité politique peut en résulter. Ce chapitre présente un portrait de la démocratie et de la tolérance politique à travers les citoyens des Amériques, et ce, tout au long de la décennie 2004-2014. En outre, il analyse les facteurs qui façonnent ses orientations et ses valeurs.

Parce qu'elle capture la relation entre les citoyens et les institutions étatiques, la légitimité joue un rôle déterminant dans l'étude de la culture politique. Elle joue également un rôle central dans la qualité et la stabilité démocratique (Almond and Verba 1963; Diamond 1999; Booth and Seligson 2009). LAPOP définit la légitimité politique en termes d'appui du citoyen au système politique. En théorie, la légitimité politique ou l'« appui au système » a deux dimensions centrales : l'appui spécifique et l'appui diffus (Easton 1975). Tandis que l'appui spécifique concerne les évaluations citoyennes des élus, l'appui diffus se réfère à l'attachement aux objets abstraits représentés par le système politique et les institutions politiques elles-mêmes. La mesure de LAPOP de l'appui du système (opérationnalisé à partir des données de l'enquête du Baromètre des Amériques) prend en compte la dimension diffuse de l'appui qui est centrale à la survie démocratique (Booth & Seligson 2009).

La légitimité démocratique est le produit des facteurs aussi bien contextuels qu'individuels. Au premier rang des explications contextuelles se trouve l'idée que certaines cultures disposent d'un niveau plus élevé de légitimité politique. Les caractéristiques institutionnelles qui rendent la défaite électorale plus acceptable, comme par exemple la représentation législative plus proportionnelle, permettent de renforcer l'appui au système, en particulier parmi les perdants de l'élection (Anderson et al. 2005; Carlin & Singer 2011). En outre, certains proposent que le niveau de développement économique influence les attitudes des citoyens vis-à-vis du système politique (par exemple, 1963; Almond & Verba 1963; Inglehart 1988). Ainsi, on s'attend généralement à ce que l'appui au système politique soit stable dans le court terme car la plupart des facteurs contextuels sont plutôt statiques ou évoluent très lentement.

Dans les faits, cela n'est pas toujours le cas. Les facteurs de niveau individuel qui changent plus fréquemment peuvent en partie influencer le degré de légitimité que les citoyens accordent au système démocratique. En particulier, un affaiblissement de l'économie, une augmentation du crime et de l'insécurité ou la mauvaise gouvernance peuvent affaiblir la légitimité démocratique (Duch 1995; Evans & Whitefield 1995; Bratton & Mattes 2001; Booth & Seligson 2009; Seligson 2002, 2006; Morris 2008; Salinas & Booth 2011). Le rapport régional du Baromètre des Amériques de 2012 montre comment les citoyens des Amériques perçoivent ou expérimentent les résultats économiques et l'intégrité des autorités étatiques, et comment la sécurité influence leurs évaluations du système politique (Carlin et al. 2013).

Pour mieux comprendre ce qui rend instable l'appui politique, certains chercheurs utilisent l'exemple d'un réservoir : les longues périodes de forte performance augmentent suffisamment les

niveaux d'appui afin que, durant les périodes difficiles, le régime puisse compter sur ses réserves de légitimité pour se maintenir en place. Dans de telles circonstances, le régime prend des forces et peut ainsi résister aux chocs économiques et aux récessions de courte durée (Easton 1975; Lipset 1963). Dans la réalité, peu de démocraties latino-américaines et caribéennes jouissent de longues périodes ininterrompues de prospérité et de bonne gouvernance. Ainsi, les réservoirs d'appui politique dans la région sont susceptibles d'être peu remplis et risquent de fluctuer avec la performance à court terme.

La tolérance politique est la seconde composante majeure de la culture politique et un pilier central de la survie démocratique. Dans la même veine que la recherche antérieure de LAPOP, la tolérance politique est définie comme « le respect qu'ont les citoyens face aux droits politiques des autres, en particulier ceux avec lesquelles ils sont en désaccord ». L'intolérance a des effets néfastes sur la qualité de la démocratie. Parmi les masses et les élites, la tolérance politique est reliée à l'appui des politiques qui cherchent à contraindre les libertés individuelles (Gibson 1988, 1995, 1998, 2008).

Pourquoi certains citoyens sont-ils intolérants? Les chercheurs croient que plusieurs facteurs de niveau micro affectent la tolérance, y compris les perceptions de niveaux élevés de menaces (Marcus, Neuman & MacKuen 2000; Merolla and Zechmeister 2009), la personnalité autoritaire (Altemeyer 2007), le genre (Golebiowska 1999) et la religion (Stouffer 1955). Au niveau macro, plusieurs pays développés présentent des niveaux élevés d'appui au mariage entre conjoints de même sexe (Lodola and Corral 2013) et ont généralement une population plus tolérante (Inglehart and Welzel 2005; Peffley and Rohrschneider 2003). Les menaces externes et les crises sécuritaires tout comme les niveaux de démocratisation sont également reliés à la tolérance.

## II. Principaux résultats

Ce chapitre couvre deux ensembles de thèmes. D'abord, il documente l'ampleur des attitudes démocratiques dans les Amériques. Les principaux résultats incluent:

- L'appui à la démocratie en tant que forme de gouvernement est assez stable, mais a légèrement diminué depuis 2012.
- Les niveaux de confiance envers la politique et envers les institutions sociales sont généralement en baisse, avec l'Église catholique et l'armée parmi les plus appréciées et les partis politiques qui recueillent le moins de confiance. De toutes les institutions, ce sont les élections qui perdent le plus de confiance citoyenne entre 2012 et 2014.
- Parmi les institutions de maintien de l'ordre – les forces armées, la police nationale et le système de justice –, c'est le système de justice qui jouit du plus faible niveau de confiance et qui en a perdu le plus depuis 2012.
- Bien que stable entre 2004-2012, l'appui au système politique dans son ensemble a baissé en 2014.
- Bien que stable entre 2004-2012, la tolérance politique a diminué en 2014 dans son ensemble et à travers chacune de ses composantes. Dans plusieurs cas, un niveau de volatilité élevé est observé au fil du temps.
- Au fil du temps, les niveaux de confiance propices à la stabilité de la démocratie ont chuté alors que les attitudes qui mettent la démocratie en péril ont augmenté.

Dans un deuxième temps, le chapitre considère les facteurs qui amènent les citoyens à avoir différentes attitudes envers le système politique. Nos analyses nous permettent de formuler les conclusions suivantes:

- L'appui politique dans les Amériques reflète la performance des gouvernements aux niveaux national et local dans les grands domaines de politiques publiques tels que la sécurité du quartier, l'économie et la corruption.
- La tolérance politique diminue parmi les répondants qui évaluent le président et le gouvernement de façon positive. Bref, ceux qui bénéficient du statu quo sont moins tolérants envers les dissidences au sein de la société.
- Le niveau de scolarité et la richesse ont un effet négatif sur l'appui au système, mais un effet positif sur la tolérance politique. En comparaison aux citoyens âgés de 36 à 45, les plus jeunes et les plus âgés appuient davantage le système politique. Les répondants des cohortes plus âgées sont généralement plus tolérants Les femmes appuient davantage le système politique que les hommes, mais elle sont moins tolérantes.

Le reste du chapitre se présente comme suit. La section III traite de l'appui populaire à la démocratie en tant que meilleure forme de gouvernement. La section IV explore la confiance envers les principales institutions politiques et sociales dans la région. Une attention spéciale sera accordée aux institutions responsables de l'établissement et du maintien de l'ordre. L'objectif de la section V est d'explorer les attitudes qui tendent à favoriser la stabilité démocratique. Les deux premières sous-sections décrivent les niveaux (a) d'appui au système politique et (b) de tolérance politique de 2004 à 2014 ainsi qu'à travers la région en 2014. Ce faisant, une analyse de régression tente d'identifier les types de citoyens qui sont susceptibles de détenir ces deux attitudes. La troisième sous-section dérive les profils comportementaux qui émergent de ces deux mesures afin de mesurer (c) les attitudes propices à la stabilité démocratique au niveau régional depuis 2004 et au niveau transnational en 2014. La section VI présente les principales conclusions ainsi qu'une discussion de leurs implications.

## III. Appui à la démocratie

À titre d'entrée en matière pour ce survol d'une décennie de légitimité démocratique dans les Amériques, nous analysons l'appui à la démocratie dans sa forme abstraite. Cette forme diffuse de la légitimité politique est une exigence de base de la consolidation démocratique. Une première façon de mesurer cet appui abstrait à la démocratie est de demander aux citoyens de répondre à une affirmation qui s'inspire d'une citation de Winston Churchill[1] et empruntée aux travaux de Rose et Mishler (1996). La question dite «churchillienne» utilise une échelle de réponse en 7 points, dont l'étendue va de 0 («fortement en désaccord») à 100 («fortement en accord»), comme c'est la pratique standard de LAPOP:

> **ING4.** Changeons de sujet une fois de plus, la démocratie peut avoir des problèmes, mais elle est mieux que toutes les autres formes de gouvernement. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec cette énoncé ?

[1] En fait, Churchill fait référence à la démocratie comme « pire forme de gouvernement à l'exception de tous les autres»

Alors que l'appui à la démocratie en tant que meilleur système de gouvernement est raisonnablement élevé dans les Amériques, la Figure 5.1 montre que la moyenne[2] régionale en 2014 est légèrement inférieure à celle de 2012 et que l'appui a atteint un pic en 2008. Le même pattern émerge parmi les citoyens des pays qui sont inclus dans le Baromètre des Amériques depuis 2006[3] ainsi que par sous-région.[4] L'appui à la démocratie en tant que meilleure forme de gouvernement dans les Amériques a atteint son pic en 2008, a plafonné en 2012 et a chuté en 2014 à des niveaux comparables à ceux du milieu de la décennie précédente.

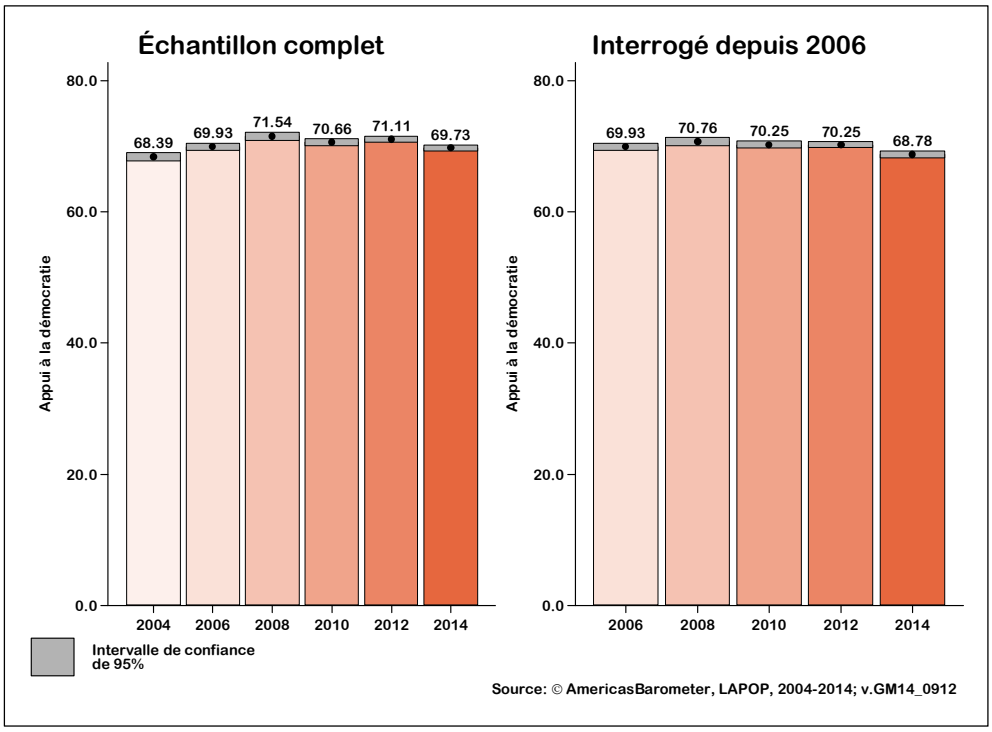



**Figure 5.1. Appui à la démocratie dans les Amériques au fil du temps**

## IV. Confiance envers les institutions politiques et sociales

Dans quelle mesure les citoyens des Amériques appuient les principales institutions politiques et sociales? Comme les premières vagues du Baromètre des Amériques, celle de 2014 inclus des questions qui sondent la confiance spécifique envers différentes institutions. En utilisant une échelle de 1 à 7, où 1 représente «pas du tout» et 7 «beaucoup», les citoyens ont dû répondre aux questions suivantes:

[2] Comme avec toutes les autres figures de ce rapport qui affichent la moyenne régionale, les pays sont pondérés de façon égale et donc les chiffres représentent les pourcentages d'un pays moyen de l'hémisphère.
[3] Parmi les pays de l'Amérique latine, seule l'Argentine est exclue depuis qu'elle a été enquêtée en 2008
[4] La sous-région fait référence au Mexique et l'Amérique central, les Andes, le Cône sud, et les Caraïbes. Seulement dans le second, le contenu est substantiellement différent. L'appui à la démocratie a atteint son pic en 2004 et a rebondi en 2012, puis a d'autant plus chuté en 2014.

| |
|---|
| **B10A.** Dans quelle mesure, faites-vous confiance au système de justice? |
| **B12**. Dans quelle mesure, faites-vous confiance aux forces armées? |
| **B13**. Dans quelle mesure, faites-vous confiance au Congrès? |
| **B18**. Dans quelle mesure, faites-vous confiance à la Police nationale? |
| **B20**. Dans quelle mesure, faites-vous confiance à l'Église catholique? |
| **B20A**. Dans quelle mesure, faites-vous confiance aux Évangéliques/Église protestante? |
| **B21**. Dans quelle mesure, faites-vous confiance aux partis politiques? |
| **B21A.** Dans quelle mesure, faites-vous confiance au Premier ministre? |
| **B47A**. Dans quelle mesure, faites-vous confiance aux élections dans ce pays? |

Conformément aux standards LAPOP, les réponses ont été recodées de 0 à 100. Les résultats du Baromètre des Amériques de 2004 à 2014 rapportés dans la Figure 5.2 montrent les niveaux de confiance envers les institutions pour quatre groupes distincts. Premièrement, en moyenne, les citoyens des Amériques ont un niveau de confiance élevé envers les forces armées et l'Église catholique. Le deuxième groupe d'institutions qui inspire la confiance des citoyens inclut l'exécutif (la présidence), l'Église évangélique/protestante, les élections et les forces de police nationale. Cet ensemble est suivi de deux principaux organes étatiques, à savoir la justice et la législature nationale. Enfin, les partis politiques apparaissent comme les institutions qui suscitent le moins de confiance dans les Amériques.

La figure 5.2 montre aussi les niveaux de confiance envers les institutions sociales et politiques au fil de la décennie 2004-2014. La confiance envers aucune des institutions ne s'est accrue depuis 2012. Au contraire, elle a diminué dans plusieurs cas[5]. La plus importante baisse depuis 2012 concerne la confiance envers les élections (-4.7 points). Cette baisse est observée malgré le fait que la moitié des pays participant au Baromètre des Amériques ait tenu une élection nationale entre le début de 2013 et la fin de 2014[6]. La baisse de confiance à l'égard des élections après le scrutin reflète souvent la déception des sympathisants du parti ayant perdu ces élections (Anderson et al. 2005). La confiance envers l'exécutif a aussi baissé, en moyenne, depuis 2012 (-4,1 points), bien que les variations d'un pays à l'autre soient substantielles ; la confiance a plafonnée à un niveau élevé de 71.1 en République dominicaine et au plus bas niveau de 36,5 au Venezuela.

[5] Cette conclusion est valable dans le sous-échantillon étudié de façon continue depuis 2004, à une exception près : les niveaux moyens de la confiance aux forces armées ont augmenté de manière significative.

[6] Équateur (Février 2013, présidentielle/législative), Trinité-et-Tobago (Février 2013, présidentielle indirecte), Venezuela (Avril 2013, présidentielle), le Paraguay (Avril 2013, présidentielle), l'Argentine (Octobre 2013, législative), le Chili (Novembre 2013, présidentielle/législative; Décembre 2014, deuxième tour de la présidentielle), Honduras (Novembre 2013, présidentielle), Costa Rica (Février 2014 premier tour de la présidentielle; Avril 2014 deuxième tour), El Salvador (Février 2014 premier tour de la présidentielle, Mars 2014 deuxième tour), la Colombie (Mars 2014, législative; Juin 2014, présidentielle), Panama (mai 2014).

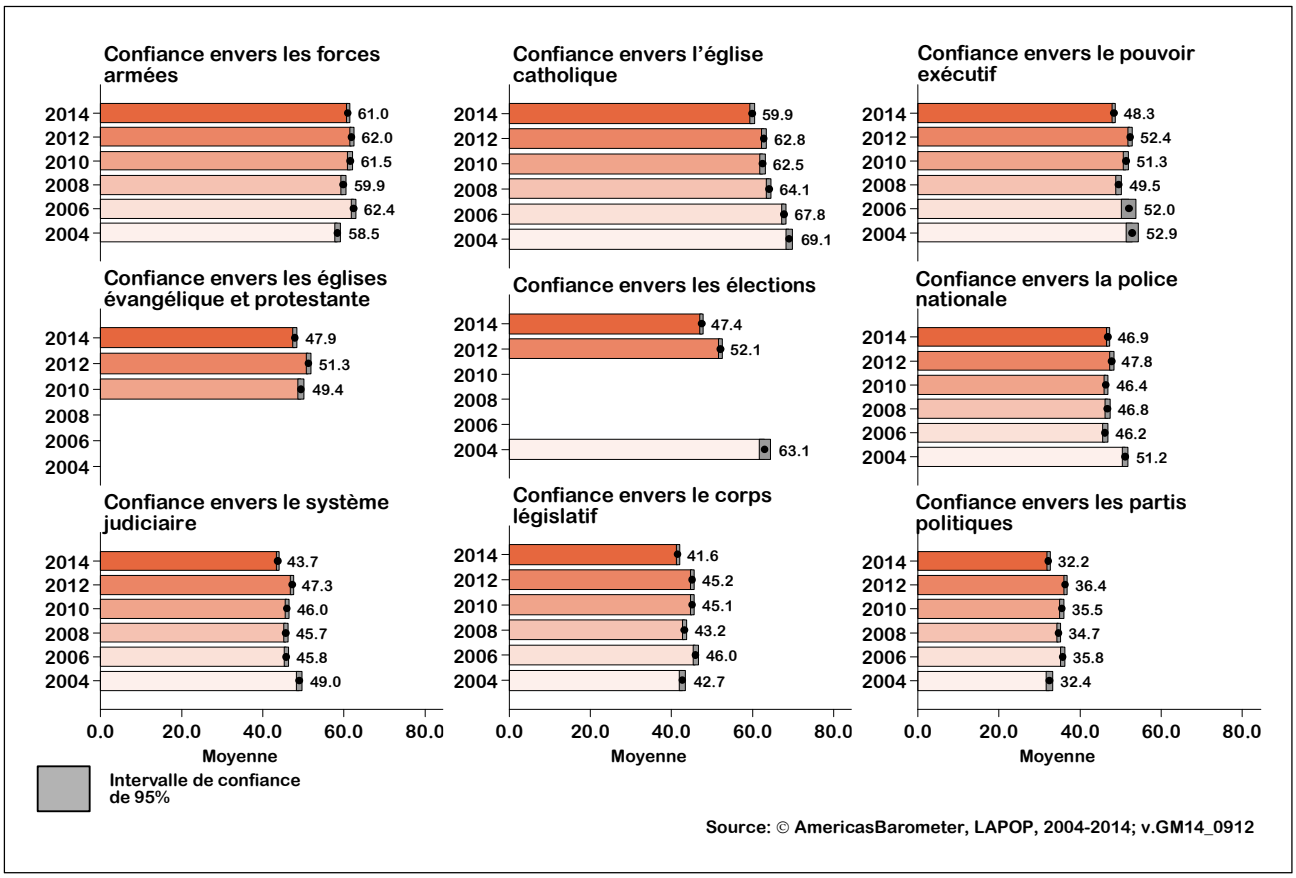



**Figure 5.2. Confiance envers les institutions dans les Amériques, 2004-2014**

En s'inspirant de la discussion théorique portant sur les conséquences de l'opinion publique sur l'insécurité dans les Amériques que nous avons abordé au début du présent rapport, nous tournons notre attention sur la distribution régionale de la confiance envers les trois institutions de maintien de l'ordre : les forces armées, la police nationale et le système de justice. Dans la Figure 5.3, on peut constater que la confiance envers les forces armées est généralement élevée partout dans les Amériques. L'Équateur vient en tête de liste, suivi de très près par le Canada, les États-Unis et le Guatemala. Seul le Venezuela est en dessous de la marque de 50 points.

Les niveaux régionaux élevés et stables de confiance des citoyens à l'égard des forces armées masquent de grandes transformations au fil du temps à l'intérieur des pays. Par exemple, le Venezuela a rejoint les niveaux régionaux après avoir chuté précipitamment de 60 points en 2012 à 42 points en 2014. Au Honduras, la confiance à l'égard des forces armées a augmenté de 52 points en 2008 à 61 points en 2010, avant de descendre à 48 points en 2012, pour enfin remonter en flèche à 64 points en 2014. Ces exemples montrent que la légitimité de cette institution-clé peut correspondre à l'influence variable qu'ont les militaires sur la politique.

Si les forces armées inspirent généralement la confiance à travers les Amériques, la figure 5.4 illustre en revanche une toute autre réalité pour les polices nationales. Les niveaux moyens de confiance à l'égard de la police nationale sont en dessous de 40 points dans plus du tiers des pays selon le Baromètre des Amériques 2014. Le Canada et le Chili sont en tête de liste pour cette mesure de la

légitimité institutionnelle, suivis de l'Équateur, du Nicaragua et d'Haïti. Aucun pays n'a un niveau de confiance à l'égard de la police nationale qui dépasse 70 points.

En Amérique centrale, la confiance envers la police nationale est demeurée volatile tout au long de la décennie 2004-2014. Des pics et/ou des baisses de 8 points ou plus sur l'échelle de 0 à 100 apparaissent dans tous les cas, à l'exception du Mexique et du Nicaragua. Cependant, depuis 2012, il n'y a pas de tendance généralisée. La confiance populaire à l'égard de la police nationale chute grandement au Belize (-13,8 points), de façon modérée au Panama (-5,1), et légèrement au Salvador (-3,2). Elle a rebondi fortement au Honduras (+18,1 points) et quelque peu au Guatemala (+3,2). Elle est demeurée inchangée au Mexique et au Nicaragua. Au Brésil, où la police nationale a joué un rôle central de 2011 à 2014 dans la pacification des bidonvilles en prévision de la coupe du monde de football, la confiance envers la police nationale a chuté de plus de 7 points depuis 2010.

La figure 5.5 rapporte les niveaux de confiance envers le système de justice à travers les Amériques en 2014. Dans les trois institutions de maintien de l'ordre, le système de justice est clairement considéré par les répondants comme le moins légitime. Aucun pays n'excède le score de 60 points, et plusieurs ont des niveaux de confiance de 40 à 49 points. Suivent deux catégories de pays: ceux dont la confiance envers le système de justice est perpétuellement basse (Pérou et Paraguay) et ceux dont les niveaux de confiance s'est récemment détérioré (Venezuela, Chili, Brésil, la République dominicaine et la Bolivie).

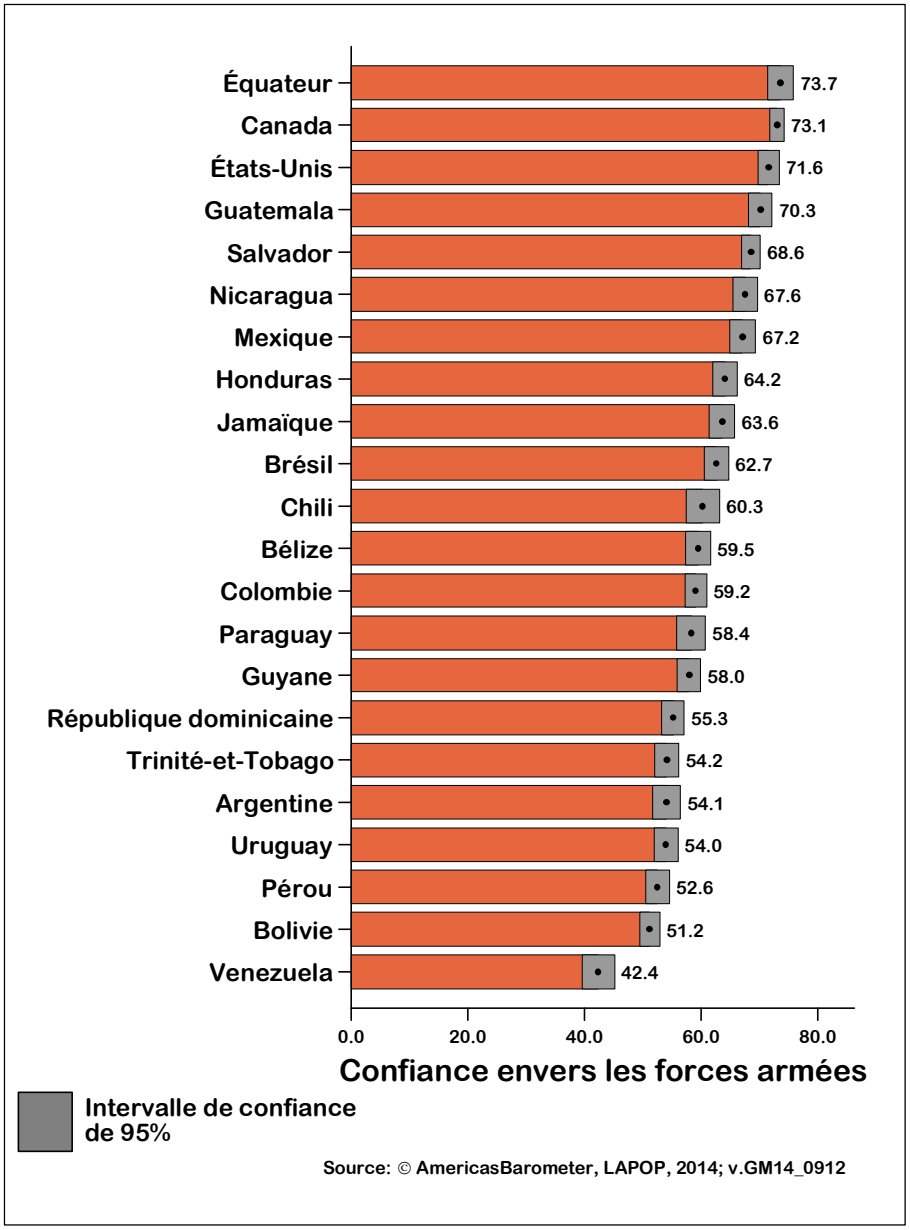



**Figure 5.3. Confiance à l'égard des forces armées dans les Amériques, 2014**

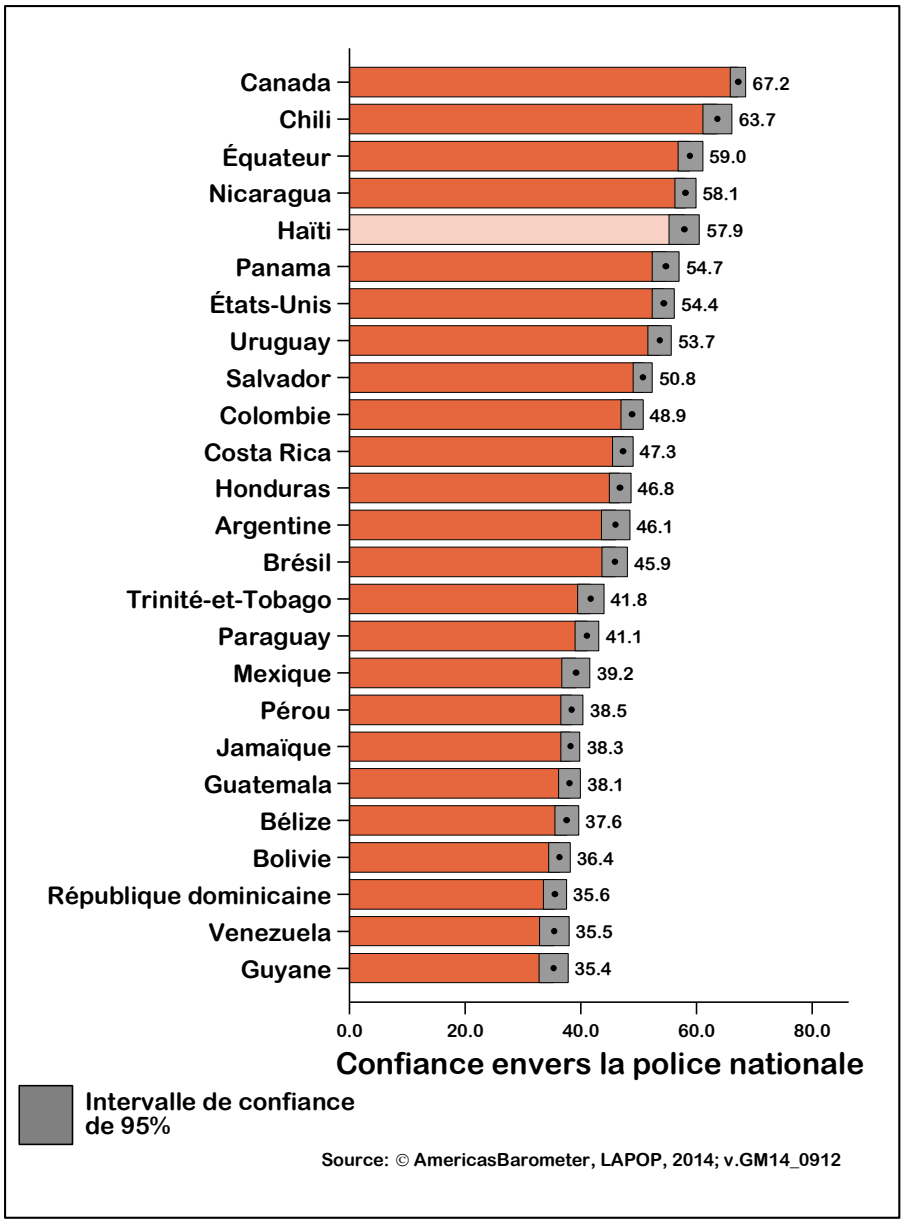



**Figure 5.4. Confiance envers la police nationale dans les Amériques, 2014**

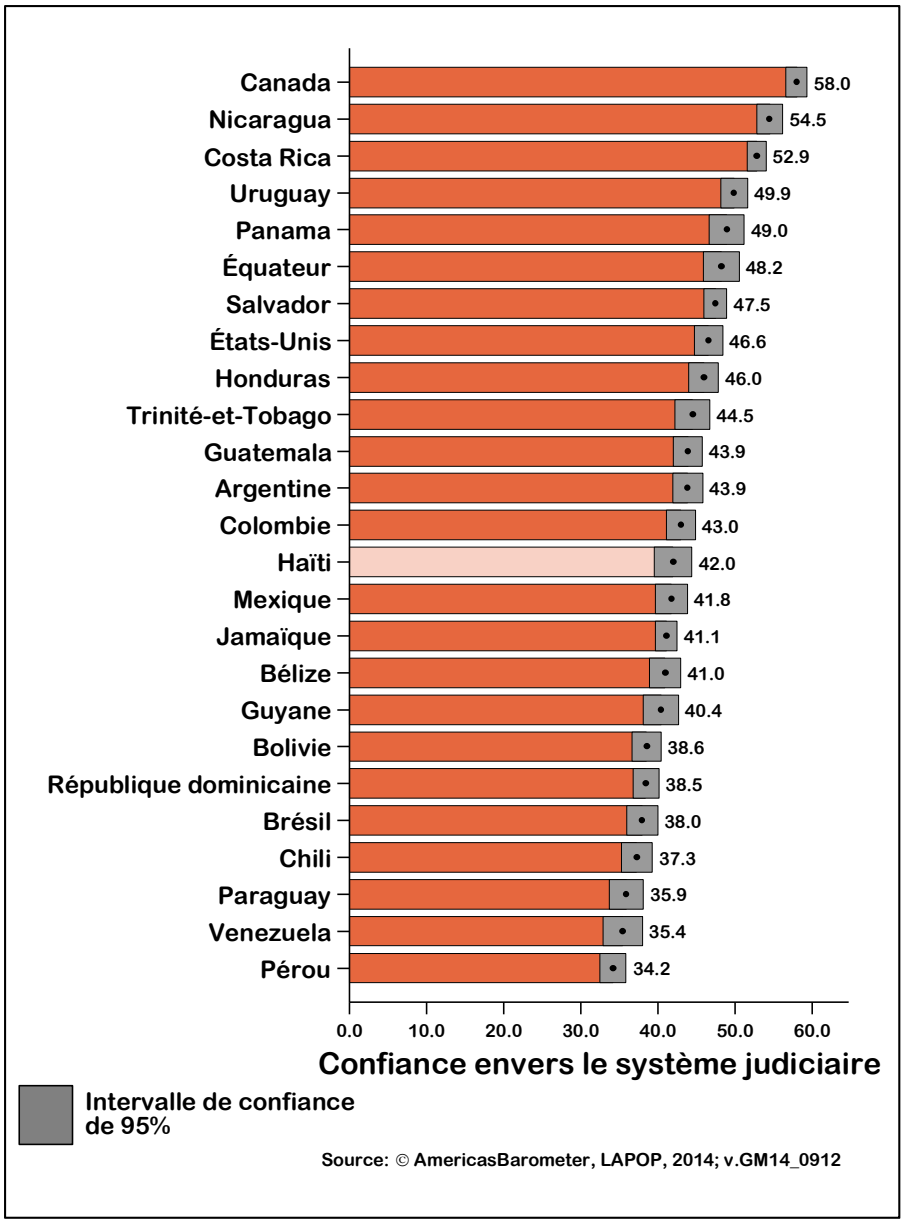



**Figure 5.5. Confiance envers le système de justice dans les Amériques, 2014**

Dans ces trois figures de 2014, les niveaux moyens de confiance envers les institutions de maintien de l'ordre sont très élevés, mais en aucun cas, parfaitement corrélés[7]. Pourtant deux modèles se distinguent. Le Canada, les États-Unis et le Nicaragua se trouvents constamment parmi les pays qui arborent les niveaux de confiance les plus élevés, tandis que le Venezuela, le Pérou et la Bolivie enregistrent constamment de faibles niveaux de confiance.

Une thématique intéressante est l'impact de l'insécurité sur la légitimité des institutions démocratiques. L'indice basé sur les quatre questions introduites dans le chapitre 1 sur les cambriolages, le trafic de drogue, le chantage/extorsion et le meurtre est utilisé pour opérationnaliser ce concept. Les

[7] La confiance enver le système de justice et la confiance à l'égard de la police nationale : r = 0,64; La confiance envers les forces armées et la confiance à l'égard de la police nationale : r = 0,56.

réponses codées 1 (« oui » la forme d'insécurité a été observée dans le voisinage au cours des 12 derniers mois) et 0 (« non » si non) sont combinées pour former un seul indice de 0 à 100[8].

La figure 5.6 illustre comment l'insécurité dans les quartiers varie dans les Amériques en 2014. Le Brésil, la République dominicaine et le Venezuela se distinguent par leur niveau élevé d'insécurité. La plupart des pays occupe le corridor du narcotrafic qui s'étend des Andes au Mexique en passant par l'Amérique centrale suivent de peu le premier groupe de pays en matière d'insécurité. Seulement la Bolivie, Haïti, la Jamaïque et la Guyane ont des taux d'insécurité nettement inférieurs. Globalement, donc, la distribution régionale se situe entre deux formes d'insécurité de quartier (50 points) et un peu moins d'une forme (20 points).

Est-ce que le faible niveau de confiance envers les institutions dans les Amériques reflète l'insécurité de quartier? Pour répondre à cette question, nous utilisons un modèle de régression avec effets fixes pour prédire les niveaux de confiance à l'égard de la police nationale (Figure 5.7) et envers le système de justice (Figure 5.8). Les variables incluses dans les modèles de régression sont des variables socio-économiques et démographiques, la mesure de l'approbation présidentielle et d'autres facteurs liés à la performance et autre expérience avec le gouvernement national et local[9]. Ces analyses permettent de déterminer si l'insécurité de quartier est en partie responsable des faibles niveaux de confiance à l'égard des institutions-clés de l'État en matière de sécurité.

[8] Ces éléments sont respectivement VICBAR1, VICBAR3, VICBAR4 et VICBAR7. L'analyse factorielle suggère une seue dimension qui explique 65% de la variance entre les variables. L'alpha de Cronbach de 0,64 suggère que ces variables forment une échelle assez fiable.
[9] Tous les résultats sont disponibles dans les annexes 5.1 et 5.2. Les modèles excluent les États-Unis et le Canada

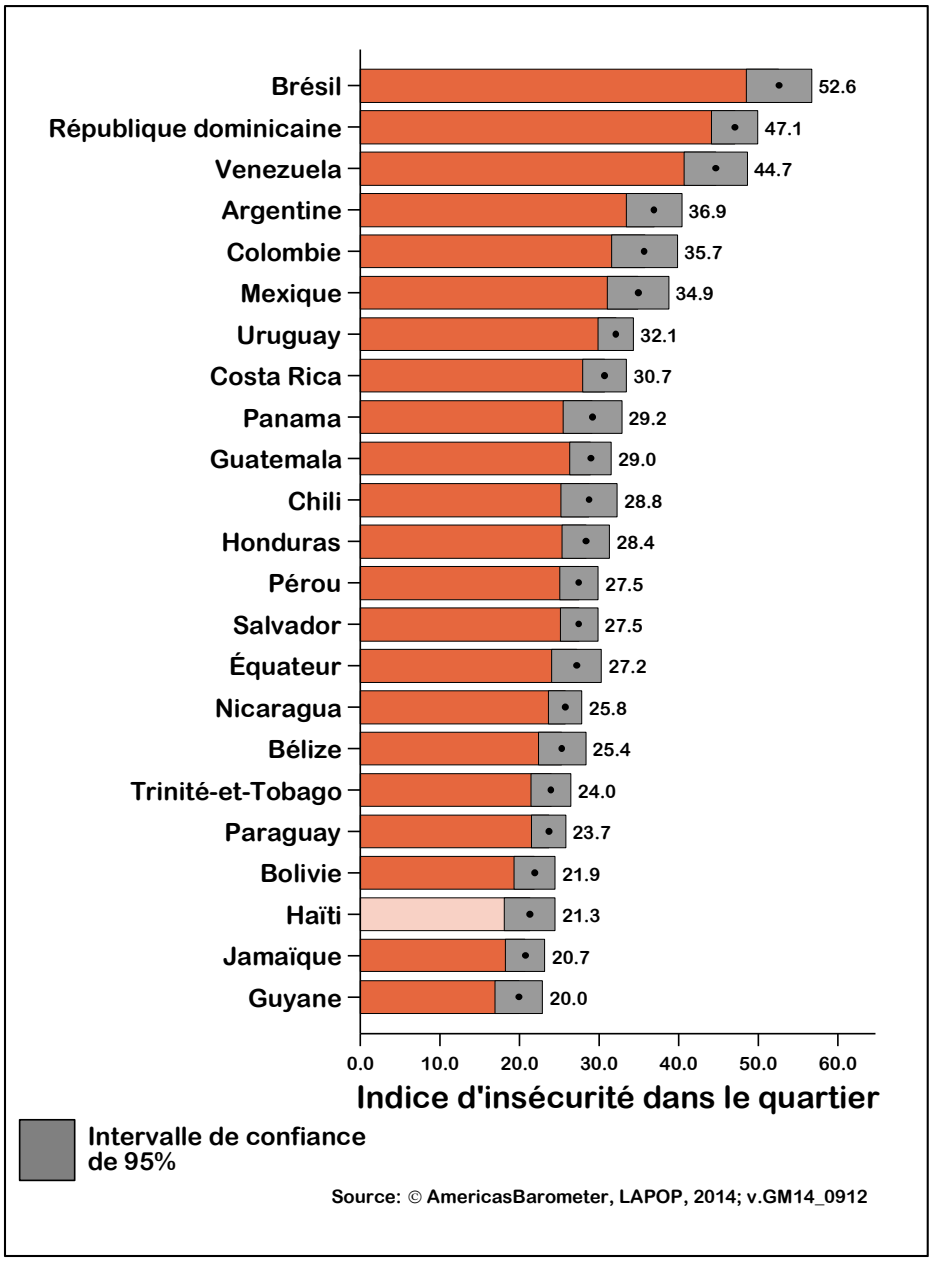



**Figure 5.6. Insécurité du quartier dans les Amériques, 2014**

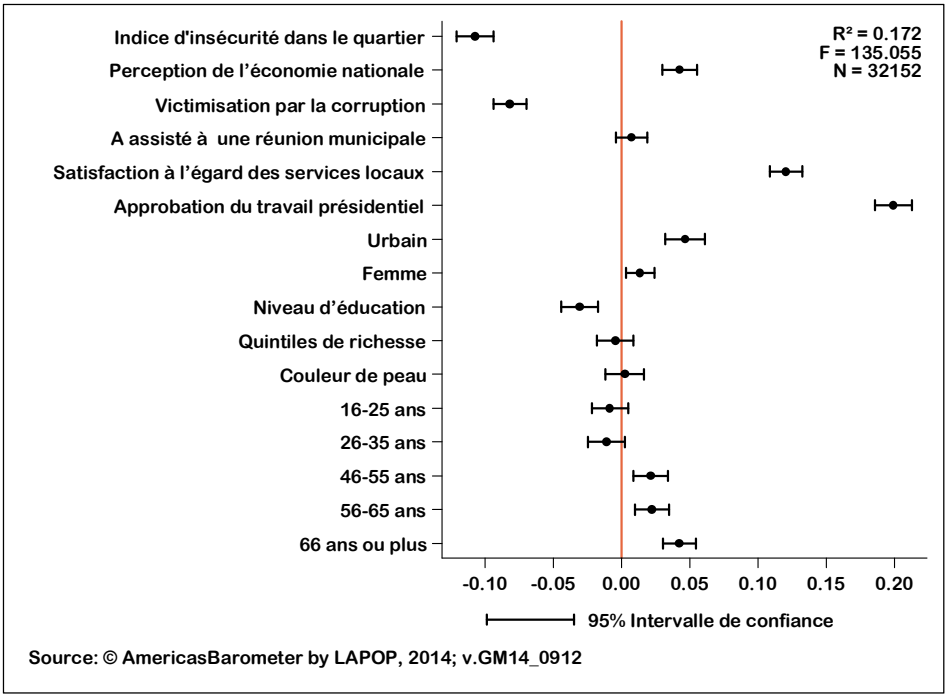



**Figure 5.7. Facteurs associés à la confiance envers la police nationale dans les Amériques, 2014**

Une implication directe de la Figure 5.7 est que, plus il y a de citoyens qui ne se sentent pas en sécurité dans leur quartier, moins la confiance envers la police nationale est élevée. Cet effet est comparable à celui de payer un pot-de-vin. Une analyse connexe non rapportée suggère que les effets préjudiciables du sentiment d'insécurité dans son quartier sont potentiellement plus importants que ceux de la victimisation par le crime. Les citoyens qui sont satisfaits des services municipaux ont davantage confiance envers la police nationale, tout comme ceux qui ont une opinion positive de l'exécutif. Les résidents de zones rurales, ceux d'âge moyen ainsi que les plus âgés sont plus susceptibles d'exhiber un niveau de confiance élevée envers la police nationale par rapport à ceux qui résident dans des zones urbaines et aux plus jeunes. Le niveau de scolarité réduit légèrement le niveau de confiance envers la police.

La figure 5.8 rapporte l'analyse des facteurs relatifs au niveau individuel de confiance envers le système de justice dans les Amériques. Le sentiment d'insécurité dans le quartier érode la confiance envers le système de justice. De plus les évaluations positives de l'administration municipale et du pouvoir exécutif sont positivement corrélées avec la confiance à l'égard du système de justice, tout comme le fait d'assister aux réunions du gouvernement local. Les répondants les plus instruits ont des niveaux de confiance plus bas, tout comme les répondants les plus riches. Les citoyens qui vivent dans les zones rurales et qui sont jeunes ont des niveaux de confiance plus élevés envers le système de justice que les résidents des zones urbaines et les plus âgés.

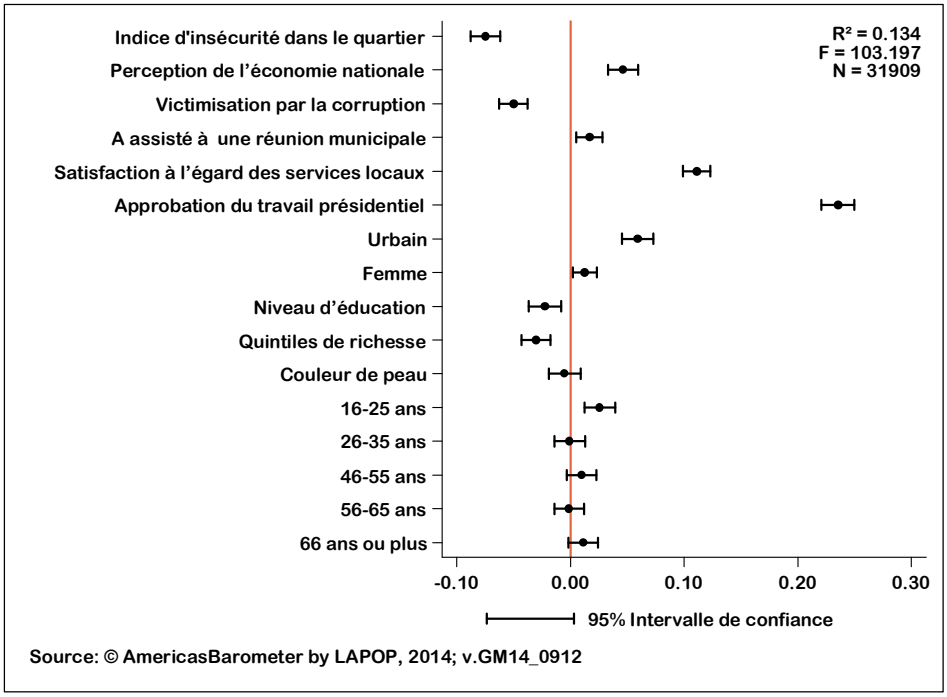



**Figure 5.8. Facteurs associés à la confiance envers le système de justice dans les Amériques, 2014**

En somme, les institutions chargées de faire respecter la loi dans les Amériques inspirent peu la confiance des citoyens des Amériques. Les niveaux relativement élevés et stables de confiance à l'égard des forces armées et de la police nationale cachent de grands changements à l'intérieur des pays au fil du temps. La confiance envers le système de justice fait largement défaut dans les Amériques et s'érode très rapidement dans certains cas. La corrélation modérée entre les mesures de confiance suggère que la confiance à l'égard d'une institution de maintien de l'ordre n'est pas nécessairement transmise à une autre. La performance de l'État de droit, telle que mesurée par le World Justice Project, est significativement corrélée avec la confiance à l'égard des institutions[10]. Les populations des Amériques semblent ne pas accorder aveuglément une légitimité aux institutions centrales chargées du maintien de l'ordre. Au contraire, il semble que ces institutions doivent gagner la confiance et l'appui du public.

## V. Profils des attitudes propices à la stabilité démocratique

Les démocraties stables ont besoin des citoyens qui accordent la légitimité à leurs institutions et qui tolèrent et respectent les droits des dissidents. En d'autres termes, l'appui au système et la tolérance politique influencent la stabilité démocratique ou la consolidation démocratique. Les moyens par lesquels la tolérance et l'appui au système affectent la stabilité démocratique sont résumés dans le tableau 5.1. Si la majorité des citoyens montre un fort appui au système et dispose d'un niveau élevé de tolérance, il est attendu que la démocratie soit stable et consolidée. Au contraire, si la majorité des citoyens est intolérante et n'appuie pas les institutions, le régime démocratique peut courir le risque de se dégrader ou même de tomber. La troisième possibilité est l'instabilité de la démocratie, à savoir

[10] L'ordre et la sécurité en corrélation avec la confiance dans les forces armées (r = 0,34), la police nationale (r = 0,67), et le système de justice (r = 0,50). Les corrélations entre la justice pénale et ces trois institutions sont respectivement, r = 0,44, r = 0,69 et r = 0,45.

lorsque la majorité des citoyens exhibe un haut niveau de tolérance politique, mais n'accorde qu'un faible niveau de légitimité aux institutions. Dans de tels cas, on pourrait voir une certaine instabilité politique. Cependant, les citoyens qui sont critiques à l'égard du système sont également attachés aux valeurs démocratiques fondamentales. Finalement, si la majorité des citoyens arbore un appui au système élevé, mais n'exhibe qu'un faible niveau de tolérance, les conditions ne présagent rien de bon pour la démocratie et, à l'extrême, le régime démocratique pour prendre une direction autoritaire.

**Table 5.1. La relation entre l'appui au système et la tolérance politique**

| | **Forte tolérance** | **Faible tolérance** |
|---|---|---|
| **Fort appui au système** | Démocratie stable | Stabilité autoritaire |
| **Faible appui au système** | Démocratie instable | Démocratie en péril |

Cette conceptualisation de la stabilité démocratique trouve un appui empirique. Par exemple, Booth & Seligson ont utilisé le Baromètre des Amériques 2008 pour identifier les signes précurseurs de l'instabilité politique qui a mené à la destitution du Président Zelaya au Honduras par les forces armées, forçant ainsi son son exil vers le Costa Rica (Booth & Seligson 2009; Pérez, Booth & Seligson 2010). Mais avant d'analyser ces différentes combinaisons d'attitudes, il importe d'abord d'examiner ces deux dimensions séparément, à savoir l'appui au système politique et la tolérance politique.

## *Appui au système politique*

Booth & Seligson (2009) proposent une formule générale pour documenter l'appui du public au système politique, et ce, en mesurant « l'appui au système » — une mesure globale de la légitimité des institutions politiques dans un pays et une mesure générale du niveau d'appui à l'égard de l'organisation du système politique. L'appui au systme est mesuré en utilisant un indice construit à partir de la moyenne des réponses aux questions suivantes du Baromètre des Amériques :

| |
|---|
| Je vais vous poser une série de questions. Rappelez-vous, vous pouvez utiliser n'importe quel numéro.<br>**B1**. Dans quelle mesure pensez-vous que les tribunaux du (pays) garantissent un procès équitable ? (Lire : si vous pensez que les tribunaux ne garantissent pas la justice pour tous, choisissez le numéro 1 ; si vous pensez que les tribunaux assurent la justice pour tous, choisissez le numéro 7, ou choisissez un point entre les deux.) |
| **B2**. Dans quelle mesure respectez-vous les institutions politiques du (pays)? |
| **B3**. Dans quelle mesure pensez-vous que les droits fondamentaux des citoyens sont protégés par le système politique du (pays)? |
| **B4**. Dans quelle mesure sentez-vous fier de vivre dans le système politique du (pays)? |
| **B6**. Dans quelle mesure pensez-vous que l'on doit appuyer le système politique du (pays)? |

Les réponses à ces questions sont basées sur une échelle de 7 points allant de 1 («pas du tout») à 7 («beaucoup»). Les indices sont codés de 0 à 100, avec 0 représentant un très faible appui au système politique et 100 un très fort appui. Les réponses de chaque composante ont été codées de 0 à 100.

La figure 5.9 compare les indices des niveaux d'appui au système et ses cinq composantes pour les pays qui sont inclus dans le Baromètre des Amériques depuis 2006. D'une part, l'appui au système dans les Amériques en 2014 est en baisse de deux points par rapport à 2012 et 2010. En outre, une décomposition par régions, montre une diminution de l'ordre de trois à quatre points dans les Andes, le Cône Sud, et les Caraïbes, mais une augmentation d'environ trois points au Mexique et en Amérique centrale. D'autre part, dans toutes les régions, il y a une baisse significative de la croyance que les tribunaux garantissent un procès équitable et que le système politique respecte les droits fondamentaux des citoyens. Ensembles, les deux éléments réduisent l'indice en 2014[11]. En considérant les niveaux faibles de confiance à l'égard du système de justice présentés à la figure 5.5, le système judiciaire semble constituer un obstacle majeur à l'appui au système politique dans les Amériques.

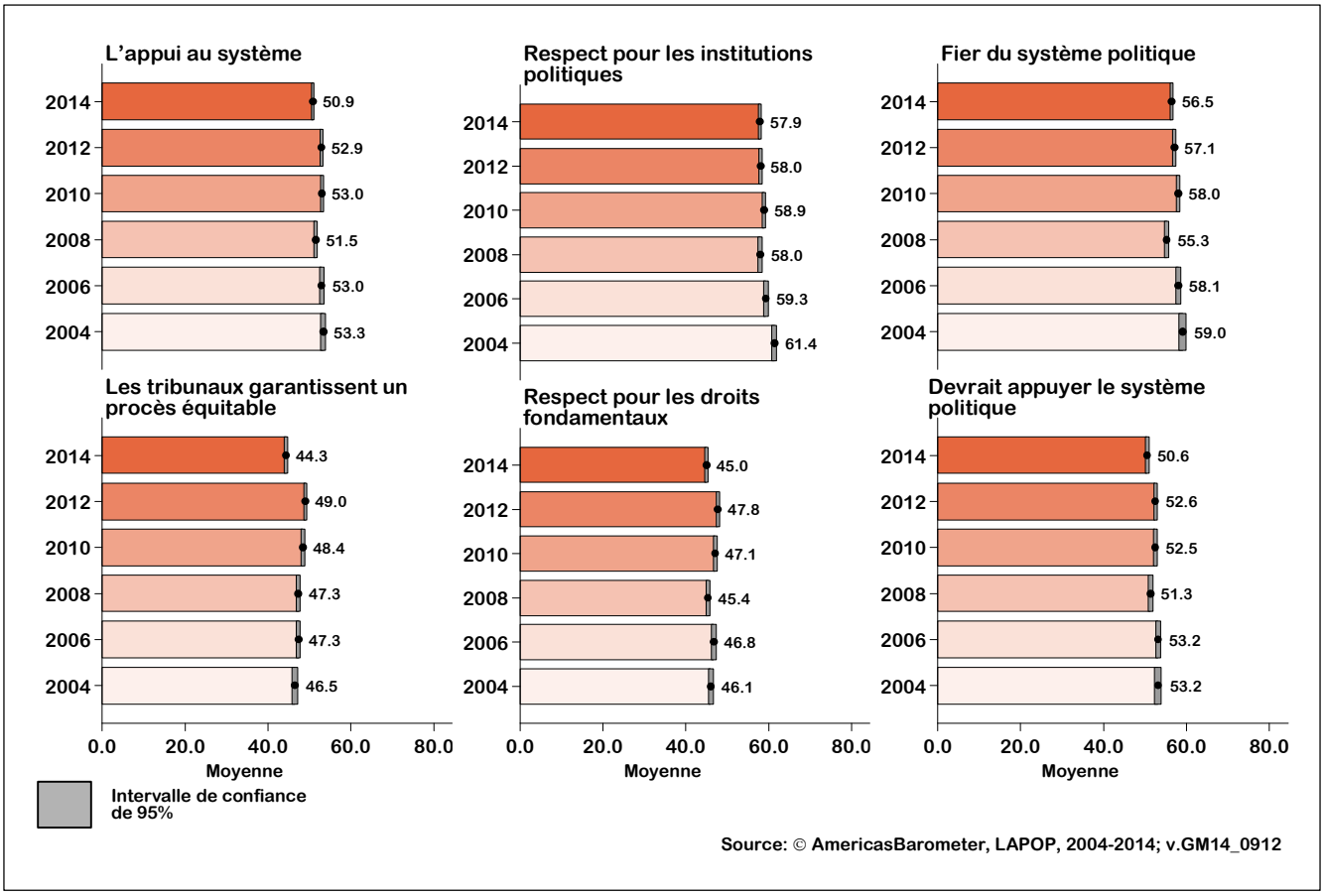
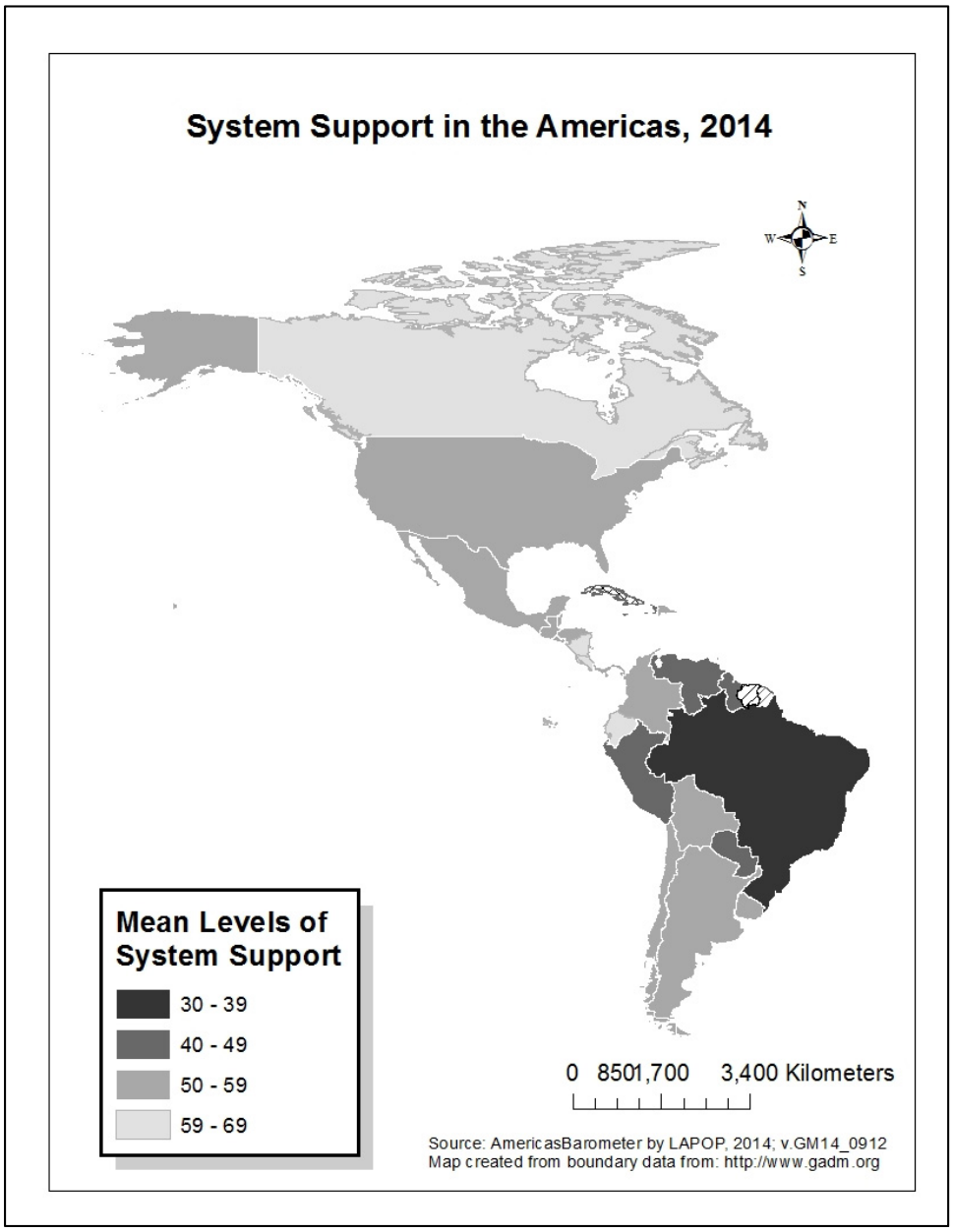



**Figure 5.9. Appui au système politique et ses composantes dans les Amériques, 2006 — 2014**

Comment l'appui au système politique varie-t-il aujourd'hui à l'intérieur des Amériques? La carte 5.1 présente les niveaux d'appui au système tels que mesurés par la vague 2014 du Baromètre des Amériques. L'appui au système atteint son niveau le plus haut au Costa Rica (62,3 points) et son niveau le plus bas au Brésil (37,6 points). Le Canada et le Costa Rica se positionnent tout en haut de la liste régionale de l'indicateur de légitimité, alors que les États-Unis se situent autour de la moyenne régionale

[11] Toutefois, si l'analyse ne se limite qu'aux neuf principaux pays qui sont inclus dans l'enquête pendant toute la période 2004-2014, des gains modestes dans l'indice d'appui au système et dans toutes ses composantes sont observés, sauf pour la croyance que les tribunaux garantissent un procès équitable.

(environ 50 points). Il est encourageant de constater que les citoyens dans les pays politiquement instables et violents de l'Amérique centrale continuent d'appuyer le système politique de leur pays.




**Carte 5.1. Appui au système dans les Amériques, 2014**

Parce que l'appui au système est censé représenter les valeurs inhérentes que les citoyens placent dans les institutions démocratiques, celui-ci devrait être assez stable dans le temps. Des changements radicaux ont néanmoins été observés dans plusieurs cas. Des gains importants ont été faits, par exemple, au Honduras (+11,1 points), au Panama (+9), au Costa Rica (+6,4), et en Équateur (+6). Cependant, des reculs importantes ont été enregistrés au Venezuela (-13,9 points), au Belize (-12,2), en Jamaïque (-10,6) et au Brésil (-7,8). Une analyse approfondie (dont les résultats ne sont pas présentés ici) révèle que ces fluctuations ne correspondent pas parfaitement aux changements dans les perceptions économiques.

Quels genres de citoyens appuient davantage leur système politique ? Un modèle de régression avec effets fixes est utilisée pour modéliser l'appui au système en fonction, une fois de plus, des variables socio-économiques et démographiques, de l'approbation présidentielle, des indicateurs de performance et de l'expérience du gouvernement local et national[12]. Tel que mentionné plus haut, dans les démocraties établies, un appui diffus au système politique est perçu comme une attitude ancrée qui est imperméable aux fluctuations à court terme dans la performance du gouvernement. Cependant, dans les nouvelles démocraties de l'Amérique Latine et des Caraïbes, les performances perçues et les expériences avec le gouvernement national et local peuvent être des déterminants importants de l'appui au système.

Comment la sécurité du quartier les autres variables du modèle sont-elles corrélées avec l'appui au système en 2014? Afin de bien saisir l'effet de ces variables sur les nouvelles démocraties de l'Amérique, les États-Unis et le Canada sont retirés de cette analyse. Les résultats de l'analyse, présentés à la figure 5.10 indiquent que les personnes qui vivent dans des quartiers plus précaires ont un faible niveau d'appui au système. Une analyse non rapportée pour des raisons d'espace indique que, lorsqu'elles sont introduites dans le modèle une par une plutôt que dans un indice, chacune de ces quatre variables mesurant l'insécurité a une relation statistiquement significative et négative avec l'appui au système. L'éradication de l'insécurité peut donc aider à renforcer cette dimension de la légitimité démocratique.

D'autres évaluations de performance sont également importantes. Au niveau du gouvernement national, les évaluations positives de la performance économique antérieure et l'approbation de l'exécutif sont fortement corrélées avec l'appui au système politique au sens large. Au niveau local, la satisfaction à l'égard des services du gouvernement municipal a des effets positifs similaires. L'appui au système reflète des interactions individuelles avec l'État. Alors que ceux à qui on a demandé de payer un pot-de-vin ont un faible niveau d'appui, ceux qui participent aux réunions du gouvernement municipal ont un niveau d'appui plus élevé[13].

[12] Les résultats complets sont rapportés à l'annexe 5.3. Les modèles excluent les États-Unis et le Canada.

[13] Lorsque l'approbation présidentielle est exclue, l'effet de l'évaluation de l'économie, des évaluations du gouvernement municipal, et de la participation aux réunions municipales augmente. Les victimes de la corruption et de l'insécurité ne changent pas sensiblement. Les modèles excluent les États-Unis et le Canada.

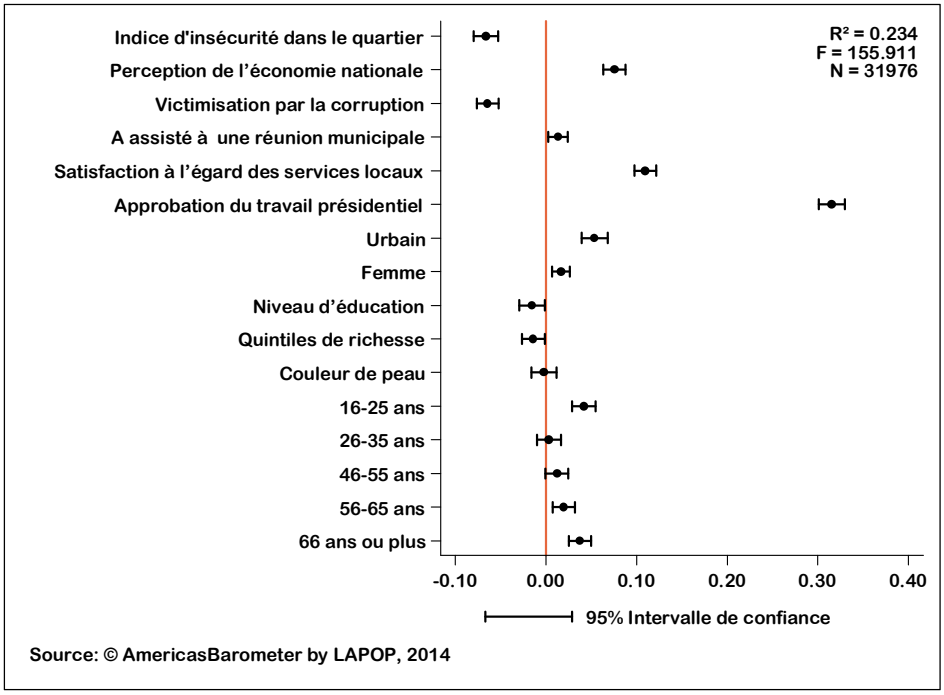



**Figure 5.10. Facteurs associés à l'appui au système dans les Amériques, 2014**

De plus, l'appui au système varie selon les groupes démographiques. Les résidents des régions rurales, les répondants les moins riches et les femmes ont tous un niveau d'appui plus élevé. La relation entre l'âge et l'appui au système est non linéaire : il est plus élevée chez les deux cohortes les plus âgées et chez les plus jeunes.

Ces résultats appuient trois principales conclusions. Premièrement, malgré l'espoir que l'appui au système soit profondément enraciné, résistant aux fluctuations de performance à court terme, il semble entretenir une relation avec les perceptions de la sécurité du quartier, l'état de l'économie et les expériences récentes de corruption. Deuxièmement, tandis que l'appui au système est souvent vu comme un concept de niveau national, il semble en partie fondé sur la performance des gouvernements locaux. Ainsi, les évaluations des gouvernements municipaux et les interactions avec les autorités municipales façonnent la perception des citoyens à l'égard de leur système politique national. Troisièmement, tandis que les effets de cohorte contribuent à expliquer les variations d'appui au système en fonction de l'âge, les résultats ne nous permettent pas d'appuyer les hypothèses conventionnelles en matière de niveaux de richesse, de niveaux de scolarité et d'urbanisation (Lipset 1963, Inglehart and Welzel 2005).

## *Tolérance politique*

Les niveaux élevés d'appui au système politique ne garantissent pas la survie des institutions démocratiques libérales. La démocratie libérale a aussi besoin que les citoyens acceptent les principes d'une compétition démocratique ouverte et la tolérance envers la dissidence. Ainsi, le Baromètre des Amériques mesure la tolérance envers les citoyens qui s'opposent au système politique. Cet indice est composé des quatre questions suivantes :

| |
|---|
| **D1**. Il y a des gens qui disent seulement de mauvaises choses sur la forme de gouvernement du [pays], pas seulement à l'égard du gouvernement en place, mais plutôt à l'égard du système de gouvernement. Jusqu'à quel point êtes-vous d'accord à ce qu'on accorde le **droit de vote** à ces personnes ? S.V.P., choisir un numéro dans l'échelle [1 à 10] : ***[Relance: À quel degré?]*** |
| **D2**. Jusqu'à quel point êtes vous d'accord à ce que ces personnes soient autorisées à manifester de façon pacifique pour exprimer leurs points de vue ? SVP, choisir un numéro. |
| **D3**. Toujours en pensant à ceux qui disent de mauvaises choses au sujet de la forme de gouvernement [du pays], à quel point êtes-vous d'accord à ce que ces personnes soient autorisées à **se présenter aux élections en tant que candidat** ? |
| **D4**. Jusqu'à quel point êtes-vous d'accord à ce que ces personnes soient autorisées à faire des **discours à la télévision** ? |

Comme pour les autres indices de LAPOP, la moyenne de chaque répondant à ces quatre questions est recodée afin que la valeur de la variable résultante soit contenue entre 0 à 100, où 0 représente un très faible niveau de tolérance et 100 représente un très fort niveau de tolérance. Les réponses de chaque variable composant l'indice ont également été recodées de 0 à 100[14].

Les analyses par pays (non présentées) montrent que les niveaux de tolérance politique sont 4 points plus faibles dans les pays où les dissidents sont actifs[15]. Le Venezuela, où de nombreux candidats pour les postes électifs nationaux et régionaux sont plutôt critiques à l'égard du régime, se classe parmi les pays les plus tolérants dans les Amériques. Dans les pays où d'anciens dissidents occupent actuellement la présidence, la tolérance est relativement élevée (Uruguay, Chili et Brésil), moyenne (Nicaragua) ou faible (Bolivie). Les pays avec des groupes actifs de dissidents comme le Paraguay, la Colombie ou le Pérou exhibent des niveaux moyens de tolérance.

À quel point la tolérance politique est-elle stable au fil du temps ? Alors qu'en théorie elle devrait être assez stable, les données montrent que les niveaux de tolérance ont beaucoup changé depuis 2012, et ce, dans plusieurs pays de la région. Les hausses constatées au Vénézuéla (+7,6 points) et au Honduras (+6,7) ont été éclipsés par des pertes importantes au Panama (-19,8 points), au Guatemala (-17,8), en Guyana (-14.4), et au Belize (-11.2). Dans les autres pays, les niveaux de tolérance ont diminué, bien qu'assez faiblement. La tolérance politique n'est donc pas plus (ou moins) stable que l'appui au système et, comme la plupart des mesures de légitimité analysées dans le présent rapport, elle a subi un revers au cours des deux dernières années.

Afin d'explorer l'évolution de la tolérance politique dans les Amériques, la figure 5.11 rapporte les moyennes régionales de l'indice de tolérance politique pour chaque vague du Baromètre des Amériques depuis 2004. Bien que relativement stables entre 2008 et 2012, les niveaux régionaux de tolérance politique ont baissé en 2014. Parmi les différentes composantes de l'indice, la tolérance envers les droits des dissidents politiques à la libre expression et le droit de se présenter aux élections ont connu les plus fortes baisses. Une situation semblable émerge d'une analyse (non présentée) du sous-échantillon de pays inclus dans l'enquête depuis 2004.

[14] L'alpha de Cronbach pour cette échelle additive composée de quatre variables est très élevé ($\alpha$= 0,85) et l'analyse des composantes principales indiquent que l'indice mesure une seule dimension.

[15] Ceux-ci comprennent la Colombie (FARC / Forces armées révolutionnaires de Colombie et l'ELN / Ejército de Liberación Nacional), le Pérou (Sentier lumineux/ Sendero Luminoso), le Mexique (EPR / Ejército Popular Revolucionario et FAR-LP / Forces armées révolutionnaires de libération populaire), et le Paraguay (PPE / Ejército del Pueblo Paraguayo).

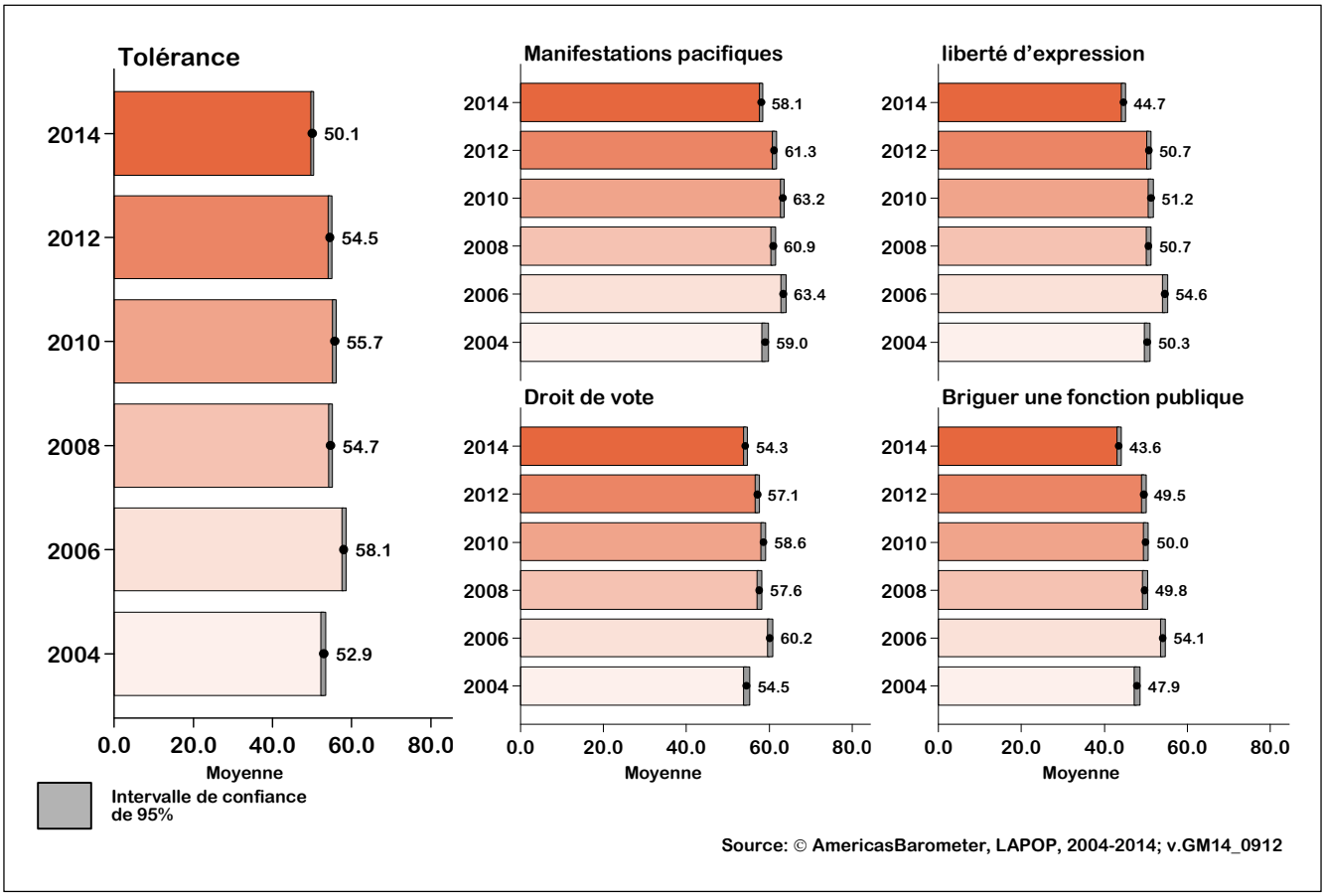
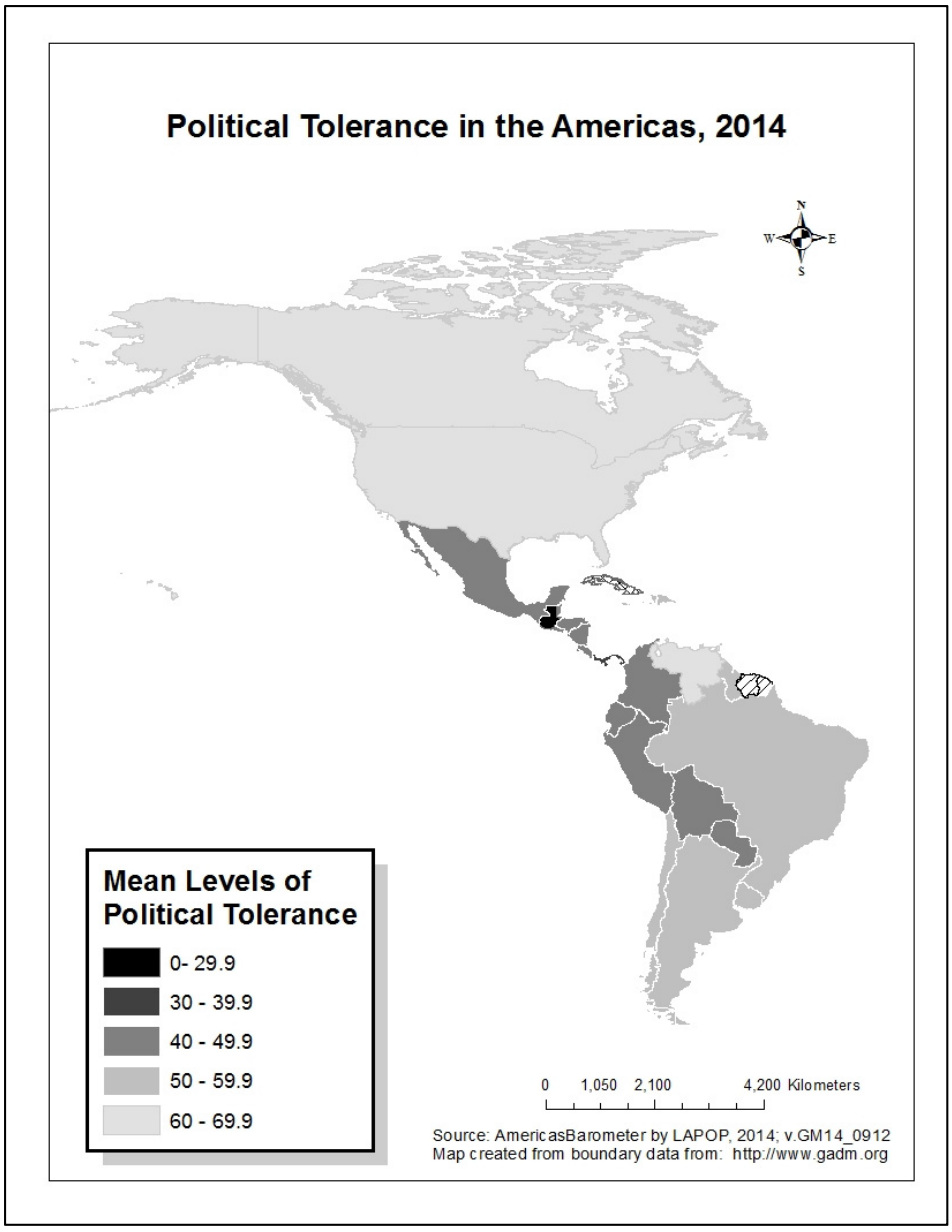



**Figure 5.11. Tolérance politique et ses composantes dans les Amériques, 2004 — 2014**

La distribution géographique de la tolérance envers les dissidents politiques est illustré sur la carte 5.2. Celle-ci présente les pays par score moyen sur l'indice de tolérance du Baromètre des Amériques. Le plus haut niveau de tolérance s'observe aux États-Unis et au Canada (69.9 et 69.3 points respectivement sur l'échelle 0 à 100) et le plus faible niveau au Guatemala et au Panama (respectivement 29.5 et 32.1 points).




**Carte 5.2. Tolérance politique et ses composantes dans les Amériques, 2014**

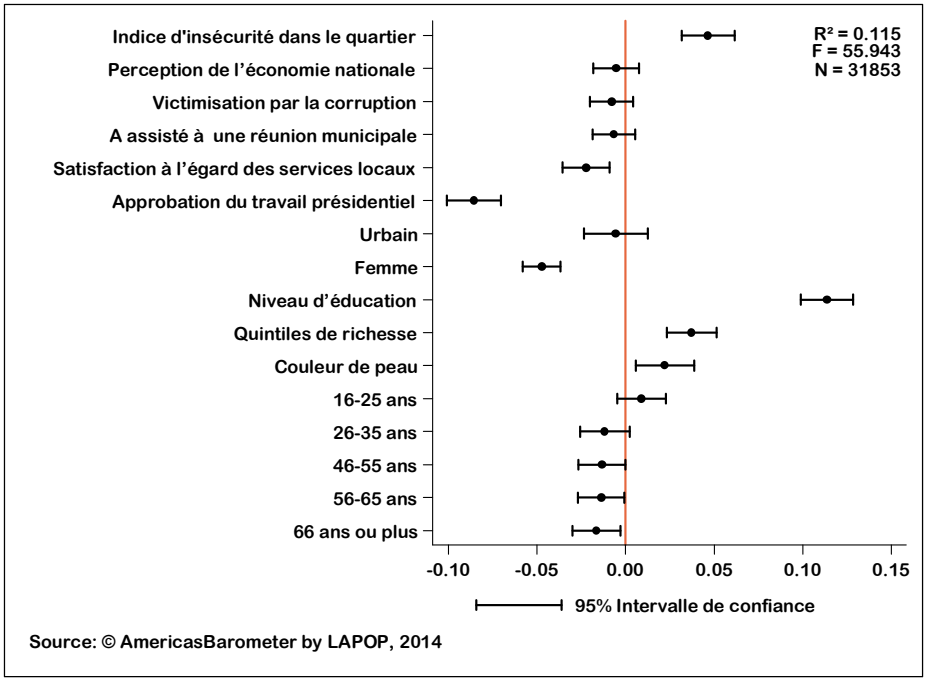



**Figure 5.12. Facteurs associés à la tolérance politique dans les Amériques, 2014**

Quel est le profil-type des citoyens les plus tolérants dans les démocraties émergentes des Amériques? Un modèle de régression à effets fixes est utilisé pour modéliser l'appui au système en fonction des variables socio-économiques et démographiques, de la perception de la performance et de l'expérience du gouvernement local et national[16]. Le rapport régional du Baromètre des Amériques de 2012 conclut que plusieurs de ces déterminants ont des effets négatifs sur l'appui au système et sur la tolérance politique (Carlin et al. 2013). Dans quelle mesure cette conclusion est-elle valide en 2014 ?

Selon la figure 5.1, dans plusieurs cas la réponse est affirmative. Par exemple, l'insécurité du quartier a un effet négatif sur l'appui politique, mais un effet positif sur la tolérance à l'égard des droits politiques et des libertés civiles des personnes qui sont ouvertement opposées au régime. En regardant les résultats de plus près, on constate que la présence de cambriolages et le trafic de drogue dans le quartier semblent induire cette relation ; le chantage et l'extorsion ainsi que les meurtres dans le quartier n'ont aucun effet sur la tolérance politique (analyse non présentée).

Contrairement à l'appui au système, la tolérance politique n'est pas systématiquement liée aux évaluations de la performance économique récente, à la victimisation par la corruption ou à la participation à des réunions du gouvernement local[17]. Alors que la bonne performance du gouvernement national et l'évaluation positive des services du gouvernement local sont positivement corrélées avec l'appui au système, ils entretiennent une relation négative avec la tolérance politique. Ces résultats sont quelque peu troublants, dans la mesure où ils suggèrent que les gouvernements nationaux qui sont populaires et qui offrent une bonne prestation de services locaux peuvent entraver la consolidation de la démocratie. Qu'à cela ne tienne, ils corroborent les conclusions qui stipulent que les perdants des élections sont tolérants face aux dissidents politiques et continuent de faire valoir leur droit, tandis que

[16] Les résultats complets sont rapportés à l'annexe 5.3. Les modèles excluent les États-Unis et le Canada.
[17] Lorsque l'approbation présidentielle est exclue du modèle, les résultats demeurent stables, à une exception près : les perceptions économiques positives ont un effet négatif sur la tolérance.

les gagnants sont susceptibles de déléguer davantage de pouvoirs à la branche exécutive du gouvernement.

Les résultats se rapportant aux variables socioéconomiques et démographiques confirment que l'appui au système et la tolérance politique reposent sur des fondations microsociologiques distinctes. Une année additionnelle de scolarité a un grand effet sur la tolérance, plus que n'importe quelle autre variable. Dans une perspective politique, ceci suggère que la tolérance peut être enseignée. De plus, la richesse, les hommes et les répondants à la peau plus foncée sont plus tolérants que les pauvres, les femmes, et ceux qui ont la peau plus claire. Le lieu de résidence n'a pas un effet systématique sur la tolérance. L'âge semble être lié à la tolérance, mais seulement au-delà d'un certain seuil. Ainsi, les répondant âgés de 36 à 45 ans sont beaucoup moins tolérants que ceux des cohortes plus âgées.

Ces résultats placent les défenseurs de la démocratie dans une position plutôt inconfortable. L'insécurité du quartier, par exemple, semble présenter un problème insoluble : l'amélioration peut renforcer la légitimité du système politique, mais pourrait simultanément affaiblir la tolérance politique. La satisfaction envers les gouvernements en place présente un autre casse-tête. Les citoyens qui appuient le gouvernement en place et qui sont satisfaits des services locaux expriment des niveaux relativement élevés d'appui au système, mais, en revanche, sont moins tolérants vis-à-vis les individus qui critiquent ouvertement le régime et remettent en question la valeur de la démocratie. Peut-être que ces contradictions signalent un désir de protéger un système qui fournit des biens et services publics de base de ceux qui souhaitent le détruire. Pourtant, et paradoxalement, une démocratie forte nécessite un certain niveau d'appui aux institutions pour encadrer le système et étendre les libertés civiles et politiques à tous, même à ceux qui souhaitent y porter atteinte. Concilier ces deux attitudes devient alors un défi majeur pour le développement des fondements culturels de la démocratie dans les Amériques (Singer n.d.). D'un point de vue des politiques publiques, la tâche est d'autant plus ardue car les évaluations de l'insécurité du quartier et les évaluations des gouvernements en place semblent affecter les fondements mêmes de la culture démocratique de différentes façons, et parfois même de manière contradictoire.

### *Attitudes conduisant à la stabilité démocratique*

Dans le but d'identifier les attitudes qui renforcent la démocratie, l'appui au système et la tolérance politique sont combinés. Les personnes qui obtiennent plus de 50 points (point médian) sur les deux échelles sont considérées comme ayant des attitudes favorables à une *démocratie stable*. Celles qui obtiennent un score inférieur à 50 points sur les deux échelles sont considérées comme ayant des attitudes qui mettent en péril la démocratie. Les personnes avec un niveau de tolérance politique élevée, mais avec un faible niveau d'appui au système ont des attitudes qui favorisent une *démocratie instable*. Enfin, on dit que les individus avec un niveau d'appui au système élevé, mais ayant un faible niveau de tolérance sont considérés comme favorisant la *stabilité autoritaire*.

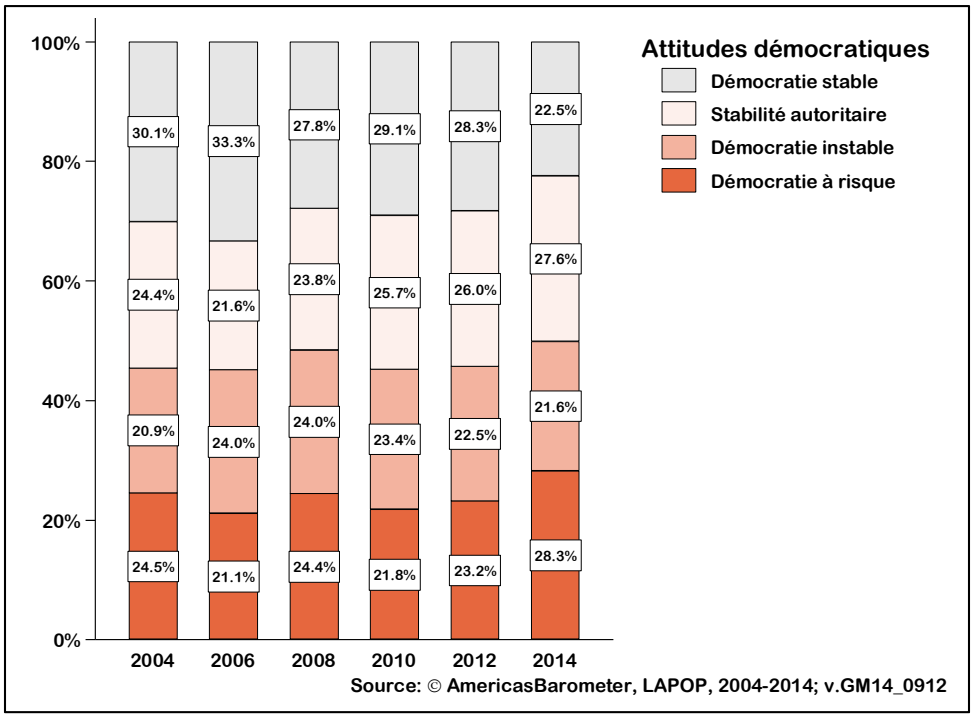



**Figure 5.13. Profils des attitudes démocratiques au fil du temps dans les Amériques**

Quelle est la prévalence de ces profils comportementaux dans les Amériques? Les tendances régionales dans les quatre profils de 2004 à 2014 sont présentées à la figure 5.13. Il est d'abord inquiétant de constater que les attitudes de *démocratie stable* atteignent en 2014 leurs niveaux moyens les plus bas de la décennie tandis que les profils de *démocratie autoritaire* et de *démocratie en péril* ont atteint leur niveau le plus élevé. Ces tendances se maintiennent si on limite l'analyse aux seuls pays qui ont été inclus dans l'enquête de façon continue depuis 2006. Elles sont encore plus prononcées dans les neuf pays étudiés depuis 2004. Alors que la *démocratie en péril* est le profil modal de la figure 5.13, dans les neuf pays étudiés depuis 2004, c'est le profil de *stabilité autoritaire* qui prédomine. Tous ces résultats, mais surtout la dernier, sont difficilement conciliables avec les prétentions des défenseurs de la démocratie dans la région. Pour voir comment les profils sont distribués dans la région, il suffit de se référer à la figure 5.14.

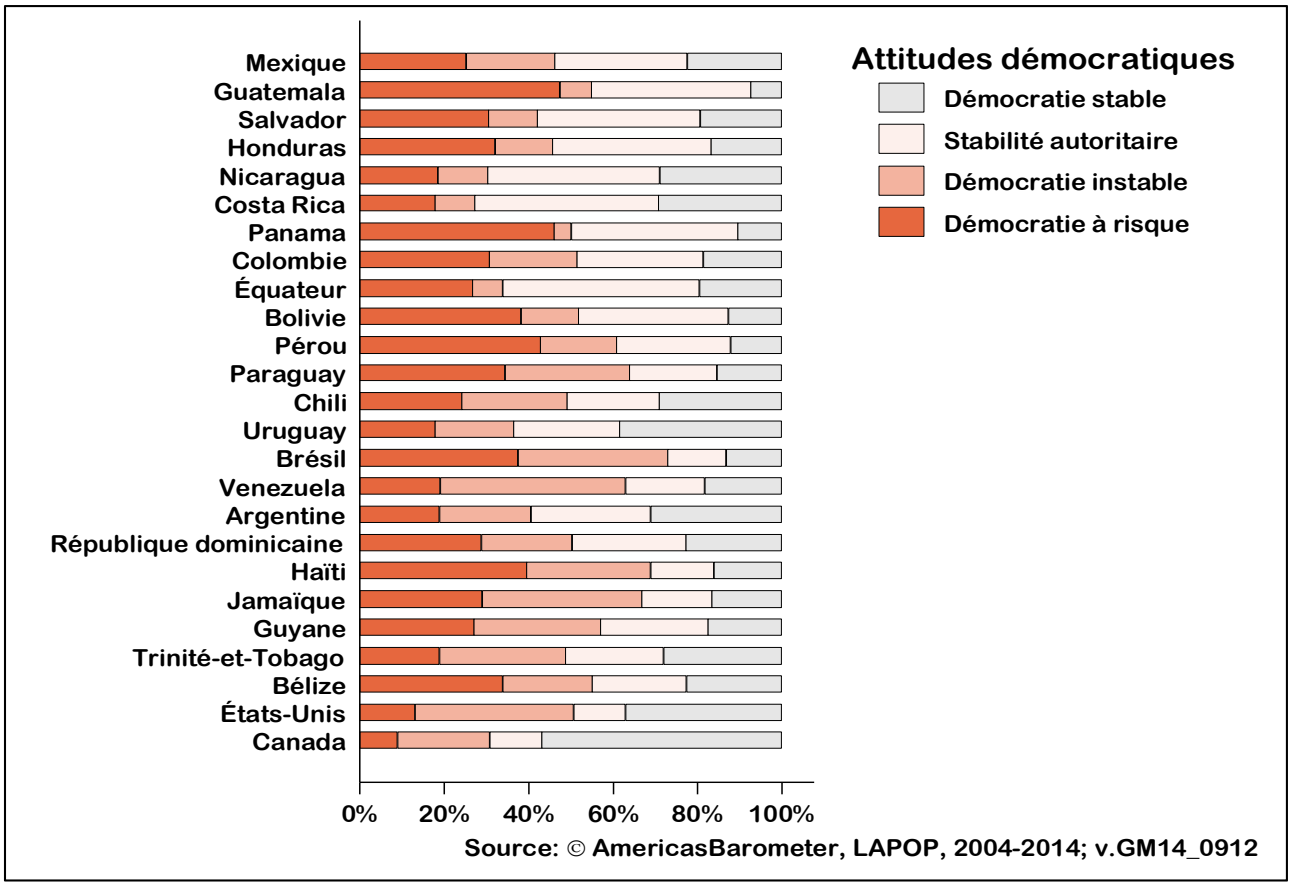
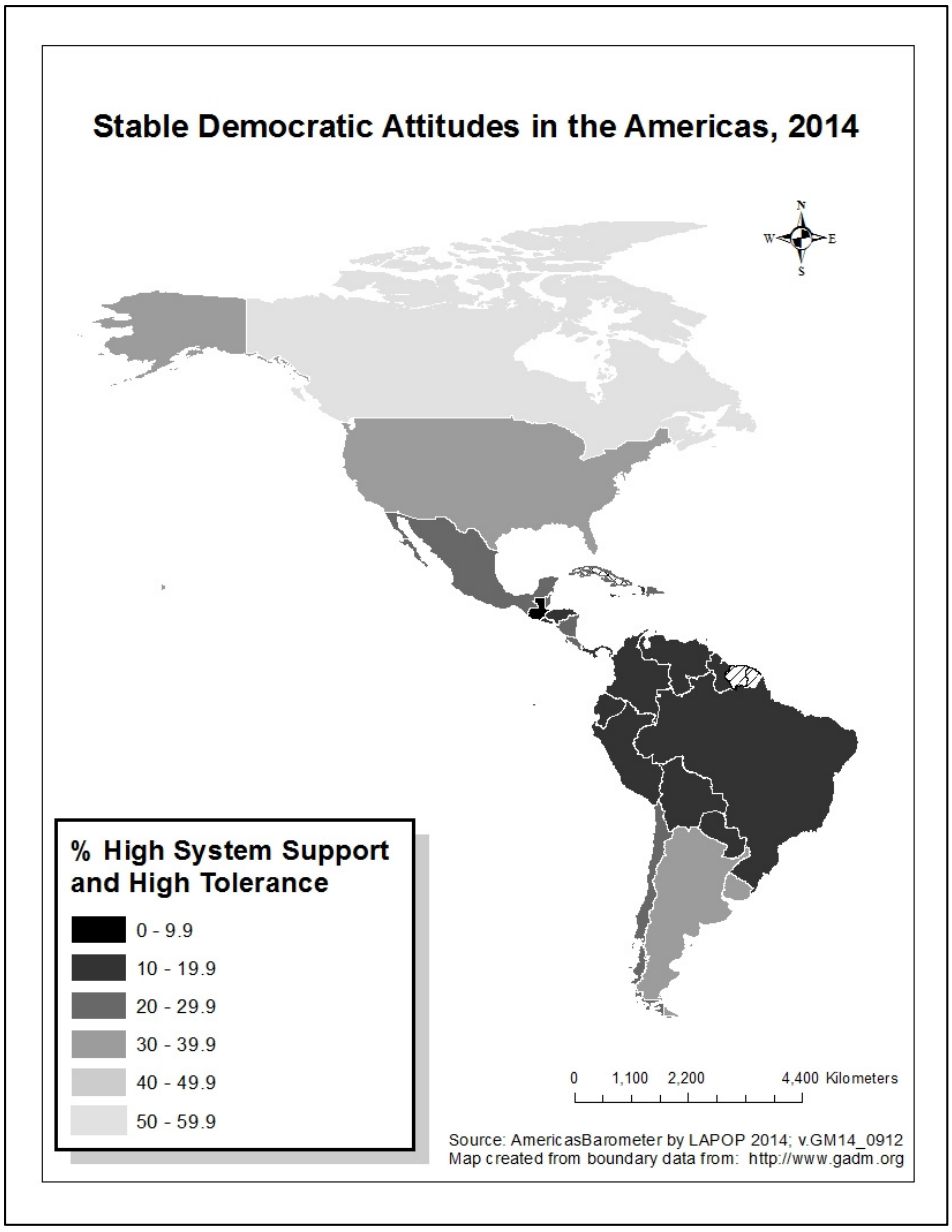



**Figure 5.14. Profils des attitudes démocratiques dans les Amériques, 2014**

La carte 5.3 rapporte le pourcentage de citoyens qui ont un profil qui favorise la démocratie stable dans les Amériques en 2014. Ce portrait suscite deux observations. À 56,8%, le Canada peut se vanter d'avoir plus de citoyens qui arborent des attitudes démocratiques stables – appui au système élevé et forte tolérance politique — que tout autre pays dans les Amériques. Avec plus de 18 points de pourcentage d'écart, les plus proches sont l'Uruguay (38,5%) et les États-Unis (37,1%). À 7,5%, le Guatemala a statistiquement moins de citoyens ayant des attitudes favorables à une démocratie stable que tout autre pays à l'exception du Panama, bien que la différence se situe à l'intérieur de la marge d'erreur. Une fois de plus, nous notons des baisses spectaculaires entre 2012et 2014 dans plusieurs pays : la Guyane (-28,0%), la Jamaïque (-20,6%), le Guatemala (-17,2%), le Belize (-16,7%), la Colombie (-8,5%) et le Brésil (-7,7%). Dans la même période, le Honduras et Haïti ont rebondi de 9,6% et 5,4%, respectivement.




**Carte 5.3. Distribution du profil de l'attitude de démocratie stable (appui au système élevé et forte tolérance) dans les Amériques, 2014**

## VI. Conclusion

L'avenir de la démocratie dans les Amériques s'articule autour de sa légitimité. Lorsque les citoyens croient largement à leurs institutions nationale et locale, croient aux principes de base de la démocratie et appuient le système pour ce qu'il est, la démocratie est plus stable et efficace. Mais quand la légitimité diminue, le sort de la démocratie devient moins certain. Par conséquent, il est important de suivre l'évolution de la légitimité dans les Amériques, de la comparer entre les pays et, plus important encore, de comprendre ce qui engendre la construction de la légitimité. À ces fins, ce chapitre a décomposé la légitimité en ses différentes composantes et a cherché à les expliquer avec des facteurs de portée politique et de pertinence théorique. Comme signalé dans la première section de ce volume, le rapport 2014 met un accent particulier sur le rôle de l'insécurité et celui des institutions chargées d'y faire face.

Si un seul message émerge de cette analyse comparative, c'est que la plupart des indicateurs de la légitimité démocratique ont chuté dans les Amériques depuis 2012. L'analyse du rôle de l'insécurité dans la construction de la légitimité démocratique, cependant, révèle une relation nuancée. Par exemple, l'appui à la démocratie dans son sens abstrait et l'appui au système ont en fait augmenté dans les neuf pays d'Amérique latine qui s'étendent du Mexique à la Bolivie et qui forment sans doute la sous-région la plus violente et la moins sécuritaire des Amériques. Pourtant, les résidants des quartiers moins sécuritaires ont généralement un niveau plus faible d'appui au système politique et sont politiquement plus tolérants. Pris ensemble, ces résultats suggèrent que l'insécurité du quartier peut contribuer au mélange d'attitudes qui conduisent à la *démocratie instable* : un faible appui au système et un haut niveau de tolérance. Dans un tel cas, l'insécurité pourrait avoir un effet potentiellement déstabilisateur sur la démocratie dans les Amériques.

Une autre conclusion que l'on peut tirer de cette étude est que les institutions dont les missions comprennent l'établissement et le maintien de la sécurité, la loi et l'ordre dans les Amériques disposent de niveaux distincts de confiance des citoyens. Longtemps parmi les institutions les plus dignes de confiance dans la région, les forces armées disposent d'un niveau de confiance bien plus élevé que la police nationale ou le système de justice. L'opinion des citoyens à l'égard du système de justice semble généralement plus fragile. Au-delà des indicateurs de confiance, la croyance que les tribunaux garantissent un procès équitable est beaucoup plus variable en 2014 qu'elle ne l'a été à tout autre moment au cours de la dernière décennie. Bien que les niveaux régionaux moyens de confiance envers les forces armées et la police nationale sont généralement stables, dans les pays où ces institutions ont joué un rôle politique plus visible au cours de la dernière décennie, la confiance des citoyens dans ces institutions a laissé entrevoir un certain niveau de volatilité. Cela peut suggérer que plus le rôle politique joué par ces institutions est important, plus la fréquence à laquelle les citoyens mettent à jour leurs attitudes à leur égard augmente.

Une dernière conclusion digne de mention est que, contrairement aux attentes théoriques classiques, les niveaux de légitimité démocratique restent volatiles dans les Amériques. Les analyses de régression suggèrent que cela est probablement dû aux liens entre les différentes composantes de la légitimité démocratique et les évaluations et les expériences de la performance du gouvernement dans le passé récent. De brèves analyses de cas spécifiques indiquent que la légitimité démocratique est aussi le reflet des processus de démocratisation et de-démocratisation. En plus des niveaux réels de la légitimité démocratique, la volatilité à court terme peut également avoir des implications importantes pour la démocratie. Le suivi de la légitimité démocratique au fil du temps fait parti des priorités du

Baromètre des Amériques et permettront de déterminer si ces transformations sont des tendances lourdes ou simplement un retour à la «normale».

Pour éviter une lecture trop négative des données, ce chapitre se termine en notant que le lien de causalité entre la performance des gouvernements national et local et l'appui au système politique et aux institutions démocratiques peut aller dans les deux sens. Bien qu'il dénote, en moyenne, une tendance à la baisse de la performance des gouvernements dans les Amériques, d'autres chapitres ont également documenté les préoccupations du public à l'égard d'autres enjeux dans de nombreux pays. Les évaluations de l'économie ont chuté malgré les preuves que la richesse a augmenté. La sécurité personnelle est en train de devenir un problème de plus en plus important dans la région, et ce, même si la victimisation reste inchangée. La victimisation par la corruption les perceptions de la corruption et la criminalité sont demeurés aux niveaux élevés de 2012 (Singer et al. 2012). Finalement, tandis que les niveaux de richesse ont augmenté dans la région, plusieurs pays continuent de subir les conséquences du ralentissement économique, de faire face à des niveaux élevés de criminalité et d'être exposés à la mauvaise gouvernance. Si les systèmes politiques de la région continuent d'échouer à ces égards, les niveaux de légitimité démocratique pourraient continuer à dégringoler. Bien sûr, les frustrations avec les institutions démocratiques et leur performance peuvent créer un espace pour les acteurs critiques, ce qui pourrait nuire aux institutions. En revanche, la situation pourrait également créer les conditions pour l'émergence de nouveaux modes de participation, tels que les mouvements de réforme, ce qui peut renforcer les institutions démocratiques. Ainsi, le suivi de l'adhésion des citoyens aux principes démocratiques et aux normes de la compétition politique ouverte et de la tolérance ne peut que contribuer à mieux anticiper l'avenir de la démocratie dans la région.

# Annexe

**Annexe 5.1: Coefficients de régression pour la figure 5.7, facteurs associés à la confiance envers la police nationale dans les Amériques, 2014**

| | Standardized Coefficient | (t) |
|---|---|---|
| Urbain/Rural | 0.047* | (-6.24) |
| Sexe | 0.014* | (-2.54) |
| Années de scolarisation | -0.031* | (-4.42) |
| Quintiles de richesse | -0.005 | (-0.69) |
| Couleur de la peau | 0.002 | (-0.34) |
| 16-25 ans | -0.009 | (-1.26) |
| 26-35 ans | -0.011 | (-1.62) |
| 46-55 ans | 0.021* | (-3.24) |
| 56-65 ans | 0.022* | (-3.46) |
| 66 ans ou plus | 0.042* | (-6.84) |
| Approbation du travail présidentiel | 0.199* | (-28.64) |
| Satisfaction à l'égard des services du gouvernement local | 0.120* | (-19.79) |
| Participation aux réunions municipales | 0.007 | (-1.28) |
| Victimisation par la corruption | -0.082* | (-13.34) |
| Perception de la situation économique nationale | 0.043* | (-6.57) |
| Indice d'insécurité du quartier | -0.107* | (-15.58) |
| Guatemala | -0.038* | (-3.96) |
| El Salvador | 0.017 | (-1.80) |
| Honduras | -0.003 | (-0.27) |
| Nicaragua | 0.058* | (-5.96) |
| Costa Rica | 0.047* | (-4.80) |
| Panama | 0.046* | (-4.73) |
| Colombie | 0.042* | (-4.36) |
| Équateur | 0.064* | (-6.70) |
| Bolivia | -0.082* | (-6.54) |
| Pérou | -0.014 | (-1.40) |
| Paraguay | -0.019* | (-2.07) |
| Chile | 0.095* | (-9.26) |
| Uruguay | 0.051* | (-5.17) |
| Brésil | 0.041* | (-4.24) |
| Venezuela | 0.019 | (-1.90) |
| Argentina | 0.033* | (-3.37) |
| République dominicaine | -0.067* | (-6.58) |
| Haïti | 0.082* | (-8.09) |
| Jamaïque | -0.017 | (-1.92) |
| Guyana | -0.047* | (-4.87) |
| Trinidad & Tobago | 0.003 | (-0.20) |
| Belize | -0.041* | (-3.95) |
| Constante | -0.007; (-1.04) | |
| F | 135.06 | |
| Nombre d'observations | 32 152 | |
| R-carré | 0.17 | |

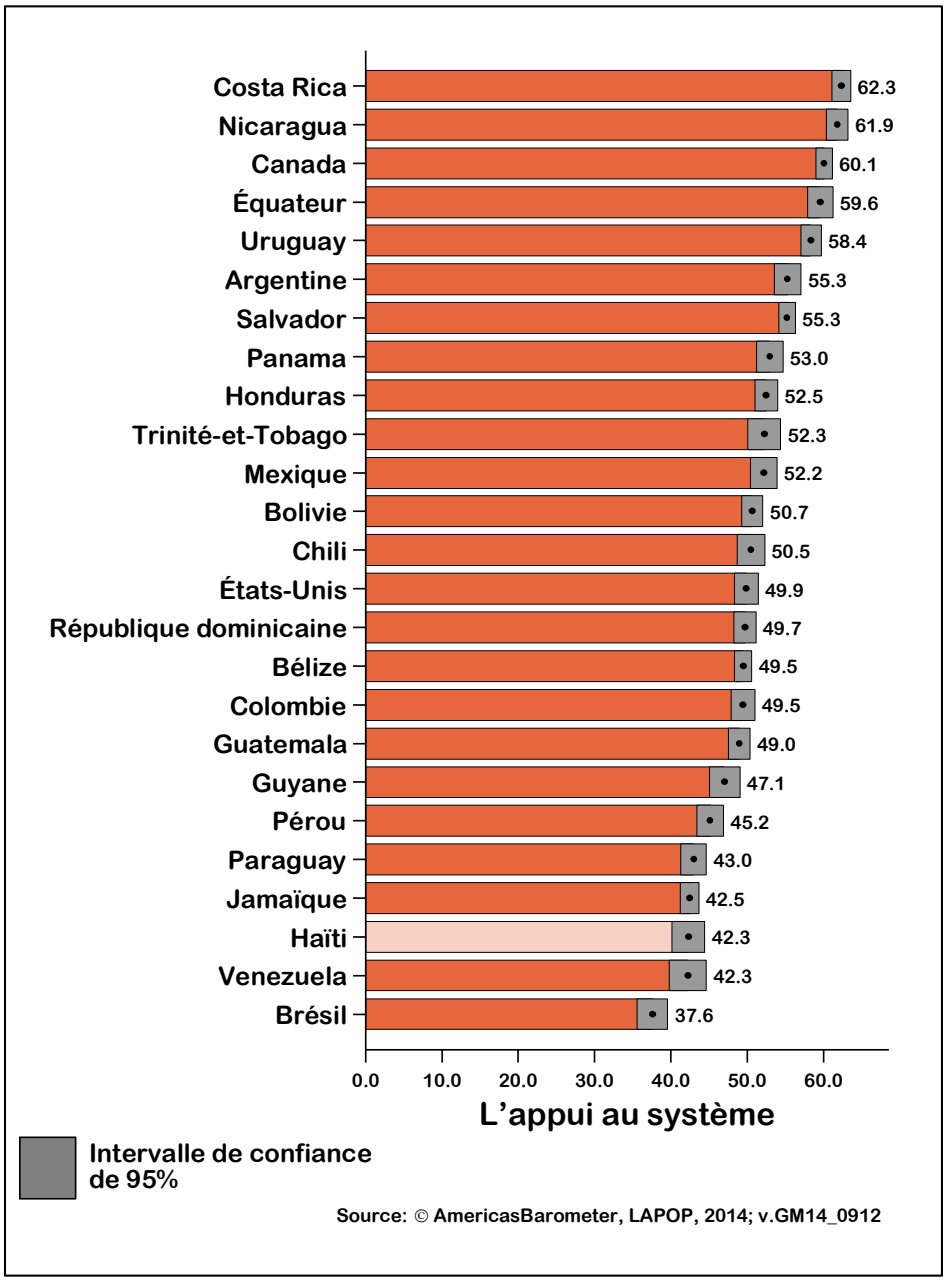
Coefficients de régression standardisés avec statistique t
et erreur-types ajustées pour tenir compte de la stratégie d'échantillonnage.
* p<0.05

**Annexe 5.2: Coefficients de régression pour la figure 5.8, facteurs associés à la confiance envers le système de justice dans les Amériques, 2014**

| | Standardized Coefficient | (t) |
|---|---|---|
| Urbain/Rural | 0.059* | (-8.49) |
| Sexe | 0.013* | (-2.31) |
| Années de scolarisation | -0.022* | (-3.07) |
| Quintiles de richesse | -0.030* | (-4.73) |
| Couleur de la peau | -0.005 | (-0.70) |
| 16-25 ans | 0.026* | (-3.74) |
| 26-35 ans | -0.001 | (-0.09) |
| 46-55 ans | 0.01 | (-1.46) |
| 56-65 ans | -0.001 | (-0.17) |
| 66 ans ou plus | 0.011 | (-1.72) |
| Approbation du travail présidentiel | 0.235* | (-31.81) |
| Satisfaction à l'égard des services du gouvernement local | 0.111* | (-18.21) |
| Participation aux réunions municipales | 0.017* | (-2.86) |
| Victimisation de la corruption | -0.050* | (-7.85) |
| Perception de la situation économique nationale | 0.046* | (-6.86) |
| Indice d'insécurité du quartier | -0.075* | (-11.27) |
| Guatemala | -0.022* | (-2.44) |
| El Salvador | -0.029* | (-3.48) |
| Honduras | -0.026* | (-3.02) |
| Nicaragua | 0.018* | (-2.04) |
| Costa Rica | 0.074* | (-9.18) |
| Panama | -0.004 | (-0.43) |
| Colombie | -0.013 | (-1.55) |
| Équateur | -0.025* | (-2.61) |
| Bolivia | -0.105* | (-8.89) |
| Pérou | -0.068* | (-8.48) |
| Paraguay | -0.078* | (-8.91) |
| Chile | -0.071* | (-8.02) |
| Uruguay | 0.008 | (-0.85) |
| Brésil | -0.041* | (-4.71) |
| Venezuela | -0.004 | (-0.43) |
| Argentina | 0.006 | (-0.76) |
| République Dominicaine | -0.079* | (-8.79) |
| Haïti | -0.041* | (-4.30) |
| Jamaïque | -0.018* | (-2.20) |
| Guyana | -0.040* | (-5.09) |
| Trinidad & Tobago | 0.006 | (-0.48) |
| Belize | -0.038* | (-4.31) |
| Constante | 0.000; (-0.02) | |
| F | 103.2 | |
| Nombre d'observations | 31 909 | |
| R-carré | 0.13 | |

Coefficients de régression standardisés avec statistique t
et erreur-types ajustées pour tenir compte de la stratégie d'échantillonnage.
* p<0.05

**Annexe 5.3: Appui au système estimé par pays, 2014; base empirique pour la carte 5.1**

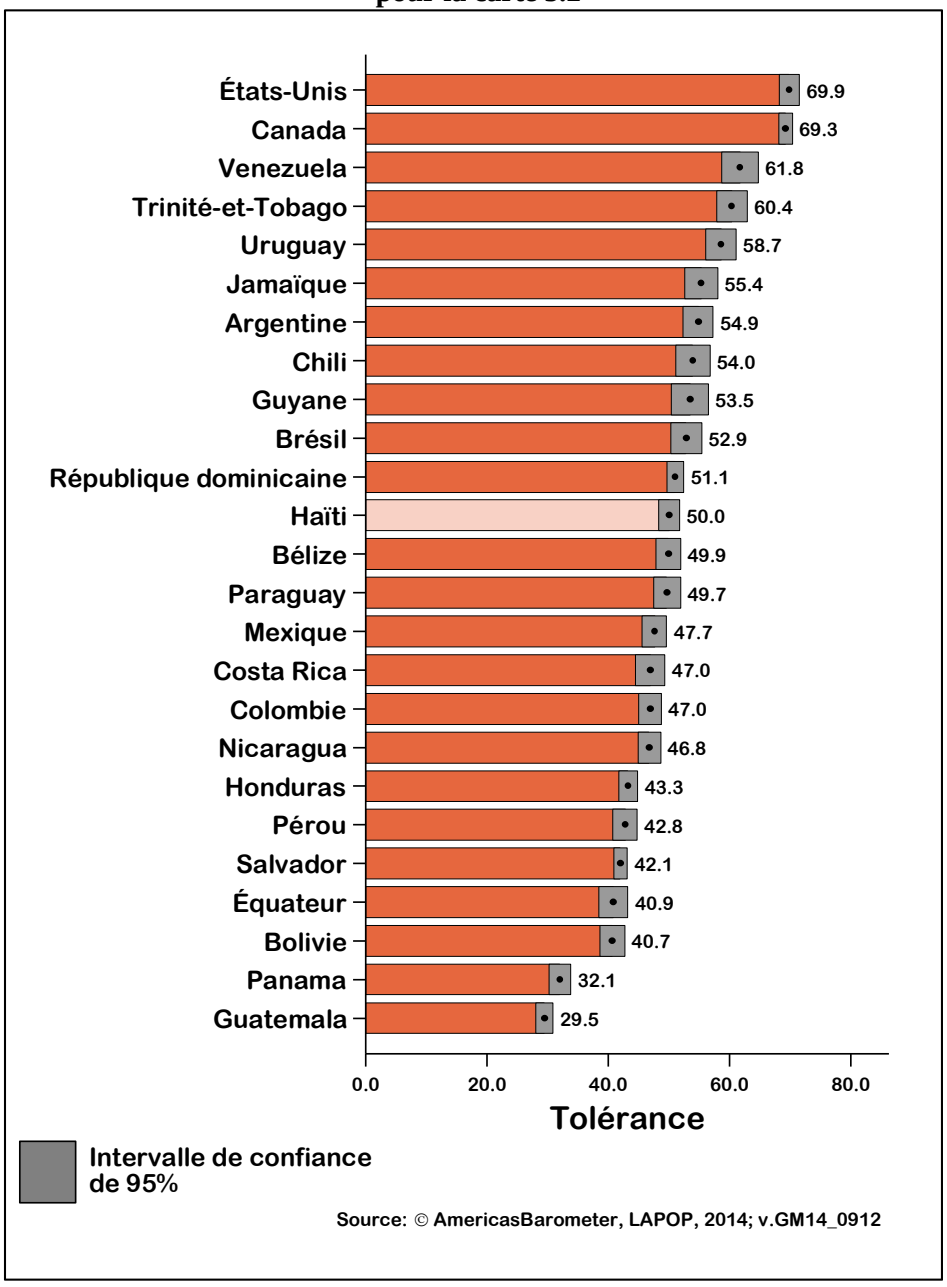


**Annexe 5.4: Coefficients de régression pour la figure 5.10, facteurs associés à l'appui au système dans les Amériques, 2014**

| | Standardized Coefficient | (t) |
|---|---|---|
| Urbain/Rural | 0.054* | (7.26) |
| Sexe | 0.017* | (3.29) |
| Années de scolarisation | -0.015* | (-2.14) |
| Quintiles de richesse | -0.014* | (-2.18) |
| Couleur de la peau | -0.002 | (-0.31) |
| 16-25 ans | 0.042* | (6.25) |
| 26-35 ans | 0.003 | (0.49) |
| 46-55 ans | 0.012 | (1.87) |
| 56-65 ans | 0.020* | (3.11) |
| 66 ans ou plus | 0.038* | (5.95) |
| Approbation du travail présidentiel | 0.315* | (43.58) |
| Satisfaction à l'égard des services du gouvernement local | 0.110* | (17.62) |
| Participation aux réunions municipales | 0.013* | (2.43) |
| Victimisation de la corruption | -0.064* | (-10.56) |
| Perception de la situation économique nationale | 0.076* | (11.90) |
| Indice d'insécurité du quartier | -0.066* | (-9.72) |
| Guatemala | -0.064* | (-6.93) |
| El Salvador | -0.055* | (-6.69) |
| Honduras | -0.063* | (-6.81) |
| Nicaragua | 0.005 | (0.55) |
| Costa Rica | 0.099* | (11.16) |
| Panama | -0.052* | (-5.61) |
| Colombie | -0.048* | (-5.36) |
| Équateur | -0.025* | (-2.61) |
| Bolivia | -0.107* | (-8.93) |
| Pérou | -0.082* | (-8.59) |
| Paraguay | -0.122* | (-13.23) |
| Chile | -0.070* | (-7.04) |
| Uruguay | -0.006 | (-0.60) |
| Brésil | -0.149* | (-13.80) |
| Venezuela | -0.039* | (-3.61) |
| Argentina | 0.021* | (2.41) |
| République Dominicaine | -0.098* | (-10.67) |
| Haïti | -0.134* | (-12.55) |
| Jamaïque | -0.091* | (-11.60) |
| Guyana | -0.069* | (-7.71) |
| Trinidad & Tobago | -0.019 | (-1.29) |
| Belize | -0.054* | (-6.00) |
| Constante | 0.011; (1.45) | |
| F | 155.91 | |
| Nombre d'observations | 31 976 | |
| R-carré | 0.23 | |

Coefficients de régression standardisés avec statistique t
et erreur-types ajustées pour tenir compte de la stratégie d'échantillonnage.
* p<0.05

**Annexe 5.5: Tolérance politique estimée par pays, 2014; base empirique pour la carte 5.2**

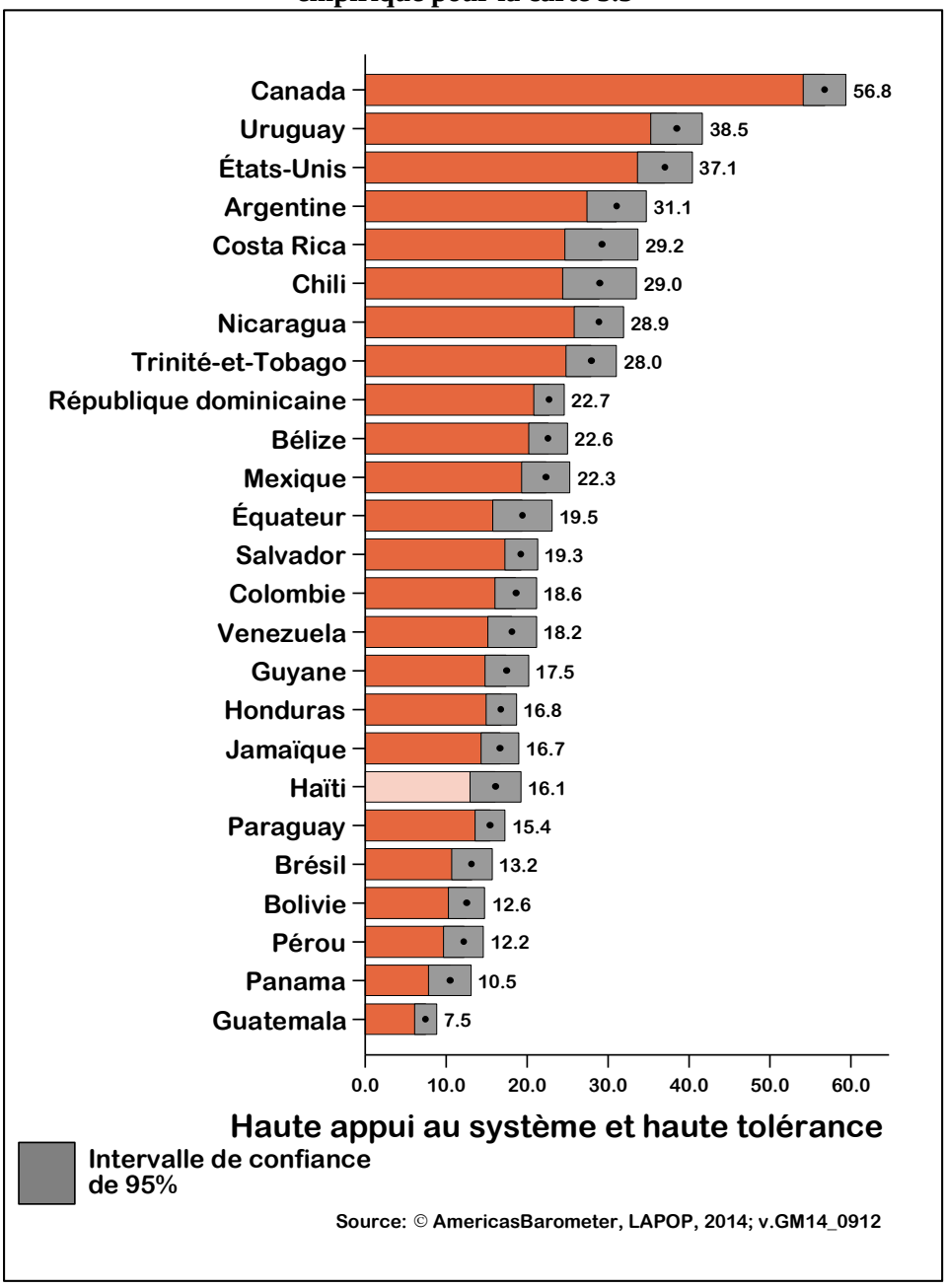


**Annexe 5.6 : Coefficients pour la figure 5.12, facteurs associés à la tolérance politique dans les Amériques, 2014**

| | Standardized Coefficient | (t) |
|---|---|---|
| Urbain/Rural | -0.006 | (-0.61) |
| Sexe | -0.047* | (-8.75) |
| Années de scolarisation | 0.114* | (-15.05) |
| Quintiles de richesse | 0.037* | (-5.21) |
| Couleur de la peau | 0.022* | (-2.63) |
| 16-25 ans | 0.009 | (-1.28) |
| 26-35 ans | -0.012 | (-1.63) |
| 46-55 ans | -0.013* | (-1.98) |
| 56-65 ans | -0.014* | (-2.06) |
| 66 ans ou plus | -0.016* | (-2.39) |
| Approbation du travail présidentiel | -0.086* | (-10.97) |
| Satisfaction à l'égard de services du gouvernement local | -0.022* | (-3.31) |
| Participation aux réunions municipales | -0.007 | (-1.08) |
| Victimisation de la corruption | -0.008 | (-1.27) |
| Perception de la situation économique nationale | -0.005 | (-0.80) |
| Indice d'insécurité du quartier | 0.046* | (-6.10) |
| Guatemala | -0.113* | (-11.22) |
| El Salvador | -0.019 | (-1.91) |
| Honduras | -0.009 | (-0.84) |
| Nicaragua | 0.026* | (-2.25) |
| Costa Rica | 0.002 | (-0.14) |
| Panama | -0.095* | (-9.21) |
| Colombie | -0.001 | (-0.14) |
| Équateur | -0.037* | (-2.99) |
| Bolivia | -0.053* | (-3.60) |
| Pérou | -0.042* | (-3.69) |
| Paraguay | 0.021 | (-1.80) |
| Chile | 0.050* | (-3.93) |
| Uruguay | 0.090* | (-7.10) |
| Brésil | 0.035* | (-2.99) |
| Venezuela | 0.068* | (-5.10) |
| Argentina | 0.040* | (-3.29) |
| République Dominicaine | 0.041* | (-4.07) |
| Haïti | 0.041* | (-4.03) |
| Jamaïque | 0.050* | (-3.80) |
| Guyana | 0.040* | (-3.42) |
| Trinidad & Tobago | 0.131* | (-6.71) |
| Belize | 0.032* | (-2.65) |
| Constante | 0.000; (-0.02) | |
| F | 55.94 | |
| Nombre d'observation | 31 853 | |
| R-carré | 0.12 | |

Coefficients de régression standardisés avec statistique t
et erreur-types ajustées pour tenir compte de la stratégie d'échantillonnage.
* p<0.05

**Annexe 5.7: Attitudes de démocratie stable estimée par pays, 2014; base empirique pour la carte 5.3**



# Partie II:
# La gouvernance, la participation politique et la société civile dans les Amériques

# Chapitre 6. Les Haïtiens et le développement humain

*François Gélineau*

## I. Introduction

Le tremblement de terre qui a frappé l'île le 12 janvier 2010 a laissé le pays dans un état de destruction sans précédent. Des millions d'Haïtiens se sont retrouvés sans domicile et sans accès aux services publics de base tels que l'eau et l'électricité. Des maisons ont été détruites, privant ainsi les Haïtiens d'un toit et d'installations sanitaires. Le séisme de 2010 a été précédé de quelques années au cours desquelles les tempêtes tropicales avaient déjà causé des dommages physiques importants. Cinq ans après le séisme, on peut se demander dans quelle mesure les Haïtiens ont accès aux services de base tels que l'approvisionnement de l'eau potable ou le rétablissement de l'électricité.

Malheureusement, Haïti est souvent cité comme le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental. Avec un PIB par habitant inférieur à 1 500 $ US, un taux de croissance bien en deçà de la moyenne régionale, et un taux de chômage supérieur à 40 %, il est clair que le tremblement de terre ne pouvait pas toucher un pire endroit. Le pays avait déjà dans un besoin d'aide majeur afin d'améliorer sa situation économique précaire.

Au lendemain du tremblement de terre de 2010, les pays donateurs se sont rassemblés autour d'Haïti pour offrir un soutien à la reconstruction du pays. Jusqu'à 9 milliards $ US ont été recueillis par des dons publics et privés dans les semaines qui ont suivi l'évènement. Un montant supplémentaire de 13 milliards US $ a été a promis dans le cadre de l'aide bilatérale et multilatérale.[1] Cinq ans après le tremblement de terre, beaucoup a été fait. Pourtant, plus de 79 000 personnes vivent encore dans l'un des camps temporaires mis en place dans les jours/semaines suivantes 12 janvier 2010.[2] Inutile de dire que les efforts de reconstruction n'ont pas eu l'effet immédiat que certains attendaient.

Le développement humain est important pour la prospérité de la démocratie. De nombreux chercheurs intéressés par les conditions nécessaires à l'émergence de la démocratie ont souligné l'importance du développement économique (Rostow, 1970; Moore, 1966; Lipset, 1959). Bien que de nombreux aspects de ce qui est connu comme la théorie de la modernisation aient été contestés au fil du temps, ses principaux fondements trouvent encore des preuves dans le monde. Il y a une forte corrélation entre les niveaux élevés de développement économique et le régime démocratique.

Selon Lipset (1970), la modernisation est le résultat d'une restructuration sociale qui permet à la culture démocratique de prospérer. Selon l'auteur, depuis Aristote, il est clair que ces sociétés riches dans lesquelles il y a peu de pauvreté vont fournir les bases de la participation des citoyens et limiter les abus démagogiques. Les citoyens des pays les plus développés sont plus réceptifs aux valeurs démocratiques et les moins tolérants face aux idéologies hostiles. Dans le modèle de Lipset, c'est le développement économique qui permet l'émergence d'une classe moyenne qui transmet ces valeurs. Selon lui, le développement économique est le résultat de l'industrialisation, de l'urbanisation, de

[1] http://www.theguardian.com/global-development/poverty-matters/2013/jan/14/haiti-earthquake-where-did-money-go (consulté le 18 mars, 2015)
[2] http://ici.radio-canada.ca/sujet/haiti-cinq-ans-plus-tard/2015/01/08/001-haiti-cinq-ans-apres-le-seisme-reconstruction-aide-internationale.shtml (consulté le 18 mars, 2015)

l'accumulation de la richesse, et de la scolarisation. Par conséquent, le développement économique et le développement humain sont non seulement tenus d'assurer la dignité fondamentale des citoyens, ils sont également au cœur de la démocratie. Ce thème est au centre du travail du Baromètre des Amériques.

Le but de ce chapitre est d'évaluer l'ampleur à laquelle les conditions matérielles, les infrastructures et les services gouvernementaux se sont améliorés depuis le tremblement de terre qui a frappé l'île en 2010. Au-delà des conditions économiques de base, nous nous sommes intéressés à l'analyse de plus larges caractéristiques du développement humain. Nous avons choisi de mettre l'accent sur l'ampleur à laquelle l'État haïtien offre les conditions dans lesquelles les Haïtiens peuvent réussir dans leur développement économique et humain.

Les principales conclusions de ce chapitre peuvent être résumées comme suit:

- Depuis 2010, les conditions matérielles des Haïtiens se sont sans aucun doute améliorées, mais elles n'ont pas complètement atteint les niveaux observés en 2006. En 2014, 39,4 % des Haïtiens étaient dans le plus bas quintile de la richesse, comparé à 45 % en 2010 et 24,7% en 2006.
- La satisfaction pour les services publics, tels que l'infrastructure routière, la santé publique et les écoles publiques, est demeurée relativement stable par rapport à 2012. En 2014, 34.0 % des Haïtiens étaient satisfaits des routes, 36.4 % des écoles publiques, et 45.1 % des services de santé publique.
- La satisfaction auprès des gouvernements locaux s'est améliorée, dépassant même les niveaux observés avant le tremblement de terre. Entre 2006 et 2014, le niveau de satisfaction est passé d'environ 37 à environ 47 sur une échelle de 0 à 100.
- Malgré des niveaux élevés de préoccupation avec les crimes et l'insécurité, la plupart des répondants (58,8 %) trouvent que l'insécurité est plus faible dans leur quartier qu'ailleurs.
- La victimisation par la corruption reste élevée en Haïti et les perceptions de la corruption continuent à être étonnamment faibles. En 2014, Haïti se classe avant-dernier dans les perceptions de la corruption, juste avant le Canada, mais occupe la première place dans la victimisation, dépassant la Bolivie de près de 40 %.

Le chapitre est organisé comme suit. La section II évalue le bien-être économique général des Haïtiens. La section III examine l'infrastructure de base dans le logement. Étant donné le nombre limité de questions couvrant cette dimension dans le baromètre des Amériques au fil du temps, nous concentrons notre analyse sur l'existence d'une plomberie intérieure et d'une salle de bains intérieure. La section IV se concentre sur les services publics fournis par l'État. Ici, nous nous intéressons à la façon dont les Haïtiens perçoivent l'état des infrastructures routières, la qualité des soins de santé publique, et de la qualité du système d'éducation publique. La section V donne un aperçu de la façon dont les Haïtiens perçoivent et vivent la criminalité et l'insécurité. La section VI traite de la corruption.

## II. Le bien-être économique

La sécurité économique est la première dimension du développement humain que nous explorons dans ce chapitre. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, le Baromètre des Amériques suggère que de nombreux citoyens des Amériques se battent sur le front économique. Malgré le fait que le niveau moyen de la richesse des ménages ait augmenté au fil du temps, les répondants sont majoritairement pessimistes à l'égard de leurs finances personnelles et de la tendance de leur économie nationale. Les Haïtiens ont vécu des moments catastrophiques dans le passé récent. Par conséquent, il y a beaucoup de raisons de croire que leur sentiment par rapport à l'économie sera similaire (voire pire) à celle des autres citoyens des Amériques.

Le Baromètre des Amériques inclut une série de questions pour mesurer la richesse des ménages. Ces questions demandaient aux répondants de déclarer la propriété de différents produits de consommation (voir le chapitre 2 pour exacte formulation de la question). Un premier regard sur la figure 6.1 suggère que les Haïtiens sont plus privés de biens matériels que les autres citoyens des Amériques. Tout comme le reste dans la région, une grande majorité des Haïtiens déclarent posséder un téléphone (80,5%) — par rapport à 91,9% pour l'ensemble de la région. Pourtant, seulement environ la moitié d'entre eux possèdent une télévision (par rapport à 91,8% dans la région), environ une personne sur quatre possède un réfrigérateur (contre 81,7% dans la région), une personne sur cinq possède un téléviseur (comparé à 91,8% dans la région), et moins de 10% des Haïtiens possèdent un ordinateur (par rapport à 42,2%), une voiture (par rapport à 30,2%), un micro-ondes (par rapport à 42,9%), ou un lave-linge (par rapport à 58,0%). La situation est claire. À la lumière de cette comparaison, les Haïtiens sont clairement confrontés à une situation économique difficile.

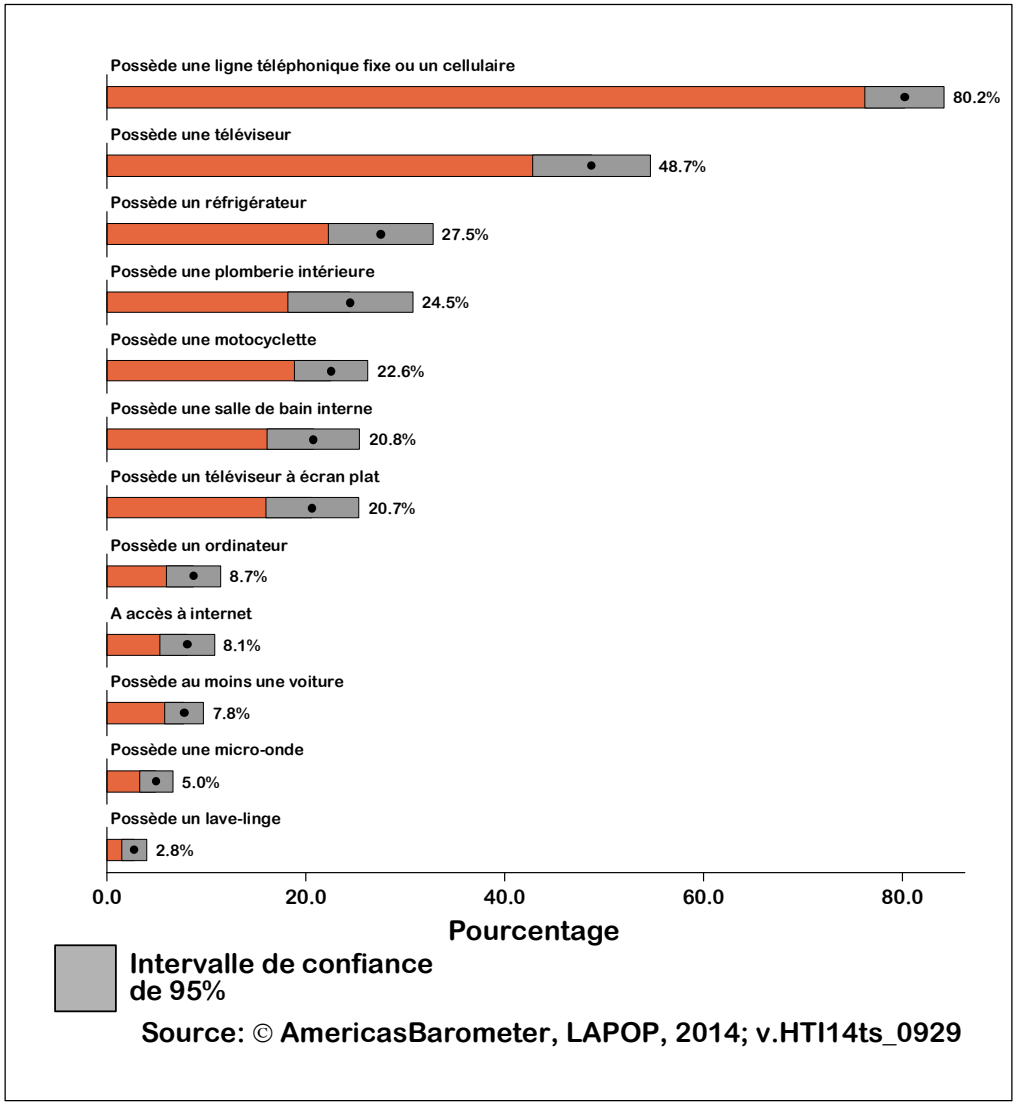



**Figure 6.1. Possession de biens ménagers à Haïti, 2014**

Comme illustré par la figure 6.2, le tremblement de terre a contribué à l'aggravation du bien-être économique des Haïtiens. La figure présente l'indice composite de la richesse qui utilise des éléments différents de la liste des biens ménagers. La valeur de l'indice est rapportée par quintile. Le pourcentage d'Haïtiens dans le quintile inférieur a plus que doublé de 2008 à 2010. En 2012 et 2014, le nombre d'Haïtiens dans le quintile inférieur a été réduit, mais pas tout à fait aux niveaux observés avant le tremblement de terre.

Cette tendance est tout à fait différente de ce que le reste de la région a connu. Dans la figure 2.2, nous déclarons que, depuis 2006, l'accès des ménages aux services de base et des appareils ménagers a augmenté dans chaque vague de Baromètre des Amériques. Ceci n'est évidemment pas le cas pour Haïti. Fait intéressant, en 2006 et en 2008, Haïti s'est classé légèrement au-dessus de la moyenne régionale de l'indice. Après le séisme, Haïti est maintenant bien en dessous de la moyenne.

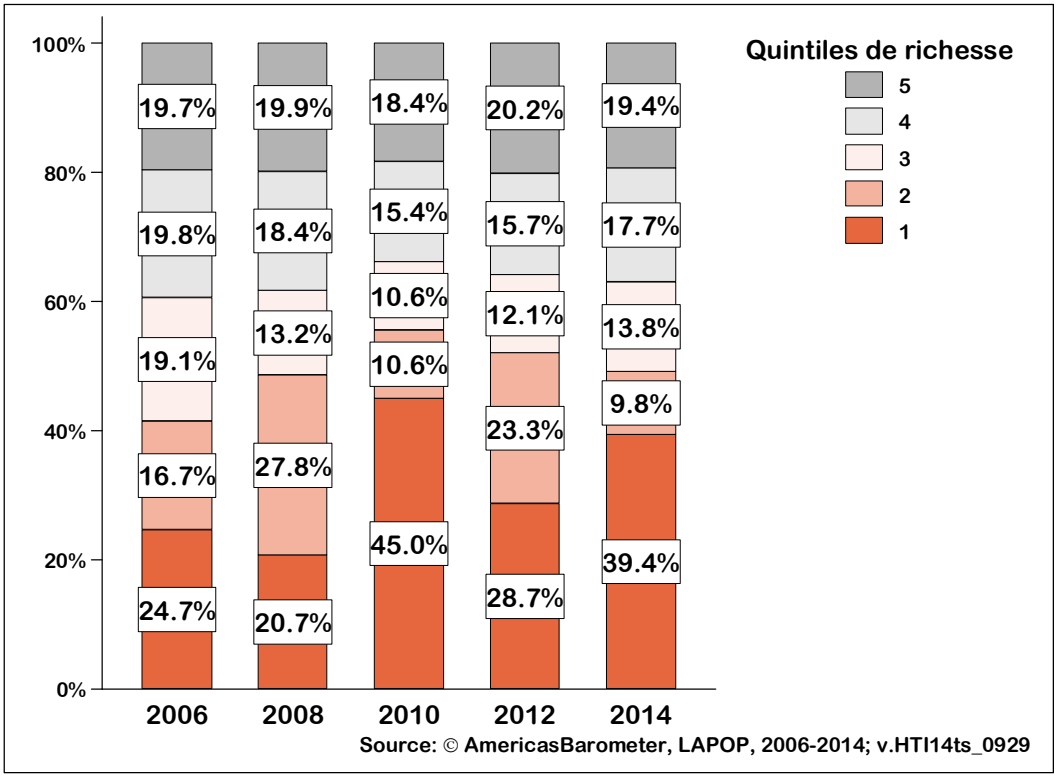



**Figure 6.2. Richesse moyenne au cours du temps à Haïti, 2006-2014**

Une autre façon d'évaluer dans quelle mesure les Haïtiens sont économiquement aisés est en leur demandant si leur niveau de revenu est suffisant pour répondre à leurs besoins. Dans le chapitre 2, nous avons vu que presque la moitié des personnes interrogées déclare avoir un revenu suffisant pour répondre à leurs besoins, ou même pour épargner (voir Figure 2.4). Sur une échelle de 0 à 100, les citoyens des Amériques se sont constamment classés juste en dessous de la moitié de l'échelle depuis 2006. Comme le montre la figure 6.3, on ne peut pas en dire autant des Haïtiens. La perception de leurs finances des ménages s'est constamment trouvée en dessous de la moyenne régionale. Elle a commencé la période 2006-2014 à un peu moins de 40 points et elle a baissé presque constamment depuis; avec une petite hausse en 2010. Cette hausse peut s'expliquer par l'état de catastrophe dû au tremblement de terre. Les répondants peuvent tout simplement relativiser leur propre situation financière en voyant d'autres qui ont davantage perdu au cours de la catastrophe naturelle. Malheureusement, les données ne permettent pas de confirmer cette hypothèse.

Afin d'examiner si les Haïtiens ont recours à l'aide du gouvernement face aux circonstances économiques difficiles, le Baromètre des Amériques comportait une question sur l'aide gouvernementale. Les résultats sont également présentés dans la figure 6.3.

**WF1.** Avez-vous ou quelqu'un dans votre ménage, reçu de l'aide régulière sous la forme d'argent, de nourriture ou de produits du gouvernement excluant les pensions / la sécurité sociale?
(1) Oui (2) Non (88) DK (98) DA

En 2014, seulement 9,0% des Haïtiens déclarent avoir reçu une aide gouvernementale, ce qui équivaut seulement à quelques points de pourcentage en dessous de la moyenne régionale. Cela peut paraître surprenant pour beaucoup. Cependant, comme la plupart des situations post-séisme, les actions de secours ont été traitées par une organisation non gouvernementale (étrangère ou locale), la figure

pourrait en fait refléter la réalité de la source de l'aide économique aux Haïtiens.

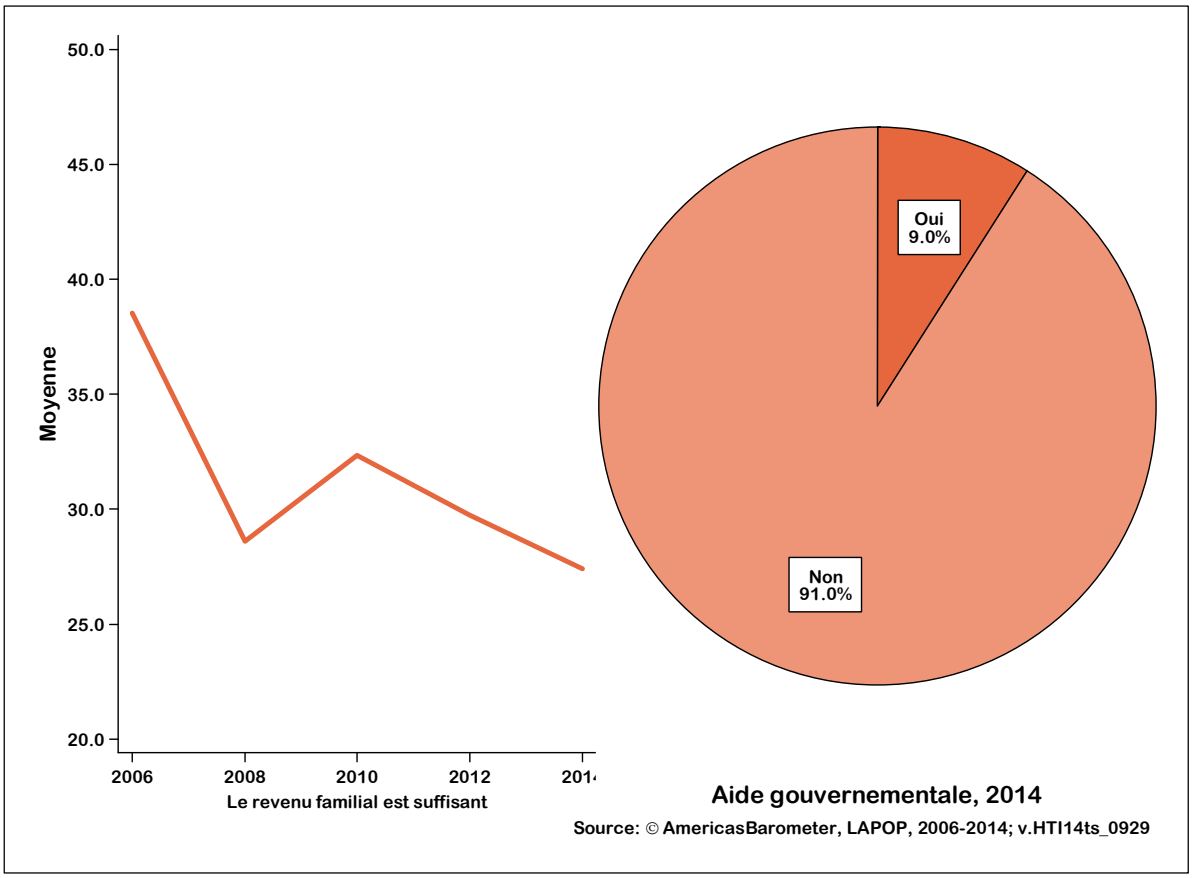



**Figure 6.3. Perception de la situation économique des ménages et de l'aide du gouvernement à Haïti, 2014**

## III. Plomberie et salles de bain intérieures

Alors que le Baromètre des Amériques2014 n'a pas inclus des questions spécifiques sur la reconstruction, la plupart des articles trouvés dans le questionnaire de base peuvent faire la lumière sur ces questions. Par exemple, les questions suivantes nous permettent d'évaluer les niveaux d'accès à la plomberie et à l'installation sanitaire intérieure:

Pour conclure, pourriez-vous me dire si vous avez les éléments suivants dans votre maison: **[lire tous les élements]:**

| | | |
|---|---|---|
| **R12**. Plomberie intérieure | (0) Non | (1) Oui |
| **R14**. Salle de bain intérieure | (0) Non | (1) Oui |

La figure 6.4 illustre la présence de plomberie intérieure de salle de bain intérieure pour la période 2006-2014. La tendance est claire. La période 2006-2010 affiche une tendance néfaste concernant l'accès à ces services de base. Alors qu'en 2006 environ 30% des répondants ont affirmé avoir à la fois la plomberie intérieure et une salle de bain, ce pourcentage n'a cessé de baisser en 2008 et 2010. En 2008, environ 20% des répondants ont affirmé avoir accès à la plomberie intérieure et 15% avaient une salle

de bains intérieure. L'accès à ces deux services a chuté à des niveaux inférieurs à 10% après le séisme de 2010.

Depuis 2010, l'accès à ces services s'est sans aucun doute amélioré. L'accès à la plomberie intérieure a augmenté d'un peu plus de 5% en 2010 à environ 10% en 2012, et près de 25% en 2014. La proportion de répondants affirmant avoir des salles de bains à l'intérieur de leur maison est passée de moins de 10% en 2010 à environ 12% en 2012, et environ 20% en 2014.

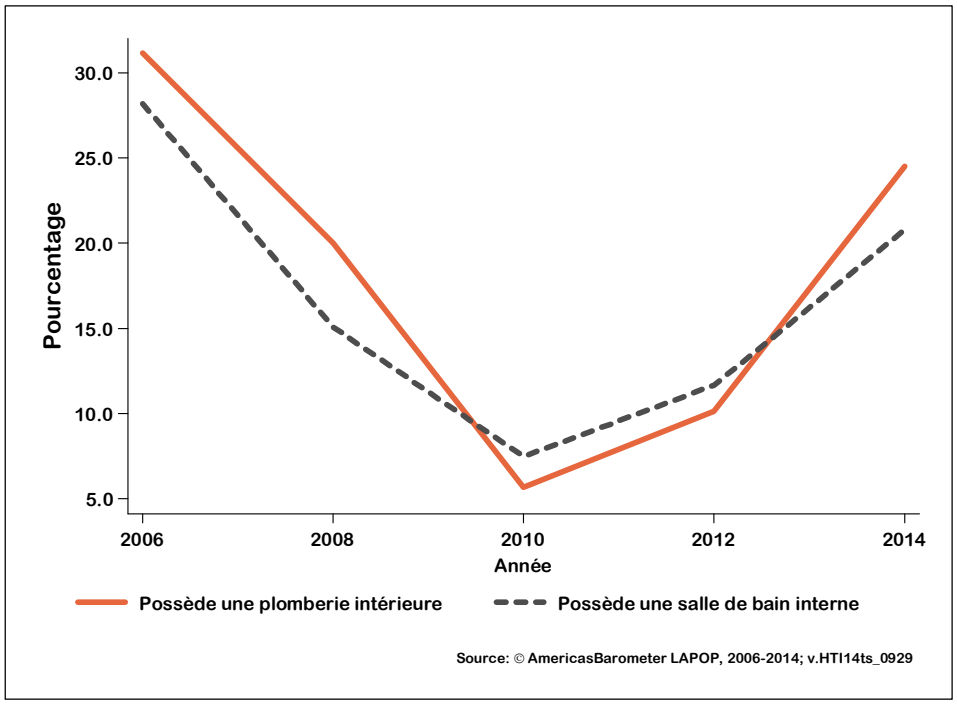



**Figure 6.4. Pourcentage avec Plomberie et salle de bain intérieures, Haïti 2006-2014**

Malgré cette tendance plutôt encourageante, la situation reste critique. Dans le questionnaire de 2014, les répondants devaient également indiquer si leur maison a été connectée au système des eaux usées:

Pour conclure, pourriez-vous me dire si vous avez les éléments suivants dans votre maison: **[lire tous les éléments]:**

| | | |
|---|---|---|
| **R26.** Est-ce que votre maison connectée au système d'évacuation des eaux usées | (0) Non | (1) Oui |

La figure 6.5 montre que la situation est extrêmement précaire par rapport aux installations sanitaires. À Haïti, l'accès au système d'évacuation des eaux usées est clairement un luxe que seulement 2% des répondants peuvent profiter. La grande majorité des maisons en Haïti ne sont pas reliées au système d'égouts.

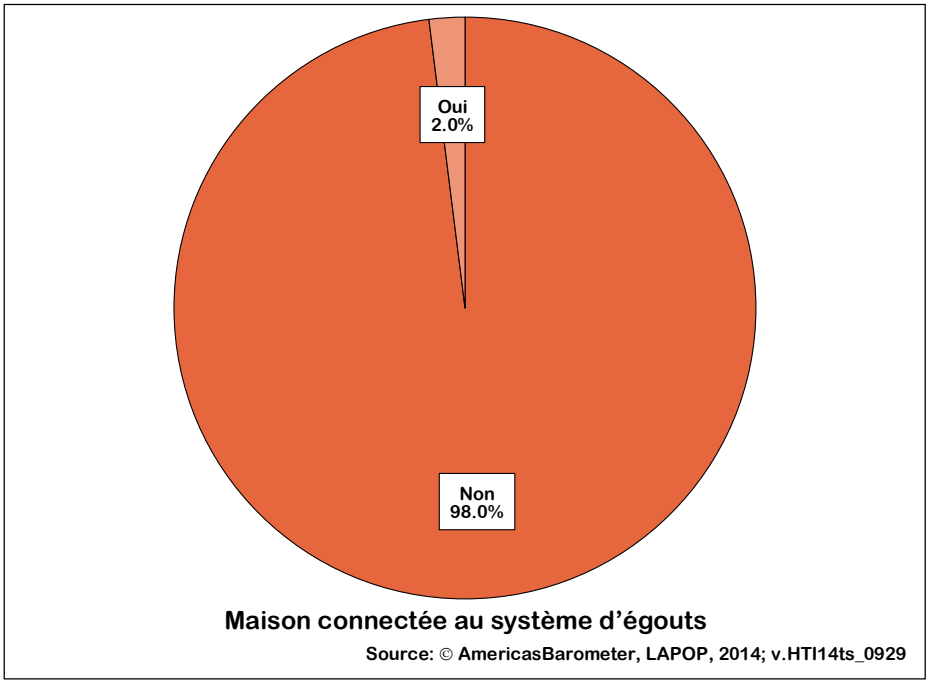



**Figure 6.5. Percent Connected to Sewage System, Haiti 2014**

Une analyse plus approfondie de cette réalité suggère que l'accès aux infrastructures sanitaires de base dépendant beaucoup de la situation socio-économique des répondants. La figure 6.6 offre des preuves solides sur l'écart qui existe entre les classes socio-économiques. Alors que près de 60% du quintile le plus riche des répondants affirment avoir une salle de bain dans leur maison, seulement 6% des répondants restants (qui représentent 80% de la population) peuvent dire la même chose. Sans surprise, les plus instruits sont également les plus susceptibles d'avoir des salles de bain intérieures. Un autre fait intéressant est que les ménages avec salle de bain intérieure sont principalement situés dans les grandes villes, en particulier dans la capitale nationale. Bien sûr, cela pourrait être lié avec le fait que les systèmes d'égouts sont plus présents dans les grandes agglomérations urbaines.

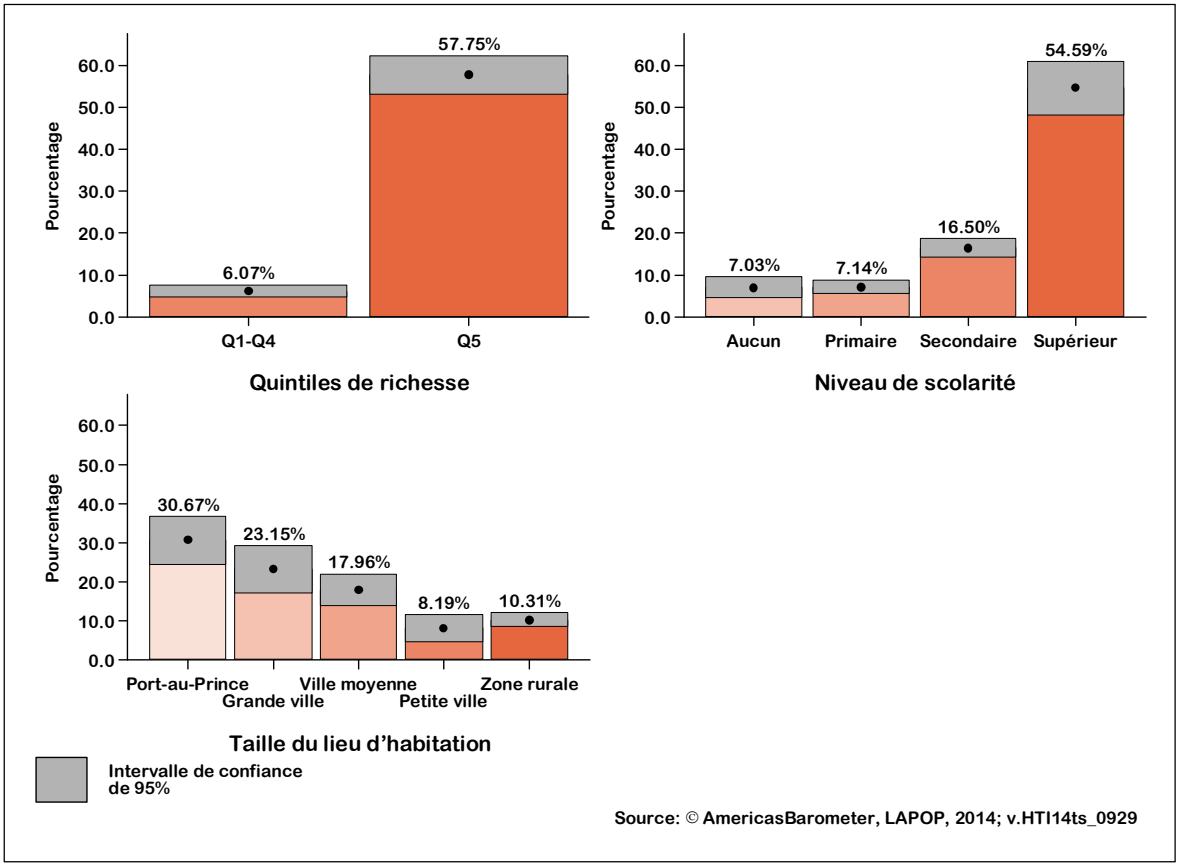



**Figure 6.6. Caractéristiques socioéconomiques associées à l'accès aux salles de bain intérieures, Haïti 2014**

## IV. Perceptions populaires de la prestation de biens publics

Au-delà de l'accès aux infrastructures sanitaires de base, de nombreuses initiatives de reconstruction ont été lancées pour améliorer le réseau routier, les hôpitaux et les écoles publiques. Le Baromètre 2014 Amériques comprenait trois éléments visant à mesurer le niveau de satisfaction de l'état de la voirie, les écoles publiques, et des services de santé. Ces questions ont été posées en 2012.

| |
|---|
| **SD2NEW2.** Et concernant cette ville / région où vous habitez, êtes-vous très satisfait, satisfait, insatisfait ou très insatisfait de l'état des rues, routes et autoroutes? |
| (1) très satisfait (2) satisfait (3) insatisfait |
| (4) très insatisfait (99) N/A (ne l'utilise pas) (88) DK (98) DA |
| **SD3NEW2.** Et la qualité des écoles publiques? Êtes-vous ... **[Lire les alternatives]** |
| (1) très satisfait (2) satisfait (3) insatisfait |
| (4) très insatisfait (99) N/A (ne l'utilise pas) (88) DK (98) DA |
| **SD6NEW2.** Et la qualité des services médicaux et de santé publique? Êtes-vous...**[Lire les alternatives]** |
| (1) très satisfait (2) satisfait (3) insatisfait |
| (4) très insatisfait (99) N/A (ne l'utilise pas) (88) DK (98) DA |

La figure 6.7 suggère que la satisfaction des services de santé est restée relativement stable entre 2012 et 2014. Il indique également que les répondants sont moins satisfaits des écoles publiques, mais

tout autant en 2012 et 2014. Cependant, le niveau de satisfaction par rapport aux systèmes routiers semblait avoir diminué entre 2012 et 2014.

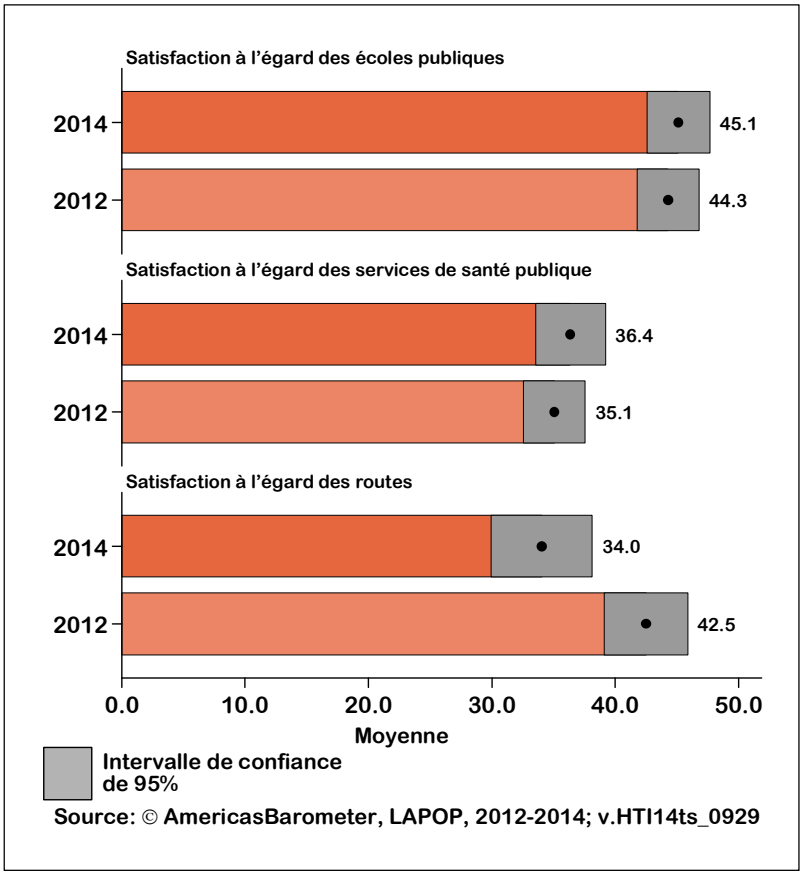



**Figure 6.7 Satisfaction par rapport aux sytèmes routiers, services de santé, et des écoles publiques**

Au-delà de la prestation des services publics spécifiques, le Baromètre des Amériques a également demandé aux répondants d'évaluer les services offerts par leur gouvernement local en utilisant la question suivante:

**SGL1**. Diriez-vous que les services offerts par la municipalité aux individus sont …? **[Lire les options]**
(1) Très bons (2) bons (3) ni bon ni mauvais (acceptable) (4) mauvais (5) Très mauvais
(88) Ne sait pas (98) ne se prononce pas

Dans la figure 6.8, nous avons tracé le niveau moyen de satisfaction des services de l'administration locale pour l'ensemble de la période 2006-2014. La tendance suggère la présence d'une amélioration considérable entre 2012 et 2014, avec le niveau de satisfaction passant d'environ 37 à environ 47 sur une échelle 0-100. Cela étant dit, les résultats soulignent également des niveaux élevés d'insatisfaction, étant donné que la plupart des répondants ne disposent pas d'une appréciation positive des services fournis par leur municipalité.

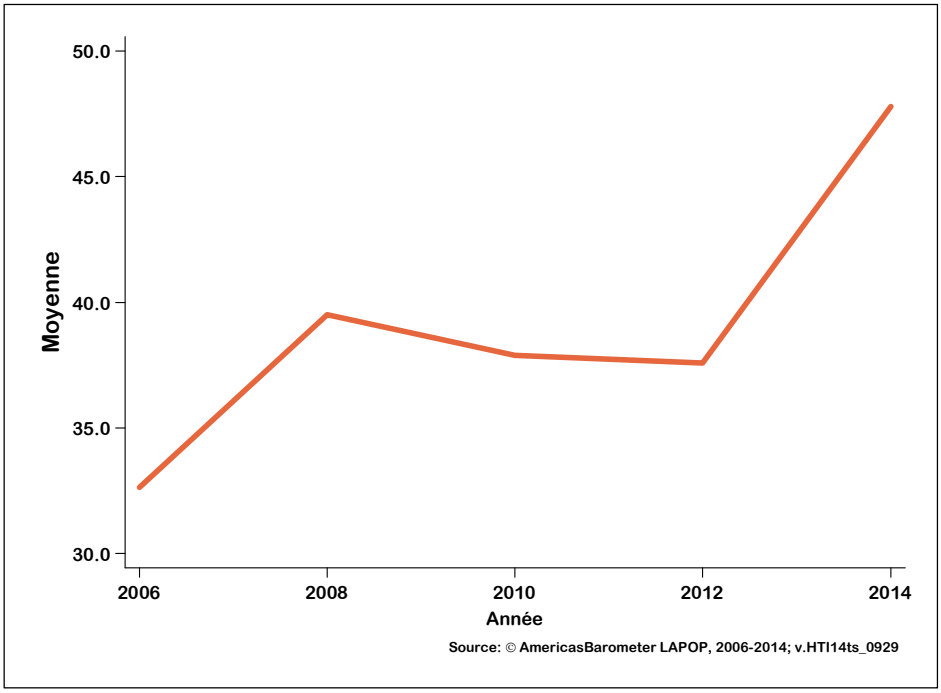



**Figure 6.8. Satisfaction par rapport aux services de l'administration locale**

## V. Criminalité et insécurité

Ne pas vivre dans la peur d'être cambriolé ou attaqué est un autre bien public qui est déterminant dans le développement humain. Le Baromètre des Amériques inclus une large série de questions explorant la criminalité et l'insécurité, comprenant:

| |
|---|
| **AOJ11**. Parlant du quartier où vous vivez et en pensant à la possibilité d'être agressé ou volé, vous sentez-vous très en sécurité, assez en sécurité, assez en danger ou très en danger?<br>(1) très en sécurité (2) assez en sécurité (3 assez en danger<br>(4) très en danger (88) DK (98) DA |
| **PESE1** Pensez-vous que le niveau actuel de violence dans votre quartier est **plus élevé, à peu près le même ou plus faible** que dans d'autres quartiers?<br>(1) plus Élevé (2) à peu près le même (3) plus faible (88) DK (98) DA |
| **PESE2** Pensez-vous que le niveau actuel de violence dans votre quartier est **plus élevé, à peu près le même ou plus faible** que les 12 derniers mois?<br>(1) plus Élevé (2) à peu près le même (3) plus faible (88) DK (98) DA |

Nous avons vu au chapitre 1 que l'insécurité n'est pas le problème le plus saillant en Haïti. La figure 1.5 a montré que seulement 4,5 % des Haïtiens identifient la sécurité comme le problème le plus important, soit la valeur la plus faible dans l'ensemble des Amériques. Bien sûr, cela ne signifie pas que la sécurité n'est pas du tout un problème. Même si la sécurité ne se classe pas au premier rang des plus importants problèmes d'Haïti, sa sévérité peut être encore plus élevée que dans les autres pays de la région.

Lorsqu'on utilise d'autres mesures pour évaluer l'ampleur à laquelle l'insécurité affecte la vie des Haïtiens, on peut conclure que la sécurité a une implication claire pour la plupart des citoyens du pays. Bien que la présence de cambriolages (figure 1.11) et le trafic de drogue (Figure 1.12) dans le

quartier ne sont pas souvent déclarés par les répondants, du moins en comparaison avec d'autres pays de la région, les meurtres (Figure1.14) et l'extorsion (Figure 1.13) sont beaucoup plus des sources fréquentes de préoccupation. Dans l'ensemble, la perception globale de l'insécurité à Haïti se classe environ à la médiane dans les Amériques (Annexe 6.1).

La figure 6.9 illustre les perceptions de la sécurité des quartiers situés plus loin. Dans le quadrant de gauche, on observe une amélioration à long terme, encore limitée, de la situation. Entre 2006 et 2014, la position moyenne sur l'échelle 0 à 100 a régressé, passant de 50 à 40. L'année 2010 a marqué un point bas, probablement parce que les conséquences du tremblement de terre de janvier ont mis en avant d'autres préoccupations.

La figure 6.9 indique également que les sentiments d'insécurité sont plus souvent observés à Port-au-Prince (quadrant de droite). Bien que le sentiment d'insécurité en moyenne par région est dans les marges d'erreur, le fait que l'intervalle de confiance est beaucoup plus faible dans la capitale suggère fortement que l'insécurité est régulièrement une source de préoccupation que partout ailleurs.

La bonne nouvelle est que, conformément à la figure 6.10, la plupart des répondants trouvent que l'insécurité est plus faible (58,8 %) dans leur quartier qu'ailleurs (quadrant gauche). Ils ont aussi tendance à penser que l'insécurité est plus faible (57,3 %), par rapport à l'année précédente (quadrant droit).

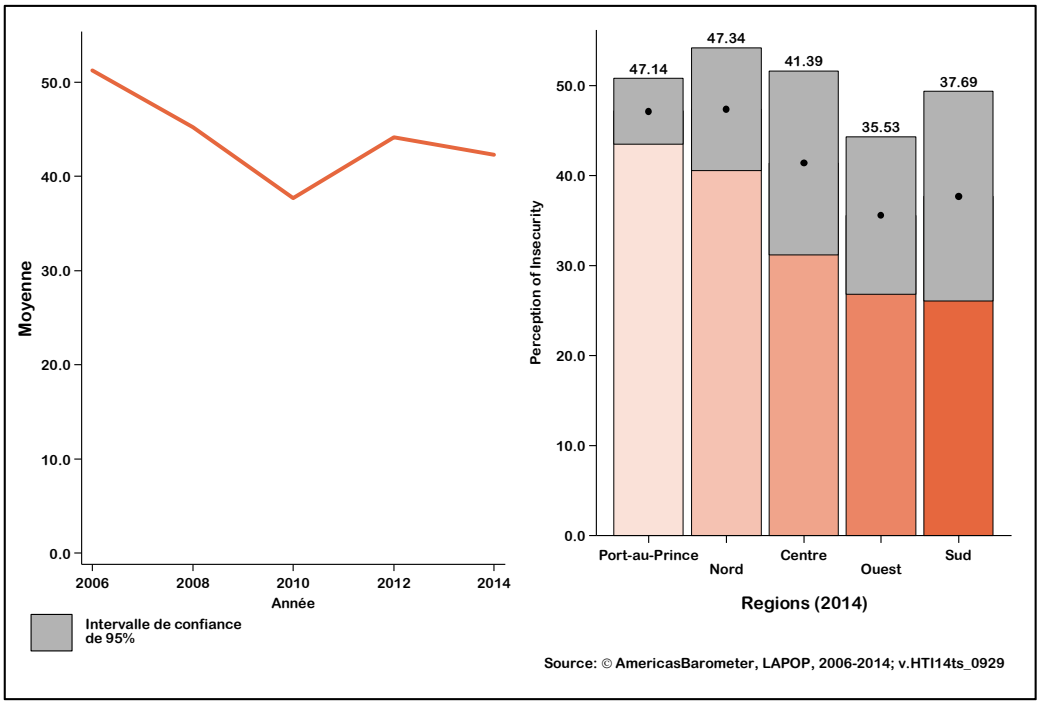



**Figure 6.9. Perceptions de l'insécurité dans le quartier in Haïti**

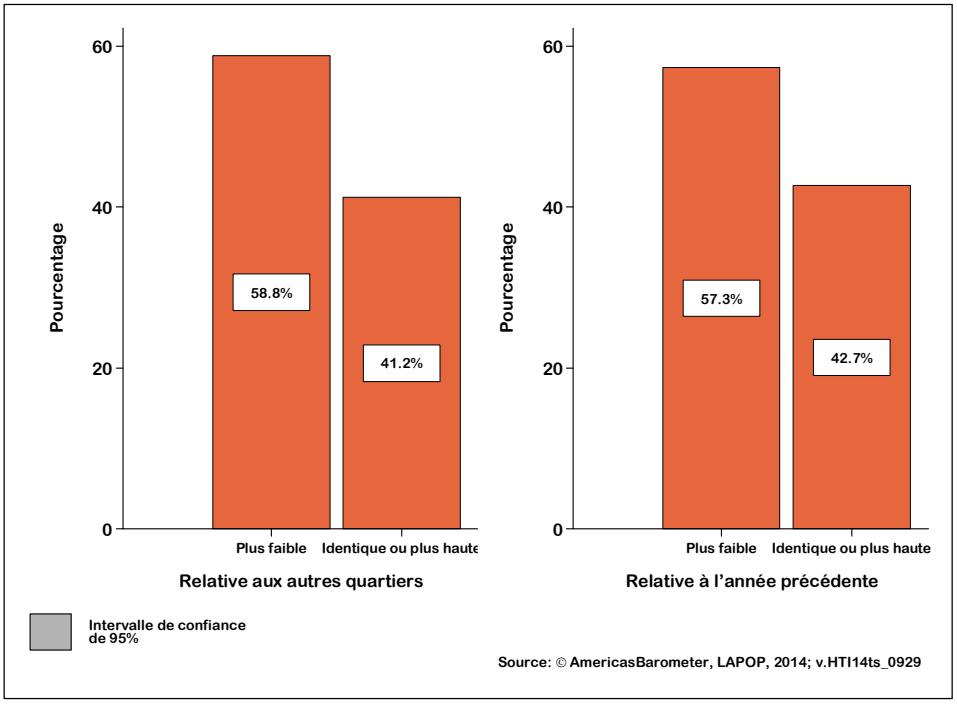



**Figure 6.10. Perceptions de l'insécurité par rapport aux autres quartiers et à l'année précédente, Haïti 2014**

Les gangs sont souvent accusés d'être les responsables de l'insécurité, au moins en partie. À Haïti, les gangs font partie de l'histoire. Comme le montre la figure 6.11, en 2014, environ un Haïtien sur 4 croit que son quartier est affecté par des gangs (quadrant supérieur gauche). En 2012, c'était presque un sur trois. Quant aux différences par région dans les perceptions de la présence de gangs dans le quartier, les habitants de Port-au-Prince déclarent la plus grande préoccupation avec 37,58% des répondants affirmant que les gangs troublent la paix dans leur quartier (quadrant supérieur droit). Pourtant, une grande majorité des répondants se sent encore assez en sécurité pour se promener dans leur quartier, même à Port-au-Prince, où 37,1% des répondants disent éviter de marcher dans les rues de leur quartier.

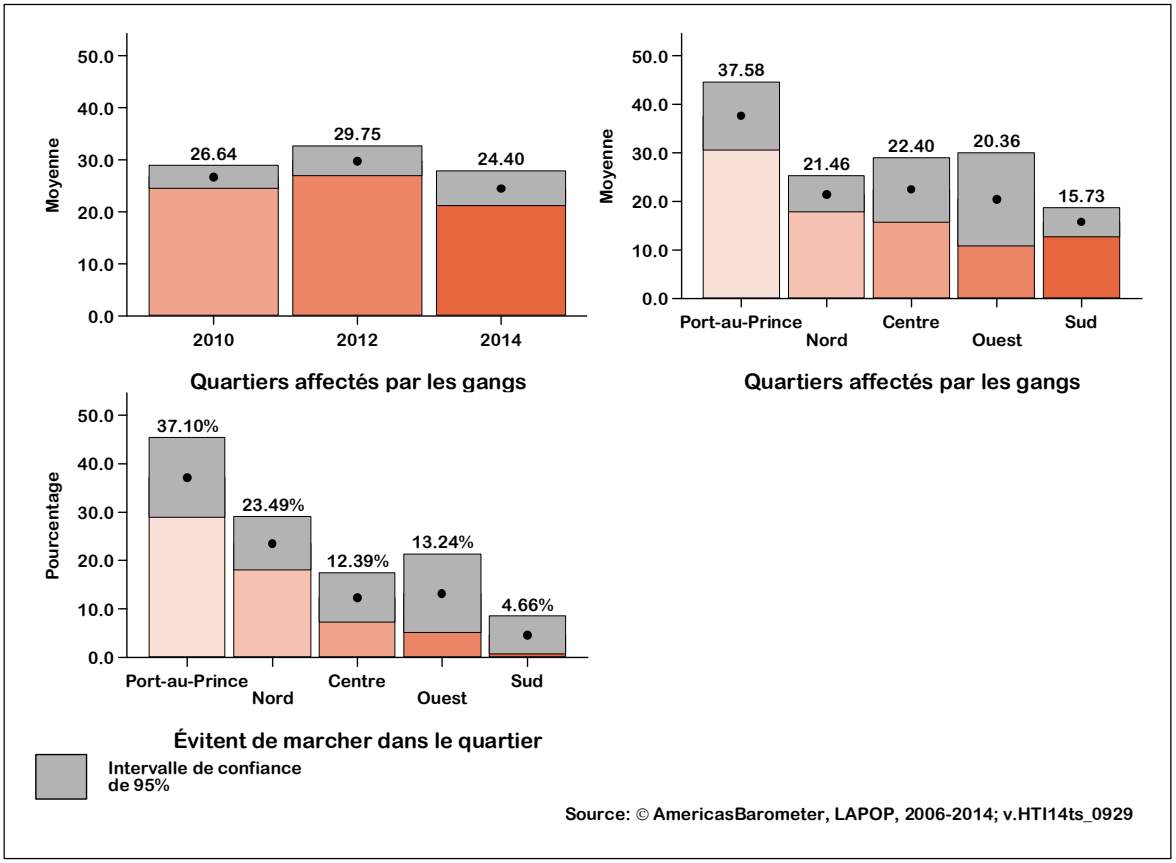



**Figure 6.11. Perceptions des gangs dans le quartier à Haïti, 2010-2014**

Au-delà de la perception de l'insécurité, le Baromètre des Amériques nous permet de mesurer l'ampleur à laquelle les répondants ont été victimes d'actes criminels. Comme nous l'avons vu dans la figure 1.7, 15,7% des Haïtiens prétendent avoir été victimes d'un crime. Cela met le pays un peu en dessous de la moyenne régionale pour 2014 (17,3%).

La figure 6.8 explore la victimisation criminelle à Haïti. Depuis 2006, la victimisation criminelle a oscillé entre 14 et 17%, avec un point culminant à plus de 19% en 2010 et 2012. Si nous décomposons la variable selon les régions, et que nous prenons les marges d'erreur en considération, on observe que les taux de victimisation criminelle sont assez homogènes à travers le pays. Cependant, les zones de Port-au-Prince et dans le Nord affichent des taux plus élevés des victimisation que le Sud.

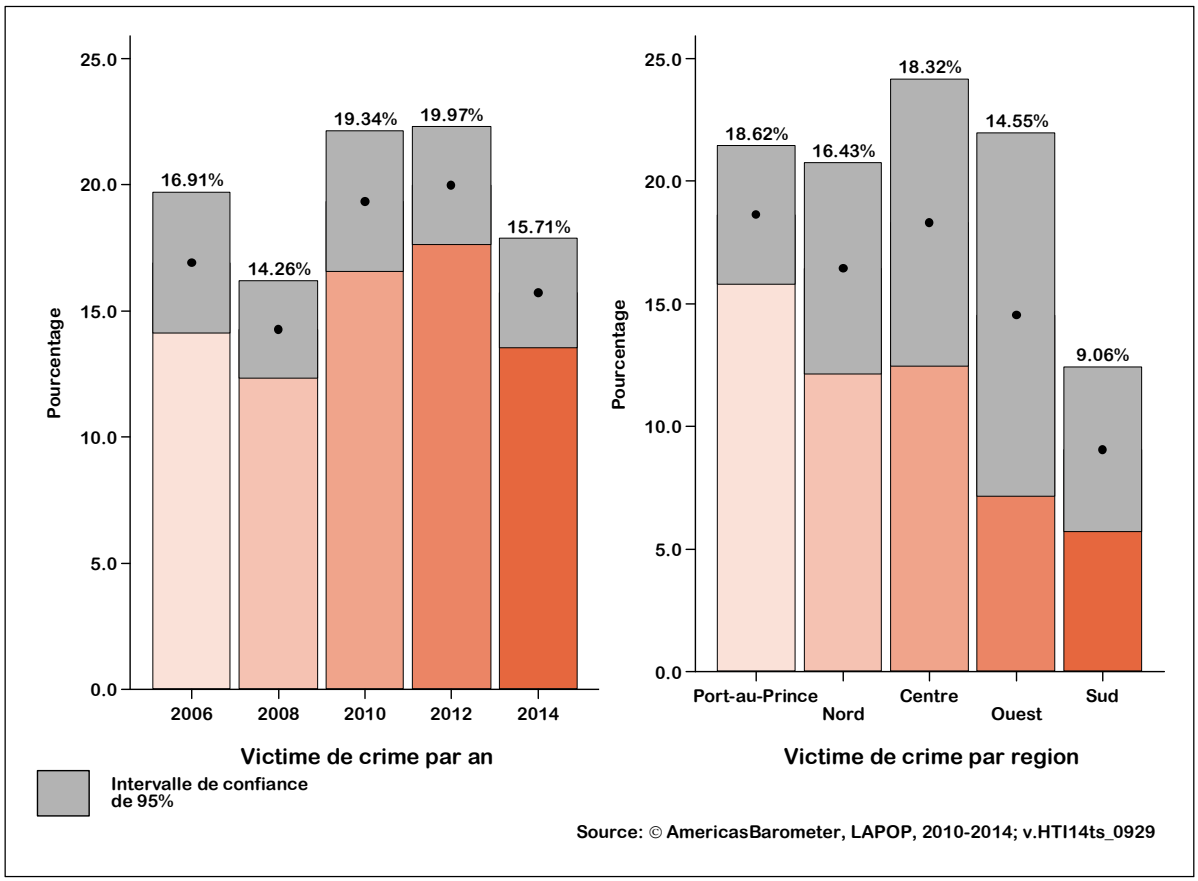



**Figure 6.12. Victimisation criminelle à Haïti, 2010-2014**

Comme ce fut le cas en 2012, les répondants qui déclarent avoir été victimes de la criminalité indiquent que le crime a été massivement commis dans leur municipalité en 2014 (figure 6.13). En 2012, 61,9% des crimes signalés se sont produits dans la municipalité (dans la maison: 11,2%, dans le quartier: 23,9%, et dans la municipalité: 26,8%), comparativement à 64% en 2014 (dans la maison: 19,5%, dans le quartier: 22,0%, et dans la municipalité: 22,5%). La différence majeure est l'augmentation de 8.3 points du pourcentage de la criminalité survenant dans la maison entre 2012 et 2014.

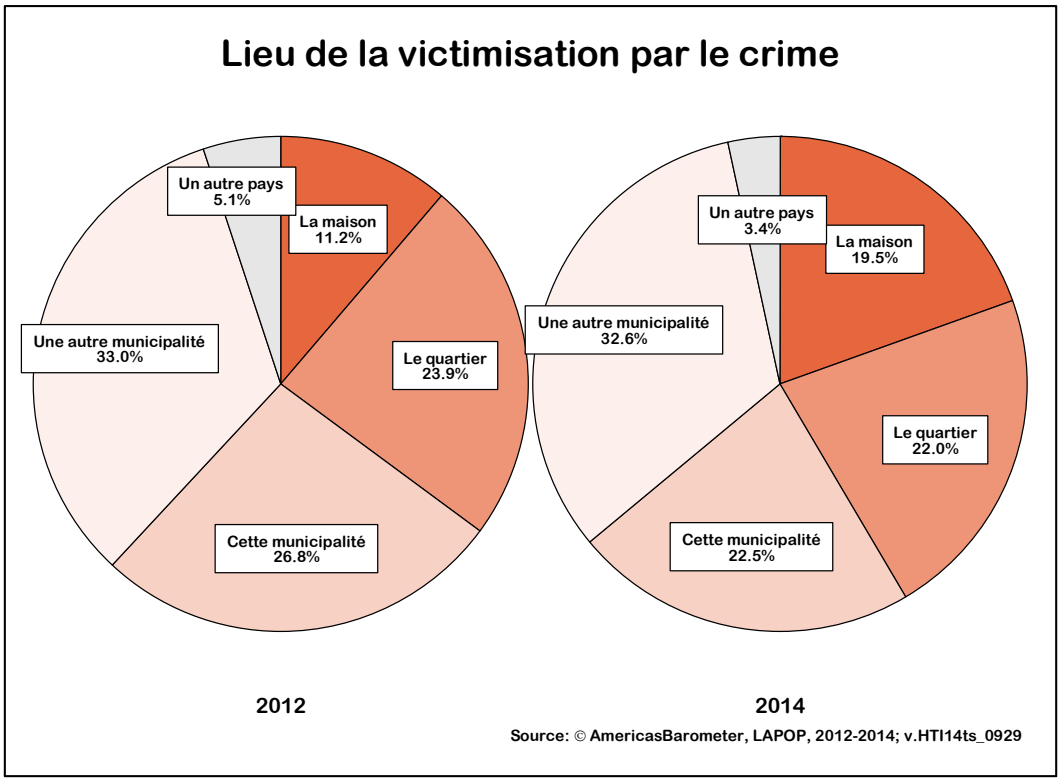



**Figure 6.13. Localisation de la victimisation criminelle à Haïti, 2012-2014**

Pour mieux évaluer les facteurs associés à la victimisation criminelle à Haïti, la figure 6.10 présente les résultats d'une analyse de régression logistique. La figure montre les coefficients de régression standardisés sous forme de points, avec des intervalles de confiance indiqués par les lignes horizontales. La figure 6.10 suggère que les deux seuls facteurs qui affectent clairement la victimisation criminelle sont la richesse des ménages (mesurée en quintiles) et l'âge. La figure indique que les individus les plus riches sont plus enclins à être victimes de crime. 60% des Haïtiens les plus riches (quintiles 2, 3 et 5) ont une probabilité plus élevée de déclarer avoir été victime d'un crime en comparaison de ceux appartenant au quintile le plus pauvre. Comme pour l'âge, le chiffre suggère que les citoyens les plus âgés (56 ans et plus) sont moins susceptibles d'être victimes d'actes criminels que ceux entre 36 et 45 ans. Bien sûr, il est possible que ces gens soient tout simplement plus souvent à la maison.

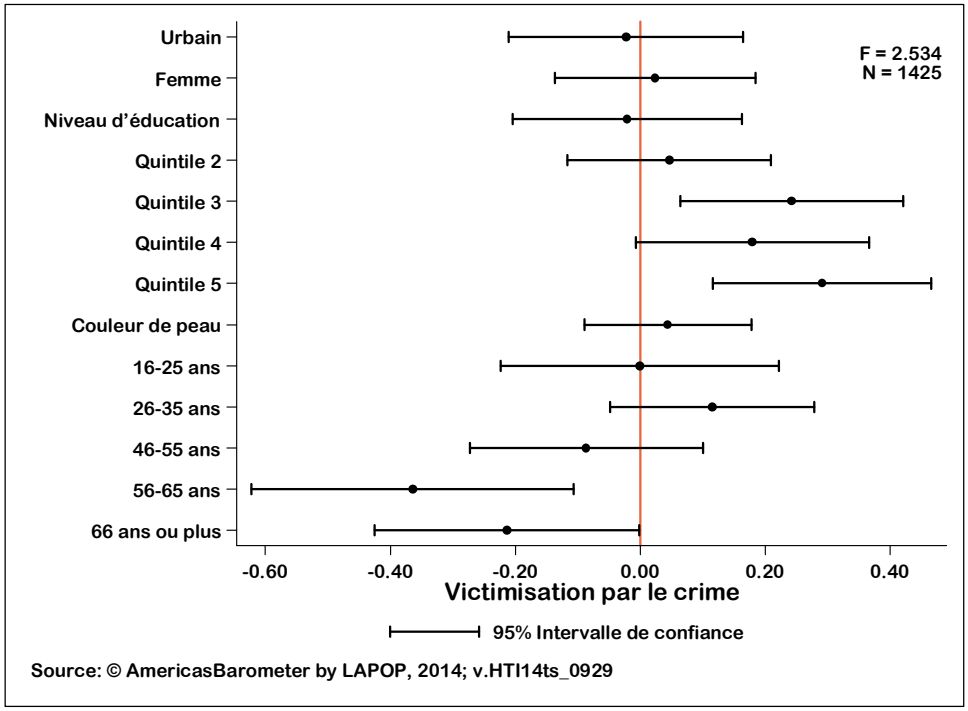



**Figure 6.14. Les déterminants de la victimisation criminelle à Haïti, 2014**

## VI. Corruption

Les citoyens de régimes démocratiques attendent normalement de l'État qu'il fournisse de façon générale des biens publics. Autrement dit, certains services publics sont généralement fournis à tous les citoyens sans discrimination. Ces biens publics comprennent souvent des exemples comme l'éducation publique, la santé, l'accès aux cours de justice, les services de police, etc. Lorsque les citoyens sont invités à payer un pot-de-vin pour accéder à ces services publics, ils sont invités à payer pour un service qui devrait être gratuit. Cela est particulièrement problématique puisque l'incitation financière demandée va normalement à un individu, mais pas au système pour améliorer le bien public. Ce que nous venons de décrire est une forme évidente de corruption.

Le Baromètre des Amériques 2014 inclut une série de questions documentant les perceptions de la corruption et de la victimisation par la corruption. Comme nous l'avons vu au chapitre 3, la corruption est présente dans toute la région, mais elle est relativement limitée, affectant environ un citoyen 1 sur cinq. Haïti offre un contraste clair à la situation régionale. Comme une question de fait, plus de deux Haïtiens sur trois déclarent avoir été sollicités pour verser un pot-de-vin dans les 12 mois précédant l'enquête.

Comme illustré par la figure 6.15, la corruption n'est pas tout à fait un phénomène nouveau dans le pays. Près de la moitié des personnes interrogées ont déclaré avoir toujours été sollicitées pour verser un pot-de-vin depuis que le Baromètre des Amériques a été réalisé en Haïti. Bien que ce taux ait oscillé autour de 50% entre 2006 et 2010, il a montré une forte augmentation en 2012. Le niveau 2014 reste inchangé à partir de 2012, avec plus de deux tiers des Haïtiens étant victimes de la corruption. Qui plus est, 74,6% des personnes qui sont victimes de corruption en 2014 ont versé un pot-de-vin, une fois

(45,1%) ou deux fois (29,5%). La corruption est donc une réalité qui affecte la vie quotidienne de la majorité des Haïtiens.

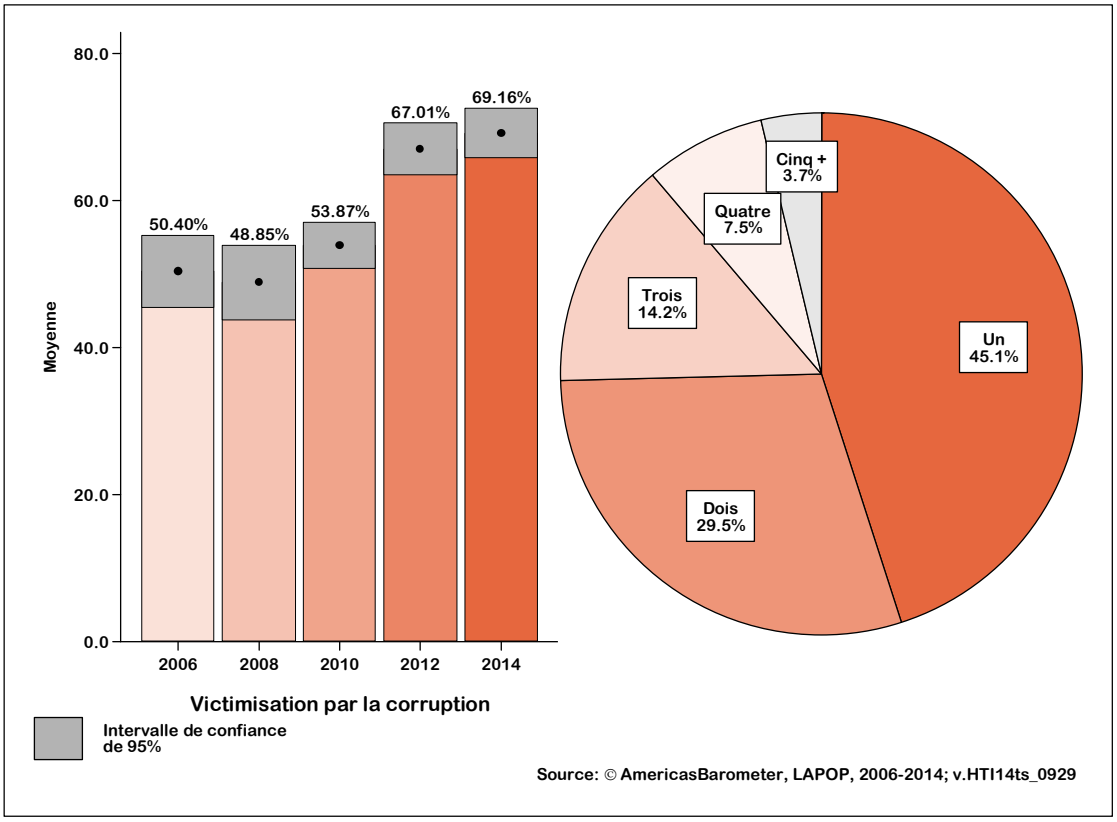



**Figure 6.15. Victimisation par la corruption in Haïti**

Lorsque nous creusons plus loin dans les services publics pour lesquels les Haïtiens sont invités à payer un pot-de-vin à la figure 6.16, nous constatons que les soins de santé et les écoles publiques sont les sources les plus fréquentes de la corruption en 2012 comme en 2014. Fait intéressant, 7,3% des Haïtiens ont rarement été sollicités pour verser un pot-de-vin par un agent de police. Comme indiqué dans le chapitre 3, ceci est légèrement inférieur à la moyenne régionale (y compris Haïti). Dans les Amériques, environ 10 % des répondants qui ont déclaré avoir été sollicités pour le paiement d'un pot-de-vin ont dû payer un agent de police (voir Figure 3.1). Bien que la corruption de la police arrive moins fréquemment en Haïti, elle arrive en premier dans la région en termes de taux globaux de victimisation de la corruption.

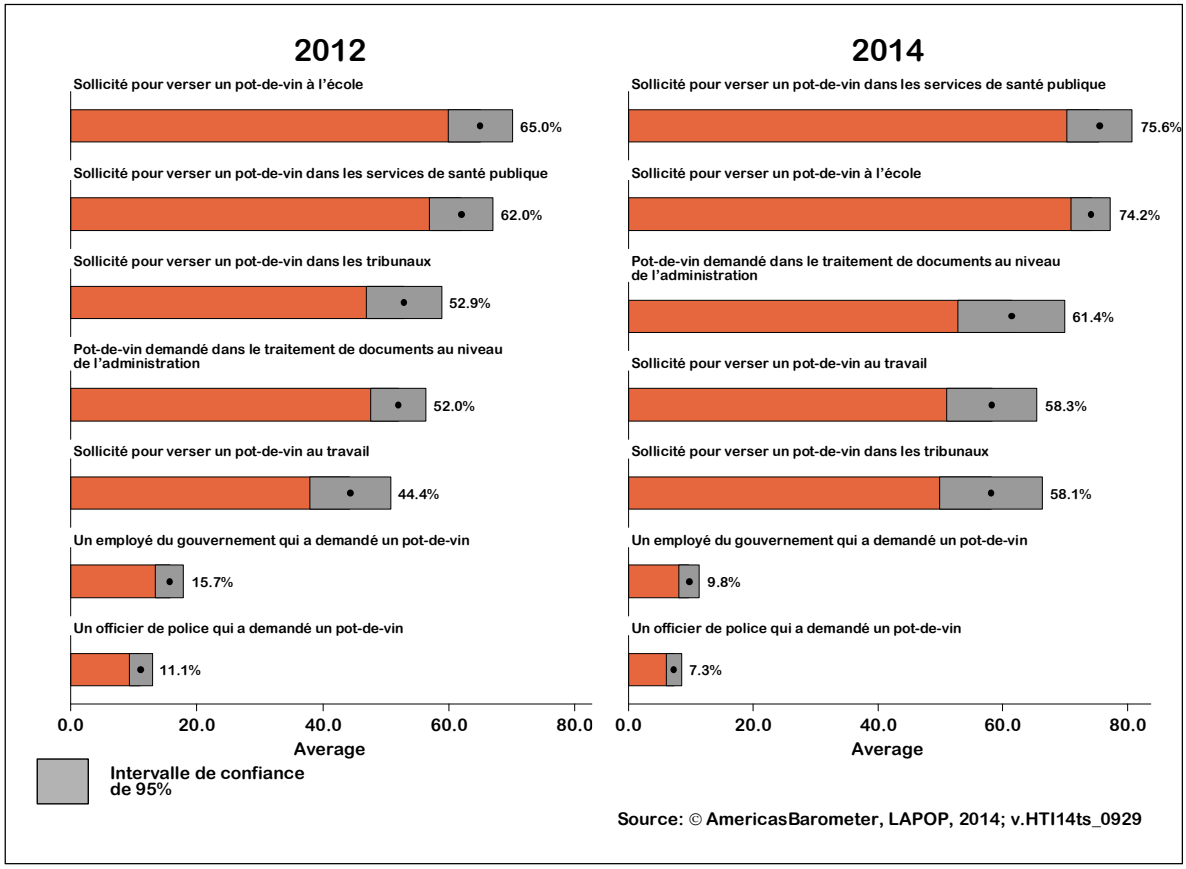



**Figure 6.16. Types de victimes par la corruption in Haïti, 2014**

Parmi les Haïtiens, qui sont les citoyens les plus susceptibles d'être victimes de la corruption? Une réponse à cette question peut être donnée avec l'aide de l'analyse de régression multivariée. Pour ce faire, nous avons reproduit le modèle présenté dans le chapitre 3 pour l'ensemble de la région (Figure 3.5). Ainsi, nous avons appliqué le modèle sur toute la période pour laquelle des données haïtiennes sont disponibles (2006-2014). Le modèle comprend un ensemble standard de variables sociodémographiques. Comme les variables de la couleur de la peau et de l'aide gouvernementale ne sont pas disponibles pour l'ensemble de la période, nous les omettons du modèle.[3]

Les résultats haïtiens diffèrent de l'analyse régionale dans plusieurs aspects. Premièrement, il semble que vivre dans une région rurale ou urbaine, être une femme, ou rapporter un crime dans son quartier ne fait aucune différence à Haïti quand nous essayons d'expliquer les variations de la victimisation par la corruption. Dans la région, il a été constaté que les femmes et les personnes vivant dans les zones rurales étaient moins susceptibles de déclarer avoir été sollicitées de verser un pot-de-vin dans le passé. Nous avons également constaté que, dans les Amériques dans leur ensemble, la criminalité dans le quartier a été associée à une plus grande probabilité de victimisation par la corruption. Pour la région, nous avons également constaté que les victimes de la corruption étaient pour la plupart des citoyens d'âge moyen. À Haïti, cependant, la différence concernant l'âge semble être entre deux groupes : ceux en dessous de 36 ans, et les autres; les citoyens plus âgés étant plus susceptibles d'être des victimes par la corruption.

[3] Nous avons essayé d'inclure ces variables dans des échantillons réduits et nous n'avons trouvé aucun effet significatif pour les deux.

La seule réelle similitude entre Haïti et le reste des Amériques réside dans la relation entre la richesse, l'éducation, et la victimisation par la corruption. Tout comme leurs pairs à travers la région, les Haïtiens plus riches et plus instruits sont plus susceptibles de déclarer avoir été sollicités pour verser un pot-de-vin dans le passé.

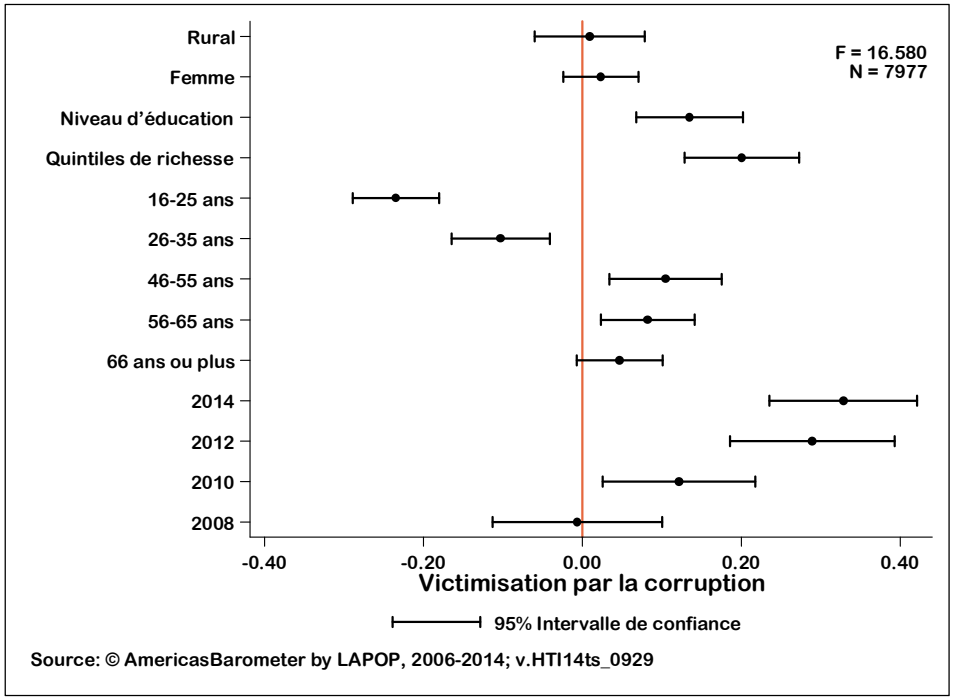



**Figure 6.17. Déterminants de la victimisation par la corruption in Haïti**

Au-delà du fait de demander aux personnes interrogées au sujet de leur expérience personnelle avec la corruption, le Baromètre des Amériques a également interrogé les répondants au sujet de leur perception de la corruption. À Haïti, les répondants notent en moyenne la question de la corruption chez les fonctionnaires à environ 60 sur une échelle de 0-100 (100 représentant le plus haut niveau de corruption perçu). Comme nous l'avons vu à la figure 3.8, les Haïtiens sont beaucoup moins enclins à percevoir la corruption que leurs pairs d'autres pays des Amériques.

Comme illustré par la figure 6.18, les perceptions n'ont pas beaucoup changé au cours des huit dernières années. Fait intéressant, ces réponses n'ont pas suivi la même tendance que la victimisation par la corruption (Figure 6.15), qui a augmenté brusquement en 2012.

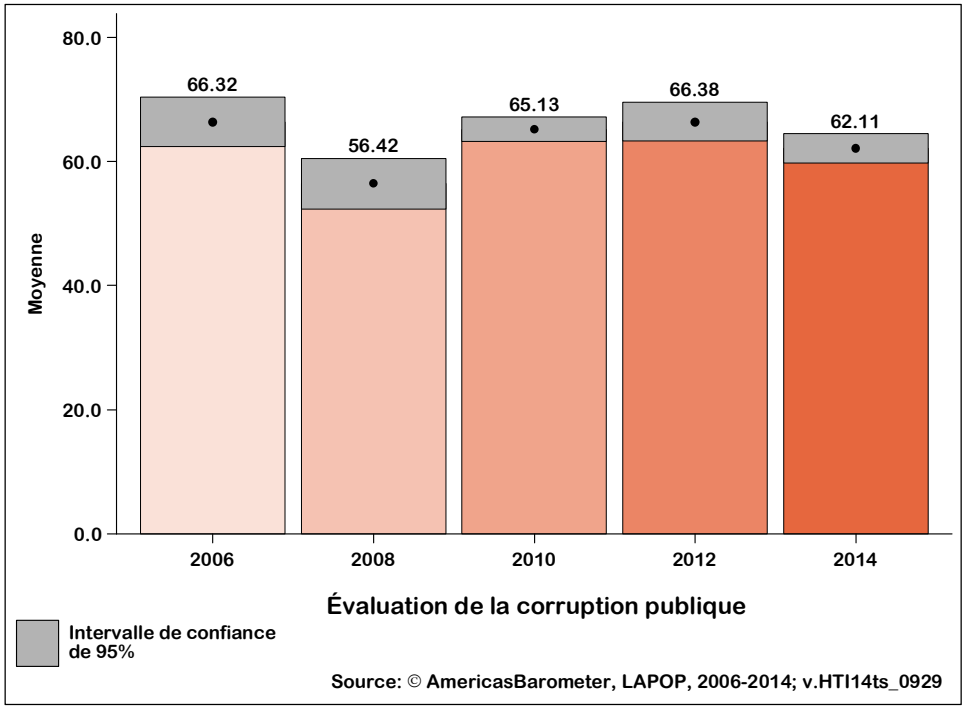



**Figure 6.18. Perception de la corruption**

Dans le chapitre 3, nous avons exploré les déterminants de la corruption perçue du gouvernement (Figure 3.10). Trois facteurs comportementaux se distinguent : la victimisation de la corruption, l'aide gouvernementale, et la criminalité dans le quartier. Dans les trois cas, la relation avec la perception de la corruption était statistiquement significative. Alors que le fait d'avoir été sollicité pour verser un pot-de-vin et d'avoir rapporté le crime dans le quartier a augmenté la probabilité de percevoir la corruption au sein du gouvernement, le fait d'avoir reçu l'assistance gouvernementale a eu l'effet contraire.

À Haïti, ces trois facteurs ne semblent pas être associés à la perception de la corruption. La figure 6.19 présente les relations bivariées simples entre la perception de la corruption et les trois facteurs présentés dans le paragraphe précédent, mais seulement pour la vague 2014. Alors que la perception de la corruption augmente très légèrement avec la victimisation, la perception moyenne de la corruption est la même si les répondants ont reçu une aide gouvernementale ou s'ils ont signalé un crime dans leur quartier.

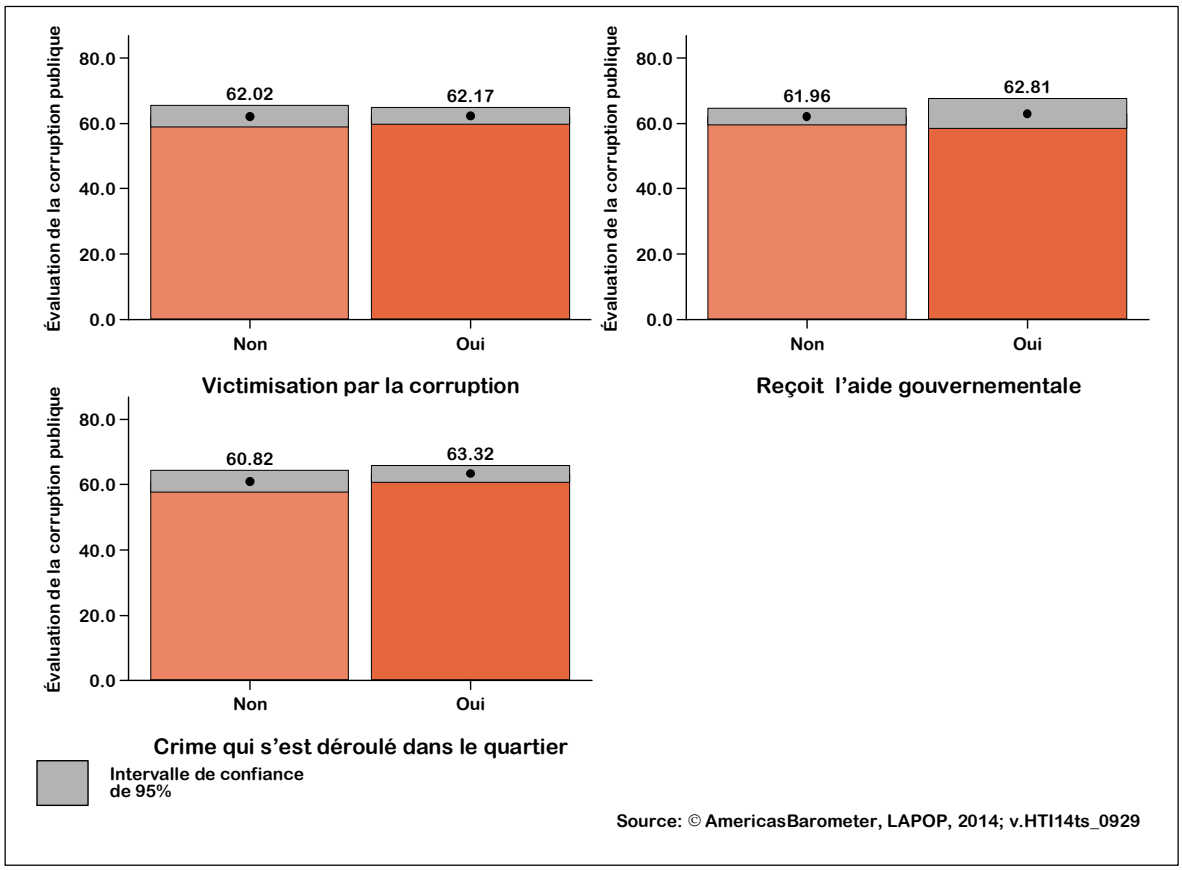



**Figure 6.19. La corruption par la victimisation, l'assistance gouvernementale et le crime, 2014**

Bien sûr, il est possible que l'absence de relation observée sur la figure 6.19 soit due à d'autres variables. Par exemple, l'absence d'une relation entre la perception de la corruption et de l'aide gouvernementale peut être due au fait que la plupart des bénéficiaires de l'aide gouvernementale sont également de faible statut socioéconomique et manquent d'outils pour détecter correctement la corruption. La seule façon d'évaluer l'impact de ces facteurs sur la corruption perçue est par analyse de régression multivariée, dans lequel nous pouvons inclure de nombreux contrôles pour d'autres facteurs éventuellement intermédiaires.

La figure 6.20 présente les résultats d'une analyse de régression multivariée dans laquelle nous prédisons la perception de la corruption avec le même modèle utilisé dans le chapitre 3 (Figure 3.10). L'analyse de régression utilise les données des cinq vagues de l'enquête (2006, 2008, 2010, 2012, et 2014).

Les résultats de l'analyse de régression pour Haïti sont en quelque sorte semblables aux résultats de l'ensemble de la région. Tout comme les citoyens des autres pays de la région, les Haïtiens qui ont été sollicités pour verser un pot-de-vin dans le passé, ceux qui ont atteint des niveaux plus élevés d'éducation, ainsi que les Haïtiens plus âgés sont plus susceptibles de percevoir des niveaux plus élevés de corruption au sein du gouvernement. Cependant, les similitudes s'arrêtent là. Contrairement au reste de la région, la perception de la corruption en Haïti ne varie pas selon la richesse, le sexe, ou le milieu urbain/rural.

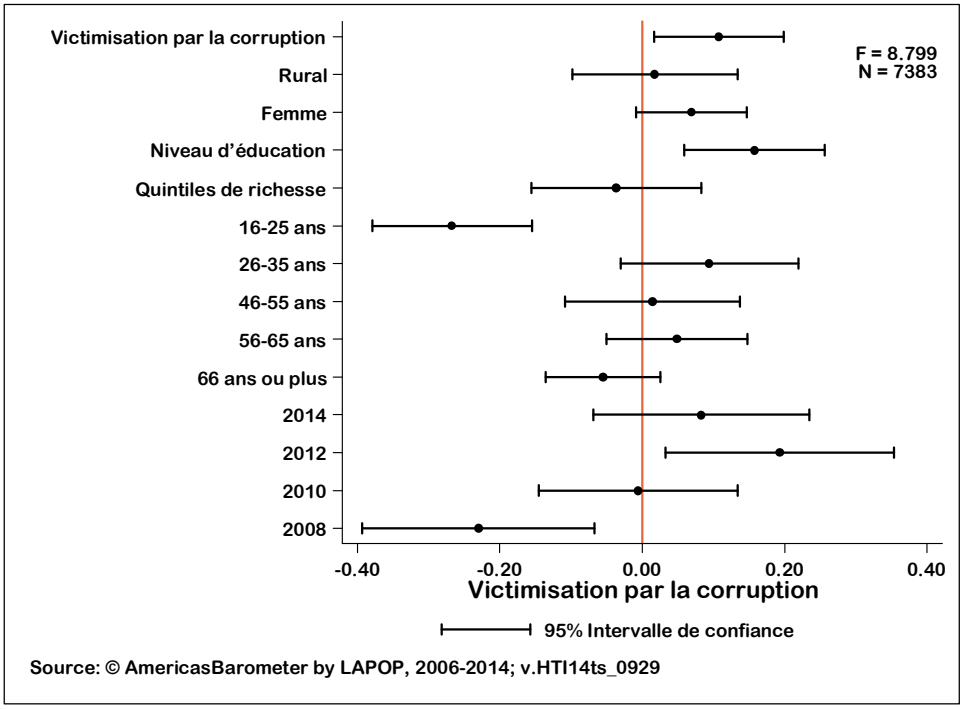



**Figure 6.20. Facteurs associés à la Perception de la corruption in Haïti**

Une tendance frappante émerge lorsque nous comparons les Haïtiens à des citoyens d'autres pays de la région sur la question de la corruption en 2014 (figure 6.21). Alors que Haïti se classe avant-dernier dans la région en termes de perception de la corruption publique, elle mène clairement la région quand il s'agit de la victimisation par la corruption. Il semble donc y avoir un écart entre la façon dont les Haïtiens perçoivent et vivent la corruption, au moins par rapport aux autres pays de la région. C'est comme si les Haïtiens considèrent la corruption comme une chose normale dans la prestation de service public.

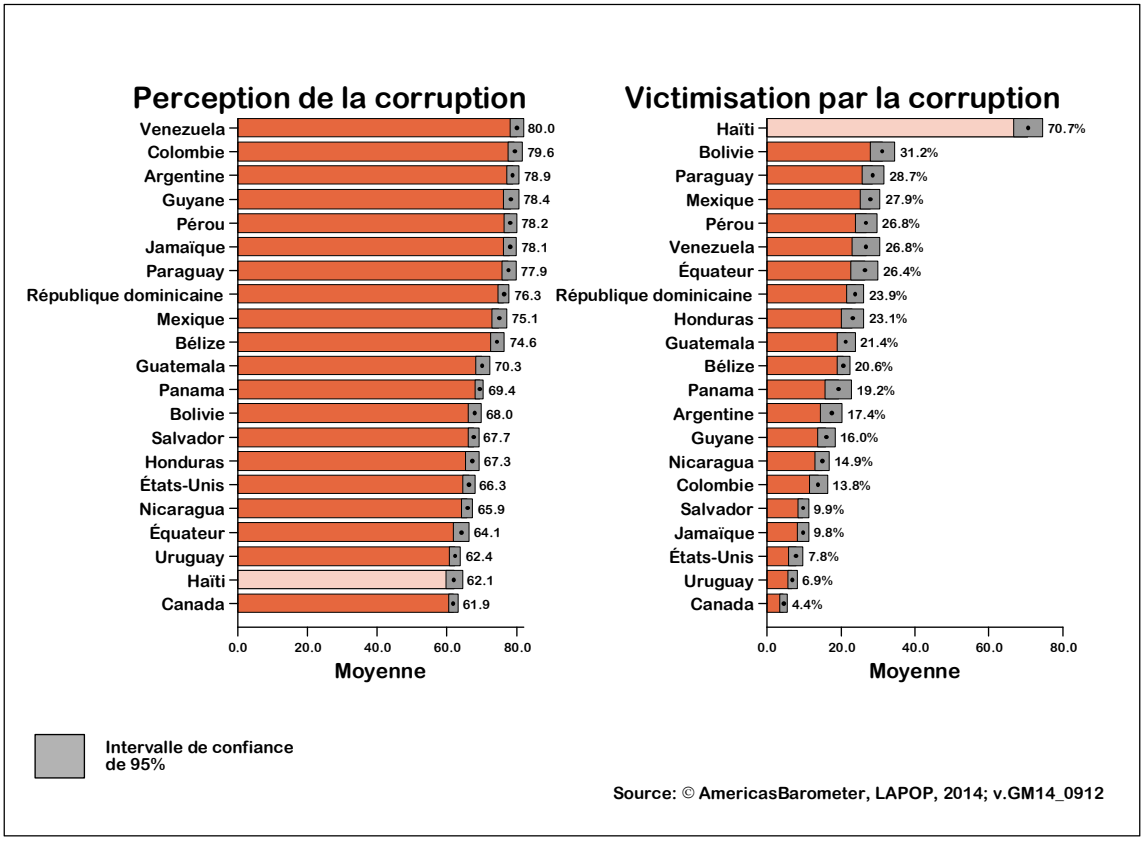



**Figure 6.21. Perception de la corruption et de Victimisation par la corruption dans les Amériques, 2014**

Cette possible internalisation de la corruption parmi les Haïtiens est encore illustrée par la figure 6.22. Comparés à d'autres citoyens des Amériques, les Haïtiens sont plus deux fois plus susceptibles de croire que le versement d'un pot-de-vin est parfois justifié. Alors que 43% des Haïtiens partagent cette idée en 2014, seulement 16,4% des citoyens de la région qui pensent de même (voir Figure 3.11). Tout comme les autres citoyens des Amériques, cependant, les Haïtiens qui ont été victimes de corruption sont plus susceptibles de penser que de payer un pot-de-vin peut être parfois justifié. Le nombre d'Haïtiens qui ont été sollicités pour le versement d'un pot-de-vin et qui justifient la corruption est de 35 points de pourcentage plus élevé (54,4%) que ceux qui n'ont pas vécu la corruption (17,4%).

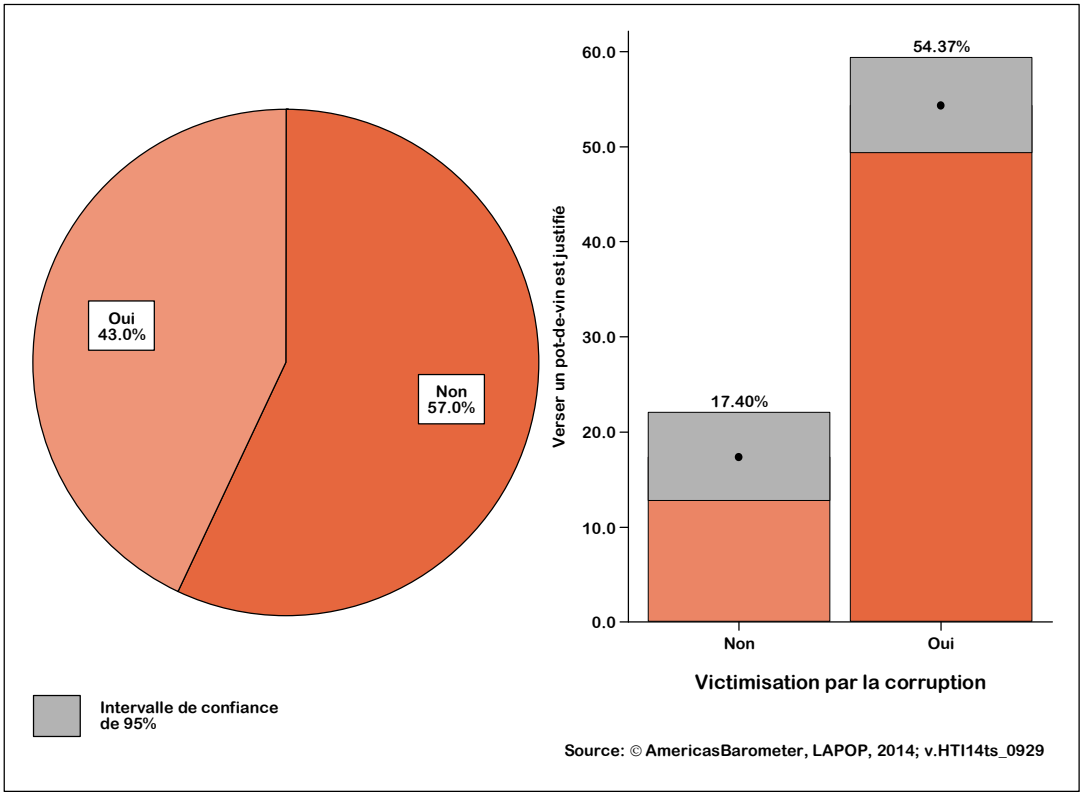



**Figure 6.22. Verser un pot-de-vin est justifié et la victimisation par la corruption**

## VII. Conclusion

Nous avons souligné dans l'introduction que le développement humain est important pour la démocratie. Ce chapitre examine les différentes dimensions que nous jugeons comme des fondements essentiels du développement humain. Nous explorons la mesure dans laquelle les Haïtiens ont accès aux biens publics tels que les services publics (y compris les sanitaires, l'infrastructure routière, la santé et l'éducation). Nous explorons également comment les Haïtiens perçoivent la criminalité et l'insécurité, et la corruption.

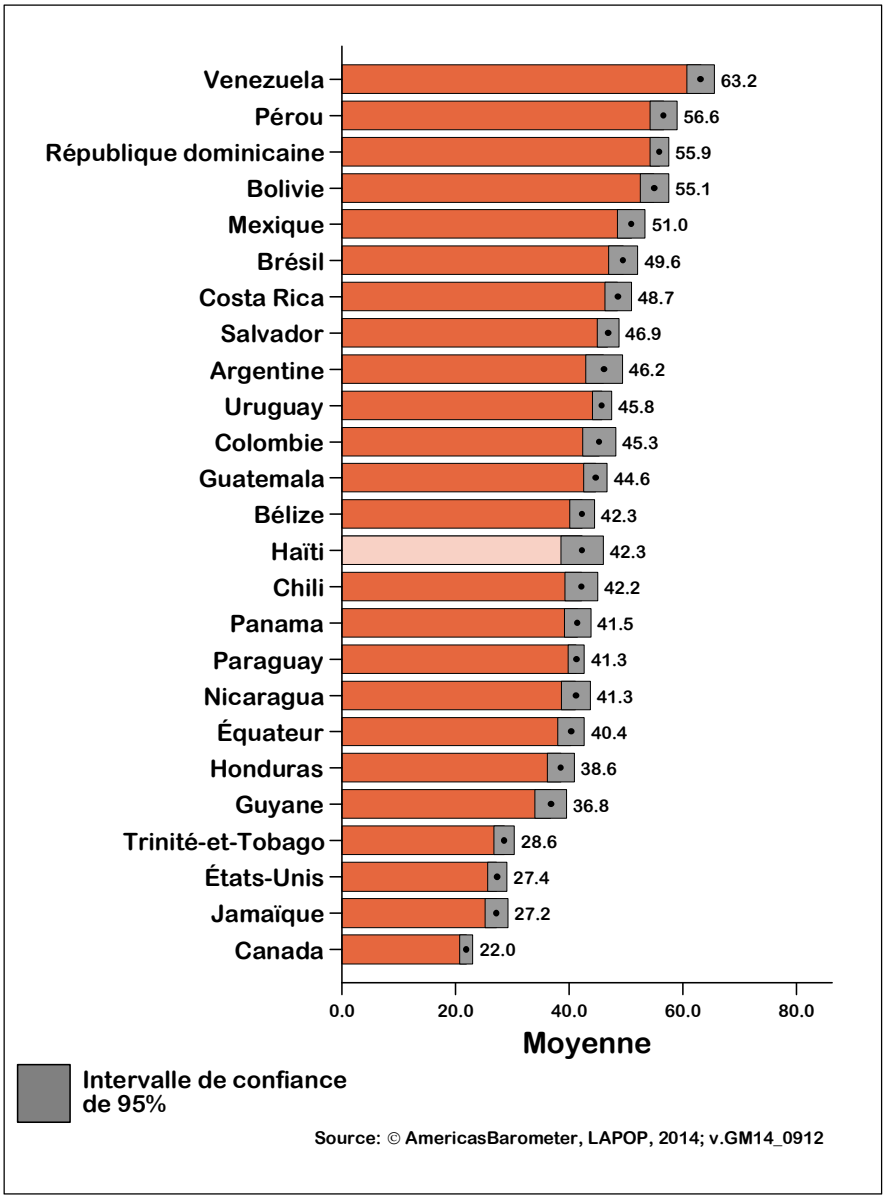
Même si une certaine amélioration a été observée en ce qui concerne les différentes dimensions du développement humain en Haïti, il reste beaucoup à faire. Globalement, la richesse matérielle a dépassé le bas niveau de 2010, mais elle n'a pas encore retrouvé les niveaux d'avant — séisme. L'accès aux installations sanitaires à domicile a augmenté, mais l'accès aux systèmes d'évacuation des eaux usées reste extrêmement faible. La criminalité continue d'être un problème, surtout à Port-au-Prince, mais les Haïtiens ont commencé à se sentir en sécurité à la maison. La corruption pourrait être la seule dimension pour laquelle aucune amélioration n'a été observée sur la période récente. Au contraire, les choses ont continué à se détériorer sur ce front.

Pour que la démocratie prospère à Haïti, il faut beaucoup plus d'efforts pour accroître le bien-être matériel des citoyens. Ceux-ci doivent inclure l'accès aux infrastructures sanitaires de base, aux routes, et autres services publics. Des efforts doivent également cibler la criminalité et la corruption. Les

Haïtiens ont le droit de vivre dans un environnement en sécurité et ils ont le droit d'accéder aux services publics, comme l'éducation et les soins de santé de base, sans avoir à payer un pot-de-vin.

# Annex

**Annexe 6.1. La perception de l'insécurité dans les Amériques, 2014**



**Annexe 6.2: Les déterminants de la victimisation criminelle in Haïti, 2014**

| | Coefficient | (t) |
|---|---|---|
| 56-65 ans | -.2132108 | -2.02 |
| 46-55 ans | -.3642444 | -2.83 |
| 36-45 ans | -.0861994 | -0.93 |
| 26-35 ans | .1152372 | 1.41 |
| 16-25 ans | -.0010931 | -0.01 |
| Couleur de la peau | .0441678 | 0.66 |
| Quintile de richesse 5 | .2909669 | 3.34 |
| Quintile de richesse 4 | .179339 | 1.92 |
| Quintile de richesse 3 | .2419751 | 2.71 |
| Quintile de richesse 2 | .0461534 | 0.57 |
| Niveau d'éducation | -.0211637 | -0.23 |
| Femme | .0234843 | 0.29 |
| Urbain | .0229885 | 0.25 |
| Constant | -1.793738 | -4.66 |
| Nombres d'observations | 1425 | |
| Design df | 57 | |
| F(13, 45) | 2.53* | |
| Logit binaire avec les Statistiques-t sur les Erreurs-types ajustées pour la conception de l'enquête entre Parenthèses. * p<0.05. | | |

**Annexe 6.3: Déterminants de la victimisation criminelle à Haïti, 2006-2014**

| | Coefficient | (t) |
|---|---|---|
| 56-65 ans | .0469787 | 1.71 |
| 46-55 ans | .0823617 | 2.74 |
| 36-45 ans | .1045825 | 2.92 |
| 26-35 ans | -.10229535 | -3.27 |
| 16-25 ans | -.2346922 | -8.44 |
| Quintile de richesse | .2007584 | 5.49 |
| Niveau d'éducation | .1349389 | 3.95 |
| Femme | .023305 | 0.96 |
| Rural | .0090473 | 0.26 |
| 2008 | -.0063917 | -0.12 |
| 2010 | .1217814 | 2.49 |
| 2012 | .289491 | 5.48 |
| 2014 | .3285148 | 6.94 |
| Constant | .3571038 | 9.09 |
| Nombre d'observations | 7977 | |
| Design df | 372 | |
| F(13, 45) | 16.58* | |

Logit binaire avec les Statistiques-t sur les Erreurs-types ajustées pour la conception de l'enquête entre Parenthèses.
* p<0.05

**Annexe 6.4: Déterminants de la Perception de la corruption à Haïti, 2006-2014**

| | Coefficients | (t) |
|---|---|---|
| 56-65 ans | -.0549293 | -1.34 |
| 46-55 ans | .048855 | 0.97 |
| 36-45 ans | .014515 | 0.23 |
| 26-35 ans | .0944065 | 1.49 |
| 16-25 ans | -.2669145 | -4.69 |
| Quintile de richesse | -.0362848 | -0.60 |
| Niveau d'éducation | .157306 | 3.14 |
| Femme | .0693556 | 1.75 |
| Rural | .0179314 | 0.30 |
| Victimisation par la corruption | .1077914 | 2.34 |
| 2008 | -.2301182 | -2.77 |
| 2010 | -.0055875 | -0.08 |
| 2012 | .1934036 | 2.37 |
| 2014 | .0831057 | 1.08 |
| Constant | 1.825372 | 35.90 |
| Nombre d'observations | 7383 | |
| Design df | 372 | |
| F(13, 45) | 8.80 | |
| Logit binaire avec les Statistiques-t sur les Erreurs-types ajustées pour la conception de l'enquête entre Parenthèses. * p<0.05 | | |

# Chapitre 7. Les Haïtiens et les valeurs démocratiques

*François Gélineau*

## I. Introduction

La règle démocratique est souvent associée à une culture politique dans laquelle les citoyens qui partagent un certain nombre d'attitudes et de comportements sont favorables à la gouvernance démocratique. Plusieurs auteurs dans les sciences sociales ont montré comment certaines croyances et valeurs importantes partagées sont fondamentales pour le fonctionnement des démocraties (Almond et Verba 1963; Booth et Seligson 2009; Putnam 1994, 2001). Dans le chapitre 5, nous identifions deux de ces dimensions qui sont au cœur de la démocratie : la tolérance politique et l'appui au système. Alors que la tolérance politique se réfère au respect des droits politiques des autres, en dépit de la position politique qu'ils adoptent, l'appui au système est relatif au respect des individus envers les institutions politiques, à savoir la légitimité. Dans des contextes dans lesquels les citoyens affichent des niveaux élevés de tolérance et d'appui du système, nous pouvons nous attendre à ce que la démocratie soit marquée par la stabilité. Au contraire, là où les citoyens ont une faible tolérance politique et un faible niveau d'appui au système, la démocratie peut être considérée comme menacée.

Dans la région en général, le Baromètre des Amériques 2014 nous permet de déterminer que sur les deux dimensions (de tolérance politique et l'appui au système), les citoyens des Amériques offrent un appui plutôt faible aux institutions et sont assez intolérants. Est-ce également le cas pour Haïti? En se basant sur le chapitre précédent, les perspectives pour Haïti sont pessimistes. Nous savons par la littérature que le développement économique est fortement corrélé avec les valeurs démocratiques (Booth et Seligson 2009; Carlin 2006; Carlin et Singer, 2011). En extrapolant à partir des résultats présentés dans le chapitre 6, on peut conclure que les Haïtiens devraient afficher de faibles niveaux d'appui au système et de faibles niveaux de tolérance. Pourtant, les évènements catastrophiques tels que le tremblement de terre qui a frappé l'île le 12 janvier 2010 peuvent également avoir des conséquences surprenantes. Avec un tel niveau de destruction et de désorganisation de l'État, les Haïtiens ont dû trouver des moyens pour subvenir eux-mêmes à leurs besoins. De tels comportements peuvent ainsi avoir eu comme effet de pousser les Haïtiens à travailler ensemble dans le but d'améliorer leurs conditions de vie. Ce faisant, ils auraient commencé à tisser le tissu social si important pour la prospérité de la démocratie (Verba, Scholzman, et Brady, 1995). La question reste sans réponse.

Ce chapitre explore les valeurs démocratiques des Haïtiens, avec un accent particulier sur la tolérance politique et l'appui au système. Il examine également comment les Haïtiens se sont impliqués dans leur communauté et dans la vie politique du pays. Les principales conclusions du chapitre peuvent être résumées comme suit :

- Au sommet en 2006, la tolérance politique a rapidement diminué jusqu'en 2010, l'année où le pays a été frappé par le tremblement de terre dévastateur. Elle s'est améliorée par la suite pour atteindre 50,0 sur une échelle de 0 à 100 et ainsi rejoindre la moyenne régionale en 2014.

- De même, le tremblement de terre peut avoir influencé l'évolution de la confiance interpersonnelle. L'année 2010 marque également un niveau bas dans la confiance au cours de la dernière décennie. Pourtant, comme les conditions de vie se sont améliorées par la suite,

les niveaux de confiance ont augmenté à des niveaux plus élevés qu'avant la catastrophe naturelle, à 47.98 sur une échelle de 0 à 100, par rapport à une moyenne régionale de près de 61.

- Les Haïtiens semblent se méfier des institutions gouvernementales. En revanche, ils ont les niveaux les plus élevés de confiance envers les institutions non politiques.

- Le pourcentage des Haïtiens qui affichent des niveaux élevés de tolérance et d'appui au système a diminué en 2010 à 3,7%, mais a augmenté à des niveaux comparables à ceux observés avant le tremblement de terre en 2012 et 2014.

- Haïti figure parmi les pays où les citoyens affichent la plus faible intention de voter lors d'une élection future à 61,1%, comparativement à un sommet de 96,7% enregistré en Uruguay.

- Les Haïtiens se classent constamment parmi les premiers dans les Amériques en ce qui a trait à leur participation à des réunions municipales.

Le reste du chapitre est organisé de la façon suivante. La Section II explore les différentes dimensions de la tolérance politique telles qu'elles existent en Haïti. Dans la section III, nous discutons les résultats relatifs à la confiance des citoyens dans les institutions démocratiques et l'appui au système. Dans la section IV, nous combinons les deux dimensions de la tolérance politique et de l'appui au système afin d'évaluer comment elles ont affecté la stabilité de la démocratie en Haïti depuis 2006. Enfin, dans la section V, nous explorons les différentes façons dont les Haïtiens participent à la communauté et à la vie politique du pays.

## II. La tolérance politique

La tolérance politique peut être mesurée de plusieurs façons. Le Baromètre des Amériques comporte une série de questions explorant différentes dimensions du phénomène. Comme expliqué dans le chapitre 5, le Baromètre des Amériques utilise un indice basé sur quatre questions mesurant comment les répondants appuient le droit de vote, de protester, de briguer une responsabilité publique, ainsi que le droit des citoyens qui contestent le système politique de s'exprimer publiquement.

La figure 7.1 illustre la tendance dans la tolérance politique depuis 2006 à Haïti et dans les Amériques. Alors que dans la région dans son ensemble, nous pouvons observer une baisse lente mais soutenue de la tolérance pendant la période, Haïti offre une situation différente. D'un point haut en 2006, la tolérance a rapidement diminué jusqu'en 2010, l'année où le pays a été frappé par le tremblement de terre dévastateur, pour atteindre un niveau plancher de 43,4 sur une échelle de 0 à 100. La tolérance s'est améliorée par la suite pour rattraper la moyenne régionale 2014, à 50.

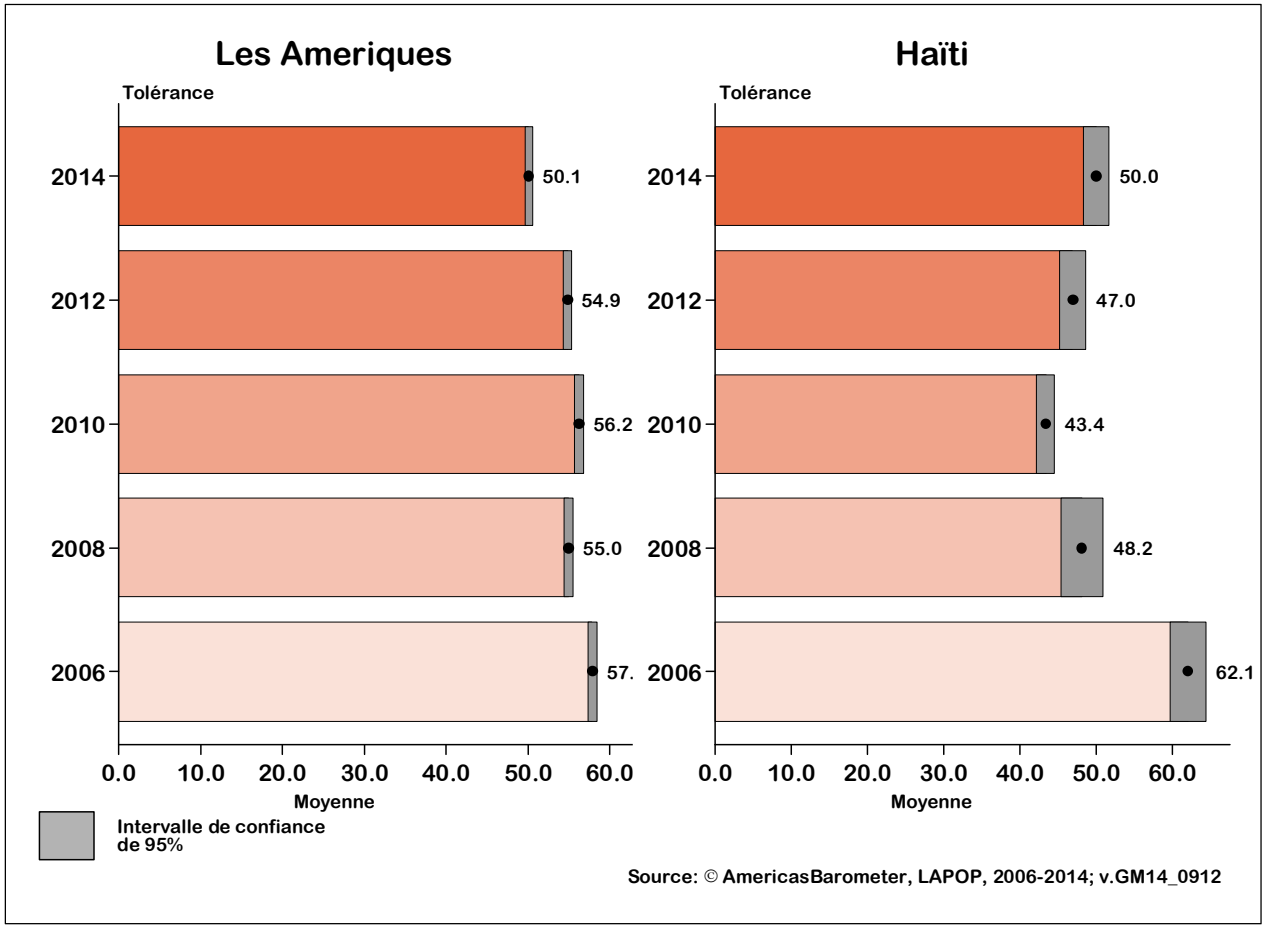



**Figure 7.1. Tolérance politique dans les Amériques et à Haïti, 2006-2014**

La figure 7.2 décompose l'indice de tolérance dans ses quatre dimensions. Les quatre variables offrent un modèle cohérent avec l'indice dans son ensemble. Il faut toutefois souligner un aspect intéressant. D'une part, les Haïtiens semblent plus tolérants envers les critiques ayant le droit de voter et de manifester pacifiquement. Le droit de manifester semble particulièrement important pour les Haïtiens. D'autre part, ils sont moins tolérants envers les critiques du régime qui se présentent aux élections ou qui prononcent des discours.

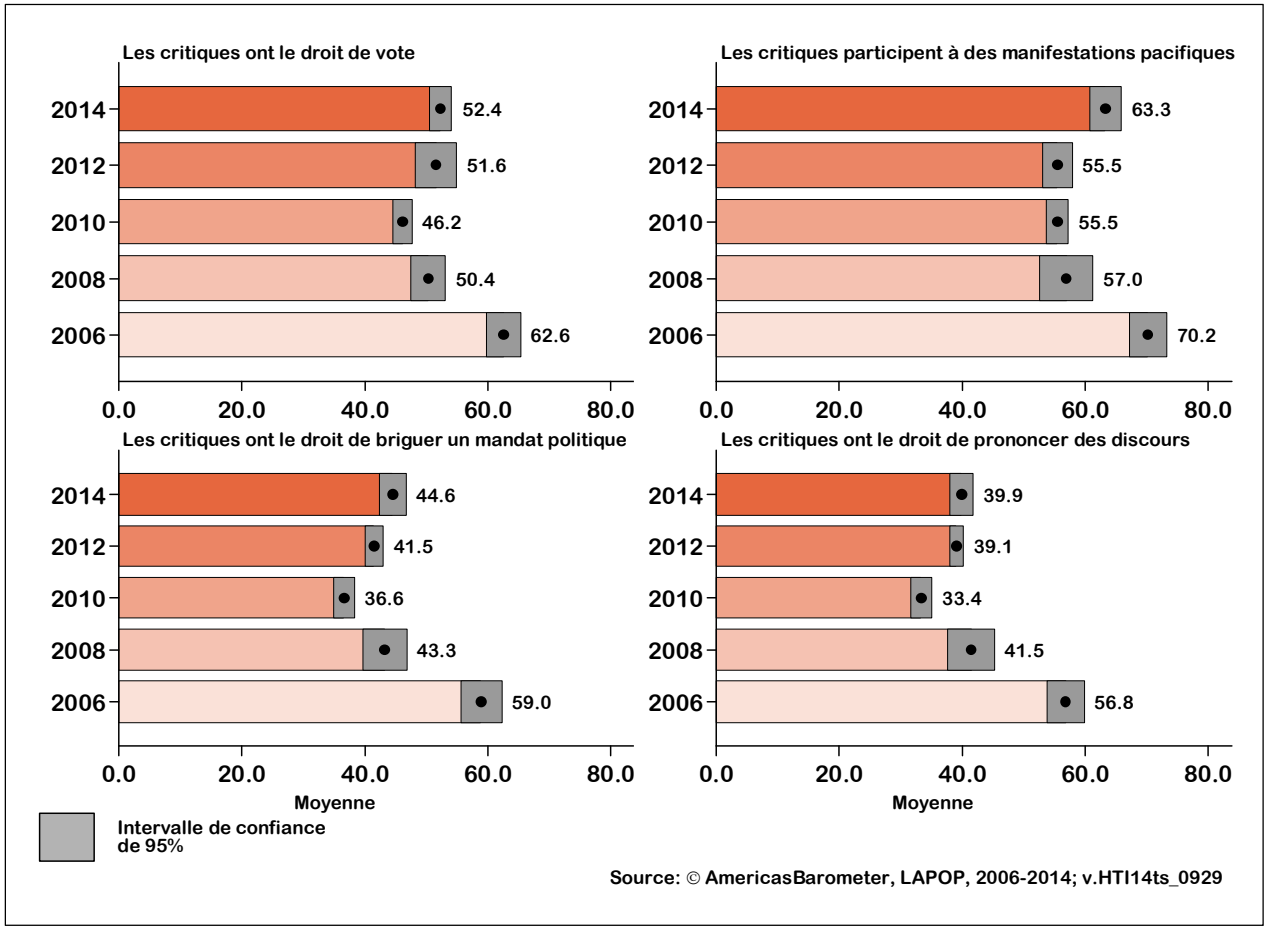



**Figure 7.2. Breakdown of Political Tolerance Index, Haiti 2006-2014**

Une autre dimension de la tolérance est l'ouverture à des personnes qui sont différentes. Le Baromètre des Amériques 2014 a également interrogé les répondants sur leur tolérance politique pour le droit de mariage entre personnes de même sexe et le droit des homosexuels à se présenter aux élections.

| |
|---|
| **D5.** Et maintenant, changeons de sujet et parlons des homosexuels. Approuvez-vous ou désapprouvez-vous le fait qu'ils soient candidats à des postes électifs ? |
| **D6.** Approuvez-vous ou désapprouvez-vous le fait que les personnes de même sexe aient le droit de se marier |

Par rapport à la région dans son ensemble, les Haïtiens semblent assez socialement conservateurs. Dans ces deux dimensions, ils se classent au bas de la région dans leur acceptation des homosexuels. Pourtant, la tendance récente est plus encourageante. Même si la figure 7.3 montre que les Haïtiens ne sont relativement pas très favorables au fait que des homosexuels briguent un mandat (graphique de gauche) ou au mariage homosexuel (graphique de droite), la figure 7.4 montre que ces attitudes semblent évoluer lentement. Il y a une légère augmentation dans les deux dimensions, avec une claire tendance à la hausse de l'appui à la candidature des homosexuels lors des élections.

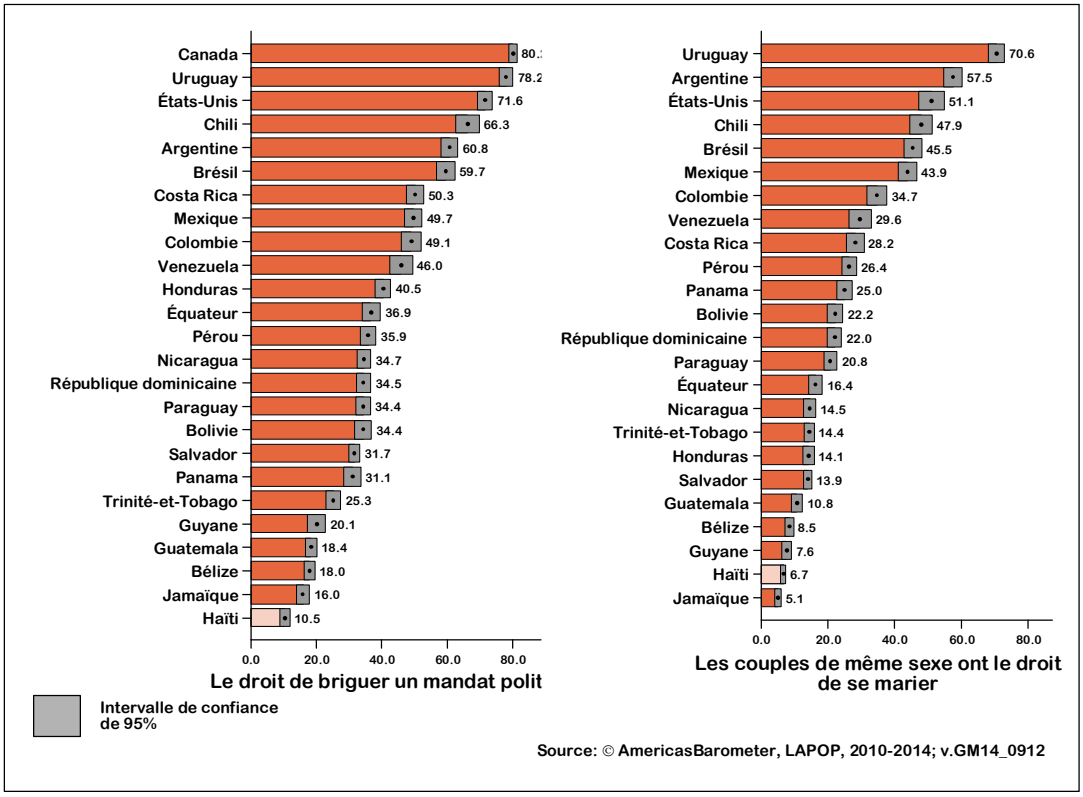



**Figure 7.3. Les attitudes envers les homosexuels dans les Amériques, 2014**

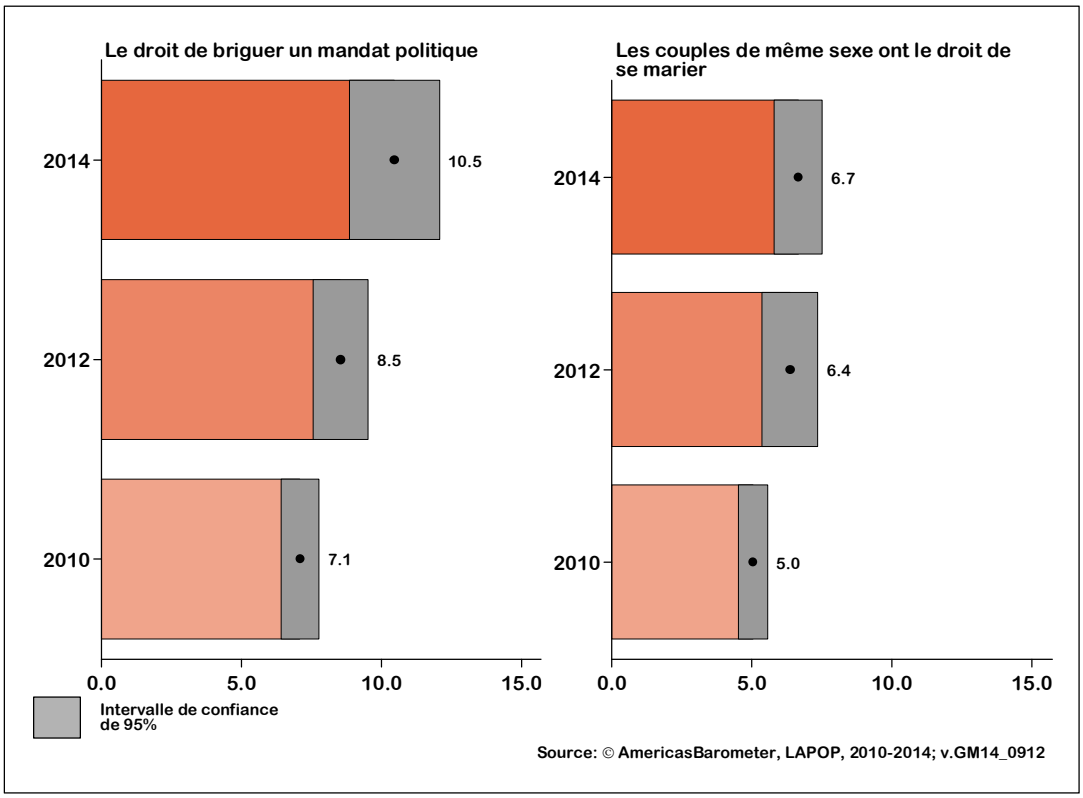



**Figure 7.4. Les attitudes envers les homosexuels à Haïti, 2010-2014**

Au-delà de poser des questions sur la tolérance de la dissidence et l'ouverture à l'homosexualité, qui sont deux attitudes souhaitables dans un régime démocratique, le Baromètre des Amériques a également demandé aux répondants de réagir à des formes plus extrêmes de protestation. Trois questions spécifiquement demandent aux répondants de réagir aux barrages routiers, au renversement du gouvernement et à la justice populaire :

| |
|---|
| **E15**. Des personnes qui participent au blocage de routes pour protester. En utilisant la même échelle, jusqu'à quel point avez-vous approuvez ou désapprouvez? |
| **E3**. De personnes qui participent à un groupe pour renverser violemment un gouvernement élu. Jusqu'à quel point avez-vous approuvez ou désapprouvez? |
| **E16.** Des personnes qui appliquent eux-mêmes la loi lorsque le gouvernement ne punit pas les criminels. Jusqu'à quel point avez-vous approuvez ou désapprouvez? |

La figure 7.5 montre que la tolérance pour ces formes plus extrêmes de protestation a augmenté depuis 2010. Dans le même temps, il faut reconnaître que l'appui à ces formes de protestation reste assez limité, avec des valeurs demeurant dans le tiers inférieur de l'échelle de 100 points.

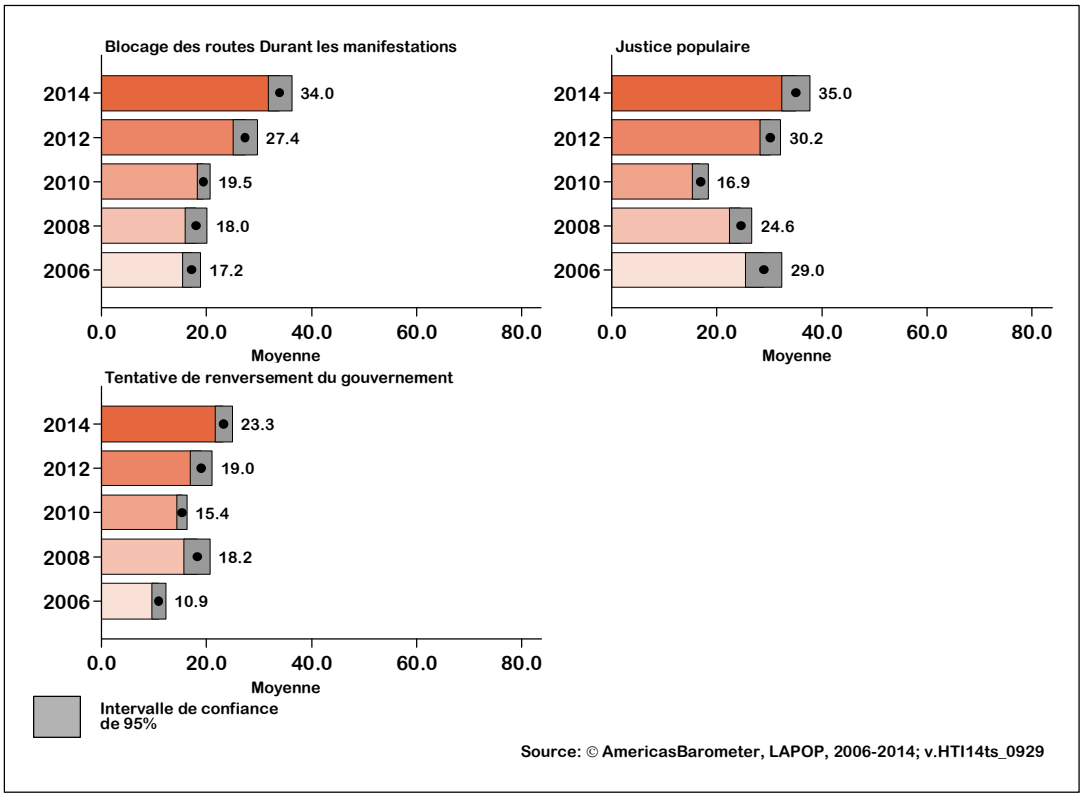



**Figure 7.5. La tolérance pour les comportements antidémocratiques, Haïti 2006-2014**

## III. La confiance et l'appui au système chez les Haïtiens

Dans les régimes démocratiques, la confiance est une autre attitude centrale pour assurer la stabilité politique. Comme indiqué au chapitre 5, la confiance donne de la légitimité aux institutions d'un système politique. La confiance interpersonnelle a également été reconnu comme un aspect très important pour une société démocratique qui fonctionne bien (Tocqueville 1835 Almond et Verba 1963; Putnam, 1993). Ici, nous avons examiné tout d'abord les niveaux de confiance interpersonnelle des Haïtiens en utilisant la question suivante du Baromètre des Amériques :

**IT1**. Et en parlant des gens d'ici, diriez-vous que les gens de cette communauté sont très dignes de confiance, peu dignes de confiance, pas très dignes de confiance ou pas dignes de confiance du tout ?
**[Lire les options]**
(1) très dignes de confiance (2) peu dignes de confiance (3) pas très dignes de confiance
(4) pas dignes de confiance du tout (88) DK (98) DA

Par rapport au reste de la région, Haïti se classe au bas de l'échelle de la confiance interpersonnelle (Figure 7.6). Autrement dit, les Haïtiens sont les moins confiants parmi l'ensemble des citoyens des Amériques. On pourrait dire que les Haïtiens sont plutôt méfiants les uns des autres. Cela étant dit, cette unique dimension ne peut pas être utilisée pour évaluer la qualité de la vie démocratique dans le pays. La variation observée dans les niveaux de confiance personnelle à travers la région suggère que d'autres facteurs doivent être pris en compte pour avoir une compréhension plus complète de la qualité de la démocratie. Par exemple, le Paraguay occupe la première place en dépit de son niveau relativement élevé d'instabilité politique au cours des dernières années. Également, malgré ses efforts concernant la vie démocratique, le Brésil se retrouve tout au bas du graphique.[1]

[1] Certes, le Brésil a été le théâtre de troubles politiques importants au cours des quelques dernières années. Ces évènements peuvent contribuer à expliquer la position du Brésil dans le graphique.

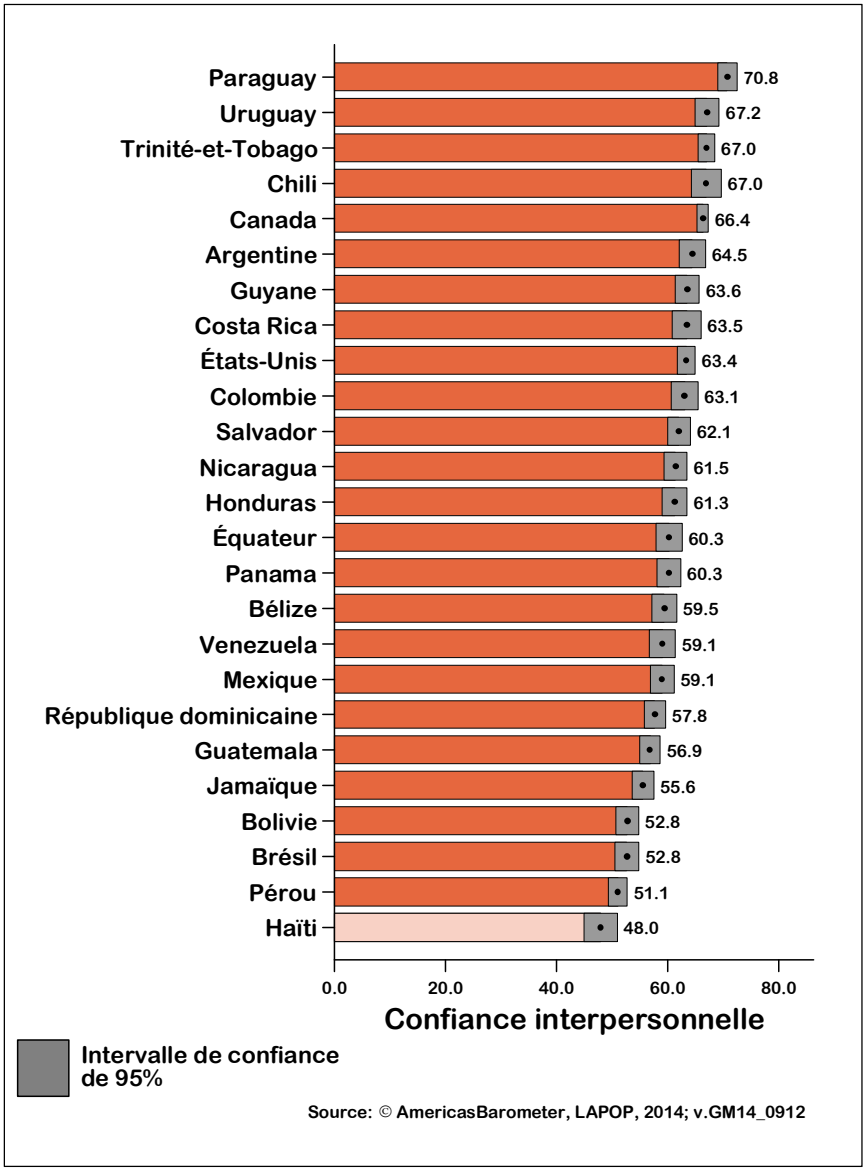



**Figure 7.6. La confiance interpersonnelle dans les Amériques, 2014**

En Haïti, la confiance interpersonnelle a fluctué au fil du temps. Comme l'illustre la figure 7.7, le tremblement de terre a influencé l'évolution de la confiance interpersonnelle. Ceci serait compatible avec l'idée de Carlin et al. (2014) selon laquelle les catastrophes, combinées à une faible capacité de l'État, peuvent entraîner une baisse significative de la confiance interpersonnelle. En vérité, l'année 2010 marque un niveau plancher de confiance au cours de la dernière décennie. Pourtant, après 2010, ceux-ci sont remontés à des niveaux plus élevés qu'avant le tremblement de terre.

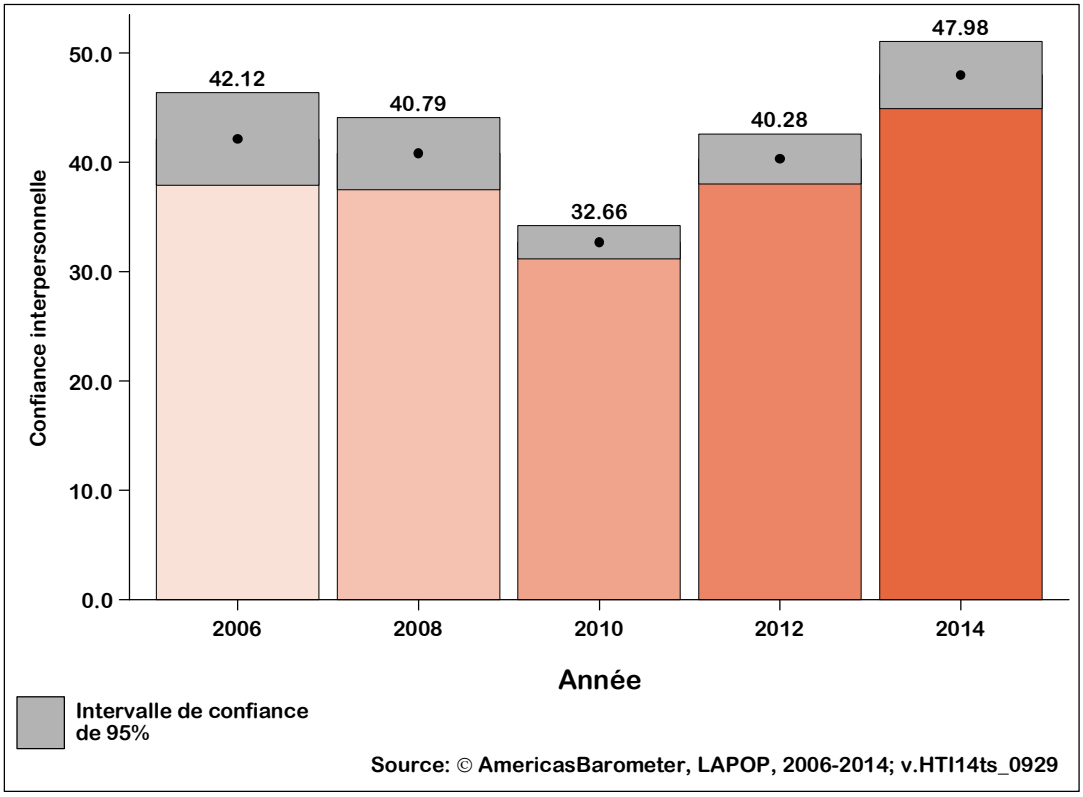



**Figure 7.7. Confiance interpersonnelle, Haïti 2006-2014**

En plus de la confiance interpersonnelle, le Baromètre des Amériques comprend un éventail de questions qui mesurent la confiance envers les différentes institutions. Celles-ci comprennent les institutions politiques comme les partis politiques, le corps législatif national, l'exécutif, le premier ministre, le gouvernement local, les Kaseks et, plus largement, les élections. Le questionnaire comporte également des questions sur la confiance envers le système judiciaire et la police nationale. Enfin, le Baromètre des Amériques comprend des questions mesurant la confiance envers les institutions non-gouvernementales comme l'Église catholique, l'Église évangélique/ protestante, les médias et l'armée américaine. La formulation de ces questions est la suivante :

| |
|---|
| **B10A.** Dans quelle mesure faites-vous confiance au système judiciaire? |
| **B13**. Dans quelle mesure faites-vous confiance au Parlement? |
| **B18**. Dans quelle mesure faites-vous confiance à la police (PNH)? |
| **B20**. Dans quelle mesure faites-vous confiance à l'Église catholique? |
| **B20A**. Dans quelle mesure faites-vous confiance à l'Église évangélique/Protestante? |
| **B21**. Dans quelle mesure faites-vous confiance aux partis politiques? |
| **B21A.** Dans quelle mesure faites-vous confiance au Président? |
| **HAIB21B.** Dans quelle mesure faites-vous confiance au Premier Ministre? |
| **B32**. Dans quelle mesure faites-vous confiance au gouvernement local ou municipal? |
| **HAIB32**. Dans quelle mesure faites-vous confiance au KASEK? |
| **B47A**. Dans quelle mesure faites-vous confiance aux élections dans ce pays? |
| **MIL3.** Changeons un peu de sujet, dans quelle mesure faites-vous confiance à l'armée américaine? |

La figure 7.8 illustre les niveaux de confiance des Haïtiens envers les institutions politiques pour la période de 2006 à 2014. Une observation générale se dégage du graphique : la confiance globale envers les institutions politiques est assez faible chez les Haïtiens, et ce, pour toutes les années de l'enquête. Pourtant, les Haïtiens ne sont pas très différents des autres citoyens dans les Amériques. Les niveaux de confiance rapportés à la figure 7.8 sont assez proches de la moyenne régionale (incluant Haïti) rapportée à la figure 5.2. Une tendance notable implique l'augmentation substantielle du niveau de confiance des Haïtiens pour le pouvoir exécutif, en particulier après le tremblement de terre.

En 2014, les Haïtiens semblent avoir plus confiance envers le président (65,4) que le premier ministre (51,2), le corps législatif national (42,6), leur gouvernement local (38,7), les partis politiques (36,8%) ou les Kaseks (35,5). Les Haïtiens sont aussi très méfiants des élections et des institutions électorales nationales, avec respectivement une position moyenne d'environ 29,8 et 31,4, sur une échelle 0-100.

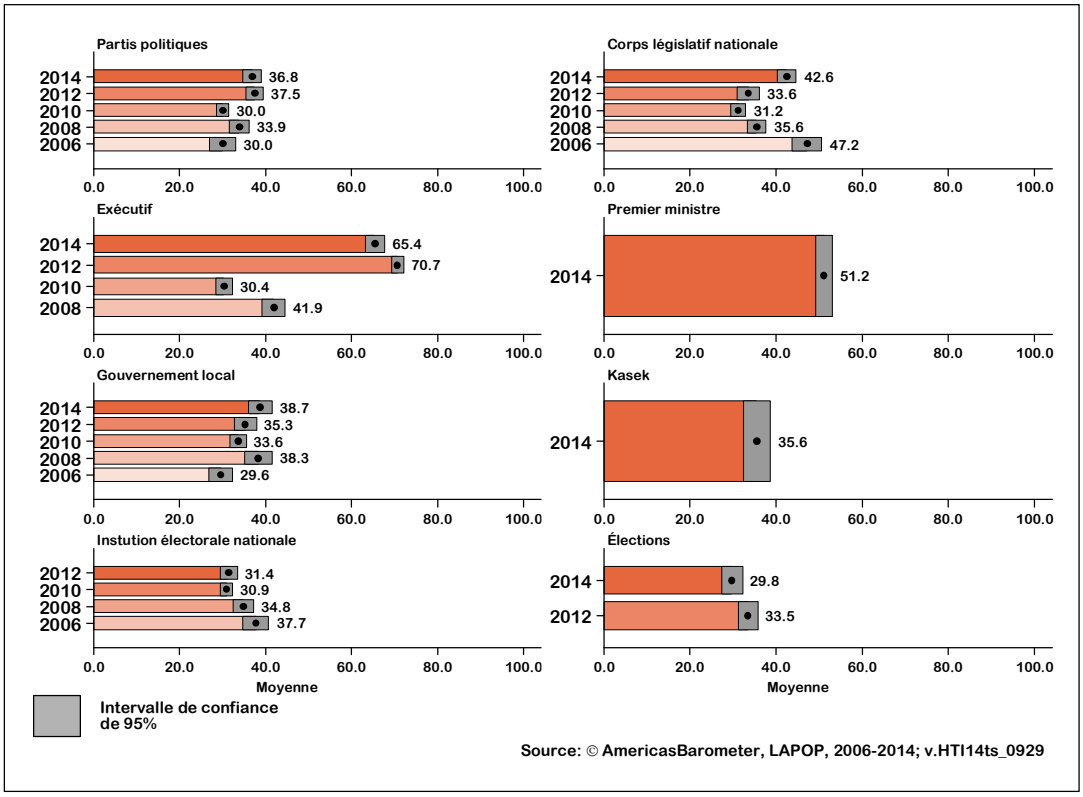



**Figure 7.8. La confiance envers les institutions politiques, Haïti 2006-2014**

La confiance envers les institutions judiciaires est globalement assez faible chez les Haïtiens. Comme l'illustre la figure 7.9, les Haïtiens ont toujours été méfiants de leur système judiciaire et, plus encore, de la Cour suprême. Étonnamment, les Haïtiens sont très confiants de leur police nationale. Bien que la confiance envers la police nationale a oscillé autour de 50 (sur l'échelle 0 à 100) avant le tremblement de terre, elle a atteint respectivement 61,8 et 57,9 en 2012 et 2014.

Dans l'ensemble, les Haïtiens sont parmi ceux qui ont le plus haut niveau de confiance envers leur police nationale à travers les Amériques. Ils arrivent en cinquième position au classement général, juste après le Canada, le Chili, l'Équateur et le Nicaragua (voir Figure 5.4). Ce résultat est cohérent avec les résultats de la vague 2012 du Baromètre des Amériques (Smith, Gélineau et Seligson 2012).

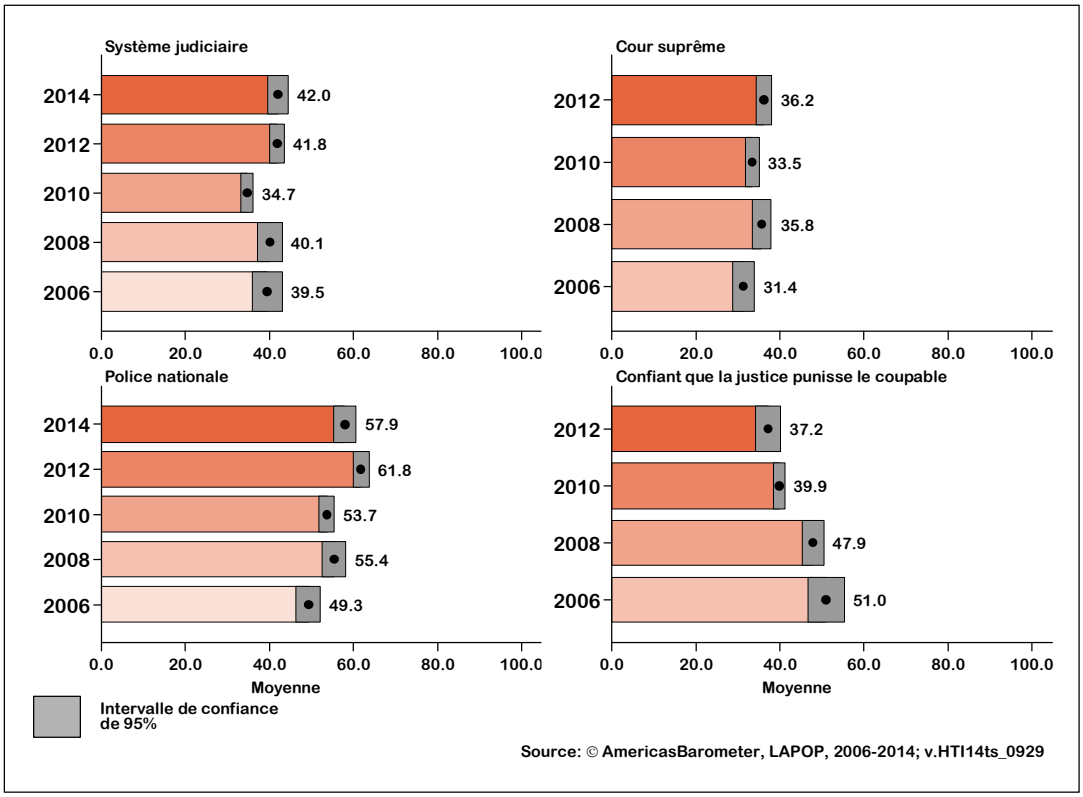



**Figure 7.9. La confiance envers les institutions judiciaires, Haïti 2006-2014**

Alors que les Haïtiens semblent se méfier des institutions gouvernementales, ils présentent des niveaux plus élevés de confiance envers les institutions non politiques. La Figure 7.10 montre les niveaux de confiance envers l'Église catholique, l'Église protestante/évangélique, les médias et l'armée américaine. Mis à part les médias, les niveaux de confiance pour les trois autres institutions figurant dans le graphique ci-dessus sont sous la marque des 50 points sur l'échelle 0-100 pour la période 2006 à 2014.

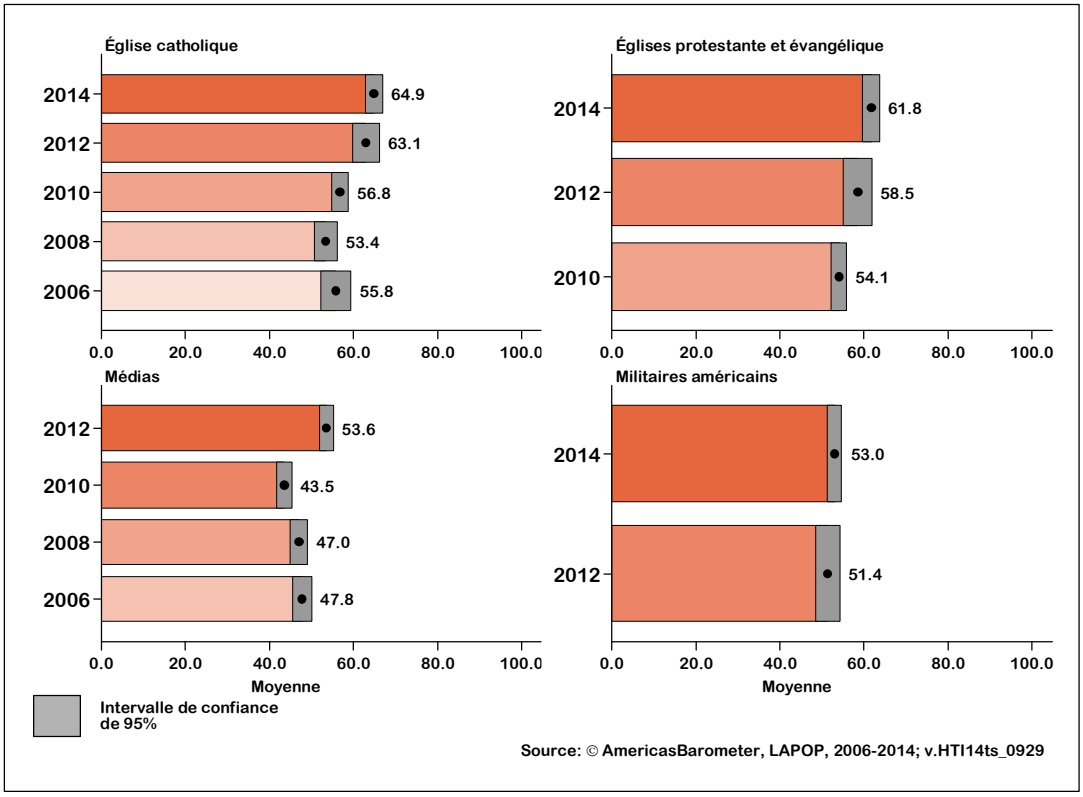



**Figure 7.10. La confiance envers les institutions non politiques, Haïti 2006-2014**

Dans le chapitre 5, nous avons présenté un indice d'appui au système. Il a été décrit comme «une mesure globale de la légitimité des institutions politiques dans un pays et une mesure générale du niveau d'appui à l'égard de l'organisation du système politique». Il va au-delà de la confiance dans les institutions spécifiques et il fournit une mesure plus large de la façon dont les citoyens perçoivent leurs institutions politiques. L'indice d'appui au système est construit sur la base des questions suivantes :

| |
|---|
| Je vais vous interroger sur un nombre de sujets. Je vais vous demander d'utiliser les nombres qui apparaissent sur l'échelle pour répondre à ces questions. Souvenez-vous que vous pouvez utiliser n'importe quel nombre<br>B1. Dans quelle mesure pensez-vous que le système judiciaire garantit un procès juste ? (Lisez : Si vous pensez que les tribunaux ne garantissent aucune forme de justice choisissez le numéro 1; Si vous pensez qu'ils garantissent un haut degré de justice, choisissez le numéro 7. Pour exprimer une position intermédiaire, vous pouvez choisir n'importe quel chiffre entre ces deux extrémités. |
| **B2**. Dans quelle mesure respectez-vous les institutions politiques (du pays)? |
| **B3**. Dans quelle mesure pensez-vous que les citoyens sont bien protégés par le système politique (du pays) ? |
| **B4**. Dans quelle mesure vous sentez-vous fier de vivre dans le système politique (du pays) ? |
| **B6**. Dans quelle mesure pensez-vous que le système politique (du pays) devrait être appuyé ? |

La figure 7.11 montre comment Haïti se compare avec d'autres pays de l'hémisphère en 2014 et comment l'appui au système a évolué au fil du temps dans le pays. D'après le graphique de gauche de la figure 7.11, il est clair qu'Haïti se classe parmi les pays du continent qui ont de faibles niveaux d'appui au système. Cependant, le graphique de droite suggère que l'appui au système a atteint des niveaux plus élevés au cours des dernières années, après avoir chuté à un niveau plancher historique en 2010.

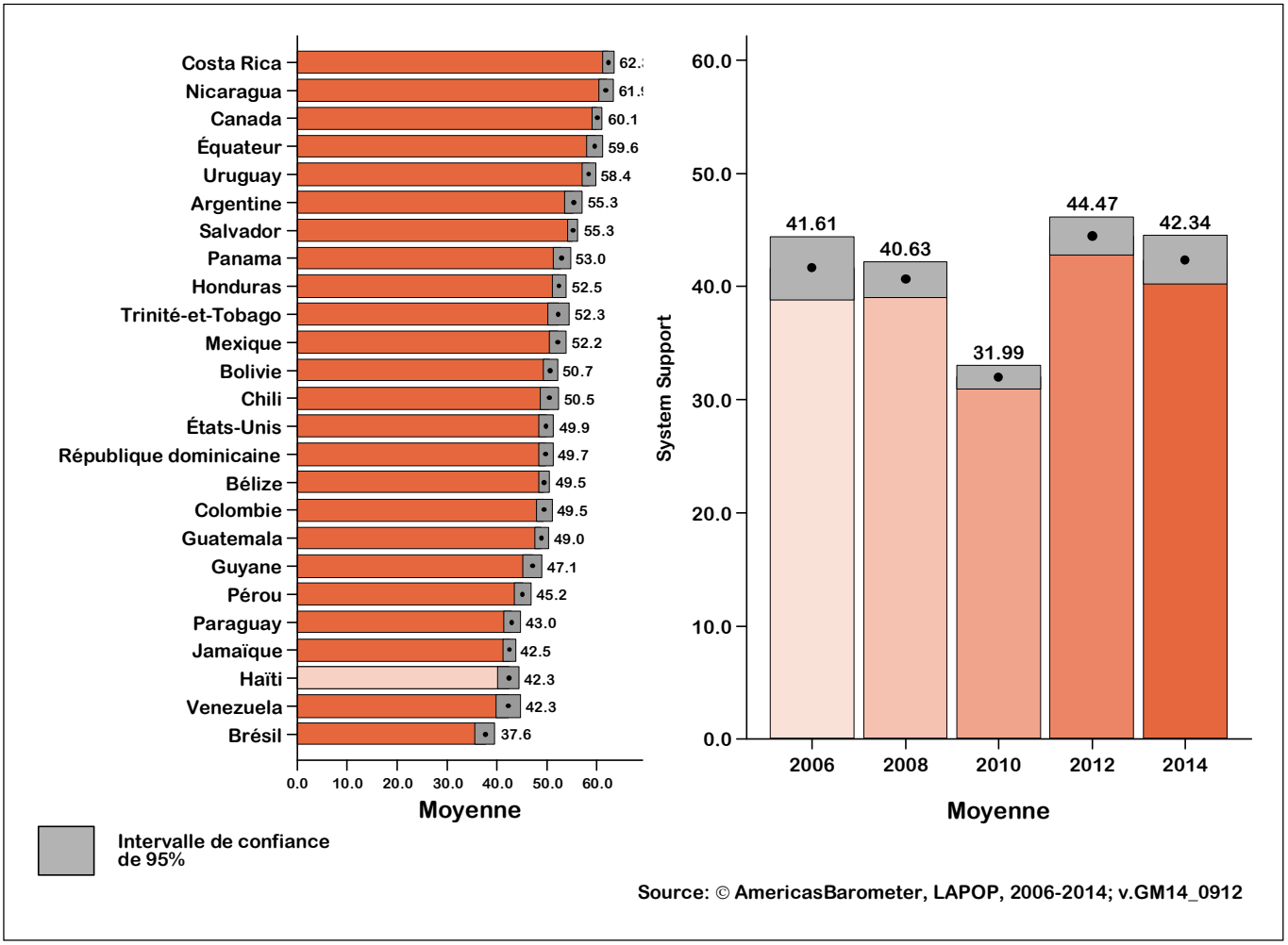



**Figure 7.11. L'appui au système à Haïti, 2006-2014**

## IV. La démocratie est-elle à risque en Haïti?

Dans le chapitre 5, nous avons soutenu que pour que les démocraties stables prospèrent, les pays doivent avoir des citoyens qui appuient leurs institutions et qui ont des niveaux élevés de tolérance. Le tableau 7.1 est une copie du tableau 5.1, dans lequel nous avons montré que la combinaison de ces deux attributs conduit à la stabilité démocratique, tandis que l'absence d'un ou des deux met de la pression sur la démocratie. Si une majorité de citoyens affichent un fort appui au système ainsi que des niveaux élevés de tolérance, la démocratie devrait être stable et consolidée. À l'opposé, si les citoyens manquent de tolérance et ont de faibles niveaux d'appui au système, la démocratie est dite à risque.

**Table 7.1. La Relation entre l'appui au système et la tolérance politique**

| | Tolérance élevée | Tolérance basse |
|---|---|---|
| **Fort appui au système** | Démocratie stable | Autoritarisme stable |
| **Faible appui au système** | Démocratie instable | Démocratie à risque |

Dans les pages précédentes, nous avons vu que les Haïtiens se classent assez faiblement sur les deux dimensions, au moins par rapport aux citoyens d'autres pays des Amériques. Néanmoins, comment comparer Haïti à d'autres pays en combinant les deux attributs? Comment ont évolué ces attitudes au cours de la dernière décennie? Quelles sont les implications pour la démocratie haïtienne?

La figure 7.12 compare les différents pays de la région en termes de pourcentage de citoyens qui ont un faible niveau d'appui au système et qui ont de faibles niveaux de tolérance. En Haïti, 39,5% des répondants se retrouve dans cette catégorie. Avec un nombre aussi élevé de personnes dans cette catégorie, Haïti occupe le quatrième rang dans la région, parmi les pays où la démocratie peut être considérée comme à risque.

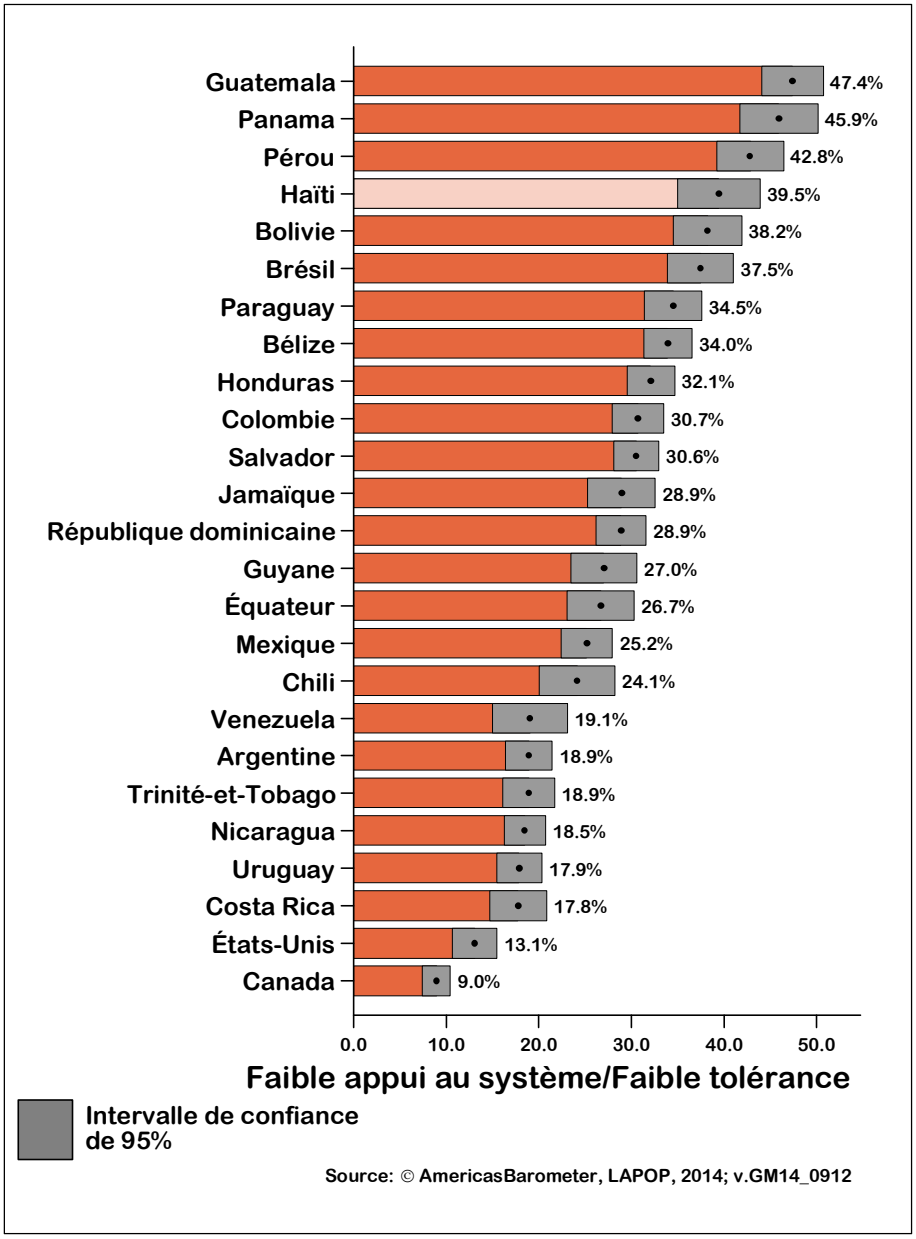



**Figure 7.12. Les attitudes favorisant une démocratie à risque dans les Amériques, 2014**

À première vue, les résultats présentés dans la figure 7.12 pourraient être considérés comme une source majeure d'inquiétudes, surtout à la veille d'une année électorale majeure en Haïti (c'est-à-dire 2015). Pourtant, si l'on regarde l'évolution de ces attitudes au cours de la dernière décennie, nous voyons clairement que la culture politique démocratique chez les Haïtiens s'est améliorée et s'est stabilisée. La figure 7.13 montre la répartition des répondants haïtiens de 2006 à 2014 avec les quatre profils d'attitudes qui peuvent être créés en combinant l'appui au système et la tolérance politique. Rappelons-nous que, dans les Amériques, aucune tendance claire n'a pu être détectée au fil du temps. Le cas d'Haïti est très différent. Si nous nous concentrons uniquement sur la catégorie «la démocratie à risque», les résultats pour Haïti montrent clairement que les attitudes démocratiques se sont dégradées entre 2006 et 2010, pour atteindre un niveau où 61,6% des Haïtiens n'appuyaient pas le système et avaient de faibles niveaux de tolérance. Sans surprise, le cycle électoral 2010-2011 a été particulièrement tendu. Pourtant,

depuis lors, la situation s'est largement améliorée. Entre 2012 et 2014, le pourcentage des Haïtiens ayant des attitudes qui peuvent placer la démocratie à risque a chuté à 40%. En outre, si nous nous concentrons sur l'examen de la combinaison des attitudes qui sont associées à la «démocratie stable» (fort appui au système, tolérance politique élevée), on constate davantage de l'optimisme. Bien que le pourcentage de ceux qui présentent des niveaux élevés de tolérance et d'appui au système ait baissé de 23,5% en 2006 pour atteindre un creux de 3,7% en 2010, la proportion d'Haïtiens avec des attitudes favorables à la démocratie stable a depuis augmenté pour atteindre 10,7% en 2012 et 16,1% en 2,014.

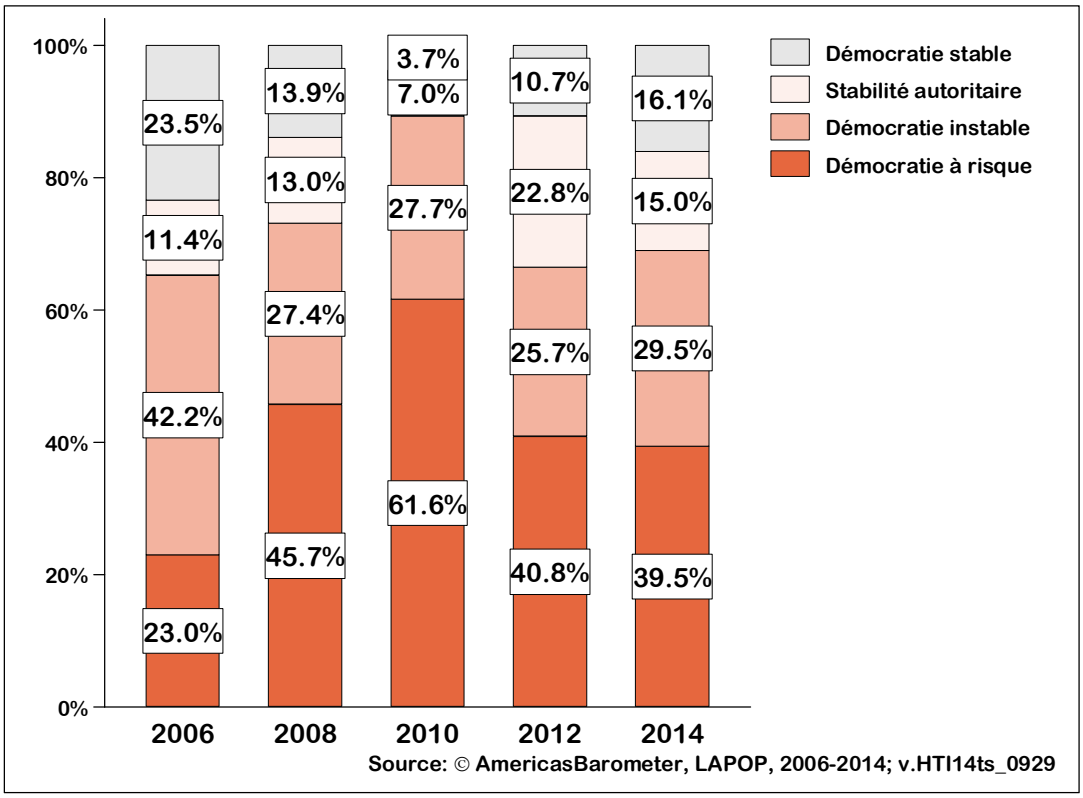



**Figure 7.13. Les profils des attitudes démocratiques à Haïti, 2006-2014**

Malgré la récente baisse du pourcentage des Haïtiens ayant des attitudes qui pourraient mettre en péril la démocratie, d'autres mesures des attitudes démocratiques offrent la preuve de la fragilité de la démocratie haïtienne. En plus des variables utilisées pour mesurer l'appui au système et la tolérance, le Baromètre des Amériques comporte aussi des questions qui permettent d'évaluer dans quelle mesure les Haïtiens sont fiers de leur système politique, s'ils appuient le système politique, s'ils estiment que les partis représentent bien les électeurs, et s'ils pensent que les partis sont à l'écoute des gens comme eux. Le libellé de ces questions est le suivant :

| |
|---|
| **B4**. Dans quelle mesure êtes-vous fiers de vivre sous le système politique haïtien ? |
| **B6**. . Dans quelle mesure croyez-vous que l'on devrait appuyer le système politique haïtien ? |
| **EPP1**. Concernant les partis politiques en général, dans quelle mesure les partis politiques haïtiens représentent-ils bien leurs électeurs ? |
| **EPP3**. Dans quelle mesure les partis politiques sont-ils à l'écoute des personnes comme vous ? |

La figure 7.14 illustre les réponses à ces quatre questions au fil du temps en Haïti. Une fois de plus, les graphiques contenus dans la portion supérieure de la figure suggèrent que ces attitudes politiques

se sont détériorées jusqu'en 2010 et se sont améliorées par la suite. Cela est vrai pour la fierté de vivre sous le système politique haïtien et pour la nécessité d'appuyer le système politique. Cela étant dit, le niveau global de compromis entre ces dimensions reste faible, autour de 40 points sur une échelle de 0 à 100 en 2014. Les appréciations de la capacité des partis politiques à représenter les électeurs et à les écouter ne sont pas non plus très encourageantes, avec des valeurs comprises entre 30 et 50 points en 2014.

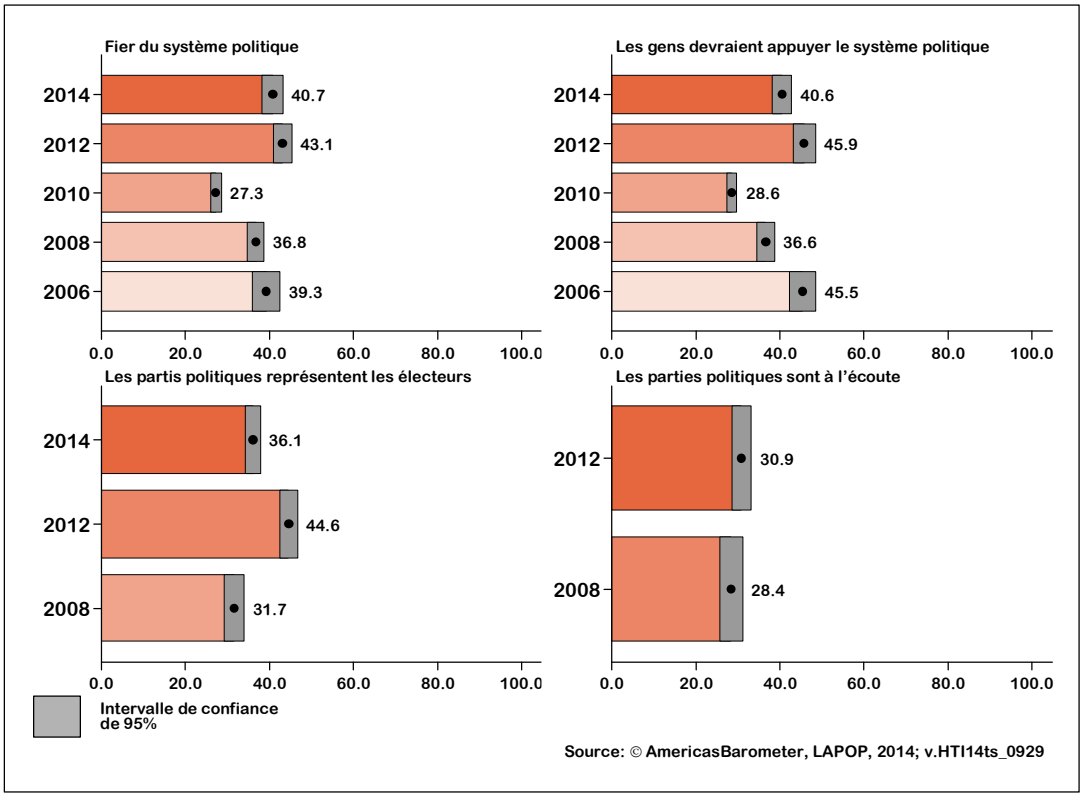



**Figure 7.14. Autres attitudes démocratiques à Haïti, 2006-2014**

Au-delà de l'intérêt sur les attitudes envers les caractéristiques institutionnelles spécifiques du système démocratique haïtien, le Baromètre des Amériques comprend également des questions puisant dans le vaste concept de la démocratie. En 2012, le Baromètre des Amériques a révélé que l'appui global envers la démocratie est assez élevé dans la région et relativement stable dans le temps (Smith et al. 2012). En Haïti, l'appui à la démocratie est généralement plus faible que dans la région dans son ensemble.

**ING4.** Changeons à nouveau de sujet, la démocratie peut avoir des problèmes, mais elle est mieux que toute autre forme de gouvernement. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec cet énoncé?

Fait intéressant, la tendance en matière d'appui au système en Haïti semble suivre la nature du cycle électoral. Comme l'illustre la figure 7.15, l'appui est élevé au cours de l'année qui suit un cycle électoral. En Haïti, l'appui à la démocratie a atteint un sommet à 70,5 en 2006 et à 70,4 en 2012. En 2006, le sondage a été effectué plusieurs mois après l'élection présidentielle. L'enquête 2012 a suivi le long cycle électoral 2010-2011. Entre les élections, l'appui à la démocratie est toujours plus faible. En somme, à la suite des élections l'appui à la démocratie est à environ 70 sur l'échelle de 0-100, et aux alentours de 65 entre les élections.

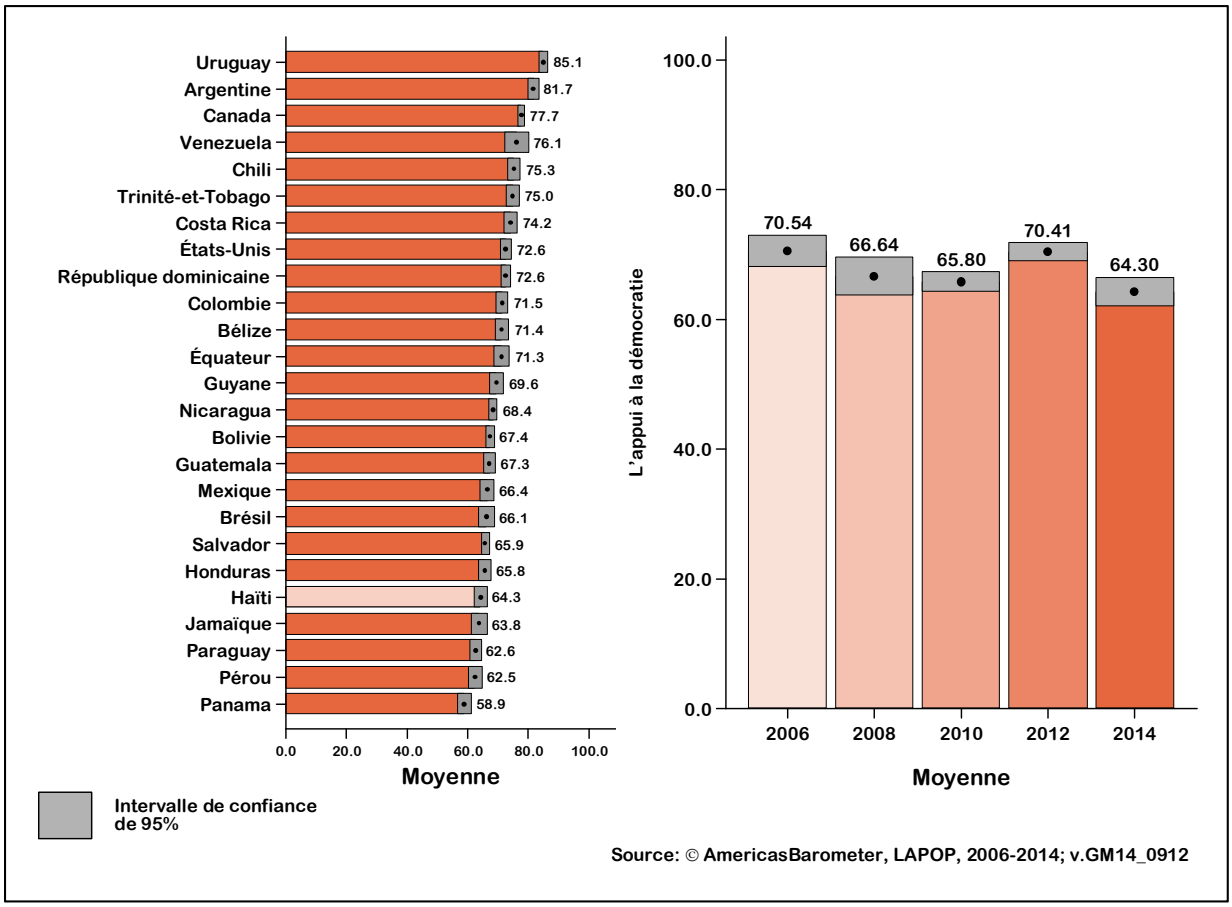



**Figure 7.15. L'appui à la démocratie en Haïti, 2006-2014**

Une autre façon de mesurer l'appui à la démocratie peut se faire à l'aide d'une question dans laquelle nous offrons des scénarios alternatifs pour que les répondants puissent choisir. Ce type de question permet également aux répondants de soutenir que la forme de gouvernement ne fait aucune différence pour eux. La question est formulée comme suit :

**DEM2**. Changeons de sujet maintenant, avec laquelle de ces déclarations êtes-vous le plus en accord?
(1) Pour les gens comme moi, il importe peu qu'un gouvernement soit démocratique ou non
(2) La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement
(3) Dans certaines circonstances, un gouvernement autoritaire est préférable à un gouvernement démocratique.
(88) DK (98) DA

La figure 7.16 présente le pourcentage de répondants haïtiens qui ont répondu que la démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement (côté gauche) et ceux qui ont répondu que le gouvernement autoritaire est parfois justifié (côté droit). Il est à noter que le pourcentage de répondants qui ont répondu que la forme de gouvernement n'a pas d'importance est stable dans le temps à environ 10 %.

Globalement, l'appui à la démocratie reste élevé tout au long de la période 2008-2014, avec pas moins de 69 % des haïtiens qui préfèrent cette option. Cependant, il existe une certaine variation dans le temps. Le pourcentage de répondants qui préfèrent la démocratie est faible en 2008, atteint un sommet en 2010, et diminue par la suite. L'appui à la dictature dans certaines circonstances suit la relation

inverse. De 12,1% en 2008 qui préfèrent un gouvernement autoritaire, ce pourcentage baisse à 7,8% en 2010, et grimpe à 20,9% en 2014. Avec de tels résultats en 2014, Haïti occupe le troisième rang dans les Amériques (voir la Figure 7.17), après le Paraguay et le Pérou, en ce qui concerne le pourcentage de répondants qui appuient des formes non démocratiques de gouvernement.

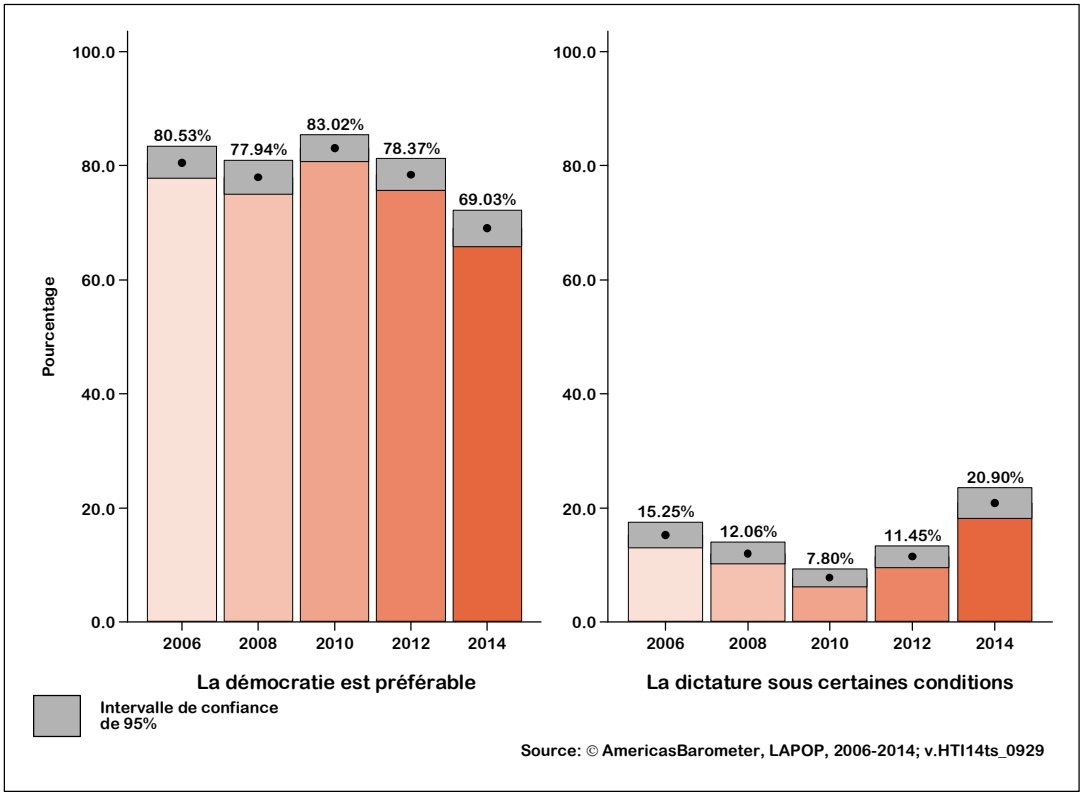



**Figure 7.16. Préférence pour la démocratie sur l'autoritarisme en Haïti, 2006-2014**

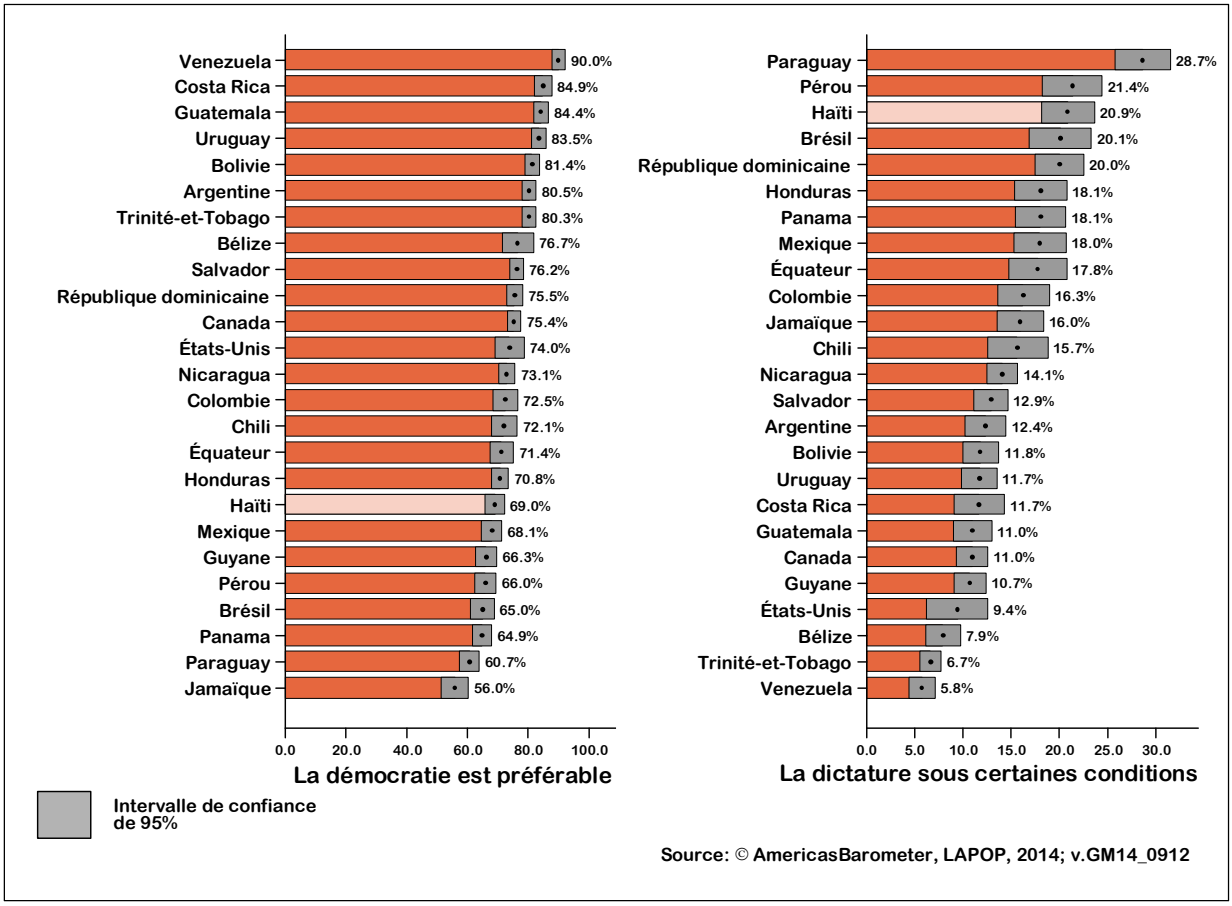



**Figure 7.17. Préférence pour la démocratie sur l'autoritarisme dans les Amériques, 2014**

## V. L'engagement communautaire et la participation politique

Jusqu'à présent, le chapitre actuel a dressé un tableau plutôt pessimiste de la culture politique démocratique en Haïti. Selon les analyses présentées dans les pages précédentes, les Haïtiens ont un faible niveau de tolérance à l'égard de la dissension, ils manquent de confiance envers leurs institutions et ils sont moins attachés au principe de la démocratie que la plupart des citoyens des autres pays de la région. Pourtant, il est possible qu'en dépit de ces attitudes, les Haïtiens soient des citoyens actifs, qui s'impliquent dans leur communauté et qui jouent leur rôle dans une société démocratique. Dans le chapitre 4, nous avons vu que les Haïtiens étaient plus enclins que les autres citoyens des Amériques à participer aux réunions municipales (Figure 4.2). Cela est vrai pour les vagues de l'enquête de 2012 et 2014. Dans les années précédentes (2006, 2008, et 2010), Haïti s'est classé dans le premier tiers des pays dont les citoyens sont les plus susceptibles de participer à des réunions municipales.

Mis à part les questions sur la participation à des réunions municipales, le Baromètre des Amériques comporte plusieurs questions qui mesurent la participation des Haïtiens dans la vie politique de leur pays. Les questions suivantes interrogent les répondants sur les différents types de participation à la politique locale:

**NP1**. Avez-vous pris part à une séance du conseil municipal ou une rencontre à caractère local au cours des douze derniers mois ?
(1) Oui (2) Non (88) Ne sait pas (98) Ne se prononce pas

**NP2** Avez-vous cherché le soutien ou présenté une requête à une quelconque autorité locale (bureau, fonctionnaire, représentant) au cours des douze derniers mois ?
(1) Oui (2) Non (88) Ne sait pas (98) Ne se prononce pas

Maintenant, passons à un autre sujet, parfois, les gens et les communautés ont des problèmes qu'ils ne peuvent pas résoudre par eux-mêmes, et afin de les résoudre, ils demandent l'aide d'un fonctionnaire ou d'un organisme gouvernemental.

**CP4A.** Pour résoudre vos problèmes, avez-vous déjà sollicité l'aide ou la coopération d'un fonctionnaire local ou du gouvernement local: par exemple, un maire, un conseiller municipal, ou un conseiller ?
Oui (2) Non (88) Ne sais pas (98) ne se prononce pas

**CP5m.** Pour résoudre vos problèmes, avez-vous déjà sollicité l'aide ou la coopération d'un Haïtien vivant à l'extérieur du pays ou à une organisation gérée par des Haïtiens vivant à l'extérieur?
(1) Oui (2) Non (88) Ne sais pas (98) Ne se prononce pas

Comme indiqué précédemment, les Haïtiens se sont constamment classés à un haut niveau dans les Amériques en ce qui concerne leur participation à des réunions municipales. La figure 7.18 montre l'évolution de leur participation à différents types d'organisations communautaires. Comme on peut le voir, les Haïtiens sont toujours plus actifs dans différentes organisations que les citoyens des autres pays de l'Amérique latine et des Caraïbes. Ceci est particulièrement vrai quant à leur participation à des organisations religieuses. Il importe de remarquer que les Haïtiens ont été très actifs dans leur communauté dans les années qui ont suivi le tremblement de terre.

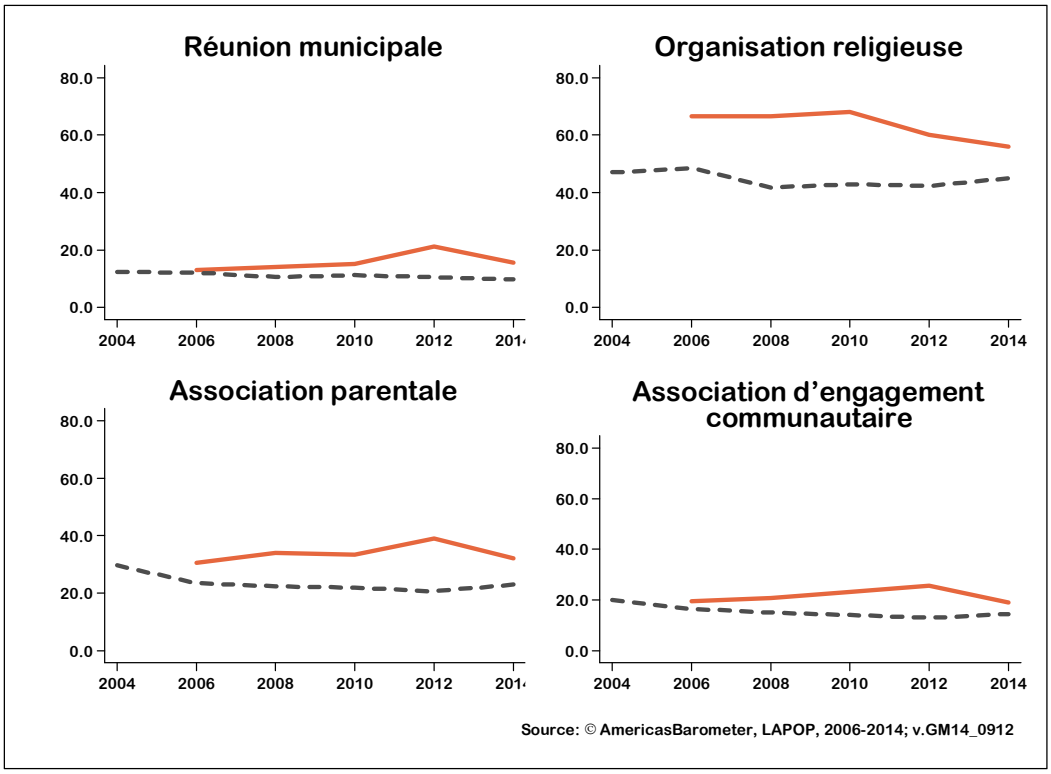



**Figure 7.18. Les composantes de la participation communautaire dans une perspective comparative, 2006-2014**

La tendance est assez similaire lorsque nous leur demandons s'ils ont demandé l'aide de l'autorité municipale ou locale (Figure 7.19). Alors qu'en 2008, les Haïtiens affichaient des taux de participation en dessous du niveau observé dans d'autres pays de la région, les niveaux de participation en 2010 et 2012 dépassent les taux régionaux, puis baissent légèrement en dessous de la moyenne régionale en 2014. Néanmoins, lorsqu'on demande s'ils ont contribué à résoudre un problème communautaire, les Haïtiens sont régulièrement classés au-dessus de la moyenne régionale.

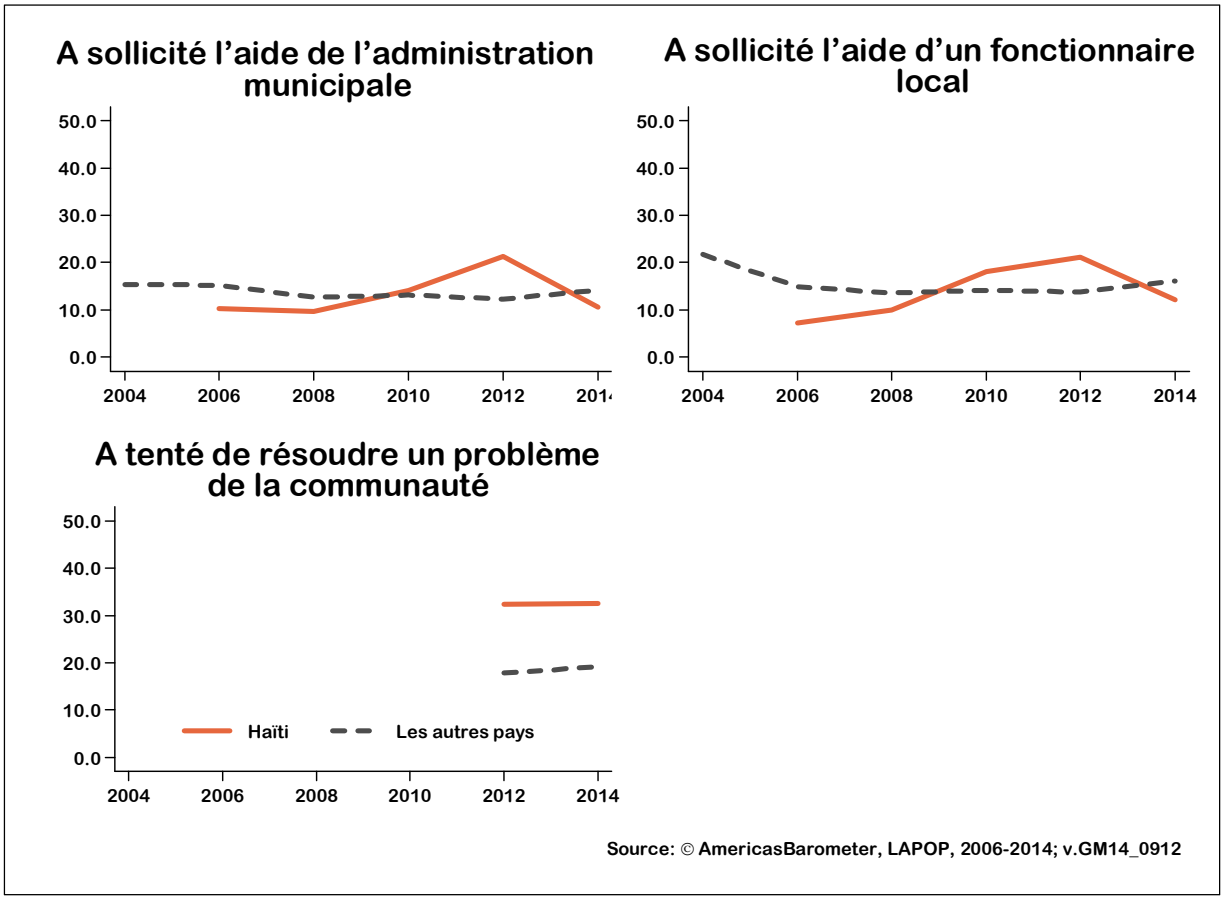



**Figure 7.19. Engagement communautaire à Haiti, 2006-2014**

Dans l'ensemble, si nous combinons ces quatre formes de participation et d'engagement communautaire en un seul indice (Figure 7.20), nous pouvons voir qu'après 2010, les Haïtiens sont devenus généralement plus susceptibles de s'engager dans leur communauté que les citoyens des autres pays de la région.

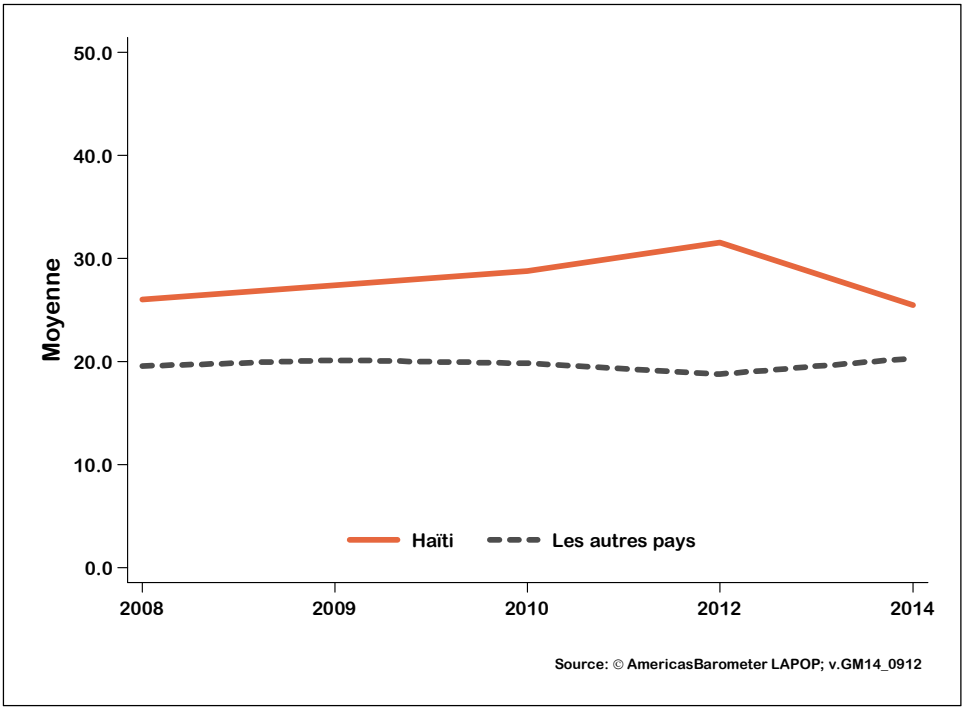



**Figure 7.20. Participation et engagement communautaires dans une perspective comparée, 2006-2014**

Maintenant que nous avons vu que les Haïtiens s'impliquent plus dans leur communauté que les autres citoyens des Amériques, il semble pertinent d'explorer la nature de leur participation communautaire. La figure 7.21 illustre cette idée. Fait intéressant, les Haïtiens sont plus susceptibles de prendre part à des réunions organisées par des organisations religieuses que leurs pairs des autres pays des Amériques. Cela étant dit, les réunions religieuses sont le type de participation communautaire le plus fréquent à la fois en Haïti et ailleurs dans la région. Après la participation à des réunions religieuses, en Haïti, les taux de participation dans d'autres types d'organisations communautaires se classent comme suit : participation aux réunions des associations parentales, organisations féminines, associations d'amélioration de la communauté et partis politiques.

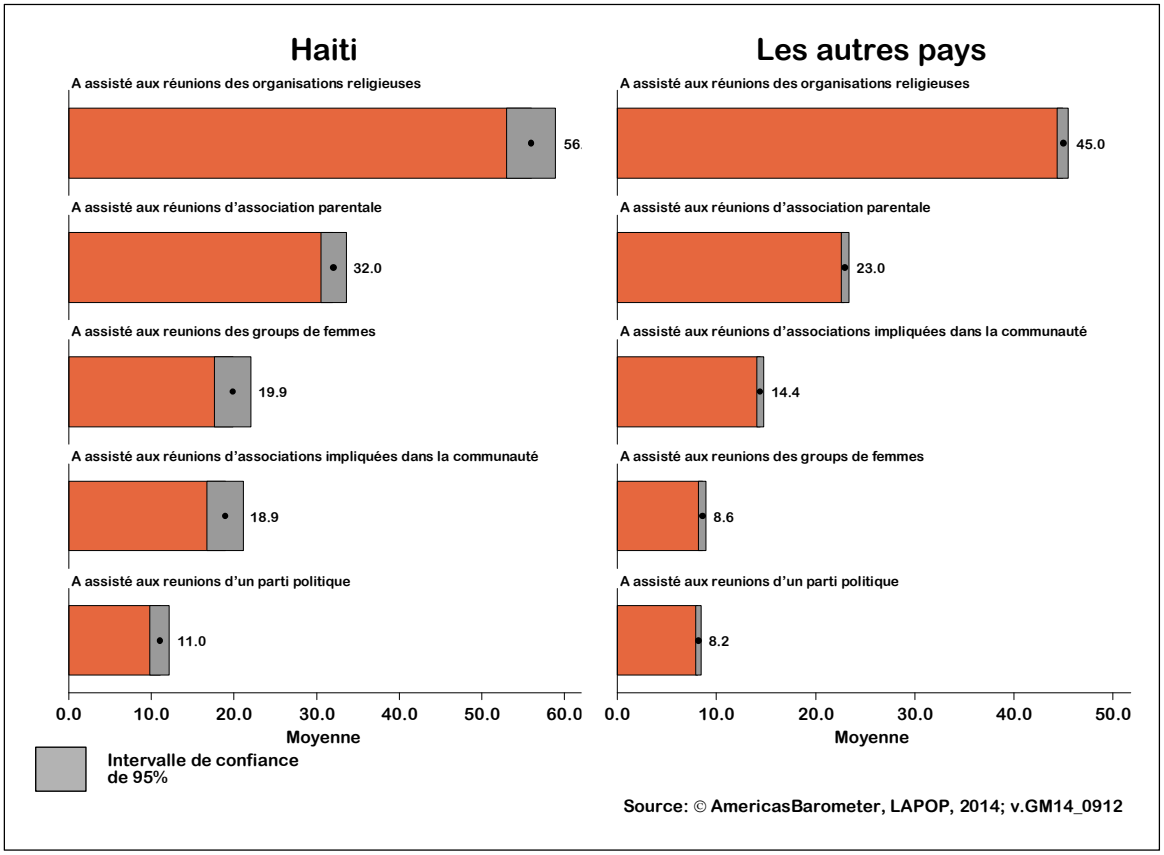



**Figure 7.21. Les types de participation communautaire dans les Amériques, 2014**

Au-delà de la participation communautaire, le Baromètre des Amériques comportait également des questions mesurant les formes de participation politique les moins conventionnelles:

**PROT3.** Au cours des 12 derniers mois, avez-vous participé à une manifestation ou une marche de contestation ?
(1) Oui **[Continuez]** (2) Non **[Allez à JC10]** (88) DK **[Allez à JC10]**
(98)DA **[Allez à JC10]**

En 2010 et 2012, les Haïtiens étaient presque deux fois plus nombreux à déclarer avoir participé à une manifestation que les citoyens des autres pays de la région. Cependant, leur taux de participation à des manifestations ont diminué jusqu'à la moyenne régionale en 2014.

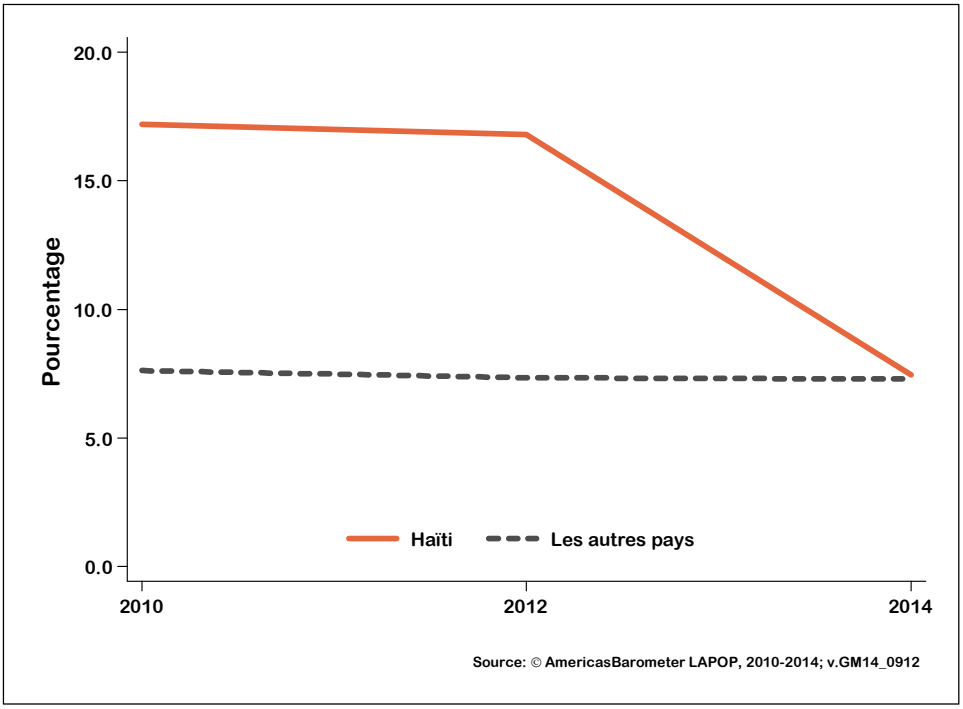



**Figure 7.22. Participé à une protestation à Haïti, 2010-2014**

Pourquoi les Haïtiens manifesteraient-ils plus que les autres citoyens des Amériques? Le Baromètre des Amériques comportait une question qui demande aux répondants d'identifier leur motivation individuelle:

**Y4.** Quel était le but de la manifestation ou de la contestation? [NE LISEZ PAS LES OPTIONS. MARQUEZ SEULEMENT UNE RÉPONSE. Si le répondant a participé à plus d'une manifestation, alors interroger sur la plus récente. Si la contestation avait plus d'un but, demander le plus important]
(1) facteurs économiques (travail, prix, inflation, manque d'opportunités)
(2) Éducation (manqué d'opportunités, frais de scolarité élevés, mauvaise qualité, politique d'éducation)
(3) Des sujets politiques (protestation contre les lois, les partis ou des candidats politiques, l'exclusion, la corruption)
(4) Les problèmes de sécurité (criminalité, les milices, les gangs)
(5) Droits de l'homme
(6) Les thèmes environnementaux
(7) Le manque de services publics
(8) Autres (88) DK
(98) DA **(99) N/A**

La figure 7.23 rapporte les réponses à cette question pour les années au cours desquelles elle a été posée (2010 et 2014). Étonnamment, près de la moitié des Haïtiens pointent des facteurs économiques. La politique se classe loin deuxième avec près de 40 points de pourcentage d'écart, quelques décimales au-dessus de l'éducation. Les manifestations des Haïtiens répondent surtout à une insatisfaction par rapport aux considérations économiques. La politique, l'éducation, les services publics, l'environnement, les droits de l'homme et la sécurité arrivent loin derrière.

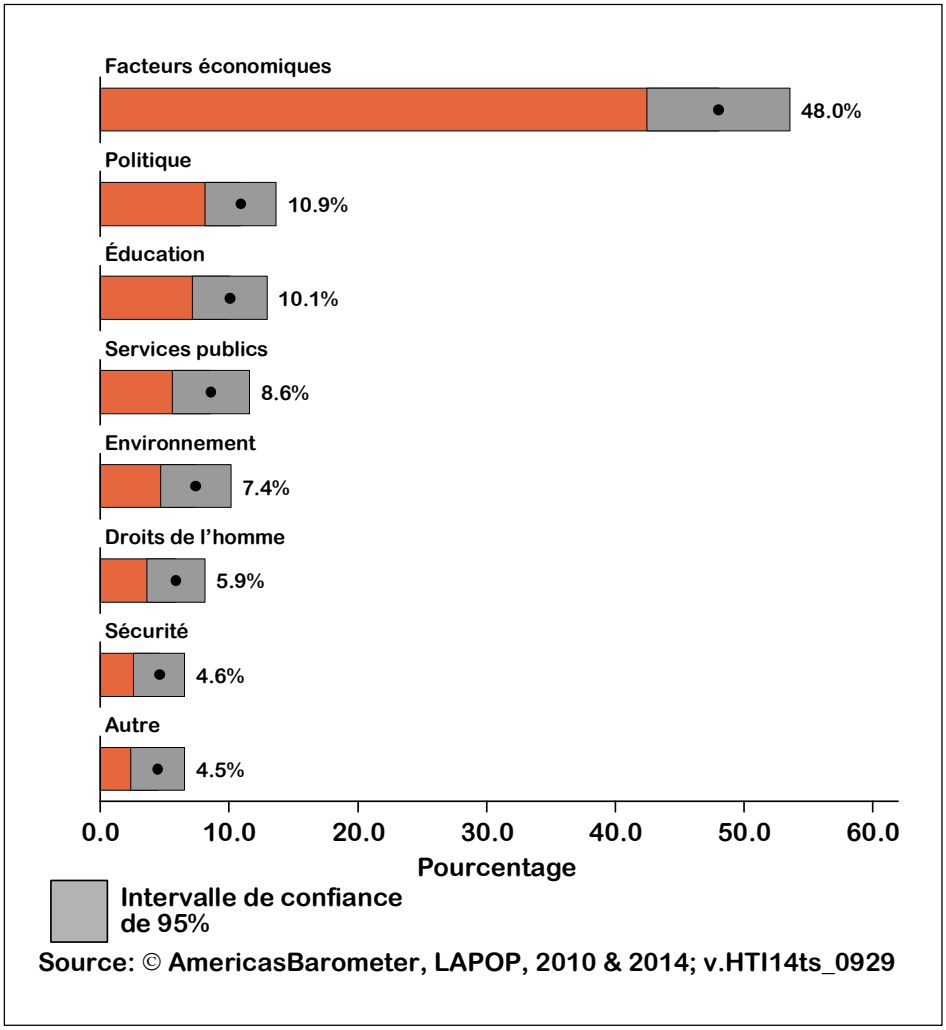



**Figure 7.23. Les raisons de la contestation en Haïti, 2010 et 2014**

Au-delà de la participation à des manifestations, le Baromètre des Amériques comporte d'autres questions concernant les formes conventionnelles de participation politique. Le questionnaire comporte une question dans laquelle il est demandé aux répondants de déclarer s'ils appuieraient le candidat sortant si les élections avaient lieu dans un proche avenir. Parmi les options à cette question, il y a la possibilité de déclarer qu'il ne voterait pas.

**VB20**. Si les élections présidentielles se tenaient cette semaine que feriez-vous? **[Lire les options]**
(1) Ne voterait pas
(2) Voterait pour le parti ou le candidat sortant
(3) Voterait pour un candidat ou un parti différent de l'administration actuelle
(4) Irait voter, mais voterait blanc ou annulerait mon vote
(88) DK (98) NA

La figure 7.24 indique le pourcentage des répondants qui ont répondu qu'ils voteraient si les élections avaient eu lieu dans les prochains jours. Tous ceux qui ont choisi les options (2) (3) ou (4) de la variable VB20 ont été codés comme ayant l'intention de voter. Comme dans la plupart des sondages d'opinion publique, la participation électorale est grandement surestimée. Voilà pourquoi le niveau moyen de participation est si élevé dans toute la région à 79,5%, avec une fourchette allant d'un minimum de 42,3% en Jamaïque à un sommet de 96,7% en Uruguay. Haïti figure parmi les pays où les

citoyens affichent la plus faible intention de voter lors d'une élection future.

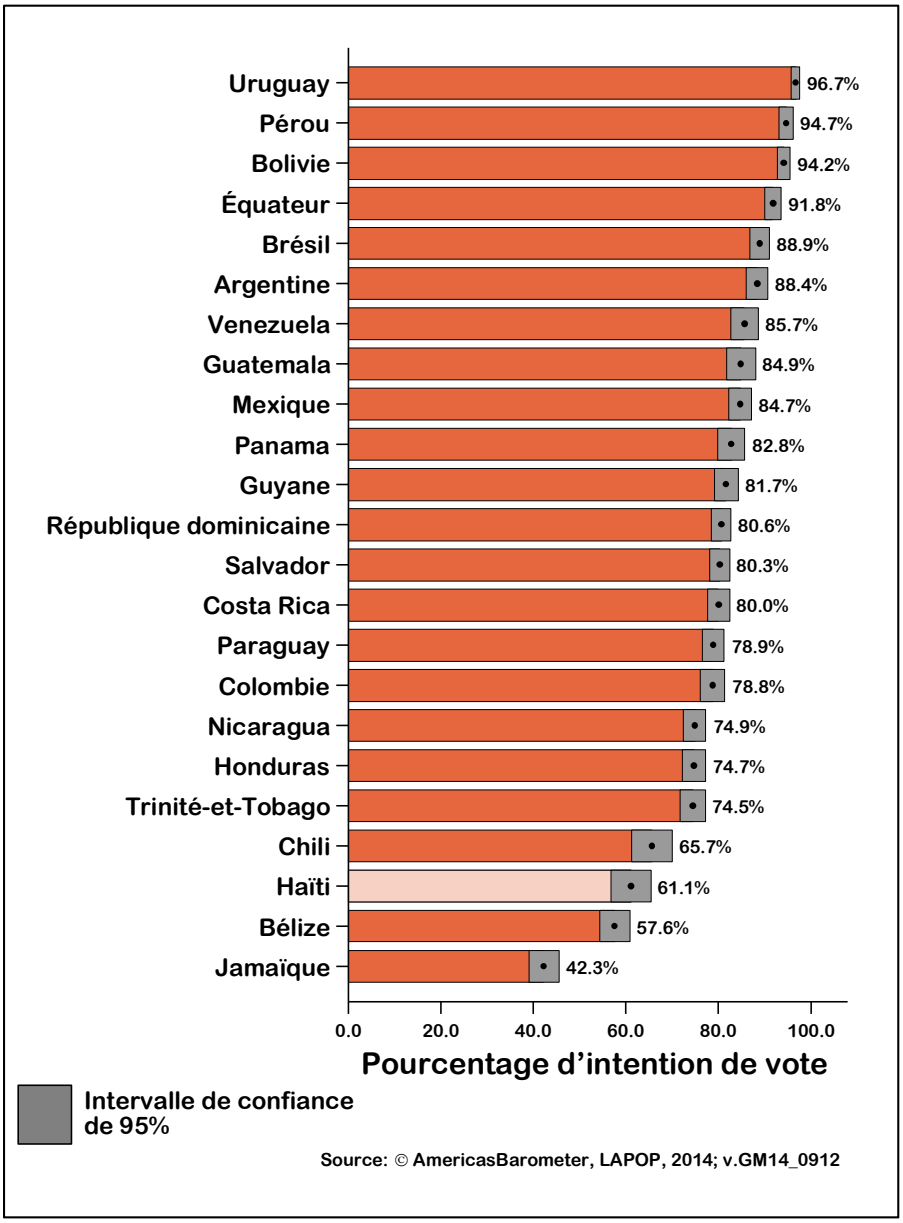



**Figure 7.24. Pourcentage d'intention de vote dans les Amériques, 2014**

En plus d'interroger les répondants sur leur comportement hypothétique, le Baromètre des Amériques leur a aussi demandé s'ils ont voté à l'élection présidentielle précédente. La figure 7.25 montre les résultats à ces deux questions. Le graphique situé dans le coin supérieur gauche illustre les déclarations d'intention de vote en utilisant les enquêtes de 2012 et 2014. Ce graphique indique que les intentions de vote sont assez stables dans le temps, à 64,5 % en 2012 et 61,1 % en 2014. Le graphique situé dans le coin supérieur droit trace l'évolution des votes déclarés depuis 2006. Avec une moyenne globale (non présentée dans la figure) de 70,2 %, les Haïtiens qui ont déclaré avoir voté lors des dernières élections vont de 59,3 % en 2010 à 78,0 % en 2006. Plus l'enquête est proche de l'élection précédente, plus le taux de participation électorale déclaré est haut. Ceci est la raison pour laquelle nous pouvons observer des pics en 2006 et 2012. Enfin, le dernier graphique combine les deux questions. Il rend compte de l'intention de vote pour ceux qui ont déclaré avoir voté à la dernière élection (données de 2012 et

2014 seulement). Près de 82% des Haïtiens qui ont déclaré avoir voté lors de la dernière élection ont répondu qu'ils voteraient à nouveau si les élections avaient eu lieu dans un avenir proche.

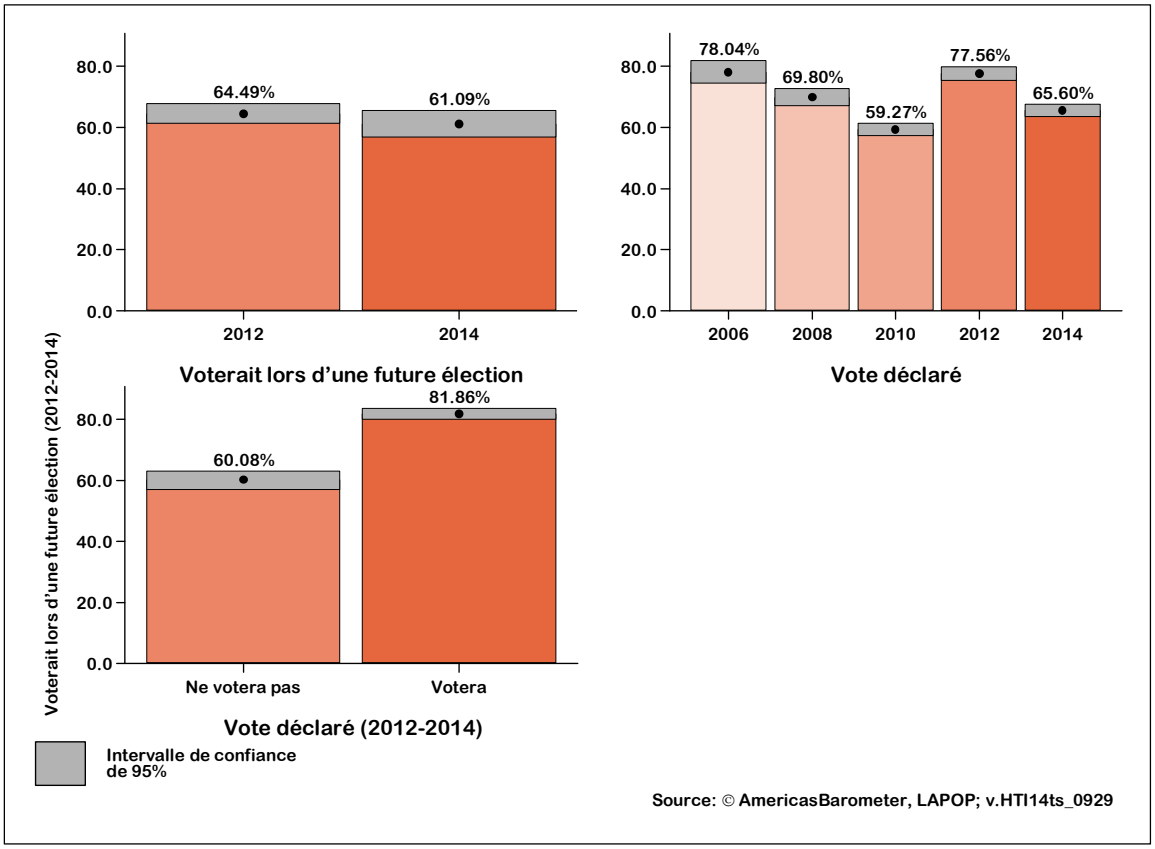



**Figure 7.25. Intentions de vote les votes déclarés in Haïti, 2006-2014**

La figure 7.26 présente le résultat d'une analyse de régression dans laquelle nous prédisons les intentions de vote à l'aide de plusieurs variables (incluant l'âge, la richesse des ménages, le niveau de scolarité, le sexe, la zone de résidence (rurale/urbaine), l'approbation présidentielle, la satisfaction envers le gouvernement local, la participation à une réunion locale, la victimisation par la corruption et la perception de l'économie), tout en tenant compte de la dernière participation au vote. Les résultats suggèrent que les perceptions de l'économie, la victimisation par la corruption, l'approbation présidentielle et le niveau de scolarité sont tous associés de manière significative au taux de participation chez les Haïtiens. Ceux qui ont une perception plus favorable de l'économie, ceux qui évaluent positivement le travail du président et ceux qui ont été victimes de corruption sont tous plus susceptibles de voter si les élections avaient lieu dans un avenir proche.

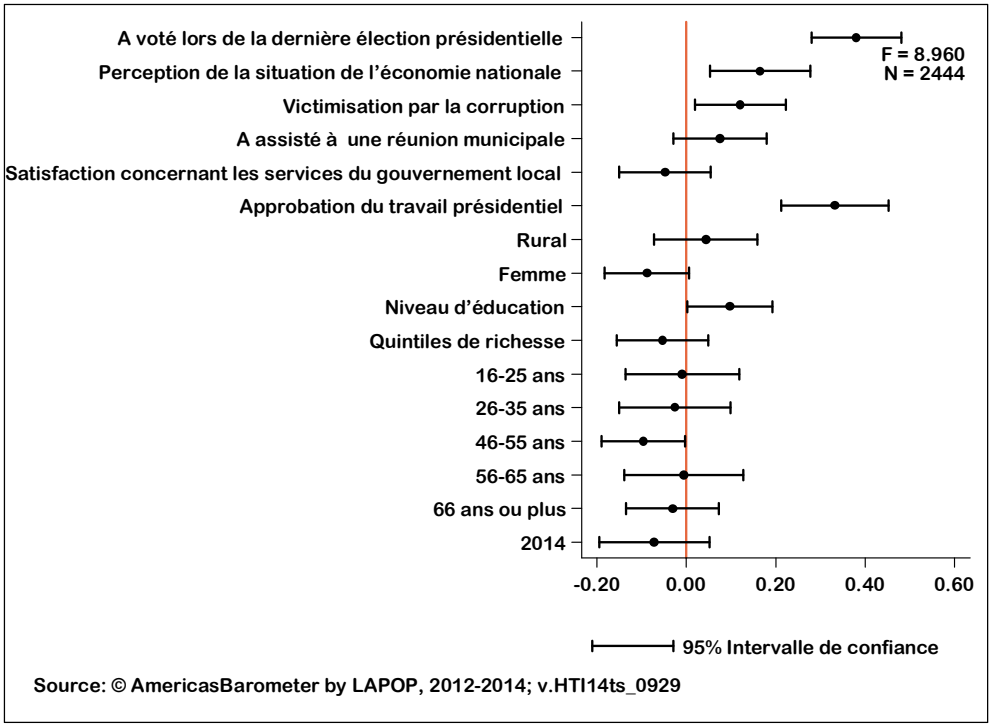



**Figure 7.26. Quelques Déterminants de l'intention de voter, Haïti 2012-2014**

## VI. Conclusion

Depuis qu'Haïti a adopté sa Constitution politique de 1987, le pays a connu sept élections présidentielles. Alors que celle de 1987 a été annulée, le processus de 1988 a été généralement boycotté. Seules cinq élections se sont tenues (1990, 1995, 2000, 2006, et 2010) et deux fois seulement le président a réussi à terminer son mandat. En effet, René Préval est le seul président à avoir terminé ses mandats (1996-2001 et 2006-2011). Le président Jean-Bertrand Aristide a dû interrompre ses deux présidences ; la première en 1991 et la deuxième en 2004. En 2015, Michel Martelly entrait dans la dernière année de son mandat comme président. De nouvelles élections présidentielles devraient avoir lieu d'ici la fin de l'année 2015. Tout indique que le Michel Martelly deviendra le troisième président à terminer son mandat depuis l'adoption de la Constitution de 1987.

Bien que ce bref compte-rendu des élections avortées et mandats électoraux inachevés offre une image plutôt négative de la politique haïtienne, il permet de contextualiser les résultats présentés dans ce chapitre. Les analyses présentées dans le chapitre explorent les attitudes et comportements qui sont généralement associés à la démocratie. Ce faisant, nous nous sommes concentrés sur les variables mesurant la tolérance politique et l'appui au système. Nous avons vu qu'Haïti est à la traîne par rapport à la plupart des pays de l'hémisphère sur ces attitudes démocratiques. Cependant, sur plusieurs fronts, les perspectives pour le développement d'une culture politique démocratique durable semblent s'être améliorées. Cela est particulièrement le cas avec la plupart des dimensions de la tolérance politique, qui se sont améliorées au cours des dernières années. Nous avons aussi vu dans ce chapitre que les Haïtiens participent plus dans leur communauté que partout ailleurs dans les Amériques. Pourtant, ils ont tendance à moins voter. Tout comme leur histoire politique récente, les Haïtiens ont des attitudes et des comportements qui offrent un bilan mitigé de la démocratie.

Cela étant dit, la démocratie prend du temps à se consolider. Les attitudes et les comportements qui ont été explorés dans ce chapitre ne changent pas d'un jour à l'autre. En réfléchissant sur les résultats présentés dans ce chapitre, il est important de se concentrer sur les tendances à long terme, et pas seulement sur la façon dont Haïti se compare aux autres pays de la région dans le moment présent. La démocratie prend du temps à se consolider. Plusieurs conclusions de ce chapitre suggèrent que le pays avance dans la bonne direction. Les Haïtiens doivent bâtir sur leurs succès.

# Annexe

**Annexe 7.1: Les déterminants de l'intention de vote à Haïti, 2012-2014**

| | Coefficients | (t) |
|---|---|---|
| 65 ans et plus | -.0306055 | -0.58 |
| 56-65 ans | -.0061425 | -0.09 |
| 46-55 ans | -.0959167 | -2.03 |
| 26-35 ans | -.0257209 | -0.41 |
| 16-25 ans | -.0094474 | -0.15 |
| Quintile de richesse | -.0533229 | -1.03 |
| Niveau de scolarité | .0972929 | 2.02 |
| Femme | -.0882154 | -1.84 |
| Rural | .0435783 | 0.75 |
| Approbation du président | .3326343 | 5.49 |
| Satisfaction des services du gouvernement local | -.0479676 | -0.92 |
| Participation à la réunion municipale | . 0752004 | 1.42 |
| Victimisation par la corruption | .120746 | 2.35 |
| Perception de la situation économique nationale | .1652099 | 2.91 |
| A voté à la dernière élection présidentielle | .3807874 | 7.49 |
| 2014 | -.0717685 | -1.15 |
| Constante | .6592336 | 10.19 |
| Nombre d'observations | 2444 | |
| Design df | 116 | |
| F(13, 45) | 8.96* | |
| Logit binaire avec les Statistiques-t. Erreurs-types ajustées pour le design de l'enquête entre parenthèses.<br>* p<0.05 | | |

# Chapitre 8. Les électeurs haïtiens en action

*François Gélineau*

## I. Introduction

Chaque élection depuis l'adoption de la Constitution haïtienne de 1987 a été le théâtre de troubles politiques. Le résultat de chaque processus électoral a été contesté par les perdants. À chaque occasion, le processus a été marqué par des manifestants qui sont descendus dans les rues. De nombreuses élections ont été résolues par des arrangements paraconstitutionnels. Les élections en Haïti constituent une affaire compliquée. Ceci n'est pas surprenant au vu de ce que nous avons appris dans les chapitres précédents sur l'état du développement humain (chapitre 6) et sur la culture démocratique (Chapitre 7) dans le pays. Néanmoins, en Haïti, les processus électoraux suivent leur cours, en particulier les plus récents. Comment se sont comportés les citoyens dans les élections ? Dans quelle mesure les Haïtiens sont-ils animés par les mêmes motivations que les citoyens d'autres pays au moment de décider pour qui voter?

Au-delà des variables démographiques et socioéconomiques standards, la plupart des modèles de choix de vote reposent sur deux ensembles de variables supplémentaires pour expliquer comment les électeurs prennent leur décision. La première concerne l'idéologie et l'attachement aux partis politiques. La deuxième se rapporte à des questions telles que des enjeux de court terme liés à la performance gouvernementale.

L'idéologie et l'attachement au parti sont les différentes formes d'identification psychologique politique. L'idéologie est une forme d'identification avec des idées reflétant la façon dont le monde devrait être organisé. La convention veut que les différentes conceptions soient placées sur un continuum gauche-droite. Dans le monde politique, il a été suggéré que le continuum gauche-droite synthétise les différentes positions de la politique du parti sur de nombreuses questions (Downs, 1957). Grâce à cette conception de l'idéologie politique, le continuum oppose l'idée d'une intervention de l'État dans l'économie sur l'extrémité gauche aux principes de libre marché sur le côté droit. Les positions intermédiaires représenteraient toutes les combinaisons des deux idées à des degrés divers. Un travail antérieur sur ce phénomène a démontré son utilité dans la compréhension du comportement des électeurs dans les pays de la région (Zechmeister, 2006; Colomer, 2005).

L'attachement au parti est une autre forme d'identification psychologique politique, mais moins avec des idées ou des idéaux, et plus avec les partis politiques qui représentent ces idées. C'est l'orientation affective envers un parti politique spécifique. Dans la littérature américaine, les auteurs prennent beaucoup de soin à dissocier l'attachement du parti au comportement électoral. « Ainsi nous ne définissons pas un républicain comme quelqu'un qui a toujours voté républicain, ou un indépendant comme quelqu'un qui n'a pas toujours voté pour le même parti » (Lewis-Beck et al, 2008, 112). Sous cette forme, l'attachement du parti est une attitude. Par exemple, l'attachement au parti du président pourrait être fortement corrélé avec l'appui historique, mais cela peut ne pas être toujours le cas.

Les dimensions politiques sont également essentielles dans la compréhension de la façon dont se comportent les électeurs. En bref, les citoyens sont plus enclins à soutenir les partis politiques ou les candidats qui partagent leurs préférences sur des questions spécifiques. De même, ils sont plus

susceptibles d'apporter leur appui à un gouvernement en place qui a obtenu de bons résultats concernant une question particulière. Cette forme de vote rétrospective (VO Key 1966) a surtout été explorée dans le domaine économique, mais peut certainement être appliquée à d'autres enjeux. En Amérique latine, comme en Haïti, au-delà de l'économie, nous pouvons penser à deux aspects supplémentaires qui ont le potentiel d'affecter la façon dont les candidats sortants sont évalués : la criminalité et la corruption.

Ce chapitre explore comment l'attachement au parti, l'idéologie, et les enjeux de court terme affectent l'appui au gouvernement sortant en Haïti. Les principales conclusions du chapitre sont les suivantes:

- Dans l'ensemble, les Haïtiens ont tendance à se positionner plus à gauche du continuum (4,0 sur une échelle de 0-10 en 2014) que les citoyens des autres pays des Amériques (5,8 en 2014), surtout dans les éditions les plus récentes du Baromètre des Amériques.

- La plupart des Haïtiens qui s'identifient à un parti se rallient à la formation politique du président au pouvoir (59,2 % en 2014).

- Depuis 2008, environ 70 % des Haïtiens ont identifié l'économie comme leur principale préoccupation, laissant peu de place aux autres enjeux.

- Contrairement à la tendance observée dans d'autres pays de la région, au cours des dernières années, les Haïtiens sont plus satisfaits de l'économie. En 2014, 15,7 % d'entre eux estiment que la situation économique s'est améliorée, comparativement à 4,4 % en 2010 et 1,6 % en 2008.

- Sur les efforts gouvernementaux pour lutter contre la criminalité ou la corruption, les Haïtiens sont plus satisfaits dans le passé récent, à 47,27 sur une échelle 0-100, comparativement à 25,21 en 2002.

- Sur la manière dont les gouvernements gèrent l'économie, les Haïtiens sont plus critiques, à 37,49 sur une échelle 0-100 en 2014.

- L'appui au président sortant chez les Haïtiens est principalement défini par l'identification à un parti, mais aussi par des considérations de court terme telles que les perceptions économiques.

## II. L'idéologie et l'identification à un parti

Il est très fréquent de documenter la position idéologique des répondants dans les études qui explorent l'opinion publique et le comportement électoral. Le Baromètre des Amériques pose la question suivante pour mesurer ce concept:

| **L1.** Changeons de sujet maintenant, dans cette carte vous pouvez voir une échelle allant de gauche à droite. Le chiffre 1 signifie la gauche et le chiffre 10 signifie la droite. De nos jours, lorsque l'on pense aux préférences politiques, on trouve des gens qui se reconnaissent dans la gauche et dans la droite. En d'autres termes, certaines personnes s'identifient davantage avec la gauche et d'autres avec la droite. Selon ce que les termes gauche et droite signifient pour vous, et en pensant à vos propres préférences politiques, où vous situez-vous sur cette échelle ? Dites-moi le chiffre. | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | **DK 88** | **DA 98** |
| **Gauche** | | | | | | | | | **Droite** | | |

Dans l'ensemble, la plupart des citoyens des Amériques sont en mesure de se placer sur l'axe gauche-droite. Le graphique de gauche de la figure 8.1 indique le pourcentage de répondants par pays ayant fourni une réponse valable à la question L1. Les taux d'identification en 2014 sont compris entre un minimum de 66,3% au Chili à un maximum de 94,8% en Haïti. La figure 8.1 suggère qu'Haïti est le pays dans lequel la plupart des citoyens acceptent de répondre à cette question, avec 94,8% des Haïtiens qui se positionnent eux-mêmes sur l'échelle gauche-droite. Par rapport aux citoyens des autres pays de la région, les Haïtiens sont parmi ceux dont l'identification personnelle avec la gauche politique est la plus importante. Avec un score moyen de 4,0 sur une échelle 1-10, Haïti est le pays qui se classe le plus à gauche sur le continuum en 2014.

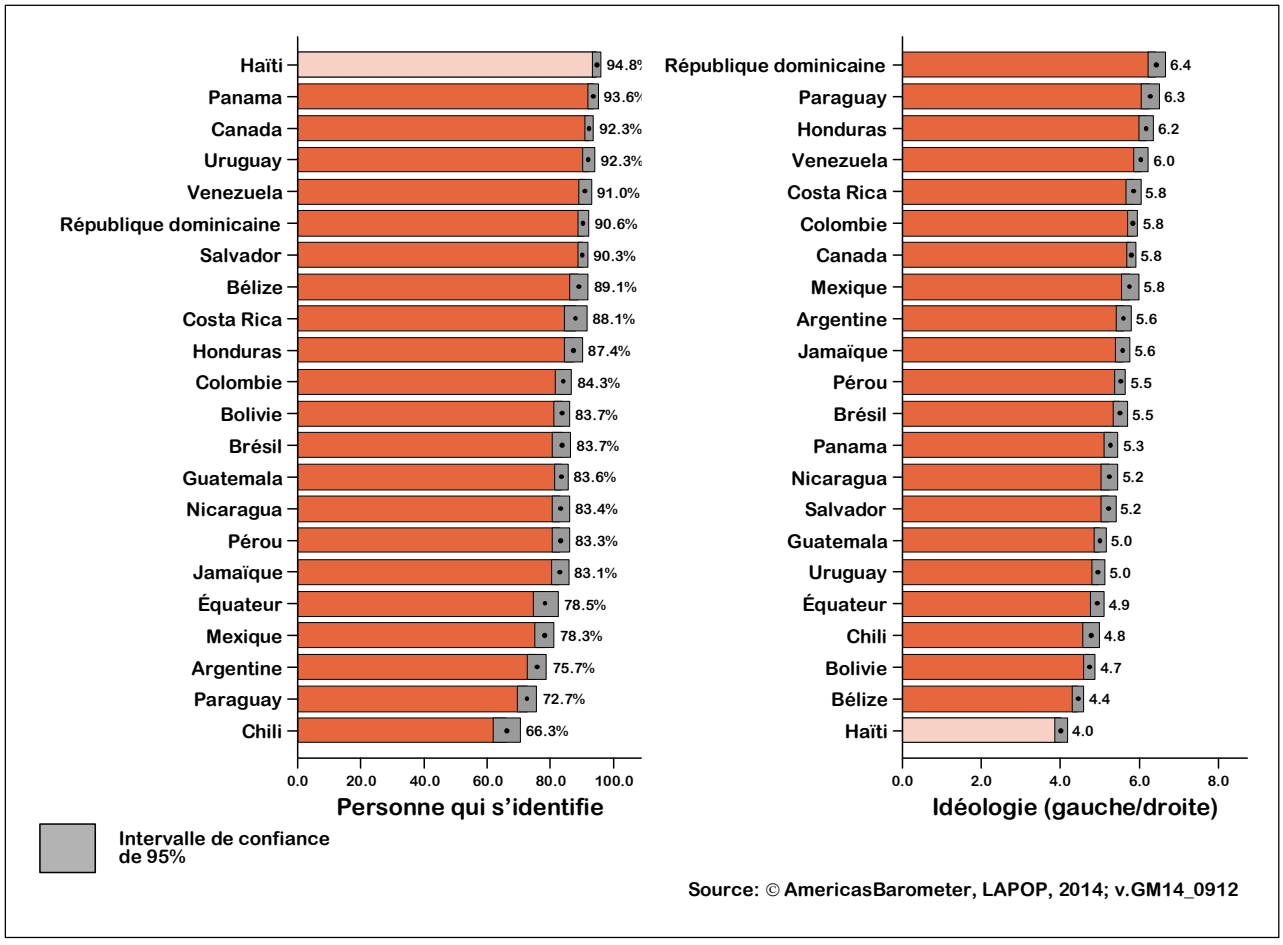



**Figure 8.1. Les Haïtiens et l'idéologie en perspective comparée, 2014**

Le fait que les Haïtiens soient plus enclins à se positionner eux-mêmes sur l'axe gauche-droite n'a rien de nouveau. Comme la figure 8.2 l'indique, les Haïtiens sont plus nombreux que les citoyens

des autres pays à répondre à cette question chaque année depuis 2008. En outre, comme c'est le cas pour les citoyens des autres pays des Amériques, depuis 2008, le nombre d'Haïtiens acceptant de se positionner eux-mêmes sur l'axe gauche-droite a été en constante croissance.

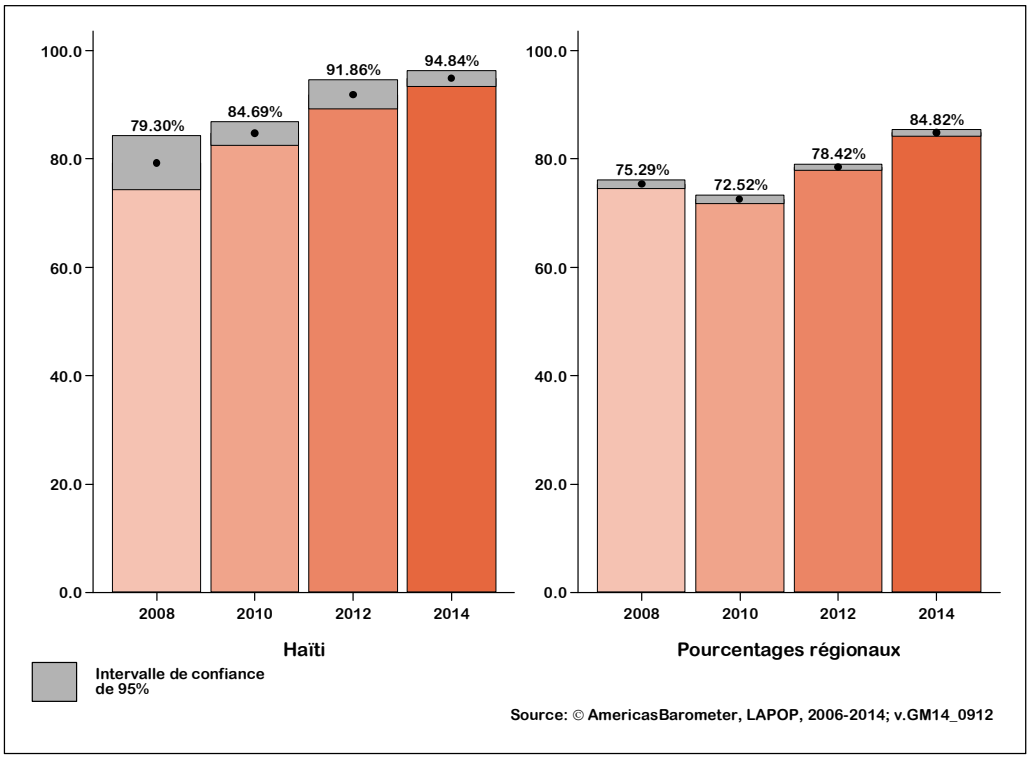



**Figure 8.2. Pourcentage des Haïtiens qui se sont auto-identifiés sur l'axe gauche-droite, 2008-2014**

La répartition des réponses présentées dans la figure 8.3 indique clairement que la question mesure quelque chose de pertinent dans les attitudes politiques des Haïtiens. Si les répondants ne comprenaient pas du tout le concept, un modèle clair ne sortirait pas de la figure 8.3. Une seconde indication selon laquelle la question de l'idéologie gauche-droite mesurant quelque chose de réel est que la répartition est restée assez semblable au fil du temps, au moins depuis 2010 (non présenté dans la figure).

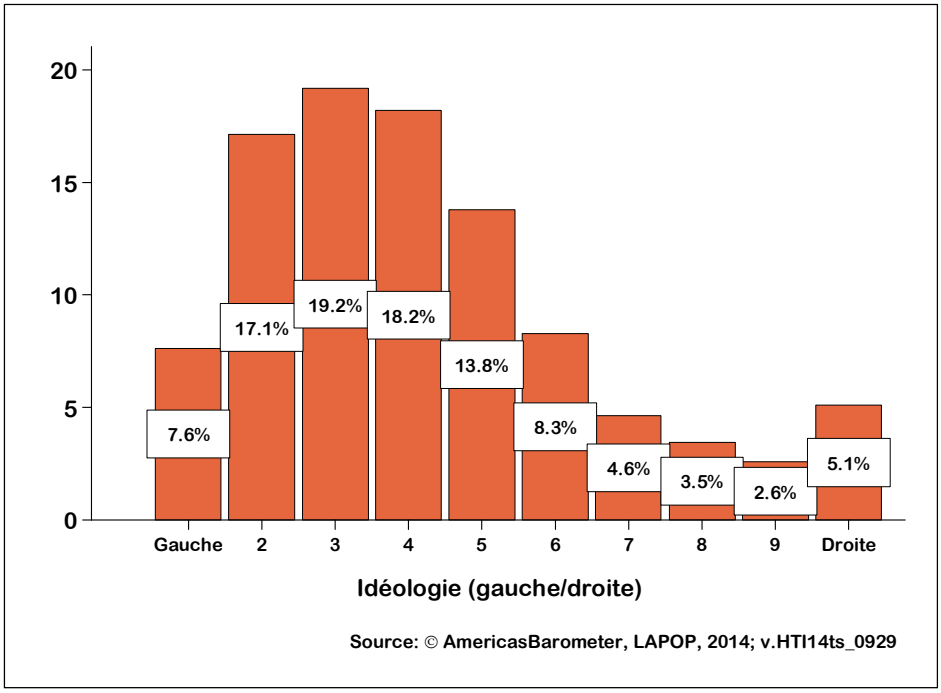



**Figure 8.3. Position sur l'axe gauche-droite, Haïti 2014**

Alors que la position moyenne sur l'axe gauche-droite tend à pencher vers la gauche depuis 2010, la figure 8.4 suggère que cela n'a pas toujours été le cas. Avant le séisme, la répartition gauche-droite était plus centrée, avec une position moyenne sur l'échelle 1-10 située à environ 5.

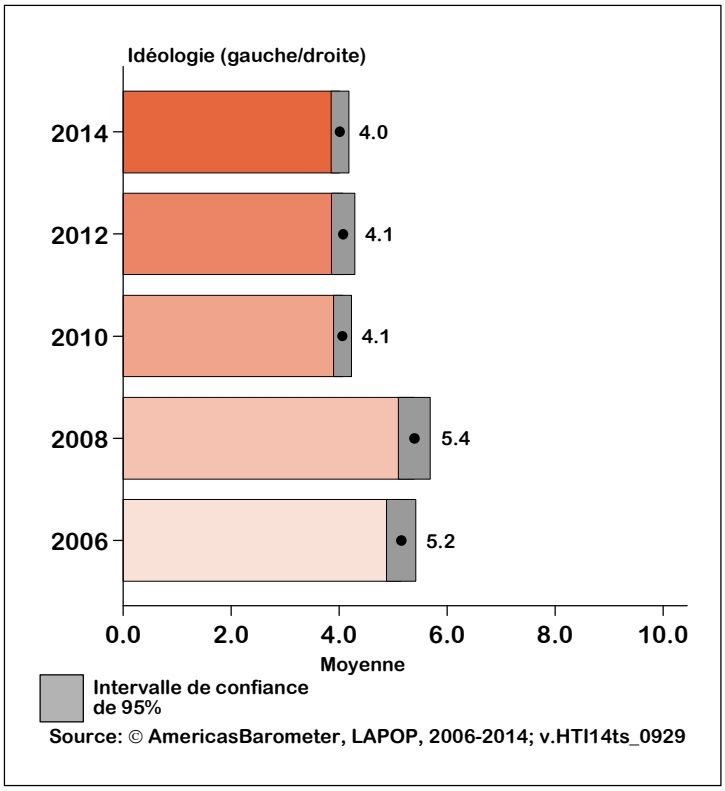



**Figure 8.4. Position principale sur l'axe gauche-droite, Haïti 2006-2014**

Une autre dimension de l'idéologie et de l'identification partisane mesurée par le Baromètre des Amériques est l'attachement des répondants aux partis politiques. Deux questions portent spécifiquement sur ce concept.

| |
|---|
| **VB10.** Vous sentez-vous proche d'un parti politique?<br>(1) Oui **[Continuez]** (2) Non **[Passez a POL1]** (88) NS **[Passez a POL1]**<br>(98) NR **[Passez a POL1** |
| **VB11.** Quel est le parti politique avec lequel vous vous identifiez ? **[Ne pas lire]**<br>(2201) Fwon Lespwa<br>(2202) RDNP<br>(2203) Respè<br>(2204) Repons Peyizan<br>(2205) MPH<br>(2206) Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtienne<br>(2207) Oganizasyon Pèp Kap Lité<br>(2208) Alyans/Alliance Démocratique<br>(2209) Renmen Ayiti<br>(2210) Ansanm nou Fo<br>(2211) Lavalas<br>(2212) Unité<br>(22013) PHTK<br>(77) Autres<br>(88) NS (98) NR (99) NR |

Comme l'illustre la figure 8.5, Haïti ne se distingue pas des autres pays de la région en matière d'identification partisane. Avec 34,3% des Haïtiens affirmant qu'ils s'identifient à un parti politique, le pays est très proche du taux régional de l'identification (34.05%).

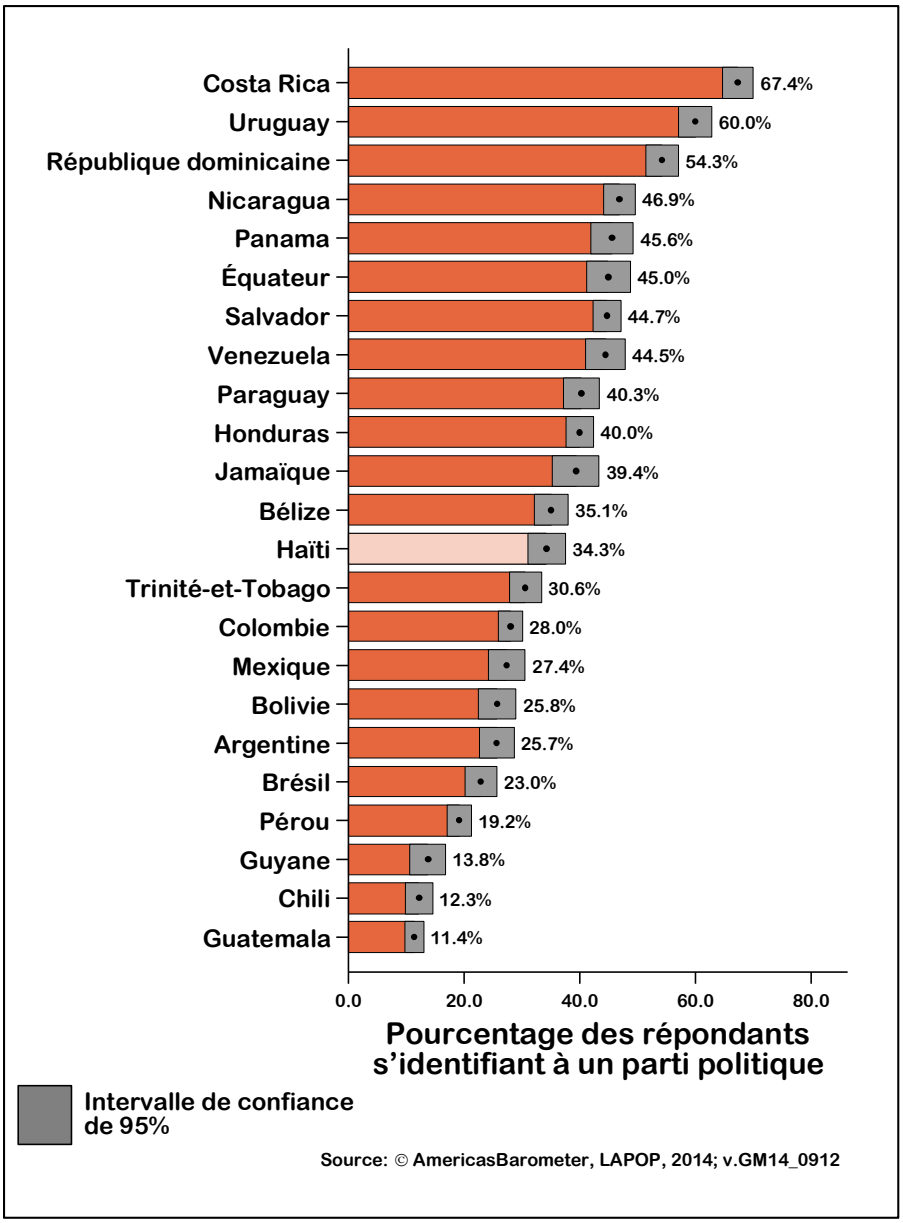



**Figure 8.5. Pourcentage des répondants s'identifiant à un parti politique dans les Amériques, 2014**

Au cours du temps, le nombre d'Haïtiens qui s'identifient à un parti politique a oscillé entre un niveau plancher de 27,8 % en 2010 et un plafond de 37,9 % en 2006. La figure 8.6 (graphique de gauche) montre une baisse de 2006 à 2010, suivie par une tendance à la hausse depuis 2010. Cela pourrait coïncider avec les transformations du système de parti qui seront explorées plus loin dans le chapitre.

En 2014, 59,2 % de ceux qui s'identifient à un parti politique se rallient à la formation politique du président en place. Seulement trois autres partis politiques reçoivent plus de 5 % des identifiants : le RDNP (14,2 %), Fanmi Lavalas (7,9 %) et Respe (5,1 %). Cette répartition est assez similaire aux vagues précédentes du Baromètre des Amériques, dans lesquelles le parti au pouvoir a reçu la vaste majorité des appuis en matière d'identification partisane.

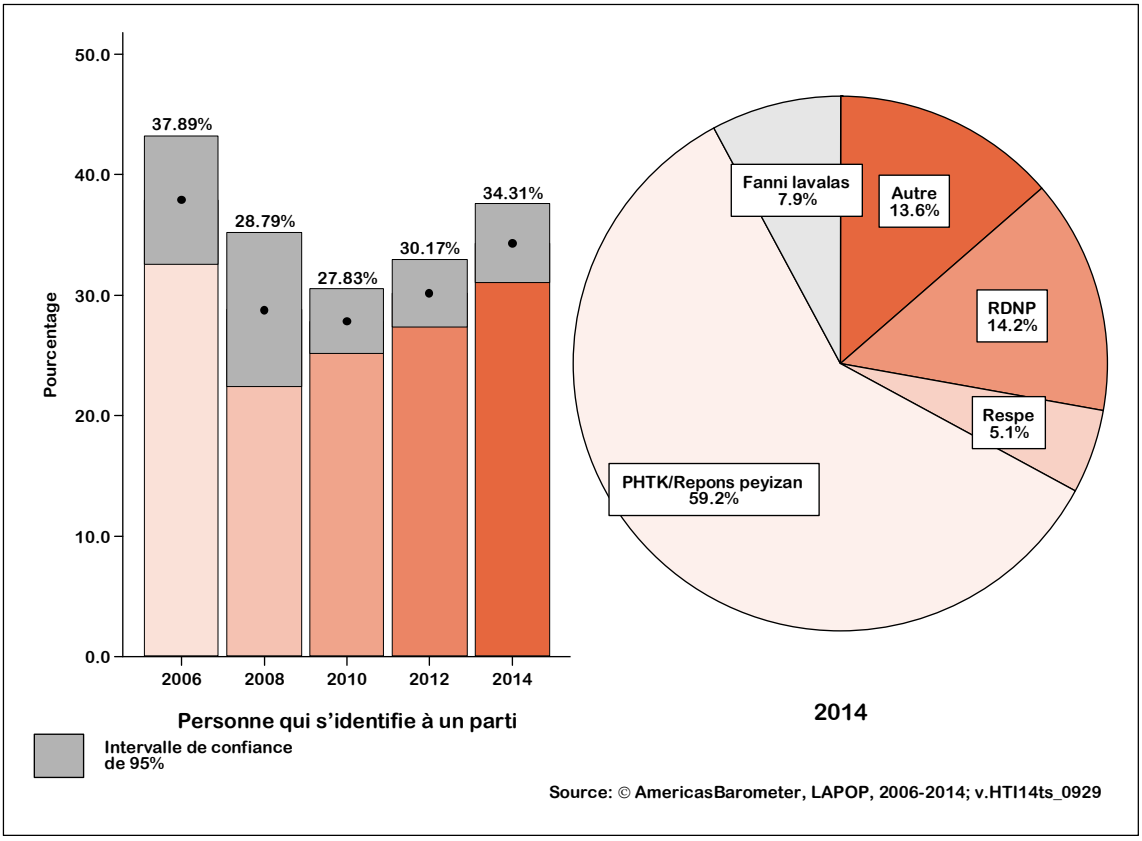



**Figure 8.6. L'identification au parti à Haïti, 2006-2014**

La Figure 8.7 illustre cette tendance au fil du temps. En 2006 et 2008, le parti Lespwa de René Préval a reçu plus de 70 % des identifiants, laissant très peu de place aux partis d'opposition. En 2012 et 2014, on observe la même chose, mais cette fois en faveur de la formation politique de Michel Martelly. En 2010, avec le président au pouvoir qui n'est pas un candidat à l'élection, l'identification partisane était beaucoup plus dispersée. Cela pourrait aider à expliquer la courbe en forme de « U » observée dans la figure précédente en ce qui concerne le nombre d'Haïtiens qui s'identifient avec un parti à travers le temps. Avec des partis politiques qui apparaissent et disparaissent avec les présidents, les Haïtiens trouver peut-être qu'il est plus difficile de se retrouver pendant les périodes de transition. C'était le cas en 2010, une élection lors de laquelle le président sortant n'a pas été autorisé à se présenter à sa propre réélection, compte tenu de la limitation de mandat imposée par la Constitution haïtienne. En l'absence d'une figure présidentielle forte, les Haïtiens sont vraisemblablement moins nombreux à se rallier derrière l'un ou l'autre des partis politiques.

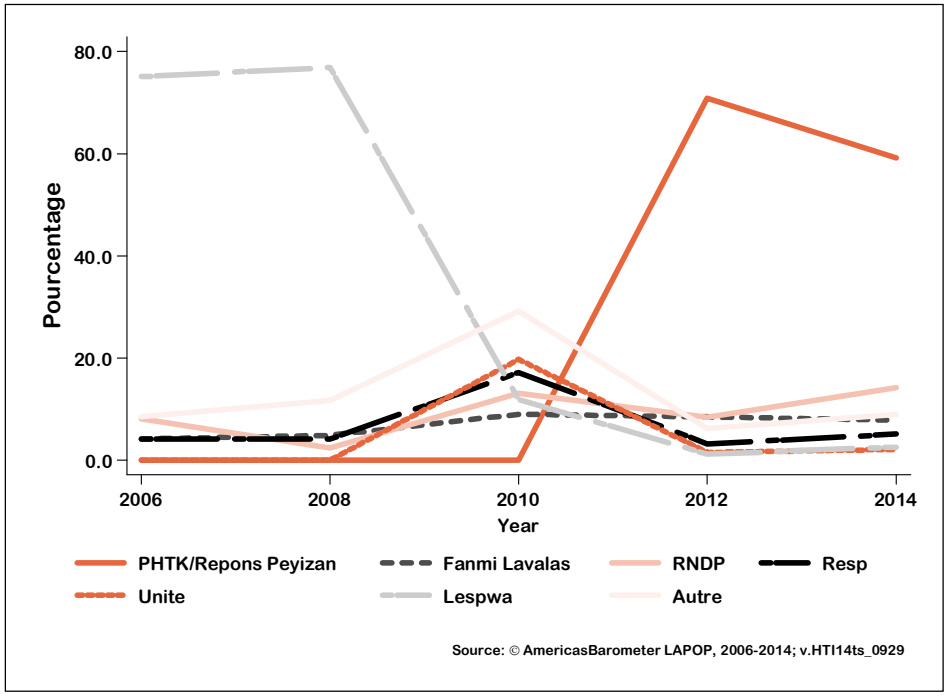



**Figure 8.7. Evolution of Party Identification in Haiti, 2006-2014**

## III. La question de la performance

Comme expliqué dans l'introduction de ce chapitre, un autre ensemble de variables est généralement inclus dans les études électorales. Quand nous essayons de comprendre les origines de l'appui gouvernemental, nous examinons régulièrement l'implication de facteurs de performance à court terme. L'évaluation de l'économie est généralement au sommet de la liste des enjeux qui préoccupent les électeurs. Dans le contexte latino-américain, de tels enjeux à court terme pourraient également inclure les évaluations sur la manière dont le gouvernement lutte contre la corruption et la criminalité.

Le Baromètre des Amériques demande régulièrement aux répondants d'identifier le problème le plus important auquel fait face leur pays. La figure 8.8 illustre les réponses au fil du temps pour Haïti. Ce qui est frappant, c'est que l'économie a toujours été la question dominante. Depuis 2008, environ 70 % des Haïtiens ont identifié l'économie comme leur première préoccupation, laissant peu de place à d'autres problématiques. Dans les deux dernières vagues de l'enquête, la prestation de services de base est arrivée en seconde position comme une source de préoccupation, obtenant l'attention d'environ 20 % des Haïtiens. Sans surprise, la politique a reçu une certaine attention au cours des années électorales, soit en 2006 et en 2010.

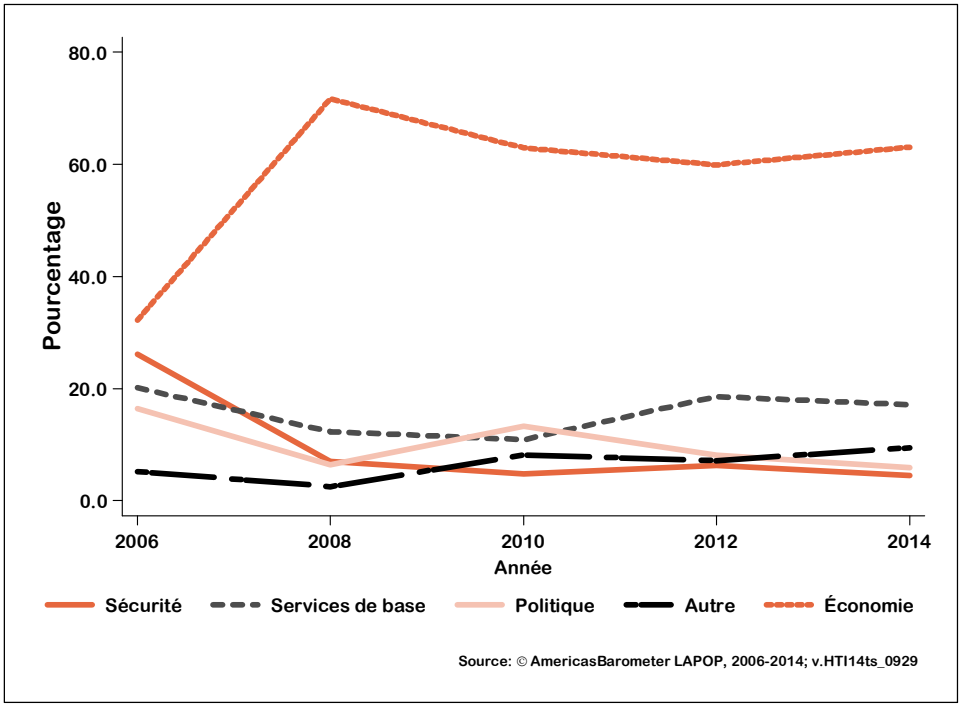



**Figure 8.8. Le problème le plus important pour Haïti, 2006-2010**

Nous avons vu dans le chapitre 2 que les perceptions globales de l'économie dans les Amériques se sont détériorées en 2014, du moins en comparaison avec les enquêtes précédentes. Haïti a suivi un parcours légèrement différent. La figure 8.9 représente les perceptions moyennes de l'économie nationale pour chaque enquête depuis 2006. À partir de cette figure, il est facile de conclure que les Haïtiens étaient très mécontents de l'économie en 2008 et 2010. Contrairement à la tendance suivie par les autres pays de la région, en Haïti, 2012 et 2014 montrent des signes d'amélioration. Le nombre d'Haïtiens qui pensent que l'économie s'est améliorée a triplé entre 2010 (4,4 %) et 2014 (15,7 %). Le pourcentage de ceux qui estiment que la situation économique nationale est restée la même a augmenté de 24,6 % en 2010 à 41,4 % en 2014. Enfin, le pourcentage d'Haïtiens qui pensent que l'économie s'est détériorée a diminué, passant de 81,8 % en 2008 à seulement 42,9 % en 2014.

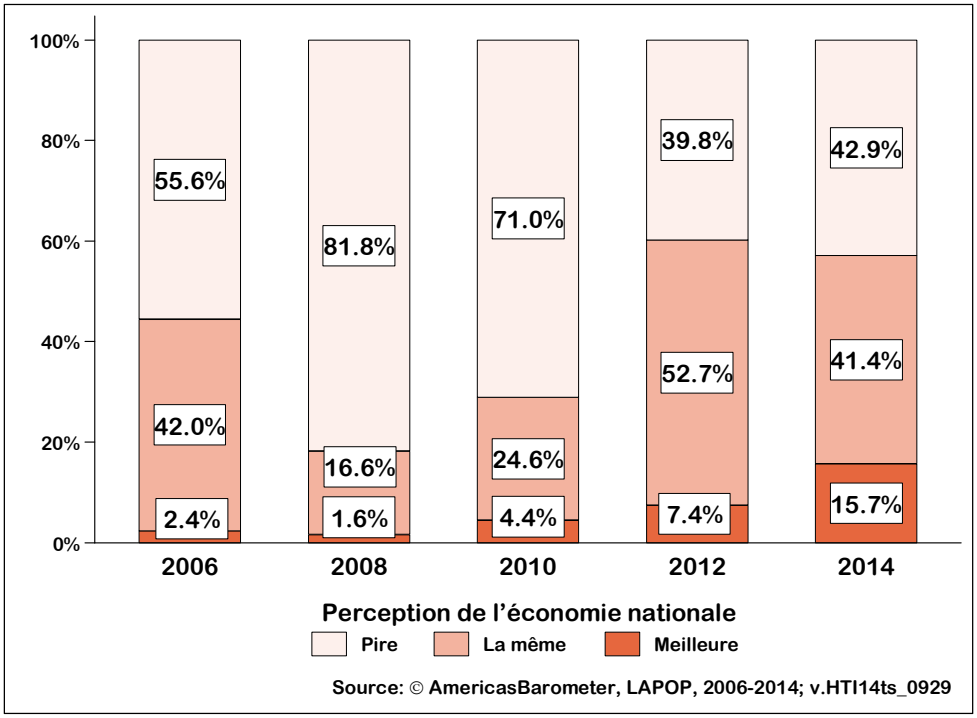



**Figure 8.9. Les perceptions de l'économie nationale**

Maintenant, afin de savoir si ces évaluations se transposent en appui au gouvernement, il importe de savoir comment les individus évaluent les efforts déployés par les autorités pour résoudre ces mêmes enjeux. Cela vaut pour l'économie, mais aussi pour d'autres aspects comme la corruption ou la criminalité. La figure 8.10 montre comment ces évaluations ont évolué entre 2006 et 2014 à Haïti. En ce qui concerne la criminalité et la corruption, la tendance est certainement positive. Au cours de cette période, les évaluations des Haïtiens de la façon dont le gouvernement a géré la corruption et la criminalité se sont améliorées, se rapprochant du point médian sur l'échelle de 0-100 pour la lutte contre la corruption et la criminalité. Quant à l'économie, la question n'était posée qu'en 2012 et 2014. Sur cette question, la figure 8.10 est conséquente avec les résultats de la figure 8.9. Autrement dit, les Haïtiens sont un peu plus critiques de l'ensemble des efforts du gouvernement en matière d'économie en 2014 par rapport à 2012.

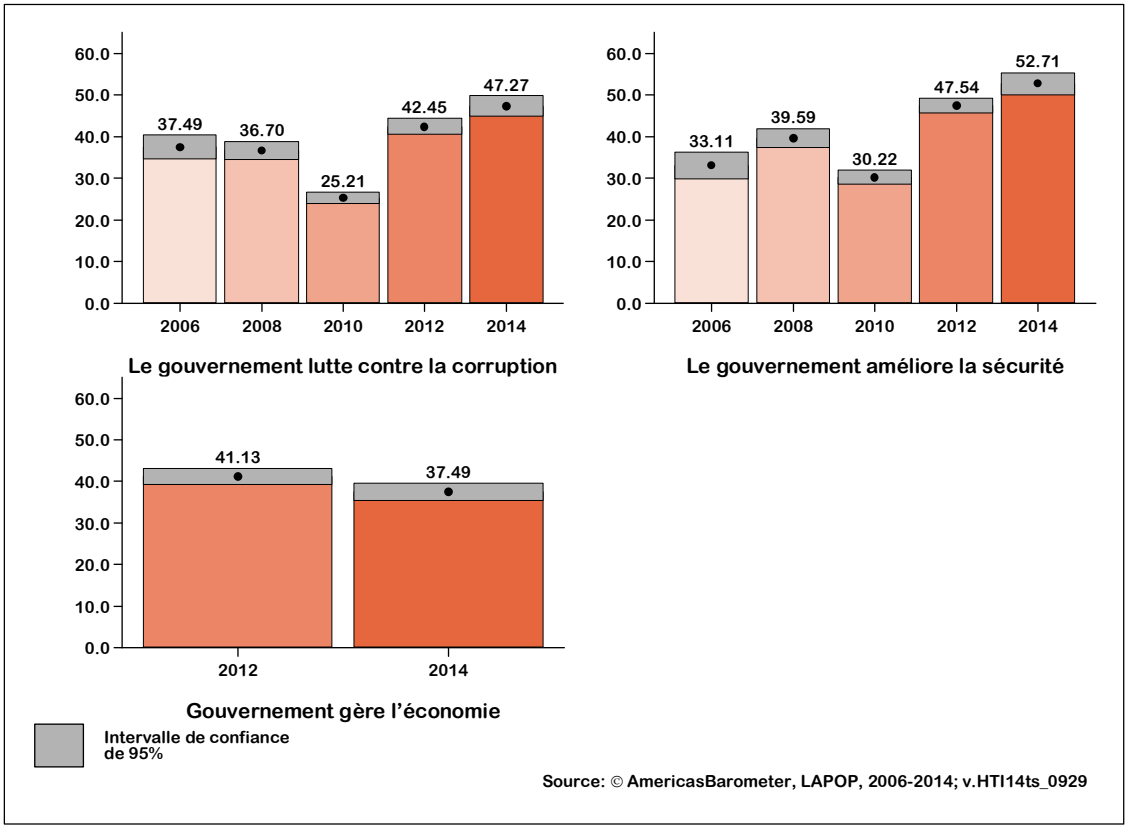



**Figure 8.10. Les évaluations de la Performance du gouvernement, Haïti 2012-2014**

## IV. Approbation et l'appui au pouvoir sortant

Bien que le Baromètre des Amériques ne soit pas une étude électorale à proprement dit, il inclut de nombreuses questions nous permettant d'étudier le comportement électoral de ses répondants. Deux variables clés nous intéressent ici : l'approbation présidentielle et l'intention de vote. Alors que la première nous donne une idée générale de la façon dont les répondants évaluent le rendement général de l'exécutif actuel, la seconde considère que les répondants font un choix compte tenu de l'éventualité d'une élection.

| |
|---|
| **M1**. En pensant au gouvernement en général, quelle est votre évaluation de la performance du Président Martelly ? [Lisez les options]<br>(1) Très bien (2) Bien (3) Ni bien, ni mal (4) Mal (5) Très mal<br>(88) NS (98) NR |
| **VB20**. Si les prochaines élections avaient lieu cette semaine, pour qui voteriez-vous ? **[Lisez les options]**<br>(1) Ne voterait pas<br>(2) Voterait pour le Président actuel ou son parti<br>(3) Voterait pour un parti ou un candidat autre que le parti ou l'actuel Président<br>(4) Voterait en blanc ou annulerait mon vote<br>(88) NS (98) NR |

La figure 8.11 indique le pourcentage d'Haïtiens qui évaluent la performance du président comme «bonne» ou «très bonne» pour chaque enquête depuis 2006. En 2006, 2008 et 2010, René Préval était le président. Dans les vagues de l'enquête de 2012 et 2014, Michel Martelly était le président. Il est

frappant de constater qu'en moyenne, Michel Martelly a bénéficié d'un appui que René Préval n'a jamais connu lors de son dernier mandat (2006-2010) comme président. Quelques mois seulement après l'élection de 2006, le pourcentage des Haïtiens qui pensaient que René Préval faisait un bon ou très bon travail était déjà très bas, à 17,74 %. L'approbation de Michel Martelly était à 38,28 % après un an de mandat. Le pourcentage des Haïtiens qui pensent que Martelly a fait un bon ou un très bon travail s'est même amélioré entre 2012 et 2014 pour atteindre 60,85 %. Le fait que l'approbation de René Préval ait été si faible en 2008 et 2010 peut être dû à la détérioration des conditions de vie qui ont accompagné les catastrophes naturelles qui ont frappé le pays au cours de ces années.

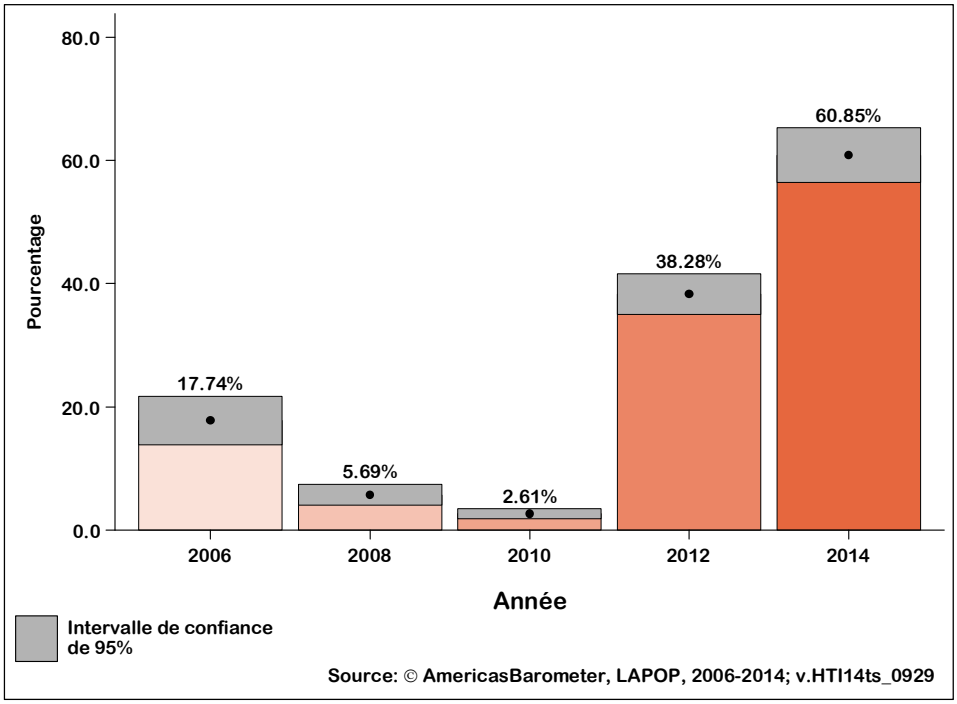



**Figure 8.11. Le pourcentage des personnes qui pensent que le président a fait un bon ou un très bon travail Haïti 2012-2014**

Les taux d'approbation élevés de Michel Martelly en 2014 contredisent les manchettes médiatiques qui suggéraient que les Haïtiens étaient très mécontents de leur président. Beaucoup d'agences de presse ont régulièrement rapporté des manifestations antigouvernementales. Celles-ci ont commencé à la fin 2013 et se sont poursuivies tout au long de l'année 2014. On pourrait penser que le niveau élevé de l'approbation observé dans la vague du Baromètre des Amériques 2014 pourrait être dû au fait que l'enquête a été menée avant la fin de la lune de miel politique de Martelly, avant que les manifestants ne descendent dans les rues. Cependant, ce n'est pas le cas. Les réponses à l'enquête de 2014 ont été recueillies entre le 18 février et le 8 mars 2014. Les rapports sur les manifestations antigouvernementales ont commencé à apparaître dès décembre 2013.

Une autre explication possible pourrait être que l'opposition de Michel Martelly est concentrée à Port-au-Prince, là où la plupart des manifestations ont eu lieu. La figure 8.12 présente le pourcentage de répondants par région qui pensent que le président a fait un bon ou un très bon travail. Le graphique ne montre aucune indication que la popularité du président suit une quelconque configuration régionale. Toutes les différences rapportées dans la figure se situent à l'intérieur de la marge d'erreur. Une autre possibilité est que les manifestations ne soient pas représentatives de ce que la plupart des Haïtiens pensent de Michel Martelly.

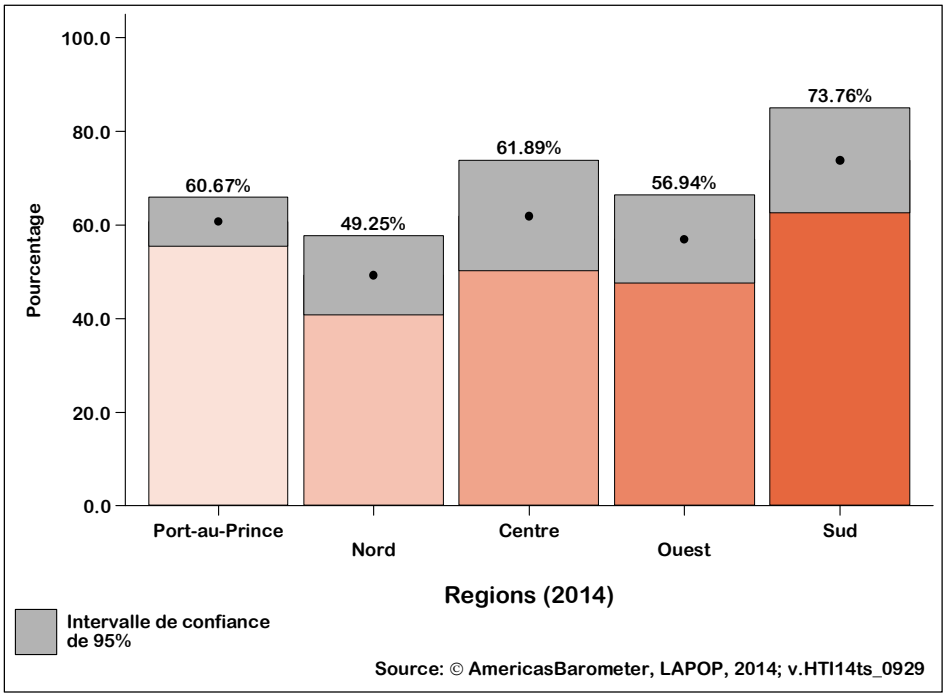



**Figure 8.12. Pourcentage par région des personnes qui pensent que le Président a fait "un bon" ou "très bon" travail, Haïti 2014**

Si nous nous concentrons sur les intentions de vote, il est plus facile de conclure à la détérioration de l'appui au président Martelly entre 2012 et 2014. Comme l'illustre la figure 8.13 le taux d'intention de vote pour le président au pouvoir a diminué de près de 5 points de pourcentage, tandis que l'appui aux partis d'opposition a augmenté dans les mêmes proportions. Pourtant, ce sont de très petites différences. Qui plus est, plus de deux tiers des Haïtiens qui votent indiquent qu'ils appuieraient le président sortant.

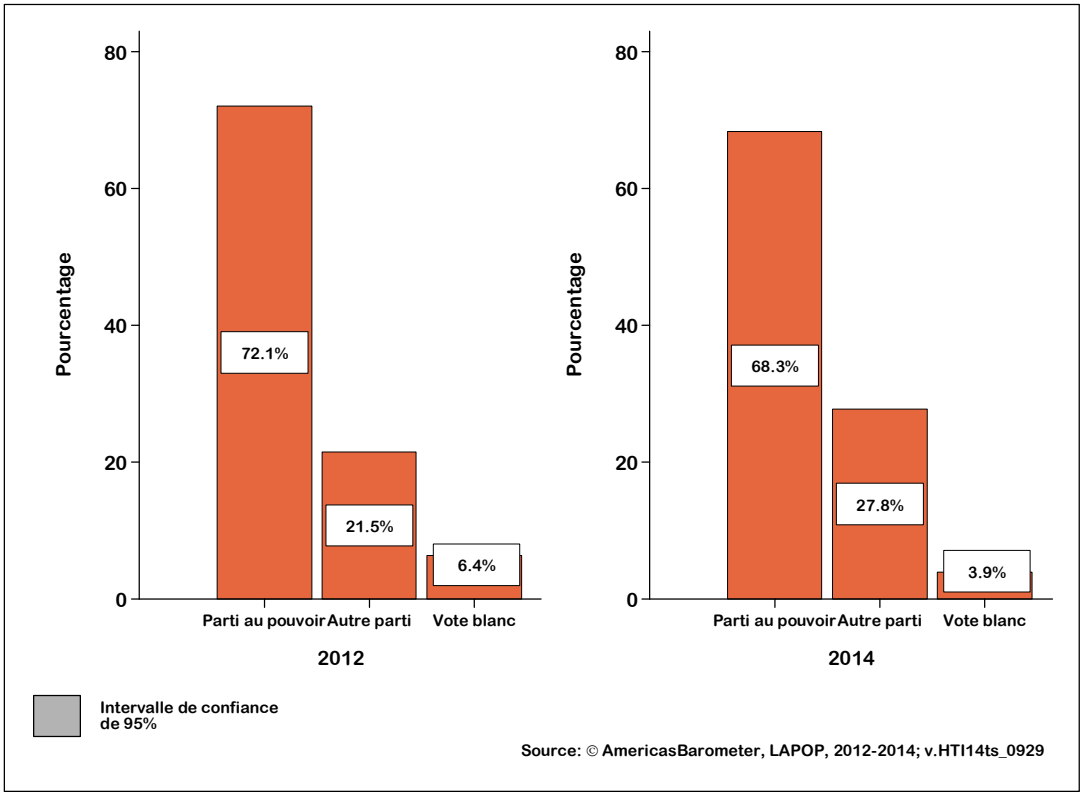



**Figure 8.13. L'intention de vote à Haïti, 2012-2014**

Afin d'identifier les corrélats de l'appui au président sortant, nous procédons enfin à une analyse de régression dans laquelle nous prédisons l'intention de vote pour le président sortant en utilisant des variables démographiques, socio-économiques et idéologiques, ainsi que les perceptions de la façon dont les gouvernements combattent la corruption, améliorent la sécurité et gère l'économie nationale. Pour les fins de l'exercice, nous avons recodé la variable dépendante dans une mesure dichotomique de l'appui au président sortant, excluant les répondants qui voteraient blanc. Afin d'avoir suffisamment d'observations pour effectuer l'analyse, nous avons regroupé les enquêtes de 2012 et 2014. Ce faisant, nous avons inclus une variable dichotomique pour tenir compte des variations à l'appui entre les deux années. Les trois variables mesurant la gestion gouvernementale à l'égard des différents enjeux ont été recodées sur une échelle 0-100.

| |
|---|
| Maintenant, en utilisant la même échelle, ***[continuez avec Carte B: échelle de points 1-7]*** **PAS DU TOUT 1 2 3 4 5 6 7 BEAUCOUP** |
| **N9**. Dans quelle mesure diriez-vous l'administration actuelle lutte contre la corruption du gouvernement? |
| **N11.** Dans quelle mesure diriez-vous l'actuelle administration améliore la sécurité des citoyens? |

| |
|---|
| **SOCT2.** Pensez-vous que la situation économique actuelle du pays est mieux, la même ou pire que ce qu'elle était il y a 12 mois? |
| (1) Mieux (2) le même (3) pire (88) ne sais pas (98) ne répond pas |

La figure 8.14 présente les résultats de l'analyse de régression. La variable qui a le plus d'impact sur l'appui au président sortant est l'identification avec le parti du président. Dans un pays avec un

système de parti plutôt fragile, l'identification avec les partis est plutôt faible. Dans un tel contexte, au cours des années sans élection, les partis d'opposition ne sont pas toujours bien structurés et souvent privés de personnalités de premier plan. Il n'est donc pas surprenant d'observer un certain ralliement derrière le président. En outre, il semble qu'aucune des variables démographiques et socio-économiques n'ait un impact significatif sur l'intention de vote pour le gouvernement sortant. La régression suggère également que les Haïtiens qui se positionnent eux-mêmes sur la gauche du continuum gauche-droite seraient moins susceptibles de voter pour le candidat du gouvernement sortant. Enfin, seule une des variables se rapportant aux enjeux a l'effet attendu. Les Haïtiens qui ont une appréciation positive de la gestion économique du gouvernement ont une probabilité plus élevée de voter pour le candidat du gouvernement lors des élections.

À la lumière de ces résultats, les électeurs haïtiens sont sans doute principalement motivés par des considérations à court terme. Ils ont tendance à se rallier derrière un président quand ils croient que l'économie s'est améliorée.

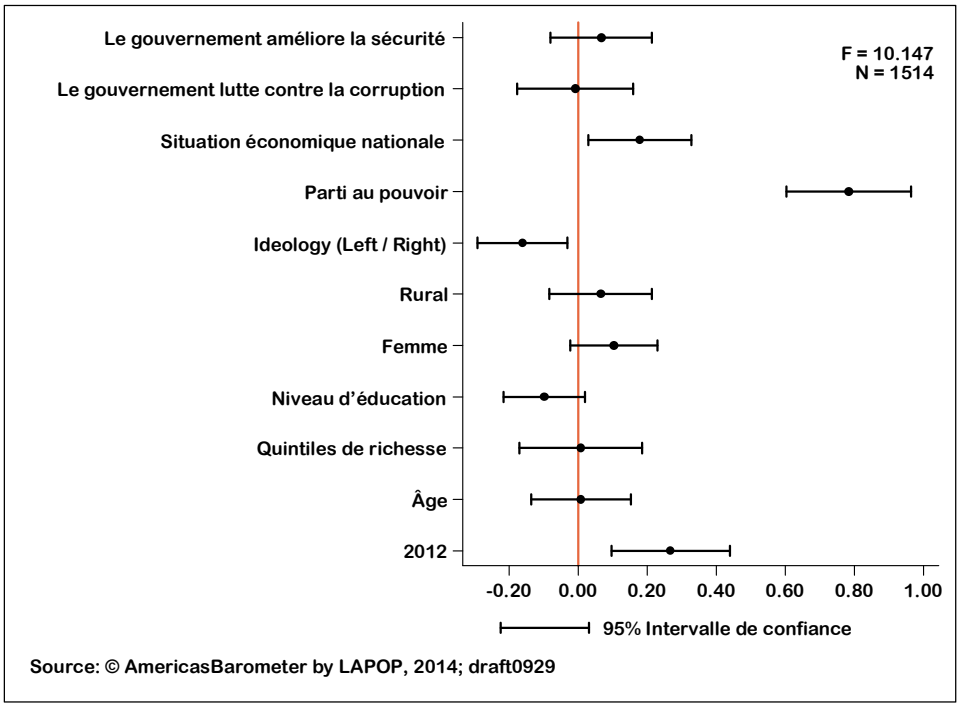



**Figure 8.14. Les déterminants de l'appui au candidat sortant in Haïti, 2012-2014**

## V. Conclusion

Sur de nombreux points, les Haïtiens ne sont pas plus différents que les autres électeurs. Les Haïtiens sont en mesure de se placer sur un continuum gauche-droite, ils s'identifient aux partis politiques et ils ont des avis sur les enjeux tels que la criminalité, la corruption et l'économie. Quand on leur demande pour quel parti ou quel candidat ils voteraient lors d'une future élection, ils utilisent certaines de ces heuristiques pour prendre leur décision.

Cependant, les Haïtiens sont différents des autres électeurs dans la région à quelques égards. On pouvait normalement s'attendre à ce que les préférences de vote soient formées autour de variables

démographiques et socio-économiques. Par exemple, nous nous attendions à ce que les citoyens les plus âgés[1] ou les plus riches[2] soient plus favorables aux candidats sortants de droite. En Haïti, ces variables ne semblent pas avoir beaucoup d'importance en terme d'intention de vote dans le contexte d'une élection présidentielle.

Nous nous attendions aussi à ce que le comportement des électeurs soit formé par l'idéologie et l'identification partisane. Les citoyens qui s'identifient à la gauche devraient être plus enclins à appuyer les candidats sortants de gauche, et vice-versa. En Haïti, ceux qui se positionnent à gauche sont moins susceptibles de voter pour le président sortant, ce qui est conforme aux attentes. Les résultats présentés dans ce chapitre indiquent également que l'identification au parti influence les intentions de vote. Pourtant, comme nous l'avons vu dans la figure 8.7, l'identification au parti connait des hauts et des bas avec les changements de présidents. Les personnes s'identifient en conséquence au parti que représente la personne occupant la présidence, et pas nécessairement avec le parti politique.

Enfin, ce chapitre a montré que les Haïtiens comptent pour l'essentiel sur des considérations à court terme dans leur décision de vote. Un tel comportement est cohérent avec l'absence d'un système de partis stable. Pourtant, les partis politiques sont importants pour le développement de la démocratie. Ceci est largement reconnu. Presque chaque nouveau président haïtien depuis 1987 a été élu sur la base d'une formation politique nouvellement créée. Le renforcement du système de parti haïtien devrait être une priorité dans les années à venir.

[1] Dans le contexte américain, on trouve que les jeunes adultes se montrent généralement plus critiques à l'égard de la politique et ont tendance à s'identifier avec le centre et le centre-gauche (Yankelovic 1974).
[2] On observe généralement que les groupes défavorisés votent davantage pour les partis de la gauche et que les mieux nantis votent davantage pour les partis de la droite (Lipset 1960).

# Annexe

**Annexe 8.1: Determinants of Incumbent Support in Haiti, 2012-2014**

| | Coefficients | (t) |
|---|---|---|
| Âge | . 0088574 | 0.12 |
| Quintile de richesse | .0082596 | 0.09 |
| Niveau de scolarité | -.0971164 | -1.63 |
| Femme | .1039834 | 1.63 |
| Rural | .0654072 | 0.88 |
| Gauche-droite | -.1600556 | -2.43 |
| Identification avec le parti sortant | .7838781 | 8.60 |
| Économie nationale | .1791327 | 2.37 |
| Lutte contre la corruption | -.0079967 | -0.09 |
| Sécurité publique | .0671108 | -2.41 |
| 2012 | .2682535 | 0.90 |
| Constant | 1.25992 | 16.35 |
| Nombre d'observations | 1514 | |
| Design df | 111 | |
| F(13, 45) | 10.15* | |

Logit binaire. Statistique-t avec erreur-types ajustées pour le design de l'enquête. * p<0.05

# Bibliographie

Akain, Nobuo et Masayo Sakata 2002. “Fiscal Decentralization Contributes to Economic Growth: Evidence from State-Level Cross-Section data for the United States”. *Journal of Urban Development* 52 (1): 93-108.

Almond, Gabriel A. et Sidney Verba. 1963. *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations*. Newbury Park, CA: Sage Publications, Inc.

Altemeyer, Bob. 2007. The Authoritarians. Self-published, disponible sur http://home.cc.umanitoba.ca/~altemey.

Anderson, Christopher J., André Blais, Shaun Bowler, Todd Donovan et Ola Listhaug 2005. *Losers' Consent: Elections and Democratic Legitimacy*. New York: Oxford University Press.

Anderson, D. Mark. 2009. *The Effects of Poverty on the Susceptibility to Crime in South Africa*. SSRN Scholarly Paper ID 1289648. Rochester, NY: Social Science Research Network. http://papers.ssrn.com/abstract=1289648.

Bailey, J. et M. M. Taylor. 2009. "Evade, Corrupt or Confront? Organized Crime and the State in Brazil and Mexico". *Journal of Politics in Latin America* 2: 3-29.

Bailey, John. 2009. “‘Security Traps’ and Democratic Governability in Latin America: Dynamics of Crime, Violence, Corruption, Regime, and State”. En *Criminality, Public Security, and the Challenge to Democracy in Latin America*, edité par Marcelo Bergman et Laurence Whitehead. Notre Dame: University of Notre Dame Press, 251-276.

Bardhan, Pranab. 2002. “Decentralization of Governance and Development.” *Journal of Economic Perspectives* 16 (4): 185–205.

Barrington Moore Jr., *Social Origins of Dictatorship and Democracy,* New York, Beacon Press, 1966.

Barslund, Mikkel, John Rand, Finn Tarp et Jacinto Chiconela. 2007. “Understanding Victimization: The Case of Mozambique.” *World Development* 35 (7): 1237–58.

Bateson, Regina. 2010. “The Criminal Threat to Democratic Consolidation in Latin America”. Annual Meeting of the American Political Science Association Washington, D.C.

Beato F., Cláudio, Betânia Totino Peixoto et Mônica Viegas Andrade. 2004. “Crime, Opportunity, and Victimization.” *Revista Brasileira de Ciências Sociais* 19 (55): 73–89.

Benton, Allyson L. 2012. “Bottom-Up Challenges to National Democracy: Mexico’s (Legal) Subnational Authoritarian Enclaves”. *Comparative Politics* 44 (3): 253-71.

Bergman, Marcelo. 2006. “Crime and Citizen Security in Latin America: The Challenges for New Scholarship”. *Latin American Research Review* 41 (2): 213–27.

Booth, John A. et Mitchell A. Seligson. 2009. *The Legitimacy Puzzle in Latin America: Political Support and Democracy in Eight Latin American Nations*. New York: Cambridge University Press.

Bratton, Michael et Robert Mattes. 2001. "Support for Democracy in Africa: Intrinsic or Instrumental?" *British Journal of Political Science* 31 (3): 447-74.

Bratton, Michael, Robert Mattes et E. Gyimah-Boadi. 2005. *Public Opinion, Democracy, and Market Reform in Africa*. New York: Cambridge University Press.

Cain, Bruce E., Russell J. Dalton et Susan E. Scarrow (eds.). 2003. *Democracy Transformed: Expanding Political Opportunities in Advanced Industrial Democracies*. New York: Oxford University Press.

Carlin, Ryan E. 2006. "The Socioeconomic Roots of Support for Democracy and the Quality of Democracy in Latin America". *Revista de Ciencia Política* 26 (1): 48-66.

Carlin, Ryan E. 2013. "Violations of the Rule of Law Fuel Tolerance of Bribery in the Americas". *AmericasBarometer Insights* 88. Université Vanderbilt: Latin American Public Opinion Project (LAPOP).

Carlin, Ryan E. et Matthew M. Singer. 2011. "Support for Polyarchy in the Americas". *Comparative Political Studies* 44 (11): 1500-1526.

Carlin, Ryan E., Gregory J. Love et Cecilia Martínez-Gallardo. 2014. "Cushioning the Fall: Scandals, Economic Conditions, and Executive Approval". *Political Behavior*. DOI: 0.1007/s11109-014-9267-3

Carreras, Miguel. 2013. "The Impact of Criminal Violence on Regime Legitimacy in Latin America". *Latin American Research Review* 48 (3): 85–107.

Carvalho, José Raimundo et Sylvia Cristina Lavor. 2008. "Repeat property criminal victimization and income inequality in Brazil". *Economía, Selecta* 9(4)87-110. http://www.repositorio.ufc.br/ri/handle/riufc/931.

Casas-Zamora, K.2013. "The Besieged Polis: Citizen Security and Democracy in Latin America". L. A. I. a. Brookings. Washington D.C., Organization of American States**:** 109.

Ceobanu, A. M., C. H. Wood et L. Ribeiro. 2010. "Crime Victimization and Public Support for Democracy: Evidence from Latin America". *International Journal of Public Opinion Research* 23 (1): 56–78.

Chong, Alberto, Ana L. De La O, Dean Karlan et Leonard Wantchekon. 2011. "Looking Beyond the Incumbent: The Effects of Exposing Corruption on Electoral Outcomes". *NBER Documento de trabajo* No. 17679.

Cole, Julio H. et Andrés Marroquín Gramajo. 2009. "Homicide Rates in a Cross-Section of Countries: Evidence and Interpretations". *Population and Development Review* 35 (4): 749–76.

Colomer, Josep. 2005. The Left-Right Dimension in Latin America. UPF Economics and Business Working Paper no. 813. http://ssrn.com/abstract=849488.

Corbacho, Ana, Julia Philipp et Mauricio Ruiz-Vega. 2012. “Crime and Erosion of Trust: Evidence for Latin America”. IDB Publications 76118. Inter-American Development Bank. http://ideas.repec.org/p/idb/brikps/76118.html.

Córdova, Abby. 2009. Methodological Note: Measuring Relative Wealth using Household Asset Indicators. *AmericasBarometer Insights* 6. Université Vanderbilt: Latin American Public Opinion Project (LAPOP). http://www.vanderbilt.edu/lapop/insights/I0806en.pdf**.**

Cotte Poveda, Alexander. 2012. “Violence and Economic Development in Colombian Cities: A Dynamic Panel Data Analysis”. *Journal of International Development* 24 (7): 809–27.

Cruces, Guillermo, Carolina García Domench et Leonardo Gasparini. 2014. “Inequality if Education: Evidence for Latin America”. En Giovanni Andrea Cornia, ed. *Falling Inequality in Latin America: Policy Changes and Lessons*. New York: Oxford University Press. 318-339.

De Boef, Suzanna et Paul M. Kellstedt. 2004. “The Political (and Economic) Origins of Consumer Confidence”. *American Journal of Political Science* 48 (4): 633-649.

Diamond, Larry. 1999. *Developing Democracy: Toward Consolidation*. Baltimore, MD: The Johns Hopkins University Press;

Dobson, Stephen et Carlyn Ramlogan-Dobson. 2010. “Is There a Trade-Off Between Income Inequality and Corruption? Evidence from Latin America”. *Economics Letters* 107 (2): 102-104

Donchev, Dilyan et Gergely Ujhelyi. 2014 “What Do Corruption Indices Measure?” *Economics y Politics* 26 (2): 309–331.

dos Santos, Paulo L. 2013. “A Cause for Policy Concern: The Expansion of Household Credit in Middle-Income Economies”. *International Review of Applied Economics* 27 (3): 316-38.

Downes, Andrew S. 2010. Poverty and its Reduction in the Small Developing Countries of the Caribbean. Conférence de “Ten Years of ‘War against Poverty’”, Chronic Poverty Research Centre, University of Manchester, UK, 8-10 septembre, 2010. http://www.chronicpoverty.org/uploads/publication_files/downes_caribbean.pdf

Downs, Anthony. 1957. *An Economic Theory of Democracy*. New York: Basic Books.

Dreher, Axel et Martin Gassebner. 2011. “Greasing the Wheels? The Impact of Regulations and Corruption on Firm Entry”. *Public Choice* 155 (3-4): 413-32.

Duch Raymond M., Harvey D. Palmer et Christopher J. Anderson. 2000. “Heterogeneity in Perceptions of National Economic Conditions”. *American Journal of Political Science* 44 (4): 635-52.

Duch, Raymond M. et Paul M. Kellstedt. 2011. “The Heterogeneity of Consumer Sentiment in an Increasingly Homogenous Global Economy”. *Electoral Studies* 30 (septembre): 399-405.

Duch, Raymond M. 1995. “Economic Chaos and the Fragility of Democratic Transition in Former Communist Regimes”. *Journal of Politics* 57 (1): 121-58.

Easton, David. 1975. A Re-Assessment of the Concept of Political Support. *British Journal of Political Science* 5 (4): 435-457.

Ehrlich, Isaac et Francis T. Lui. 1999. "Bureaucratic Corruption and Endogenous Economic Growth". *Journal of Political Economy* 107 (décembre): S270-S293.

Evans, Geoffrey et Stephen Whitefield. 1995. "The Politics and Economics of Democratic Commitment: Support for Democracy in Transition Societies". B*ritish Journal of Political Science* 25 (4): 485-514.

Faguet, Jean Paul. 2008. "Decentralization's Effects on Public Investment: Evidence and Policy Lessons from Bolivia and Colombia". *Journal of Development Studies* 44 (8): 1100-1121

Falleti, Tulia G. 2010. *Decentralization and Subnational Politics in Latin America.* New York: Cambridge University Press

Farah, Douglas. 2012. *Transnational Organized Crime, Terrorism, and Criminalized States in Latin America: An Emerging Tier-One National Security Priority*. U.S. Army War College, Carlisle, PA, Strategic Studies Institute.

Ferreira, Francisco H. G., Julian Messina, Jamele Rigolini, Luis-Felipe López-Calva, Maria Ana Lugo et Renos Vakis. 2013. *Economic Mobility and the Rise of the Latin American Middle Class.* Washington, D.C: World Bank.

Fisman, Raymond et Roberta Gatti. 2002. "Decentralization and Corruption: Evidence across Countries". *Journal of Public Economics* 83 (mars): 325-345.

Fried, Brian J., Paul Lagunes et Atheender Venkataramani. 2010. "Corruption and Inequality at the Crossroad: A Multimethod Study of Bribery and Discrimination in Latin America". *Latin American Research Review* 45 (1): 76-97.

Galiani, Sebastian, Paul Gertler et Ernesto Schargrodsky. 2005. "School Decentralization: Helping the Good Get Better, but Leaving the Poor Behind", *Document de travail*. Buenos Aires: Universidad de San Andres.

Gaviria, Alejandro et Carmen Pagés. 2002. "Patterns of Crime Victimization in Latin American Cities". *Journal of Development Economics* 67 (1): 181–203.

Gibson, James L. 1988. "Political Intolerance and Political Repression during the McCarthy Red Scare". *The American Political Science Review* 82 (2): 511-529,

Gibson, James L. 1995. "The Political Freedom of African-Americans: A Contextual Analysis of Racial Attitudes, Political Tolerance, and Individual Liberty". *Political Geography* 14 (6-7): 571-599

Gibson, James L. 1998. "A Sober Second Thought: An Experiment in Persuading Russians to Tolerate". *American Journal of Political Science* 42 (3): 819-850. .

Gibson, James L. 2008. "Intolerance and Political Repression in the United States: A Half Century after McCarthyism". *American Journal of Political Science* 52 (1): 96-108.

Golebiowska, Ewa. 1999. “Gender Gap in Political Tolerance”. *Political Behavior* 21 (3): 443-464.

Gomes, Fábio Augusto Reis et Lourenço Senne Paz. 2008. “The Determinants of Criminal Victimization in São Paulo State, Brazil”. *Brazilian Review of Econometrics* 28 (2): 217–38.

Graham, Carol. 2011. “Adaptation Amidst Prosperity and Adversity: Insights from Happiness Studies from around the World”. *The World Bank Research Observer* 26 (1): 105-37.

Gupta, Sanjeev, Hamid Davoodi et Rosa Alonso-Terme. 2002. “Does Corruption Affect Income Inequality and Poverty?” *Economics of Governance* 3 (1): 23-45.

Haggard, Stephen et Robert R. Kaufman. 2008. *Development, Democracy, and Welfare States: Latin America, East Asia, and Eastern Europe*. Princeton, NJ: Princeton University Press.

Hayek, Friedrich. 1945. “The Use of Knowledge in Society”. *American Economic Review* 35(4): 519-530.

Heinemann, Alessandra et Dorte Verner. 2006. “Crime and Violence in Development: A Literature Review of Latin America and the Caribbean”. *World Bank Policy Document de Travail* Séries 4041. The World Bank. http://econpapers.repec.org/paper/wbkwbrwps/4041.htm.

Hirschmann, Albert. 1970. *Exit Voice and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States.* Cambridge, MA: Harvard University Press.

Hiskey, Jonathan et Mitchell Seligson. 2003. “Pitfalls of Power to the People: Decentralization, Local Government Performance, and System Support in Bolivia”. *Studies in Comparative International Development* 37 (4): 64-88.

Huber, Evelyne et John D. Stephens. 2012. *Democracy and the Left: Social Policy and Inequality in Latin America*. Chicago: University of Chicago Press.

Huntington, Samuel. 1991. *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*. Norman: University of Oklahoma Press.

Inglehart, Ronald et Christian Welzel. 2005. *Modernization, Cultural Change, and Democracy: The Human Development Sequence*. New York: Cambridge University Press. 149-157

Inglehart, Ronald. 1988. “The Renaissance of Political Culture”. *The American Political Science Review* 82 (4): 1203-1230.

Jones-West, Karleen. 2011. “The Effects of Decentralization on Minority Inclusion and Democratic Values in Latin America”. Article de AmericasBarometer. Université Vanderbilt

Justus, Marcelo et Ana Lúcia Kassouf. 2013. “Evidence of the Effect of Wealth Observed by Criminals on the Risk of Becoming a Victim of Property Crimes”. *Economía* 14 (2): 88–101.

Kahhat, Jaime. 2010. “Labor Earnings Inequality: The Demand for and Supply of Skills”. En Luis F Lopez-Calva y Nora Lustig (eds.), *Declining Inequality in Latin America: a Decade of Progress?*, Washington, D.C.: Brookings Institution Press. 25-38.

Karstedt, Susanne et Gary LaFree. 2006. “Democracy, Crime, and Justice”. *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 605 (mayo): 6–23.

Kennedy, J. 2014. International Crime Victims Survey. Dans The Encyclopedia of Criminology and Criminal Justice. Blackwell Publishing Ltd. http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/9781118517383.wbeccj524/abstract

Key, V. O. 1966. *The responsible electorate.* Cambridge: Belknap Press of Harvard University Press.

Kotzian, Peter. 2011. “Public Support for Liberal Democracy”. *International Political Science Review* 32 (1): 23 -41;

Kraay, Aart et Peter Murrell. 2013. “Misunderestimating Corruption”. *World Bank Policy Document de Travail* 6488.

Levitt, S. D. 1998. “The Relationship Between Crime Reporting and Police: Implications for the Use of Uniform Crime Reports”. *Journal of Quantitative Criminology* 14(1): 61–81.

Lewis-Beck, Michael S., Helmut Norpoth, William G. Jacoby, et Herbert F. Weisberg. 2008. The American voter revisited. Ann Arbor, MI: University of Michigan Press.

Lijphart, Areng. 2012. *Patters of Democracy: Government Forms and Performance in Thirty-Six Countries.* New Haven, CT: Yale University Press.

Lipset, Seymour M. 1994. "The Social Requisites of Democracy Revisited". *American Sociological Review* 59(1): 1-22.

Lipset, Seymour Martin. 1959. “Some Social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy”. *The American Political Science Review* 53 (1): 69-105.

Lipset, Seymour Martin. 1963. *Political Man: The Social Bases of Politics*. Garden City, NY: Doubleday.

Lodola, Germán et Margarita Corral. 2010. “Support for Same-Sex Marriage in Latin America”. *AmericasBarometer Insights* 44. Université Vanderbilt: Latin American Public Opinion Project (LAPOP).

Lopez-Calva, Luis F. et Nora Lustig, eds. 2010. *Declining Inequality in Latin America: a Decade of Progress?* Washington, D.C.: Brookings Institution Press.

Malone, Mary Fran T. 2010. “The Verdict Is In: The Impact of Crime on Public Trust in Central American Justice Systems”. *Journal of Politics in Latin America* 2 (3): 99–128.

Manrique, Luis Esteban González. 2006. “Un Poder Paralelo: El Crimen Organizado En América Latina”. *Análisis Del Real Instituto Elcano (ARI)*, no. 84.

Marcus, George E., W. Russell Neuman et Michael MacKuen. 2000. *Affective Intelligence and Political Judgment*. Chicago, IL: University of Chicago Press.

Maxfield, Michael et Earl Babbie. 2014. *Research Methods for Criminal Justice and Criminology*. Cengage Learning.

McCann, James A. et Jorge I Domínguez. 1998. "Mexicans React to Electoral Fraud and Political Corruption: An Assessment of Public Opinion and Voting Behavior". *Electoral Studies* 17 (4): 483–503.

McGuire, James W. 2012. "Social Policies in Latin America: Causes, Characteristics, and Consequences". Peter Kingstone et Deborah J. Yashar, (eds.), *Routledge Handbook of Latin American Politics*. New York: Routledge. 200-223.

Méon, Pierre-Guillaume et Khalid Sekkat. 2005. "Does Corruption Grease or Sand the Wheels of Growth?" *Public Choice* 122 (1/2): 69-97.

Méon, Pierre-Guillaume et Laurent Weill. 2010. "Is corruption an efficient grease?" World Development 38(3): 244-259.

Merolla, Jennifer Lee et Elizabeth J. Zechmeister. 2009. *Democracy at Risk: How Terrorist Threats Affect the Public*. University of Chicago Press.

Miller, Kate, Eliya Msiyaphazi Zulu et Susan Cotts Watkins. 2001. "Husband—Wife Survey Responses in Malawi". *Studies in Family Planning* 32 (2): 161–174.

Montalvo, Daniel. 2009a. "Demand making on Local Governments". *AmericasBarometer Insights* 10. Université Vanderbilt: Latin American Public Opinion Project (LAPOP).

Montalvo, Daniel. 2009b. "Citizen Satisfaction with Municipal Services". *AmericasBarometer Insights* 14. Université Vanderbilt: Latin American Public Opinion Project (LAPOP).

Montalvo, Daniel. 2010. "Understanding Trust in Municipal Governments". *AmericasBarometer Insights* 35. Université Vanderbilt: Latin American Public Opinion Project (LAPOP).

Morris, Stephen D. 2008. "Disaggregating Corruption: A Comparison of Participation and Perceptions in Latin America with a Focus on Mexico". *Bulletin of Latin American Research* 28 (2): 388-409.

Muggah, Robert. 2012. *Researching the Urban Dilemma: Urbanization, Poverty and Violence*. http://www.hasow.org/uploads/trabalhos/98/doc/1401774567.pdf.

Mungiu-Pippidi, Alina, avec Martinez Barranco Kukutschka, Roberto et Bianca Vaz Mondo. 2013. *Global Comparative Trend Analysis Report*. Hertie School of Government. http://anticorrp.eu/wp-content/uploads/2013/08/D3_1Global-comparative-trend-analysis-report1.pdf

Norris, Pippa. (ed.). 1999. *Critical Citizens: Global Support for Democratic Governance*. New York: Oxford University Press.

Norris, Pippa. 2002. *Democratic Phoenix: Reinventing Political Activism*. New York: Cambridge University Press.

Pape, I.S.R. 2008. "'This is Not a Meeting for Women': The Sociocultural Dynamics of Rural Women's Political Participation in the Bolivian Andes". *Latin American Perspectives* 35 (6): 41-62.

Pape, I.S.R. 2009. "Indigenous Movements and the Andean Dynamics of Ethnicity and Class: Organization, Representation, and Political Practice in the Bolivian Highlands". *Latin American Perspectives* 36 (4): 101-125.

Patterson, Amy. 2002. "The Impact of Senegal's Decentralization on Women in Local Governance". *Canadian Journal of African Studies* 36 (3): 490-529.

Peffley, Mark et Robert Rohrschneider. 2003. "Democratization and Political Tolerance in Seventeen Countries: A Multi-level Model of Democratic Learning". *Political Research Quarterly* 56 (3): 243 -257.

Pepper, John et Carol Petrie. 2002." Measurement Problems in Criminal Justice Research: Workshop Summary". Washington, DC: The National Academies Press. http://www.nap.edu/catalog.php?record_id=10581

Pepper, John, Carol Petrie et Sean Sullivan. 2010. "Measurement Error in Criminal Justice Data". en *Handbook of Quantitative Criminology*, edité par Alex R. Piquero et David Weisburd, 353–74. Springer New York. http://link.springer.com/chapter/10.1007/978-0-387-77650-7_18.

Perez, Orlando J., John A. Booth et Mitchell A. Seligson. 2010. "The Honduran Catharsis". *AmericasBarometer Insights* 48. Université Vanderbilt: Latin American Public Opinion Project (LAPOP).

Pharr, Susan J. 2000. "Officials' Misconduct and Public Distrust: Japan and the Trilateral Democracies". En *Disaffected Democracies: What's Troubling the Trilateral Countries?*, edité par Susan J. Pharr et Robert D. Putnam. Princeton: Princeton University Press. 173-201.

Piquero, Alex R., Randall Macintosh et Matthew Hickman. 2002. "The Validity of a Self-Reported Delinquency Scale Comparisons Across Gender, Age, Race, and Place of Residence". *Sociological Methods y Research* 30 (4): 492–529.

Putnam, Robert D., Robert Leonardi et Raffaella Y. Nanetti. 1994. *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton University Press.

Putnam, Robert. 2000. *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon & Schuster.

Rondinelli, Dennis, John Nellis et Shabbir Cheema. 1983. *Decentralization in Developing Countries: A Review of Recent Experience.* Document de travail de la Banque Mondiale *581, Management and Development Series* (8): 1-99; p. 9.

Rose, Richard et William Mishler 1996. "Testing the Churchill Hypothesis: Popular Support for Democracy and Its Alternatives". *Journal of Public Policy* 16 (1): 29-58.

Rose-Ackerman, Susan. 1999. *Corruption and Government: Causes, Consequences, and Reform.* New York: Cambridge University Press;

Rothstein, Bo et Daniel Eek. 2009. “Political Corruption and Social Trust: An Experimental Approach”. *Rationality and Society* 21 (février): 81-112.

Rothstein, Bo et Eric M. Uslaner. 2005. “All for All: Equality, Corruption, and Social Trust”. *World Politics* 51 (octobre): 41-72.

Rustow, Dankwart. «Transitions to Democracy. Towards a Dynamic Model», *Comparative Politics*, 2, 1970, p. 337-363.

Salinas, Eduardo et John A. Booth. 2011. “Micro-social and Contextual Sources of Democratic Attitudes in Latin America”. *Journal of Politics in Latin America* (3) 1: 29-64.

Schmitter, Philippe C. 1994. “Dangers and Dilemmas of Democracy”. *Journal of Democracy* 5 (2): 57–74.

Seligson, Mitchell A. 2000. "Toward a model of democratic stability: Political culture in Central America". *Estudios interdisciplinarios de América Latina y el Caribe* 11.2: 5-29.

Seligson, Mitchell A. 2002. “The Impact of Corruption on Regime Legitimacy: A Comparative Study of Four Latin American Countries”. *Journal of Politics* 64 (2): 408–433.

Seligson, Mitchell A. 2006. “The Measurement and Impact of Corruption Victimization: Survey Evidence from Latin America”. *World Development* (34) 2: 381-404.

Seligson, Mitchell A., Amy Erica Smith et Elizabeth J. Zechmeister. 2012. “*Political Culture of Democracy, 2012: Towards Equality of Opportunity*”. Nashville, TN: Latin American Public Opinion Project, Université Vanderbilt.

Shleifer, Andrei et Robert W. Vishny. 1993. “Corruption”. *Quarterly Journal of Economics* 108 (3): 599-617.

Singer, Mathew M. 2013. “Economic Voting in an Era of (Non)Crisis: Economic Voting in Latin America 1982-2010". *Comparative Politics* 45 (2): 169-85.

Singer, Matthew M. n.d. “Delegating Away Democracy: How Good Representation and Policy Successes Can Undermine Democratic Attitudes”. Document de travail, University of Connecticut.

Singer, Matthew M., Ryan E. Carlin, Gregory J. Love, Mollie Cohen et Amy Erica Smith. 2012. “Questions of Performance: Economics, Corruption, Crime, and Life Satisfaction in the Americas”. En Mitchell A. Seligson, Amy Erica Smith y Elizabeth J. Zechmeister (eds.), *The Political Culture of Democracy in the Americas: Towards Equality of Opportunity*. Nashville, TN: Latin American Public Opinion Project et USAID, pp. 119-164. www.vanderbilt.edu/lapop/ab2012.php.

Siverson, Randolph M. et Richard A. I. Johnson. 2014. “Politics and Parasites: The Contribution of Corruption to Human Misery”. *International Studies Quarterly* 58 (1): 199-206.

Skogan, W. G. 1975. "Measurement Problems in Official and Survey Crime Rates". *Journal of Criminal Justice* 3: 17-32.

Smith, Amy Erica, François Gélineau et Mitchell Seligson. La culture de la démocratie, Haïti 2012 : Vers l'égalité des chances. LAPOP. Université Vanderbilt.

Soares, R. R. et Naritomi, J. 2010." Understanding High Crime Rates in Latin America: The Role of Social and Policy Factors". (Chapitres de NBER) (pp. 19–55). National Bureau of Economic Research, Inc.

Soederberg, Susanne. 2014. *Debtfare States and the Poverty Industry: Money, Discipline and the Surplus Population*. New York: Routledge.

Stockemer, Daniel, Bernadette LaMontagne et Lyle Scruggs. 2013. "Bribes and Ballots: The Impact of Corruption on Voter Turnout in Democracies". *International Political Science Review* 34 (janvier): 74-90.

Stouffer, Samuel A. 1955. *Communism, Conformity and Civil Liberties*. John Wiley & Sons Inc.

Tocqueville, A. 1835. *Democracy in America*. London: Saunders and Otley.

Treisman, Daniel. 2007. "What Have We Learned About the Causes of Corruption From Ten Years of Cross-National Empirical Research?" *Annual Review of Political Science* 10: 211-44.

Tyler Tom et Yuen J. Huo. 2002. "Trust in the Law: Encouraging Public Cooperation with the Police and Courts". N.Y.: Russell Sage Foundation.

Ugur, Mehmet. 2014. "Corruption's Direct Effects on Per-Capita Income Growth: A Meta-Analysis". *Journal of Economic Surveys* 28 (3): 472-490.

UNODC et UNECE. 2010. Manual on Victimization Surveys.

Van Cott, Donna Lee. 2008. *Radical Democracy in the Andes*. New York: Cambridge University Press.

Verba, Sidney, Kay Lehman Scholzman, et Henry Brady. 1995. Voicea nd Equality.C ambridge:H arvard University Press.

Weitz-Shapiro, Rebecca. 2008. "The Local Connection: Local Government Performance and Satisfaction with Democracy in Argentina". *Comparative Political Studies* 41 (3): 285-308.

Weyland, Kurt. 2013. "The Threat from the Populist Left". *Journal of Democracy* 24 (3): 18-32.

Willis, Eliza, Christopher Garman et Stephen Haggard. 1999. "The Politics of Decentralization in Latin America". *Latin American Research Review* 34 (1): 7-56.

World Bank. 2013. "Shifting Gears to Accelerate Shared Prosperity in Latin America and the Caribbean". Washington, D.C.: World Bank. http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/LAC/PLB%20Shared%20Prosperity%20FINAL.pdf

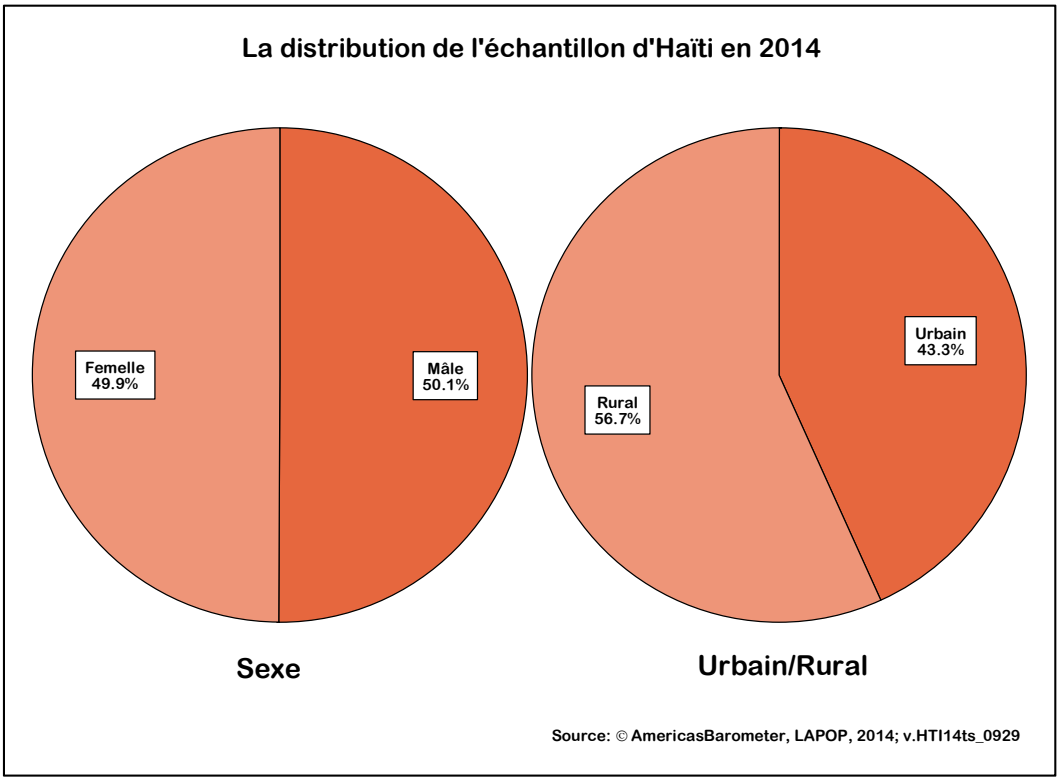
Yankelovich, D. (1974). The new morality: a profile of American youth in the 70s. New York: McGraw-Hill.

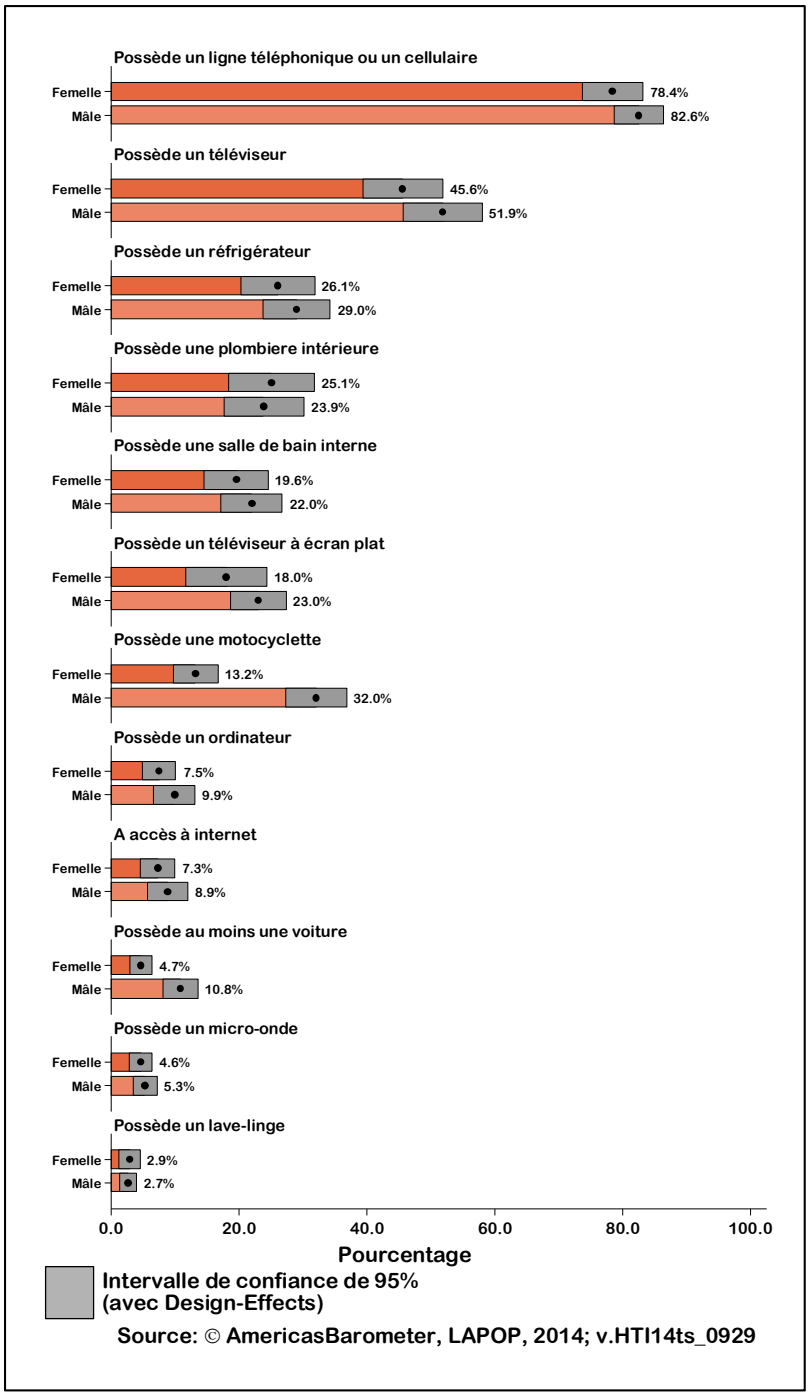
Zechmeister, Elizabeth. 2006. «What's Left and Who's Right? A Q-method Study of Individual and Contextual Influences on the Meaning of Ideological Labels», Political Behavior, 28: 151-173.

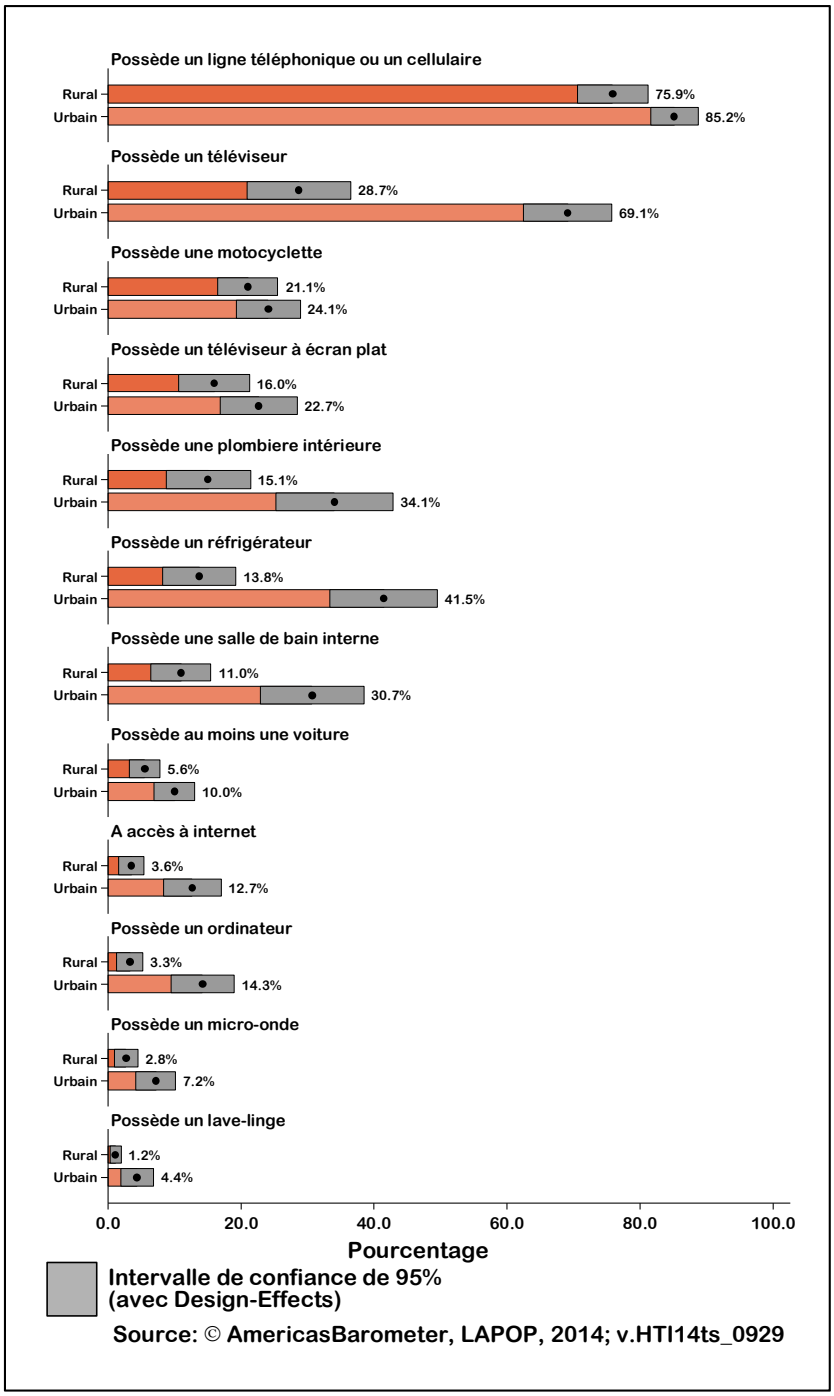
Zizumbo-Colunga, Daniel. 2010. "Explaining Support for Vigilante Justice in Mexico". AmericasBarometer *Insights* 39. Université Vanderbilt: Latin American Public Opinion Project (LAPOP).

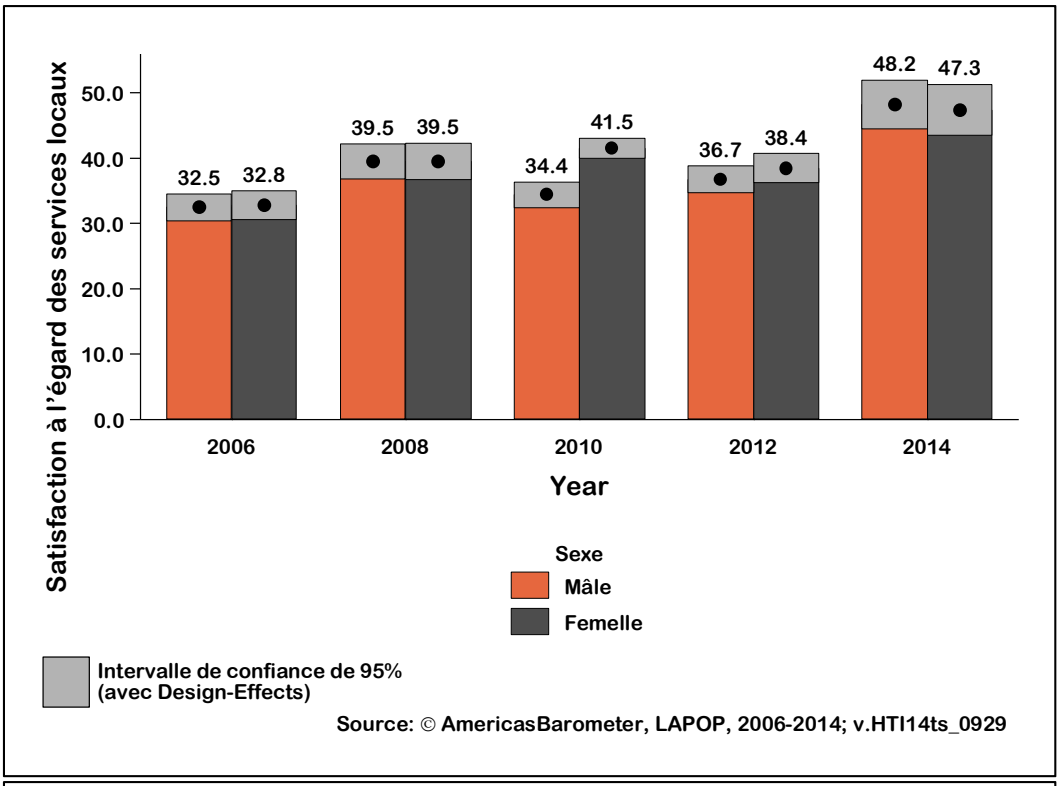
# Annexe

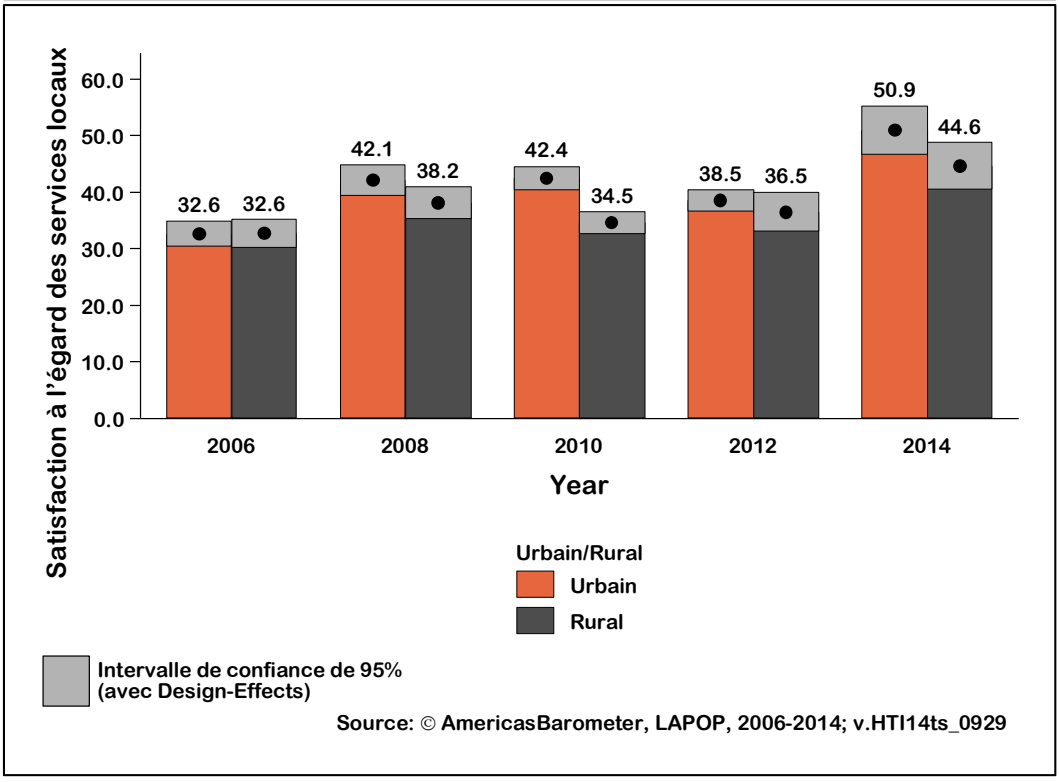
# Annexe A. Les comparaisons selon le sexe et la région de résidence

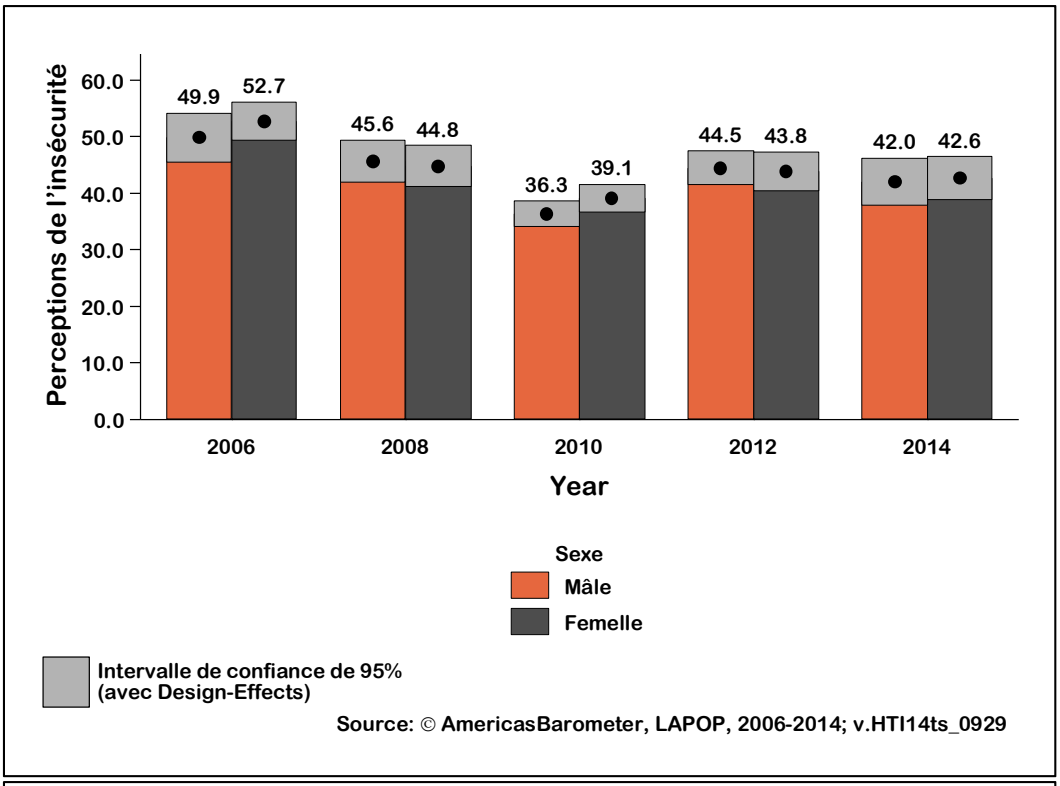


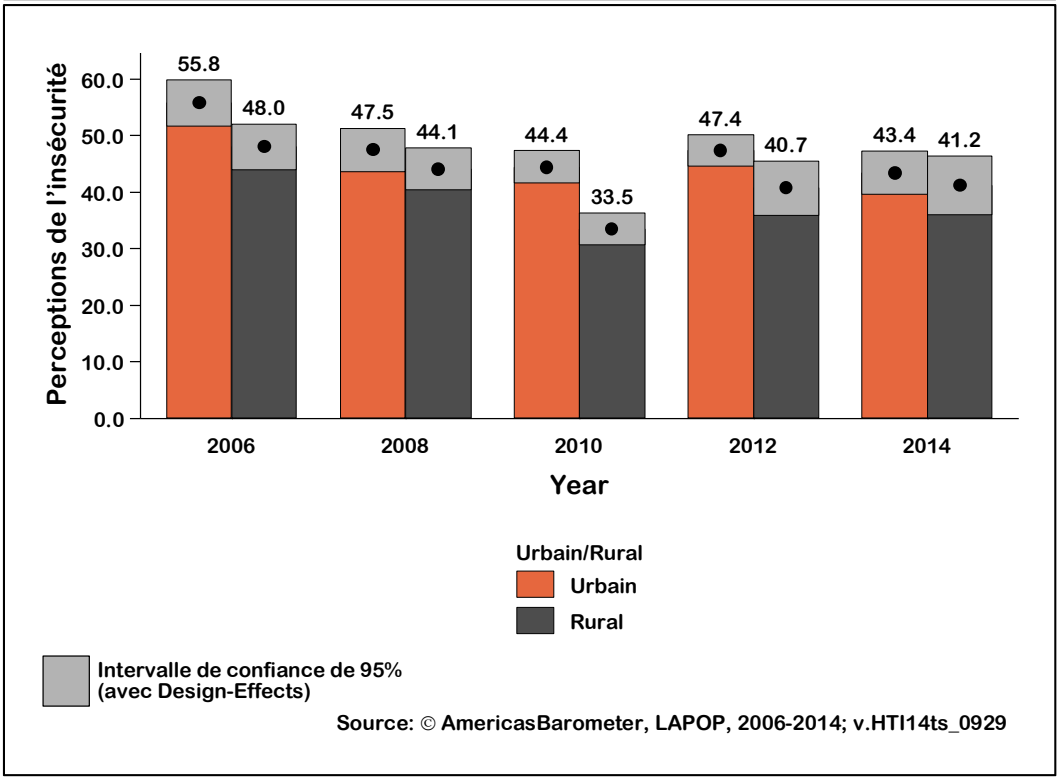

Possède un ligne téléphonique ou un cellulaire
Femelle
Mâle
78.4%
82.6%
Possède un téléviseur
Femelle
Mâle
45.6%
51.9%
Possède un réfrigérateur
Femelle
Mâle
26.1%
29.0%
Possède une plombiere intérieure
Femelle
Mâle
25.1%
23.9%
Possède une salle de bain interne
Femelle
Mâle
19.6%
22.0%
Possède un téléviseur à écran plat
Femelle
Mâle
18.0%
23.0%
Possède une motocyclette
Femelle
Mâle
13.2%
32.0%
Possède un ordinateur
Femelle
Mâle
7.5%
9.9%
A accès à internet
Femelle
Mâle
7.3%
8.9%
Possède au moins une voiture
Femelle
Mâle
4.7%
10.8%
Possède un micro-onde
Femelle
Mâle
4.6%
5.3%
Possède un lave-linge
Femelle
Mâle
2.9%
2.7%
0.0
20.0
40.0
60.0
80.0
100.0
Pourcentage
Intervalle de confiance de 95%
(avec Design-Effects)
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2014; v.HTI14ts_0929

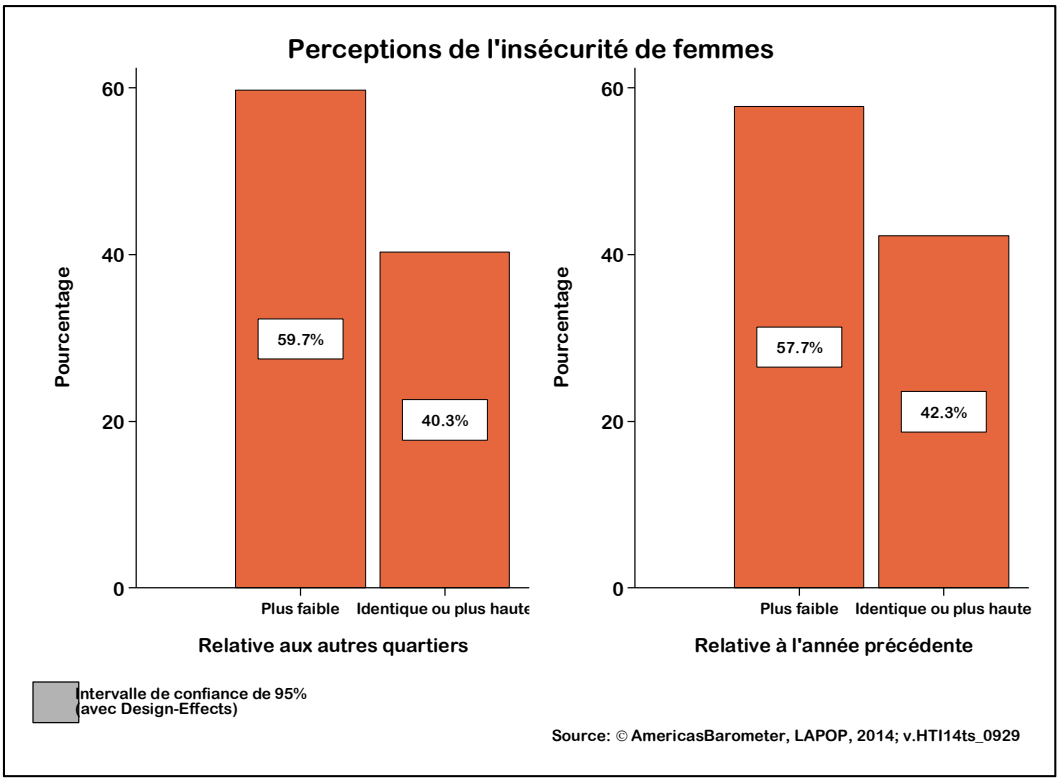

Possède un ligne téléphonique ou un cellulaire
Rural
Urbain
75.9%
85.2%
Possède un téléviseur
Rural
Urbain
28.7%
69.1%
Possède une motocyclette
Rural
Urbain
21.1%
24.1%
Possède un téléviseur à écran plat
Rural
Urbain
16.0%
22.7%
Possède une plombiere intérieure
Rural
Urbain
15.1%
34.1%
Possède un réfrigérateur
Rural
Urbain
13.8%
41.5%
Possède une salle de bain interne
Rural
Urbain
11.0%
30.7%
Possède au moins une voiture
Rural
Urbain
5.6%
10.0%
A accès à internet
Rural
Urbain
3.6%
12.7%
Possède un ordinateur
Rural
Urbain
3.3%
14.3%
Possède un micro-onde
Rural
Urbain
2.8%
7.2%
Possède un lave-linge
Rural
Urbain
1.2%
4.4%
0.0
20.0
40.0
60.0
80.0
100.0
Pourcentage
Intervalle de confiance de 95%
(avec Design-Effects)
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2014; v.HTI14ts_0929

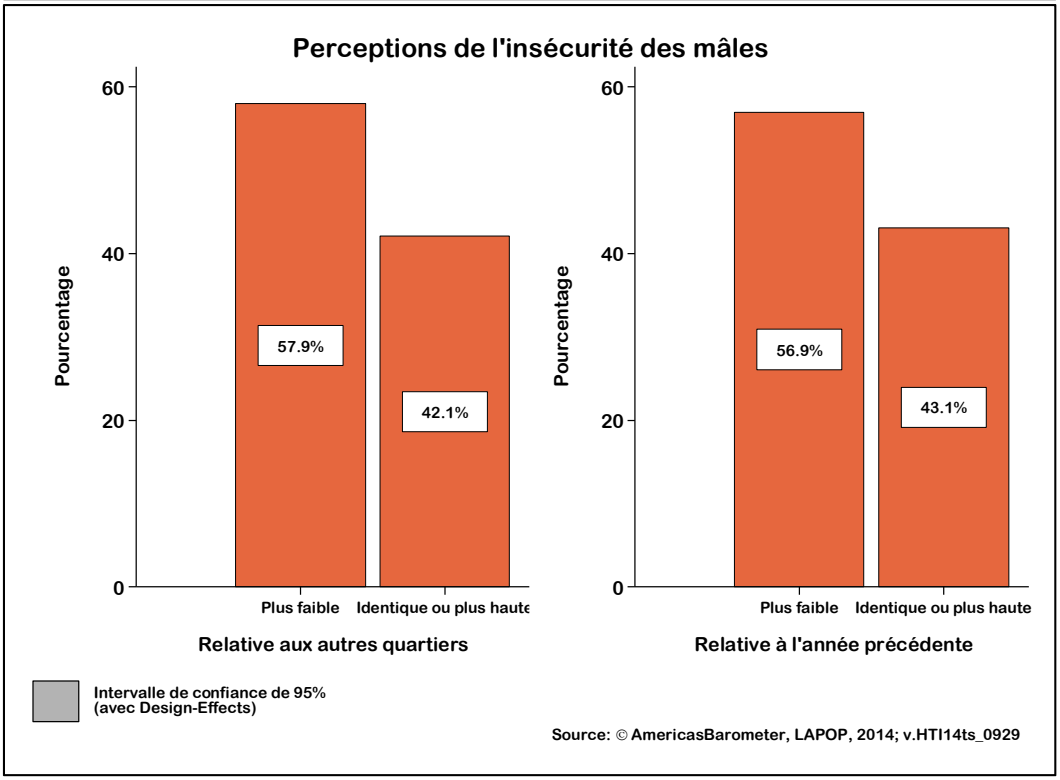

Satisfaction à l'égard des services locaux
50.0
40.0
30.0
20.0
10.0
0.0
32.5
32.8
39.5
39.5
34.4
41.5
36.7
38.4
48.2
47.3
2006
2008
2010
2012
2014
Year
Sexe
Mâle
Femelle
Intervalle de confiance de 95%
(avec Design-Effects)
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2006-2014; v.HTI14ts_0929

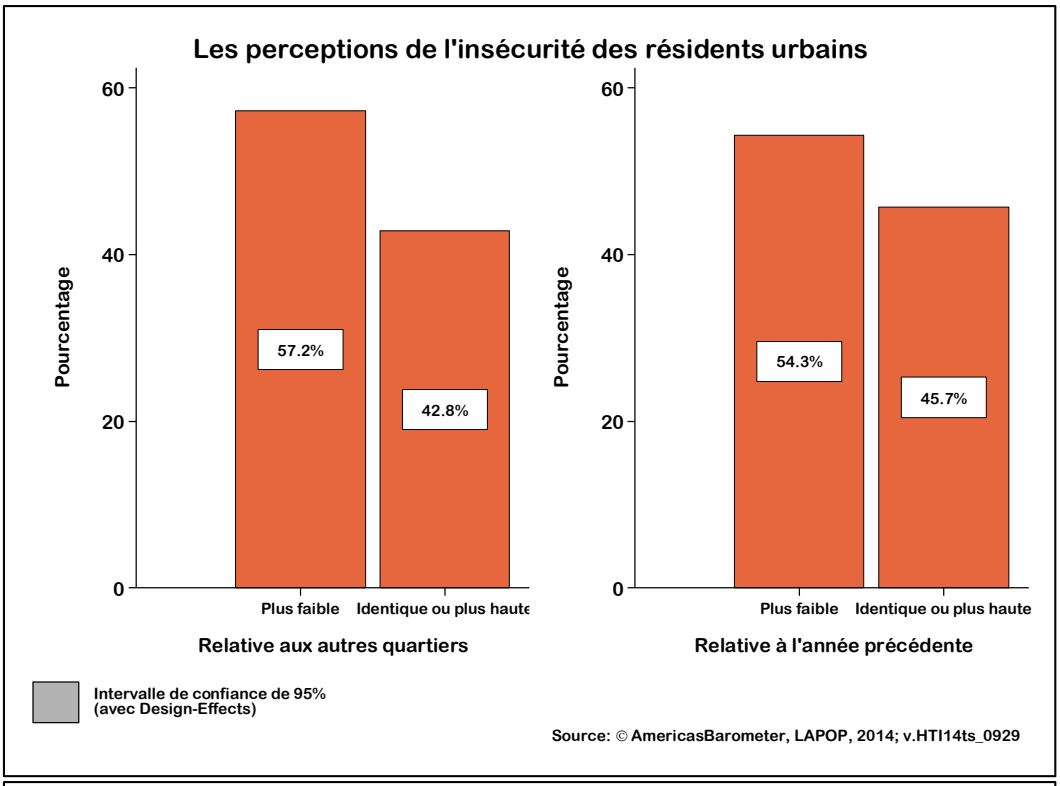

Satisfaction à l'égard des services locaux
60.0
50.0
40.0
30.0
20.0
10.0
0.0
32.6
32.6
42.1
38.2
42.4
34.5
38.5
36.5
50.9
44.6
2006
2008
2010
2012
2014
Year
Urbain/Rural
Urbain
Rural
Intervalle de confiance de 95%
(avec Design-Effects)
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2006-2014; v.HTI14ts_0929

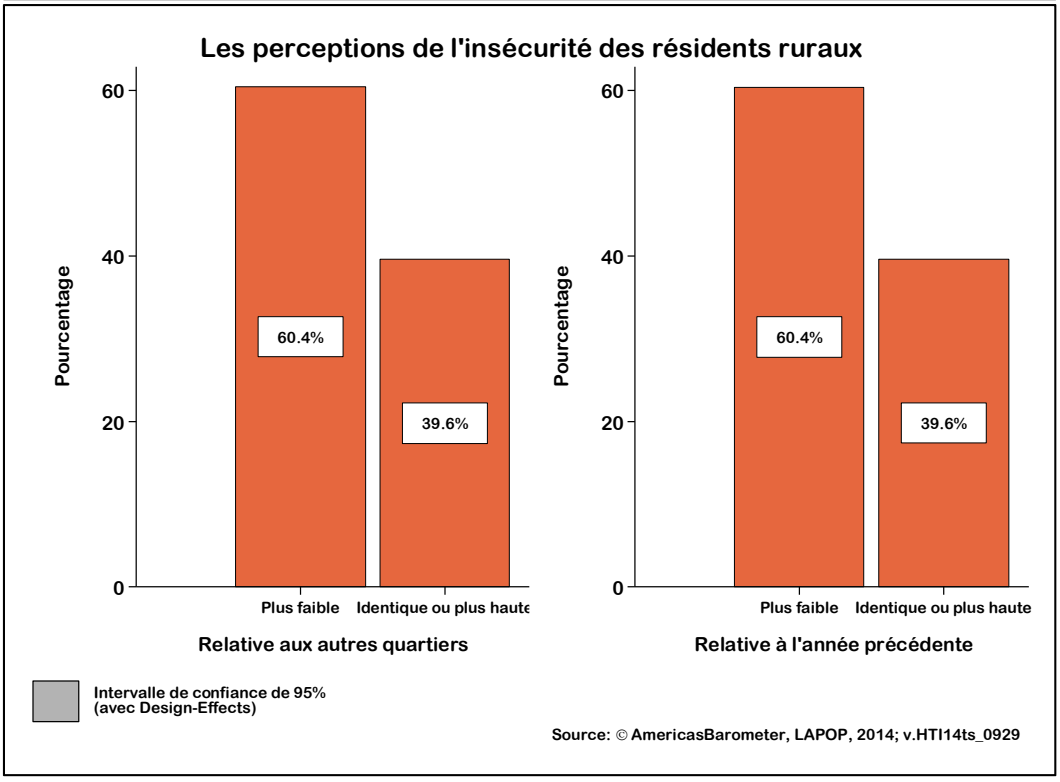

Perceptions de l'insécurité
60.0
50.0
40.0
30.0
20.0
10.0
0.0
49.9
52.7
45.6
44.8
36.3
39.1
44.5
43.8
42.0
42.6
2006
2008
2010
2012
2014
Year
Sexe
Mâle
Femelle
Intervalle de confiance de 95%
(avec Design-Effects)
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2006-2014; v.HTI14ts_0929

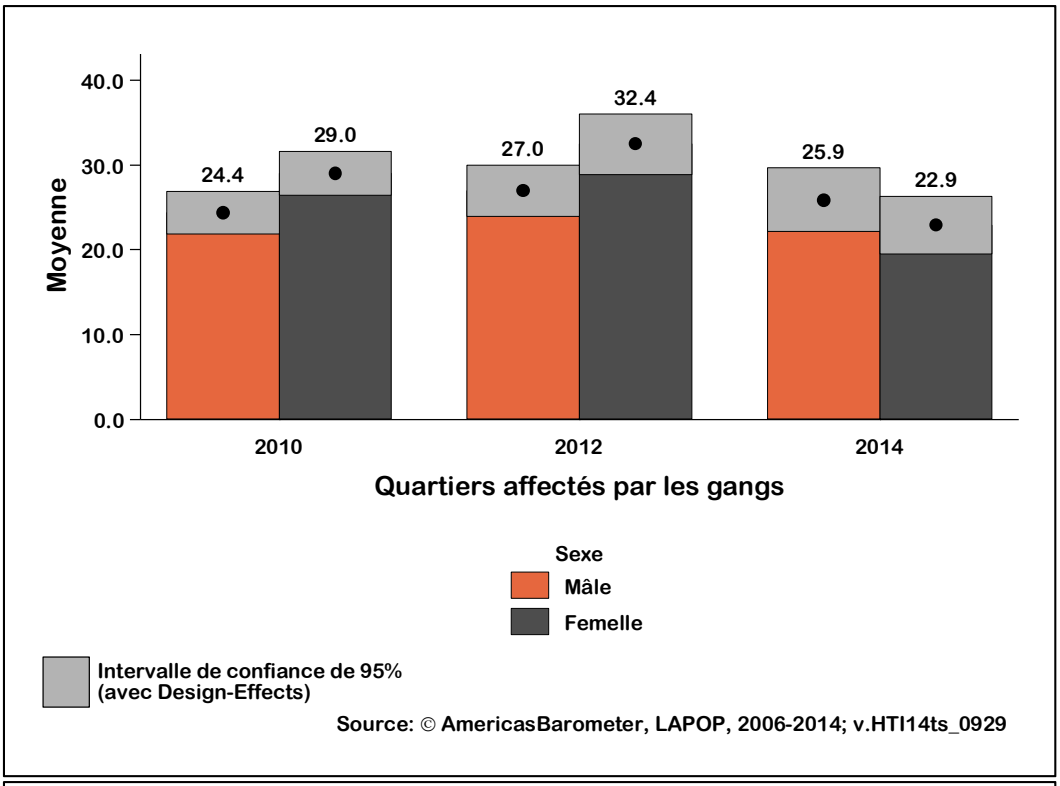

Perceptions de l'insécurité
60.0
50.0
40.0
30.0
20.0
10.0
0.0
55.8
48.0
47.5
44.1
44.4
33.5
47.4
40.7
43.4
41.2
2006
2008
2010
2012
2014
Year
Urbain/Rural
Urbain
Rural
Intervalle de confiance de 95%
(avec Design-Effects)
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2006-2014; v.HTI14ts_0929

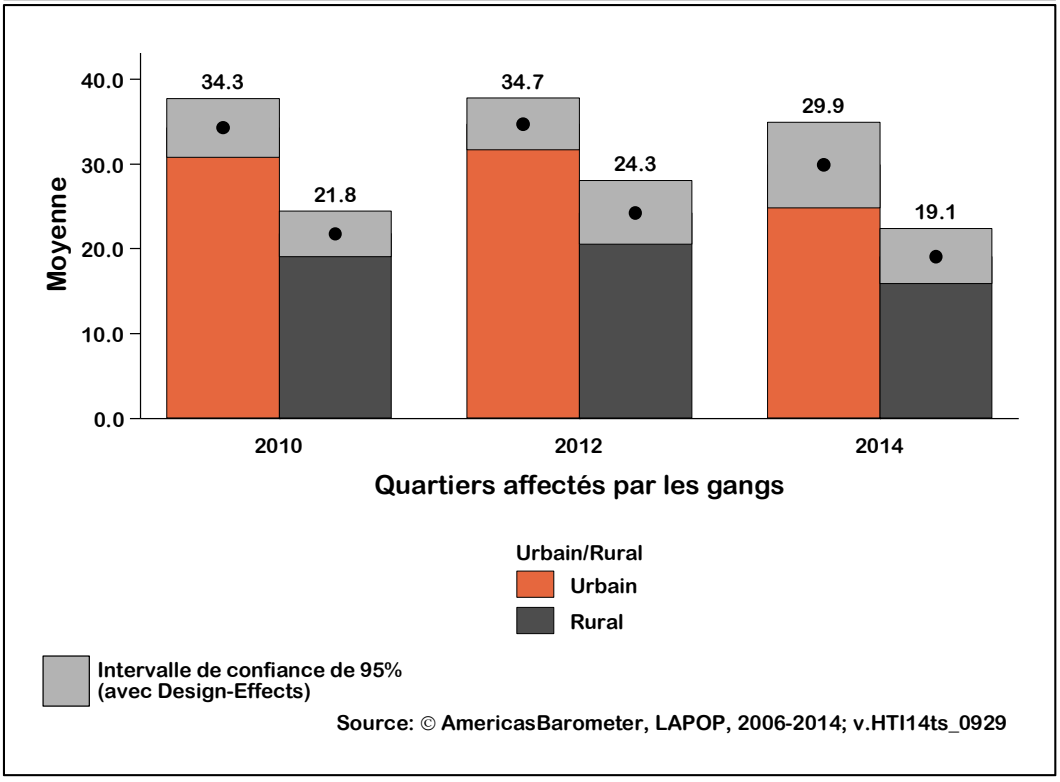

Perceptions de l'insécurité de femmes
Pourcentage
60
40
20
0
59.7%
40.3%
Plus faible
Identique ou plus haute
Relative aux autres quartiers
57.7%
42.3%
Relative à l'année précédente
Intervalle de confiance de 95%
(avec Design-Effects)
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2014; v.HTI14ts_0929

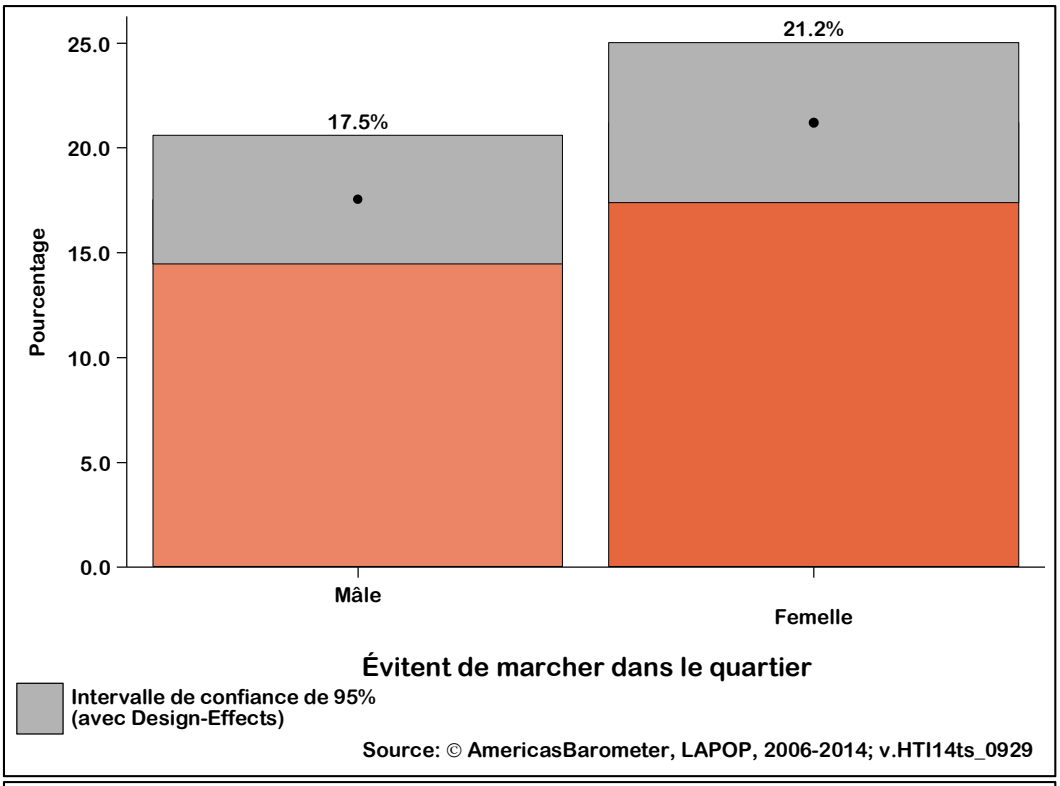

Perceptions de l'insécurité des mâles
Pourcentage
60
40
20
0
57.9%
42.1%
Plus faible
Identique ou plus haute
Relative aux autres quartiers
56.9%
43.1%
Relative à l'année précédente
Intervalle de confiance de 95%
(avec Design-Effects)
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2014; v.HTI14ts_0929

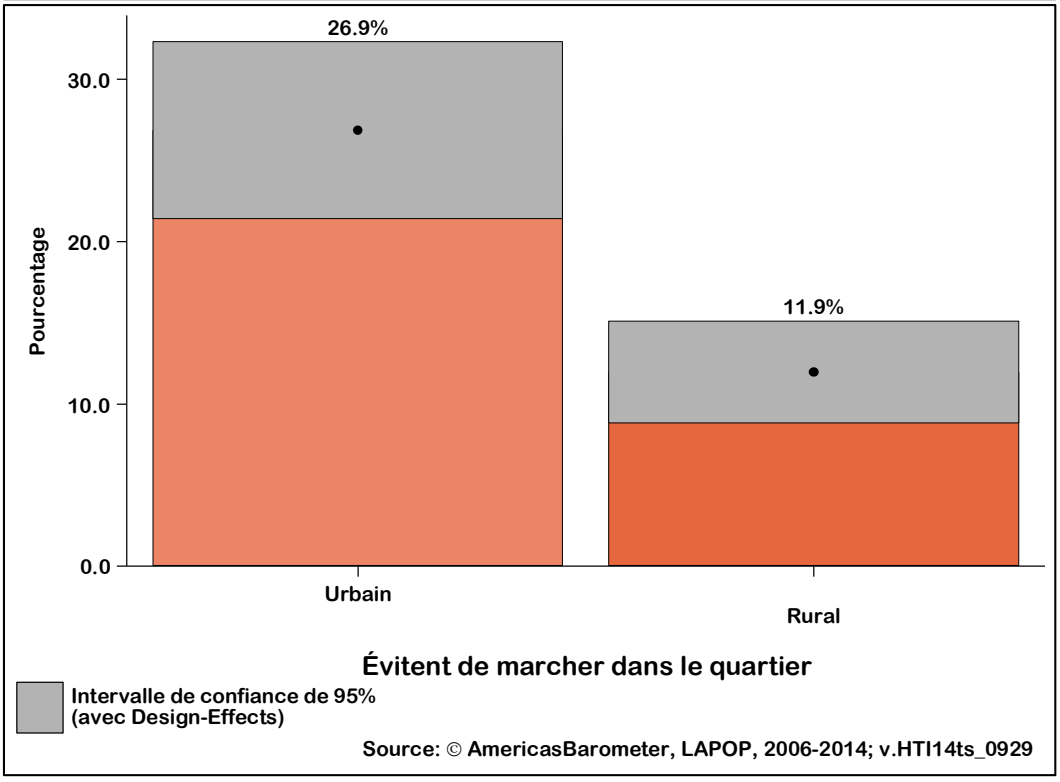

Les perceptions de l'insécurité des résidents urbains
Pourcentage
60
40
20
0
57.2%
42.8%
Plus faible
Identique ou plus haute
Relative aux autres quartiers
54.3%
45.7%
Relative à l'année précédente
Intervalle de confiance de 95%
(avec Design-Effects)
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2014; v.HTI14ts_0929

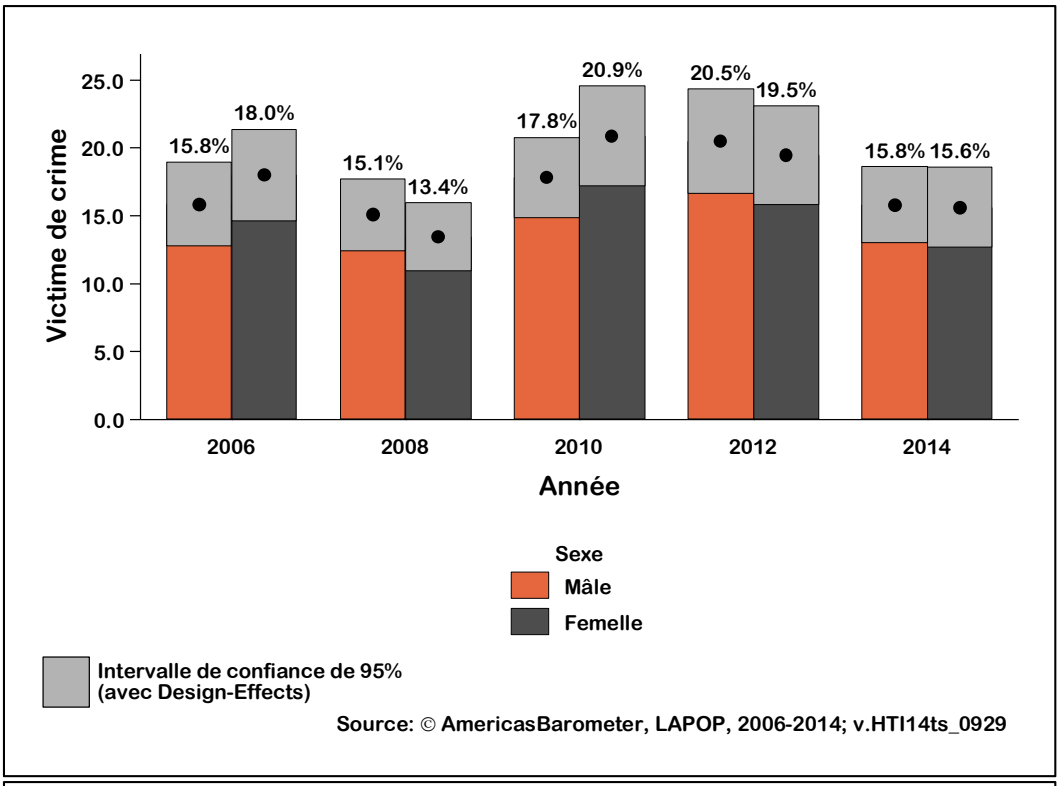

Les perceptions de l'insécurité des résidents ruraux
Pourcentage
60
40
20
0
60.4%
39.6%
Plus faible
Identique ou plus haute
Relative aux autres quartiers
Relative à l'année précédente
Intervalle de confiance de 95%
(avec Design-Effects)
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2014; v.HTI14ts_0929

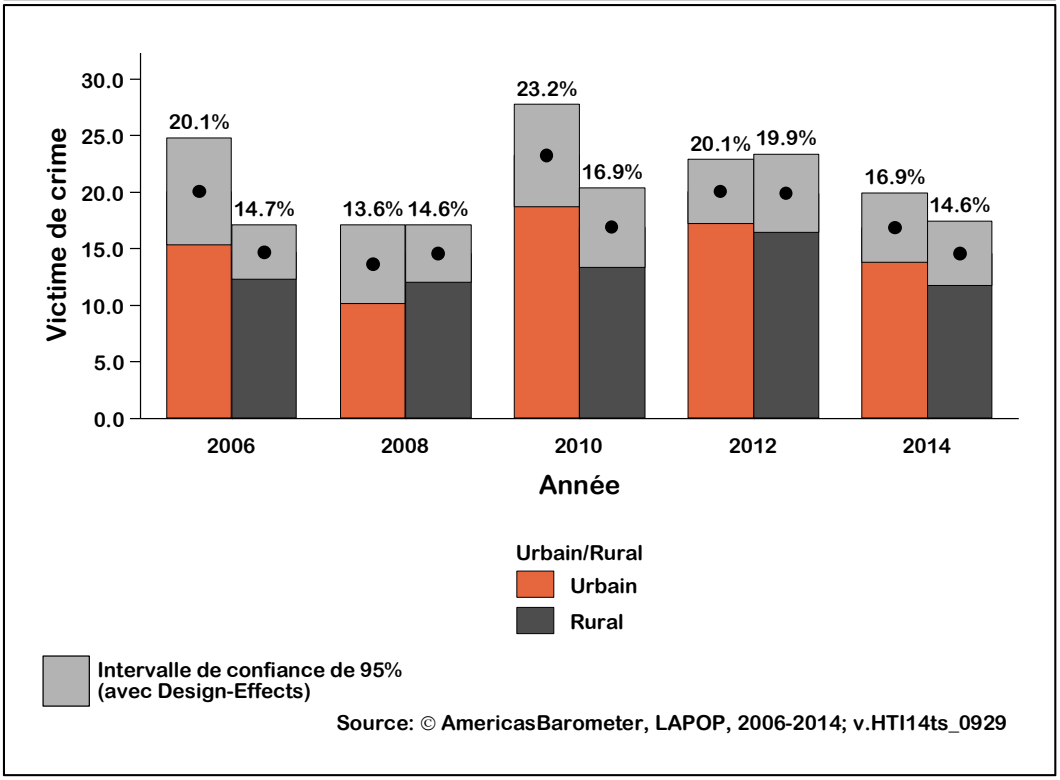

40.0
30.0
20.0
10.0
0.0
Moyenne
24.4
29.0
27.0
32.4
25.9
22.9
2010
2012
2014
Quartiers affectés par les gangs
Sexe
Mâle
Femelle
Intervalle de confiance de 95%
(avec Design-Effects)
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2006-2014; v.HTI14ts_0929


40.0
30.0
20.0
10.0
0.0
Moyenne
34.3
21.8
34.7
24.3
29.9
19.1
2010
2012
2014
Quartiers affectés par les gangs
Urbain/Rural
Urbain
Rural
Intervalle de confiance de 95%
(avec Design-Effects)
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2006-2014; v.HTI14ts_0929

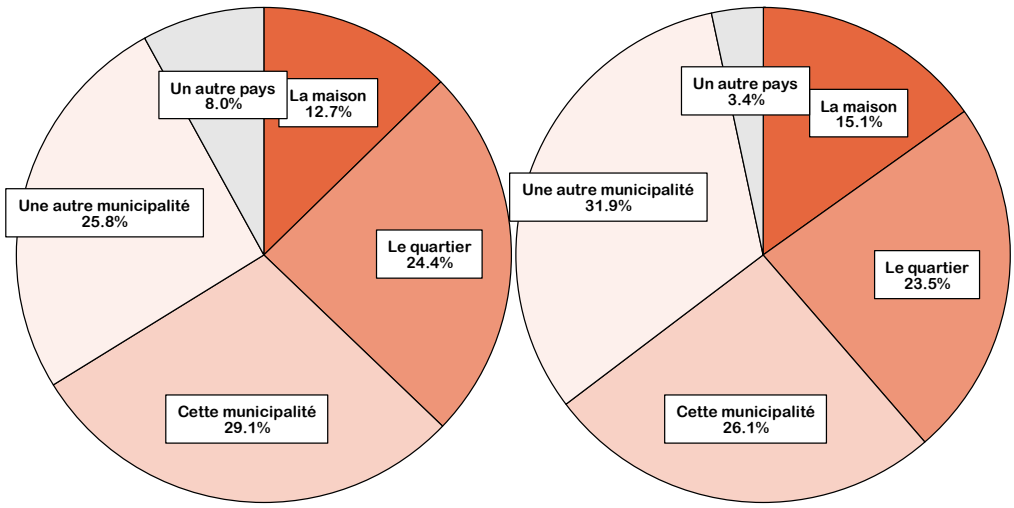

25.0
20.0
15.0
10.0
5.0
0.0
Pourcentage
17.5%
21.2%
Mâle
Femelle
Évitent de marcher dans le quartier
Intervalle de confiance de 95%
(avec Design-Effects)
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2006-2014; v.HTI14ts_0929


30.0
20.0
10.0
0.0
Pourcentage
26.9%
11.9%
Urbain
Rural
Évitent de marcher dans le quartier
Intervalle de confiance de 95%
(avec Design-Effects)
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2006-2014; v.HTI14ts_0929


Victime de crime
25.0
20.0
15.0
10.0
5.0
0.0
15.8%
18.0%
15.1%
13.4%
17.8%
20.9%
20.5%
19.5%
15.8%
15.6%
2006
2008
2010
2012
2014
Année
Sexe
Mâle
Femelle
Intervalle de confiance de 95%
(avec Design-Effects)
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2006-2014; v.HTI14ts_0929


Victime de crime
30.0
25.0
20.0
15.0
10.0
5.0
0.0
20.1%
14.7%
13.6%
14.6%
23.2%
16.9%
20.1%
19.9%
16.9%
14.6%
2006
2008
2010
2012
2014
Année
Urbain/Rural
Urbain
Rural
Intervalle de confiance de 95%
(avec Design-Effects)
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2006-2014; v.HTI14ts_0929

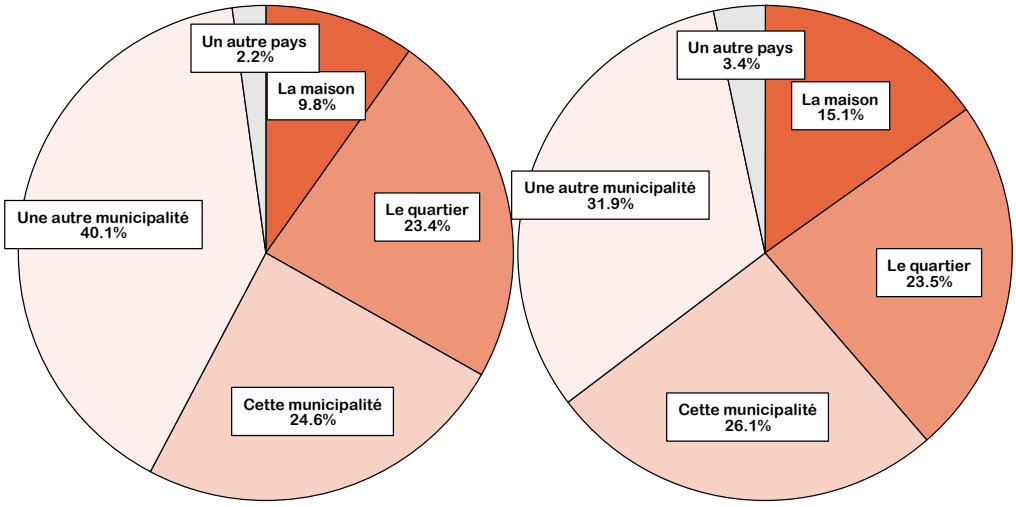
## Lieu du crime victimisation de femmes




2012 2014

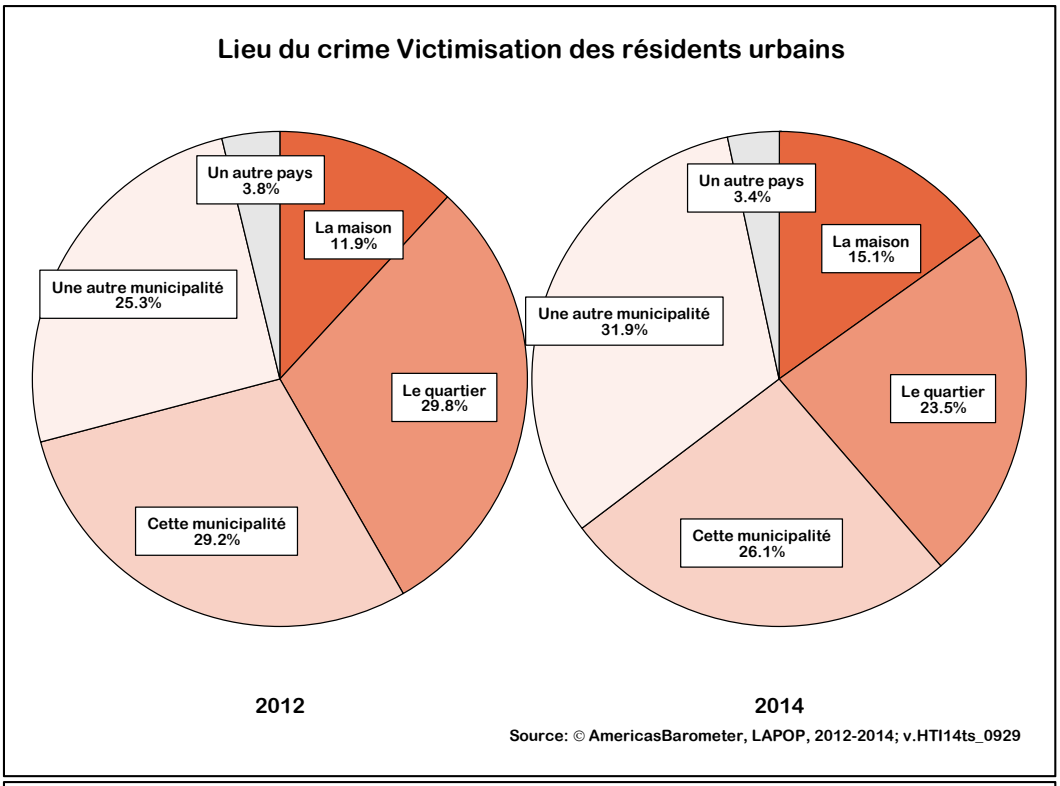
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2012-2014; v.HTI14ts_0929

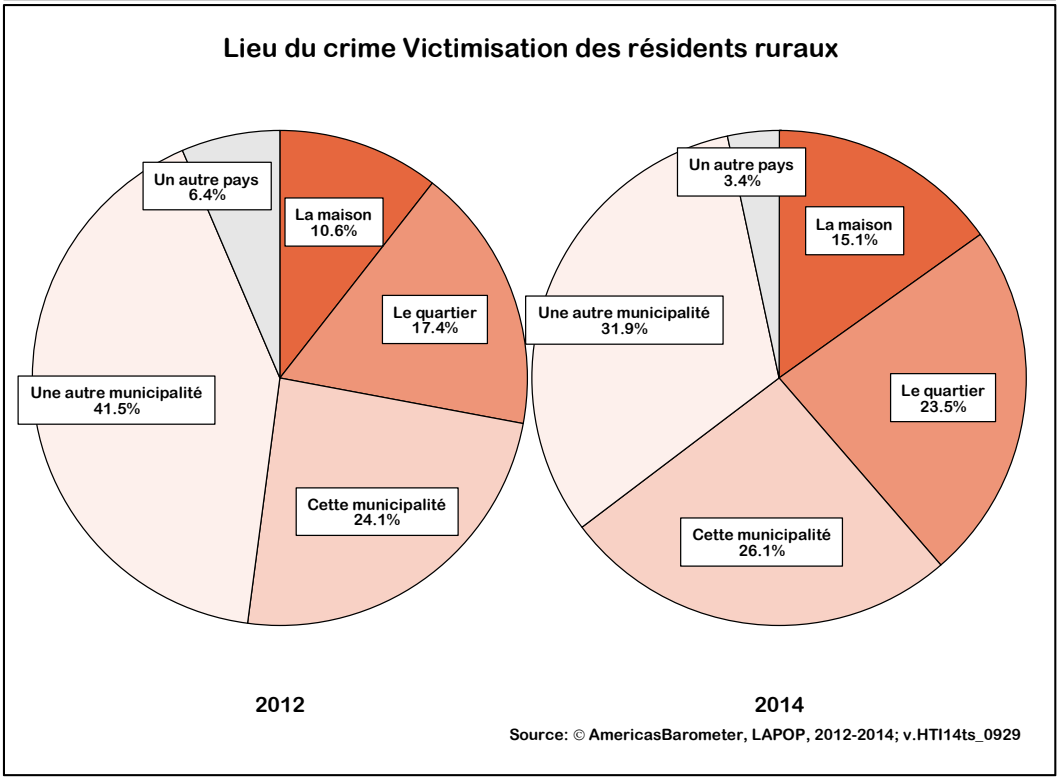
## Lieu du crime victimisation de mâles

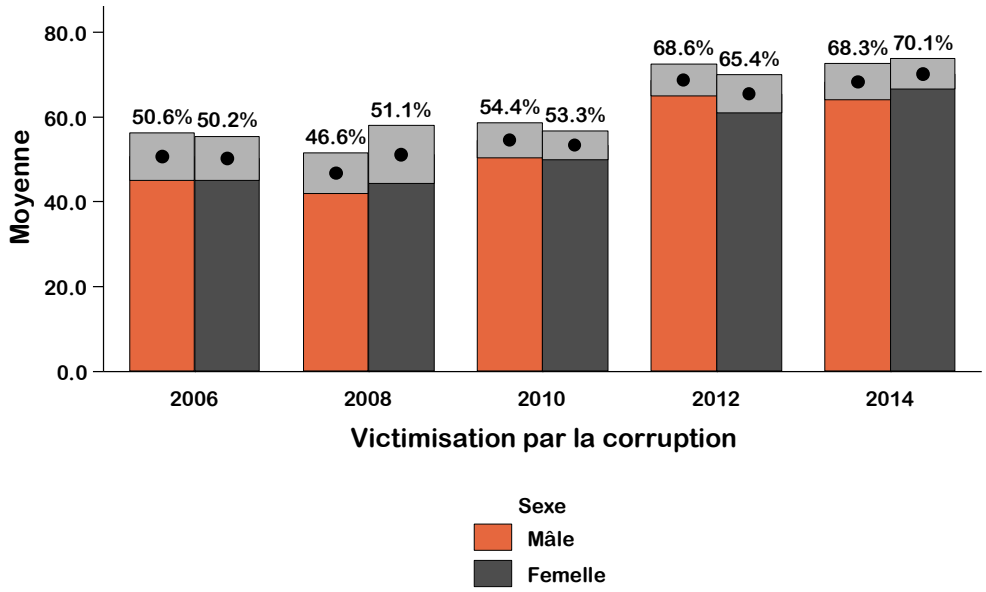



2012 2014

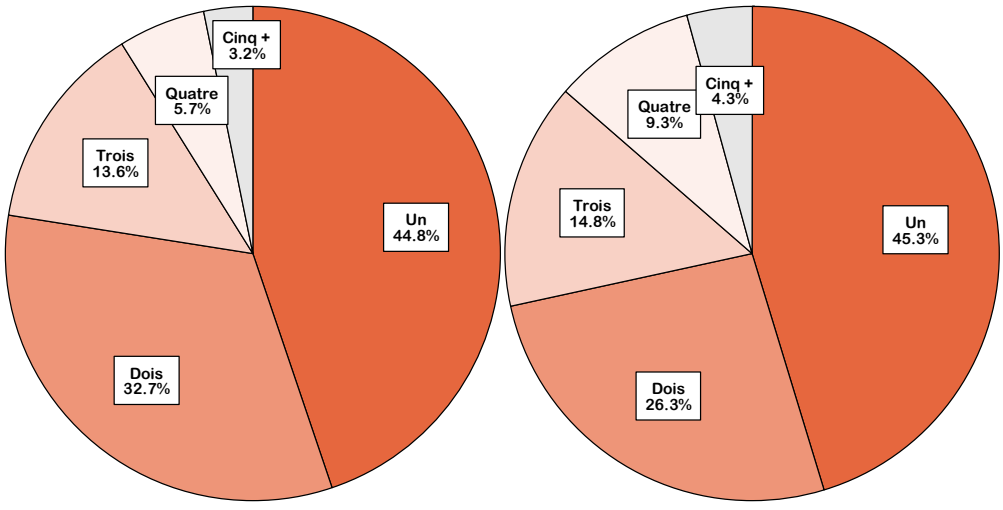
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2012-2014; v.HTI14ts_0929


Lieu du crime Victimisation des résidents urbains
Un autre pays 3.8%
La maison 11.9%
Une autre municipalité 25.3%
Le quartier 29.8%
Cette municipalité 29.2%
Un autre pays 3.4%
La maison 15.1%
Une autre municipalité 31.9%
Le quartier 23.5%
Cette municipalité 26.1%
2012
2014
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2012-2014; v.HTI14ts_0929


Lieu du crime Victimisation des résidents ruraux
Un autre pays 6.4%
La maison 10.6%
Le quartier 17.4%
Une autre municipalité 41.5%
Cette municipalité 24.1%
Un autre pays 3.4%
La maison 15.1%
Une autre municipalité 31.9%
Le quartier 23.5%
Cette municipalité 26.1%
2012
2014
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2012-2014; v.HTI14ts_0929



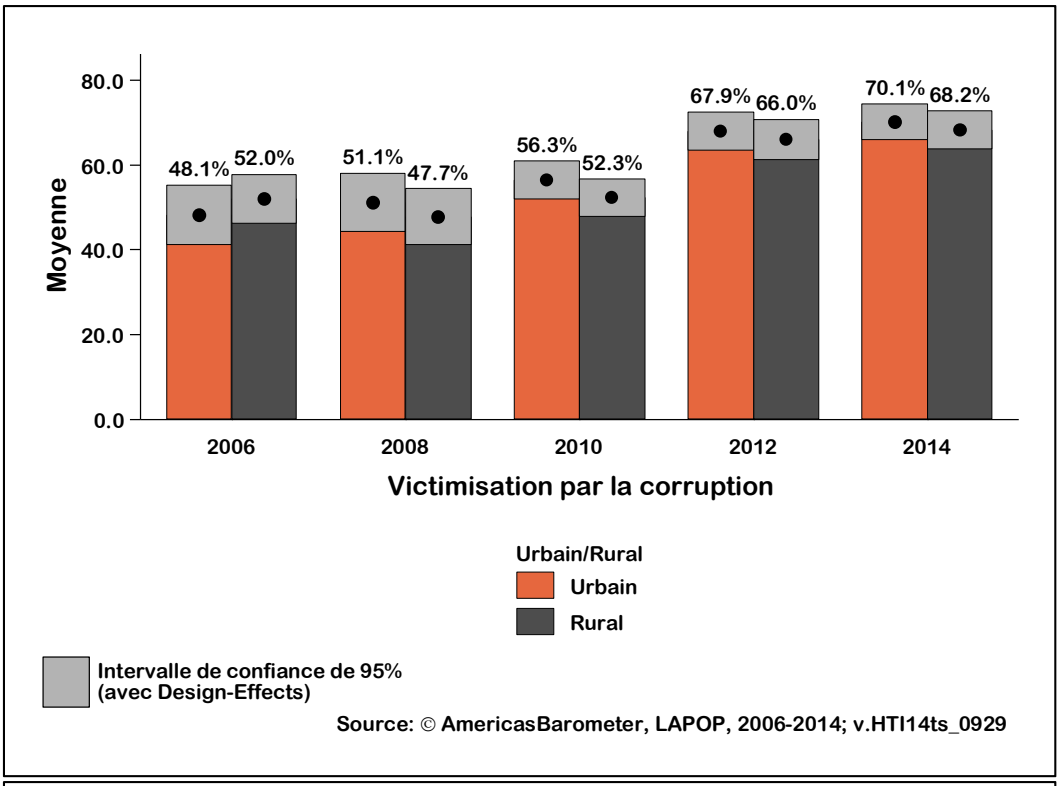

Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2006-2014; v.HTI14ts_0929

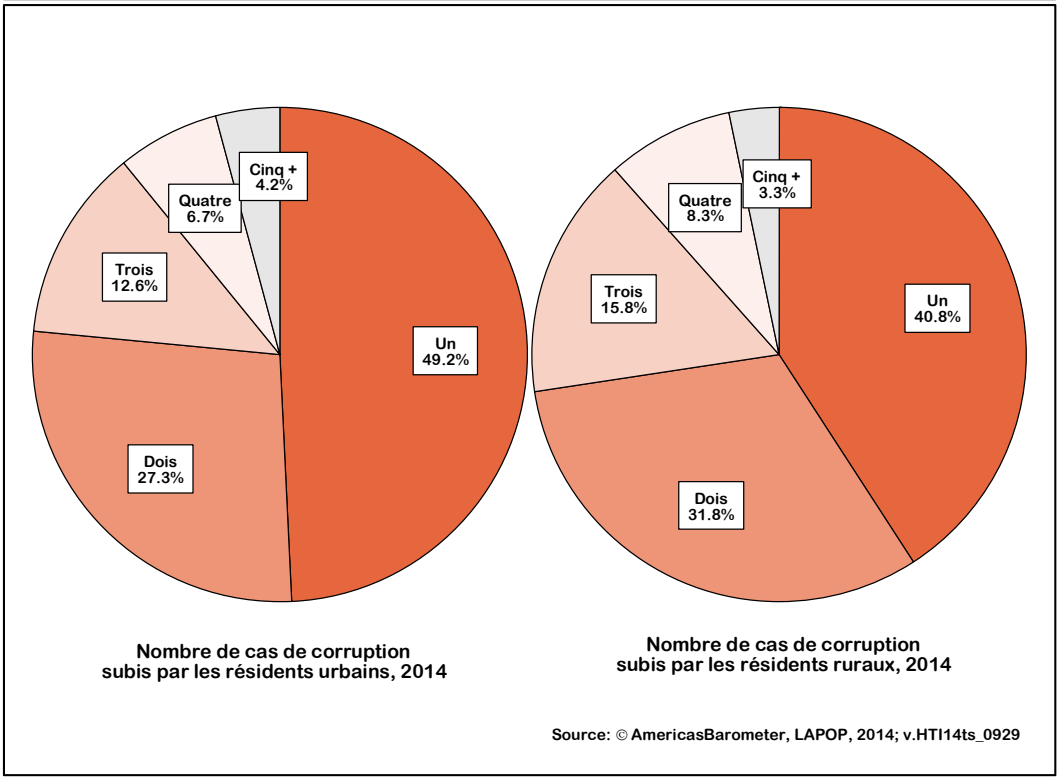


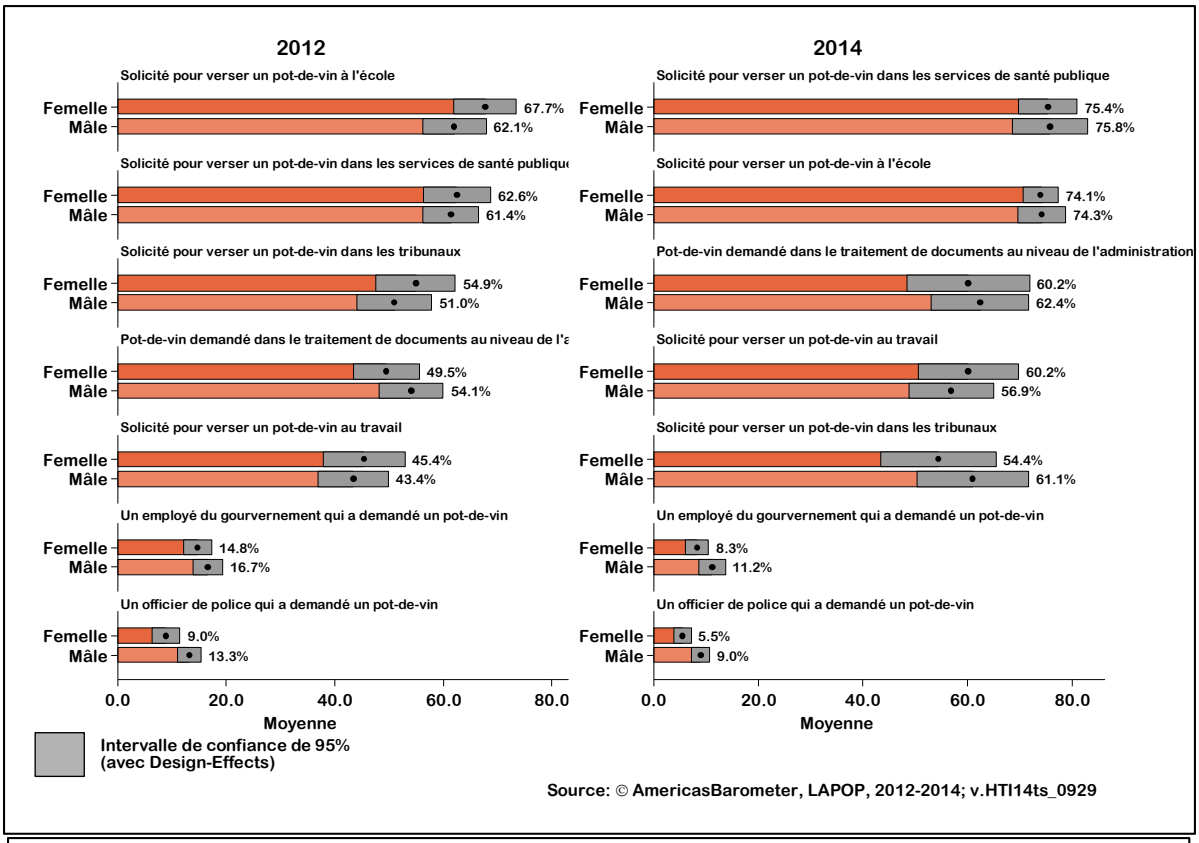

Nombre de cas de corruption subies par les femmes, 2014

Nombre de cas de corruption subies par les mâles, 2014

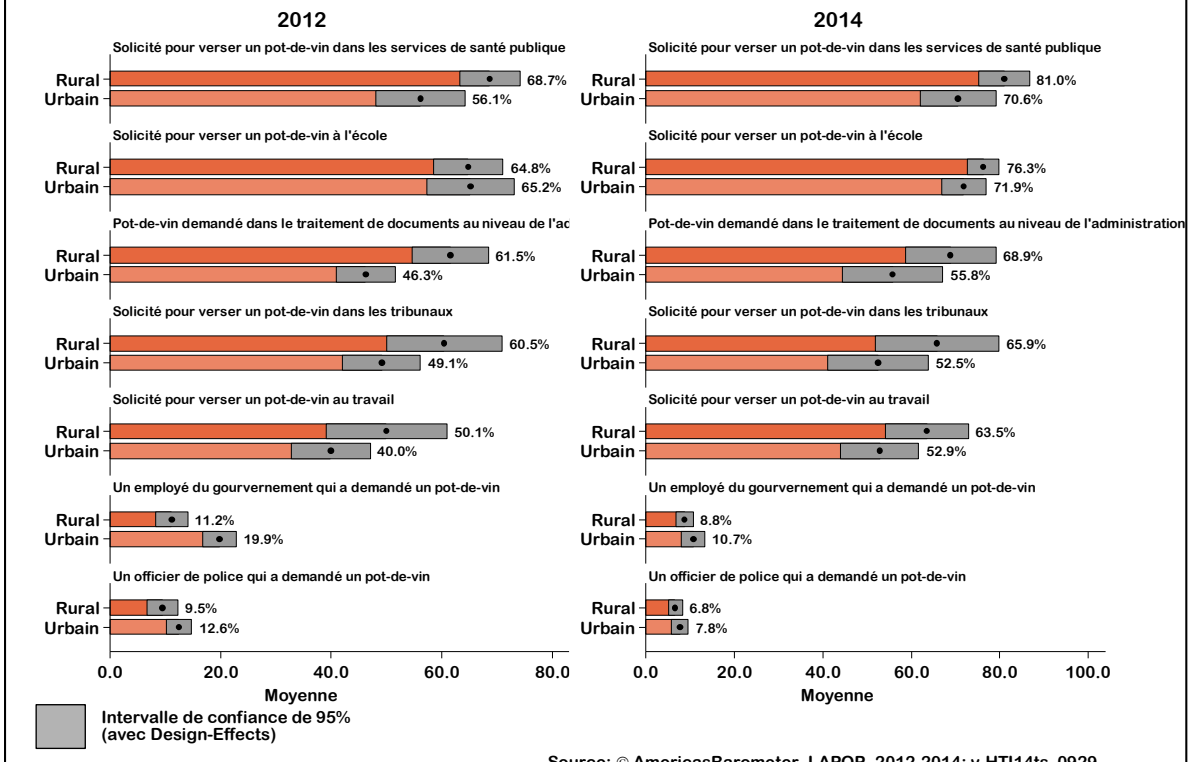
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2014; v.HTI14ts_0929


80.0
60.0
40.0
20.0
0.0
Moyenne
48.1%
52.0%
51.1%
47.7%
56.3%
52.3%
67.9%
66.0%
70.1%
68.2%
2006
2008
2010
2012
2014
Victimisation par la corruption
Urbain/Rural
Urbain
Rural
Intervalle de confiance de 95%
(avec Design-Effects)
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2006-2014; v.HTI14ts_0929

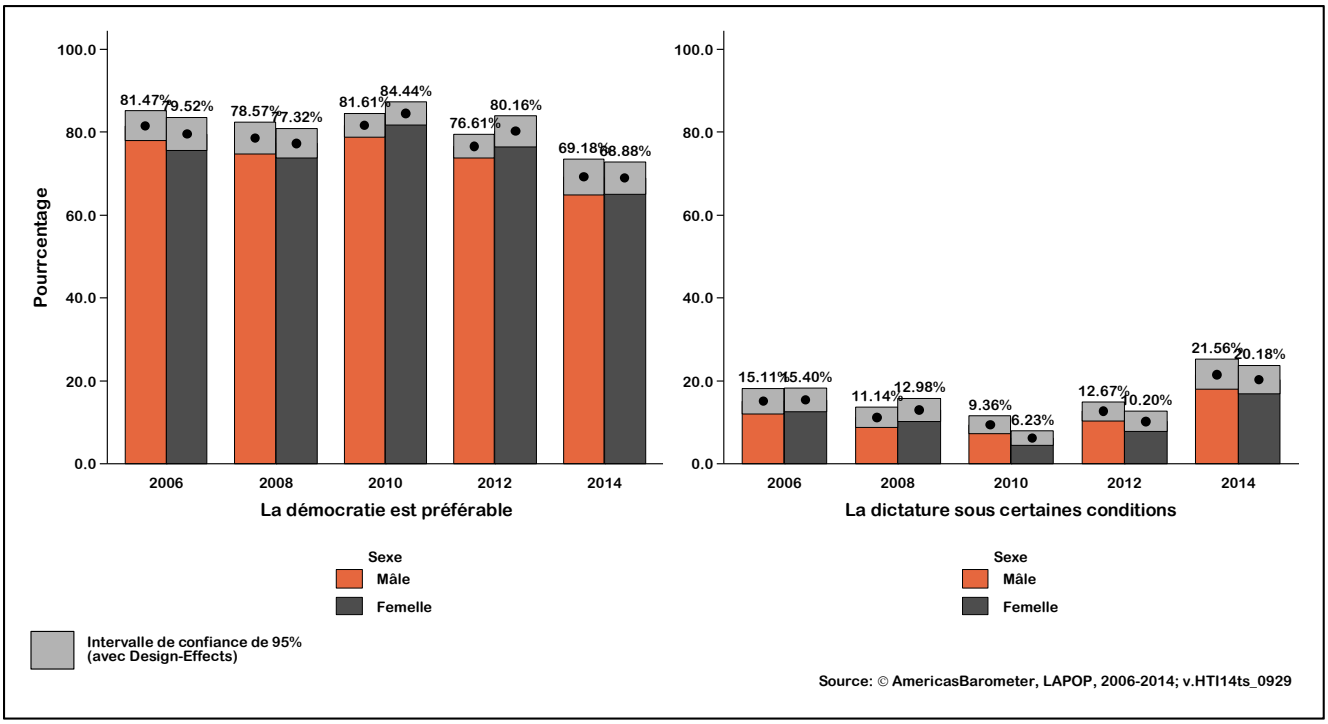

Un
49.2%
Dois
27.3%
Trois
12.6%
Quatre
6.7%
Cinq +
4.2%
Nombre de cas de corruption
subis par les résidents urbains, 2014
Un
40.8%
Dois
31.8%
Trois
15.8%
Quatre
8.3%
Cinq +
3.3%
Nombre de cas de corruption
subis par les résidents ruraux, 2014
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2014; v.HTI14ts_0929

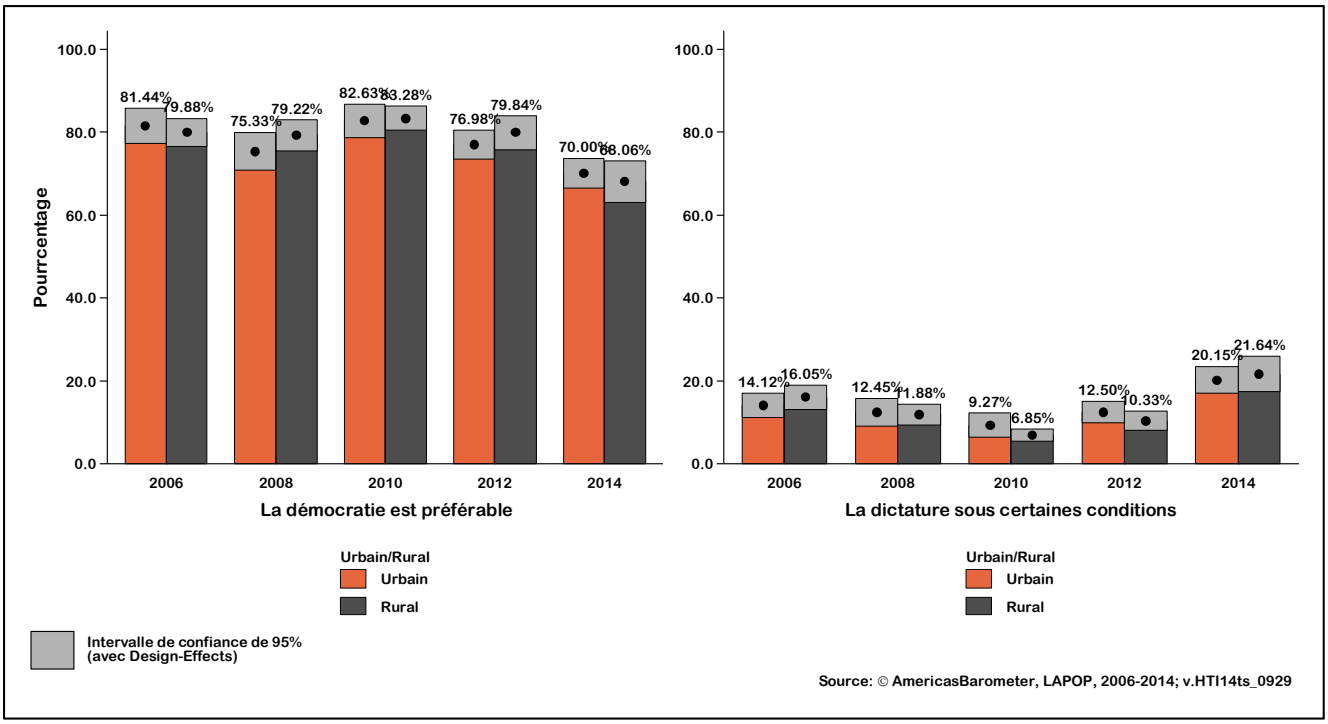



Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2012-2014; v.HTI14ts_0929




Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2012-2014; v.HTI14ts_0929


Pourrcentage
100.0
80.0
60.0
40.0
20.0
0.0
81.47%
79.52%
78.57%
77.32%
81.61%
84.44%
76.61%
80.16%
69.18%
68.88%
2006
2008
2010
2012
2014
La démocratie est préférable
15.11%
15.40%
11.14%
12.98%
9.36%
6.23%
12.67%
10.20%
21.56%
20.18%
La dictature sous certaines conditions
Sexe
Mâle
Femelle
Intervalle de confiance de 95%
(avec Design-Effects)
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2006-2014; v.HTI14ts_0929


Pourrcentage
100.0
80.0
60.0
40.0
20.0
0.0
81.44%
79.88%
75.33%
79.22%
82.63%
83.28%
76.98%
79.84%
70.00%
68.06%
2006
2008
2010
2012
2014
La démocratie est préférable
14.12%
16.05%
12.45%
11.88%
9.27%
6.85%
12.50%
10.33%
20.15%
21.64%
La dictature sous certaines conditions
Urbain/Rural
Urbain
Rural
Intervalle de confiance de 95%
(avec Design-Effects)
Source: © AmericasBarometer, LAPOP, 2006-2014; v.HTI14ts_0929

## Annexe B. Lettre de consentement

24 Fevrye 2014

Mesye/Madam:

Nou te chwazi ou nan yon tirajosò pou ou patisipe nan yon sondaj sou opinion piblik Vanderbilt University ap menmen epi Borge y Asociados ap realize nan peyi a. Objektif etid sa a se pou nou konnen opinyon moun nan peyi a sou diferan kalite pwoblèm lokal ak nasyonal yo. Nou panse realize on seri de prezantasyon, tankou konferans, pou nou ka prezante rezilta rechech sa nap fè a pou moun nan peyi a.

Si ou dakò pou ou patisipe, sondaj sa a pral pran a pe prè 45 minit.

Patisipasyon ou nan sondaj sa a konplètman volontè. Repons ou yo pral rete konfidansyèl. Nou pap mande w kijan ou rele epi moun pap janm konnen ki jan ou reponn keksyon yo. Ou kapab kite kèk kesyon san repons, epi ou kapab sispann entèvyou a nenpòt ki lè.

Si w gen nenpòt keksyon, tanpri kontakte nou nan nimewo telefòn sa a 3891-4529

Nou ap kite nan lèt sa a  nan men w pou ou kapab gade nan li.

Èske w vle patisipe?

# Annexe C. Questionnaire

*Haiti 2014, Version #15.2.3.1 IRB **Approval: 110627***

## LAPOP: Haiti, 2014

© Vanderbilt University 2014. All rights reserved.

| | |
|---|---|
| **PAIS. Country**:<br>01. Meksik \| 02. Gwatemala \| 03. Salvadò \| 04. Ondiras \| 05. Nikaragwa<br>06. Kosta Rika \| 07. Panama \| 08. Kolonbi \| 09. Ekwatè \| 10. Bolivi<br>11. Pewou \| 12. Paragwey \| 13. Chili \| 14. Irigwey \| 15. Brezil<br>16. Venezyela \| 17. Ajantin \| 21. Dominikani \| **22. Ayiti** \| 23. Jamayik<br>24. Giyànn \| 25. Trinidad \| 26. Beliz \| 40. Letazini \| 41. Kanada<br>27. Sirinam \| 28. Baamas \| 29. Babad | **22** |
| **IDNUM.** Nimewo keksyonè a **[Pou ekri nan biwo a]** | \|__\|__\|__\|__\|__\| |
| **ESTRATOPRI:**<br>(2201) Zòn metwopolitèn<br>(2202) Rejyon 1 (Nò-Nòdwès-Nòdès)<br>(2003) Rejyon 2 (Sant-Latibonit)<br>(2204) Rejyon 3 (Lwès)<br>(2205) Rejyon 4 (Sid-Sidès-Grandans/Nip) | \|__\|__\|__\|__\|__\| |
| **ESTRATOSEC. Gwosè komin nan [popilation ki gen laj pou vote daprè recensman. Chanje selon peyi a. Se pou nou itilize nimewo strata apwopriye e ran popilatyon]**<br>(1) Gwo (plis pase 100,000) (2) mwayen (25,000-100,000)<br>(3) Piti (<25,000) | \|__\| |
| **CORRIDOR:** (1) Zòn nò (2) Zòn Potoprens (3) Zòn Senmak<br>(4) Lót zòn nan peyi a | |
| **UPM [Inite Primè Echantiyon, nòmalman se mem bagay ak Komin]**_____ | \|__\|__\|__\| |
| **PROV. Depatman**:_____ | **22**\|__\|__\| |
| **MUNICIPIO. Komin:** _____ | **22**\|__\|__\| |
| **HAISEKSYON. Seksyon Kominal**: _____ | \|__\|__\| |
| **HAISEC. Zòn [**optionel**]** _____ | \|__\|__\|__\| |
| **HAISEGMENTO. Segman** Recensman [Kod Oficiel Recensman an] _____ | \|__\|__\|__\| |
| **CLUSTER.** [Pwen echantiyon an Dènye pwen echantiyon]: _____<br>[Chak pwen echantiyon dwe genyen 6 antrevi: sipèvizè sou teren an dwe bay chak anketè kle pal] | \|__\|__\| |
| **UR.** (1) Lavil (2) Seksyon kominal **[Itilize menm definityon ki itilize pou recensman nan peyi a]** | \|__\|__\| |
| **TAMANO. Gwosè zòn nan:**<br>(1) Kapital Nasyonal (metwopolitèn) (2) Gwo vil (3) Vil mwayèn<br>(4) Ti vil (5) Seksyon kominal | \|__\| |
| **IDIOMAQ. Lang ankèt la:** (14) Kreyòl | \|__\| |
| **Lè ak minit ankèt la kòmanse:** _____:_____ | \|__\|__\|__\|__\| |
| **FECHA. Dat ankèt la Jou**: ____ **Mwa:**_____ **Lane**: 2014 | \|__\|__\|__\|__\| |

**Èske w viv nan kay sa a?**
Wi → Kontinye
Non → Di moun nan mèsi epi fini ankèt la
**Èske w se yon sitwayen ayisyen oswa genyen rezidans nan peyi D Ayiti?**
Wi → Kontinye
Non → Di moun nan mèsi epi fini ankèt la
**Kilaj ou? [Kontinye sèlman si moun nan genyen pou pi piti 18 ane]**
Wi → Kontinye
Non → Di moun nan mèsi epi fini ankèt la

**REMAK: Li ENPOTAN POU LI LÈT KONSANTMAN ANVAN OU KOMANSE ANKÈT LA**

| | |
|---|---|
| **Q1**. **[Ekri, pa mande keksyon an]** Seks: (1) Gason (2) Fanm | \|__\| |
| **Q2Y.** Nan Ki lane ou te fet? ----------Ane (8888) PK (9888) PA | \|__\|__\|__\|__\| |
| **LS3.** Pou komanse, jeneralman, eske w satisfè ak lavi w? Eske w ta di ke w …**[Li repons yo]**<br>(1) Trè satisfè (2) On ti jan satisfè (3) On ti jan pa satisfè<br>(4) Pa satisfè di tou (88) Pa konnen (98) Pa reponn | \|__\|\|__\| |

**A4**. Daprè ou menm, ki saw panse ki **pi gwo pwoblèm** peyi a? **[Pa Li repons yo, ekri yon sèl repons]** \|___\|___\|

| | | | |
|---|---|---|---|
| Pa genyen dlo | 19 | Enpinite | 61 |
| Move wout | 18 | Lavi chè, enflasyon | 02 |
| Lagè | 30 | Politisyen yo | 59 |
| Koripsyon | 13 | Move gouvènman, absans leta | 15 |
| Pa gen kredi | 09 | Debwazman/Pwoblèm sou keksyon anvironman | 10 |
| Krim, ensekirite, vyolans | 05 | Migrasyon | 16 |
| Vyolasyon dwa moun | 56 | Trafik dwòg | 12 |
| Chomaj/Pa gen travay | 03 | Gang, chimè | 14 |
| linegalite sosyal | 58 | Povrete/lamizè | 04 |
| Malnitrisyon | 23 | Pwotestasyon popilè (manifestasyon, grèv, e latriye.) | 06 |
| Deplasman pa lafòs | 32 | Manke sèvis lasante | 22 |
| Dèt ak lòt peyi | 26 | Anlèvman, kidnapin | 31 |
| Diskriminasyon | 25 | Pa gen sekirite | 27 |
| Dwòg | 11 | Zak teroris | 33 |
| Pwoblèm ekonomik, kriz ekonomik | 01 | Pa gen tè pou plante | 07 |
| Pa gen ledikasyon, move kalite ledikasyon | 21 | Pwoblèm transpò | 60 |
| Pa gen elektrisite (Kouwan EDH) | 24 | Vyolans | 57 |
| Ogmantasyon popilasyon an | 20 | Pa gen kay | 55 |
| Lagè kont teroris | 17 | Pran swen moun ki blese nan tranbleman tè a | 63 |
| Rekonstwi peyi a apre tranbleman tè a | 62 | Lòt bagay | 70 |
| PK | 88 | PR | 98 |

**SOCT2.** Eske w konsidere sitiyasyon ekonomik **peyi a** nan moman sa a vin: pi bon, menm jan oswa pi mal pa rapò a **12 mwa ki fèk sot pase yo**? \|___\|___\|
(1) Pi bon (2) Menn jan (3) Pi mal (88) Pa konnen (98) Pa reponn

**IDIO2.** Eske w konsidere **pwòp** sitiyasyon ekonomik pa w nan moman sa a pi bon, menm jan oswa pi mal pa rapò a 12 mwa ki fèk sot pase yo? \|___\|___\|
(1) Pi bon (2) Menn jan (3) Pi mal (88) Pa konnen (98) Pa reponn

An nou pale de lakomin...

| | |
|---|---|
| **NP1**. Eske w te patisipe nan yon asanble kominal oswa reyinyon majistra yo te fè nan 12 mwa ki fèk sot pase yo?<br>(1) Wi (2) Non (88) Pa konnen (98) Pa reponn | \|___\|___\| |
| **NP2.** Eske w te mande èd oswa ou te prezante yon petisyon nan biwo majistra a oswa yon fonksyonè lakomin nan 12 mwa ki fèk sot pase yo?<br>(1) Wi (2) Non (88) Pa konnen (98) Pa reponn | \|___\|___\| |
| **SGL1**. Eske w ta di sèvis lakomin ap bay moun yo…? **[Li repons yo]**<br>(1) Trè bon (2) bon (3) ni bon ni mal (4) mal (5) Trè mal<br>(88) Pa konnen (98) Pa reponn | \|___\|___\| |

Konnye a, ann pale lòt bagay.Pafwa, moun yo ak kominote yo gen pwoblèm yo pa kapab rezoud pou kont yo. Konsa, yo ale mande èd oswa koperasyon nan yon biwo leta osinon nan men yon fonksyonè leta.

| | |
|---|---|
| **CP4A** Pou rezoud pwoblèm ou yo, èske w te ale mande èd osinon koperasyon nan men. Yon majistra, kazèk oswa delege?<br>(1) Wi (2) Non (88) Pa konnen (98) Pa reponn | \|___\|___\| |
| **CP5m**. Pou rezoud pwoblem ou yo eske w te mande èd osinon koperasyon nan men yon Ayisyen nan dyaspora oswa yon òganizasyon ke yon Ayisyen nan dyaspora ap dirije<br>(1) Wi (2) Non (88) Pa konnen (98) Pa reponn | \|___\|___\| |

| | Yon fwa pa semèn | Yon oswa de fwa pa mwa | Yon oswa de fwa pa lane | Pa janm fè sa | PK | PR | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **CP5**. Kounya, ann pale lòt bagay, nan 12 mwa ki fèk sot pase yo, èske w te ede pou rezoud kèk pwoblèm nan kominite/zòn pa w la oswa yon pwoblèm vwazen nan katye a? Tranpri, eske w kapab **di mwen si w te fè sa**: yon fwa pa semèn, yon oswa de fwa pa mwa, yon oswa de fwa pa lane oswa ou pa janm fè sa nan 12 mwa ki fèk sot pase yo. | 1 | 2 | 3 | 4 | 88 | 98 | |

Kounya, mwen pral bay yon lis gwoup ak òganizasyon. Tranpri, eske w kapab di mwen chak ki lè ou te asiste nan reyinyon òganizasyon sa yo: yon fwa pa semèn, yon oswa de fwa pa mwa, yon oswa de fwa pa lane ou byen ou pa janm fè sa. **[Repete "yon fwa pa semen", "Yon oswa de fwa pa mwa", " yon oswa de fwa pa lane", oswa "pa janm fè sa" pou ede moun nan reponn keksyon yo]**

| | Yon fwa pa semèn | Yon oswa de fwa pa mwa | Yon oswa de fwa pa lane | Pa janm fè sa | PK | PR | PA | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **CP6**. Reyinyon gwoup legliz ou byen òganizasyon relijye? Eske w te asiste… | 1 | 2 | 3 | 4 | 88 | 98 | | |
| **CP7.** Reyinyon asosyasyon paran nan lekòl ou byen kolèj? Eske w te asiste… | 1 | 2 | 3 | 4 | 88 | 98 | | |
| **CP8**. Reyinyon komite amelyorasyon pou kominote a (Komite Katye oswa asosyasyon Kominotè)? Eske w te asiste… | 1 | 2 | 3 | 4 | 88 | 98 | | |
| **CP13**. Reyinyon pati politik ou byen mouvman politik? Eske w te asiste… | 1 | 2 | 3 | 4 | 88 | 98 | | |
| **CP20. [Sèlman pou fanm]** Reyinyon gwoup oswa òganizasyon fanm oswa fanm lakay? Eske w te asiste… | 1 | 2 | 3 | 4 | 88 | 98 | 99 | |

**IT1**. Kounya, ann pale de moun isit yo, eske w ka di mwen ki valè konfyans ou genyen nan moun nan kominote a/zòn nan…? **[Li repons yo]** |___|___|
(1) Anpil konfyans (2) konfyans (3) Pa anpil konfyans
(4) Ankenn konfyans (88) PK (98) PR

**[Bay li kat "A"]**

**L1** Ann pale lòt koze.... Nan paj sa a genyen yon nechèl 1-10 ki soti lagòch pou ale ladwat. 1 vle di "lagòch" epi 10 vle di "ladwat". Nan jou sa yo, lè moun yo pale de tandans politik, yo pale de moun ki gen plis panchan pou lagòch ak moun ki gen plis panchan pou ladwat. Daprè w ki sa mo lagòch ak ladwat vle di pou ou lè w panse ak tandans politik pa ou, ki bò ou tap mete tèt ou sou nechèl la? Montre nimewo ki pi prè posisyon w lan.

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | **PK 88** | **PR 98** | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Lagòch** | | | | | | | | | **Ladwat** | | | |

**[PRAN KAT "A"]**

**PROT3.** Nan **12 mwa** ki fèk sot pase yo, eske w te patisipe nan yon manifestasyon oswa pwotestasyon piblik?
(1) Wi **[Kontinye]** (2) Non **[Ale Nan JC10]** (88) PK **[Ale Nan JC10]** (98) PR **[Ale Nan JC10]**

**Y4.** Ki objectif manifestasyon an oswa pwotestasyon te genyen? **[PA LI REPONS YO. SELMAN MAKE ON SEL REPONS. Si moun nan te patisipe nan plis pase on manifestasyon, mande li pou reponn sou dènye manifestasyon an, Si manifestasyon an te gen plizyè objektif, mande li poul di ou sa ki pi impotan an]**. |___|___|
(1) Rezon Economik (pa gen travay, lavi che, pagen opotinite)
(2) Edikasyon (pagen opòtinite, ekolaj chè, move kalite, politik edikasyon)
(3) Rezon Politik (manifestasyon kont yon lwa, kont pati politik, kont yon kandida, ekslizyon, koriptyon)
(4) Pwoblèm insekirite (krime, gangs, ataches)
(5) Dwa Moun
(6) Pwoblèm Anvironman
(7) Mankman nan Sevis Piblik
(8) Lòt rezon
(88) PK
(98) PR (99) PA

**BOLPROT3.** Manifestasyon oswa pwotestasyon ou te patisipe a sete en favè oswa kont gouvènman an? |___|___|
(1) En favè Gouvènman an
(2) Kont Gouvènman an
(3) **[Pa Li]** Ni en favè ni kont Gouvènman an
(4) **[Pa Li]** Pafwa en favè pafwa kont gouvènman an
(88) PK
(98) PR
(99) PA

**HAIPROT1**. Ann panse ak manifestasyon ou te patisipe ladan yo a ane pase a, eske kèk moun te ofri w kèk bagay tankou manje osinon lòt benefis pou w te ale nan manifestasyon sa? Eske sa te pase, souvan, pafwa oswa jamè? |___|___|
(1) Souvan
(2) Pafwa
(3) Jamè (yo pa janm ofrim anyen)
(88) PK
(98) PR
(99) PA

Konnye a, ann pale lòt bagay. Gen kèk moun ki di nan kèk sikonstans, ta gen rezon sifizan pou lapolis nasyonal pran pouvwa a pa yon koudeta. Daprè ou menm, eske ta gen rezon pou yon koudeta pa lapolis nan sikonstans sa yo ? **[Li repons yo apre chak keksyon]**

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **JC10**. Lè gen anpil krim. | (1) Li ta gen rezon sifizan pou lapolis pran pouvwa a | (2) Li pa ta gen rezon sifizan pou lapolis pran pouvwa a | (88) PK | (98) PR | |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **JC13**. Lè gen anpil koripsyon. | (1) Li ta gen rezon sifizan pou lapolis pran pouvwa a | (2) Li pa ta gen rezon sifizan pou lapolis pran pouvwa a | (88) PK | (98) PR | \|___\|___\| |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **JC15A.** Eske w kwè ke lè peyi a ap fè fas ak yon moman trè difisil kapab genyen rezon sifizan pou Prezidan an fèmen Lachanm ak Sena a epi gouvène san Lachann ak Sena a? | (1) Wi, kapab genyen rezon | (2) Non, pa kapab genyen rezon | (88) PK | (98) PR | \|___\|___\| |

| | |
|---|---|
| **VIC1EXT**. Konnye a, ann pale lòt bagay, èske w te viktim kèk zak kriminèl nan 12 mwa ki sot pase yo? Sa vle di, eske w te viktim yon vòl, kase kay, agresyon, fwod, chantaj, kraponnay, eskokri, anlèvman oswa kidnapin, menas vyolan oswa<br>nenpòt lòt kalite krim nan 12 mwa ki sot pase yo?<br>(1) Wi **[Kontinye]** (2) Non **[Ale nan VIC1HOGAR]** (88) PK **[Ale nan VIC1HOGAR]**<br>(98) PR **[Ale nan VIC1HOGAR ]** | \|___\|___\| |
| **VIC1EXTA.** Konbyen fwa ou te viktim yon zak kriminèl nan 12 mwa ki sot pase yo?<br>**[Ekri konbyen fwa]**_____ (88) PK (98) PR (99) PA | \|___\|___\| |
| **VIC2**. Ann panse sou dènye fwa ou te victim nan 12 mwa ki sot pase yo, ki kalite zak kriminèl ou te viktim nan? **[Li repons yo]**<br>(1) Yo volè w san zàm nan men yo epi **san** agresyon oswa menas fisik<br>(2) Yo volè w san zàm nan men yo epi **ak** agresyon oswa menas fisik<br>(3) Yo volè w ak zàm nan men yo<br>(4) Yo te bat w oswa blese men yo pat volè w<br>(5) Yo eseye osinon fè kadejak sou ou<br>(6) Anlèvman, kidnapin<br>(7) Domaj<br>(8) Kase kay ou/Volè kèk bagay nan lakay ou<br>(10) Yo te estòsyone w<br>(11) **[Pa Li]** Yon lòt bagay rive w<br>(88) PK (98) PR (99) Pa aplike (pat viktim) | \|___\|___\| |
| **VIC2AA.** Èske w kapab di mwen, ki kote w te viktim dènye zak kriminèl la? **Li repons yo]**<br>(1) Lakay ou<br>(2) Nan katye bò lakay ou<br>(3) Nan komin sa a /seksyon kominal sa a<br>(4) Nan yon lòt komin / lòt seksyon kominal<br>(5) Nan yon lòt peyi<br>(88) PK (98) PR (99) Pa aplike | \|___\|___\| |
| **VIC1HOGAR.** Eske genyen yon lòt moun kap viv nan kay sa a ki te viktim kèk zak kriminèl nan 12 mwa ki fèk sot pase yo? Sa vle di, eske yon lòt moun k-ap viv nan kay sa a te viktim yon vòl, kase kay, agresyon, fwod, chantaj, kaponnay, ekskokri, anlèvman oswa kidnapin, menas vyolan oswa nenpòt lòt kalite krim nan 12 mwa ki fèk sot pase yo?<br>(1) Wi (2) Non (88) PK (98) PR (99) PA (habite pou kont li) | \|___\|___\| |

| | |
|---|---|
| **POLE2N.** An jeneral, eske ou trè satisfè, satisfè, ontijan pa satisfè, pa satisfè ditou avèk jan polis ap fè travay li nan zòn kote ou rete?<br>**[Si moun nan di pa gen polis, ekri «4», pa satisfè ditou]**<br>(1) Trè satisfè (2) Satisfè (3) ontijan pa satisfè (4) Pa satisfè ditou<br>(88) PK (98) PR | \|___\|___\| |
| **AOJ11**. Ann pale de kote oswa zòn wap viv la. Ann panse ki posiblite pou w ta viktim yon zak kriminèl, eske w santi w : toujou an sekirite, preske toujou an sekirite, pa toujou an sekirite, osinon pa janm an sekirite?<br>(1) Toujou an sekirite (2) Preske toujou an sekirite (3) Pa toujou an sekirite<br>(4) Pa janm an sekirite (88) PK (98) PR | \|___\|___\| |

| | |
|---|---|
| **PESE1.** Eske w panse nivo vyolans kounye a nan zòn wap viv, pi ro, menm nivo oswa pi ba ke nivo vyolans nan lòt zòn?<br>(1) Pi ro (2) Menm Nivo (3) Pi ba (88) PK (98) PR | \|___\|___\| |
| **PESE2.** Eske ou panse Nivo vyolans kounyea a **nan zòn wap viv**, **pi ro**, **menm nivo** oswa **pi ba** ke nan 12 denye mwa ki sot pase yo?<br>(1) Pi wo (2) Menm Nivo (3) Pi ba (88) PK (98) PR | \|___\|___\| |

| | |
|---|---|
| **AOJ17.** Nan ki nivo w kwè katye bò lakay ou afekte pa gang? Eske ou ta di: Anpil, on ti jan, pa anpil oswa pa di tou?<br>(1) Anpil (2) On ti jan (3) Pa anpil (4) Pa di tou (88) PK (98) PR | \|___\|___\| |
| **AOJ12**. Si w ta viktim yon agresyon oswa vòl, nan ki nivo ou genyen konfyans sistèm lajistis la kapab pini koupab la? **[Li repons yo]**<br>(1) Anpil (2) On ti jan (3) Pa tèlman (4) Pa di tou (88) PK (98) PR | \|___\|___\| |
| **AOJ22.** Daprè ou menm, ki sa yo ta dwe fè pou diminye krim nan peyi tankou pa nou an: Aplike mezi prevansyon oswa ogmante pinisyon pou kriminèl<br>(1) Aplike mezi prevansyon<br>(2) Ogmante pinisyon pou kriminèl<br>(3) **[Pa li]** Tou de<br>(88) PK<br>(98) PR | \|___\|___\| |

**[Bay li kat "B"]**

Kounya, nou pral itilize kat B... Kat sa a genyen yon nechèl 7 pwen depi 1 ki vle di ""PA DI TOU" rive 7 ki vle di "ANPIL". Tankou, si mwen mande w nan ki nivo ou renmen gade televizyon, ou kapab chwazi 1 si ou pa renmen gade televizyon di tou osinon ou kapab di 7 si ou renmen gade televizyon anpil. Men si ou panse "on ti jan"oswa "pa tèlman", ou kapab chwazi yon nimewo ant 1 ak 7. Kounya, nan ki nivo ou renmen gade televizyon? Li nimewo a. ***[Gade si moun nan konprann byen jan pou li reponn]***.

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 88 | 98 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | |
| **Pa di tou** | | | | | | **Anpil** | **PK** | **PR** |

**Note down a number 1-7, or 88 PK and 98 PR**

| | |
|---|---|
| Mwen pral poze w kèk kesyon. Mwen pral mande w pou w itilize nimewo yo bay nan nechèl la pou reponn. Sonje, ou ka itilize nenpòt nimewo.<br>**B1**. Nan ki nivo w kwè tribinal jistis an Ayiti bay yon bon jijman? **(Tyeke:** Si w kwè tribinal yo pa bay bon jijman di tou, chwazi nimewo 1; si ou kwè yo bay anpil bon jijman, chwazi nimewo 7 oswa yon nimewo ant 1 ak 7.) | \|___\|___\| |
| **B2**. Nan ki nivo ou genyen respè pou enstitisyon politik peyi d Ayiti? | \|___\|___\| |
| **B3**. Nan ki nivo ou kwè dwa fondamantal sitwayen yo byen pwoteje nan sistèm politik peyi d Ayiti? | \|___\|___\| |
| **B4**. Nan ki nivo ou fyè pou viv anba system politik gouvèvman peyi d Ayiti? | \|___\|___\| |
| **B6**. Nan ki nivo ou panse ke moun dwe sipòte system politik gouvèvman peyi d Ayiti? | \|___\|___\| |
| **B10A.** Nan ki nivo ou genyen konfyans nan sistèm lajistis la? | \|___\|___\| |
| **B13**. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Palman an? | \|___\|___\| |
| **B18**. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Polis Nasyonal Ayisyen (PNH) an? | \|___\|___\| |
| **B20**. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Legliz Katolik? | \|___\|___\| |
| **B20A**. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Legliz Pwotestan yo? | \|___\|___\| |
| **B21**. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Pati Politik yo? | \|___\|___\| |
| **B21A.** Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Prezidan an? | \|___\|___\| |
| **HAIB21B.** Nan ki nivo ou genyen konfyans nan Premye Minis la ? | \|___\|___\| |
| **B32**. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan konsèy minisipal yo (majistra yo)? | \|___\|___\| |
| **HAIB32**. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan kazèk yo? | \|___\|___\| |
| **B47A**. Nan ki nivo ou genyen konfyans nan eleksyon nan peyi a? | \|___\|___\| |

| | |
|---|---|
| Toujou, nan menm nechèl la,<br>**PA DI TOU 1 2 3 4 5 6 7 ANPIL** | **Ekri 1-7,<br>88= PK<br>98=PR** |
| **EPP1**. Ann nou konsidere pati politik yo an jeneral, nan ki nivo pati politik ayisyen yo reprezante byen moun ki te vote-l yo? | \|___\|___\| |
| **EPP3**. Nan ki nivo pati politik yo tande moun tankou ou menm? | \|___\|___\| |

| Konnye a, nan menm nechèl la, ***[Kontinye ak kat B:*** nechèl 7 pwen an***]***<br>**PA DI TOU 1 2 3 4 5 6 7 ANPIL** | **Ekri 1-7,<br>88= PK<br>98=PR** |
|---|---|
| **N9**. Nan ki nivo ou ta di gouvènman aktyèl la konbat oswa lite kont koripsyon nan gouvènman an? | \|___\|___\| |
| **N11.** Nan ki nivo ou ta di gouvènman aktyèl la travay pou sekirite kapab miyò? | \|___\|___\| |
| **N15.** Nan ki nivo ou ta di gouvènman aktyèl ak jere ekonomi a byen? | \|___\|___\| |

| Toujou, nan menm nechèl la,<br>**PA DI TOU 1 2 3 4 5 6 7 ANPIL** | **Ekri 1-7,<br>88= PK<br>98=PR** |
|---|---|
| **MIL3**. Ann pale de lòt bagay, Nan ki nivo ou genyen konfyans nan fòs lame peyi letazini yo? | \|___\|___\| |

| Toujou, nan menm nechèl la, kote 1 vle di pa di tou e 7anpil, ki posibilite ke moun kap viv nan zòn bo lakay ou ka resevwa pinityon otorite yo<br>PA DI TOU 1 2 3 4 5 6 7 ANPIL | **Ekri 1-7,<br>88= PK<br>98=PR** |
|---|---|
| **PR3A.** Si on moun achte DVD pirate. Ki posibilite ke yo ka resevwa pinityon otorite yo? | \|___\|___\| |
| **PR3B.** Si yon moun pran priz kouran? Ki posibilite ke otorite yo pini moun sa?… | \|___\|___\| |
| **PR3C.** Si yon moun envayi on teren vid, ki posibilite ke otorite yo pini moun sa? | \|___\|___\| |
| **PR4.** Nan ki nivo ou panse ke gouvènman ayisyen an respete pwopriete prive sitwaen ayisyen ? Kontinye itilize menm nechèl la kote 1 vle di pa di tou e 7 vle di anpil | \|___\|___\| |

**[PRAN KAT "B"]**

| **PR5.** Eskew panse ke gouvènman ayisyen gen dwa pou li sezi pwopriete prive yon moun nan ka li deklare pwopriete sa-a se enterè national, menm si moun nan pa dako oswa ou panse ke gouvènman an pa gen dwa sa?<br>(1) Gouvènman an gen dwa pou sezi pwopriete prive moun<br>(2) Gouvènman an pa gen dwa pou sezi pwopriete prive moun<br>(88) PK<br>(98) PR | \|___\|___\| |
|---|---|
| **M1**. Ann pale de gouvènman ki sou pouvwa a, eske w ta di travay Joseph Michel Martelly ap fè a: **[Li repons yo]**<br>(1) Li bon anpil (2) Li bon (3) Li pa pi mal (4) Li mal (5) Li pi mal<br>(88) PK (98) PR | \|___\|___\| |
| **HAIM1.** Ann pale de Premye Minis la, eskew ta di travay Laurent Lamothe ap fe a : **[Li repons yo]**?<br>(1) Li bon anpil (2) Li bon (3) Li pa pi mal (4) Li mal (5) Li pi mal (88) PK (98) PR | \|___\|___\| |
| **HAIM2.** An Pale de Lachanm, pandan wap panse ak tout Senatè e ak tout depite yo, san ou pa fè diferans ak pati yo, eskew ta di travay senatè ak depite yo ap fè a **[Li Repons yo]**<br>(1) Li bon anpil (2) Li bon (3) Li pa pi mal (4) Li mal (5) Li pi mal<br>(88) PK (98) PR | \|___\|___\| |

| **HAIBLAME1.** Ki yès ou panse ki gen plis tò nan difikilte politik peyi ap fè fas: **[LI REPONS YO, MAKE YON SEL REPONS]**<br>(1) Presidan<br>(2) Lachanm (Senatè ak depite yo)<br>(3) Tout Politisyen yo<br>(4) Pèp Ayisyen<br>(5) Kominote Intenasyonal la<br>(6) **[Pa Li**] Lòt Repons<br>(88) **[Pa Li]** PK<br>(98) **[Pa li]** PA | \|___\|___\| |
|---|---|

| **SD2NEW2**. Nan zòn sa a oswa vil sa a, èske ou satisfè nèt, satisfè, pa satisfè oswa pa satisfèdi tou ak kondisyon lari, wout, ak otowout yo?<br>(1) Satisfè nèt (2) Satisfè (3) Pa satisfè (4) Pa satisfè di tou<br>(99) PA (Pa itilize sèvis la) (88) PK (98) PR | \|__\|__\| |
|---|---|

| | |
|---|---|
| **SD3NEW2.** Ak kalite lekòl piblik yo? **[Repete: èske ou satisfè nèt, satisfè, pa satisfè oswa pa satisfè di tou?]**<br>(1) Satisfè nèt (2) Satisfè (3) Pa satisfè (4) Pa satisfè di tou<br>(99) PA (Pa itilize sèvis la) (88) PK (98) PR | \|__\|__\| |
| **SD6NEW2.** Ak kalite sèvis sante piblik yo? **[Repete: èske ou satisfè nèt, satisfè, pa satisfè oswa pa satisfè di tou?]**<br>(1) Satisfè nèt (2) Satisfè (3) Pa satisfè (4) Pa satisfè di tou<br>(99) PA (Pa itilize sèvis la) (88) PK (98) PR | \|__\|__\| |

| | |
|---|---|
| **INFRAX.** An sipoze ke on moun antre lakay ou pou vòlè epi ou rele lapolis, kombien tan ou panse la polis ap pran pou rive lakay ou, nan nimpòt jou vè midi konsa? **[LI REPONS YO]**<br>(1) Mwens ke 10 minit<br>(2) Entre 10 e 30 minit<br>(3) Pase 30 minit jiska 1 è tan<br>(4) Pase 1 è tan jiska 3 è tan<br>(5) Plis pase 3 è tan<br>(6) **[Pa li]** Pagen polis/ yo pap janm vini<br>(88) PK<br>(98) PR | \|__\|__\| |

**[BAY LI KAT "C"]**

Konnye a, ann itilize yon nechèl ki sanble ak lòt la, men nimewo 1 vle di "Pa dakò di tou" epi nimewo 7 vle di ou " Dakò nèt". Yon nimewo ki ant 1 ak 7 vle di ke w on ti jan pa dakò oswa w pa tèlman dakò.

**Ekri nimewo 1-7, 88=Pa konnen 98=Pa reponn**

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 88 | 98 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Pa dakò di tou nèt** | | | | | | **Dakò** | **PK** | **PR** |

**Ekri 1-7, 88= PK 98=PR**

| **Konnye a, mwen pral li kèk pawòl sou wòl leta. Tanpri souple di mwen si ou dakò osinon ou pa dakò ak pawòl sa yo. Ann itilize nèchel 7 pwen an** | **Ekri 1-7, 88= PK 98=PR** |
|---|---|
| **ROS1**. Se pa sektè prive a, se leta peyi D Ayiti ki ta dwe mèt tout antrepriz ki pi enpòtan nan peyi a. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò ak pawòl sa yo? | \|__\|__\| |
| **ROS4.** Leta peyi D Ayiti dwe menmen politik **fèm** ki pou diminye inegalite ant moun rich ak moun pòv yo. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò ak pawòl sa yo? | \|__\|__\| |

| | **Ekri 1-7, 88= PK 98=PR** |
|---|---|
| **ING4.** Ann chanje sijè ankò**,** Demokrasi kapab genyen pwoblèm men li pi bon pase nenpòt kèk lòt fòm gouvènman. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò ak pawòl sa yo? | \|__\|__\| |

| | |
|---|---|
| **EFF1.** Moun kap gouvène peyi a enterese ak sa ou menm ou panse. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò? | \|__\|__\| |
| **EFF2.** Daprè ou menm, ou santi w konprann byen koze politik ki pi enpòtan pou peyi a. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò? | \|__\|__\| |

**[PRAN KAT C].**

| | |
|---|---|
| **ENV1**. Dapre ou ki sa ki gen plis empòtans, pwotege anvironman an oswa pwomosyon kwasans ekonik.<br>(1) Pwotege Anvironman<br>(2) Kwasans Ekonomik<br>(3) **[Pa li]** Tou lè de<br>(88) PK<br>(98) PR | \|__\|__\| |
| **PN4.** Jeneralman, jan demokrasi ap fonksyone an Ayiti, eske w ta di w: trè satisfè, on ti jan satisfè, on ti jan pa satisfè, pa satisfè di tou?<br>(1) Trè satisfè (2) On ti jan satisfè (3) On ti jan pa satisfè (4) Pa satisfè di tou<br>(88) PK (98) PR | \|__\|__\| |

| | |
|---|---|
| **W14A.** Konnye a, ann pale de lòt bagay. Èske ou panse ta gen rezon pou entèwonp yon gwosès, sa vle di, pou fè avòtman lè sante manman an an danje?<br>(1) Wi, ta gen rezon (2) Non, pa ta gen rezon (88) PK (98) PR | \|__\|__\| |

**[BAY LI KAT "D"]**

Konnye a, an nou chanje Kat la. Kat tou nèf sa a genyen yon nechèl 10 pwen, ki soti nan 1 rive nan 10. Nimewo 1 vle di ke ou pa dakò di tou epi nimewo 10 ou dakò nèt. Mwen pral site yon lis bagay ak aksyon moun konn fè pou rive nan objektif politik yo. Tanpri souple di mwen si ou dakò osinon ou pa dakò moun kapab fè aksyon sa yo.

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 88 **PK** | 98 **PR** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Pa dakò di tou** | | | | | | | | | **Dakò nèt** | | |

| | **1-10, 88=PK, 98=PR** |
|---|---|
| **E5**. Moun yo patisipe nan manifestasyon ke lalwa pèmèt. Nan ki nivo ou dakò osinon ou pa dakò? | \|__\|__\| |
| **E15**. Moun yo patisipe nan bloke lari ak wout pou pwoteste. Nan ki nivo ou dakò osinon ou pa dakò? | \|__\|__\| |
| **E3**. Moun yo patisipe nan gwoup ki vle dechouke ak vyolans yon gouvènman ki sòti nan eleksyon. Nan ki nivo ou dakò osinon ou pa dakò? | \|__\|__\| |
| **E16.** Moun yo fè tèt yo jistis lè leta pa pini kriminèl yo. Nan ki nivo ou dakò osinon ou pa dakò ? | \|__\|__\| |

| Keksyon sa yo vle wè si ou dakò ak divès kalite lide moun k-ap viv an Ayiti genyen. Itilize toujou nechèl 10 pwen an (Kat D). | **1-10, 88=PK, 98=PR** |
|---|---|
| **D1**. Genyen moun ki toujou pale mal de fòm gouvèvman peyi d Ayiti, pa sèlman de gouvènman ki sou pouvwa kounye a, men de fòm gouvèvman an. Nan ki nivo ou dakò osinon ou pa dakò ak **dwa pou moun sa yo vote**? Tanpri souple li nimewo nan nechèl la **[Eseye: nan ki nivo?]** | \|__\|__\| |
| **D2**. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò pou **moun sa yo patisipe nan manifestasyon (san dezòd**) pasifik pou yo kapab fè tande sa yo panse? Tanpri souple li nimewo a. | \|__\|__\| |
| **D3**. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò **pou moun sa yo vinn kandida pou yon pòs piblik**? | \|__\|__\| |
| **D4**. Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò pou moun sa yo **sòti nan televizyon ap bay yon diskou?** | \|__\|__\| |
| **D5.** Kounya, ann pale lòt bagay, ann panse ak omoseksyèl yo (gason ak gason, fi ak fi), nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò **pou yo vinn kandida pou yon pòs piblik?** | \|__\|__\| |
| **D6.** Nan ki nivo ou dakò osinon pa dakò pou koup ki genyen menm sèks (gason ak gason, fi ak fi) ta gen dwa pou marye? | \|__\|__\| |

**[PRAN KAT "D"]**

| | |
|---|---|
| **DEM2**. Kounya, ann pale de lòt bagay.Kiyès nan pawòl sa yo ou pi dakò:<br>(1) Pou moun tankou nou, sa pa di nou anyen yon rejim demokratik ak yon ki pa demokratik.<br>(2) Demokrasi pi preferab pase nenpòt lòt fòm gouvènman.<br>(3) Nan kèk okazyon, yon gouvènman otoritè kapab pi preferab ke gouvènman demokratik.<br>(88) PK (98) PR | \|__\|__\| |
| **DEM11**. Eske w kwè peyi nou an bezwen yon gouvènman gwo ponyèt osinon eske w kwè pwoblèm yo kapab rezoud ak patisipasyon tout moun?<br>(1) Gwo ponyèt (2) Patisipasyon tout moun (88) PK (98) PR | \|__\|__\| |

| | PA<br>Pat eseye osinon pate gen kontak | Non | Wi | PK | PR | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Konnye a, ann pale de eksperyans pa w ak bagay ki konn rive w nan lavi a. | | | | | | |
| **EXC2**. Eske yon polisye te mande w yon woulman nan 12 mwa ki sot pase a? | | 0 | 1 | 88 | 98 | |
| **EXC6**. Esk yon anplwaye leta/piblik te mande w yon woulman nan 12 mwa ki sot pase a? | | 0 | 1 | 88 | 98 | |
| **EXC11**. Eske w te ale fè demach nan lakomin nan 12 mwa ki sot pase a?<br>**Non → Ekri 99**<br>**Wi →Mande:**<br>Pou w fè yon demach nan lakomin nan 12 mwa ki sot pase a, eske w te genyen pou ou peye lajan anplis ke sa lalwa mande nan Kontribisyon (DGI, Direksyon Jeneral Impò)? | 99 | 0 | 1 | 88 | 98 | |
| **EXC13**. Eske w ap travay?<br>**Non → Ekri 99**<br>**Wi →Mande:**<br>Nan travay ou a, yo te mande w yon woulman nan 12 mwa ki sot pase a? | 99 | 0 | 1 | 88 | 98 | |
| **EXC14**. Nan 12 mwa ki sòt pase a, eske w te fè yon demach nan tribinal yo?<br>**Non → Ekri 99**<br>**Wi →Mande:**<br>Eske w te genyen pou fè yon woulman nan tribinal yo nan 12 mwa ki sòt pase a? | 99 | 0 | 1 | 88 | 98 | |
| **EXC15**. Eske w te itilize sèvis sante piblik nan 12 mwa ki sòt pase a?<br>**Non → Ekri 99**<br>**Wi →Mande:**<br>Pou yo te pran swen w nan lòpital oswa nan sant sante, nan 12 mwa ki sòt pase a, eske w te fè yon woulman? | 99 | 0 | 1 | 88 | 98 | |
| **EXC16**. Eske w te genyen timoun nan lekòl oswa nan kolèj nan 12 mwa ki sòt pase a?<br>**Non → Ekri 99**<br>**Wi →Mande:**<br>Nan lekòl oswa nan kolèj, eske w te genyen pou w bay yon woulman nan 12 mwae ki sòt pase a? | 99 | 0 | 1 | 88 | 98 | |
| **EXC18.** Eske w kwè, jan bagay yo ye la a, gen de lè gen rezon pou w fè yon woulman? | | 0 | 1 | 88 | 98 | |

**EXC7**. Daprè eksperyans pa w oswa sa ou konn tande, eske w ta di koripsyon kay fonksyonè leta/piblik yo…? **[Li repons yo]**
(1) Komen anpil (2) komen (3) Pa komen (4) Pa komen di tou (88) PK (98) PR

| Daprè eksperyans ou, oswa sa ou te tande ke lòt moun ap di, ki zak kriminèl ki te pase nan zòn kote ou ap viv nan denye 12 mwa ki sot pase yo. | **Wi** | **Non** | **Yon fwa pa semenn** | **Youn oswa de fwa pa mwa** | **Youn oswa de fwa pa ane** | **PK** | **PR** | **PA** | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **VICBAR1.** Te gen vòl ki te fèt nan zòn kote ou rete nan 12 mwa ki sot pase yo? | 1 **[Kontinye]** | 2 **[Ale nan VICBAR3 ]** | | | | 88 | 98 | | |
| | | | | | | **[Ale nan VICBAR3]** | | | |
| **VICBAR1F** Konbyen fwa sa te pase, on fwa pa semen, youn oswa de fwa pa mwa, youn oswa de fwa pa ane? | | | 1 | 2 | 3 | 88 | 98 | 99 | |
| **VICBAR3**. Te gen mounn ki te vann dròg nan 12 mwa ki sot pase yo nan zòn kote ou rete? | 1 **[Kontinye]** | 2 **[Ale nan VICBAR4 ]** | | | | 88 | 98 | | |
| | | | | | | **[Ale nan VICBAR4]** | | | |
| **VICBAR3F.** Konbyen fwa sa te pase, on fwa pa semen, youn oswa de fwa pa mwa, youn oswa de fwa pa ane? | | | 1 | 2 | 3 | 88 | 98 | 99 | |
| **VICBAR4.** Te gen moun kap fè eskokri nan douze mwa ki sot pase yo? | 1 **[Kontinye]** | 2 **[Ale nan VICBAR7 ]** | | | | 88 | 98 | | |
| | | | | | | **[Ale nan VICBAR7]** | | | |
| **VICBAR4F.** Konbyen fwa sa te pase, on fwa pa semen, youn oswa de fwa pa mwa, youn oswa de fwa pa ane? | | | 1 | 2 | 3 | 88 | 98 | 99 | |
| **VICBAR7.** Yo te touye moun nan zòn kote ou rete nan 12 mwa ki sot pase yo? | 1 **[Kontinye]** | 2 **[Ale nan FEAR10]** | | | | 88 | 98 | | |
| | | | | | | **[Ale nan FEAR10]** | | | |
| **VICBAR7F.** Konbyen fwa sa te pase, on fwa pa semèn, youn oswa de fwa pa mwa, youn oswa de fwa pa ane? | | | 1 | 2 | 3 | 88 | 98 | 99 | |

| | **Wi** | **Non** | **PK** | **PR** | |
|---|---|---|---|---|---|
| **FEAR10.** Pou kapab pwotege tèt ou kont krime, nan 12 dènye mwa ki sot pase yo, eske ou te santi ou oblije pou pran mezi tankou: pa mache nan kèk **zòn nan katye kote ou rete** paske zon sa yo danjere? | 1 | 0 | 88 | 98 | |
| **VIC44.** Paske ou pè zak kriminèl, eske ou te òganize avek lòt moun nan vwazinaj ou nan 12 dènye mwa ki sot pase yo? | 1 | 0 | 88 | 98 | |

| | |
|---|---|
| **VB1.** Èske w genyen yon kat idantifikasyon nasyonal?<br>(1) Wi (2) Non (88) PK (98) PR | \|__\|__\| |
| **VB2**. Eske w te vote nan premye tou dènye **eleksyon prezidansyèl** 2010 la ?<br>(1) Wi, li te vote **[Kontinye]**<br>(2) Non, li pat vote **[Ale nan VB4NEW]**<br>(88) PK **[Ale nan VB10]** (98) PR **[Ale nan VB10]** | \|__\|__\| |

**VB3n**. Pou ki moun ou te vote nan premye tou pou prezidan nan dènye eleksyon prezidansyèl 2010 la? **[PA LI REPONS YO]**
(00)Ankenn moun (Vòt blan ) **[Ale nan VB101]**
(97) Ankenn **(**li te anile vòt li a) **[Ale nan VB101]**

(2201) Mirlande Marigat (RDNP) **[Ale nan VB10]**
(2202) Michel Joseph Martelly (Repons Peyizan) **[Ale nan VB10]**
(2203) Jude Celestin (INITE) **[Ale nan VB10]**
(2204) Jean Henry Céant (Renmen Ayiti) **[Ale nan VB10]**
(2205) Jacques Edouard Alexis (MPH) |__|__|
(2206) Charles Henry Baker (RESPE) **[Ale nan VB10]**
(2207) Jeune Jean Chavannes (ACCRHA) **[Ale nan VB10]**
(2208) Yves Cristalin (LAVNI) **[Ale nan VB10]**
(2209) Lesly Voltaire (Ansanm Nou Fo) **[Ale nan VB10]**
(2210) Josette Bijou (INDEPENDENT) **[Ale nan VB10]**
(2277) Lòt moun **[Ale nan VB10]**

(88) PK **[Ale nan VB10]**
(98) PR **[Ale nan VB10]** (99) N/A (Li pat vote) **[Ale nan VB4NEW]**

**VB4NEW. [Pou moun ki reponn ankenn moun. PA LI LIST LA] [Si moun lan di m pat vote paske m pat vle vote, mande li pou ki sa li pat vle vote]**
Pou ki sa oupat vote nan premye tou eleksyon prezidensyel la? **[Ekri yon sel repons]**
(1) M te gen konfizyon
(2) M pat renmen ankenn nan kandida yo, m pat renmen kanpay la
(3) M pa gen konfyans nan eleksyon, m pa gen konfyans nan otorite ki òganize eleksyon yo
(4) M pa gen konfyans nan demokrasi
(5) M te gen pwoblem enrejistreman non mwen (pwoblem birokratik)
(6) M te gen pwoblem pou laj mwen (twò jenn, twò vye)i
(7) M te nan yon lòt zon, m te twò lwen lakay mwen
(8) Politik pa enteresem
(77) Lòt rezon
(88) PK
(98) PR
(99) PA (li te vote) **[Apre kesyon sa Ale nan VB10]**

|__|__|

**VB101. [Selman pou moun ki reponn ankenn moun (vot blan oswa ki te anile vot yo nan kesyon VB3n]**
Pou kisa ou te anile vòt la oswa vote blan nan premye tou eleksyons prezidansyel la? **[PA LI RESPONS YO]**
(1) M te gen konfizyon
(2) M te vle manifeste ke m pa dakò ak ankenn kandida, M pat renmen ankenn nan kandida yo
(3) M pa gen konfyans nan demokrasi, m te vle pwoteste kont systeme politik la
(4) M pa gen konyans nan eleksyon, m pa gen konfyans nan otorite ki òganize eleksyon yo
(5) Politik pa enteresem
(6) Vòt pam la pa tap fe ankenn diferans
(7) Lòt rezon
(88) PK
(98) PR
(99) PA

|__|__|

**VB10.** Kounya la, eske w genyen panchan pou yon pati politik?
(1) Wi **[Kontinye]** (2) Non **[Ale nan POL1]** (88) PK **[Ale nan POL1]**
(98) PR **[Ale nan POL1]**

|__|__|

**VB11.** Pou ki pati politik ou genyen panchan? **[Pa li list la]**.
(2201) Fwon Lespwa
(2202) RDNP
(2203) Respè
(2204) Repons Peyizan
(2205) MPH
(2206) Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtienne
(2207) Oganizasyon Pèp Kap Lité
(2208) Alyans/Alliance Démocratique
(2209) Renmen Ayiti
(2210) Ansanm nou Fo
(2211) Lavalas
(2212) Unité
(2213) PHTK (Pati Tèt Kale
(77) Lòt pati politik
(88) PK (98) PR (99) NA

| | |
|---|---|
| **POL1.** Nan ki nivo ou enterese nan politik: anpil, on ti jan, pa anpil oswa pa di tou?<br>(1) Anpil (2) On ti jan (3) Pa anpil (4) Pa di tou (88) PK (98) PR | \|__\|__\| |
| **VB20**. Si pwochèn eleksyon prezidansyèl yo ta nan semèn sa a, ki sa ou ta fè? **[Li repons yo]**<br>(1) Ou pa tap vote<br>(2) Ou ta vote pou kandida oubyen pati ki sou pouvwa kounya<br>(3) Ou ta vote pou kandida oubyen pati ki pa sou pouvwa kounya<br>(4) Ou ta vote men ou ta vote blan ou byen ou ta anile vòt ou a)<br>(88) PK (98) PR | \|__\|__\| |
| **CLIEN1n.** An panse sou denye eleksyon yo, eske ou okouran si on kandida oswa yon pati politik te ofri yon kadeau, on favè a **on moun ke ou konen** pou moun sa ka vote pou li?<br>(1) Wi (2) Non (88) PK (98) PR | \|__\|__\| |
| **CLIEN1na.** An panse sou eleksyon prezidensyèl 2010 la, yon moun te **ofri w** kèk bagay, tankou kado oswa yon favè, pou ou ka vote pou li?<br>(1) Wi (2) Non (88) PK (98) PR | \|__\|__\| |

| | |
|---|---|
| **[BA LI KAT G]**<br>**FOR1n.** Kounye nou pral pale de kijan ou we kek lòt peyi. Kiyes nan peyi sa yo ke ou panse gen plis inflyans nan Karayib la? **[Li List peyi yo]**<br>(1) Lachin, Sa vle di se pa Taiwan (2) Japon<br>(3) Lend (4) Letazini<br>(5) Brezil (6) Venezyela<br>(7) Meksik (10) Espay<br>(11) **[Pa lil]** Yon lòt peyi (12) **[Pa li]** Okennn<br>(88) **[Pa li]** PK (98) **[Pa li]** PR | \|__\|__\| |
| **FOR4.** Epi nan 10 ane kap vini yo, daprè ou menm, Kilès nan peyi sa yo ki pral genyen pi plis enfliyans nan Karayib la? **[Li repons yo]**<br>(1) Lachin (2) Japon<br>(3) Lend (4) Letazini<br>(5) Brezil (6) Venezyela<br>(7) Meksik (10) Espay<br>(11) **[Pa li]** Lòt peyi (12) **[Pa li]** Okenn<br>(88) **[Pa li]** PK (98) **[Pa li]** PR | \|__\|__\| |
| **[PRAN KAT G. BA LI KAT H]**<br>**FOR5.** Daprè ou menm, kilès nan peyi sa yo ki ta dwe yon modèl pou devlopman ki gen pou fèt nan lavni **peyi nou a**? **[Li repons yo]**<br>(1) Lachin (7) Kore di Sid<br>(2) Japon (10) Brezil<br>(3) Lend (11) Venezyela<br>(4) Letazini (12) Meksik<br>(5) Singapour<br>(6) Larisi<br>(13) **[Pa li]** Okenn/nou dwe swiv pwop model pa nou<br>(14) **[Pa li]** Lòt<br>(88) PK (98) PR<br>**[PRAN KAT "H"]** | \|__\|__\| |
| **FOR6.** Ann panse **sèlman nan peyi nou an**, ki valè enfliyans ou ta di Lachin genyen nan **peyi nou an**? **[Li repons yo]**<br>(1) Anpil **[Kontinye]** (2) On ti jan **[Kontinye]**<br>(3) Pa anpi **[Kontinye]** (4) Pa di tou **[ale nan FOR6b]**<br>(88) PK **[Ale nan FOR6b]** (98) PR **[Ale nan FOR6b]** | \|__\|__\| |
| **FOR7.** Jenralman, enfliyans Lachin genyen nan peyi nou an **[Li repons yo]**<br>(1) Li pozitif anpil (4) Li negatif<br>(2) Li pozitif (5) Li negatif anpil<br>(3) **[Pa li]** Li pa pi negatif (6) **[Pa li]** Li pa gen enfliyans<br>(88) **[Pa li]** PK (98) **[Pa li]** PR (99) PA | \|__\|__\| |

| | |
|---|---|
| **FOR6b.** An panse anko **Selman nan peyi nou**, konbyen inflyans ou panse Letazini genyen? **[Li repons yo]**<br>(1) Anpil **[Kontinye]** (2) Pa anpil **[Kontinye]**<br>(3) tou piti **[Kontinye]** (4) Okenn **[Ale nan MIL10A]**<br>(88) PK **[Ale nan MIL10A]** (98) PR **[Ale nan MIL10A]** | \|__\|__\| |
| **FOR7b.** An panse de Etazini Damerik, ou pan se ke inflyans li genyen sou peyi nou li: **[Li option yo]**<br>(1) Li pozitif anpil (2) Li Pozitif<br>(3) **[Pa li]** Li pa pozitif li pa negatif (4) Negatif<br>(5)Li negatif Anpil (6) **[Pa li]** Letazini Damerik pa gen inflyans<br>(88) PK (98) PR (99) PA | \|__\|__\| |

Konnya, eske w ka di mwen ki valè konfyans ou genyen nan **gouvènman** peyi sa yo. Pou chak peyi, daprè ou menm, eske ou gen anpil konfyans, ou genyen on ti jan konfyans, ou pa gen anpil konfyans, oswa ou pa gen ankenn konfyans nan gouvènman peyi sa a oubyen ou pa gen opinyon sou sa??

| | Anpil konfyans | On ti jan konfyans | Pa anpil konfyans | Annkenn Konfyans | Pa gen Opinyon | PR | PA | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **MIL10A.** Gouvènman peyi Lachinn. Èske ou gen anpil konfyans, ou genyen on ti jan konfyans, ou pa gen anpil konfyans, oswa ou pa gen ankenn konfyans nan gouvènman peyi sa a oubyen ou pa gen opinyon sou sa? | 1 | 2 | 3 | 4 | 88 | 98 | 99 | |
| **MIL10C.** Gouvènman peyi Iran. Èske ou gen anpil konfyans, ou genyen on ti jan konfyans, ou pa gen anpil konfyans, oswa ou pa gen ankenn konfyans nan gouvènman peyi sa a oubyen ou pa gen opinyon sou sa? | 1 | 2 | 3 | 4 | 88 | 98 | 99 | |
| **MIL10E.** Gouvènman peyi Letazini. Èske ou gen anpil konfyans, ou genyen on ti jan konfyans, ou pa gen anpil konfyans, oswa ou pa gen ankenn konfyans nan gouvènman peyi sa a oubyen ou pa gen opinyon sou sa? | 1 | 2 | 3 | 4 | 88 | 98 | 99 | |

| | |
|---|---|
| **WF1.** Eske ou menm oswa kek lòt moun kap viv nan kay sa resevwa regilyèman èd tankou lajan, manje osinon lòt pwodui nan men gouvènman a, ki diferan de pansion osinon sekirite sosyal?<br>(1) Wi (2) Non (88) PK (98) PR | \|__\|__\| |

**ED**. Ki dènye klas ou te gen chans fè lekòl?
-----Ane----------(Prim**è,** Segondè, Inivèsitè**) ----------**Total Ane
**[Itilize tab ki parèt anba pou ka jwenn kòd la]**

00. Ankenn nivo

| **Primè** | **Segondè** | **Inivèsitè** |
|---|---|---|
| 01 Preskolè | 08 Sizyèm / 7 A.F. | 15 Inivèsite 1 |
| 02 Preparatwa 1 / 1 A.F. | 09 Senkyèm / 8 A.F. | 16 Inivèsite 2 |
| 03 Preparatwa 2 / 2 A.F. | 10 Katryèm / 9 A.F. | 17 Inivèsite 3 |
| 04 Elemantè 1 / 3 A.F. | 11 Twazyèm | **18+ (plis ke 4 lane)** |
| 05 Elemantè 2 / 4 A.F. | 12 Segonn | |
| 06 Mwayen 1 / 5 A.F. | 13 Reto | |
| 07 Mwayen 2 / 6 A.F. | 14 Filo | |
| (88) PK (98) PR | | |

| | |
|---|---|
| **ED2.** Ki pi wo nivo manman w te rive nan lekòl? **[PA LI REPONS YO]**<br>(00) Ankenn nivo<br>(01) Primè enkonplè (pa rive nan sètifika)<br>(02) Primè konplè (fè sètifika)<br>(03) Segondè enkonplè (pa rive nan filo)<br>(04) Segondè konplè (ki fè filo)<br>(05) Lekòl teknik enkonplè<br>(06) Lekòl teknik konplè<br>(07) Inivèsite enkonplè<br>(08) Inivèsite konplè<br>(88) PK<br>(98) PR | \|__\|__\| |

| | |
|---|---|
| **Q3C**. Ki relijyon w? **[Pa li repons yo] [Si li di li pa genyen relijyon, gade si li ta dwe nan kategori 4 oswa 11]**<br>(1) Katolik<br>(2) Pwotestan tradisyonèl, pwotestan ki pa evanjelik (kretyen, kalvinis, Literyen, Metodis, Presbyteryen, Disip Kris la, Episkopal, anglican, merov).<br>(3) Relijyon peyi lès yo ki pa kretyen (Mizilman, Boudis, Relijyon endou; Taoist; Konfisyanis; baai).<br>(4) Okenn (li kwe nan yon antite siprèm men li pa genyen okenn relijyon)<br>(5) Evangelik ak Pannkotis (Pannkotis, Legliz Bondye; Asanble Bondye; Inivèsèl Legliz Wayòm Bondye a; Entènasyonal Legliz Foursquare pawòl Bondye a; Legliz pentkotist Kris la; kongregasyon kretyen; menonit; Brethren; Kretyen Legliz freeform; Karismatik ki pa katolik, Lumières du monde, Corps de Christ, Batis, Nazareyen, lame di sali, Advantis, Advantis Setyèm Jou, Sara Nossa Terra;).<br>(6) Mòmon<br>(7) Relijyon tradisyonèl ak natif natal (kandonblé, Vodouyizan, Rasta, Relijyon Maya yo, Umbanda; Maria Lonza; Inti; Kardecista, Santo Daime, Esoterik).<br>(10) Jwif (Otodòks, Konsevatè, Refomist)<br>(11) Agnostik, ate (li pa kwè nan Bondye)<br>(12) Temwen Jeova<br>(88) PK (98) PR | \|__\|__\| |
| **Q5B.** Ki enpòtans relijyon genyen nan lavi w? **[LI REPONS YO]**<br>(1) Trè enpòtan anpil (2) on ti jan enpòtan (3) on ti jan pa enpòtan<br>(4) Pa enpòtan di tou (88) PK (98) PR | \|__\|__\| |

| | |
|---|---|
| **OCUP4A.** Aktyèlman, kisa wap fè? **[LI REPONS YO]**<br>(1) Wap travay? **[Kontinye]**<br>(2) Ou nan konje men ou gen travay? **[Kontinye]**<br>(3) W ap chèche travay tankou mèt janjak? **[Ale nan Q10NEW]**<br>(4) W ap etidye? **[Ale nan Q10NEW]**<br>(5) W ap okipe kay la sèlman? **[Ale nan Q10NEW]**<br>(6) Ou se retrete, pansyonè, enkapasite pèmanan (pa nan eta pou li travay)? **[Ale nan Q10NEW]**<br>(7) Ou pap travay epi ou pap chèche travay? **[Ale nan Q10NEW]**<br>(88) PK **[Ale nan Q10NEW]** (98) PR **[Ale nan Q10NEW]** | \|__\|__\| |
| **OCUP1A.** Nan travay sa, eskew se: **[LI REPONS YO]**<br>(1) Amplwaye kap touche nan biwo leta?<br>(2) Amplwaye kap touche nan biznis prive?<br>(3) Patwon oswa asosye nan yon biznis?<br>(4) Travay pou tèt pa w?<br>(5) Travay san touche nan biznis lafanmi an<br>(88) PK (98) PR (99) PA | \|__\|__\| |

**[BAY LI KAT "F"]**

| | |
|---|---|
| **Q10NEW**. An tou, konbyen kòb moun lakay ou fè pa mwa, lèw konte transfè lajan fanmi nan peyi letranje voye fè kado ak lajan tout moun kap travay nan kay la?<br>[Si moun nan pa konprann mande li, konbyen montan total sale ki rantre nan kay la nan yon mwa]<br>[Revize infomasyon sa pou li ka koresponn ak enfòmasyon moun ki responsab ankèt la nan peyi sa bay]<br>(00) Ankenn revni<br>(01) Pa plis pase 1050 goud<br>(02) 1050-1500 goud<br>(03) 1501-1850 goud<br>(04) 1851-2150 goud<br>(05) 2151-2400 goud<br>(06) 2401-2750 goud<br>(07) 2751-3150 goud<br>(08) 3151-3550 goud<br>(09) 3551-3950 goud<br>(10) 3951-4300 goud<br>(11) 4301-4850 goud<br>(12) 4851-5350 goud<br>(13) 5351-5950 goud<br>(14) 5951-6850 goud<br>(15) 6851–9300 goud<br>(16) Plis pase 9300 goud<br>(88) PK<br>(98) PR | ____ |
| **[PA POZE KEKSYON SA A SI MOUN NAN PAP TRAVAY OSWA LI SE YON RETRETE, PANSYONÈ, ENKAPASITE PÈMANAN (VERIFYE OCUP4A)]**<br>**Q10G.** Konbyen kòb ou touche **pèsonèlman** chak mwa nan travay ou? **[Si moun nan pa konprann: Konbyen kòb ou touche tankou salè san konte transfè lajan fanmi nan peyi letranje voye fè kado ak lajan lòt moun kap travay nan kay la?]**<br>(00)Ankenn revni<br>(01) Pa plis pase 1050 goud<br>(02) 1050-1500 goud<br>(03) 1501-1850 goud<br>(04) 1851-2150 goud<br>(05) 2151-2400 goud<br>(06) 2401-2750 goud<br>(07) 2751-3150 goud<br>(08) 3151-3550 goud<br>(09) 3551-3950 goud<br>(10) 3951-4300 goud<br>(11) 4301-4850 goud<br>(12) 4851-5350 goud<br>(13) 5351-5950 goud<br>(14) 5951-6850 goud<br>(15) 6851–9300 goud<br>(16) Plis pase 9300 goud<br>(88) PK<br>(98) PR<br>(99) PA (li pap travay epi li pa retrete) | ____ |

**[PRAN KAT "F"]**

| | |
|---|---|
| **Q10A.** Eske ou menm osinon yon lot moun ki ap viv nan kay sa resevwa transfè lajan oswa sipò ekonomik ki sòti nan peyi letranje?<br>(1) Wi **[Kontinye]** (2) Non **[Ale nan HAIQ10C]** (88) PK **[Ale nan HAIQ10C]**<br>(98) PR **[Ale nan HAIQ10C]** | ____ |
| **Q10B. [Selman si moun nan resevwa transfe lajan ki soti nan peyi etranje]** Nan ki mezi lajan moun fe nan kay sa depand de transfe ke nou resevwa de peyi etranje **[LI REPONS YO]**<br>(1) Anpil (2) Ontjijan (3) Pa Anpil (4) pa ditou (88) PK (98) PR (99) PA | ____ |

| | |
|---|---|
| **Q10C1. [Selman pou moun ki te reponn "wi" nan kesyon Q10A] Kiyes** ki voye majorite lajan ki soti aletranje ki rantre nan kay sa **[Li repons yo] [Aksepte yon sel repons]**<br>(1) Madanm nan ou bien Mari a<br>(2) Fanmi<br>(3) Pitit<br>(4) Lòt fanmi<br>(5) Zanmi<br>(6) Lòt moun<br>(88) PK (98) PR (99) PA. | \|__\|__\| |
| **HAIQ10C. [kesyon pou tout moun]** Eske ou gen fanmi ki te kon viv nan kay sa men ki kounyea ap viv nan peyi etranje ? **Si moun nan repon WI, mande nan ki peyi ? [Pa li Repons yo]**<br>(1) Wi, selman nan Letazini Damerik **[Kontinye]**<br>(2) Wi, Selman nan Dominikani **[Kontinye]**<br>(3) Wi, Nan Etazini, Dominikani epi lòt peyi **[Kontinye]**<br>(4) Wi, nan lòt peyi (men pa Etazini oswa Dominikani) **[Kontinye]**<br>(5) Non. **[Ale nan Q14]**<br>(88) PK **[Ale nan Q14]** (98) PR **[Ale nan Q14]** | \|__\|__\| |
| **Q16. [Selman pou moun ki repon «wi» nan kesyon Q10C],** Chak kile ou pale avek yo **[Li repons yo]**<br>(1) Chak jou<br>(2) On fwa pa semèn<br>(3) Yon ou de fwa pa mwa<br>(4) Raman<br>(5) Jamè<br>(88) PK<br>(98) PR<br>(99) PA | \|__\|__\| |
| **Q14.** Eske w genyen lide ale viv osinon travay nan peyi letranje nan twa lane kap vini yo?<br>(1) Wi (2) Non (88) PK (98) PR | \|__\|__\| |
| **Q10D.** Lajan yo peye nan travay la ak lajan tout moun nan kay la resevwa, eske: **[Li respons yo]**<br>(1) Li kont pou nou viv, nou genyen lajan sere<br>(2) Li kont pou nou viv, nou pa genyen pwoblèm<br>(3) Li pa kont, nou genyen pwoblèm<br>(4) Li pa kont, nou genyen anpil pwoblèm/nou pa ka manje<br>(88) **[Pa Li]** PK (98) **[Pa Li]** PR | \|__\|__\| |
| **Q10E.** Nan 2 lane ki fèk sot pase yo, èske moun lakay ou fè: **[Li repons yo]**<br>(1) Plis kòb?<br>(2) Menm valè kòb?<br>(3) Mwens kòb?<br>(88) PK (98) PR | \|__\|__\| |
| **Q11n**. Ki kondisyon matrimonyal ou? Eske w : **[Li repons yo]**<br>(1) Selibatè<br>(2) Marye<br>(3) Plase (map viv ansanm ak moun nan)<br>(4) Divòse<br>(5) Kite apre maryaj/plasaj<br>(6) Mari/madanm mouri<br>(88) PK (98) PR | \|__\|__\| |
| **Q12C.** Konbyen moun kap viv nan kay la nan moman sa a**?** _____<br>(88) PK (98) PR | \|__\|__\| |
| **Q12Bn**. Konbyen timoun ki gen mwens ke 13 lane kap viv nan kay la nan moman sa a? _____<br>**00= ankenn** (88) PK (98) PR | \|__\|__\| |
| **Q12. Eske ou genyen pitit,** Konbyen pitit ou genyen? **[Sa Inkli tout pitit moun nan genyen]**<br>_____ **00 = Oken**, (88) PK (98) PR | \|__\|__\| |
| **ETID.** Eske w ka di w se: Nwa, milat oswa blan? **[Si moun nan di Afwo Ayisyen Make Nwa]**<br>(1) Blan (4) Nwa (5) Milat (7) Lòt (88) PK (98) PR | \|__\|__\| |
| **LENG1.** Ki lang moun nan kay la plis pale yonn ak lòt depi lè ou te timoun? **[Ekri yon sèl repons] [Pa li Repons yo]**<br>(2201) Kreyòl (2202) Franse (2206) Franse avek Kreyòl (2203) Panyòl (2204) Angle (2205) Lòt (88) PK (98) PR (98) PR | \|__\|__\| |

| | |
|---|---|
| **WWW1.** Ann pale lòt bagay, chak kilè ou itilize entènet? **[Li repons yo]**<br>(1) Chak jou oswa prèske chak jou<br>(2) Kèk fwa pa semen<br>(3) Kèk fwa pa mwa<br>(4) Yon lè konsa<br>(5) Pa janm fè sa<br>(88) **[Pa li]** PK (98) **[Pa li]** PR | \|__\|__\| |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **GI0.** Chak kilè w tande nouvèl nan radyo, gade nouvèl nan televizyon, oswa li nouvèl nan jounal oswa sou entenèt? **[Li repons yo]:**<br>(1) Chak jou (2) Kèk fwa pa semen (3) Kèk fwa pa mwa (4) Yon lè konsa (5) Pa janm fè sa (88) PK (98) PR | | | | | |
| Pou rezon estatistik mwen ta renmen konnen ki valè enfòmasyon sou koze politik ak sou peyi a ke yo bay moun | **Korèk** | **Pa korèk** | **PK** | **PR** | |
| **GI1.** Koman yo rele Prezidan aktyèl peyi letazini? **[Pa li:** Barack Obama, aksepte "Obama"**]** | 1 | 2 | 88 | 98 | |
| **GIX4.** Nan ki kontinan Nijeria ye? **[Pa li** Afrik**]** | 1 | 2 | 88 | 98 | |
| **GI4**. Ki valè tan yon prezidan dwe rete sou pouvwa an Ayiti? [**Pa li**: 5 lane] | 1 | 2 | 88 | 98 | |
| **GI7**. Ki valè depite ki genyen nan Palman an? **[Ekri nimewo moun nan di a. Li kesyon an Selman on fwa si moun nan pa reponn]** | Nimewo: _____ | | 8888 | 9888 | |

Pou nou fini, eske ou genyen aparèy oswa bagay sa yo lakay ou a: **[Li repons yo]**

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **R3**. Frijidè (Refrijeratè) | (0) Non | | (1) Wi | 88 | 98 | |
| **R4.** Telefòn òdinè (Teleco) | (0) Non | | (1) Wi | 88 | 98 | |
| **R4A**. Telefòn potab, selilè | (0) Non | | (1) Wi | 88 | 98 | |
| **R5**. Machin oswa kamyon | (0) No | (1) Yon | (2) De | (3) Twa oswa plis pase twa | 88 | 98 |
| **R6**. Machin pou lave rad | (0) Non | | (1) Wi | 88 | 98 | |
| **R7**. Fou micro-onde | (0) Non | | (1) Wi | 88 | 98 | |
| **R8**. Motosiklèt | (0) Non | | (1) Wi | 88 | 98 | |
| **R12**. Dlo potab (tiyo) anndan kay la | (0) Non | | (1) Wi | 88 | 98 | |
| **R14**. Douch anndan kay la | (0) Non | | (1) Wi | 88 | 98 | |
| **R15.** Òdinatè | (0) Non | | (1) Wi | 88 | 98 | |
| **R18.** Entenèt | (0) Non | (1) Wi | (99) PA | 88 | 98 | |
| **R1.** Televizyon | (0) Non **[Ale nan R26]** | | (1) Wi **[Kontinye]** | 88 | 98 | |
| **R16.** Televizyon Flat panel ouswa figi plat | (0) Non | | (1) Wi | 88 | 98 | (99) **PA** |
| **R26**. Èske kay sa a konekte ak yon system trou egou (trou ego)? | (0) Non | | (1) Wi | 88 | 98 | |

*Se tout keksyon mwen te genyen.Mèsi anpil pou kolaborasyon w.*

| | |
|---|---|
| **FORMATQ.** Souple di nan ki foma ankèt sa te fèt<br>(1) Papye<br>(2) Android<br>(3) Window PDA | |

| | |
|---|---|
| **COLORR. [Lè ankèt la fini, san ou pa mande moun nan, tranpri itilize kat pou koulè yo epi ekri nimewo ki pi sanble ak koulè figi moun]** _____<br><br>(97) Pa kapab klase moun nan **[Ekri (97) Sèlman si pou nimpòt rezon ou pa kapab wè figi moun nan]** | **\|___\|___\|** |
| Lè ankèt la te fini _____ : _____<br>**TI.** Konbyen tan ankèt la te dire *[minit, gade nan paj # 1]* _____ | \|__\|__\|__\| |
| **INTID. [Non anketè a/ Nimewo Identifikasyonl]**<br>_____ | \|__\|__\|__\| |
| **SEXI. [Ekri seks ou]:** (**1**) **Gason** (**2**) **Fanm** | \|__\| |
| **COLORI. Itilize kat pou koulè yo, ekri nimewo koulè ki pi sanble ak koulè pa ou a.**_____ | **\|___\|___\|** |

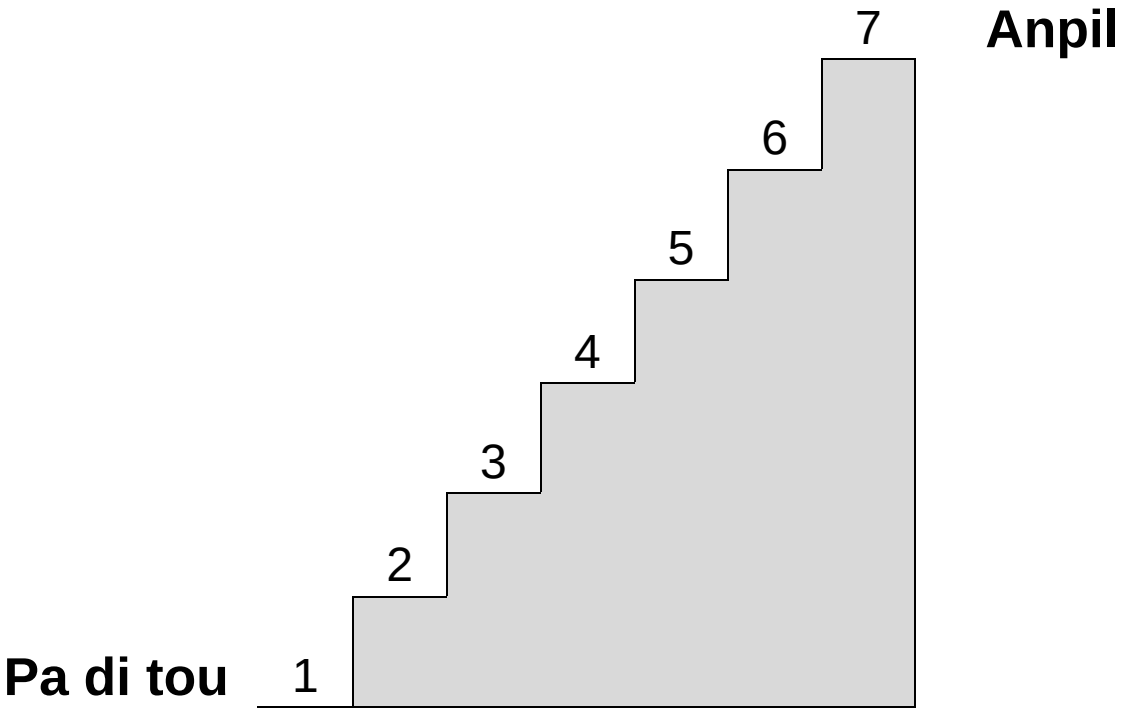
*Mwen deklare ke ankèt sa sa te fèt ak moun mwen di a*
*Siyati anketè a* _____ *dat* ____ /_____ /_____
*Siyati sipèvisè a* _____
*Komantè: :* _____
_____
*[Pa pou PDA/Android] Siyati moun ki antre done yo* _____
*[Pa pou PDA/Android] Siyati moun ki te verifye done yo* _____

# *Kat "A" (L1)*

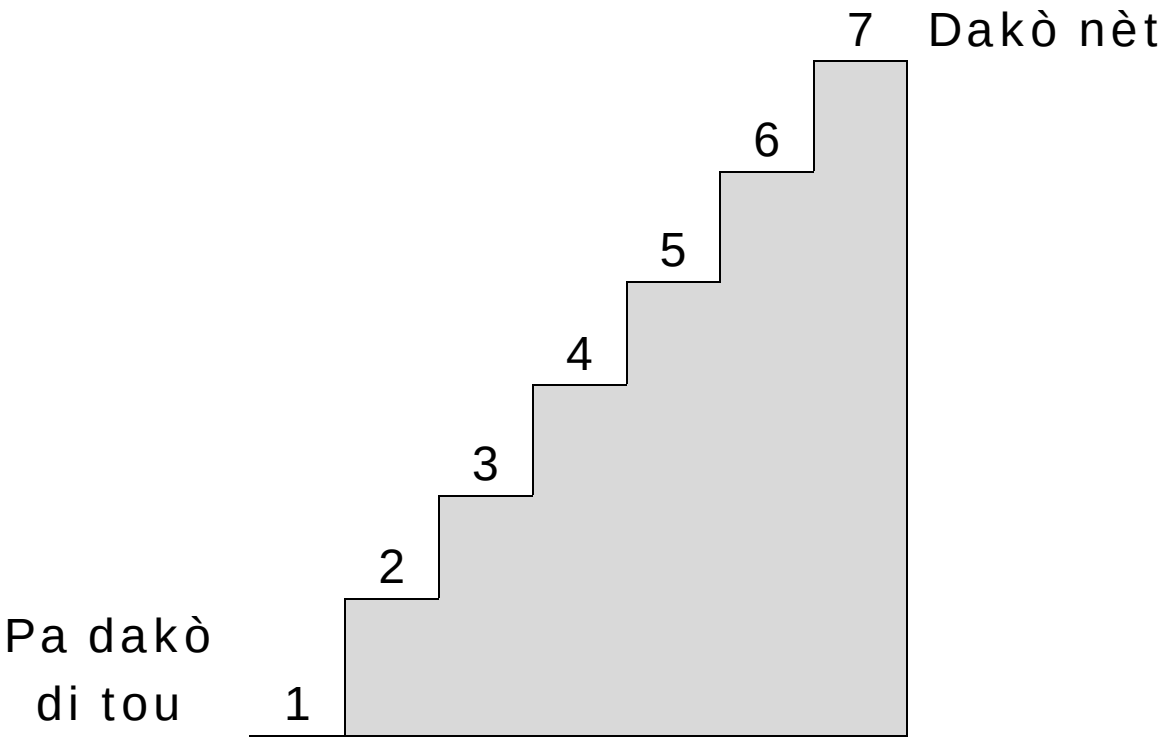
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|

**Gòch** **Dwat**

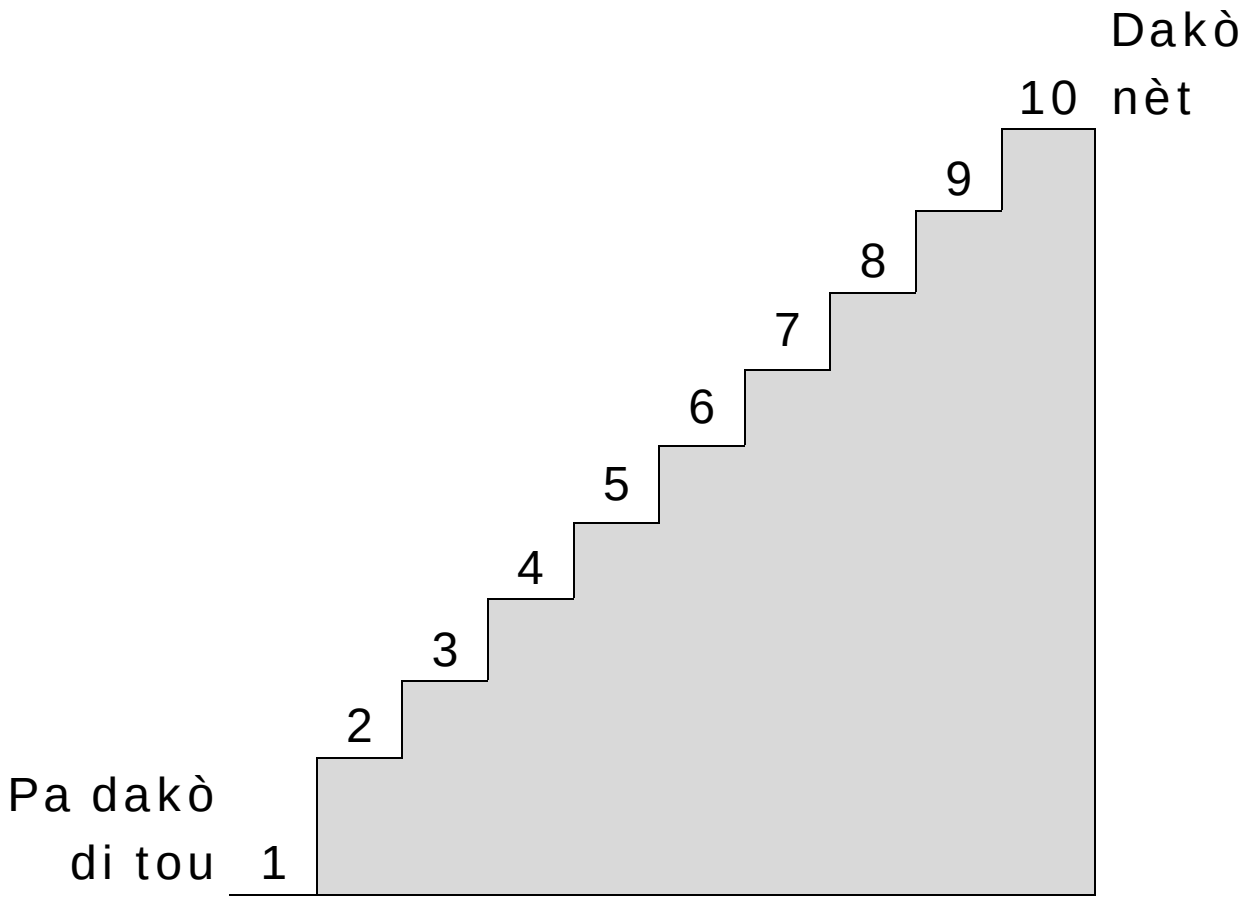
# *KAT “B”*



# *Kat "C"*



# *Kat “D”*



# *Kat "G"*

Brezil

Lachin

Espay

Letazini

Lend

Japon

Meksik

Venezyela

# *Kat H*

Brezil

Lachin

Kore di Sid

Letazini

Lend

Japon

Meksik

Larisi

Singapou

Venezyela

# *Kat "F"*

(00) Ankenn revni
(01) Pa plis pase 1050 goud
(02) 1050-1500 goud
(03) 1501-1850 goud
(04) 1851-2150 goud
(05) 2151-2400 goud
(06) 2401-2750 goud
(07) 2751-3150 goud
(08) 3151-3550 goud
(09) 3551-3950 goud
(10) 3951-4300 goud
(11) 4301-4850 goud
(12) 4851-5350 goud
(13) 5351-5950 goud
(14) 5951-6850 goud
(15) 6851–9300 goud
(16) Plis pase 9300 goud

# *Palèt koulè*

# Baromètre des Amériques

Cette étude est le produit du programme de recherche du Projet d´opinion publique de l´Amérique latine (LAPOP). Fondé il y a plus de vingt ans, LAPOP est un consortium d´établissements universitaires provenant des quatre coins des Amériques. Son siège social est établi à l'Université Vanderbilt aux États-Unis d'Amérique. Au total, plus de 30 établissements de la région collaborent aux activités de recherche de LAPOP. Le principal objectif du consortium est de produire des enquêtes d'opinion publique au caractère scientifique, objectif et indépendant. Ces recherches mesurent les attitudes politiques et les comportements des citoyens des Amériques face à la démocratie et à la qualité de vie en général.

Au fil du temps, LAPOP a reçu l´appui généreux des institutions suivantes: l´Agence américaine pour le développement international (USAID), la Faculté des arts et des sciences de l´Université Vanderbilt, la Fondation Tinker, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, la National Science Foundation des États-Unis (NSF), le Conseil National de la recherche du Brésil (CNPq), l´Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (ASDI), l´Ambassade de la Suède en Bolivie ; ainsi que de l'Université Duke, l'Université internationale de Floride, l'Université de Miami, l'Université Princeton, la Pontificia Universidad Católica du Chili et la Kellogg Institute de l´Université Notre Dame. LAPOP maintient aussi de bonnes relations avec l´Organisation des États américains (OEA).

L'enquête la plus récente, dont les résultats sont présentés dans cette étude, a été réalisée au cours de l´année 2014 à partir d'échantillons représentatifs de la population des pays sondés, incluant les populations des zones urbaines et rurales. Au final, l´enquête de 2014 représente plus de 50 000 entrevues complétées dans 28 pays de la région.

Les mêmes questionnaires ont été administrés par internet à des échantillons représentatifs de citoyens du Canada et des États-Unis d'Amérique. L'ensemble des enquêtes ont été menées dans la langue officielle des pays ou dans la principale langue autochtone de chaque pays. Étant donné l'envergure de l'enquête, les questions du tronc commun et les techniques standardisées nous permettent de comparer les résultats entre les individus, entre certaines sous-régions des pays, entre les pays et à travers le temps.

LAPOP permet au grand public d'accéder à ses banques de données de façon entièrement gratuite sur son site web www.lapopsurveys.org. En plus de ces données, les rapports de recherches, les articles et les autres publications produits par LAPOP sont également disponibles via sa page Web. Les personnes intéressées peuvent aussi accéder aux études et aux données du LAPOP via divers établissements universitaires de l´Amérique Latine, du Canada et des États-Unis d´Amérique. De cette façon le LAPOP continue à œuvrer pour la génération de l´excellence académique y de politiques publiques dans les Amériques.

Agence américaine poru le développement international (USAID)
Tabarre 41
Route de Tabarre
Port-au-Prince, Haiti
Telephone: (509) 2229-8000
Fax: (509) 2229-8066